



**Thèse Présentée
par SILUÉ
N'Tchabétien
Oumar**

**UNIVERSITE ALASSANE
OUATTARA
(ex-Université de Bouaké)**

**DIFFUSION DES IDEOLOGIES POLITIQUES
DANS LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE
RUES IVOIRIENS APRÈS LE 19 SEPTEMBRE
2002. Jeux d'idéologies en période de
conflit armé**

29 décembre 2012



UNIVERSITE ALASSANE OUATTARA
(ex-Université de Bouaké)

UFR COMMUNICATION, MILIEU ET SOCIETE
Département d'Anthropologie et de Sociologie

**DIFFUSION DES IDEOLOGIES POLITIQUES
DANS LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES
IVOIRIENS APRÈS LE 19 SEPTEMBRE 2002.
Jeux d'idéologies en période de conflit armé**

THÈSE NOUVEAU REGIME

Pour l'obtention du grade de Docteur en sociologie
Option : Sociologie Politique

Présentée et soutenue publiquement par :
SILUÉ N'Tchabétien Oumar
Le 29 décembre 2012

Directeur de thèse : KOUAKOU N'Guessan François, Professeur titulaire

JURY

M. Francis AKINDÈS	Sociologue, Professeur titulaire, Université Allassane Ouattara (ex-Université de Bouaké)	Président
M. KOUAKOU N'Guessan François	Sociologue, Professeur titulaire, Université Allassane Ouattara (ex-Université de Bouaké)	Directeur de thèse
M. GBAYORO Zérégbé	Philosophe, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (ex-Université de Cocody)	Membre
M. Djah Célestin DADIÉ	Littéraire, Professeur titulaire, Université Allassane Ouattara (ex-Université de Bouaké)	Membre
M. DOUMBIA Tiémoko	Sociologue, Maître de Conférences, Université Allassane Ouattara (ex-Université de Bouaké)	Membre

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
RESUME.....	iii
DEDICACES	ix
REMERCIEMENTS	x
INTRODUCTION GENERALE.....	11
CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	11
I. Présentation de l'étude	11
II. Cadre pratique de la méthodologie	30
PREMIERE PARTIE : LES IDEOLOGIES POLITIQUES ET LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES DANS LE MOUVEMENT ASSOCIATIF DE JEUNES EN COTE D'IVOIRE.....	71
CHAPITRE PREMIER : SAISIR LE SENS DES IDEOLOGIES POLITIQUES	73
I. Comprendre les idéologies politiques.....	73
II. Les tempéraments politiques : droite, centre, gauche.	76
III. Les familles d'idéologies.....	80
CHAPITRE II : LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES DANS L'HISTOIRE.....	101
I. Histoire des espaces de discussions de rues	101
II. Les mouvements associatifs de jeunesse et les espaces de discussions de rues en Côte d'Ivoire	114
III. Le cadre légal et juridique des organisations de jeunesse	128
IV. Le conflit armé ivoirien du 19 septembre 2002	132
Conclusion partielle.....	138
DEUXIEME PARTIE : JEUX DES IDEOLOGIES POLITIQUES DANS LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES.....	139
CHAPITRE III : HISTORIQUE ET CARACTERISTIQUES DES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES.....	141
I. Caractéristiques générales des espaces.....	141
II. Présentation des espaces de discussions de rues étudiés	146
III. Organisation et fonctionnement des espaces.....	150
IV. Organisation et fonctionnement de la Sorbonne et du TPCA.....	156
V. L'identité des acteurs des EDR et leur positionnement politique	159
CHAPITRE IV : DEROULEMENT DES ACTIVITES DES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES ET LEUR POLITISATION.....	173

I. Ici, on est à la Sorbonne	173
II. Les grins	177
III. La politisation des espaces de discussions de rues	179
IV : PLACE DES FEMMES DANS LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES	190
CHAPITRE V : INTERPRETATION DU DISCOURS POLITIQUE	192
I. La co-construction du discours dans les grins : la victimisation.....	192
II. Co-construction du discours à la Sorbonne et au TPCA	198
III. Les idéologies des espaces comme reflets de l'identité des leaders politiques	201
IV. La construction idéologique des identités des autres acteurs.....	218
V. Le système des partis politiques et polarisation idéologique	235
Conclusion partielle	255
TROISIEME PARTIE : STRATEGIES DE DIFFUSION DES IDEOLOGIES POLITIQUES PAR LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES	256
CHAPITRE VI : MOBILISATION DES IDENTITES DES ACTEURS DES ESPACES... 258	
I. Les référents identitaires au service de la mobilisation politique	258
II. L'espace, siège de diffusion des idéologies politiques	267
III. La mobilité des acteurs.....	276
IV. La politisation des corps comme vecteurs de diffusion des idéologies	283
CHAPITRE VII : DE L'USAGE DE LA NATURE ET DE LA TECHNOLOGIE POUR LA PROPAGANDE	310
I. La commémoration : le tombeau des morts dans le cœur des vivants	310
II. Les médias et la propagande des espaces de discussions de rues.....	339
III. La diffusion des idéologies par la force et l'enrôlement des non Ivoiriens.....	361
Conclusion partielle	369
CONCLUSION GENERALE	371
BIBLIOGRAPHIE	380
Ouvrages généraux	380
Articles	392
Thèses, mémoires, conférences, rapports d'activités, séminaires, colloques, documents officiels, Brochures, Dictionnaires et communications	399
WEBLOGRAPHIE	401
INDEX DES AUTEURS CITES	403
ANNEXES	406

RESUME

Cette étude porte sur les stratégies mobilisées par les espaces de discussions de rues en Côte d'Ivoire pour diffuser les idéologies politiques dans le contexte du conflit armé du 19 septembre 2002. Elle soutient la thèse suivante : les espaces de discussions de rues sont des instruments qui ont servi à la diffusion des idéologies politiques pendant le conflit de septembre 2002 en Côte d'Ivoire. La méthodologie de l'étude repose sur l'ethnographie. L'observation participante et l'entretien ont permis de collecter les données pour vérifier les trois hypothèses émises.

La première partie présente les espaces de discussions de rues dans une perspective diachronique générale. Ce sont des regroupements de personnes qui se trouvent pour discuter sur des sujets d'actualité. Ils se distribuent en deux grandes catégories : les « agoras » et parlements », proches du FPI et de ses alliés et les « grins » qui partagent les idées du RDR et ses partenaires. La deuxième hypothèse permet de détecter les interconnexions qui existent entre les espaces de discussions de rues et les partis politiques. Espaces de critiques plurielles à leur création, ils se sont politisés sous l'effet des contingences qui ont animé le champ politique à partir de la transition militaire de 1999. Leur caractère politique transparaît également à travers la trajectoire sociale et professionnelle de ses animateurs. Les stratégies de conquête et de conservation des espaces physiques qui les abritent de même que les activités de soutien aux hommes politiques sont autant d'indicateurs qui révèlent leur identité politique. Enfin, les acteurs des espaces de discussions de rues mobilisent trois stratégies pour diffuser les idéologies politiques. Les discours des acteurs politiques sont réinterprétés avec des techniques qui suscitent les émotions. L'ouverture des espaces aux hommes politiques permet également de diffuser le discours idéologique. La mobilité des acteurs des espaces et la réécriture de l'histoire (par les monuments, l'appel aux héros, les chansons, etc.) sont des stratégies de dissémination. Enfin, les nombreux usages des NTIC participent de la promotion des idéologies. Les espaces reprennent à leur compte les débats qui animent le champ politique. Les « agoras » et « parlements » soutiennent le parti au pouvoir, le Front Populaire Ivoirien (FPI) alors que les « grins » ont pris parti pour l'opposition, notamment le Rassemblement des Républicains (RDR). Leur incursion dans le champ politique ivoirien traduit la volonté des jeunes de participer au jeu politique selon des modalités qui leurs sont propres.

Mots clés : Conflit armé, violence politique, diffusion, idéologies politiques, espaces de discussions de rues, jeunes, espace public, communication politique, participation, NTIC.

ABSTRACT

This study focuses on the strategies streets discussion spaces use for disseminating political ideologies into the Ivorian social mainstream, within the context of the armed conflict which broke out in the West African country on September 2002. The study supports the following idea: street discussion spaces have been instrumental in propagating political ideologies during the conflict (September 2002) in Ivory Coast. It is based on ethnographic methods. Participant observation and interviews have also been used in the framework of the research methodology in order to gather materials and verify the three leading hypothesis of the work.

The first part presents Street Discussion Spaces (SDS) from a diachronic perspective. SDS are spaces where people meet to discuss the latest news. These spaces fall into two categories: the “*Agoras*” and the “*Parlement*” which are pro-FPI (Ivorian Popular Front – the former ruling party) and the “*Grins*”, very supportive of the RDR (Rally of Republicans) and its allies. The second part brings to the fore the links between the SDS and political parties. SDS are no longer open democratic spaces that they used to be; since the military transition in 1999, SDS witnessed a slow slide into politics. The political belonging of SDS’ speakers has turned SDS into political arenas. SDS leaders’ struggle for the conquest of spaces, their space preservation strategies and their open support to politicians reveal their political identity. Eventually, SDS leaders use three strategies to help diffuse political ideologies. They comment political discourse in a way to spark off reactions and emotions within the audience. The opening of the SDS to politicians contributed to the diffusion of political discourse. In addition, SDS leaders’ mobility from one space to another and their rewriting and exploration of the nation’s history (reference to monuments, the praise of national heroes, chants, etc), added to the use of Information Technology devices also contribute to disseminate and promote political ideologies. The SDS usually draw political debates from the political field and use it for their own purposes.

The “*Agora*” and “*Parlement*” back the former ruling party, the Ivorian Popular Front (FPI), while the “*Grins*” are supportive of the opposition parties, namely the Rally of Republicans (RDR). SDS’ incursion into politics vividly testifies to youth’s ambition to be part of the Ivorian political game.

Keywords: Armed conflict, political violence, dissemination, diffusion, political ideologies, streets discussion spaces, youth, public space, political communication, participation, ICT.

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADN : Acide désoxyribonucléique

AFP : Agence Française de Presse

ANOPACI : Association Nationale des Orateurs et Parlements de Côte d'Ivoire.

AGOA: African Growth and Opportunity Act

AIE : Appareils Idéologiques d'Etat

ANACI : Association Nationale des Albinos de Côte d'Ivoire

ANCI : Alliance pour la Nouvelle Côte d'Ivoire

ANMI : Association des Naturalisés et Métis de Côte d'Ivoire

AOF : Afrique Occidentale Française

APC : Alliance Pour le Changement

APBF : Association Professionnelle des Banques

APO : Accord Politique de Ouagadougou

ARCC : Autorité de Régulation du Café Cacao

ARE : Appareils Répressifs d'Etat

ARK : Animation Rurale de Korhogo

AUPC : Programme Economique appuyé par l'Assistance d'Urgence Post-Conflict

BCC : Bourse de Café Cacao

BBC : British Broadcasting Corporation

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BICICI : Banque Internationale pour le Commerce et d'Industrie en Côte d'Ivoire

BNETD : Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement

CAP : Congrès pour une Alternative Politique

CD : Compact Disc

CDP : Congrès pour la démocratie et le Progrès

CEPICI : Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire

CES : Conseil Economique et Social

CGECI : Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire

CHAFCI : Chambre des Afficheurs Publicitaires de Côte d'Ivoire

CHR : Centre Hospitalier Régional

CIAPOL : Centre Ivoirien Anti Pollution

CECOS : Centre de Commandement des Opérations de Sécurité

CEI : Commission Electorale Indépendante

CIE : Compagnie Ivoirienne d'Electricité

CIMP : Comité Interministériel des Matières Premières

CNEC : Coordination Nationale de l'Enseignement supérieur et de la recherche

CNDD : Collectif National des Dockers et Dockers transit pour la Défense de leurs Droits de Côte d'Ivoire

CNLB : Comité National pour la Libération Totale de Bouaké

CNP : Conseil National de la Presse

CNPS : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale

CNSE : Comité National de Soutien aux Eléphants

CNSP : Comité National de Salut Public

CNRD : Congrès National de la Résistance pour la Démocratie

CODESRIA : Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique

COMOPA : Conseil Mondial du Panafricanisme

COSIM : Conseil Supérieur des Imams

COPAVIL : Collectif des Patriotes Victimes de la force Licorne

COPAYO : Collectif des Orateurs des Parlements et Agoras de Yopougon

CONARECI : Convention Nationale des Résistants de Côte d'Ivoire

CRI : Congrès pour la Renaissance Ivoirienne

CSDAIM : Chambre Syndicale des Agents Immobiliers

CSP : Conseil Supérieur de la Publicité

CTK : Compagnie Territoriale de Korhogo

DVD : Digital Versatile Disc

EGEP : Etats Généraux de l'Eau Potable

EDR : Espaces de Discussions de Rues

FENAAPCI : Fédération Nationale des Agoras et Parlements de Côte d'Ivoire

FENOPACI : Fédération Nationale des Orateurs des Parlements et Agoras de Côte d'Ivoire

FMI : Fonds Monétaire International

FDPCC : Fonds de Développement et de Promotion des Activités des Producteurs de Café Cacao

FN : Forces Nouvelles

FNAEG : Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques

FRC : Fonds de Régulation et de Contrôle

FRCI : Forces Républicaines de Côte d'Ivoire

FBI: Federal Bureau of Investigation
FIF : Fédération Ivoirienne de Football
FIFA : Fédération Internationale de Football Association
FPI : Front Populaire Ivoirien
GRTO : Groupe de Recherche sur la Tradition Orale
GVC : Groupement à Vocation Coopérative
HRW : Human Rights Watch
IADM : Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
ICG : International Crisis Group
IDA : International Development Association.
IDEE : Institut de Développement et d'Echanges Endogènes
IRIN : Integrated Regional Information Networks
LMP : La Mouvance Présidentielle
MIDI : Mouvement Ivoirien pour la Défense des Institutions républicaines
MFA : Mouvement des Forces d'Avenir
MIL : Mouvement Ivoirien de Libération
MOSABG : Mouvement de Soutien aux Actions de Blé Goudé
NACIP : Nouvelle Alliance de la Côte d'Ivoire pour la Patrie
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONUCI : Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PAA : Port Autonome d'Abidjan
PAPC : Projet d'Assistance Post-Conflict
PDCI : Parti Démocratique de Côte d'Ivoire
PLCI : Parti Libéral de Côte d'Ivoire
PRCI : Parti Républicain de Côte d'Ivoire
RDR : Rassemblement Des Républicains
RGCI : Rassemblement des Grins de Côte d'Ivoire
RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RHDP : Rassemblement Des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix
RTF : Radio Télévision Foundara
RTPG : Radio Télévision Péléféro Gbon
SAA : Syndicat Agricole Africain
SNU : Système des Nations Unies

SOAF : Solidarité Africaine
SODECI : Société de Distribution d'Eau en Côte d'Ivoire
SRP : Stratégie de Réduction de la Pauvreté
SRTV : Savane Radio Télévision
SYNARES : Syndicat National de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur
TPCA : Tout Puissant Congrès d'Abobo
UDC : Union des Démocrates pour le Changement
UDCY : Union pour la Démocratie Citoyenne
UDPCI : Union Démocratique pour la Paix en Côte d'Ivoire
UNAS : Union des forces d'Auto défense du Sud
UND : Union Nationale pour la Démocratie
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNIR : Union Nationale des Ivoiriens du Renouveau
UNG : Union des Nouvelles Générations
UGTAN : Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire
UPC : Union des Partis Politiques Centristes
URD : Union pour la Renaissance Démocratique
USD : Union des Sociaux-Démocrates
UTL : Université des Temps Libres
RTI : Radio Télévision Ivoirienne
VOA : Voice Of America

DEDICACES

A notre très regretté frère cadet, le Lieutenant Silué Songoufola Ousmane dit Samory !
toi, petit, tu t'es également retourné dans le sein du Seigneur ce jeudi 24 février 2011 sans même nous laisser le temps, ta maman et moi, de te serrer contre nous !

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

REMERCIEMENTS

La réalisation de cette étude a nécessité la contribution de certaines personnes à qui nous voudrions exprimer notre gratitude. Nous remercions notre Directeur de Recherche, le Professeur Kouakou N'Guessan François. Depuis la Maîtrise, il a guidé nos pas dans la recherche en sciences sociales en nous encadrant dans le cadre de notre mémoire de recherche. Nous remercions également les Professeurs Francis Akindès, Alain Cissoko, Adjo Guébi Noël et N'Goran Kouassi François pour avoir accepté de constituer le jury lors de la présentation de notre travail de recherche.

Nous avons contracté une dette intellectuelle à l'endroit de certaines personnes. Tous nos remerciements au Docteur Coulibaly Brahim pour ses orientations avisées depuis quelques années. Les corrections, les lectures du Docteur N'Goran Koffi Parfait de même que les prêts de documents nous ont toujours aidé. Nous pensons à ceux qui, par la force des événements mais surtout de la collaboration sincère sont devenus nos amis, nos frères Kouassi Yao Emmanuel, Kouassi Selay Marius Trésor et Touré Métan Bienvenu. Certains d'entre eux nous ont lu et relu pour réduire les coquilles alors que les autres ont apporté des observations pertinentes.

Nous disons merci à tous les acteurs des espaces de discussions de rues qui nous ont 'ouvert leur rue'. Grâce à leur sollicitude et leur accueil, nous avons pu intégrer ces espaces et les suivre au cours de leurs activités à tout moment. Ce sont les orateurs, les animateurs, les leaders et les membres des « agoras », « parlements », et « grins » qui nous ont reçu pour le recueil des informations.

Nos sincères remerciements à notre famille qui nous a soutenu pendant ces longues années d'études en mettant à notre disposition ce dont nous avons besoin pour parvenir à ce résultat. Auprès d'eux nous avons bénéficié de moyens financiers, matériels et de réconfort moral lorsqu'autour de nous tout semblait s'effondrer.

Enfin, nous adressons nos remerciements à nos amis qui nous ont aidé à réaliser nos enquêtes à Korhogo. Avec de maigres moyens, ils ont fait des entretiens et, ont accepté, parfois à des heures indues, de nous envoyer ces éléments dans des cybercafés où le débit de connexion est faible. Nous leur sommes reconnaissant pour avoir « subi » nos appels téléphoniques et nos invitations à retourner fréquemment sur le terrain pour confirmer ou infirmer des informations.

A tous ceux qui nous ont apporté une aide et qui n'ont pas été cités nommément, retrouvez entre ces lignes l'expression de notre infinie gratitude.

INTRODUCTION GENERALE

Le débat sur la fin des idéologies n'a pas épuisé la réflexion sur ce sujet. Bien au contraire, les idéologies font l'objet de plusieurs tentatives de compréhension et les profondes mutations qui traversent aujourd'hui les sociétés avec leur fort pendant politique font d'elles une préoccupation majeure dans les sciences sociales.

Les enjeux à la fois économiques, politiques, juridiques et sociologiques du conflit militaro-politique déclenché le 19 septembre 2002 en Côte d'Ivoire invite à se pencher sur le poids des idéologies dans la construction et la diffusion des idéologies. Plus précisément, cette étude s'attache à montrer comment les idéologies politiques sont propagées dans le corps social.

En s'appuyant sur le cas des espaces de discussions de rues à Korhogo et à Abidjan dans le contexte du conflit armé du 19 septembre 2002, l'étude tente de comprendre les stratégies mobilisées par ces espaces pour diffuser les idéologies politiques. En délimitant la réflexion dans le temps et dans l'espace, ce travail s'ouvre dans un premier temps sur une présentation des espaces de discussions de rues dans une perspective diachronique. Ensuite, dans la deuxième partie, elle montre les mécanismes de politisation de ces espaces en insistant sur les logiques à l'œuvre dans les processus de rapprochement entre ces espaces et les acteurs politiques. Enfin, la dernière partie s'achève dans un effort pour déterminer les stratégies de diffusion des idéologies politiques.

CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

Il présente l'étude en présentant son contexte de même que le cadre conceptuel dans lequel il s'inscrit. C'est aussi le lieu de montrer la méthodologie mobilisée pour atteindre les objectifs de l'étude.

I. Présentation de l'étude

I.1. Justification du choix du thème

Le choix de notre sujet de recherche trouve sa justification dans une motivation majeure. Les Espaces de Discussions de Rues (EDR) mènent des activités qui sont, au sens durkheimien, des faits sociaux. C'est ce qui explique les productions scientifiques qui tentent de systématiser ces espaces et d'en faire des objets de recherche. Notre étude vient enrichir le capital de la recherche en science sociale. Tous les objets (microphones, tenues

vestimentaires, aliments, notamment le thé, la musique, etc.) qui entrent dans la vie de ces organisations sont porteurs de sens.

La valeur scientifique de ce travail découle aussi du besoin d'établir un pont entre l'université et le corps social, entre la science et le profane. Il n'est pas évident pour un chercheur de s'intéresser à un objet qui est l'objet de la risée pour une partie des populations. Pire, entreprendre une recherche dans ce champ est perçu comme une paresse, une perte de temps. Et l'une des manifestations de cette barrière est le quolibet dont est parfois affublé le chercheur qui est perçu par ses pairs comme un « sorbonnard », c'est-à-dire un paresseux, un fainéant, un partisan ou un ami de nationalistes manipulés par un dictateur. De ce fait, cette recherche est un pont qui relie des espaces mutuellement contradictoires. Le pari scientifique est de démontrer que ces espaces sont porteurs de sens qui peuvent enrichir la réflexion et les débats scientifiques sur la jeunesse, la citoyenneté et l'espace public.

En effet, la « Sorbonne » et les « grins » sont un microcosme de la société ivoirienne. On peut y lire les faits et gestes des personnes à travers les pratiques de ces acteurs. Le phénomène de contagion des émotions selon Gustave Lebon, les formes de violence, la participation politique des jeunes et ses implications sont parfaitement lisibles dans ces espaces.

Les EDR sont une invention culturelle qui permet de saisir autrement les théories en communication politique. Les « grins » sont une sorte de résurgence du système d'information de l'Afrique traditionnelle. Issu du vieil « arbre à palabres » ou des « causeries autour du feu », cet outil a su, en se développant, s'adapter et s'intégrer non seulement aux transformations de la communication par les NTIC mais il a intégré le dispositif des institutions politiques modernes comme les partis politiques. En effet, ces espaces se sont réappropriés les NTIC. Les acteurs échangent grâce aux téléphones portables, sur Internet, etc. Ils collaborent avec les hommes politiques avec ces mêmes instruments. Cette étude vient donc démontrer la capacité d'adaptation de ces espaces traditionnels à la modernité. Aussi, il s'agit de montrer que ce sont des formes inédites d'expression, de communication « par le bas ». Car des citoyens lambda peuvent exprimer leurs opinions directement voir faire pression sur la classe politique dirigeante par des actions de contestation (marches, meetings, saccages ou agression, etc.).

D'autre part, la présente étude tente d'enrichir le débat sur la presse, notamment son fonctionnement et son rôle. Avec les EDR, les acteurs légitimes et traditionnels de la production et de la diffusion de l'information se multiplient. Cette situation suggère un élargissement de l'espace public habermassien. La parole sort des salons feutrés de la

bourgeoisie pour s'installer sur la place publique, dans la rue où tout le monde peut s'en accaparer. Du coup, les journalistes, les hommes politiques et les autres professionnels de la communication politique ne sont plus les seuls à produire l'information et à la diffuser. Ils sont concurrencés par les EDR qui produisent l'information et la porte à leur manière aux populations. C'est une forme d'accaparement de la parole par ceux qui devaient, en principe, la consommer.

Mais dans une perspective gramscienne et bourdieusienne, les EDR sont des appareils idéologiques d'Etat. En effet, même si, dans une certaine mesure, les EDR se réclament de la démocratie, il n'en demeure pas moins que, avec le conflit armé du 19 septembre 2002, ils ont été happés et formatés par les hommes politiques qui en ont fait des instruments idéologiques de groupes dominants. Ils sont confondus avec les partis politiques et exercent de ce fait, un monopole sur les outils d'informations sans être au service de tous les groupes composant la société dans son ensemble. En témoignent les autodafés des journaux qui ont ponctué la campagne présidentielle d'octobre 2010.

I.2. Contexte et constats de recherche

Les espaces de discussions de rues se sont positionnés comme des outils de diffusion des idées qui meublent les imaginaires politiques des acteurs engagés dans le conflit. Ils se distribuent en deux grandes catégories distinctes sur la base des idéologies qu'ils épousent. D'un côté, on trouve ceux que l'on appelle les « agoras » et « parlements » et de l'autre les « grins ». Les premiers sont proches du parti au pouvoir, le FPI. Par contre, les seconds marquent leur adhésion aux idées du RDR.

Indépendante depuis 1960, la Côte d'Ivoire passait pour être un havre de paix en Afrique de l'Ouest. Sa politique d'ouverture sur l'extérieur, la vitalité de son économie et sa vision d'attirer les entrepreneurs par un code d'investissement favorable aux marchés en ont fait un pôle économique important. Mais cette embellie va commencer à s'essouffler avec les premières crises économiques qui surviennent après 1980. En effet, dès 1990, les premières contestations sociales d'ordre corporatistes voient le jour. A l'initiative du Syndicat National de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (SYNARES), des étudiants et de certaines organisations de travailleurs, des manifestations de contestations collectives animent l'espace public. Au même moment, les partis politiques se sont multipliés. En 1985, la Côte d'Ivoire comptait 80 partis pour environ 10,5 millions d'habitants. Plus de 20 ans plus tard, en 2010, on en dénombre plus de 100 pour 12 millions de personnes. Les services sociaux de base comme l'école, l'accès à l'eau potable et à la santé s'affaiblissent à cause de la pression

démographique. Ces changements socio-politiques ont induits l'apparition de nouvelles formes de sociabilité. Avec l'avènement des Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui se multiplient, les populations se regroupent en associations pour revendiquer leurs droits aux logements, à la liberté de manifestation, etc.

A partir de 1999, la Côte d'Ivoire est traversée par des épisodes de troubles socio-politiques qui débouchent sur une guerre le 19 septembre 2002. Les insurgés occupent la partie Nord du pays quand les forces loyalistes contrôlent le Sud. A côté de ces deux forces qui s'affrontent, d'autres acteurs animent cette dynamique de conflictualité. Ce sont, entre autres, les milices et les espaces de discussions de rues.

Ce contexte amène à déduire trois constats à partir desquels on peut lire la trajectoire idéologique des acteurs engagés dans la crise. Le premier constat découle de la question suivante : En quoi la crise du 19 septembre 2002 a-t-elle favorisé la multiplication des espaces de discussions de rues en Côte d'Ivoire ?

Constat 1 : Le conflit du 19 septembre 2002 et la violence d'Etat comme facteurs de multiplication des espaces de discussions de rues

La « Sorbonne » est identifiée comme le premier espace de discussions de rues. Elle est apparue dans les années 80. Jusqu'à une période récente cet espace était le seul qui regroupait des personnes pour des échanges autour de sujets divers. Mais le coup d'Etat du 24 décembre 1999 a marqué un changement majeur dans son fonctionnement. En effet, elle a accueilli la présence de représentants du Comité National de Salut Public (CNSP). La « Sorbonne » a été reçue par le Président Guéi Robert cette même année.

Mais c'est le déclenchement de la guerre le 19 septembre 2002 qui a entraîné le phénomène de duplication (Banégas 2006:143). Dès son arrivé à Abidjan, Blé Goud   Charles organise la résistance pour défendre les institutions de la République incarnée selon lui par Laurent Gbagbo. Il réunit ses amis et crée l'Alliance des jeunes patriotes qui regroupe plusieurs organisations de jeunes. Les responsables de la « Sorbonne » et d'autres leaders comme Blé Goud   Charles multiplient les initiatives pour créer de nouveaux espaces (Blé G.C 2006). Ainsi de nombreux espaces voient-ils le jour à Abidjan en exerçant avec des appellations diverses : le « Parlement » de Wakoubou   de Yopougon, le Tout Puissant Congrès d'Abobo (TPCA), etc. Ils sont au nombre de 256 aujourd'hui et évoluent essentiellement dans la zone gouvernementale avec une forte représentativité à Abidjan¹.

¹ Entretien réalisé avec le chargé de communication de l'Union Nationale des Orateurs des Parlements et Agoras de Côte d'Ivoire (UNOPACI) le mardi 15 octobre 2011.

Mais la duplication ne s'effectue pas seulement au niveau des « parlements » et « agoras ». On remarque le même mouvement de multiplication au niveau des « grins » qui sont au nombre de 18.500 sur toute l'étendue du territoire national². En effet, en réaction aux membres de « agoras » et « parlements » qui ont mis sur pied ces espaces pour promouvoir l'idéologie nationaliste de Laurent Gbagbo, les « grins » ont pris leurs dispositions pour s'organiser et quadriller à leur manière la Côte d'Ivoire pour prendre en charge idéologiquement les populations. On les retrouve à Abidjan avec une préférence dans les quartiers populaires majoritairement peuplés par les populations d'origine malinké et des communautés non ivoiriennes comme les Maliens, les Burkinabés et les Guinéens (Théroux-Bénoni et Bahi 2008:11). Les « grins » ont adopté l'idéologie libérale de l'opposition, notamment du RDR. Les responsables des « grins » avancent que la multiplication de ces espaces est liée à l'impossibilité des jeunes proches du RDR de s'exprimer librement. En effet, la multiplication des espaces est couplée à la brutalisation du champ politique ivoirien. En fait, « (...) le coup d'Etat manqué du 19 septembre 2002 a eu pour conséquences deux camps en armes, des combats, des cruautés contre les civils, la peur » (Vidal 2003:45). Or « l'instauration de la carte de séjour et les contrôles ciblés de la police sur des gens ayant un patronyme nordiste, ou présentant le « délit de faciès » nordiste, suivis de rackets et de violences, achèvent de convaincre les Ivoiriens du Nord et les ressortissants de l'AOF de l'existence d'une xénophobie d'Etat, ou d'une xénophobie vis-à-vis de laquelle l'Etat, en demeurant passif, se montre complice » (Dembélé 2002:153-154). Les populations de cette région sont perçues comme des « faux Ivoiriens » (Le Pape et Vidal 2002:217). Du coup, le « grin » devient l'espace idéal pour contourner l'interdiction de rassemblement et les menaces de violences liées à un regroupement lors de meetings³.

La duplication prend la forme de regroupements. Pour renforcer leur capacité d'action les espaces de discussions de rues se regroupent par affinité politique et parfois ethnique aussi et par fonction. En plus des organisations créées pour rassembler les « grins » ou les « agoras » et « parlements », d'autres sont mises en place selon le rôle joué par les animateurs de ces espaces. Ainsi on a-t-on créées des organisations d'orateurs, d'organisateur des « agoras » et « parlements », etc.

² Entretien réalisé le 25 octobre 2011 avec le Secrétaire Général du Rassemblement des Grins de Côte d'Ivoire (RGCI).

³ Entretien réalisé le 25 octobre 2011 avec le Secrétaire Général du Rassemblement des Grins de Côte d'Ivoire (RGCI).

Ce premier constat amène le second traduit dans la question suivante : les espaces de discussions de rues sont-ils un indicateur de la démocratie ou, au contraire, des formes de ghetto intellectuelle et sociale ?

Constat 2 : La compétition autour des espaces de discussions de rues pour le contrôle de l'espace politique

La rue occupe une place centrale dans la diffusion des idéologies. Les antagonismes qui opposent les leaders politiques du Front Populaire Ivoirien (FPI)⁴, du Rassemblement Des Républicains (RDR) et du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire) PDCI ont été récupérés par la rue. Dès lors, on assiste à une compétition où d'une part les EDR se disputent la rue entre eux et d'autre part, ils la disputent avec les autorités politiques et administratives. Cette lutte pour le contrôle de la rue se traduit par une culture de la violence qui transparait dans les pratiques des « grins » et les « agoras » et « parlements » (Banégas 2006:545). Ils sont engagés dans une bataille de délégitimation et de destruction symbolique et réelle de l'adversaire. Chaque espace fonctionne comme un « (...) moyen d'enrégimentement, de mobilisation, des troupes de chaque camp dressées pour la conquête et/ou la défense du pouvoir » (Ouédraogo et Sall 2008:17).

La délégitimation et la destruction de l'adversaire apparaît dans les propos, la force physique, l'occupation physique de l'espace où ils sont établis. La violence qui s'est imposée dans le champ politique en Côte d'Ivoire depuis 2003 imprègne les rapports entre ces espaces (Vidal 2003, Olukoschi et Sall 2004). Dans les « agoras » et « parlements », la presse proche du leader du RDR, Alassane Ouattara, a été jusqu'à la signature des accords de Ouagadougou en 2007, houspillée ou détruite réellement. Le rejet de cette presse est allé de la simple interdiction de vente à des autodafés matérialisés par des incendies de kiosques de buralistes et le saccage et la destruction par le feu de rédactions (Théroux-Bénoni et Bahi 2003:9). Les vendeurs à la crié sont tabassés. Le même phénomène de violence s'observe dans les « grins » qui rejettent systématiquement les journaux qui partagent l'idéologie du FPI.

Les agressions et les autodafés réciproques se sont surtout observés dès la proclamation du premier tour des élections présidentielles d'octobre 2010. Depuis le déclenchement de la crise de septembre 2002, on a observé une sorte de distribution zonale des EDR en Côte d'Ivoire. Cette distribution épouse les affiliations idéologiques qui opposent le FPI et ses alliés au RDR et l'ensemble des partis qui lui sont proches. Les zones occupées

⁴ FPI, 2001, *Statuts et règlement intérieur*, Abidjan : FPI, 60 p.

par la rébellion sont largement dominées par les « grins » quant celles où sont positionnées les forces loyalistes sont l'espace privilégié des « agoras » et « parlements ». A Abidjan, cette répartition s'effectue selon les quartiers. Ceux qui regroupent le plus de militants du RDR se distinguent par une forte présence de « grins » alors que ceux où on compte les partisans du FPI se démarquent par le nombre impressionnant d'« agoras » et de « parlements ». Toutefois, si la ville d'Abidjan est partagée entre les « grins » et les « agoras » et « parlements », à Korhogo, les « grins » règnent sans partage.

Par ailleurs, la violence se traduit également entre les espaces et les autorités. L'Etat ivoirien exerce son autorité en contrôlant les activités des organisations sur le territoire national. A ce titre les EDR sont soumis au régime juridique qui régit les associations. Or dans la pratique, ils s'éloignent de cette définition juridique des associations pour se loger dans la logique de l'informel associatif. En effet dans les faits, presque tous les EDR n'ont pas de personnalité juridique. Ils ne sont pas déclarés auprès du Ministère de l'intérieur, organe de tutelle des associations en Côte d'Ivoire. Ils n'existent pas également dans les fichiers du Ministère de la Jeunesse et des sports. Sur cette base, on peut avancer que les EDR n'ont pas de personnalité juridique et que, dès lors ils exercent dans l'illégalité. De ce fait, ils s'inscrivent dans une logique d'informel associatif.

Ce statut leur dénie non seulement le droit d'exercer leurs activités comme ils l'entendent mais, surtout de ne pas poser certaines actions. L'occupation de l'espace public est soumise à des lois. A la lumière du droit de propriété, l'article 713 du code civil ivoirien stipule que « *Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat* ». L'occupation d'un espace est soumise à un contrat de louage défini dans le code civil ivoirien dans ses articles 1713 à 1734. De ce fait, les EDR sont tous dans l'illégalité car aucun d'entre eux ne respectent les lois régissant le foncier urbain. Pis, certains d'entre eux, notamment les « agoras » et « parlements » se substituent à l'Etat en levant des taxes⁵.

Ce constat soulève une question qui ouvre le débat sur le troisième : l'accroissement de la pauvreté depuis quelques années explique-t-elle la multiplication et l'enrôlement dans les espaces des discussions de rues ?

I.3. Problématique

Elle pose les questions de recherche sur lesquelles s'appuie la recherche. Elle tente d'apporter des réponses anticipées et provisoires aux questions posées.

⁵ Nord-Sud, N° 564 du 29 novembre 2007

I.3.1. Questions et objectifs de recherche

Qui sont les EDR ? Quelles sont les caractéristiques des EDR ? Comment les EDR sont-ils organisés ? Quelles sont les interconnexions qui existent entre les partis politiques et les acteurs des EDR ? Comment les EDR participent-ils à la diffusion dans le corps social des idéologies politiques en Côte d'Ivoire ? Quelles sont les stratégies élaborées par les animateurs de ces espaces pour diffuser les idéologies politiques ?

Cette étude sur la diffusion des idéologies politiques s'appuie sur des objectifs : un objectif général et des objectifs spécifiques.

I.3.2. Objectif général

De façon générale, il s'agit de comprendre la manière dont les EDR participent à la promotion des idéologies et le formatage des imaginaires politiques en Côte d'Ivoire depuis le déclenchement de la crise de septembre 2002.

I.3.2.1. Objectifs spécifiques

Pour atteindre cet objectif général l'étude vise à :

- Identifier les espaces de discussions de rues de même que leurs caractéristiques ;
- déceler l'interconnexion qui s'est établie entre les leaders politiques et les espaces de discussions de rues de même que les types d'espaces qui sont apparus et les idéologies particulières qu'ils défendent ;
- analyser les stratégies de diffusion des idéologies politiques et les significations qui en découlent.

I.3.3. Thèse et hypothèses de travail

Pour répondre aux questions soulevées dans la problématique, nous avons formulé des hypothèses. La recherche est centrée autour d'une thèse.

I.3.3.1. Thèse

Les espaces de discussions de rues sont des instruments qui ont servi à la diffusion des idéologies politiques pendant le conflit de septembre 2002 en Côte d'Ivoire.

I.3.4. Hypothèses

Les propositions pour expliquer la manière dont les idéologies sont diffusées sont :

I.3.4.1. Hypothèse 1

Les espaces de discussions de rues ne sont pas de simples lieux de rassemblement. Ils ont une signification sociale dans la mesure où ils sont à la fois des espaces de critiques, des sites commerciaux et religieux.

Indicateurs :

- organisation des espaces par les responsables de ces lieux ;
- Types d'activités menées sur les espaces ;
- Identité des personnes qui exercent des activités sur les sites ou qui les visite ;
- produits et/ou services vendus.

I.3.4.2. Hypothèse 2

Les espaces de discussions de rues diffusent les idéologies des partis politiques auxquels ils sont interconnectés. L'interprétation du discours des acteurs politiques par les EDR crée un lien entre eux et ces derniers.

Indicateurs :

- La trajectoire sociale et politique des acteurs des espaces ;
- L'identité des acteurs politiques desquels ils sont proches ;
- Les discours prononcés par les orateurs ;
- Les modes d'occupation et de gestion des espaces ;
- L'identité des personnes invitées dans les espaces ;
- Les idéologies particulières défendues par ces espaces.

I.3.4.3. Hypothèse 3

La diffusion des idéologies politiques par les EDR s'effectue par l'ouverture des espaces aux acteurs politiques, la mobilité des acteurs de ces espaces et l'usage des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). Elle passe aussi par la construction partisane des faits par les acteurs.

Indicateurs :

- L'agenda journalier des orateurs ;
- Les instruments de communication mobilisés lors des interventions ;
- Les instruments mobilisés dans la préparation des interventions ;
- Les techniques de communication mises à contribution.

I.3. Revue de la littérature

Les EDR ont fait l'objet de plusieurs publications. Pour saisir le sens réel de ce phénomène il convient d'inscrire l'analyse dans le champ de l'espace public. Entendue comme une étendue, abstraite ou non ou encore la perception de cette étendue, l'espace est pour Lefebvre un produit et une œuvre totale humaine. Il affirme le lien entre l'espace et la praxis. En effet, la « *pratique sociale consiste en une projection « sur le terrain » de tous les aspects, éléments et moments de la pratique sociale, en les séparant, et cela sans abandonner un instant le contrôle global, à savoir l'assujettissement de la société entière à la pratique politique, au pouvoir d'Etat* » (Lefebvre 2000:15). A chaque praxis ou société correspond un ou plusieurs types d'espace et à chaque espace une ou plusieurs praxis⁶. Et la production de l'espace découle de pratiques spatiales qui correspondent à toutes les activités qui concourent à créer l'espace d'une société donnée. Il s'agit d'une œuvre totale qui dépasse le seul champ visuel et implique le vécu et les pratiques humaines. Dès lors, l'espace social articule en lui plusieurs autres espaces. En fait, il n'y a pas un espace social mais des espaces sociaux.

Habermas, dans une perspective diachronique, décrit le principe de publicité sous ses formes hellénique, féodale, bourgeoise et sa fragmentation dans la technicisation de l'activité politique (1962:85). Pour lui, l'espace public est « *le processus au cours duquel le public constitué par les individus faisant usage de leur raison s'approprie la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir d'Etat* » (Habermas 1978:61). Il soutient que « *l'espace public se décrit le mieux comme un réseau permettant de communiquer des contenus et des prises de position, et donc des opinions* »⁷. Ce réseau est constitué d'intellectuels, d'hommes fortunés, bref d'une élite qui tente de s'affranchir de l'autorité politique en place. Ce sont des organisations non rigides, centralisées par des personnalités politiques, dont chacune a son journal, par lequel elles tiennent en éveil l'attention et l'intérêt d'une clientèle déterminée. Le statut de même que

⁶ [En ligne]

Disponible sur : <<http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/2/48/95/06/La-Somme-et-le-Reste/S-R-19.pdf>> (Consulté le 11 mai 2010)

⁷ Habermas, J., *L'espace public*, op. cit., p. 102.

l'agenda de ces lieux que Habermas tente de définir comme « *le processus au cours duquel le public constitué par les individus faisant usage de leur raison s'approprie la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir d'Etat* »⁸. La définition habermassienne de l'espace public amène à réfléchir sur toutes les formes de regroupements humains. Plusieurs auteurs ont tenté de cerner le sens de ces regroupements. Les écrits sont axés sur des préoccupations diverses mais le champ le plus largement « défriché » est celui de leur définition et de leur nature. En effet, selon les espaces les appellations pour les désigner changent. Dans une étude menée au Congo Kinshasa, Duasenge Ndundu les a identifiés sous le vocable de « Radio-Sandaga » au Sénégal, « Radio-Kankan » dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest, « Radio-Médina » en Tunisie et dans le reste du Maghreb, « téléphone arabe » (1985:71). En Angola il parle de « journal des mucèques » et de « Chaîne 3 » au Gabon.

Il relève trois remarques qui se dégagent de ces appellations⁹. D'abord le référent matériel évoqué est partout le même. Il traduit la métaphore pour colporter des nouvelles par voie de bouche-à-oreille. Ensuite, ils se distinguent par la présence de deux matrices sociales : européanité et africanité. La première s'exprime par les mots « radio », « journal », « téléphone ». La seconde par le lieu qui est un espace important de pays africains c'est-à-dire le grand marché Sénégalais de Sandaga, le quartier populaire de Treichville en Côte d'Ivoire, les bidonvilles angolais de Luanda (les mucèques), etc. Enfin, il identifie des réalités fictives et immatérielles car on ne trouve nulle part des immeubles et bâtiments avec des enseignes « Ici, radio-trottoir », « La radio-Sandaga », etc. Il n'y a pas de réalité palpable ni concrète mais la fertilité de l'imagination populaire. Il s'agit d'une entité qui est alimentée par les ressources du quotidien local. Duasenge Ndundu inscrit son étude dans une perspective de relation entre « Radio-trottoir » et les médias traditionnels (journaux, télévision, etc.). Il y voit un rapport d'opposition avec une tendance de forte consommation des informations de « radio-trottoir » par les populations.

Même si Duasenge reconnaît à cet outil la qualité de diffusion de l'information, il n'en demeure pas moins qu'il lui dénie celle de persuasion de la population en vue de l'action. Pour lui cette tâche incombe aux médias traditionnels. Son refus de lui reconnaître cette fonction de propagande ne lui permet pas de percevoir ses possibilités d'influencer les esprits dans les transactions. L'opposition entre « Radio-trottoir » et le champ politique se loge dans le cadre où le peuple (re)produit la parole publique. Or dans le cas ivoirien, on entrevoit la

⁸ Habermas, J., *L'espace public*, op. cit., p. 61.

⁹ Ibidem., p. 83.

possibilité où les hommes politiques s'accaparent ses espaces pour la satisfaction de leurs projets.

Michel Batala lui, situe « Radio-trottoir » dans une approche historique et le fait apparaître comme une résurgence d'un système d'informations de l'Afrique traditionnelle (1980:29). Dans son étude il affirme qu'il est tombé en désuétude depuis l'introduction des médias modernes dans les sociétés traditionnelles. Comme Duasenge, il ne le perçoit que dans le sens d'une sorte de résurgence de la tradition qui tente de résister devant la puissance des nouveaux médias.

En Côte d'Ivoire, dans les années 80, Kouakou a questionné les structures d'intégration qui sont en marge des organes de pouvoir et de décision officiels à Abidjan. Ce qu'il appelle « *formes d'organisations parallèles* », sont les maquis, ces lieux de restauration populaire qu'il soupçonne d'être des endroits qui font sourde la naissance de l'espace public en Côte d'Ivoire (Kouakou 1982b:545). Ils renvoient à une triple réalité qui est à la fois gastronomique, culturelle et politique. Dans la première acception, « *il s'agit d'un local de fortune, édifié plus ou moins sommairement, généralement sans autorisation, pour répondre au besoin d'une clientèle ponctuelle* »¹⁰. Ce sont les plats nationaux qui y sont servis¹¹. Dans le second, les maquis sont des lieux de bavardage perçu comme un moyen informel d'échanges, un « *rite régulier chez certains clients* »¹². C'est un médium par lequel vont s'élaborer et s'organiser des stratégies pour une meilleure intégration à la vie urbaine, et qui engendrera une solidarité active en direction des autres. Car c'est dans le maquis que l'on trouve la l'information pour bénéficier de la meilleure offre de logement économique, un emploi pour un « frère » venu du village, des nouvelles du village, les résultats sportifs du week-end. Enfin, le maquis pourrait être un forum politique. Kouakou qui ne faisait pas usage du concept d'« espace public » s'interrogeait pour savoir si le maquis abidjanais était un forum politique ou un simple espace de convivialité. Pour lui, le maquis était déjà, non seulement politisé, mais en plus militant parce qu'il était constitué par des groupes sociaux qui s'y retrouvaient pour débattre des problèmes (familiaux, professionnels et nationaux) qui les concernent ou auxquels ils sont directement ou indirectement impliqués. « *Ainsi ces forums populaires multipliés dans les communes de la capitale reprennent sans doute à leur manière la balle de la nouvelle démocratie ivoirienne avec la liberté de pensée et*

¹⁰ Ibidem., p. 545.

¹¹ Foutou de banane ou d'igname ; sauce graine, sauce claire ou sauce arachide ; attiéké, poisson ; riz blanc, riz gras.

¹² Ibidem., p. 547.

d'expression qu'elle inspire aux citoyens »¹³. En effet, les propos tenus par ces maquisards¹⁴ n'épargnent aucun domaine de la vie nationale et internationale : les décisions des Conseils de Ministres, la crise du logement, les mutations culturelles, la baisse du pouvoir d'achat, les détournements de fonds, les matchs de football, etc. En s'inscrivant dans une définition large du terme politique qui se définit comme la chose de la cité, on peut affirmer avec Kouakou que le maquis est politisé.

Le maquis est apparu dans le contexte économique des années 80 marqué par la cherté de la vie. Les associations de consommation identifiées par Kouakou se retrouvent sur des bases pluri-ethniques et pluri- raciales. Bahi a reconnu un autre regroupement plus large et étendu que les maquis : la « Sorbonne » d'Abidjan. En Côte d'Ivoire, appelés « espaces de discussions de rues », « forums de discussions », « agoras » ou « Sorbonnes », ils sont apparus dans les années 80. Et « *la plus ancienne et la plus connue d'entre ces agoras est la « Sorbonne » du Plateau, ainsi baptisée en référence à la célèbre université parisienne* » (Bahi 2003:1). Comme le maquis de Kouakou, « *la « Sorbonne » bat son plein entre midi et deux, au moment où les gens descendent des bureaux et sortent des écoles pour se restaurer* »¹⁵. Et comme dans les maquis, « *des cercles de discussions se forment alors de manière spontanée, les gens échangent des informations sur l'actualité brûlantes* »¹⁶. Le faisant, les « sorbonniens » et les « sorbonnards » tentent de créer un espace de la « vraie démocratie ». Il s'agit d'engager de libres discussions et d'échanger des points de vue. Les débats s'adosent sur le principe de la convivialité et de la tolérance afin que naisse une atmosphère propice au développement de la vie intellectuelle. En clair, la « Sorbonne » est politisée car elle s'intéresse à la gestion des affaires de la cité en se prononçant sur « l'actualité brûlante ».

Depuis quelques temps, d'autres espaces comparables à la « Sorbonne » sont apparus. En se multipliant, ils ont élargi l'espace public. Ils se distribuent maintenant en deux catégories : d'une part les « parlements » et « agoras », dérivés de la « Sorbonne » et d'autre part les « grins » (Théroux-Benoni et Bahi 2008:206). On peut parler d'enrichissement de l'espace public d'abord au plan numérique car, en plus de la « Sorbonne », localisée au Plateau, on a de nombreux espaces qui exercent ailleurs. En, plus ils ne sont plus seulement cantonnés à la capitale car on les retrouve dans les autres villes de l'intérieur du pays.

¹³ Ibidem., P. 548.

¹⁴ Clients des maquis.

¹⁵ Ibidem., p. 1.

¹⁶ Ibidem., p. 1.

L'enrichissement de l'espace public ivoirien se perçoit également dans la diversification des espaces. En effet, depuis peu, le modèle des « grins » est venu compléter celui de la « Sorbonne ». Cependant, tous ces espaces ont un point commun. Ils sont interconnectés aux partis politiques. L'orientation politique des EDR pose en filigrane la question de leur interconnexion au champ politique. Les « agoras » et « parlements » « se déclarent sinon militants ou sympathisants du FPI, du moins loyalistes, patriotes ou « gbagboistes »¹⁷. Au contraire, les « grins » sont proches du RDR¹⁸. ». En s'intéressant à la question de l'espace public urbain, Leimdorfer a constaté qu' « Abidjan est une ville « instable » dans la mesure où les lieux et leur occupation se transforment rapidement, et où l'appropriation et la destination des espaces sont sujettes à des de très nombreux conflits ainsi qu'à des changements relativement rapides » (1999:52). L'espace public « instable » que Leimdorfer a identifié à Abidjan l'est parce qu'il est « instrumental » c'est-à-dire manipulé par « toutes sortes d'autorités »¹⁹.

Dans sa critique de l'urbain, Lefebvre ne dissocie pas l'espace et le politique. Pour lui, la quotidienneté de la vie est en prise avec les puissances du marché capitaliste et de l'Etat (Lefebvre 2000:55). Un des fondements de l'Etat est le contrôle, la surveillance et l'instrumentalisation de l'espace. Cette situation arrive parce que le consumérisme et les médias isolent et aliènent les individus en leur donnant l'illusion de participer politiquement aux affaires de la cité. Cette approche lefebvrienne de l'espace permet de comprendre l'interconnexion entre les EDR et les acteurs politiques. L'espace public ivoirien s'est donc élargi en se diversifiant. Mais il conserve toujours le caractère qui le démarque des autres : les possibilités d'accès et d'expressions multiples parfois contradictoires. Ou, plus précisément, l'intérêt à la chose publique. Et c'est en s'intéressant aux affaires de la cité que les EDR prennent position par rapport aux idéologies. Ces dernières prennent forme en intervenant dans un espace déterminé et à une époque précise²⁰. Dans cette logique de rapprochement, les EDR jouent le rôle de diffuseurs des idéologies. En fait « Ils s'insèrent dans le réseau de communication des courants politiques en étendant le champ social de la propagande idéologique » (Koné 2007:25). En élargissant leurs caractéristiques à la critique, les EDR ont cédé à la tentation du rapprochement des partis politiques. Plusieurs acteurs politiques proches du FPI se sont prononcés sur leur relation avec les EDR, notamment les « agoras » et « parlements ». L'épouse du Président Gbagbo explique leur participation politique en ces

¹⁷ Théroux-Benoni et Bahi, A propos du rôle des médias dans la crise ivoirienne..., op.cit., p. 206.

¹⁸ Ibidem., p. 207.

¹⁹ Ibidem., p. 63.

²⁰ Ibidem., p. 55.

termes « *Pendant ces trois années, les populations ont pu s'associer au débat et donner leur point de vue, soit en interpellant leur député dans sa circonscription, soit en écrivant des articles dans la presse, ou encore en animant des conférences et débats dans les agoras et parlements de quartiers* » (Gbagbo S.E. 2007:295). Elle poursuit en s'attardant sur leur efficacité et leurs stratégies de diffusion des idéologies politiques « *Dans les quartiers, les patriotes organisent les débats ; Idriss Ouattara, Richard Dacoury, Nado Clément, Nagbo Zozo, Ahi Amonkon Simon, Doumbia Lacina, Kouadio Badou, etc. Ils instruisent les dossiers. Ils provoquent les échanges d'idées et l'on voit naître partout, dans tous les quartiers, à Abidjan comme à l'intérieur du pays, des espaces d'échanges, des espaces de débats intellectuels. (...) De son sein, le peuple façonne un instrument admirablement efficace, ce que les Grecs appelaient les agoras et ce terme est retenu ici également. On voit naître La Sorbonne, Les Parlements et les agoras. Chacune de ces structures se dote « d'orateurs » officiels, qui ont le devoir de se documenter sur les thèmes et de venir instruire la masse, les auditeurs. Mais il est également fait appel à des conférenciers, personnes extérieures à ces structures, des aînés plus cultivés, plus informés sur les sujets à débattre* »²¹. Le principal animateur de la galaxie patriotique, fer de lance de la jeunesse engagée auprès du FPI, témoigne de l'interconnexion de ces espaces avec son organisation. Il le dit « *Je suis le président du COJEP et le président de l'Alliance de la jeunesse pour le sursaut national, en partenariat avec les "parlements", espaces de libre expression que nous avons créés pour mieux permettre à la parole qui libère de se faire entendre* »²².

Les autres études sur les EDR les logent dans deux sens : celui de l'engagement politique et celle des stratégies de communication. Mais elles se rejoignent cependant sur un point. Ils interviennent dans un processus de reconfiguration de rapports intergénérationnels et d'émancipation d'une jeunesse en quête d'une identité. Richard Banégas saisit ces espaces dans une perspective globale qui prend en compte l'expression de l'identité nationale à travers l'*ivoirité*, la renégociation des rapports entre la Côte d'Ivoire et ses proches voisins et un projet de « *libération nationale* » (2007:234). Pour lui, il faut les « *prendre au sérieux* » en dépit de leurs excès (2008:34) pour comprendre ce que les jeunes nous disent du passé, du présent et du futur.

Des recherches sont orientées dans la direction des trajectoires militantes issues des organisations syndicales comme la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI). Yacouba Konaté remarque depuis le 19 septembre 2002, une montée en puissance

²¹ Ibidem., p. 433.

²² Blé G.C., *Crise ivoirienne. Ma part de vérité*, op.cit., p. 124.

des jeunes dans le champ politique. Cette insertion est le fait d'anciens militants de la FESCI (2003:50, 2005:123). Il y voit des stratégies des jeunes pour participer au débat et à l'action politique. Karel Arnault lui emboîte le pas en percevant les EDR comme le cadre concret de logiques communicationnelles et identitaires. Contrairement à Duasenge, il reconnaît les EDR comme des instruments de propagande politique (2004b:11). Les « agoras » et « parlements » sont identifiés comme des relais de diffusion de l'information politique à travers les discours, les vêtements (tee-shirts, casquettes, etc.).

D'autres études ont été conduites dans un registre politique, notamment la construction, la confrontation ou la cohabitation d'identités ethniques, biologiques, économiques, etc. Karel Arnault décrit et explique comment les catégories et les idéologies qui proviennent des arènes idéologiques globales (théories de la dépendance, multiculturalisme notamment) se reflètent dans des antagonismes nationaux (régionaux, sociaux et « ethniques ») (2008:5). Ils donnent naissance à des « allogènes » et des « autochtones » qui s'opposent dans des espaces comme les partis politiques. Ils apparaissent comme l'expression d'une écriture idéologique de soi, notamment le patriotisme et l'ethnonationalisme (Banégas 2006:545). Les EDR sont au cœur du processus de construction. Or des auteurs les jugent comme soit la cause du conflit militaro-politique du 19 septembre 2002 soit comme l'un des vecteurs qui l'entretient (Moya 2006:627). Les sentiments nationalistes des « agoras » et « parlements » sont clairement aiguisés et orientés vers la France qui est soupçonnée de collusion avec la rébellion (Banégas 2006b:537) lorsque les « grins » se détournent de la politique du parti au pouvoir qu'ils jugent xénophobe et manifestent leur attachement aux idées de l'opposition notamment du RDR (Théroux-Bénoni et Bahi 2008:207).

On le voit, les EDR ne sont pas neutres. Avec le changement du contexte socio-politique national ils ont opté pour une polarité politique en lien avec les partis politiques. Du coup ils sont « enrôlés » dans la politique de communication des partis autour desquels ils gravitent. Des auteurs se sont intéressés à cette dimension du marketing politique dans ces espaces. Il s'agit de décrire et d'expliquer les processus d'échanges avec les facteurs qui concourent à la communication interpersonnelle des groupes (Atchoua 2002:45, 2004:23). Pour Atchoua, les échanges entre les membres de ces espaces sont de nature asymétrique eu égard aux origines socio-politiques et aux attentes des membres et à leur organisation. L'auteur entend par asymétrie le fait d'être figé dans un rôle donné ou de conserver son statut pendant la durée de l'échange d'informations. Ainsi, l'auditeur de la « Sorbonne » est presque obligé d'écouter sans contredire le leader d'opinions. Le caractère scholastique de la

« Sorbonne » transparait dans les métaphores qui meublent leurs discours. Ils sont tous proches de l'université où les orateurs préparent leurs « cours », dispensent des « TD » (Gnabéli 2005:39). Aghi Bahi analyse la dimension communicationnelle des espaces en dénonçant leur dimension rumogène (2003:6). Comme la presse, ils sont susceptibles de colporter des rumeurs de tous genres. En le faisant, il se rapproche de la perception négative attachée à ces espaces dès leur apparition²³. En les traitant de « radio-Treichville », les populations mettent l'accent sur les rumeurs et autres mensonges diffusés de bouche-à-oreille à Abidjan. Blé Késsé, s'interroge sur la dimension sociologique de ce qu'il appelle les « Sorbonnes » d'Abidjan. Les « agoras » et « parlements » qu'il regroupe sous le vocable de « Sorbonnes » d'Abidjan relèvent d'une « *reconstruction sociale du politique sur l'horizon de la rencontre et de la parole* » (Blé K.A 2009:47). Pour lui, ces espaces sont politisés parce qu'ils sont des espaces de la vie politique. En plus, l'information politique de ces lieux a un sens pour ceux que la vie politique de la Côte d'Ivoire intéresse. Et cette construction de sens s'adosse sur la parole, perçue comme un instrument de récriminations contre le pouvoir d'exposition des attentes, des espoirs et des angoisses des acteurs sociaux qui n'ont pas toujours droit à la parole. En ce sens, les « Sorbonnes » d'Abidjan sont l'expression d'une démocratie « par le bas ». La définition habermassienne de l'espace public rapproche, dans une certaine mesure, les animateurs des EDR ivoiriens des intellectuels de Gramsci. Mais l'espace public habermassien se distingue de celui construit par les EDR²⁴ par l'identité de ses acteurs. Celui dont parle Habermas est une sphère intermédiaire, apparu au siècle des Lumières entre l'Etat et la société civile, et dans laquelle, par la discussion, se forme une opinion publique (Habermas 1987:38-40) construite par des bourgeois. Toutefois, les espaces de discussions de rues s'éloignent des salons feutrés où la grosse bourgeoisie se retrouve pour se prononcer sur les affaires publiques de la nation. Ils sont l'expression du partage, par les couches sociales défavorisées, d'un idéal de participation populaire à la démocratisation de la société²⁵. Les espaces de discussions de rues regroupent en effet, des personnes qui sont, pour la plupart, issues des couches les plus exposées à la crise économique qui mine la Côte d'Ivoire.

Toutes ces recherches ont pour objet d'étude les « agoras » et « parlements » ou les milices. Elles ne considèrent pas les « grins ». Lorsqu'elles en parlent elles le font de manière appendiculaire. Or les « grins » constituent des espaces où sont formulées et accréditées une

²³ Une partie des populations perçoivent les espaces comme des lieux où des bonimenteurs viennent diffuser des mensonges et des contre-vérités.

²⁴ Espaces de discussions de rues.

²⁵ Bahi, *La "Sorbonne" d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public*, op.cit., p. 4.

bonne partie des idées sur la crise ivoirienne. Comme si le seul format de manifestation de regroupements est celui des « agoras » et « parlements ». Seuls Thérroux-Bénoni, Aghi bahi et Atchoua en font référence mais avec de faibles développements. Oumarou Kologo²⁶, Hien Ollo Pépin (2009:4-5) et Julien Kieffer (2006:63) traitent profondément le cas des « grins » dans les dynamiques politiques. Ils ont tous les trois la ville de Ouagadougou au Burkina-Faso comme cadre d'étude. Ils s'accordent pour reconnaître le poids des « grins » dans le jeu politique surtout en période électorale où les jeunes développent des stratégies pour obtenir des ressources (argent, cadeaux, emploi, etc.) en retour des services rendus (mobilisation des populations et votes) auprès des hommes politiques. Les « grins » sont dans ce sens des instruments de propagande.

Avant l'apparition des « grins » et des « agoras » et « parlements », la diffusion des idéologies politiques s'effectuait par d'autres voies. Entre 1932 et 1962 les partis politiques se servaient des activités culturelles pour diffuser leurs idéologies. Les tournées artistiques de la célèbre troupe artistique Fodéba et son ensemble de ballets traditionnels étaient l'occasion pour le Syndicat Agricole Africain (SAA) de se forger une base électorale dans les masses populaires. Lors des élections municipales de 1945, les Africains avaient rejeté la proposition faite par les Français de se présenter aux consultations électorales avec une seule liste. Refusant d'intégrer 2 ou 3 citoyens Français, Félix Houphouët Boigny a insisté pour que la liste ne comprît que des Africains en faisant ressortir l'opposition fondamentale entre les aspirations des populations et les intérêts des colons.

Pendant de longues années, le PDCI-RDA, parti unique exerçant en Côte d'Ivoire, a organisé une compétition dans le monde rural pour asseoir son hégémonie dans la classe paysanne. La coupe nationale du progrès, initialement conçue pour promouvoir le progrès de l'agriculture par la récompense des meilleurs planteurs ivoiriens, dissimile le projet de diffuser les idéaux et les mots d'ordre du parti en direction du monde paysan. Ainsi, « *l'animation rurale telle que conçue par la coupe nationale du progrès pour donner confiance aux paysans (catégorie socio-professionnelle très importante (...)). L'aspect fondamental est le renforcement du charisme du chef de l'Etat au sein de la communauté paysanne déjà idéologiquement encadrée par les Sous-préfets, devenus pour la circonstance des agents propagandistes* » (Ouattara S. 1985:217). Au-delà des préoccupations strictement économiques, l'institution invente des slogans pour soutenir le parti qui a toujours agi dans le sens des intérêts des paysans et fait du chef de l'Etat, lui-même paysan et fondateur de

²⁶ [En ligne] Disponible sur : <<http://www.memoireonline.com/06/08/1156/dons-phenomene-anthropologique-elections-burkina-faso.html>> (Consulté le 6 août 2010)

l'ancien SAA, un symbole. Les allocutions n'expriment que de la reconnaissance à la personne du Président (le plus grand donateur) et du parti qu'il incarne : le PDCI-RDA.

De plus, de par ces ramifications avec le parti, la coupe nationale du progrès, tout comme l'Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI) pour les travailleurs, l'Association des Femmes Ivoiriennes (AFI) pour les femmes, le Mouvement des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (MEECI) pour la jeunesse lettrée, est une organisation qui prend en charge idéologiquement les paysans pour les préparer à l'action politique. Ainsi, « *Dans le but de consolider son idéologie, le PDCI a formé des tentacules politiques au niveau de chaque région, chaque village, pour s'assurer non seulement du comportement des individus, mais aussi de sa légitimité* » (Adjo 2002:162). Le parti se sert des organisations scolaires, corporatistes et associatives pour diffuser ses valeurs et ses symboles politiques.

Les institutions scientifiques servent également de canal de diffusion des idéologies. Derrière leur rôle académique, elles remplissent une fonction politique et idéologique latente. Ce sont des organisations qui regroupent l'opposition de gauche dans le but de développer ses idées, former et mobiliser ses membres. Entre 1970 et 1980, le Groupe de Recherche sur la Tradition Orale (GRTO) « *fonctionnait à la fois comme une institution scientifique et un centre de formation universitaire qui accueillait également une des nombreuses « cellules » où les professeurs organisaient l'opposition politique et où de nombreux étudiants recevaient une éducation idéologique* » (Arnault et Blommaert 2009:13).

Abdou Touré s'est intéressé à la diffusion de ce qu'il appelle la culture écrite. Dans son étude sur la civilisation quotidienne en Côte d'Ivoire, il décrit le processus de propagation de la culture européenne dans la classe « *alphabétisée* » ivoirienne. Il identifie l'institution scolaire, la gastronomie, la famille et l'architecture des rues comme des outils de domination hégémonique. Il s'inscrit dans le modèle gramscien qui conçoit l'idéologisation comme un processus de domination culturelle. Ainsi, les logiques de diffusion de l'idéologie en Côte d'Ivoire s'appuient sur une réappropriation de la culture occidentale des rues des grandes métropoles comme l'avenue Giscard d'Estaing, l'avenue Foch en France. Les répliques de ces voies sont dans la capitale ivoirienne (Touré 1981:145).

Toutes ces études s'intéressent à une diffusion des idéologies dans un contexte apaisé. De ce fait, elles ne concernent qu'un sens unidirectionnel de la propagande : celle de l'Etat. Kouakou N'Guessan François tente de se soustraire de cette approche mais verse dans cette constante en ne regardant que la propagande des « *maquisards*²⁷ ». Notre travail de recherche

²⁷ Les personnes qui fréquentent les bistrot populaires sont appelés « maquisards » en Côte d'Ivoire.

prend donc en compte la confrontation des styles de propagande dans un contexte de conflits en mettant en présence celle de l'Etat, celle de ses rivaux institutionnalisés (partis politiques et rébellion) et celle des acteurs non institutionnels (les « agoras » et « parlements » et les « grins »). Il s'efforce de saisir le processus de la dissémination des idéologies des acteurs et de leurs relais individuels et/ou collectifs, les groupes et les réseaux.

C'est justement cette différence de contexte qui distingue cette étude des précédentes déjà menées sur la diffusion des idéologies politiques en Côte d'Ivoire. Elles ont toutes été menées dans des contextes de paix, d'apaisement avec des antagonismes qui n'ont pas débouché dans un conflit armé. De plus, elles ont eu pour objet des acteurs institutionnalisés comme les partis politiques, des individus, des activités, etc. Mais qu'elle soit le fait d'institutions formellement identifiées ou de structures parallèles comme les espaces de discussions de rues, ces lieux fonctionnent comme des instruments de diffusion des idéologies politiques. Notre étude rejoint, à bien des points, celle de Atchoua et de Aghi Bahi. Elle questionne la dimension communicationnelle des espaces de discussions de rues en s'intéressant aux stratégies de diffusion des idéologies politiques de ces espaces.

II. Cadre pratique de la méthodologie

Il délimite le champ de l'étude, précise les techniques de collecte des données et les étapes de la recherche. En outre, le cadre pratique de la méthodologie présente l'échantillonnage, le cadre théorique et les difficultés.

II.1. Définition et opérationnalisation des concepts

L'essence de ce travail de recherche s'articule autour de termes qui transparaissent de manière explicite ou implicite. Pour les rendre plus compréhensible, nous allons les expliquer de façon à « *réduire les phénomènes à des éléments atomistiques, dont la somme des propriétés rendrait compte du total à interpréter* » (Piaget 1970:278).

Diffusion

Du latin *diffusionem*, (du verbe *diffundere*) ce terme signifie selon le dictionnaire Le Littré, l'action de se répandre en science physique. Selon cette même source, il signifie, en science médicale, la distribution de molécules à molécules d'un médicament ou d'un poison dans tous les tissus par la circulation ou l'assimilation. Il dérive du verbe latin *diffus*, *diffusio*, et explique l'action de répandre de ça et de là, répandre à travers.

Ramené dans le domaine des sciences sociales, cette distribution renvoie à des individus, des organisations ou des structures de pensée. Cela peut concerner des entités

matérielles et/ou abstraites. Ainsi on peut diffuser de la documentation écrite (livres, journaux, agenda, cahiers, etc.), des outils audio-visuels (des films, des cassettes vidéo, des Compacts Discs (CD), des Digital Versatile Disc (DVD), etc.). Dans un autre sens l'objet de la diffusion est abstrait et peut concerner des sentiments (la joie, la peur, la colère, la haine, etc.), des idées et des attitudes (l'amour, la haine, le pardon, Dieu, etc.).

Sur le terrain, un enquêté interrogé à la « Sorbonne » a affirmé que :

« Pour que le message passe bien il faut savoir parler. Si tu parles comme un mort, ça passe pas, il faut mettre la forme dedans », [M., 12 septembre 2009]

La diffusion d'un message s'appuie donc sur la maîtrise de l'art oratoire. La logique de diffusion dans les EDR se rapporte donc aux stratégies d'acquisition de l'espace physique, l'immeuble des "soixante logements", par ses dirigeants. Elle s'intéresse également aux conceptions que les « Sorbonnards » et les « Sorbonniens » entretiennent autour de cet espace qui représente à leurs yeux un territoire qu'ils gèrent selon des modalités qui leurs sont propres. Cet espace géographique symbolise l'effectivité de ce pouvoir, la marque de sa « souveraineté ». Cette gouvernance emprunte les réseaux des NTIC et ceux des réseaux de proximité (voisinage, langage populaire, symbole vestimentaire, etc.) pour porter l'information politique.

Espaces de Discussions de Rues

Le Dictionnaire de la Géographie définit la rue comme une « *Voie publique en agglomération, bordée de maisons, d'immeubles collectifs, de maisons (...) ou de clôtures, de manière plus ou moins continue* » (George et Verger 1970:409). Elle ne se limite pas à un simple axe de circulation. Elle est également un lieu, un espace animé par les flux de personnes et de choses (Janin 2001:178). En fait, la rue est une réalité complexe qui est un cadre d'expressions plurielles. Elle est à la fois le domicile fixe des pauvres ; le territoire interdit d'une minorité ; le site d'activités licites, illicites voire licencieuses ; le lieu de diffusion de la parole d'opposition politique ou de manifestation de la répression par le pouvoir, etc. (Decoudras et Lenoble-Bart 1996:4).

Qu'elle soit rurale ou urbaine, la dynamique de la rue s'inscrit dans un espace. Les usages de la rue sont le produit d'une construction urbaniste, économique et sociale de l'espace. Dans la première acception, elle est le lieu de structuration, de (ré)organisations permanentes de portions qui mettent en relation des experts (géomètres, urbanistes, maçons, etc.), des personnalités politiques et administratives (maires, chefs de terres, chefs de village,

etc.) et des communautés (populations, locataires, etc.) (Leimdorfer 1999). D'un autre côté, cet espace est soumis à la spéculation par la création de marchés de l'immobilier et/ou de logements avec pour conséquence immédiate une saturation du foncier rurale et urbain (Haeringer 1984). Il est social dans la mesure où il est le théâtre d'interactions multiples et diverses entre les hommes pour la réalisation de leurs projets. De ce fait, l'espace contient les rapports sociaux et les rapports de reproduction. Il s'agit des rapports entre les sexes, les âges, l'organisation de la famille, la division du travail et son organisation. Il « abrite » des actes sociaux collectifs et individuels. Ceux-ci peuvent avoir selon le sens que leur donne les sociétés humaines, une valeur politique et religieuse (Lefèbvre 2000:43).

Ces mouvements mentaux et sociaux-économiques qui vont d'un sens à un autre, reconfigurent le cadre dans lequel les espaces s'expriment. Ce champ où ces espaces imaginaires et matériels se déploient à des contours flous dont la réalité « renvoie à la confusion des genres et à l'assimilation abusive de la notion d'espace public non matérialisé, non construit, à celle d'espace vacant, disponible »²⁸.

Sur cette base les EDR sont des lieux où se regroupent des jeunes pour commenter et interpréter les informations qui sont à la une de l'actualité. L'espace de discussions de rues s'apparente à un espace militant où des groupes sociaux se retrouvent pour échanger autour de problèmes d'ordre sociaux, économiques, politiques dans des espaces locaux et internationaux. Ils se partagent en deux groupes en Côte d'Ivoire. Les « agoras » et « parlements » d'une part, et les « grins » d'autre part.

Les premiers dont la « Matrice » est la « Sorbonne » du Plateau à Abidjan, sont organisés par de jeunes gens dans presque toutes les communes d'Abidjan. Informels et instantanés au départ, ces espaces se sont regroupés aujourd'hui dans des organisations.

Les seconds qu'on retrouve d'ailleurs dans toute la sous-région (Mali, Burkina-Faso notamment), renvoient à des causeries autour du thé vert à la menthe accompagné souvent de viande braisée. Le « grin » se résume à quelques bancs et des chaises disposées en forme rectangulaire ou circulaire. Quelques tabourets viennent compléter ces sièges. Une ou plusieurs théières, un brasero, un éventail de fortune (en vieux morceaux de planche ou de papier ou même une assiette), des verres (un grand et trois ou quatre petits), du sucre en poudre et de l'eau constituent le matériel de préparation du thé.

²⁸ Ibidem., p. 178.

Idéologies politiques

Tiré du substantif latin *idea*, qui signifie idée et du grec *logos*, désignant le savoir, le discours, la science, l'idéologie fait référence au discours sur les idées ou, tout simplement la science des idées susceptibles d'éclairer chaque individu sur le fondement de l'ordre social (Tracy (de) 1801). Dès le XVIII^{ème} siècle, pour l'école de philosophie dirigée par des penseurs comme le Comte Antoine-Louis-Claude de Tracy, Pierre-Jean-Georges Cabanis, Constantin Volney, Emmanuel Joseph Sieyès, tente de comprendre et d'expliquer l'origine des idées, c'est-à-dire appréhender comment les idées naissent, vivent et grandissent dans l'esprit humain.

L'idéologie s'entend comme « *un système d'idées et de jugements, explicite et généralement organisé, qui sert à décrire, expliquer, interpréter ou justifier la situation d'un groupe ou d'une collectivité et qui, s'inspirant largement de valeurs, propose une orientation précise à l'action historique de ce groupe ou de cette collectivité* » (Rocher 1968:127). Telle que présentée, l'idéologie est donc un système d'idées qui pousse une collectivité à l'action par rapport à une situation précise. Celle-ci est politique lorsqu'elle concerne la gestion du pouvoir d'Etat ou des luttes et des conflits qui s'y rattachent. Dans ce sens, les idéologies politiques ont deux dimensions majeures. D'une part, elles animent la scène politique en proposant chacune sa conception du bien commun. D'autre part, elles impliquent un engagement partisan. Le contenu et le cadre d'énonciation de l'idéologie politique fait référence aux institutions et aux acteurs du pouvoir politique ou aux tendances sociales portant sur des enjeux publics.

L'idéologie apparaît comme le moteur d'un environnement marqué par des rapports de forces, une lutte de classes où « *un ensemble d'idées [erronées] produit par la classe dominante [qui] explique le monde par son point de vue* » (Marx 1952:176). Les idéologies doivent être perçues dans le prisme des aspirations, des désirs des différentes classes qui constituent l'histoire d'une société. Quatre grandes idéologies ou familles de pensée s'expriment par la parole, le discours et la polémique. Ce sont le libéralisme, le nationalisme, le socialisme et le communisme.

Pour être opératoire, le terme d'idéologie politique doit être articulé sur des données concrètes. Le champ politique ivoirien est animé par les grandes familles idéologiques. On note la manifestation d'idéologies d'exclusion qui tendent à catégoriser les populations. Ainsi l'*ivoirité* est un marqueur qui distingue les véritables ivoiriens des autres et les populations du Nord ont développé un sentiment d'exclusion vis-à-vis de l'Etat et des autres régions. Les

hommes politiques sont les porteurs de ces idéologies. Alassane Dramane Ouattara, leader du RDR est le symbole de l'idéologie de l'*ivoirité* tandis que le Président Laurent Gbagbo se dit être celui du fils du pauvre qui s'est battu pour réussir socialement.

Les idéologies se déduisent des idées développées par les acteurs du champ politique et ceux des EDR, des textes (manifestes, rapports, résolutions, congrès, discours, affiches, tracts, etc.) et des genres de vie des leaders (tenues vestimentaires, pratiques culinaires et gestuelles, etc.) produits par les partis politiques. En outre, on les retrouve dans les mythes, les chansons, les danses, etc. Les idéologies se perçoivent également dans les images fixes (affiches, dessins, cartes postales, photographies, etc.) comme dans les images mobiles (actualités cinématographiques, films) (Delporte 2006:71).

Dans le cadre de cette étude, nous limiterons notre champ aux partis les plus significatifs tant au niveau du nombre de leurs adhérents et sympathisants que de leur influence directe sur la vie politique en Côte d'Ivoire : le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), le Rassemblement Des Républicains (RDR) et le Front Populaire Ivoirien (FPI). Il s'agit surtout d'identifier les partis dont les EDR épousent directement ou indirectement les idéologies. Toutefois, eu égard aux alliances stratégiques qui ont cours dans l'espace politique (Edelman 1991, Le Bart et Lefebvre 2005), les EDR prennent en compte les idéologies des partis proches de ceux précédemment cités. La « Sorbonne », les « agoras » et autres « parlements » prennent en compte les idées de l'Union pour la Renaissance Démocratique (URD), l'Union des Nouvelle Génération (UNG), l'Union pour la Démocratie Citoyenne (UDCY) quand les « grins » se réapproprient celles du Mouvement des Forces d'Avenir (MFA) le Congrès pour la Renaissance Ivoirienne (CRI) et l'Union Démocratique pour la Paix en Côte d'Ivoire (UDPCI). En sus, les EDR adoptent les idées des organisations périphériques aux partis politiques. Ce sont essentiellement le Rassemblement Des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), le Congrès National de la Résistance pour la Démocratie (CNRD) et La Majorité Présidentielle (LMP).

Conflit armé

Du latin *conflictus*, le conflit armé « *s'applique a des types d'affrontements qui peuvent se produire entre deux ou plusieurs entités étatiques, entre une entité étatique et non étatique, entre une entité étatique et une faction dissidente et/ou entre deux ethnies à l'intérieur d'une entité étatique* » (Verri 1988:36). Le conflit armé peut s'exprimer sous

plusieurs formes : conflit armé international, conflit armé interne et conflit armé interne internationalisé.

On parle de conflit armé international lorsqu'une confrontation armée éclate entre deux Etats ou plus. Les émeutes, troubles à l'ordre public, les actes isolés et sporadiques de violence ne sont pas des conflits armés. L'article 2 de la troisième convention de Genève du 12 août 1949 « *s'appliquera en cas de guerre déclarée ou tout autre conflit armé surgissant entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes* »²⁹. Le conflit armé interne ou conflit armé non international se distingue par un affrontement qui oppose les forces armées d'un Etat à des forces armées dissidentes ou rebelles. Au termes du Protocole additionnel II de 1977, « *le conflit armé non international est un conflit qui se déroule sur le territoire d'un Etat entre ses forces armées et des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie de son territoire un contrôle tel qu'il leur permette de mener des opérations militaires continues et concertées et d'appliquer le droit international établi par ce type de conflit* ». Il s'applique également aux conflits armés qui opposent de manière prolongée sur le territoire d'un Etat des groupes armés organisés entre eux ou au moins deux ethnies distinctes. Enfin, on parle de conflit armé interne internationalisé à la suite d'interventions étrangères. Du fait de l'intervention de certains éléments nouveaux ou extérieurs, un conflit armé peut changer de caractère et devenir international. Un conflit armé interne s'internationalise lorsqu'il y a une intervention des Nations Unies sur la base d'une action coercitive au regard du chapitre VII de sa Charte.

Le cas du conflit armé ivoirien

Le conflit armé ivoirien s'inscrit dans une grille de lecture évolutive. Il répond à la fois aux critères du conflit armé interne et le conflit armé internationalisé. Nguyen a conçu un cadre théorique pour identifier le conflit armé interne internationalisé (Nguyen 1994:901-902). Pour lui, un conflit armé non international peut s'internationaliser dans les hypothèses suivantes :

- L'Etat victime d'une insurrection reconnaît les insurgés comme des belligérants ;
- un ou plusieurs Etats étrangers interviennent avec leurs propres forces armées en faveur d'une des parties au moins ;

²⁹ [En ligne] Disponible sur : <<http://www.icrc.org/dih.nsf/INTRO/375?OpenDocument>> (Consulté le 13 mai 2010)

- deux Etats étrangers interviennent avec leurs forces armées respectives, chacun en faveur d'une des parties ;
- intervention d'une organisation internationale dans le cadre de la sécurité collective ou du maintien de la paix et la sécurité internationales.

A la lumière de la perspective théorique élaborée par Nguyen, en Côte d'Ivoire, le conflit armé interne s'est internationalisé sur la base du critérium suivant :

- l'Etat ivoirien victime de l'insurrection du 19 septembre 2002 reconnaît les insurgés des forces nouvelles³⁰ comme des belligérants ;
- Les soldats de l'armée sud-africaine servent de coopérants auprès des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) fidèles à Laurent Gbagbo lorsque des soldats Burkinabés combattent aux côtés des forces nouvelles (Banégas et Otayek 2003:74). Depuis 2002, la France est intervenue dans la crise ivoirienne en combattant contre les forces ivoiriennes. Son action la plus connue est la destruction de l'aviation ivoirienne en novembre 2004 (Pascallon 2004:32) ;
- la France intervient avec la Force Licorne. Celle-ci fonctionne comme la « force d'intervention rapide » de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Elle a été intégrée au contingent de la MINUCI par la résolution 1479 du Conseil de Sécurité. Lors de la crise post-électorale de 2010 elle a pris parti pour Alassane Dramane Ouattara en appuyant les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI). La Résolution 1975 enjoint ces forces (dont la Licorne) « (...) à utiliser tous les moyens nécessaires pour s'acquitter de la tâche qui lui incombe de protéger les civils menacés d'actes de violence (...) contre la population civile. (...) Demande à toutes les parties de coopérer pleinement aux opérations de l'ONUCI et des forces françaises qui la soutiennent (...) » ;
- L'ONU intervient dans le conflit armé ivoirien avec l'ONUCI sous le mandat de la résolution 1528 (2004) du Conseil de sécurité et placée sous le Chapitre VII³¹ de la Charte des Nations Unies.

³⁰ Les forces nouvelles regroupent plusieurs mouvements rebelles qui sont le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), le Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO), le Mouvement pour la Justice et la Paix (MJP).

³¹ Le Chapitre VII prévoit le recours à la force est utilisé par le Conseil de sécurité en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix ou d'actes d'agression.

Violence politique

Du latin *violentia*, la violence est le fait d'avoir recours à la force physique ou atteinte à l'intégrité corporelle. Elle peut s'exercer individuellement ou collectivement. Dans le cadre de cette étude, nous l'entendons, avec Nieburg comme l'ensemble « *des actes de désorganisation, destruction, blessures dont l'objet, le choix des cibles ou des victimes, les circonstances, l'exécution et/ou les effets acquièrent une signification politique, c'est-à-dire tendent à modifier le comportement d'autrui dans une situation de marchandage qui a des conséquences sur le système social* »³².

Cette définition inclut la violence de la rue et le coup d'Etat. Elle s'étend à l'occupation d'espaces publics tels que les bordures de routes, la pratique de sit-in ou les barrages. Elle prend en compte aussi les injures, les atteintes à la propriété ou même la pression psychologique, l'abus de l'autorité, les piquets de grève et les affrontements avec les forces de l'ordre ou d'autres groupes armés. Elle peut être initiée par les représentants de l'Etat qu'ils soient militaires (police, gendarmerie, soldats, etc.), para-militaires (milices, groupes d'auto-défense, etc.) ou civiles (associations, ONG, groupes d'individus, etc.).

Dans cette étude, la violence politique pratiquée par les EDR se lit à travers les marches, sit-in, affrontements (rixes, destruction de biens matériels comme les bus de la SOTRA et ceux du transport en commun comme les Gbakas³³ et les wôrô-wôrô³⁴) d'une part entre eux et d'autre part, entre eux et d'autres entités comme les forces de l'ordre et les milices. C'est aussi les mobilisations protestataires qui se traduisent par une modération de la violence. Il s'agit également des pratiques ludiques et festives des manifestations comme les déguisements, les fanfares, les artistes, les chansons, ballets, etc. Les éditions de la fête de la résistance organisées par les « agoras » et « parlements » sont ponctuées par des prestations d'artistes le plus souvent accompagnés par des pas de danse des participants. Il en est de même pour la cérémonie du soutien officiel des « grins » au RDR où de nombreux artistes au nombre desquels le Maire d'Adjamé, Youssouf Sylla a fait une prestation. Au niveau de l'Etat c'est l'ensemble des opérations policières, les tactiques de contrôle des foules et de maintien de l'ordre par la dispersion de manifestants, l'emprisonnement, les bavures policières, les mauvais traitements, la torture, etc. Les coups d'Etat avec ou sans affrontements, vols, viols,

³² Nieburg, H. L., Political violence. The Behavioral Process, cité par Braud, P., 2004, *Violences politiques*, Paris : Seuil, p. 14.

³³ Néologisme ivoirien qui désigne un véhicule de transport en commun.

³⁴ Mot de l'ethnie dioula signifie 60. A une certaine époque le transport en commun, notamment les taxis communautaires coûtaient 60 FCFA. C'est le coût de la course, 60 FCFA qui est devenu le nom attribué aux taxis communaux. On parle aussi de warren.

meurtres, assassinats, exécutions sommaires, destruction de biens, pillages, etc. constituent également une forme de violence politique.

II.2. Méthodologie de travail

II.2.1. Le matériau de recherche

L'étude s'appuie sur deux types de données : la documentation et l'enquête ethnographique.

II.2.1.1. La documentation

La documentation concerne les documents relatifs à notre objet d'étude c'est-à-dire les ouvrages traitant de la diffusion des idéologies politiques en général et en Côte d'Ivoire en particulier. Ils ont servi à identifier les idéologies particulières dans les EDR et leurs modalités d'expression par les acteurs. Ces données sont de plusieurs ordres. Ainsi, il s'agit de journaux issus de la presse locale et internationale. Au niveau local, on a lu les journaux du camp présidentiel (Fraternité Matin, Notre voie, Le Temps, Le Courrier) et ceux de l'opposition (Le Patriote, Nord-Sud, Le jour, Le Nouveau Réveil, l'Expression, Le Repère, Le Temps Hebdo, Le Mandat) aussi pour avoir une vue panoramique, objective du phénomène d'idéologisation. En plus de ces journaux marqués idéologiquement d'autres journaux ont été consultés pour élargir le champ d'analyse. Il s'agit de L'Inter, Soir Info, Top Visages, Star Magazine, Allo Police, Le Kpakpato, Gbich.

En effet, la presse ivoirienne très diversifiée, reflète bien les parties en présence dans le conflit. Elle paraît d'une part, comme un des analyseurs intéressants des discours politiques et d'autre part, comme un instrument efficace de structuration des imaginaires politiques collectifs. Les données qui y sont recueillies sont fortement influencées par les sources qui les génèrent. En même temps qu'elle diffuse les idéaux, les projets et les images des leaders politiques et de leurs partis respectifs, la presse participe elle-même à la construction du phénomène politique (Gerstlé 2004b:337).

Pour la presse internationale, nous avons consulté Le Monde diplomatique, Jeune Afrique l'Intelligent et Manière de voir. Ces journaux nous ont permis d'appréhender une partie des interactions qui ont existé entre des acteurs donnés avec une perspective éloignée de celle des journaux locaux. Ainsi les journaux analysés sont des articles (signés ou non), les interviews, les photos, les desseins de presses, les caricatures et d'autres documents iconographiques.

Le journal officiel de la République a été également mis à contribution pour saisir les interactions publiques. La consultation des journaux officiels a permis de vérifier certaines informations concernant le statut légal des EDR. A ces journaux officiels on a procédé au dépouillement des rapports de la période coloniale tel le rapport Philippe d'Arbousier, certains rapports d'activités des EDR, particulièrement les « agoras » et « parlements ».

A la presse, on a ajouté les données statistiques, les livres consultés dans les bibliothèques et les autres centres de recherches. Ce sont enfin, les rapports ou commentaires des institutions locales (ONU, FENAAPCI) et internationales (ONU, PNUD, etc.) et d'Internet. C'est aussi l'ensemble des films, images dessins, etc.

Tous les documents consultés pendant la revue documentaire formaient autant la trame d'une grille d'intelligence globale qu'ils proposaient pour chaque situation les éléments d'une argumentation. De sorte qu'une analyse de ces documents nous a permis de mettre à jour les ruptures et les permanences, et de les rapporter à une série d'événements et de pratiques politiques.

Le second matériel est l'ensemble des entretiens réalisés. Ils sont effectués avec des personnes ressources sélectionnées en tant que acteurs prenant part aux mécanismes de diffusion des idéologies. Ils concernent également des témoins dont les propos s'inscrivent dans le sens des objectifs de l'étude.

II.2.1.2. Les outils de l'enquête ethnographique

II.2.2. Observation participante

La collecte des données s'est faite par une observation de l'objet d'étude. L'observation participante a permis de recueillir des informations relatives à la définition et au fonctionnement des espaces de discussions de rues. En effet, « *Elle impose de s'immerger dans les activités quotidiennes de la collectivité ou de l'endroit qui retient l'attention. Il s'agit d'en apprendre le plus possible concernant les comportements et les processus sociaux apparaissant au sein d'une culture afin de décrire ce qui s'y passe et de proposer de notions théoriques susceptibles d'expliquer ce qui a été vu et entendu* » (Jones 2000:45).

Cet outil a, par exemple, été mobilisé pour appréhender, in situ, les différentes stratégies élaborées pour relayer les idéologies politiques. Il a également été utile dans la réalisation des entretiens avec les acteurs.

Dans un environnement marqué par une crise de confiance, nous avons intégré l'espace par le biais de certaines personnes ressources. C'est cependant à la suite d'une longue immersion que nous avons eu accès à certaines informations. En plus des passages répétés et

réguliers à la « Sorbonne » et au « TPCA », nous nous sommes procurés les documents produits dans ces espaces en les achetant sur place : CD, DVD, VCD, livres, journaux, prospectus, tee-shirts, bandanas, visières, médicaments, etc. Parfois, nous les avons accompagnés dans leurs tournées dans les « agoras » et « parlements » des quartiers d'Abidjan (parlement de Wakouboué à Yopougon, le « TPCA », etc.). Nous avons également participé à la fête de la liberté organisée dans la ville d'Agboville en 2006, en 2007 et 2008. Nous avons suivi la visite du Révérend Jesse Jackson en Côte d'Ivoire à Abidjan du 11 au 13 août 2009 avec plusieurs acteurs de la « Sorbonne » et du « TPCA ». Plus récemment nous avons pris part au lancement de la campagne présidentielle du candidat Laurent Gbagbo dans la commune du Plateau à la Sorbonne le 10 octobre 2010.

Il s'agissait de confronter les discours et les pratiques réels des acteurs. Le suivi de ces activités a permis de détecter les points de contacts entre les acteurs des EDR et ceux du champ politique. Le lancement de la campagne de Laurent Gbagbo à la « Sorbonne », le financement et les aides en matériel logistique et la vente et/ou la dédicace du Livre-programme de ce dernier sont des indicateurs qui confirment les deux dernières hypothèses. Ils nous renseignent sur le rapprochement des deux acteurs (Le FPI de Laurent Gbagbo et les « agoras » et « parlements ») de même que les stratégies de diffusion des idéologies politiques. La participation d'anciens membres de la « Sorbonne » comme Awadji et le Doyen Jacques ont été des opportunités pour en savoir davantage sur l'évolution des EDR en général et le processus de leur enrôlement dans le champ politique en particulier.

Les troubles que l'on a observé entre la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) et les populations de Korhogo ont permis de voir la mobilisation des « grins » dans la gestion des crises. Mais surtout de voir leur réaction non seulement vis-à-vis des nouvelles autorités administratives mais également des forces politiques et militaires. Les vêtements (tee-shirts et uniformes en pagne) sont également des marqueurs que les « grins » utilisent pour se distinguer les uns des autres d'une part mais se démarquer du reste de la population d'autre part. Derrière certaines activités festives auxquelles les « grins » ont pris part, on a vu transparaître les rapports de force idéologique qui modulent les rapports des familles régnautes traditionnelles avec l'administration.

Aussi, pour vérifier certaines informations nous avons pris part à certaines activités publiques : les manifestations qui ont éclaté à la suite du constat de la fin de l'Assemblée Nationale et les violences pendant la première tentative d'organisation des audiences foraines en janvier 2006. La campagne de sensibilisation pour l'enrôlement de même que la période pré-électorale débutée après la publication des listes électorales provisoires ont été des

moments privilégiés au cours desquels l'on a observé les stratégies mobilisées pour diffuser les idéologies politiques. Nous avons rendu régulièrement visite en 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011 aux « grins » d'Adjamé et d'Abobo pour boire du thé avec les membres de ces espaces. Plus récemment, nous avons assisté au lancement du soutien officiel des « grins » à la campagne électorale de Alassane Ouattara le 20 octobre 2010 au Palais de la culture et à la projection de film sur lui à la place Marie Thérèse à Adjamé le 16 octobre à l'initiative des « grins » de la commune. Les observations et les entretiens ont aidé à une meilleure connaissance des « grins ». Le « grin » qui passait à l'origine pour être un espace de convivialité et de rencontres socio-culturelles est devenu un instrument de diffusion de l'idéologie du RDR par le fait de Recteur³⁵ et le Ministre Mamadou Sangafowa Coulibaly³⁶ et d'autres hauts cadres du RDR. Cette information a été confirmée par le second dans son allocution le jour du soutien des « grins » à la campagne du candidat Alassane Ouattara.

II.2.3. Entretiens

Sur la base de guides d'entretiens, des échanges ont eu lieu avec les individus qui animent ces espaces. Des entretiens semi-directifs ont aidé au recueil de réponses riches en ce sens qu'ils n'ont pas été entièrement ouverts, ni canalisés par un nombre important de questions.

Aux rapports de conversations formelles, s'ajoutent des entretiens informels qui n'ont pas tous été enregistrés compte tenu des conditions dans lesquelles ils ont été réalisés. Mais leur caractère informel n'enlève rien à la richesse des informations collectées. En effet, nous avons multiplié les opportunités d'entretiens informels, sous une forme non-directive, afin de vérifier certaines informations. Réalisés dans la rue, dans les bus et/ou les cars de transport privé ou commun (notamment lors des grands rassemblements à Abidjan et dans sa banlieue), au cours d'un repas, le long de la route, pendant les longues veillées dites patriotiques, autour d'un thé chaud ou d'une boisson fraîche, ces contacts - nous le pensons - en ont parfois dit autant que des entretiens plus formels. Ils nous ont permis de nous rapprocher, au plus près de la subjectivité de nos interlocuteurs. La sociologie compréhensive nous invite à nous placer dans la perspective du sens et nous propose d'entrer dans la subjectivité de l'autre. C'est du reste, ce détour qui nous a permis de rencontrer certains anciens orateurs ou membres des « agoras » et « parlements » et les « grins », certains leaders et même des anonymes qui ont

³⁵ De son véritable nom Dembélé Vazoumana, Recteur est un ancien membre de la « Sorbonne ». Il a quitté ses anciens amis à la faveur de la crise du 19 septembre 2002 pour mettre les « grins » au service du RDR.

³⁶ Directeur Central de campagne, chargé de la logistique et de la sécurité du candidat Alassane Dramane Ouattara, il est aujourd'hui Ministre de l'agriculture.

pourtant une haute connaissance du phénomène des espaces de discussions de rues en Côte d'Ivoire.

Dans la perspective ethnographique, nous avons porté notre attention sur les codes de communication qui n'étaient pas toujours apparents (Guittet 1983:45). Il s'agit de certaines formes d'expressions culturelles habituellement utilisées hors de la sphère politique mais qui, dans un contexte de crise, du fait de leur importance symbolique, ont été « investies » d'une charge politique spécifique. Les espaces de discussions de rue baignent dans un environnement de chansons, de mots, de slogans et de comportements, de drapeaux, de tenues vestimentaires, de croyances religieuses, saturés de symbolisme.

L'homme politique aussi est également objet d'étude en mettant l'accent sur les stratégies des partis à le présenter sous des aspects positifs. La technique consiste à présenter l'homme politique avec la plus grande attention, que ce soit ses manières, son allure physique, le caractère et bien d'autres images susceptibles d'influencer la perception de l'électorat potentiel. En effet, rien n'est laissé au hasard, de la couleur du costume au pas à contrôler, à la coiffure et au regard, en passant par le sourire affiché et la manière de saluer les populations susceptibles de voter pour lui, ses habitudes alimentaires, ses orientations sexuelles, son intimité familiale (notamment ses parents, son épouse, ses enfants, etc.), etc. A ce niveau, l'analyse s'intéresse aux épouses des hommes politiques du fait de la forte visibilité qu'elles tendent à avoir dans l'espace politique.

Les entretiens semi-directifs réalisés ont concouru à la construction et à l'interprétation des trajectoires sociales et politiques des acteurs. Cela, pour identifier les réseaux mis à contribution dans la promotion des idéologies. Les entretiens se sont déroulés autour des thèmes suivants :

- Identité et trajectoire socio-politique et professionnelle ;
- Perception de la lutte politique ;
- L'idée de patriotisme ;
- L'identité jeune ;
- L'identité religieuse ;
- Mode d'acquisition et de conservation de l'espace ;
- Les relations des espaces de discussions de rues avec les medias ;
- Les relations des espaces de discussions de rues avec le champ politique ;
- Construction et diffusion de l'information ;
- Organisation des espaces de discussions de rues.

II.3. La population cible et l'échantillonnage

Pour mener à bien notre recherche, nous avons déterminé notre population cible, les critères de sélection des individus et la méthode d'échantillonnage. Pour élaborer l'échantillonnage, nous avons opéré par raisonnement. Ce choix procède de la volonté de mener une recherche qualitative sur la base de critères déterminés en fonction de nos objectifs de recherche. Sur cette base, le critère déterminant pour nous est la correspondance de nos choix avec nos objectifs en nous appuyant également sur une approche aréolaire qui tient compte de l'aire géographique (ville, commune, quartier, rue).

- Premier niveau de choix : les villes

La présente étude s'est intéressée aux espaces de discussions de rues en général notamment ceux qui sont localisés dans la ville d'Abidjan et de Korhogo. Ces 2 villes ont des caractéristiques qui répondent à des critères particuliers. Les choix opérés ne reposent pas sur la base de la représentativité statistique mais plutôt par raisonnement. La priorité est accordée à l'adéquation entre les choix et les objectifs de recherche de même que la représentativité des sujets enquêtés en lien avec la population mère.

L'étude s'est déroulée dans deux villes : Korhogo et Abidjan. Ce choix s'inscrit dans le constat empirique de la dichotomie spatiale qui s'est construit entre le nord et le sud depuis le déclenchement de la guerre du 19 septembre 2002. Les villes de Korhogo et d'Abidjan ne sont pas uniquement opposées de par leur situation géographique³⁷. Chaque espace possède des caractéristiques qui ont pris un sens particulier avec le conflit militaro-politique de septembre 2002.

Abidjan est la capitale économique de la Côte d'Ivoire. C'est une grosse agglomération qui regroupent plus de la moitié des EDR. Cette ville abrite surtout les espaces les plus anciens en termes d'années d'exercice et de représentativité tant numérique que stratégique. La « Sorbonne », considérée comme la matrice de ces espaces est à Abidjan. Il en est de même pour le plus grand d'entre eux, le Tout Puissant « Congrès » d'Abobo (TPCA). On peut avancer, au niveau stratégique, que tous les « états majors », c'est-à-dire la direction (la Présidence et les autres organes de direction) des « agoras » et « parlements » y sont installés. Capitale de la République de Côte d'Ivoire, Abidjan abrite tous les organes de décisions de ces espaces. Il est donc plus aisé de rencontrer leurs responsables pour des discussions. Aussi, plus des 2/3 des « agoras » et « parlements » y exercent leurs activités.

³⁷ La distance entre Abidjan et Korhogo est de 633 km.

Les partis politiques et les groupements auxquels ils sont affiliés n'échappent pas à la domination du centre sur la périphérie. Leurs sièges sont tous logés à Abidjan où les décisions sont prises pour irriguer les bases de l'intérieur.

Comme Abidjan, la ville de Korhogo a été érigée capitale de la région des savanes. Avec une population de 226.289 habitants, elle est chef lieu de régions de 4 départements³⁸ et s'étend sur 40.323 Km². Korhogo abrite la plupart des directions régionales des services de l'administration publique et privée. Il constitue par la même occasion le poumon économique de la région. La répartition spatiale des commerçants révèle que la majorité d'entre eux, 73,25%, est à Korhogo (RGPH 1988). Le commerce est entièrement tenu par les nationaux. Cette étude a donc pour champ de recherche 2 espaces avec des données socio-économiques et culturelles différentes.

A côté des associations de jeunesse, de femmes et travailleurs, on compte les chasseurs traditionnels communément appelés Dozo. La vie culturelle des populations est régie par le Poro. Celui-ci se présente comme étant à la fois une institution de socialisation facilitant le passage initiatique des jeunes de l'univers des cadets sociaux à celui des aînés et comme une société secrète chargée de veiller sur le corpus de connaissances traditionnelles du peuple Sénoufo. Cette institution est traduite dans les faits par la présence des « bois sacrés »³⁹ dans les villages environnants et dans la ville. En témoignent celui du quartier Soba et l'autre de Haoussabougou qui sont tous deux situés en plein centre-ville. Ces organisations cohabitent avec les nombreux « grins » qui exercent dans les quartiers de la ville.

A l'image d'Abidjan, Korhogo est aussi une ville-symbole. Dès le déclenchement de la crise, elle a porté l'image de sanctuaire de la rébellion. Les rebelles ont occupé la ville dès les premières heures des affrontements à Abidjan. L'identité des combattants soulève l'ire des populations du sud en général et de ceux qui se disent loyalistes en particulier. Les premiers rebelles médiatisés sont issus des groupes ethniques que l'on rencontre au nord : les Sénoufo et les Malinké. A partir de cette période un nouveau modèle de gestion économique, politique et militaire est mis en place par la nouvelle puissance occupante : les autorités des Forces Nouvelles (FN)⁴⁰.

En plus, la ville de Korhogo n'a que des « grins ». Et du fait qu'elle est l'un des enjeux de la crise il est judicieux de questionner les retentissements des antagonismes dans le prisme des « grins ». Les rebelles ont avancé comme argument qu'ils étaient entrés en dissidence

³⁸ Ce sont Boundiali, Ferkessédougou, Tengrela et Korhogo.

³⁹ Massif forestier plus ou moins important abritant le Poro et ses attributs.

⁴⁰ On peut citer entre autres, le cabinet civil, la centrale économique et l'apparition des commandants de zones.

parce que les nordistes sont considérés comme des étrangers dans leur propre pays (Soro 2005:20). En plus, la chefferie traditionnelle de Korhogo symbolisée par la famille Gbon Coulibaly occupe une place stratégique dans le jeu politique actuel car elle fait l'objet de toutes les sollicitations. De ce fait, l'un des « grins » où se trouvent certains de ses descendants est un microcosme à travers lequel on peut observer la dynamique de diffusion des idéologies politiques.

Enfin, à Abidjan se sont les quartiers du Plateau, d'Abobo et d'Adjamé qui ont été choisis. Le premier accueille le plus ancien des espaces de discussions de rues en Côte d'Ivoire. L'autre s'impose par sa taille car il est le plus grand d'entre eux. Il possède aussi une capacité de mobilisation hors du commun. Les « grins » sont nombreux à Adjamé⁴¹, ce qui permet de voir assez aisément comment ils communiquent entre eux. A Korhogo, on a sélectionné le quartier Soba. Ce choix découle du fait que c'est le plus grand quartier et les « grins » qu'on y trouve entretiennent des relations particulières avec le champ politique au même titre que celui de Banaforo⁴².

Enfin, l'opposition entre le Nord et le Sud se traduit par le choix de ces deux villes. Depuis Félix Houphouët Boigny, les populations ont développé en Côte d'Ivoire dans leurs imaginaires une rupture mentale entre ces deux régions. Cette fracture Nord-Sud, s'extériorise par des sentiments d'exclusion et de rejet de la part des nordistes par ceux du sud. Pour eux, un Nord pauvre côtoie un sud riche qui capte toute l'attention des gouvernants de Félix-Houphouët Boigny à Laurent Gbagbo.

- Deuxième niveau de choix : les quartiers

Le deuxième niveau de choix s'intéresse aux quartiers. A ce niveau, il convient de préciser que nous assimilons les communes de la ville d'Abidjan à des quartiers. Sur cette base Abobo et Plateau sont appelés quartiers au même titre que Soba dans la ville de Korhogo.

Les variables suivantes ont présidé au choix des quartiers : la situation géographique, la position stratégique dans le jeu politique, la taille et la population. La première variable met en relation les quartiers des villes sélectionnées. Elle répond aussi à nos besoins dans la

⁴¹ Ils sont au nombre de 307 selon les enquêtes menées auprès du Secrétariat du Rassemblement des Grins de Côte d'Ivoire (RGCI) en 2011.

⁴² Ces quartiers sont considérés comme subversifs dans la mesure où ils sont au cœur de tous les soulèvements protestataires contre les régimes institués. Plus récemment, les jeunes de Banaforo se sont affrontés avec des soldats des forces nouvelles qui soupçonnaient le quartier d'abriter des mercenaires à la solde du Président Laurent Gbagbo.

mesure où nous avons choisi les quartiers qui ne sont pas trop éloignés de notre lieu d'habitation. La seconde variable détermine leur poids dans le champ politique en termes d'accueil des institutions ou des manifestations politiques. La dernière variable est liée à la précédente car l'efficacité de la mobilisation politique dépend, pour une grande part, de la taille et de la population du quartier concerné.

Ainsi à Abidjan où nous résidons de façon permanente, nous avons opté, sur les 10 quartiers⁴³ d'Abidjan pour Abobo et le Plateau. A Korhogo, notre choix s'est porté sur Soba⁴⁴ et Haoussabougou. Le Plateau, de par son statut de cité administrative est animé par les nombreux bureaux d'institutions politiques comme la Présidence de la République, certaines ambassades notamment celle de France⁴⁵, la Primature, etc. Par contre, Abobo est le quartier le plus peuplé d'Abidjan⁴⁶ et il abrite le plus grand parlement de ce quartier. Les deux quartiers de Korhogo sont réputés pour leur capacité de mobilisation depuis toujours. Le choix de ces quartiers nous a permis de relever les différences et les ressemblances qui existent entre d'une part des quartiers habités par des populations à majorité nordiste et, d'autre part, de comparer les techniques de diffusion des idéologies dans les espaces. Il s'est agi de relever aussi les différences de fonctionnement entre les « grins » et les « agoras » et « parlements » dans des contextes géographiques qui ne sont pas les mêmes.

- Troisième niveau de choix : les espaces de discussions de rues

La campagne présidentielle de 2010 a amené les « grins » à mieux s'organiser pour prendre une part active dans les activités du candidat de leur choix. Aussi se sont-ils regroupés au sein du Rassemblement des Grins de Côte d'Ivoire (RGCI). C'est auprès de cette structure que nous avons eu accès à la base de sondage de notre recherche.

Au total, le RGCI a dénombré et fédéré 18.500 « grins » en Côte d'Ivoire⁴⁷. A Abidjan, on dénombre 2.030 « grins » contre 450 à Korhogo⁴⁸. La distribution spatiale des « grins » par ville et par quartier est la suivante :

⁴³ Il y a 10 quartiers à Abidjan. Ce sont : Abobo, Adjamé, Attécoubé, Plateau, Treichville, Marcory, Cocody, Yopougon, Koumassi et Port-Bouët.

⁴⁴ A Korhogo, nous résidons au quartier Soba.

⁴⁵ Les « agoras » et « parlements » entretiennent des rapports parfois difficiles avec la municipalité.

⁴⁶ Les données du Recensement Générale de la population et de l'Habitat (RGPH) de 1998 révèlent qu'Abobo compte 1.500.000 personnes contre 1.000.000 pour Yopougon.

⁴⁷ Entretien avec Fofana Mamadou dit « FM », Secrétaire général du RGCI le mardi 25 octobre 2011 à Adjamé au siège du RGCI.

⁴⁸ Entretien avec le Secrétaire général du RGCI, Fofana Mamadou le mardi 25 octobre 2011.

Tableau 1 : Tableau récapitulatif des espaces de discussions de rues à Abidjan et à Korhogo

Ville	Quartier	Nombre de grins
Abidjan	Adjamé	307
	Abobo	375
Korhogo	Soba	85
	Haoussabougou	102
Total		869

Source : Enquête, septembre-octobre 2011

Tableau 2 : récapitulatif des "grins" à Abidjan

Quartiers	Nombre des grins
Abobo	375
Adjamé	307
Attécoubé	79
Cocody	107
Koumassi	366
Marcory	93
Plateau	17
Port-Bouët	178
Treichville	205
Yopougon	303
Total	2.030

Source : enquête, septembre 2009, septembre-octobre 2011

Tableau 3 : récapitulatif des "grins " à Korhogo

Quartiers	Nombre des grins
Commerce	9
Petit Paris	43
Soba	44
Koko	35
Banaforo	65
Delafosse	69
Quartier 14	11
Air France	49
Dem	23
Sinistré	19
Sonzouroubougou	36
Haoussabougou	21
Tikélézo	14
Zone industrielle	12
Total	450

Source : enquête, septembre 2009, septembre-octobre 2011

Tableau 4 : récapitulatif des "parlements" et "agoras" à Abidjan

Quartiers	Nombre des grins
Abobo	6
Adjamé	3
Attécoubé	4
Cocody	8
Koumassi	3
Marcory	5
Plateau	1
Port-Bouët	7
Treichville	5
Yopougon	15
Total	57

Source : enquête, septembre 2009, octobre 2011

Les choix des espaces tant au niveau des « agoras » et « parlements » qu'au niveau des « grins » ne reposent pas sur la représentativité dans son sens statistique. Nous avons procédé par raisonnement, le plus important étant la compréhension des pratiques sous un angle qualitatif. Aussi, nous sommes nous limité à quelques espaces qui représentent des strates ou sous-groupes à prendre en considération dans la mesure où l'ajout de nouveaux entretiens ne modifient pas de manière profonde l'interprétation construite sur la base de ceux déjà réalisés.

Nous avons décidé de nous intéresser aux « grins » « Citron » à Haoussabougou et la « plage » à Soba. Le premier espace passe pour être l'un des plus grands au niveau numérique car, contrairement aux autres le nombre de ses membres permanents oscille entre 15 et 25. De plus, ce « grin » est très actif politiquement dans la mesure où il est identifié dans la plupart des activités à caractère politique de la ville. C'est aussi l'un des plus anciens « grins » qui, par un mécanisme particulier semble se transmettre de génération en génération parce que, aux dires de nos informateurs, les « grands frères » qui l'ont créé sont tous aujourd'hui des adultes qui vivent maritalement avec pour certains, plusieurs enfants. Ils l'ont « légué » à leurs cadets. La plupart de ces aînés ont vécu les événements qui ont succédé aux faits politiques des années 90⁴⁹. Ces trajectoires particulières sont de précieuses sources de construction des facteurs de formation et de diffusion des idéologies politiques.

Le second « grin » a été sélectionné parce qu'il possède des caractéristiques identiques au premier. Ce sont 13 personnes qui l'animent régulièrement. Il a été créé par une génération de jeunes qui, pendant les années 90 étaient, pour certains élèves et d'autres apprentis mécaniciens, menuisiers, chauffeurs, etc. Mais, contrairement à l'autre, il comporte en son sein de nombreux « princes » : ce sont des arrières petits enfants de la famille Gbon Coulibaly. Ils épousent et reproduisent les contours des vieilles intrigues de cours qui divisent depuis longtemps la famille Gbon. Ces conflits familiaux sont d'autant plus intéressants qu'ils déteignent sur les divergences idéologiques qui traversent ce « grin ». Nous avons pu observer, par exemple, comment les choix idéologiques de ces princes rentrent en conflit avec ceux proches de l'opposition parmi les autres membres du « grin ». Aussi, le positionnement de la rébellion des FN de même que le camp présidentiel dans l'espace politique sénoufo fait de ces « princes » des porteurs d'idéologies. Ils oscillent entre la préservation d'un statut

⁴⁹ Bagarres rangées entre jeunes, notamment ceux du quartier Haoussabougou contre ceux de Soba avec des groupes de jeunes comme les "Bandéross" et les "Débaross", grèves des élèves de la ville de Korhogo entre 1989 et 1990, Troubles à Korhogo en 1995 lors des élections présidentielles (affrontements des élèves avec les forces de l'ordre, affrontements entre les militants du PDCI et ceux du FPI nouvellement installée dans la ville, affrontements entre les militants du RDR et ceux du FPI), agression des ressortissants Ghanéens après le match ASEC-Kôto, attaque et incendie de la Sous-préfecture de Korhogo en 1995 située au quartier Soba près du petit marché.

hégémonique royale et la promotion des idéologies de nouveaux/anciens acteurs tantôt alliés, tantôt adversaires mais toujours partenaires. Ce « grin » a permis d'observer les rapports complexes que l'administration, à travers les démembrements de l'Etat moderne entretient avec le pouvoir local traditionnel incarné par la chefferie.

Deux « grins » ont été sélectionnés à Abidjan. Ils se distribuent dans les communes d'Abobo et d'Adjamé. Ce choix découle d'une diversification volontaire afin d'avoir une perspective plus large du fonctionnement des espaces et de leurs stratégies de diffusion des idéologies. Les « grins » d'Abidjan fonctionnent comme des espaces témoins dans la participation de ces espaces dans le champ politique. Ce choix a permis de mesurer l'écart de liberté d'action qui existe entre les « grins » du nord, largement gouvernés par la rébellion proche du RDR et ceux d'Abidjan qui, du fait de la pression exercée par les forces de l'ordre, limitent leurs possibilités d'expression.

Jusqu'à l'avènement de la crise post-électorale qui a entraîné la fermeture de la plupart des « agoras » et « parlements », on en dénombrait 55 en Côte d'Ivoire avec une concentration dans la zone gouvernementale⁵⁰. La seule ville d'Abidjan regroupait, avant la crise post-électorale de 2010, 41 « agoras » et « parlements »⁵¹. Toutefois seuls 8 d'entre eux étaient effectivement actifs.

⁵⁰ Entretien avec Bihon H. Stéphane, Chargé de communication de l'UNOPACI à Yopougon le samedi 24 septembre 2011.

⁵¹ Entretien avec Bihon H. Stéphane, Chargé de communication de l'UNOPACI.

Tableau 5 : "agoras" et "parlements" la crise post-électorale de 2010

Quartiers	Nombre d'espaces
Yopougon	14
Abobo	6
Plateau	2
Williamsville	1
Attécoubé	1
Cocody	3
Koumassi	6
Port-Bouët	6
Plateau	1
Grand-Bassam	1
San-Pédro	1
Agboville	1
Dabou	1
Gagnoa	1
Daloa	1
Issia	1
Soubré	1
San-Pédro	1
Anyama	1
Songon	1
Dabou	1
Afféry	1
Aboisso	1
Yamoussoukro	1
Total	55

Source : enquête, septembre 2009, octobre 2011

Matrice de tous les autres espaces de discussions de rues à Abidjan et à l'intérieur du pays, la « Sorbonne » présente de par son histoire, l'évolution du rôle des espaces de discussions de rues dans la diffusion des idéologies politiques en Côte d'Ivoire. Il est le premier espace formel de tous ces lieux de débats publics (Bahi 2003:2). La « Sorbonne » est un espace qui permet d'appréhender les différents changements qui se sont opérés dans tous les autres lieux de discussions. Il est possible d'y déterminer la période à laquelle les « agoras » et « parlements » ont été investis par la politique.

Le choix de cet espace découle de ce qu'il est également le seul espace de discussions de rues à produire des supports numériques. Il est le centre de production qui approvisionne tous les autres espaces en supports (films, documents écrits, etc.). La production de ces supports est assurée par cet espace qui contrôle par la même occasion tous les produits qui sortent et qui entrent dans ces espaces. En effet, il convient de remarquer que ces espaces sont régis par des règles strictes de fonctionnement où toutes les actions sont surveillées. C'est ce contrôle qui explique, en partie, le fait que ce soit la « Sorbonne » qui soit la seule à avoir l'exclusivité de la production de ces supports⁵².

Par ailleurs, en observant l'organisation de la « Sorbonne », on a pu déceler la différence de modèles de gestion entre les « agoras » et « parlements » et les « grins ». A la « Sorbonne » on trouve une certaine documentation que l'on ne trouve pas ailleurs.

Le « TPCA » est l'un des espaces identifiés pour cette étude parce qu'il a un atout majeur : sa représentativité numérique. De plus, il est situé dans un quartier réputé pour être le bastion de l'opposition en Côte d'Ivoire. De ce fait, il apparaît comme une sorte de symbole. En effet, dans les imaginaires collectifs de l'opposition, neutraliser le « TPCA » revient à battre le camp présidentiel sur un espace qui « appartient » de fait à un quartier dominé par une forte communauté d'origine malinké avec en prime une humiliation au Député qui n'est autre que l'épouse du chef de l'Etat. En revanche, les partisans du FPI se sentent investis de la « noble mission » de dompter, voire mater un espace⁵³ réputé difficile, acquis à la cause de l'opposition avec, de surcroît la fierté de renforcer les pouvoirs de l'autorité en place, la première Dame. Toutes ces représentations font du « TPCA » un champ idéologique intéressant non seulement au plan heuristique mais également au niveau de la praxis.

- Quatrième niveau de choix : les orateurs des « agoras » et « parlements »

Nous avons décidé d'interroger les leaders des orateurs des « agoras » et « parlements ». *Stricto sensu*, l'orateur est « celui qui compose et prononce des discours »⁵⁴. Bossuet, a élaboré un critérium de caractères qui permettent d'identifier l'orateur agréable et efficace : la personne qui parle, la beauté des choses qu'il traite et la manière ingénieuse avec laquelle il les explique. Sur cette base, pour être orateur, l'individu doit :

⁵² La « Sorbonne » est réputée pour être l'un des lieux où se vendent illégalement les œuvres des artistes (musiciens, humoristes, etc.).

⁵³ Le quartier d'Abobo.

⁵⁴ Dictionnaire le Littré.

- être une figure importante du groupe et susciter des regroupements autour de lui, en somme être « *l'homme de la situation* » (Dorflès 1975:56);
- être régulier sur l'espace sélectionné ;
- avoir une ancienneté d'exercice de rôle d'orateur d'au moins 3 années consécutives dans un espace ;
- être un harangueur de foule en mobilisant des attributs comme le surnom, le style d'expression, la spécialisation dans les sujets débattus ;
- avoir déjà fait ses preuves d'orateur en ayant été leader dans un autre mouvement membre d'un autre espace.

Au regard des critères ci-dessus nous avons sélectionné 20 orateurs avec une parité de 10 par espace. Ils ont été distribués de façon aléatoire mais si, à la « Sorbonne » ils répondent au nom de « Professeurs » ou de Maître, au « TPCA » ils sont des « honorables ». Dans cette catégorie nous avons ajouté les autres membres de la direction c'est-à-dire les Secrétaires (secrétaires à l'organisation, secrétaires généraux, secrétaires à l'information, les archivistes, etc.). Ces derniers prennent parfois la parole pour s'adresser à la foule.

Le cas des « Sorbonniens » et des « parlementaires »

Il convient de définir ces concepts pour mieux appréhender l'environnement des EDR. Selon les acteurs eux-mêmes, les « Sorbonnards » sont les orateurs qui prennent la parole pour animer des discours. Les « Sorbonniens » sont l'ensemble des personnes qui participent à leurs activités. C'est une catégorie hétérogène qui regroupe des individus reliés par des liens forts (amis de classes pour les élèves et étudiants, collègues de bureaux, camarades de lutte syndicaliste, parents, etc.) ou lâches (groupuscules de voisins venus participer à une activité donnée partageant le même espace physique, curieux, passants marquant un arrêt au coin de la rue, commerçants). En clair, c'est une catégorie complexe qui peut agréger des individus réguliers sur les sites ou de simples curieux ou passants.

Au « TPCA » on retrouve cette même catégorie d'acteurs qu'eux-mêmes appellent les « parlementaires ». Ceux-là obéissent aux caractéristiques précédemment cités⁵⁵. D'où la nécessité de dégager des critères suivants pour les identifier.

- Régularité sur le site avec un taux de fréquentation d'au moins 2 fois dans la semaine de façon continue pendant 1 mois au moins ;

⁵⁵ Toutefois, par abus de langage les deux appellations sont utilisées pour désigner soit la foule venue observer ou les orateurs eux-mêmes. Mais pour une question de méthodologie nous nommerons « honorables » les orateurs et « parlementaires » les individus qui constitue la foule d'observateurs.

- partager les idéologies politiques diffusées par les orateurs ;
- participer à des activités d'autres espaces.

Au regard de la fluctuation des participants aux activités de ces espaces, nous n'avons pas eu une base de sondage. C'est donc sur les espaces que nous avons sélectionné les « Sorbonniens » et les « parlementaires » en identifiant cependant certains individus qui les fréquentent assidument. Cette catégorie marginale mais non moins importante nous les avons qualifiés d'anciens. Au total, nous avons interrogé 10 personnes dans chaque espace, c'est-à-dire 20 au total. A côté de ces entretiens formellement menés, nous nous sommes entretenus avec les participants selon le critère de la saillance de l'évènement. Lorsque ces espaces reçoivent des invités de marque, la population des auditeurs augmente. Les jours ordinaires, le TPCA accueille une population qui oscille entre 3.000 et 4.000 personnes. Les jours fériés et non ouvrables (samedi et dimanche), ce sont plus de 6.000 personnes qui visitent l'espace. Cette foule peut passer à 10.000 individus lorsqu'un invité de grand calibre est sollicité (homme politique et leaders de la galaxie patriotique)⁵⁶.

- Cinquième niveau de choix : le choix des membres des « grins »

Du fait de leur nombre réduit, nous avons sélectionné tous les membres des deux « grins ». Les critères de sélection déterminés sont les suivants :

- être membre du « grin » ;
- être régulier au « grin » ;
- avoir demeuré à Korhogo de façon continue pendant au moins 6 mois.

En évitant de délimiter l'ancienneté dans le « grin » nous avons augmenté la probabilité d'observer les interactions entre des individus de générations différentes. Il nous a été donné également de voir le jeu d'idéologies qui traverse les « grins » d'une part et, les modalités de transfert des « grins » d'une génération à une autre d'autre part. Nous avons observé ici la manière dont les individus convertissent leur capital social pour s'insérer dans les réseaux de pouvoir. Au total, on a enquêté dans 6 espaces : 4 à Abidjan (2 « grins » et 2 « agoras » et « parlements ») et 2 « grins » à Korhogo.

⁵⁶ Enquête menée en 2008 au TPCA. Ces chiffres ont été obtenus par le comptage des personnes assises sur les bancs. Les chiffres ont été agrégés à ceux obtenus par une extrapolation obtenue par un comptage des personnes qui suivent les interventions en position debout. Cette technique a été aussi utilisée à la « Sorbonne » au Plateau.

- Sixième niveau de choix : les acteurs politiques et les journalistes

En plus des acteurs des EDR nous avons eu des entretiens semi-directifs avec deux groupes dont la prise en compte est nécessaire à la compréhension des stratégies de diffusion des idéologies politiques. Il s'agit des acteurs politiques et des journalistes.

L'acteur politique peut être saisi dans le prisme des critères dégagés par Weber dans sa définition du politique. Ce sont la spatialisation c'est-à-dire l'organisation territoriale ; le moyen d'action ou mode de décision et d'exécution avec la possibilité de recourir à la contrainte et enfin la fonction. Il existe une pluralité d'acteurs politiques dont les plus traditionnels sont l'Etat et ses institutions, les partis politiques, les électeurs, les militants, les adhérents, les sympathisants, etc.

Mais les problèmes politiques étant de plus en plus complexes, de nouveaux acteurs ont émergé. Les lieux de décision et de discussions se multiplient autour d'enjeux locaux, nationaux, internationaux et transnationaux. Ce sont les familles de victimes dans les affaires (d'abus sexuels, de violence), les malades et leurs proches dans la défense de leurs causes, les victimes d'accidents de la route ou d'avions, la société civile, les artistes, les jeunes, la rue, etc.

Par acteur politique nous entendons une personne qui dirige un parti politique ou une organisation proche d'elle, c'est-à-dire les groupements politiques. Nous étendons cette définition aux leaders influents de ces organisations tels que les secrétaires généraux, les secrétaires à l'organisation, les présidents de jeunes des partis politiques ou toute personne membre du bureau exécutif de celles-ci. *Stricto sensu*, ces personnes ne sont pas membres des EDR.

Dans le cadre de cette enquête, nous avons mené des entretiens avec des leaders de chacune des organisations politiques majeures qui occupent l'espace politique. Ainsi, avons-nous rencontré le Président des jeunes du RDR (le samedi 6 août 2009 de 12h16mn à 14h09mn au siège du RDR à Cocody Danga ; le vendredi 24 août 2009 de 15h02mn à 15h34mn au siège du PDCI à Cocody), le Secrétaire national chargé de la mobilisation et l'un des artisans de l'enrôlement des « grins » à l'idéologie du RDR pour l'opposition (le dimanche 12 septembre 2009 au II Plateaux vallon de 9h08mn à 9h44mn). Nous avons rencontré Ouattara Inza dit « Recteur », ancien Président du RGCI le samedi 22 octobre à Adjamé de 16h23mn à 18h03mn. Les rencontres sont suivies avec le Secrétaire général du RGCI.

Pour le parti au pouvoir, nous avons mené des entretiens avec le Maire de Cocody (le mercredi 16 décembre 2009 après le lancement des activités de All Stars for Gbagbo⁵⁷ de 19h12 à 21h23 à Cocody Blockhaus, le dimanche 13 mai 2009 à la mairie de Cocody de 16h13 à 17h02 et le mercredi 7 octobre 2009 à la « sorbonne » du Plateau de 14h12 à 15h45) et l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire aux Nations Unis⁵⁸ (le dimanche 16 août 2009 de 19h08 à 20h12 à son domicile à la Riviera Golf, le samedi 13 juillet 2009 à son domicile à la Riviera Golf de 12h45 à 14h56mn). Au total, nous avons échangé avec au moins 2 leaders de chaque camp politique. Toutefois, cela n'a pas empêché de mener des entretiens informels avec quelques uns d'entre eux au gré du suivi des activités des partis politiques, notamment pendant la campagne présidentielle de 2010.

Dans son acception classique, le journalisme est l'activité qui consiste à collecter, rassembler, vérifier et commenter des faits pour les porter à l'attention du public à travers les médias. Le journaliste est la personne qui pratique les activités de collecte de diffusion de l'information. Selon le Guide de déontologie de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, « *le terme journaliste se réfère à toute personne qui exerce une fonction de journaliste pour le compte d'une entreprise de presse. Exerce une fonction de journaliste la personne qui exécute, en vue de la diffusion d'informations ou d'opinions dans le public, une ou plusieurs tâches suivantes : recherche de l'information, reportage, interview, rédaction ou préparation de compte rendus, d'analyses, de commentaires ou de chroniques spécialisées ; traduction et adaptation de textes ; photographie de presse, reportage filmé ou électronique ; affectation, pupitre (titrage, mise en pages, etc.), correction ; animation, réalisation ou supervision d'émissions ou de films sur l'actualité ; direction des services d'information, d'affaires publiques ou de services assimilables* »⁵⁹. Cette étude s'accorde avec la définition du journaliste produite par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.

Dans le cadre de l'étude, nous nous sommes intéressé à cette catégorie professionnelle du fait de l'influence qu'elle exerce sur les EDR. Les enquêtes de terrain menées à la « Sorbonne » et au « TPCA » ont permis de constater que les orateurs font aux journalistes pour détruire ou construire un adversaire. Les articles qu'ils produisent servent de supports de préparation des interventions des orateurs. Du reste, chacun de ces espaces possède une sorte de kiosque à journaux où la plupart des orateurs vont parcourir la une des

⁵⁷ C'est une organisation regroupant les artistes engagés dans la campagne présidentielle de Laurent Gbagbo. Elle est dirigée par Angelo Kabila ancien manager du célèbre groupe Magic System.

⁵⁸ M. Kablan Porquet est par ailleurs l'un des neveux de Laurent Gbagbo. Il est le premier responsable de l'ONG Humanité Internationale (HI) qui œuvre dans l'humanitaire.

⁵⁹ [En ligne] Disponible sur : <http://www.fpqj.org/fileadmin/FPJQ/pdf/10_12_Guide_en_vigueur.pdf> (Consulté le 8 mai 2009)

titres avant de prendre la parole. Leur importance est si forte que, à certaines occasions, ils sont la cible des orateurs et des autres membres de ces espaces qui les assimilent à des espions qui se fondent dans l'auditoire pour rechercher des informations en vue d'anticiper des actions de masse ou tout simplement identifier physiquement les leaders.

Sur cette base, ils entretiennent une relation complexe avec les EDR. Les journalistes qui représentent la presse proche de Gbagbo Laurent peuvent assister aux activités des « agoras » et « parlements » sans courir le risque d'être refoulés ou tout simplement agressés. De même, les journalistes proches du RDR sont accueillis avec tous les honneurs dans les « grins ». Parfois, par stratégie politique ils acceptent les journalistes qui ne partagent pas leurs idéologies. Pour plus d'objectivité, nous avons décidé d'interroger un journaliste de chaque organe qui partage une proximité avec son espace. Il s'agit d'équilibrer l'information mais aussi de capter les perceptions qu'ils construisent autour des EDR. Pour plus d'équilibre, nous avons fait intervenir un journaliste d'un journal « neutre ». C'est l'un des journaux qui se réclament d'une presse non partisane et qui fonctionne en marge du schéma dichotomique de la presse ivoirienne : une presse du parti au pouvoir qui regroupe les journaux dits bleus et celle de l'opposition ou verte rassemblant les journaux opposés au Président Gbagbo Laurent. Au total, nous avons donc interrogé 3 journalistes qui se distribuent dans les journaux suivants : Le Patriote⁶⁰ (pour l'opposition), Notre Voie⁶¹ (le parti au pouvoir) et L'Inter (le journal neutre).

Sur la base des critères dégagés ci-dessus, nous avons pu construire l'échantillon suivant :

⁶⁰ Nous avons interrogé Yéo Chontienwatinnin Jean-Claude, ancien journaliste à Le Patriote, il est actuellement agent au Ministère des NTIC. Il est l'un des hommes de mains du Ministre de l'intérieur Hamed Bakayoko. Il publie toujours de temps à autre dans le même journal. En plus de lui nous sommes en contact avec Coulibaly Nonfféré, correspondant du même journal à Korhogo qui publie sous le pseudonyme de *Dakota*. Pour L'Inter, nous avons eu Bony Félix, le Rédacteur en Chef en septembre 2009 et pendant la campagne présidentielle de 2010.

⁶¹ Nous avons interrogé Boga Sivori. Nous l'avons rencontré 2 fois. La 1^{ère} fois à Cocody le 11 septembre 2009 et la 2^{nde} fois la « Sorbonne » pendant la campagne présidentielle où il intervenait le mardi 27 octobre 2010 pour la présentation de son ouvrage intitulé « *Alassane Ouattara. Le drame de la Côte d'Ivoire* ». Il est également chef de village et une opération de recensement qu'il a voulu organisé a failli dégénérer par des affrontements entre les autochtones et les allogènes qui y voyaient une opération pour les identifier pour mieux les brimer. Les chefs des communautés Burkinabé et maliennes ont opposé un refus à cette opération. Arrêté après la crise post-électorale, il a été relâché. Il poursuit sa profession de journaliste au journal Notre Voie.

Tableau 6 : récapitulatif de l'échantillon

Espaces	Situation géographique		Total	Total
	Korhogo	Abidjan		
« Agoras » et « parlements »		Sorbonne	Auditeurs : 10	23
			Orateurs : 13	
		TPCA	Auditeurs : 10	35
			Orateurs : 25	
« Grins »		Le QG	12	12
		Le Yôrô	13	13
	Citron		10	10
	La Plage		10	10
Acteurs politiques	RDR	4	4	4
	FPI	2	2	2
Journalistes	Notre Voie	1	1	1
	Le Patriote	1	1	1
	L'Inter	1	1	1
TOTAL				112

Source : Enquête, septembre 2009, septembre-octobre 2011

II.4. Etapes de la recherche

C'est la phase qui a permis de faire la recherche documentaire, la pré-enquête. Elle montre aussi la conduite de l'enquête.

II.4.1. Recherche documentaire

La recherche documentaire a consisté à rechercher la documentation nécessaire à la réalisation de l'étude. Ils sont de plusieurs ordres : iconographique (pancartes, affiches, dessins, etc.), livres, chansons, journaux, films, etc. Nous nous sommes procuré des CD et DVD de films et d'artistes chanteurs qui traitent de notre sujet. Les lectures ont été faites au CERAP, le centre de documentation de l'Union Européenne, à l'Institut Goethe, au centre culturel américain, à la bibliothèque nationale. A Dakar au Sénégal, des lectures ont été faites

au centre de documentation du Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA).

Certains de ces documents ont été consultés dans des bibliothèques, centres de documentation. On a en outre effectué des achats de livres et d'autres éléments (journaux, textes de lois, etc.).

II.4.2. Pré-enquête

Elle a consisté à l'élaboration d'un chronogramme de recherche. C'est également le lieu de faire des visites prospectives des villes qui abritent les EDR et une recherche documentaire. Il s'est agi également de construire les guides d'entretiens à tester sur le terrain de même qu'un guide d'observations.

Cette étape a tenté d'une part, de déterminer les caractéristiques physiques, démographiques, sociales et économiques des EDR et, d'autre part, de faire l'état des lieux sur le champ de l'étude. La réalisation de cette phase exploratoire a nécessité l'implication de personnes ressources qui ont une longue expérience de ces espaces. Ce sont pour la plupart, des membres qui nous ont aidé à intégrer le milieu.

La préparation du travail de recherche a commencé depuis 2006. C'est à cette date que nous avons commencé nos premières recherches sur les espaces de discussions de rues qui, au début étaient limitées à la ville d'Abidjan. Dans le cadre de la thèse, nous avons tenté d'arrêter les enquêtes de terrain au bout de 8 mois mais, compte tenu de la particularité des élections comme fait politique majeur, nous les avons prolongées jusqu'au début de l'année 2010. La pré-enquête a consisté à observer à l'aide d'une grille d'observation les enquêtés. Il a été aussi question de tester nos outils : techniques et méthodes d'analyse. Enfin c'est au cours de cette phase que nous avons procédé à l'enrôlement de deux personnes qui ont contribué à la réalisation de l'enquête de terrain à Korhogo.

II.4.3. Enquête proprement dite

Elle est l'étape de la mise en œuvre effective de la recherche. Débutée en novembre 2007 elle s'est achevée en décembre 2009. Cependant, du fait de la survenance de certains faits socio-politiques jugés pertinents, nous avons procédé à des réajustements qui ont consisté à des retours sur le terrain, des lectures et des entretiens supplémentaires. C'est cela qui explique que des interventions aient eu lieu jusqu'en 2010. Plusieurs actions de ces espaces ont été prises en considération. Ce sont :

- La phase de préparation de l'enrôlement des populations de même que l'opération elle-même ont été suivies en 2006 ;
 - Les affrontements entre les jeunes patriotes et ceux du RHDP en juillet 2006 suite à l'organisation des audiences foraines ;
 - La préparation de la caravane de la paix et le lancement de la tournée de sensibilisation par Charles Blé Goudé en 2006 ;
 - La campagne de sensibilisation des populations par les animateurs des « grins » à partir de mai 2006 ;
 - La tournée de sensibilisation à l'enrôlement à Korhogo de mai à septembre 2006,
 - La marche des jeunes du RHDP sur la Radio Télévision Ivoirienne (RTI) le 18 janvier 2010.
- A côté de ces événements on a suivi ces espaces de façon régulière par de fréquents passages répétés.

Pour réduire les charges financières et garder en même temps un contact privilégié avec les enquêtés, nous avons sollicité le concours des deux enquêteurs préalablement sélectionnés. Nous avons mené nous même les enquêtes à Abidjan. Pour la ville de Korhogo, nous avons commencé la recherche avec les enquêteurs pour suivre la qualité du travail à l'effet de réduire les marges d'erreurs. Ce sont eux qui ont poursuivi avec nos enquêtés les entretiens. Les échanges de documents (entretiens, films, photos) entre nous se faisaient par téléchargement et envois par Internet à l'aide de logiciels de téléchargement rapide qui supportent les fichiers lourds sans altérer leur qualité. Pour plus de prudence les enquêtés en faisaient des copies sur des supports CD et DVD. Les entretiens étaient faits avec deux Ipod d'une capacité de 2 Go avec une possibilité d'enregistrement illimité. Après, les fichiers sont transférés sur un ordinateur avant d'être envoyés par Internet. Mais les supports CD et DVD nous parvenaient par le canal du service courriers d'une compagnie de transports en commun, CK⁶².

II.5. Dépouillement

Les données recueillies ont fait l'objet d'une confrontation avec la grille d'observation en vue de faire la synthèse des aspects les plus pertinents. Ensuite, par catégorisation des données, on a affecté des chiffres aux réponses pour le questionnaire. Avec la grille de saisie, des tableaux ont été conçus pour enregistrer les informations. Il s'est agi ici d'établir des relations entre ces données pour savoir si elles expliquent la situation que nous voulons

⁶² CK sont les initiales de Coulibaly Kassoum, propriétaire de cette compagnie de transport et ancien Président du syndicat des transporteurs de Côte d'Ivoire. Il est décédé en 2009.

observer. Par exemple, les chiffres obtenus ont permis de construire des fromages et des diagrammes qui rendent compte du poids des sujets débattus, l'orientation politique, etc.

L'analyse de contenu a permis d'étudier de façon profonde les documents recueillis avec les entretiens. Nous les avons classés par catégorie selon l'espace (entretiens avec les responsables, entretiens avec les orateurs, etc.). Pour éviter la perte de fichiers, on a répertorié les fichiers audio par rubriques : zone, espace, position de l'enquêté, etc.

Les facteurs liés à la nature de notre sujet ont affecté la qualité des données et leur interprétation. En effet, demander à une personne de dévoiler ses tendances politiques revient à choisir un camp dans le conflit militaro-politique du 19 septembre 2002. Cette question est d'autant plus délicate que le sujet se trouve dans une zone géographique où dans l'éventail de choix, il n'y a qu'un choix : celui du camp dominant. Il paraît presque ridicule de demander à un individu vivant en zone rebelle d'affirmer son affiliation au FPI de même que d'amener quelqu'un à soutenir publiquement les idées des FN à Abidjan. En clair, le sujet ne s'intéresse pas qu'à la vie privée des individus mais à leur sécurité.

Partant de là, les entretiens sur les relations des espaces de discussions de rues avec le champ politique nous ont mis en face de quatre catégories de personnes :

1. Celles qui répondent à cœur ouvert et en toute franchise ;
2. Celles qui répondent correctement quand il s'agit de donner leur opinion sur les autres, et vous donnent des réponses incohérentes sur leurs propres pratiques ;
3. Celles qui répondent quand il s'agit de donner leur opinion sur les autres mais qui se renferment quand vous abordez les questions les touchant directement ;
4. Celles qui, pour une raison ou une autre, refusent l'entretien sur la chose politique.

Les bonnes réponses, nous les avons retrouvées dans les réponses 1 et 2. C'est une grande faiblesse de ce travail dans la mesure où les réponses étaient fausses ou biaisées soit pour faire plaisir au chercheur soit pour ne pas dévoiler un secret jalousement protégé.

D'autre part, nous nous intéressions à une question qui relevait à la fois de la stratégie et de la tactique dans un espace concurrentiel. Dès lors, demander à un acteur politique de dévoiler sa stratégie de (re)conquête de l'espace relève presque de la gageure. Cela reste du domaine farouchement défendu et protégé du secret, du silence ; tout au moins du cercle des initiés. Les stratégies de diffusion des idéologies politiques sont gardées avec la plus grande énergie. On peut sous cet angle être en droit de se prémunir des fausses ou mauvaises réponses ou tout simplement de la parole manipulée avec un doute épistémologique sans cesse aiguë. Malgré tous ces biais, nous pensons que les résultats auxquels nous sommes parvenus sont fiables.

II.6. Ancrage théorique

Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'approche interactionniste de la communication politique et de la sociologie des réseaux sociaux. L'interactionnisme s'intéresse aux acteurs, à leurs pratiques ainsi qu'au sens qu'ils en donnent. L'interactionnisme stratégique de la communication ne se réduit pas à l'observation des signes codés. Elle appréhende l'acteur dans une relation d'affrontement avec des adversaires. Les préférences, les messages, les symboles et les codes, les canaux et les réseaux mobilisés sont des ressources mis en présence dans un jeu de pouvoirs. L'interactionnisme symbolique est « *l'activité dans laquelle les êtres humains interprètent leurs comportements réciproques et agissent sur la base des significations conférées par cette interprétation* » (Blumer 1969). Sur cette base, au cours de l'interaction, l'acteur procède à l'étiquetage de l'autre, à la stigmatisation de ses actions et au décryptage du récit son histoire.

La guerre du 19 septembre 2002 a créé les conditions de diffusion des idéologies politiques à travers les espaces de discussions de rues. La communication politique nous permet de saisir les trajectoires de diffusion des idéologies. Nous l'entendons « *comme l'ensemble des efforts s'appuyant sur des ressources structurelles, symboliques et pragmatiques pour mobiliser des soutiens et faire prévaloir une définition de la situation qui est censée contribuer au règlement d'un problème collectif et/ou bien rendre efficaces les préférences de l'acteur, c'est-à-dire son pouvoir* »⁶³ (Lemieux 1970). Elle consiste donc à chercher à faire adhérer, soit en l'imposant par la force, soit en la rendant acceptable par la discussion (négociation, délibération, etc.) à des perceptions publiques qui orienteront les préférences.

La communication politique désigne toute communication qui a pour objet la politique. Cette définition, trop extensive, a cependant l'avantage de prendre en compte les deux grandes caractéristiques de la politique contemporaine: l'élargissement de la sphère politique et la place croissante accordée à la communication, avec le poids des médias et de l'opinion publique à travers les sondages. La communication politique moderne ne peut plus se contenter, comme auparavant, de la qualité littéraire des discours politiques et du brio de la rhétorique de ses énonciateurs. En effet, ainsi que le rappelle Maarek « *à cause du marketing politique, les idées ne suffisent plus pour être élu* » (1992:2).

En dehors de l'activité électorale, la communication politique instaure l'existence symbolique des acteurs politiques et des partis. Elle leur donne la visibilité qui leur permet d'exister dans l'espace public, et, en particulier, c'est par les stratégies de la communication

⁶³ Lemieux, *Le jeu de la communication politique*, op. cit., p. 12.

politique que les partis et les acteurs collectifs suscitent l'adhésion ou l'intérêt et engagent la permanence d'une relation étendue aux citoyens. La construction de l'identité des partis politiques s'inscrit dans trois types d'activités de communication : l'affichage et la manifestation d'une présence militante dans l'espace public (tracts, présence dans les marchés, etc.); l'élaboration et la diffusion d'une presse propre, destinée aussi bien à l'usage interne (informations institutionnelles, calendrier des manifestations prévues) qu'à l'usage externe (diffusion des textes importants et des déclarations des acteurs politiques); l'organisation de débats, de réunions publiques et de manifestations assurant une visibilité dans l'espace public. La communication politique, en ce sens, donne aux partis l'existence symbolique qui leur assure une place dans l'espace public, et qui rend possible la discussion publique de leurs projets et de leurs idées. C'est, enfin, sur la base de cette consistance symbolique que les partis s'engagent dans les confrontations électorales et institutionnelles qui les opposent les uns aux autres. Les « parlements » et « agoras » et les « grins » utilisent des tee-shirts, des bandanas et des casquettes. Ils mobilisent également des documents (livres, journaux, calendriers, posters de leurs leaders et des autres leaders politiques) pour diffuser les idéologies politiques. Les « grins » ont distribué massivement des tee-shirts et de petits fanions à l'effigie de Alassane Ouattara à chacune des grandes rencontres du RDR (meetings, assemblées générales, marches, etc.). Les « agoras » et « parlements » se réunissent régulièrement en novembre pour célébrer la commémoration des événements de novembre 2004. Ce sont des opportunités pour les responsables d'écouler les produits dérivés comme des tee-shirts, des chapeaux, des posters et d'autres gadgets qui font la promotion de l'idéologie du FPI. Pour diffuser les idéologies politiques, les acteurs des EDR font la promotion des images fixes, mobiles, la littérature, des sons et toutes formes d'expression artistiques. Il s'agit des chansons, la peinture, des slogans, des bandes dessinées, des gadgets, etc.

Toutes les pratiques sont porteuses de sens. Les discours, les informations, la publicité, les rumeurs, les situations de crise et de scandale sont autant d'instruments avec lesquels les acteurs donnent des coups directs ou indirects. On les analyse pour s'informer des agissements de l'adversaire, anticiper ses coups et évoluer en maximisant ou optimisant ses chances de succès dans l'interaction.

Les supports (gadgets, journaux, etc.) permettent aux acteurs de diffuser les idéologies politiques dans le sens de la théorie de l'hégémonie politique d'Antonio Gramsci (Gramsci 1959). Il conçoit l'idéologie comme un moyen de domination. Toute classe dominante produit une idéologie qui imprègne tout le système social. A partir de la théorie de la conscience de classe de Karl Marx, il va développer une théorie de l'hégémonie politique apportant ainsi du

nouveau à la conception marxiste des classes sociales. La classe bourgeoise devient une classe hégémonique non pas seulement par l'appropriation des outils de travail, les biens de production mais aussi parce qu'elle parvient à établir une domination intellectuelle et morale sur la société, en un mot elle parvient à imprégner idéologiquement tout le système social. Il existe, dans la superstructure deux sociétés : la société politique et la société civile. La première, véritable appareil coercitif d'Etat, assure de façon légale la discipline dans le but de favoriser un modèle de consommation à un moment donné. La société politique comprend l'armée, la police, le droit et l'administration. Elle assure une fonction de coercition. La seconde, société civile correspond à toutes les organisations privées. Elle intègre l'organisation matérielle destinée à maintenir, à défendre et à développer le front idéologique de la classe dominante. Il s'agit de l'église, de l'organisation scolaire et des organisations de presse. Ce sont également toutes les structures qui sont susceptibles d'influencer directement ou indirectement l'opinion : les bibliothèques, les cercles, les clubs, les associations, etc. Ce sont ces structures qui assurent donc la fonction d'hégémonie c'est-à-dire, le maintien de la position dominante de la classe dominante.

Plusieurs moyens de communication assurent la diffusion de cette idéologie dominante : livres, presse, moyens audiovisuels, l'architecture ; la disposition et le nom des rues, etc. (Piotte 1970:130). Les représentants de cette diffusion idéologique sont les intellectuels. De cette façon, « Gramsci donne à la notion d'intellectuel une extension beaucoup plus grande que le sens ordinaire du terme. Relèvent ainsi de cette catégorie l'ensemble du clergé, des militants des partis politiques ou des organisations syndicales, etc. » (Cot et Mounier 1974:59). Le but principal de ces derniers est « l'organisation du consensus »⁶⁴.

Le modèle gramscien de diffusion de l'idéologie soutient que c'est par les réseaux de socialisation (écoles, universités, académies, églises, famille, amitié, clubs d'amis, associations, institutions juridiques, établissements financiers, etc.) que les partis politiques véhiculent les idéologies⁶⁵. Il se rapproche de l'incursion des espaces de discussions de rues dans le processus de diffusion des idéologies en Côte d'Ivoire. Produits par un système de communication forgé par des intellectuels au sens gramscien du terme, les joutes oratoires improvisées pour débattre de l'actualité se greffent au moyen de diffusion de l'information en Côte d'Ivoire. Ainsi, les orateurs et autres animateurs de ces espaces sont des intellectuels chargés de diffuser les idéologies politiques.

⁶⁴ Ibidem., p. 89.

⁶⁵ Ibidem., p. 143.

Héritée de la doctrine de Hegel sur les partis et les associations comme trame privée de l'Etat, la conception gramscienne de ces organisations les assimile à des instruments qui soutiennent des courants de pensées. Cette expérience est historiquement proche de celle de la révolution française. Les clubs qui sont apparus pendant le siège de Paris ont favorisé, voire précipité la chute de la dictature de Maximilien de Robespierre le 26 juillet 1794⁶⁶ (De Molinari 1871). Ce sont des organisations non rigides, centralisées par des personnalités politiques, dont chacune à son journal, par lequel elles tiennent en éveil l'attention et l'intérêt d'une clientèle déterminée.

Louis Althusser, s'intéresse à la question de la diffusion des idéologies en lien avec l'infrastructure. Mais Althusser innove en mettant l'accent sur ce qu'il appelle les Appareils Idéologiques d'Etat (AIE) et les Appareils Répressifs d'Etat (ARE) (Althusser 1970:5). Il avance que l'Etat est une machine de répression qui permet aux classes dominantes d'assurer leur domination sur la classe des prolétaires pour la soumettre au processus de spoliation. Du fait de la diversité de la répression de l'administration, cet appareil exerce une violence permanente sur la société. De nombreux autres appareils existent près des ARE. Ce sont les AIE religieux (le système des différentes églises), l'AIE scolaire (le système des différentes écoles publiques et privées), l'AIE politique (le système politique y compris les partis politiques), l'AIE de l'information (presse, radio, etc.), l'AIE familial (l'état civil, les frères, les cousins, etc.), l'AIE juridique (le droit appartenant à la fois à l'appareil répressif d'Etat et au système des AIE), l'AIE culturel (lettres, beaux arts, sports, etc.) et l'AIE syndical (les associations, les clubs privés).

Ces AIE captent la pensée et la modélise pour l'orienter vers les objectifs de la classe dominante. Les différents appareils identifiés par Louis Althusser expliquent la logique des espaces de discussions de rues. On peut, dans un sens apparenter les espaces de discussions de rues aux ARE et aux AIE de l'Etat en Côte d'Ivoire dans la mesure où ils se réapproprient les idéologies produites dans le champ politique et les disséminent dans le corps social. Pendant les épisodes de violence, ces espaces se transforment en instruments de coercition dont l'objet est de diffuser, par la force, des idéologies particulières.

L'incursion des nouveaux médias comme Internet, le téléphone mobile, et l'Ipod dans les EDR, le champ politique et journalistique créent un nouvel espace. La production et la circulation de l'information par des moyens électroniques et les images du monde de même que les mouvements de personnes (touristes, immigrants, réfugiés, exilés, travailleurs invités,

⁶⁶ Le 8 thermidor an II.

sportifs, étudiants, etc.) produisent une médiacape⁶⁷, c'est-à-dire un espace déterritorialisé qui s'affranchit de l'isomorphisme traditionnel entre peuple, territoire et souveraineté (Appadurai 2001:69-91). On assiste du coup à l'émergence d'identités mixtes complexes qui, bien que spatialement dispersées, sont mues par un même sentiment identitaire. Sous cet angle, les espaces de discussions de rues sont membres d'une large communauté imagée (Benedict 2002) disséminée en Côte d'Ivoire et usant d'un répertoire commun complexes d'images, de sons, de textes et de récits. La réappropriation de films, discours, sons, paroles, etc. donnent naissance à l'internet militant⁶⁸. Les espaces de discussions de rues se sont réappropriés les NTIC. Ils se sont tous (les « agoras » et « parlements » et les « grins ») dotés de sites Internet et mettent en ligne de façon régulière des fichiers audio et vidéo⁶⁹. Les premiers commercialisent des films relatant les tournées des leaders et d'autres supports audio sur CD et DVD. Les jeunes du RHDP utilisent des téléphones portables pour diffuser aux yeux de toutes les agressions dont ils sont victimes de la part du régime au pouvoir. Les pratiques des jeunes s'inscrivent dans la perspective théorique de création de sens et des usages des TIC de Michel De Certeau (1990) et Desjeux (2005) où se mêlent les frontières de l'intime et du profane (Flichy 1997). Des nouveaux usages sont créés pour contourner, limiter ou freiner l'action de l'adversaire. Les messages permettent non seulement de s'identifier au groupe d'appartenance mais de protéger et de donner sens à l'action. Les SMS, les « Bip », les applications de photographies et de caméras de même que les enregistreurs de fichiers audio (Ipod) (Jelpi 1985, Jauréguiberry 2003) sont utilisés dans des espaces politiquement marqués.

D'autre part, l'analyse de réseaux (Mercklé 2004) permet d'appréhender la nature et le niveau d'interaction d'un individu avec son environnement. Il convient de distinguer, dans le cadre de cette étude, le réseau social du réseau de communication. Le premier désigne une organisation sociale d'acteurs faiblement ou fortement spécialisés dans des rôles et des connexions aléatoires ou fortes⁷⁰. Au contraire, le réseau de communication est une infrastructure, c'est-à-dire un ensemble de possibilités matérielles de communication. Ce sont les ressources informationnelles, l'intérêt de l'échange pour les partenaires et la répartition du pouvoir en termes de contrôle de l'information (accessibilité, capacité de stockage, de

⁶⁷ Le concept de 'scapes', paysages, a été créé par l'anthropologue Arjun Appadurai. Il désigne les flux culturels globaux qui animent l'économie, la culture et le politique. Il les répartit en 5 éléments qui sont les ethnoscaapes, les médiascaapes, les technoscaapes, les financescaapes et les ideoscaapes.

⁶⁸ [En ligne] Disponible sur : <http://www.freescap.eu.org/biblio/printarticle.php3?id_article=212> (Consulté le 15 octobre 2009)

⁶⁹ Le site Internet de la « Sorbonne » du Plateau a été fermé après la chute du Président Gbagbo Laurent. Celui du « grin » est toujours en construction.

⁷⁰ Lemieux, *Le jeu de la communication politique*, op.cit., p. 35.

rétenion, de manipulation et capacité à utiliser l'information au moment opportun). L'information peut être transportée par un réseau physique, un réseau social ou de façon mixte (Gerstlé 2008, 2003a:21). Ce sont des formes d'activités politiques au nombre desquelles on peut retenir les réseaux de mobilisation, les réseaux publiques, les réseaux de clientélisme, les réseaux civiques, les réseaux associatifs ou partisans. L'analyse des réseaux a permis d'une part de relier les membres des espaces de discussions entre eux et, d'autre part d'identifier les points de contact entre eux et les hommes politiques. Dans les « agoras » et « parlements », la plupart des membres sont majoritairement issus de la FESCI et/ou du FPI. Par contre dans les « grins », ils sont liés par des relations d'ordre familial et de voisinage et appartiennent au RDR.

Les groupes sociaux se comportent comme des gilets de protection entre les sources et les cibles de la propagande. L'appartenance à ces groupes sociaux conduit la cible à suivre leurs normes qui fonctionnent comme des prescripteurs. Les EDR sont, dans ce sens, des leaders d'opinion reconnus par ces groupes (franges de la population qui les fréquentent ou qui partagent leurs idées). La propagation des idées repose sur les usages du capital social entendu comme « *l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées, d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance : ou en d'autres termes, l'appartenance à un groupe* » (Bourdieu 1980:2). Les performances des EDR dans la mobilisation du capital social reposent sur leurs aptitudes à recourir aux réseaux dans lesquels ils sont insérés, aux normes qu'ils produisent et la confiance qu'ils tissent entre eux.

Ainsi, l'analyse des réseaux a permis de détecter les interconnexions qui existent entre les espaces de discussions de rues et le champ politique. Leur appartenance ou les liens entretenus avec les partis politiques et leur soutien manifeste à ces derniers sont entre autres, quelques indicateurs qui marquent ces liens. En outre, c'est par elle que nous avons dégagé les réseaux de relations formelles et informelles que les acteurs des espaces de discussions de rues mettent en œuvre pour diffuser les idéologies. Les réseaux de voisinage, d'amitié, de parenté, etc. sont des entités qui servent à mobiliser les ressources (économiques, symboliques, matérielles, etc.) susceptibles de renforcer l'efficacité du processus de diffusion. Dans les « grins » par exemple, les liens de fraternité et ethniques fonctionnent comme des facteurs qui facilitent la circulation des informations. C'est par ces réseaux que les jeunes réussissent aussi à capter les ressources qui sont dans le champ politique (emplois, matérielles, etc.).

La théorie des réseaux sociaux permet de comprendre les capacités de mobilisation des leaders de ces espaces. En effet, les grands rassemblements observés dans les rues de la capitale et à l'intérieur ne sont pas le fruit du hasard. Pour Charles Blé Goudé, elle découle de leur capacité à « *activer ses réseaux avec une précision de métronome* »⁷¹. On observe le même phénomène au niveau des « grins » qui mobilisent les relations de voisinage et de famille pour atteindre leurs objectifs.

II.7. Difficultés et limites de l'étude

« *Mon frère ça là c'est trop compliqué on peut pas parler ça à quelqu'un* », « *C'est pour quoi faire ?* », « *Pardon, il faut passer demain, je n'ai pas le temps aujourd'hui* », « *Non, toi aussi, ça là c'est notre secret.* », « *Si je te dis ça là, c'est pas bon même. Ça va faire mauvais.* » Ce sont, résumées, quelques obstacles que nous avons rencontrés au cours de la recherche.

En effet, les enquêtes se sont déroulées dans un contexte de conflit militaro-politique en Côte d'Ivoire ce qui a suscité un climat d'insécurité et de méfiance dans le District d'Abidjan notamment dans les quartiers populaires. Du fait de la guerre, plusieurs quartiers sont classés zones criminogènes, les descentes et autres « bouclages » policiers et militaires y sont nombreux. Dans un environnement où les rapports interpersonnels sont marqués par une forte méfiance, une enquête à caractère académique est très vite assimilée à un espionnage.

De ce fait, les questions relatives à la politique, particulièrement à l'identité, sont hautement sensibles. La délicatesse de ce sujet « tabou » s'est traduite par de nombreux ajournements de Rendez-vous, aux « oublis » voire à des refus systématiques de se prononcer. Le jeu politique est devenu dangereux du fait des enjeux en présence.

Par ailleurs, surmonter la tentation de sombrer dans le tourbillon des idéologies véhiculées par les espaces de discussions de rues n'a pas été aisé. Il n'est pas facile de côtoyer en permanence les ambivalences qui traversent notre humanité et ne pas sentir une sorte de vertige dès qu'il s'agit d'en suggérer une interprétation. Il est difficile de se prononcer sur un conflit qui nous est non seulement contemporain mais aussi concerne un pays qui est le nôtre.

L'éloignement entre les deux zones de la recherche, le sud et le nord n'a pas facilité le déroulement des enquêtes. Les 633 km qui séparent Abidjan de Korhogo ont rendu difficile le maintien du contact permanent avec les enquêtés. Il a donc fallu conserver le lien en organisant des passages répétés et en téléphonant régulièrement aux acteurs selon que nous sommes au Nord ou au Sud. Heureusement, les relations de confiance que nous avons tissées

⁷¹ Blé, G.C, *Crise ivoirienne. Ma part de vérité*, op.cit., p. 118.

amenaient les enquêtés eux-mêmes à nous joindre par téléphone lorsqu'un événement à caractère politique survenait. Et parfois, nous nous sommes appuyés sur des enquêteurs qui, dans ce genre de circonstances intervenaient à notre place.

La collecte de données nous a amené à observer des activités illégales, illicites voire licencieuses. Pour briser les réticences et installer la confiance avec des acteurs qui évoluent dans un champ aussi complexe que dangereux, nous avons consommé des produits prohibés tels que les supports numériques piratés (CD, DVD et VCD). Il fallait, à certains moments, se glisser dans le rôle de marcheur, parfois de casseur pour observer les stratégies développées pour dissuader l'adversaire ou lui imposer une vision du monde. Nous pensons particulièrement aux épisodes de violence lors du siège de l'ambassade de France à Abidjan en 2006 et des affrontements qui ont opposé certains des soldats des FN aux jeunes du quartier Haoussabougou en 2007.

Enfin, la crise post-électorale a sérieusement perturbé l'étude. Depuis le 11 avril 2011, tous les « agoras » et « parlements » ont disparu. La « Sorbonne » au Plateau et le TPCA à Abobo ont été détruit en entraînant la fuite ou l'exil (au Ghana et dans d'autres pays limitrophes) de plusieurs de ses membres, notamment les orateurs et d'autres leaders. Les membres demeurés à Abidjan vivent encore dans la crainte de violences de la part des FRCI et de poursuites judiciaires. Cette situation n'a pas facilité l'actualisation des données de l'étude qui a débuté depuis 2008. Les tentatives de reprise des activités sont systématiquement réprimées parce que les sites (bâches, chaises, stores, appâtâmes, etc.) qui les abritent sont détruits.

La « Sorbonne » a été détruite le mardi 19 avril 2011. Elle a tenu son dernier rassemblement le jour de l'offensive des FRCI à Abidjan, le jeudi 31 mars 2011. Depuis le 11 janvier 2011, le TPCA a suspendu ses activités à la suite des agressions dont étaient victimes ses membres. Dès le lancement de ses opérations militaires à Abobo, le commando invisible a détruit les installations du TPCA. Le site est actuellement en chantier pour la construction d'une station Shell (appelé Shell SOTRA).

En sus, la désorganisation du système de sécurité après cette crise post-électorale à instauré un climat de violence. Il était devenu risqué voire dangereux de poursuivre les enquêtes auprès des « agoras » et « parlements ». La recherche des acteurs des « agoras » et « parlements » par des éléments des FRCI nous mettait en situation de collaborateur susceptible de subir les brimades de soldats. Pour actualiser nos données sans pour autant mettre notre vie en danger, nous sommes rentré en contact avec un membre d'un « agora » et « parlement » après l'avoir rassuré et mis en confiance.

Pour obtenir des informations, il a donc fallu user de diplomatie pour chasser le spectre de la méfiance et de la peur. Pour respecter un anonymat qu'ils ont demandé, nous taisons les identités (noms et prénoms) des enquêtés. A chacun de ceux qui sont cités, nous attribuons des initiales qui n'ont rien à voir avec eux. Il est donc inutile de faire des associations entre les initiales et les noms et prénoms de certaines personnes. Les personnes interrogées ont tenu à garder l'anonymat pour des questions de sécurité. La question de sécurité s'est renforcée davantage après la crise post-électorale de 2010, notamment du côté des « agoras » et « parlements ». C'est donc en cherchant que nous avons pu rentrer en contact avec l'un d'entre eux qui a tenu à garder l'anonymat. Vœu que nous tenons à respecter pour sa sécurité et la nôtre.

II.8. Plan de la thèse

Trois principales parties composent le corps de cette étude :

- **Première partie** : Les idéologies politiques et les espaces de discussions de rues dans le mouvement associatif de jeunes en Côte d'Ivoire
- **Deuxième partie** : Jeux des idéologies politiques dans les espaces de discussions de rues.
- **Troisième partie** : Stratégies de diffusion des idéologies politiques par les espaces de discussions de rues.

**PREMIERE PARTIE : LES IDEOLOGIES POLITIQUES ET LES ESPACES DE
DISCUSSIONS DE RUES DANS LE MOUVEMENT ASSOCIATIF DE JEUNES
EN COTE D'IVOIRE**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cette première partie présente l'histoire des espaces de discussions de rues en Côte d'Ivoire dans une perspective historique. Elle l'inscrit également dans le contexte général des regroupements humains dans le monde en s'appuyant sur le cas des autres continents. En effet, les EDR existent également dans d'autres pays.

L'idéologie s'entend, avec Jean Charlot⁷², comme un système de pensée cohérent, une conception totale du monde qui est pour le groupe ou l'individu qui y adhère un guide dans toutes les actions de la vie, une réponse à toutes les questions. A ce titre, elle oriente les actions de ceux qui en sont les porteurs.

Inscrites dans le mouvement associatif des jeunes en Afrique et en Côte d'Ivoire en particulier, les idéologies sont véhiculées dans des regroupements qui rassemblent cette catégorie sociale déterminée. Celle-ci s'est forgée selon les époques au gré des circonstances socio-économiques et politiques qui les ont générées.

⁷² Charlot, J., 1997, *Les partis politiques*, Paris : Armand Collin, p. 42.

CHAPITRE PREMIER : SAISIR LE SENS DES IDEOLOGIES POLITIQUES

Les idéologies politiques offrent à ses adeptes une image du monde. Elles permettent d'observer dans un cadre déterminé une situation. Elles sont une expression de l'homme dans sa totalité.

I. Comprendre les idéologies politiques

Les idéologies expriment à la fois une vision du monde et une manière d'être et de faire. Elles sont le moteur qui oriente l'action humaine. C'est par elles que les hommes justifient leurs sentiments, émotions, paroles, etc.

I.1. L'idéologie, un adjuvant affectif

L'idéologie est, en premier lieu, une manière pour l'homme de trouver des réponses aux questions qui l'assaillent. Bien plus, elle est une solution devant l'inconnu, la peur, l'angoisse, l'inquiétude provoquée par le caractère énigmatique des choses. Elle comble la vacuité des interrogations humaines. En remplissant un vide, l'idéologie est, in extenso, l'émanation d'une réponse plus psychologique que rationnelle.

L'homme a besoin de s'adosser à un appui, quelque chose de sûr, de concret. Elle remplit une fonction affective d'apaisement en créant une croyance, une conviction parfois, une passion (Larrain 1979:34).

I.2. L'idéologie, un creuset intellectuel

L'évolution de l'espèce humaine s'est, à un moment donné, cristallisé autour du feu (Rosny 1995). Pour se prémunir des dangers que sont les animaux sauvages, les rigueurs du froid et cuire ses repas, l'homme a eu recours au feu dont les usages multiples ont fait de lui un *homo habilis* (Bonis 1999:80-83). Il se dote d'outils rudimentaires (galets aménagés) pour dompter son environnement et aménager son cadre de vie. Dans le même temps, il développe une certaine intelligence des choses, de son monde. L'idéologie est, dans ce sens, un ensemble de formes de pensées, de représentations, et de connaissances (théologique, mythique, philosophique, psychosociologique, positive, technique, scientifique, etc.) (Stark 1958:76). Ces connaissances de maîtrise et d'efficiences (*Herrschaft und Leistungen*),

culturelles (*Bildungswissen*) et libératrices (*Erlösungswissen*)⁷³ sont des référents mobilisés pour appréhender l'univers.

L'idéologie est donc un réservoir de savoirs, de connaissances. Les mythes par exemple sont un instrument intellectuel à partir duquel les sociétés formulent des réponses originales à des questions qui se posent à elles. Ces interrogations s'intéressent à l'origine du monde, Dieu et ses attributs, les phénomènes astronomiques et météorologiques, etc. L'idéologie offre des qualités de cohérence, de normalisation et de systématisation, gage d'autorité et d'hégémonie de l'homme sur les autres êtres (minéraux, animaux et végétaux).

Dans un autre registre, dans sa fonction théorique, l'idéologie est structurante. Elle est le ciment qui rassemble, unit et mélange les individus. Elle crée des mécanismes d'intégration des groupes sociaux par le lien de la solidarité. C'est en effet, elle qui permet aux hommes de se reconnaître comme membres d'une communauté donnée. Celle-ci regroupe des individus dont l'unité repose sur l'interdépendance (Durkheim 1950:86).

I.3. L'idéologie, expression des intérêts et des valeurs

L'idéologie n'est pas gratuite encore moins innocente. Elle exprime des intérêts, des sociétés et des espaces particuliers. L'idéologie n'est pas la même selon que l'on se trouve face à un riche et un pauvre, un homme libre et un esclave, un jeune et un vieux, l'Afrique et l'Europe, la Chine et les Etats Unis d'Amérique, etc.

D'autre part, l'idéologie est intimement liée aux intérêts dont les hommes sont porteurs. Multiformes et variés ils sont à la fois, matériels, affectifs, moraux, économiques, politiques. Ces intérêts ont des "valeurs" (liberté, égalité, fraternité, solidarité, patriotisme, etc.) que l'idéologie est prête à défendre à tout prix. Ces valeurs n'ont pas de prix, elles ont tellement d'intérêt que, pour les protéger l'on est prêt à vivre, à se battre jusqu'au sang, jusqu'à la mort.

La défense des valeurs implique un engagement fort. Une prise de position qui ouvre la voie au sacrifice, au don de soi, de l'autre, de toute la communauté. Cela signifie que le refus de consentir à un sacrifice entraîne une sanction qui peut aller du simple rejet, à la mise à mort en passant par le bannissement, le passage à tabac, la confiscation ou la destruction d'effets matériels et/ou financiers. Bien évidemment, l'accomplissement du sacrifice aboutit à une récompense qui peut aller jusqu'à l'héroïsation, la sanctification, la déification.

⁷³ Cette classification a été réalisée par Sheller.

I.4. L'idéologie, expression d'une histoire collective et sociale

L'idéologie ne relève pas d'une initiative individuelle. Elle est le produit d'une interaction. Elle fonctionne comme une idée répandue et partagée dans une communauté qui trouve en elle sa raison de vivre, de faire vivre, de tuer et de faire tuer (Moreux 1978:79). L'idéologie est un phénomène collectif qui entraîne une communauté dans la quête d'une vérité, de "la" vérité. Celle-ci a un poids que tout le monde se réapproprie par la socialisation. Chaque individu est saisi et intégré dans la construction de l'histoire commune par des institutions comme les sociétés initiatiques, l'armée, la royauté et ses pratiques, etc. La valeur sacrée de la vérité transparait, par exemple, dans la polémique suscitée entre le géocentrisme et l'héliocentrisme. Galilée fut condamné à la prison à vie pour avoir contesté la thèse de l'immobilisme de la terre. En revanche Socrate, boira la ciguë pour s'être détourné du relativisme moral des sophistes (Diogène 1965:145).

En influençant l'organisation sociale, l'idéologie remplit une fonction d'ordonnement. Elle régule, met de l'ordre dans une société en diffusant des pratiques qui, au fil du temps s'érigent en normes, en coutumes. Elle se trouve à l'origine de la formation d'institution comme les constitutions de certains Etats qui accordent la primauté aux constitutions coutumières. En effet, leur contenu réside dans un ensemble de traditions, d'usages et de pratiques non écrits. Ces constitutions n'ont pas de règles codifiées dans un texte officiel. En Grande Bretagne, la Common Law⁷⁴ n'est pas consignée dans un document.

L'idéologie est un ouvrage humain qui assouvit les passions, calme les peurs et les angoisses. Elle offre à l'homme un cadre intellectuel de compréhension de son univers. L'idéologie est le reflet d'intérêts et de valeurs qui s'organisent pour construire l'histoire collective de chaque société. Mais l'idéologie se distribue dans des tempéraments politiques qui traduisent les choix politiques des individus.

L'idéologie s'exprime par la parole, le discours, les gestes, la tenue vestimentaire et la polémique avec ses adversaires. Qu'est ce qui caractérise le discours idéologique ? Quelles sont les tendances idéologiques de ces discours ? Le critérium établi par Maugenest (2004) permet de répondre à ces interrogations. Selon lui, l'idéologie est observable à travers deux variables principales :

La diabolisation de l'adversaire et l'autojustification :

- disqualifier l'adversaire en le faisant passer pour ignorant intellectuel ; l'accuser de mauvaise foi, malhonnêteté, afficher dédain et mépris à son endroit,

⁷⁴ Constitution.

- la fixation dans l'indignation vertueuse de la victime offensée et dans l'injure à l'adversaire ;
- les registres de justification ;
- il s'agit de s'auto justifier et de diaboliser ses adversaires, se faire passer soi-même pour le bon et faire passer l'autre pour le méchant (un discours manichéen).

L'appartenance aux principales familles de pensée organisée autour des valeurs que sont la liberté, la nation, la solidarité, l'égalité. Ce sont le libéralisme, le nationalisme, le socialisme, le communisme, etc.

II. Les tempéraments politiques : droite, centre, gauche.

La distribution des individus et les organisations entre les pôles droite, centre, gauche rend compte des orientations politiques. Elle est l'outil de classification des forces politiques dans un régime pluraliste.

II.1. Les origines du clivage

L'histoire de la séparation est liée à celle de la révolution française de 1789. C'est une période de profondes transformations politiques et sociales qu'a connue la France entre 1789 et 1799. Elle a conduit au renversement de la monarchie et à l'établissement de la République. Ses retentissements constituent un pan majeur de l'histoire de l'Europe et même du monde. C'est un héritage de son assemblée constituante.

A la fin du XVIII^{ème} siècle, en France, la légitimité de la royauté est contestée. Les populations se répartissent dans 3 catégories sociales qui sont le clergé, la noblesse et le tiers état. L'appartenance aux 2 premiers ordres garantit des privilèges : l'exemption fiscale, accès aux fonctions politiques et militaires, etc. (Tulard et al. 1987:23-30). Les contraintes imposées au tiers état mettent en place les prémisses d'un soulèvement qui tente de démettre le régime monarchique. Les états généraux⁷⁵, suspendus depuis 1614, sont convoqués en 1788 par Louis XVI sous la pression de l'opinion publique.

A la séance du 28 août 1789, au cours d'un débat sur le poids de la royauté face aux décisions de l'assemblée populaire dans la future constitution, les députés partisans du veto royal (l'aristocratie et le clergé), le statu quo de l'immobilisme, se sont assis à droite du président. Au contraire, les opposants à ce veto, majoritairement les députés du tiers état, se

⁷⁵ Assemblée politique réunie à la discrétion du roi de France au Moyen âge sous l'ancien régime. Il se réunissait en général à l'occasion de graves crises (guerre de cent ans par exemple).

sont rassemblés à gauche sous l'étiquette de « *patriotes* ». Au milieu des deux extrêmes siégeaient les députés qui basculaient tantôt à droite, tantôt à gauche selon la nature des sujets débattus et leurs enjeux idéologiques (Walter 1967:432-441).

II.2. Le contenu idéologique du clivage

Adjectif ou adverbe, les mots Droit⁷⁶/gauche/ désignent en géométrie le sens d'une ligne d'un point à un autre. Ce sont des repères qui ont toujours orienté les activités politiques. Ils classent dans une catégorie et excluent de l'autre. Le terme Gauche est issu de l'ancien français *ganche* ou *ganche* paru au XIII^{ème} siècle. Au XV^{ème} siècle, il apparaît dans le langage courant en opposition avec le terme Droit, du latin *Directus*. Les oppositions entre ces deux termes épousent les idées que se font les individus sur les événements de la vie. Plus précisément, elles marquent une frontière entre deux situations. Mais la distinction est particulièrement marquée d'une charge symbolique qui voudrait que tout ce qui vient de l'aile droite ait une connotation positive et l'autre, négative. Ainsi, des personnes sont dites droites lorsqu'elles sont honnêtes, justes, bonnes. En revanche, ce qui est de travers, mauvais, dans une position embarrassée, mal à l'aise, maladroit, sans grâce, peu sûr est gauche. Toute union entre un homme et une femme qui n'a pas été consacrée par l'état civil et l'église est dite gauche.

Cette tendance à établir la distinction gauche/droit trouve son origine dans les pratiques religieuses. Au niveau des Saintes écritures, le Droit chemin désigne à la fois une entité suprême désigné par Dieu, Jésus, Allah, etc. Dans le Nouveau Testament, Jésus affirme : « *Je suis le chemin, la vérité, et la vie* » (Jean 14:6). Il est la manière, la voie à suivre pour atteindre la Divinité (Genèse 49:17). Il fait aussi référence à un voyage (Proverbes 7:19). Mais c'est surtout la symbolique du jugement dernier qui donne tout son sens à la perception Droite/Gauche. Les Saintes écritures déclarent que : « *Lorsque le Fils de l'homme viendra dans sa gloire, avec tous les anges, il s'assiéra sur le trône de gloire. Toutes les nations seront assemblées devant lui. Il séparera les uns d'avec les autres, comme le berger sépare les brebis d'avec les boucs ; et il mettra les brebis à sa droite, et les boucs à sa gauche. Alors le roi dira à ceux qui seront à sa droite : venez, vous qui êtes bénis de mon père ; prenez possession du royaume qui vous a été préparé dès la fondation du monde. (...) Ensuite, il dira à ceux qui seront à sa gauche : Retirez-vous de moi, maudits ; allez dans le feu éternel qui a été préparé pour le diable et pour ses anges* » (Mathieu 25:31-41). Cette perspective

⁷⁶ Nous excluons la définition juridique qui conçoit le droit comme ensemble des règles qui régissent les rapports entre les hommes.

manichéenne théologique sépare les pécheurs des rachetés en mettant l'accent sur la sanction divine de chaque catégorie spirituelle.

Ramené en politique, il fait référence au tempérament qui est « *une disposition de l'être humain liée à des éléments physiques de sa nature et souvent héréditaire* » (Goguel 1946:26-27). Mais au lieu de considérer la notion de race et de la nature, nous prenons en charge l'approche qui entend le tempérament comme des types « (...) *de directions, de pôles vers lesquelles semble s'orienter le système individuel des attitudes politiques d'un sujet* » (Meynaud 1964:65). Le tempérament est donc la tendance. Apparenté à l'attitude, il est la manière de réagir d'un groupe ou d'un individu à l'égard d'un fait ou d'une idée politique⁷⁷. Ce sont des directions, des pôles vers lesquels semble s'orienter le système individuel des attitudes politique d'un sujet. Cette attitude se définit par rapport à un objet (situation ou décision) politique.

La dualité inscrit les pratiques dans un ordre « stratégique » fondé lui-même sur la nature de la politique. En effet, « *Toute politique implique un choix entre deux types de situation : les solutions dites intermédiaires se rattachent à l'une ou l'autre. (...) Chaque fois que l'opinion publique est placée en face de deux grands problèmes de base, elle tend à se cristalliser autour de deux pôles opposés. Le mouvement naturel des sociétés incline au bipartisme* » (Duverger 1958:245-246). La politique place les individus devant des choix où l'on doit opter pour un camp, une position. La modération dans ce sens n'a pas de sens ou du moins elle est perçue comme un acte d'hostilité, de trahison ou de lâcheté. Cette situation est traduite dans des formules « *Qui n'est pas avec moi est contre moi* ».

Cependant, le dualisme traditionnel Droite/Gauche ne définit pas à lui seul la répartition des tempéraments politiques. Il existe entre les deux un Centre et, au-delà d'eux, un extrême-droit et un extrême gauche. Mais le centre n'est pas pour autant stable, on y retrouve un centre-gauche, un centre-droit. Mais si le centre passe pour être un conciliateur des deux extrêmes, il n'en demeure pas moins qu'il participe à la droite par son attitude dans une direction, à la gauche par son attitude dans une autre, à propos d'une autre valeur. Son essence réside dans la tendance à soutenir l'un ou l'autre des extrêmes pour engager des politiques réformistes. La prétention à l'affiliation, dans un sens comme dans l'autre, rend difficile le classement du centre.

D'autre part, il est important de noter que la distinction demeure. Mais les porteurs changent en fonction des circonstances. Ainsi, il arrive que les porteurs changent de direction.

⁷⁷ Meynaud et Lancelot, *Les attitudes politiques*, op.cit., p. 67.

Les partis ou groupements politiques, selon qu'ils ont conservé ou perdu le pouvoir d'Etat sont au pouvoir ou dans l'opposition.

Le tempérament de droite regroupe l'ensemble des courants politiques ayant une idéologie conservatrice fondée sur un attachement aux traditions. Elle est soucieuse de maintenir l'ordre établi et de ce fait, a le culte de l'autorité, de la hiérarchie, du respect des élites. Elle manifeste un rejet des réformes brusques et devant les problèmes de société comme l'égalité des chances et l'économie ; elle mesure le poids des contraintes. Elle est encline à défendre les valeurs suivantes : le mérite, le travail, l'ordre, la sécurité, la tradition et la loyauté (Rémond 1963:32). En sus, la droite croit aux dons innés plus qu'à l'éducation, elle s'en remet à un ordre, qui modèle les individus selon les valeurs du groupe. En privilégiant la puissance elle a une certaine inclinaison à l'éloge des « valeurs guerrières ». La droite possède ses extrêmes et son centre.

En revanche, la gauche est l'ensemble des courants politiques qui sont pacifistes, anticolonialistes, antiracistes, anticléricale, anticapitaliste. Elle cherche à développer les libertés et à promouvoir l'égalité et le progrès. Sous cet angle, elle est sociale. La gauche défend la liberté, la solidarité, l'égalité, la fraternité et le changement. En se réappropriant l'héritage de la philosophie des Lumières, « *Elle se dresse contre l'oppression, l'injustice, la résignation. Elle envisage l'homme dans sa condition concrète à travers les aliénations qui pèsent sur lui et qui, matérielles ou morales, portent atteinte à sa dignité* » (Defrasne 1972:123).

Le centre ou centrisme est utilisé pour désigner les courants qui se situent à mi-chemin de la droite et de la gauche. Il serait le conciliateur qui vient tempérer les interactions entre le conservatisme et le progressisme. Il est « le juste milieu ».

Au regard de ces frontières mouvantes qui structurent les comportements politiques, on est tenté de se demander si la coupure gauche/droite est seulement liée à des perceptions religieuses. Le psychologue anglais Eysenk a tenté de dépasser ce clivage des tempéraments. Il a décelé deux séries de tempéraments : le radical et le conservateur et l'autoritaire et le libéral (1954). En les croisant, il dégage quatre tendances politiques qu'il associe à des idéologies :

- les radicaux autoritaires sont des communistes ;
- les radicaux libéraux sont les travaillistes ou les sociaux-démocrates ;
- les conservateurs autoritaires sont des fascistes ;
- les conservateurs libéraux sont des modérés.

L'opposition entre la gauche et la droite rend compte de la distinction des tempéraments politiques dans la plupart des démocraties occidentales d'expression francophone. Le modèle de découpage francophone n'épouse pas les tempéraments américains et anglais. Les nuances sont perceptibles lorsqu'on identifie les familles d'idéologies.

III. Les familles d'idéologies

Les idéologies sont nombreuses. Tenter de les définir toutes dans le cadre de cette étude relèverait d'une utopie eu égard à l'émergence sans cesse croissante des idéologies. Aussi n'en saisissons-nous que quelques unes pour leur pertinence dans le cadre de cette recherche.

III.1. Le nationalisme

Le nationalisme est un mot complexe dont la définition ne fait pas l'unanimité dans la communauté scientifique. Les débats se sont cristallisés sur lui à la fin de la première guerre mondiale avec la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la montée du fascisme et du national-socialisme (Paxton 2004). Les échanges se sont poursuivis après la seconde guerre mondiale et les révolutions anticoloniales. La presse a abondamment relayé les coups portés au colonialisme en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Mais ce sont les troubles apparus en Asie du Sud-est, au Proche-Orient et en Europe de l'Est qui lui ont donné plus de relief. C'est au XIV^{ème} siècle et surtout à partir du XVI^{ème} que des idées majeures ont engendré le nationalisme (Skinner 1978:10).

C'est au XVIII^{ème} siècle en Allemagne et en France, que la doctrine du nationalisme est apparue. Elle est structurée autour du terme de « nation ». La conception allemande de la nation met l'accent sur les éléments objectifs tels que la race, la langue, la religion et la géographie. La nation s'identifie donc à la race. En effet, « *Tous ceux qui vivent eux-mêmes en créant et en produisant du nouveau, ou qui, au cas où cela ne leur serait pas donné, laissent au moins résolument tomber ce qui est sans valeur et restent là, attentifs au cas où le flot de la vie originnaire viendrait quelque part les saisir, ou bien ceux qui, au cas où ils ne seraient pas aussi avancés, ont au moins un pressentiment de la liberté et ne la détestent pas, ou ne s'en effraient pas, mais l'aiment : tous ceux là sont des êtres humains originaires. Quand on les considère comme un peuple, ils sont un peuple originnaire, ils sont tout simplement le peuple, des Allemands* » (Fichte 1992:375). La définition fichtéenne de la

nation repose sur un argument à la fois linguistique et historique relatifs aux racines de la langue. Cette thèse se retrouve chez Johann Gottfried Von Herder qui met l'accent sur la « *tradition* ». Pour lui, l'appartenance à une nation confère une partie de l'identité. Ce courant crée une identité nationale composée d'une géographie, d'une histoire, d'une langue et d'une religion (Herder 1964:34).

L'approche française met en avant deux critères subjectifs qui sont : l'idée d'une histoire commune et l'adhésion volontaire à la communauté. Ainsi, « *Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenir ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis* » (Renan 1997:1). Ainsi l'histoire commune, les guerres, les calamités, les échecs et les réussites sont autant de facteurs qui forgent la nation.

Les deux conceptions de la nation font transparaître l'essence du nationalisme : l'exaltation du sentiment national. L'idéologie nationaliste prend corps à partir du moment où la « nation » devient la valeur centrale autour de laquelle se cristallise toutes les préoccupations d'une société avec ses adeptes, ses militants et ses programmes. Une nation s'entend comme une communauté humaine dont les membres, unis par des liens spirituels ont conscience de former une entité. Sous cet angle, la nation se construit sans considération de la langue, de la religion et de l'ethnie qui n'agrège que des sentiments partagés par une communauté. Elle est donc une communauté historique caractérisée par une culture propre, une conscience collective et une revendication de sa souveraineté politique. Mais cette conscience ne s'actualise réellement que sur la base d'éléments objectifs tels que les traits culturels particuliers (la langue, la religion, l'ethnie, l'économie). C'est dans le processus d'actualisation que ces spécificités se concentrent autour de symboles qui expriment la sécurité, la reconnaissance et le désir de puissance (Canivez 2004:70).

Un certain nombre de pays connaissent des poussées de nationalisme liées à la réunion de plusieurs langues ou traditions. C'est le cas du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. La Grande-Bretagne est formée de 3 nations jadis indépendantes : l'Angleterre, l'Ecosse et le Pays de Galles. Aujourd'hui, les nationalistes écossais et Gallois réclament une certaine indépendance ou autonomie pendant que ceux du Pays de Galles veulent préserver leur langue nationale. En Espagne, le gouvernement peine à régler la question des séparatistes basques (Oscar 1945). En Belgique, sont opposés les Wallons du Sud, de langue française, à la population de langue flamande du Nord. L'une des provinces canadiennes, le Québec, est de langue française alors que le reste du pays est, dans une

majorité écrasante, de langue anglaise. L'Inde est pris en otage par la guerre qui oppose les Hindous de la région frontalière entre l'Inde et le Bangladesh pendant que le problème des castes (les Intouchables) demeure entier (Hans 1946). Le Proche-Orient aujourd'hui est le foyer d'un nationalisme complexe avec la question du conflit Israélo-palestinien (Helena 1984).

Cette logique nationaliste s'exprime à travers 4 invariants : la perception de l'étranger comme un envahisseur, le recours au patriotisme, la construction de la citoyenneté à partir du sentiment d'appartenance à une nation et la religion⁷⁸. La religion ici est le système sacré qui lie toutes les parties d'un réseau social. Le nationalisme développe l'idée selon laquelle la Nation est, d'une certaine manière élue par Dieu et est l'objet particulier de ses attentions et de ses prévenances. Ce sentiment est d'autant plus fort que cette Nation revendique n'avoir Dieu que pour elle seule. Ainsi, pendant la guerre 1914-1918, les Français disaient : « *Dieu avec nous* », les Allemands, « *Gott mit uns* » quand les Ivoiriens martèlent « *La Côte d'Ivoire est un pays béni de Dieu* ». Le nationalisme aboutit à des choix souvent radicaux : la xénophobie, l'expulsion des étrangers sur un territoire déterminé, l'élimination des races jugées dangereuses, faibles ou inférieures, l'annexion des « terres irrédentistes », les génocides, etc.

La revendication d'identité est aussi l'expression du nationalisme. Cela transparait à travers les modes de vie traditionnels, la religion, les traditions littéraires, la musique, etc. Ils apparaissent comme un recours face aux menaces supposées ou réelles de l'environnement. Ce mécanisme est entretenu par les situations de conflit qui provoquent un réflexe de ralliement derrière les chefs. Afin de prolonger les effets de ce réflexe patriotique, les dirigeants nationalistes insistent sur ces menaces. Le nationalisme doit entretenir un climat de conflit permanent dans lequel la défense d'une identité nationale devient le but essentiel. Il développe alors ses traits caractéristiques : à l'égard des citoyens, l'exigence d'une loyauté inconditionnelle envers la nation. Le nationalisme semble être l'idéologie la mieux partagée par les Etats. En effet, « *Tous les Etats sont aujourd'hui officiellement des « nations », toute agitation politique est susceptible de se diriger contre les étrangers, que presque tous les Etats harcèlent et tentent de contenir hors de leurs frontières* » (Hobsbawm 1992:302).

Le nationalisme peut s'exprimer contre des groupes qui sont à l'intérieur des Etats ou fédérations. C'est le cas de la Belgique traversée par les divergences entre Wallons et Flamands. Outre 2 cantons germanophones annexés à la Belgique par le traité de Versailles, le

⁷⁸ Maugenest, *L'idéologie et les idéologies*, op. cit., p. 15-20.

pays se compose de 2 grandes communautés linguistiques : d'un côté les néerlandophones (ou Flamands), qui habitent en Flandre, région composant la moitié nord du pays, et pour une petite part à Bruxelles ; de l'autre côté les francophones, dont la grande majorité habite le sud du pays, la Wallonie. Flandre et Wallonie se situent au nord et au sud d'une « frontière linguistique » qui n'a d'existence officielle que depuis peu, mais qui est attestée depuis de nombreux siècles. Les divergences se retrouvent aussi dans les domaines politiques, économiques, éducatifs, etc.⁷⁹

Le projet de société de l'idéologie nationaliste entend privilégier la première cellule sociale : la famille. On peut avancer qu'ils sont natalistes. Sa principale action au niveau économique est qu'il vise la récupération des biens (le capital) en nationalisant les secteurs stratégiques : énergie, transports, communication, banques.

Dans son évolution, le nationalisme est paru comme une préoccupation majeure de certains Etats à travers le monde (Amérique latine, Afrique, Asie) (Mus 1952). Ils ont connu ou connaissent un nationalisme orienté vers l'accession à l'indépendance (Seymour 1963). En Afrique, les populations s'étaient déjà soulevées pour résister à l'invasion européenne. Dans la plupart des cas, « *Les peuples d'Afrique (...) n'ont pas assisté en victimes passives et résignées au partage du subcontinent. Comme ailleurs en Afrique, ils ont constamment et durablement opposé une vive résistance à la conquête coloniale d'abord et, une fois le premier système colonial établi, résistance à la domination. (...) Les nationalistes sont devenus le grand cauchemar de la minorité blanche en Afrique (...). Avec une force inégale et selon un rythme de développement différent suivant les territoires, les nationalistes se sont résolument lancés à l'assaut des citadelles blanches* » (M'Bokolo 1977:71-101).

Le nationalisme a nourri pendant longtemps la littérature africaine avec des auteurs qui ont dénoncé les travers de la colonisation. Dans les années 1930, on a parlé du roman nationaliste. L'idéologie de la négritude apparaît sous la plume des écrivains africains pour apporter une réponse au défi de l'occident qui veut assimiler le monde noir en niant ses valeurs et sa culture. La poésie a servi de véhicule à la négritude en exprimant la révolte et la revendication d'une identité bafouée. *Pigments* (1937) et *Black Label* (1956) de Léon Gontran Damas, *Cahier d'un retour au pays natal* (1939) et *Ferremets* (1959) d'Aimé Césaire, *Champs d'Ombre* (1945), *Hosties noires* (1948) et *Ethiopiennes* (1956) de Léopold Sédar Senghor et *Antsa* (1956) de Jacques Rabemananjara sont des poètes de la négritude. Des œuvres romanesques sont aussi mobilisées pour l'affirmation de l'identité noire : *Ville cruelle*

⁷⁹ Le Monde diplomatique, N° 644 de Novembre 2007.

(1954) de Mongo Béti, une Vie de boy (1956) et le Vieux nègre et la médaille (1956) de Ferdinand Oyono, l'Enfant noir (1953) de Camara Laye et Climbié (1956) de Bernard Dadié. Mais la plus grande virulence s'exprime dans des essais comme Peau noire, Masques blancs (1952), les Damnés de la Terre (1961) de Frantz Fanon, Nations nègres et culture (1954) de Cheick Anta Diop, Batouala (1938) de René Maran et Discours sur le colonialisme (1956) de Aimé Césaire. Le panafricanisme et les thèses de Marcus Garvey prêchant le « *retour à l'Afrique mère* » ou de Mao servent la résistance.

Une résistance armée accompagne partout en Afrique l'occupation européenne. Ce sont des résistances militaires contre l'assaut extérieur. En fait, « *Ce sont tantôt des mouvements organisés, soutenus par des formations politiques fortement structurées, dirigées par des chefs énergiques, au sens politique développé, s'appuyant sur des armées régulières. Ce sont tantôt des mouvements qui, au contraire, n'offrent aucun front commun, apparemment désorganisés et déchirés par les rivalités* » (Ekanza 2005:41). Mamadou Lamine, Samori Touré, Rabah, Mirambo désigné sous le nom de "Napoléon de l'Afrique noire", Msiri, Tchaka Zoulou, Béhanzin⁸⁰ et ses amazones sont quelques grands chefs militaires qui ont opposé une farouche résistance à la pénétration européenne en Afrique. A côté du soulèvement le nationalisme africain oppose également la résistance passive. Il s'agit du refus de payer l'impôt, refus de s'engager comme porteur ou de produire les cultures obligatoires, de travailler dans le « champ du commandant », l'indifférence du village qui feint d'ignorer la présence du Blanc, de présenter au cours du recrutement militaire des malades ou des infirmes, la fuite individuelle ou collective temporaire pour fuir la réquisition, le sabotage des cultures, la dissimulation ou la destruction des récoltes, la religion (sociétés secrètes, sorciers, prêtres, etc.), etc.

Pendant du nationalisme, l'indépendantisme, désigne dans un cadre politique, la revendication pour une collectivité à ne pas être « soumis à l'autorité d'un autre organe ou d'une autre collectivité ». Il correspond à des mouvements politiques d'inspiration nationaliste visant à obtenir l'indépendance politique d'un territoire et pouvant représenter par des partis politiques organisés, ou naître d'un vaste mouvement d'opinion qui s'organise ensuite en mouvements structurés. Les motivations de l'indépendantisme peuvent être d'ordre politique, ethnique, historique ou religieux. Cette idéologie s'inscrit dans le cadre du mouvement de décolonisation survenu en Afrique et plusieurs autres continents.

⁸⁰ Débats. Courrier d'Afrique de l'Ouest, N° 65, mai-juin 2009.

En Belgique, les appels au séparatisme proviennent de manière récurrente à la fois de Flandre et de Wallons. Le cloisonnement identitaire menace et se durcit⁸¹. En Irak, les troupes américaines sont confrontées à une « coalition » de combattants Chiïtes et Sunnites unis par un sentiment nationaliste fort. L'occupation américaine est rejetée par un nombre grandissant d'Irakiens. Le projet du sultan ottoman Abdulhamid II et le réformateur Sayyid Jamal de création du panislamisme qui vise à créer une alliance entre Sunnites et Chiïtes contre l'impérialisme européen et américain trouve tout son sens avec le lourd bilan du conflit irakien. Les Turkmènes Chiïtes et Kurdes Sunnites, les Chiïtes arabes du chef Nadjaf prêtent mains fortes aux hommes de Moqtada Al-Sadr, l'ennemi public des américains⁸². Le racisme, pendant du nationalisme, rend difficile voire impossible la cohabitation de communautés différentes sur un même sol. En France, l'image des musulmans s'articule autour de quelques images fortes réductrices : délinquance, fanatisme, antisémitisme, etc.⁸³ Les Tziganes (Manouches, Roms, Gitans, Yéniches, Sintis, etc.) sont victimes de discriminations (« voleurs de poules », « sorciers », « voleurs d'enfants », etc.) dans plusieurs pays Européens.⁸⁴

III.2. La démocratie

Du grec *demos*, peuple et *kratos*, gouvernement, la démocratie signifie gouvernement par le peuple. Il désigne des formes de gouvernement populaire direct, participatif ou représentatif. La conception occidentale de la démocratie trouve ses origines dans la Grèce antique autour du VI^{ème} siècle avant Jésus-Christ. Tous les citoyens avaient le droit de prendre la parole et de voter à l'exception des femmes et des esclaves.

Aujourd'hui, les Etats-Unis d'Amérique sont considérés comme la première démocratie dans la mesure où le premier engagement constitutionnel (1788) se fondait sur les principes dits naturels de liberté et d'égalité devant la loi. Historiquement, la Constitution américaine est issue de La République de Corse de Paoli lui-même aidé par Jean-Jacques Rousseau (1990). En France, l'Assemblée Nationale issue de la Révolution de 1789 (Soboul 1970) a été établie sur la base des principes tirés de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

La caractéristique première de tout régime démocratique est la volonté de faire participer les citoyens aux prises de décisions politiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants de leurs choix. L'acte de participation peut comprendre un

⁸¹ Le Monde diplomatique, N°615, juin 2005.

⁸² Le Monde Diplomatique, N° 602, mai 2004.

⁸³ Le Monde diplomatique, N° 601, avril 2004.

⁸⁴ Le Monde diplomatique, N° 590, mai 2003.

certain nombre d'activités comme l'appartenance à un parti politique ou un groupe d'intérêts, la présence et la participation à des séances publiques ou à diverses réunions politiques.

L'égalité des citoyens est un autre élément fondamental de la démocratie. Ce concept renferme 5 formes d'égalité : l'égalité politique, l'égalité devant la loi, l'égalité des chances, l'égalité économique et l'égalité sociale ou égalité de respect. L'égalité est très souvent assimilée à la liberté et fait allusion à la possibilité d'agir sans restriction. Elle recouvre la liberté de vote, de parole, de presse, de réunion, de religion, de circulation et l'absence de tout traitement arbitraire de la part du système politique et juridique.

La liberté est le gage de la promotion des idées. Ainsi « *Aux Etats-Unis, la démocratie amène sans cesse des hommes nouveaux à la direction des affaires ; le gouvernement met donc peu de suite et d'ordre dans ses mesures. Mais les principes généraux du gouvernement y sont plus stables que dans beaucoup d'autres pays, et les opinions principales qui règlent la société s'y montrent plus durables. Quand une idée a pris possession de l'esprit du peuple américain, qu'elle soit juste ou déraisonnable, rien n'est plus difficile que de l'en extirper* » (Tocqueville 1988:209).

En démocratie, un représentant élu participe à l'élaboration des lois, tout en restant soumis lui-même à cette dernière. Une fois promulguée la loi prend le dessus sur le statut de ceux qui l'ont faite. Les représentants peuvent participer à la modification d'une loi, mais, tant que celle-ci reste en vigueur, ils doivent s'y soumettre comme tout le monde.

Le système électoral en démocratie permet aux citoyens d'exercer un certain contrôle sur les décisions politiques quand ils ne peuvent pas prendre directement des décisions. Le processus électoral s'ouvre par le choix des candidats avec des méthodes qui varient selon les pays. La règle normale veut que le parti qui remporte le plus de voix l'emporte (Spitz 1984).

Depuis quelques années, une autre forme de démocratie participative voit le jour. En plus de l'action des partis politiques et l'élection directe du leader gouvernemental, cette dernière tente d'associer le maximum de citoyens à la gestion du bien public. Elle repose sur l'accession des composantes de la société civile à l'espace public à travers le mouvement associatif au plan local, régional ou mondial (Habermas 1998). On peut avancer que « *la société civile est la résultante de la multiplicité des relations interindividuelles et des forces sociales qui unissent, dans une société donnée, les hommes et les femmes qui la composent, sans l'intervention ni le secours immédiats de l'Etat* » (Quermonne 2006:202).

Si les crises sociales, financières, sanitaires et naturelles qui traversent l'ensemble de la planète mettent en évidence les limites du modèle de l'Etat providence, elles font appel à des initiatives privées impliquant la participation d'un acteur important que constitue la

société civile. Dans les nations dominantes (Etats-Unis d'Amérique, France, Allemagne, Chine, etc.), l'engagement et l'implication de la société civile structurée autour des ONG, des syndicats, des coopératives, des associations et communautés permettent, non seulement, de sauver des vies mais surtout de préserver leur dignité et renforcer leur hégémonie. L'ONG "Les restos du cœur" en France, permet à de nombreuses personnes démunies d'avoir des repas chauds pendant les fêtes de fin d'année (Noël et Saint Sylvestre), les fondations Ford et Bill Gates permettent à des étudiants issus de familles défavorisées de bénéficier de bourses d'études.

En Afrique, ces dernières années ont été marquées par une multiplication des organisations locales qui tentent, auprès des ONG internationales, de contribuer au recul de la pauvreté et de la vulnérabilité. On les retrouve dans tous les domaines et particulièrement dans ceux des droits de l'homme, de l'environnement, du genre et de la défense des minorités, de l'éducation, de la religion, etc. Dans le contexte des PAS de la moitié des années 70, la libéralisation économique et l'élargissement de l'espace public ont consacré le rôle de plus en plus grandissant des organisations de la société civile dans la gestion des affaires de la cité. Elles ont entraîné dans leur développement l'apparition de nouveaux concepts : bonne gouvernance, décentralisation, mondialisation, globalisation, village planétaire, société civile. La société civile n'est pas seulement composée d'ONG. En plus des ONG, il y a l'ensemble des acteurs non étatiques, notamment les syndicats, les communautés, les coopératives, les associations non impliquées dans la recherche et l'exercice du pouvoir d'état quoique capable d'influencer la vie politique.

III.3. Le capitalisme

Le capitalisme est dérivé du mot *capital*, qui signifie au début, l'état d'une personne qui possède des richesses. A partir de 1842 avec Richard Randonvilliers, il prendra son sens moderne. Mais c'est Karl Marx et Friedrich Engels avec le capitalisme de production qui vont commencer à ouvrir le débat autour de cette idéologie. De façon générale, il désigne un système économique dont la caractéristique essentielle demeure la propriété privée des moyens de production. C'est aussi un état d'esprit qui recherche l'acquisition, l'initiative et la concurrence et le goût du risque.

Mais c'est Adam Smith qui est considéré comme le penseur du capitalisme. Dans sa « *recherche naturel de l'opulence* », il dégage les principaux moteurs de la croissance économique (Smith 1994). Pour lui, l'intérêt personnel est le seul catalyseur susceptible de

mobiliser les énergies de l'homme. Cet intérêt ne trouve son épanouissement que chez des individus libres de rechercher leur profit. Pour cela, il faut qu'il existe un système économique bénéfique pour tout le monde. Dans ce cadre, l'on produira beaucoup de marchandises qui s'échangeront à moindre coût. Les entrepreneurs en quête de profits créeront des emplois. L'économie entière sera stimulée, le niveau de vie s'améliorera si l'entrepreneur est libre de faire du profit. Les travailleurs seront libres soit de dépenser leur argent en achetant des biens de consommation soit en devenant eux-mêmes des investisseurs. D'autres réussiront mais certains connaîtront un échec.

La grande dépression des années 30, plonge les Etats-Unis d'Amérique dans une pauvreté sévère (Harrington 1967). Un économiste anglais, père de la macroéconomie, remet en cause la théorie d'Adam Smith en martelant que les idées « *ont un pouvoir plus considérable que celui qui leur est communément prêté. Le monde n'est guère gouverné par autre chose. Les fous au pouvoir, quand ils entendent des voix, ne font que distiller dans leur délire les propositions formulées des années plus tôt par quelque universitaire scribouillard (...). Tôt ou tard, ce sont les idées, et non les intérêts particuliers, qui, pour le meilleur ou pour le pire, se révèlent dangereuses* » (Keynes 1942:318).

Au lendemain de la première guerre mondiale Keynes propose de compenser l'investissement privé par de l'investissement public, lui-même financé par un déficit volontaire. Pour lui, « *Le gouvernement devait emprunter de l'argent pour investir, par exemple, dans des travaux publics, qui, en créant de l'emploi, relancerait le pouvoir d'achat* » (Yergin et Stanislaw 2000:49). C'est le début de la régulation c'est-à-dire l'action d'imposer des règles dans les domaines comme la santé, la protection de l'environnement, la sécurité au travail, de l'égalité des races et des sexes et de la protection sociale.

Les capitalistes considèrent que la liberté constitue l'aspect démocratique du capitalisme. Aussi, le capitaliste perçoit-il sa liberté dans la propriété privée. Si pour les capitalistes le système du marché libre peut être modifié par de puissantes entités économiques (telles que les multinationales), ils considèrent que l'Etat représente le plus grave danger en raison de son insensibilité à l'évolution du marché.

Le capitalisme a connu un succès sans précédent depuis l'effondrement de son vieux rival, le communisme. Parfois appelé capitalisme de marché libre ou laisser-faire, il se caractérise, pour l'essentiel, par les traits suivants :

- la propriété privée ;
- l'absence de limitation légale à l'accumulation de marché ;
- le marché libre : l'absence d'intervention gouvernementale dans l'économie ;

- la volonté de profit.

L'impérialisme et le colonialisme sont présentés comme les pires formes du capitalisme (Bado 2004:11). Les dernières crises financières ont fortement remis en cause les fondements sociaux du capitalisme. Débutée en été 2007 par la crise des subprimes, la dernière crise financière s'est aggravée entre 2007 et 2008 pour atteindre son paroxysme en 2009. Les plans de sauvetage engagés par les Etats (Etats-Unis d'Amérique, France, Allemagne, etc.) peinent à résorber les conséquences sociales de cette crise qui renforce la présence de l'Etat dans son rôle de régulateur.

III.4. Le libéralisme

Le libéralisme est une idéologie complexe du fait de son évolution, son rôle dans les époques et les lieux dans lesquels il est apparu. C'est un courant de pensée née en réaction de l'absolutisme et au droit divin dans l'Europe des Lumières. Il recouvre à la fois des domaines économique, politique et social. Il a traversé les frontières européennes pour se retrouver partout dans le monde.

L'idéologie libérale est construite autour d'une idée centrale : la liberté. Au cœur de toutes les entreprises s'affirme le "Je" d'une individualité libre et autonome. Ce "Je" est doué de raison et de volonté et croit à la réalisation de soi par soi. Elle s'exprime à tous les niveaux : intellectuel, avec la liberté de penser librement ; religieux, avec la liberté de croire ; moral, avec la liberté de se comporter sans autres obligations que celles que dicte la conscience personnelle ; économique, avec la liberté d'entreprise, de commerce et d'industrie ; sociale et culturelle, avec la liberté d'expression et de manifestation ; politique, avec la liberté de s'opposer comme de participer, etc. En un mot, « *La seule liberté digne de ce nom est de travailler à notre propre avancement à notre gré, aussi longtemps que nous ne cherchons pas à priver les autres de leur dû ou à entraver leurs efforts pour l'obtenir. Chacun est le gardien naturel de sa propre santé aussi bien physique que mentale et spirituelle. L'humanité gagnera davantage à laisser chaque homme vivre comme bon lui semble qu'à le contraindre à vivre comme bon semble aux autres* » (John 2001:13).

Le droit de propriété privé des moyens de production est le fondement de la dimension économique du libéralisme : le libéralisme économique. Chaque individu doit être libre de fonder une entreprise et de vendre des produits. Chaque travailleur doit pouvoir vendre sa force de travail en échange d'un salaire déterminé suivant la loi de l'offre et de la demande, tous les contractants étant supposés égaux. En plus, l'économie de marché orientée par la

concurrence aboutit à la satisfaction des consommateurs aux prix le plus bas possible, le profit récompensant les entrepreneurs les plus efficaces.

Dans ce jeu, l'intervention de l'Etat doit se limiter à la mise en place et au maintien des conditions permettant à la concurrence de se développer. Cela par l'instauration d'une législation favorable à la propriété et à la concurrence. Même s'ils s'opposent aux doctrines holistes (socialisme, communautarisme, etc.), les libéraux sont favorables à l'intervention de l'Etat pour réglementer les mécanismes du marché, corriger les imperfections du libéralisme pur en soutenant les plus faibles. De plus, il doit délibérément soutenir une politique de croissance par des moyens qui ne mettent pas en cause le fonctionnement des mécanismes fondamentaux de fonctionnement du marché (intervention sur le taux d'intérêt, action sur la masse monétaire, etc.). Seules la concurrence et le marché sont à même de faire parvenir l'économie à l'état le meilleur. Et chacun reçoit la contrepartie de sa contribution. Le libéralisme est un ardent avocat des privatisations de tout ce qui peut être remis à la liberté et à la propriété privée, et un adversaire des pratiques – pourtant toujours plus nombreuses – de réglementation administrative. Artisans d'une liberté sans frontière, *« les principes du laisser faire, laisser passer supposent l'ouverture et la disparition des frontières entre les nations, des tarifs et des douanes et de toutes les pratiques restrictives du commerce international. Cette liberté vaut aussi pour la transmission et la communication des idées »*⁸⁵.

Au niveau politique, le libéralisme se distingue par une ouverture à une multitude de pouvoirs. Il est favorable à une pluralité des partis et des opinions. La pensée libérale s'est forgée autour des philosophes contractualistes qui ont encadré l'intervention de l'Etat et l'épanouissement de l'homme. Il s'est agi de séparer les pouvoirs pour réduire les abus et les inégalités. Aussi, *« (...) je crois qu'il est d'une nécessité absolue de distinguer ici, avec toute l'exactitude possible, ce qui regarde le gouvernement civil, de ce qui appartient à la religion, et de marquer les justes bornes qui séparent les droits de l'un et ceux de l'autre. Sans cela, il n'y aura jamais de fin aux disputes qui s'élèveront entre ceux qui s'intéressent, ou qui prétendent s'intéresser, d'un côté au salut des âmes, et de l'autre au bien de l'État. L'Etat, selon mes idées, est une société d'hommes instituée dans la seule vue de l'établissement, de la conservation et de l'avancement de leurs INTERETS CIVILS »* (Locke 1992:9-10). Il faut donc signer un Contrat social pour *« Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même, et reste aussi libre qu'auparavant »* (Rousseau

⁸⁵ Maugenest, *L'idéologie et les idéologies*, op.cit., p. 25.

2004:14). D'autre part, « *Et certainement il est également vrai qu'un homme est un dieu à un autre homme, et qu'un homme est aussi un loup à un autre homme* » (Hobbes 2004:13).

Au point de vue philosophique, le libéralisme est un principe de rajeunissement de l'ordre ancien sous l'effet de la liberté, de la justice, de l'abondance et de la paix. Sa doctrine marque la foi dans la puissance de la raison humaine. Elle attend tout des constitutions écrites. Aux privilèges historiques, aux prérogatives traditionnelles, aux droits du prince ou des classes gouvernantes, le libéralisme oppose les droits naturels des gouvernés. Aux principes d'autorité et de hiérarchie, il substitue les idées de liberté et d'égalité. Pour les libéraux, elles sont applicables partout : au gouvernement, à la religion, au travail, à l'industrie, aux rapports sociaux, aux relations internationales.

Le libéralisme inaugure aussi la critique de la religion. Les encyclopédistes de l'*Aufklärung*⁸⁶, partent en guerre contre la religion et la prétendue vérité qu'elle veut éclairer dans la mesure où elle entrave le progrès intellectuel sans être capable de bâtir la morale d'une société juste. Ils critiquent le dogme, la superstition et l'idolâtrie. L'ennemi, ce sont les superstitions religieuses et non l'athéisme. Voltaire s'insurge contre les religions positives et en particulier contre l'Eglise de Rome. Les matérialistes comme La Mettrie, Maupertuis et le Baron d'Holbach congédient Dieu pour faire place à la matière. Pour eux, seule la nature renferme le Principe qui a tout produit⁸⁷. Contre ceux qui font l'éloge de l'athéisme, une certaine « *religion dans les limites de la simple raison* » se fait entendre. Le problème de la foi place Dieu entre le théisme⁸⁸ et le déisme⁸⁹ avec des philosophes comme Pascal, Diderot et Gastrell. Ces deux points de vue prolongent le débat sur la foi avec une autre querelle : le conflit du panthéisme. Cette fois, avec Toland, Spinoza, Mendelssohn, Jacobi et Lessing, « *Dieu est dans la nature* ».

Derrière la question du dogmatisme religieux se trouve celle du fondement de la morale. Pour ces penseurs, elle n'est pas du ressort unique de l'église. L'immoralisme prône le renversement des valeurs en cours. La Mettrie et le Marquis de Sade sont des apologistes du vice qui soutiennent que le Bien et le mal sont fondamentalement indifférents. Le premier proscrie les remords et l'idée d'un Dieu vengeur « *qui nous empêchent de goûter en paix les douceurs de cette vie* ». En somme, il faut laisser l'homme jouir des plaisirs de la nature et exalter « *les prospérités du vice* ». La philosophie morale de La Mettrie associe la vertu au

⁸⁶ Les Lumières en langue allemande.

⁸⁷ On retrouve quelques traces de cette philosophie dans la théorie du big-bang selon laquelle l'Univers se serait formé entre 10 et 13 milliards d'années, à la suite d'une explosion originelle, nommée le big bang.

⁸⁸ Croyance en l'existence de Dieu.

⁸⁹ Système religieux de ceux qui, croyant en Dieu, rejettent toute révélation.

vice. Le Marquis de Sade soutient cette idée en s'écriant « ...contemple-moi, viens me regarder dans le vice ; viens apprendre à mon exemple, à le goûter, avec transport, à le savourer avec délices ... Vois mon amour, vois tout ce que je fais à la fois, scandale, séduction, mauvais exemple, inceste, adultère, sodomie ... » (Sade 1975:93)⁹⁰. En clair, tout est permis. Selon le libéralisme, une réforme de la société inclut l'expression d'une liberté totale dans les rapports sociaux. Les immoralistes proclament l'avènement d'une licence totale.

Les libéraux sont sensibles au changement à condition qu'il soit maîtrisé et orienté par ses bénéficiaires. Cela, pour qu'il soit profitable à l'humanité. Car des transformations qui échappent à la raison sont porteurs de menaces qu'il est prudent de neutraliser, tout au moins réduire. Dieu existe également dans les convictions libérales. Il est l'auteur originel de la liberté, la caution de son usage, la « main invisible » qui réalise les projets.

La victoire du libéralisme est brutale. Le bourgeois qui l'incarne est maître de l'économie et du pouvoir. Il édifie sa fortune sur la misère et le paupérisme. La révolution industrielle de 1785 accélère l'apparition des chemins de fer, le développement de l'industrie moderne et du capitalisme. On assiste à la création d'un immense prolétariat qui revendique par la violence un mieux être. L'impérialisme gagne du terrain : conquête de territoires, de débouchés et de marchés. La France s'installe en Afrique, l'Angleterre tente de conquérir l'Amérique latine qui vient d'être délaissée par l'Espagne au moment où le Japon lorgne les richesses de la Chine. Les masses ouvrières de même que les peuples colonisés prennent conscience de leur situation et se dressent contre les nouveaux pouvoirs engagés dans une logique de production et de distribution (Ponteil 1960:398).

III.5. Le socialisme

Du latin *socius* est un nom commun qui signifie compagnon, camarade, associé, allié. Adjectif, il désigne joint, uni, associé, mis en commun, partage. Utilisé pour la première fois par l'abbé Sieyès en 1870, c'est l'anglais Robert Owen qui l'introduit dans le vocabulaire européen avec son ouvrage "What is socialism" où il expose les principes d'une politique sociale devant corriger les effets du capitalisme libéral en pleine expansion. La création de coopératives est pour lui la solution aux dysfonctionnements du capitalisme.

⁹⁰ [En ligne] Disponible sur : http://classiques.uqac.ca/classiques/sade_marquis_de/sade_philo_dans_le_boudoir/sade_philo_dans_le_boudoir.html (Consulté le mercredi 14 décembre 2011)

Pendant longtemps, on l'a confondu au communisme qui n'en était qu'une variante dans la mesure où socialistes et communistes faisaient partie de la même "Organisation internationale" créée par Karl Marx⁹¹. C'est après la création d'une société communiste concrète en Russie et en Union Soviétique à partir de 1917 que le socialisme a pu se distinguer du communisme et trouver son autonomie et ses caractéristiques propres.

Le socialisme s'entend comme une idéologie des hommes qui prétendent changer l'état de la société et le réformer sur un plan tout à fait nouveau. Né avec l'essor de l'industrie, il refuse le capitalisme et préconise la propriété collective des moyens de production et une société sans classes. Le socialiste éprouve un sens aigu de l'existence en société et de ce fait, refuse l'individualisme, le caractère privé et privatif de la propriété ainsi que la recherche égoïste par chacun du bonheur individuel. Contrairement au capitaliste, « *Le socialisme est né de la conscience de l'égalité humaine alors que la société où nous vivons est toute entière fondée sur le privilège* » (Blum 2003:23).

Au niveau politique, le socialisme milite pour que la chose publique appartienne à tous. Les socialistes sont hostiles à tout pouvoir venant d'en haut et descendant vers le bas que ce soit celui d'un roi ou d'un chef charismatique surtout s'il entend se référer à quelque origine divine ou historique particulière. C'est dans le peuple, le *demos* que prend racine le pouvoir politique. De la base au sommet c'est par une sorte de processus fédératif que se constitue le plus sûrement cette remontée, à travers les échelons d'une organisation qui en comprend de fort nombreux, depuis la localité territoriale, la commune, jusqu'à la région, la nation. Plutôt qu'à l'Etat expression d'un pouvoir fort, les préférences socialistes vont à la formation d'Etats fédérés voire simplement confédérés, comme ce peut être le cas d'Unions continentales. Une politique d'inspiration socialiste met l'accent sur divers aspects comme : la décentralisation au profit des collectivités territoriales, la fonction arbitrale du pouvoir central au terme de consultations et négociations qui sont autant de préalables ; la mise en place du plus grand nombre de services publics réalisant l'égalité des conditions au profit de tous sans discrimination.

Au niveau international, les socialistes entendent développer une solidarité analogue au profit des nations les moins nanties. Il s'agit d'organiser l'insertion des plus pauvres dans une société mondiale dont ils risquent d'être marginalisés, ce qui suppose d'organiser aussi la contribution des plus riches au développement des premiers. Cet appel est contenu dans la célèbre phrase contenue dans le Manifeste communiste en ces termes : « *Les prolétaires n'ont*

⁹¹ Karl Marx, 1864, Statut de l'Association Internationale des Travailleurs.

rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »⁹².

Les socialistes sont les promoteurs d'une ferveur religieuse prométhéenne. Ils se considèrent comme des militants des grandes et justes causes, la cause de l'homme. Ce sont des militants – combattants, engagés dans un travail sacré, celui de tisser les liens intimes d'une communion sociale qui n'est pas extérieure mais qui soit l'œuvre des puissances les plus spirituelles et morales de l'homme : sa volonté, son intelligence et son imagination. Cette religiosité s'exprime particulièrement par un fourmillement d'activités, une ambiance fusionnelle, des cérémonies conviviales autour d'emblèmes symboliques (avec la rose). D'autre part, « *il n'est pas indifférent de souligner d'ailleurs les liens d'une véritable confrérie, la "franc-maçonnerie", avec la famille de pensée socialiste. Comme il n'est pas indifférent de rappeler que les francs-maçons font habituellement référence à un "Grand architecte de l'Univers" »⁹³.*

La dimension religieuse de cette idéologie se traduit par le courant du socialisme chrétien. Il tire sa source dans les évangiles notamment les sermons de Jésus sur la montagne (Matthieu 5:1-48, Matthieu 6:1-34, Matthieu 7:1-29)⁹⁴. Ce socialisme s'appuie sur l'égalité (des âmes), la fraternité (parce que « tous fils de l'homme ») et la dignité (car tous créés à l'image de Dieu). Les socialistes se distinguent particulièrement par la promotion d'une ascèse qui éloigne l'homme des richesses matérielles et des plaisirs de la chair et l'aide aux plus pauvres et aux plus démunis. Ils sont farouchement opposés à l'avortement et à la libéralisation des mœurs.

Le socialisme a eu un certain succès en Afrique. Les leaders africains se réapproprient les grandes idées du socialisme pour créer une économie au service du développement de leurs pays : Jomo Kenyatta au Kenya, Julius Nyéréré en Tanzanie, Kenneth Kaunda en Zambie, Kwamé Nkumah au Ghana. Ce socialisme à l'africain est très vite orienté vers l'émancipation de la tutelle coloniale et donne vite naissance au tiers-mondisme. La morale était du côté du tiers-monde et dans la lutte solidaire contre le monde des nantis, telle était le contenu de cette idéologie. Le 9 novembre 1989, la chute du mur de Berlin qui séparait les deux espaces de l'Allemagne⁹⁵ emporte 40 ans de guerre froide⁹⁶. Le « paradis » du socialisme reconfigure la géopolitique Européenne et même mondiale.

⁹² Le Manifeste du Parti communiste.

⁹³ Maugenest, op.cit. p. 43.

⁹⁴ Segond, L., 1986, *La Bible*, Paris : Alliance biblique universelle, 1277 p.

⁹⁵ Anciennement appelé Rassemblement Démocratique Allemand (RDA), nom de l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest.

Les pays décolonisés se rencontraient, s'alliaient et fondaient des organisations internationales et faisaient bloc aux Nations Unies. Leur objectif était de s'unir pour éviter d'avoir à choisir entre deux allégeances : américaine ou soviétique. Des forces majeures ont jailli de ces conférences. Et « *Parmi les composantes de cette force, que recouvrent les expressions assez vagues d'esprit de Bandung ou encore d'afro-asiatisme, on trouve d'abord la résistance raciale à la domination occidentale - l'anticolonialisme sans cesse réaffirmé se ramenant pratiquement à une défiance quasi irréductible à l'égard de l'Occident devenu symbole de la domination coloniale ; on trouve ensuite la peur de la guerre – fondamentale chez certains, plus superficielle et si l'on ose dire presque tactique, chez d'autres – peur qui se traduit par la volonté de ne s'engager avec aucun des deux blocs de puissances et aboutit au neutralisme ; on trouve enfin la recherche, naturelle chez les peuples pauvres, de la sécurité économique, sans que celle-ci implique de liens d'ordre politique avec les éventuelles bailleurs de fonds, ce qui rejoint et renforce encore les tendances neutralistes* » (Guitard 1961:122).

En Europe, les socialistes se donnent souvent le nom de sociaux-démocrates. Cette étiquette a pour but de mettre l'accent sur les aspects démocratiques de la social-démocratie et d'atténuer les liens avec d'autres formes de socialisme notamment le socialisme marxiste. Les principes du socialisme démocratique sont : une large part de la propriété détenue par la collectivité par l'intermédiaire d'un gouvernement démocratiquement élu (les grandes industries, les services publics et le système des transports), une limite à l'accumulation de la propriété privée, la réglementation de l'économie, l'organisation de vastes programmes d'assistance et de retraites financées par la collectivité.

III.6. Le communisme

Parmi les idéologies qui ont animé le monde, le communisme est sans doute celle qui a fait couler beaucoup d'encre. Elle fut, à une certaine époque, très redoutée. Elle trouve son fondement dans les écrits de Karl Marx et de Friedrich Engels développés par Lénine (de son vrai nom Vladimir Ilitch Oulianov) et d'autres. Le communisme est une tentative pour résoudre les problèmes du monde industriel. Pour Engels, « *Le communisme est l'enseignement des conditions de la libération du prolétariat* »⁹⁷.

⁹⁶ Le Point, N°1415 du vendredi 29 octobre 1999.

⁹⁷ Engels, F., 1847, *Les principes du communisme*, Paris : Editions sociales. [En ligne] Disponible sur < <http://www.marxists.org/francais/marx/47-pdc.htm> > (Consulté le 9 mai 2009)

Pour Karl Marx, dans le capitalisme, les individus sont coupés d'eux-mêmes, de leurs familles, amis et travail. La société capitaliste ne leur permet pas de s'épanouir pleinement. Les éléments essentiels de l'économie marxiste sont la théorie de la valeur-travail, la doctrine des salaires de substance et la théorie de la plus-value. Marx employait le terme de valeur dans le sens de coût réel en travail. Un individu doit travailler un certain nombre d'heures ou de journées afin de produire suffisamment pour assurer sa substance. Marx prétendait que le capitaliste n'était prêt à verser aux travailleurs qu'un salaire de subsistance, tout juste suffisant pour les maintenir en vie. Il avance les raisons suivantes pour se justifier : la main d'œuvre étant excédentaire, il n'y avait aucune raison de la payer davantage ; il ne pouvait envisager qu'un capitaliste fût disposé à payer plus que le strict nécessaire ; il pensait que le capitaliste devrait affronter une série de crises économiques qui lui interdiraient de payer davantage.

Aussi Karl Marx prône-t-il, à travers le matérialisme historique une lutte de classes qui, par la force, aboutira à la victoire du prolétariat. En effet, « *Dans la production sociale de leurs moyens d'existence, les hommes nouent des rapports définis et nécessaires qui sont indépendants de leur volonté, des rapports de production qui correspondent à un état de développement défini de leurs forces productrices matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle sur laquelle s'édifie une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes définies de conscience sociale. Le mode de production des moyens d'existence matériels conditionne tout le processus de vie sociale, politique et intellectuelle. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence ; au contraire, c'est leur situation sociale qui détermine leur conscience* » (Marx 1968:19).

Les préoccupations de Marx n'étaient pas uniquement économiques. Il reprochait également au système d'empêcher les prolétaires de réaliser leurs possibilités individuelles. L'Etat était l'instrument de domination de la classe bourgeoise. Les institutions comme l'armée, la police, la religion, etc. répriment les travailleurs. Selon Marx, la famille elle-même reproduisait les inégalités étatiques visant à aliéner les prolétaires (Engels 1952). La lutte des classes est, pour Marx, la seule alternative pour s'affranchir du joug de la bourgeoisie. Cela, par la révolution qu'il conceptualise et déclenche en faisant l'éloge de la violence (Engels 1969, Sigmund 1930). Après la révolution, la phase de la dictature du prolétariat doit se caractériser par sa consolidation grâce à la disparition progressive de la bourgeoisie et des classes inférieures intégrées au prolétariat, la croissance de la productivité, la création d'une économie planifiée entre les mains du prolétariat, l'inculcation d'une conscience socialiste

chez les travailleurs, la réduction des inégalités et la répartition du revenu en fonction du travail effectué.

Le but suprême de ce système est de parvenir à terme à la phase supérieure du communisme : l'utopie ou la société meilleure. Elle se distingue par une répartition du revenu en fonction des besoins et non plus du travail effectué, l'absence de classes, la disparition de l'Etat, une très forte productivité source d'abondance, l'avènement de la Conscience socialiste, davantage d'égalité, la suppression de l'argent, l'instauration d'une économie planifiée gérée par une association de producteurs, la disparition des différences entre les métiers et de la distinction sociale entre la ville et la campagne, un équilibre entre le travail intellectuel et le travail physique chez chacun et l'extension du système au monde entier (Engels 1950).

C'est Lénine et Mao qui mirent au point les tactiques de la révolution marxiste. Le premier a basé toute son énergie sur le renforcement du parti qu'il a transformé en une redoutable arme. En effet, « *Le parti est conçu comme l'organisation, l'incarnation ou l'institutionnalisation de la conscience de classe* » (Meyer 1962:31-33). Le parti rassemble des travailleurs (animés de l'idée du révolutionnaire professionnel) qui sont chargés de réfléchir et donner une vision à l'organisation. Ce groupe d'individus engagés dans le centralisme démocratique maintient un contact permanent avec le reste du corps social c'est-à-dire la masse à diriger et l'opposition, les bourgeois. Des groupes de jeunes, de femmes, des syndicats, etc. sont organisés et dispersés de sorte à effectuer un maillage parfait de l'espace géographique en attendant l'allumage de l'étincelle qui embraserait tout.

Comme technique d'organisation, le centralisme démocratique présente des caractéristiques importantes. Selon cette théorie, lorsqu'on prépare une révolution, il faut veiller à ce que l'organisation permette d'agir avec la plus grande promptitude. Chacun doit pouvoir agir de manière absolument concertée, sans désaccords ni querelles sur les priorités, sur les techniques à employer pour prendre le pouvoir. Pour ce faire, le centralisme démocratique donne aux chefs un pouvoir absolu sur les agissements des révolutionnaires, tout en permettant à tous les membres du parti de participer librement et ouvertement aux décisions (Piotte 1972).

Mao Tsé-Toung a apporté une importante contribution à la pensée communiste en général et à la tactique révolutionnaire en particulier. C'est en 1920 que Mao débute sa carrière de militant communiste à Shanghai. En rupture avec le Guomintang⁹⁸ de Chine⁹⁹,

⁹⁸ Le Kuomintang, ou Guomindang, ou Guomingdang, ou Kuo-Min-Tang, ou Kouo-Min-Tang (initiales : KMT ou GMD); littéralement « Parti nationaliste chinois ») est un parti politique de la République de Chine (Taïwan)

Mao organise les communistes Chinois contre les troupes de Chiang Kai-Shek. Après l'échec de deux tentatives insurrectionnelles par la guerre civile¹⁰⁰. Pour lutter contre les ennemis, Mao réorganise ses troupes essentiellement composées de jeunes paysans. La zone qu'il contrôle est appelée base rouge. Cinq campagnes auront lieu en vue d'exterminer les communistes de Mao. Les quatre premières furent, pour les troupes du Guomindong des échecs graves qui permirent aux communistes d'étendre leur territoire, de recruter de nouveaux soldats et de s'équiper grâce aux armes et aux munitions prises sur l'ennemi. Pour échapper à un ennemi trop nombreux, il organise la Longue Marche d'octobre 1934 à octobre 1935 couvrant près de 12.000 Km (Hudelot 1973). Au terme de cette marche, les communistes s'installent au Shaanxi (ou Chensi) Nord dont la ville la plus importante est Yénan. En plus des agressions japonaises entre 1937 et 1945, les communistes combattent à nouveau les troupes du Guomindang.

La période de reconstruction et de transformation sociale et politique commence le 1^{er} octobre 1949. Mao entreprend de vastes travaux. Les plus importants furent :

- la campagne des Trois et Cinq Anti (décembre 1951-juin 1952). C'est un ambitieux programme de lutte contre la corruption qui couvre à la fois l'administration (les fonctionnaires) et la campagne.
- Les Cents Fleurs. « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent » est la phrase de Mao qui a lancé cette opération le 2 mai 1956 pour ouvrir un débat de critique de l'arbitraire, de l'autoritarisme et le début de la lutte idéologique.
- Le Grand Bond en avant (*feiyung*¹⁰¹) est la réalisation du II^{ème} plan quinquennal par une mobilisation sans précédent de la population chinoise pour l'accélération de la production industrielle grâce au système des communes populaires (Marmor 1976:36). L'accent est mis sur l'agriculture, notamment la culture du riz. Le mot d'ordre de Mao pour la libération des énergies constructives : « *Oser penser, oser parler, oser agir* ».

La pensée maoïste pour le communiste est assez complexe. Il en a épousé les idées maîtresses. Mao s'est élevé contre certaines thèses staliniennes quand, à certains moments, il a innové. Avec Marx et Engels, il s'est opposé à la division du travail. Privilégiant le primat des campagnes sur les villes, le peuple obéit à l'ordre « Tous soldats, tous philosophes, tous

créé par Sun Yat-sen. Il domina le gouvernement central de la République de Chine à partir de 1928 jusqu'à la prise de pouvoir par les communistes en 1949. Son influence est limitée depuis à l'île de Taïwan où il était, jusqu'en 1986, le seul parti autorisé. Aujourd'hui, il a toujours une forte influence sur l'île et a été réélu à la tête du pays le 22 mars 2008. Au niveau international, il est membre de l'Union démocratique internationale.

⁹⁹ [En ligne] Disponible sur : <<http://fr.wikipedia.org/wiki/Kuomintang>> (Consulté le 23 août 2010)

¹⁰⁰ La première guerre civile dure d'avril à décembre 1927. La seconde entre 1927 et 1937.

¹⁰¹ En chinois.

artistes, tous gouvernants, tous intellectuels, tous manuels ». Pour lui, les idées sont une « *force matérielle* » et, « *Chaque communiste doit s'assimiler cette vérité que « le pouvoir est au bout du fusil » »* (Mao 1967:21). Mao élabore une théorie de la guérilla dans des œuvres où il explique les principes militaires de la révolution (Mao 1966, 1967, 1968, 1962).

Le marxisme a connu des transformations notables. Le rêve de Marx ne s'est pas réalisé. Le monde communiste avec des classes similaires n'a pas pu triompher des différences nationales. Les partis communistes ont adapté la révolution à leur contexte brisant le projet d'un changement monolithique. L'influence du communisme détourne les aspirations du projet mondial au point où des conflits apparaissent parfois entre des pays ayant épousé cette idéologie (Union des Républiques Socialistes Soviétique (URSS) et Chine)¹⁰². Aujourd'hui des pays comme les Etats-Unis ont des partis communistes sensibles soit aux idées de l'URSS, soit à la Chine ou devenir indépendant. Ce qui était impensable pendant la période de la « guerre froide »¹⁰³ entre 1947 et 1991. Des tentatives de retour à un marxisme originel sont observées en Europe de l'Est, notamment en Yougoslavie. Un nouveau courant dit eurocommunisme est apparu en Europe, notamment en France et en Italie. L'idée maîtresse de ce courant est que les partis communistes d'Europe occidentale sont devenus ou devraient devenir des partis politiques comme les autres. Ils doivent participer aux élections, collaborer avec les partis politiques non communistes et accepter le verdict des électeurs même si cela implique leur départ au pouvoir. De ce fait, l'eurocommunisme s'éloigne du communisme originel qui ambitionne de prendre le pouvoir et de transformer la société avec ou sans l'approbation du peuple.

Entre 1946 et 1956, l'Amérique est traversée par la psychose du maccarthysme. Le Sénateur Joseph McCarthy plonge le pays dans la période de la 'Red Scare', la « peur rouge » ou la « chasse aux sorcières » 'Witch Hunts'. La commission qu'il préside traque d'éventuels agents, militants ou sympathisants communistes vivant sur le territoire des Etats-Unis. Dans le contexte de « Guerre froide », qui oppose les Etats-Unis à l'URSS, McCarthy propage une pernicieuse paranoïa du communisme. Avec l'aide du FBI des investigations sont ouvertes pour vérifier la loyauté des intellectuels, universitaires, étudiants, fonctionnaires des services de renseignements et de l'armée, artistes, etc. Il s'agit de savoir s'ils collaborent avec des régimes « totalitaires », fascistes, communistes ou nazis. Ainsi 27.000 fonctionnaires font l'objet d'une enquête approfondie, on enregistre 7.000 démissions et 739 révocations. Ils sont

¹⁰² La rupture sino-soviétique est apparue entre 1950 et 1980 et a connu un paroxysme en 1969. Cette crise a brisé le lien au sein du mouvement communisme international.

¹⁰³ Déjà utilisé au XIVème siècle c'est l'homme d'Etat américain Bernard Baruch qui a employé cette expression en Occident moderne en 1947. L'expression a été rendu populaire par le journaliste Walter Lippmann.

accusés d'appartenance à des organisations subversives, d'immoralité sexuelle, de pratique homosexuelle ou de consommation et/ou de trafic de drogue. L'espionnage scientifique prend une autre tournure avec le développement de technique d'espionnage et de contre-espionnage entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S notamment, par l'infiltration en masse d'agents dormeurs¹⁰⁴ dans chacun des deux pays (Bergier 1971:145). Les informations recueillies par ces agents sont sensibles et réparties en 4 catégories : TOP SECRET, SECRET, CONFIDENTIAL, FOR OFFICIAL USE ONLY. L'information est d'autant plus dangereuse qu'elle révèle des détails sur la rivalité entre les divers services militaires, offense des groupes de pression, et susceptible de créer la psychose chez les populations civiles, etc. Le « péril rouge » s'est répandu dans d'autres continents de sorte que les ennemis des Etats sont traités de « communistes ».

La peur du communisme fonctionne sur la base du mythe sphinx (Duval 1980:106) qui réapparaît toujours après sa mise à mort. Cette idéologie a surgi dans le programme du Président américain Barack Obama qui tente de réformer le système de santé de son pays pour selon lui, permettre à tous les citoyens d'avoir accès aux soins de santé primaire sans courir le risque de se faire ruiner par des assureurs véreux qui ont pris en otage ce secteur¹⁰⁵. Les opposants à ce projet soupçonnent le Président de se livrer à des pratiques communistes, marxistes voire hitlériennes.

¹⁰⁴ Un agent dormeur est un agent que l'on place dans un pays avec mission de ne rien faire, de ne communiquer aucun renseignement, de s'implanter sur place, de se confondre avec la population et d'y suivre une carrière normale en attendant les ordres.

¹⁰⁵ Le Monde diplomatique, N° 671, février 2010.

CHAPITRE II : LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES DANS L'HISTOIRE

Les EDR sont apparus en Côte d'Ivoire dans le contexte de crise amorcée en Côte d'Ivoire depuis les années 80. Ces espaces s'inscrivent dans le format des lieux de regroupements qu'on observe dans l'histoire des sociétés.

I. Histoire des espaces de discussions de rues

Les EDR sont apparus depuis longtemps. Ces espaces existent depuis toujours sous des formats différents de ceux que nous connaissons aujourd'hui. A chaque époque et dans chaque lieu ils répondent au besoin d'échanges entre les hommes.

I.1. La tenue des débats libres dans la cité antique Gréco-romaine

L'origine des EDR est à rechercher dans la Grèce antique. L'organisation sociale de cette société est essentiellement militaire. D'où l'usage de la guerre pour s'approprier et garder les terres. La guerre faisait partie de la vie ordinaire. Il ne se passait pas d'année au cours de laquelle il n'y a pas eu une décision officielle de combattre. La majorité des citoyens qui participent à la prise de décision ont déjà une expérience personnelle de la guerre et peuvent raisonnablement s'attendre à être appelés une fois encore. L'armée était donc au sens strict, une milice citoyenne. Il n'y avait pas de classe militaire, de caste d'officiers distincte, de la hiérarchie sociale dans son aspect physique. Mais Sparte faisait l'exception. Certains Etats avaient une petite armée d'élite permanente comme le « Bataillon sacré » des « Trois Cents » à Thèbes (Ehrenberg 1976). Dans cette civilisation agraire marquée par la guerre, la relation entre le cultivateur et le soldat est si forte qu'elle est symbolisée par le proverbe chinois attribuée à Chang¹⁰⁶ : « *La paix d'un pays repose sur l'agriculture et la guerre* ».

L'engagement militaire provoque des changements profonds. Il distribue les individus dans des catégories sociales bien déterminées. En haut de l'échelle, la taille des propriétés foncières est immense. Son fonctionnement repose sur une main-d'œuvre servile. La population romaine croît avec l'attribution du droit de cité aux « alliés », aux esclaves affranchis et aux citoyens libres. Les nouveaux citoyens habitaient loin de Rome et, cet éloignement limitait leur participation directe à la vie politique. La paysannerie est contrainte d'abandonner sa terre et un courant migratoire régulier se dirige vers les villes, notamment sur

¹⁰⁶ 350 avant Jésus-Christ.

Rome. Dans son introduction sur la guerre civile à Corcyre en 427 avant Jésus-Christ, « (...) en temps de guerre, l'appel à des alliances, tant pour nuire à l'adversaire que pour se les attacher à soi-même, devenait un procédé facile de part et d'autre pour ceux qui voulaient une action révolutionnaire ».

Cette division de la société et de la propriété a une faible répercussion sur les rapports des hommes à la chose publique, notamment la participation politique. Sparte est une cité aristocratique car son organisation sociale s'apparente à une rigoureuse hiérarchie de la société, l'*Eunomia*. C'est un système d'ordre qui a une sorte de pendant constitutionnel politique. La Grande *Rhêtra* est le texte fondateur des institutions spartiates. L'*Eunomia* met en place une organisation sociale : On distingue les spartiates, citoyens qui forment un corps civique et qui sont pourvus des droits politiques complets. Ils font la politique et la guerre. Il existe une hiérarchie entre les guerriers de Sparte : c'est une oligarchie avec des aristocrates qui dominent. Ce sont eux qui dirigent la cité. La grande masse des citoyens est traitée en égalité à tel point que les spartiates s'appellent eux-mêmes les *homioïs* (les égaux). Cela les distingue du reste de la population *les nomoi*.

Si l'éducation commence pour les garçons et les filles à 7 ans, il n'en demeure pas moins que les filles ne jouissent pas de droits. Une fois éduqué, l'homme participe à la vie militaire jusqu'à 60 ans, s'il a survécu, il peut à cet âge participer à l'administration de la ville. Les inférieurs, ce sont les hommes conquis par les Spartiates : il y a principalement deux peuples : les *Hilotes* (habitants les plus anciens de la péninsule tombés en esclavage) les *périèques*. Les *Hilotes* travaillent à la place des guerriers, il y a donc une division du travail. Ceux qui combattent, ceux qui travaillent (cela correspond plutôt à ceux qui commandent) et ceux qui obéissent. Les *périèques* sont regroupés en communautés même s'ils ne sont pas des spartiates ; Les *périèques* sont intégrés à l'armée. S'ils combattent bien ils peuvent être honorés par la cité. Il y a les esclaves notamment les prisonniers de guerre, il y a très peu d'étrangers à Sparte. C'est donc une cité très hiérarchisée. Ainsi, le régime de Sparte est donc en réalité une aristocratie car seul un petit nombre décide. Cette cité va être le modèle du régime mixte et de la cité aristocratique par excellence. Elle représente donc une expérience de pensée politique qui va fixer le régime aristocratique jusqu'à la Révolution Française de 1789.

La royauté a laissé la place à la démocratie. Trois événements semblent avoir permis cette apparition de la démocratie. D'abord, la guerre : notamment contre les Perses, à chaque fois c'est Athènes qui dirige la coalition grecque (la ligue de Délos). Cela a permis au système athénien de montrer qu'il est viable. Ensuite, l'impérialisme : contrairement à Sparte qui vit

en autarcie, Athènes a créé un empire colonial, c'est la ville commerçante. Cela a favorisé la démocratie car la ville s'enrichit rapidement. Enfin, l'enseignement de la philosophie : ceux qui pratiquent cet enseignement sont les sophistes qui enseignent l'art politique dans un cadre démocratique. Cela signifie également que n'importe quel citoyen peut proposer une loi ou tenter de mettre en péril la proposition de loi d'un autre citoyen. C'est la procédure de la *graphe para nomon*. L'*Isegoria* est le droit égal à la parole. Sur la base de l'alternance, de l'obéissance et du commandement, on est tour à tour gouvernants et gouvernés. Il y a beaucoup de magistrats et les mandats durent très peu (1 an). Cependant, il y a un contrôle populaire à la fin du mandat.

Les femmes ne sont pas citoyennes mais elles transmettent la citoyenneté. Les enfants non plus. Les étrangers n'ont pas le droit politique tout comme les esclaves. L'esclavage est justifié par la nécessité pour les citoyens de se vouer aux affaires publiques. Les seuls opposés à l'esclavage sont les sophistes.

On peut proposer des lois ou utiliser la *graphe para nomon*. Cette procédure est réglementée. Ainsi, celui qui propose une loi qui subit une *graphe para nomon*, si sa loi est mauvaise sera puni. Est également puni celui qui utilise la *graphe para nomon* sans raison. C'est un système de double responsabilité ; L'assemblée nomme les magistrats, contrôle les magistrats ; ainsi l'*ecclésia* participe au gouvernement même si c'est de façon indirecte.

L'assemblée a également des pouvoirs de justice. Elle a la faculté d'exclure par l'outil de l'*Ostracisme*, (10 ans d'exil hors de la cité). Cela permet de mettre à l'écart un individu jugé comme inconvenant au bon fonctionnement de la démocratie. Lorsqu'il se produit une atteinte grave à la sécurité de l'Etat et si la loi ne punit pas cette atteinte, c'est l'*ecclésia* qui juge c'est-à-dire qu'elle légifère sur l'infraction et juge grâce à L'*Eisangélie*. La *boulê*, c'est le conseil administratif qui va mettre en forme les décisions de l'assemblée. C'est un organe limité à 500 membres désignés par tirage au sort pour 1 an. Athènes compte 10 tribus et chaque tribu fournit 50 *bouleutes*. La *boulê* se réunit jours et nuits, donc les *bouleutes* assurent une sorte de permanence. Quand ils sont en permanence, les *bouleutes* prennent le nom de *prytanes*, et chaque jour est élu un président qui est l'équivalent de nos jours du chef de l'Etat. Ainsi chaque citoyen athénien a la possibilité d'être un jour président. L'*Héliée* est le tribunal, la justice populaire. Il est composé de 6000 juges qui sont des citoyens tirés au sort chaque année. Pour certains procès importants on peut avoir droit à 2 ou 3 sections. C'est ce tribunal qui condamnera Socrate à la peine de mort.

Les regroupements ne se faisaient pas uniquement dans des espaces formellement identifiés pour prendre une décision ou juger. En effet, « Athènes n'était pas seulement une

société de face-à-face ; c'était une société méditerranéenne : les gens se rassemblaient dehors, les jours de marché, pour les fêtes, qui étaient nombreuses, et toute l'année au port et sur la place principale. Les citoyens étaient membres de divers groupes officiels ou non – famille et maisonnée, voisinage ou village, unités militaires et navales, groupes professionnels (paysans à l'époque des moissons ; artisans qui, en ville, tendaient à se grouper dans certaines rues), clubs pour les gens de la bonne société, innombrables associations culturelles privées. Tous ces groupements fournissaient des occasions d'échanges de nouvelles et de bavardages, de discussions et de débats, et contribuaient à cette incessante éducation politique (...). . Ce n'était d'ailleurs pas un phénomène exclusivement urbain. Les paysans de l'Attique ne vivaient pas dans des fermes isolées, mais dans des hameaux et des villages qui avaient leur place centrale, leurs centres culturels locaux et leurs assemblées à telle ou telle occasion, leur vie politique propre, constitutionnellement liée à celle de la cité-Etat : les dèmes (cantons) établissaient et conservaient les listes de citoyens, et ils fournissaient les listes sur lesquelles étaient tirés au sort chaque année les membres du Conseil et de nombreux magistrats » (Finley 1985:126-127). A Rome, « Certes rien n'empêchait les gens de discuter de façon informelle partout où ils étaient rassemblés ; mais même ces occasions se trouvèrent restreintes pour les citoyens qui habitaient en dehors de Rome par une loi adoptée probablement en 286 av. J-C., interdisant de tenir des assemblées les jours de marché – elles étaient déjà interdites les jours de fête »¹⁰⁷. Les rencontres s'effectuent donc dans l'agora, c'est-à-dire la place publique et le marché des villes grecques. Les motifs avancés pour justifier cette mesure divergent. Selon Pline l'Ancien, cette mesure visait à éviter qu'une assemblée ne vienne interférer avec le marché ordinaire qui était très important dans la vie économique des Romains. Par contre, d'autres pensent qu'il s'agit d'une stratégie pour écarter de l'assemblée les masses de paysans de façon que seuls ceux que les dirigeants politiques ont choisis votent.

I.2. Les clubs de la Révolution française

La structure sociale de la France de la fin du XVII^{ème} siècle est aristocratique. La terre demeure la plus grande forme de richesse et conférait à ceux qui la possédaient le pouvoir sur ceux qui la cultivent. Mais le développement du commerce et de la production artisanale a créé la richesse mobilière aux mains de la bourgeoisie. Elle contrôle sans partage la finance, le commerce, l'industrie et fournit à l'administration des cadres. L'émergence de cette nouvelle

¹⁰⁷ Ibidem., p. 130.

catégorie sociale ne réduit pas pour autant le rôle de l'aristocratie. Le progrès des Lumières sapait les fondements idéologiques de l'ordre établi en même temps que s'affirme la conscience de classe de la bourgeoisie.

L'aristocratie composée par la noblesse et le haut clergé pose problème. En effet, « *L'aristocratie est antérieure à la monarchie, les rois étant à l'origine élus. Puisant dans cet arsenal idéologique, solidement campée dans ces forteresses de l'exclusivisme aristocratique que constituaient les Cours souveraines, les Etats provinciaux et les Assemblées du Clergé, usant et abusant des droits des Parlements à l'enregistrement et aux remontrances, l'aristocratie, tant d'épée que de robe, a mené tout au cours du XVIII^e siècle l'assaut contre l'autorité royale. Les Cours et les Etats, rejetant toute tentative de réforme fiscale, en se donnant le beau rôle de défendre le contribuable, maintenaient en fait les privilèges à l'abri de toute atteinte* » (Egret 1962).

L'aristocratie d'Ancien Régime a été détruite dans ses privilèges et sa prépondérance, la féodalité abolie. En faisant table rase de toutes les survivances féodales, en affranchissant les paysans des droits seigneuriaux et des dîmes ecclésiastiques, dans une certaine mesure aussi des contraintes communautaires, en détruisant les monopoles corporatifs et en unifiant le marché national, la Révolution française marque une étape décisive dans la transition du féodalisme au capitalisme. L'ordre de la noblesse comprend en réalité des castes distinctes et rivales dont les plus puissantes ne sont pas celles qui peuvent invoquer les parchemins les plus anciens. A côté de la noblesse de race ou d'épée s'est constituée, au cours des deux derniers siècles, une noblesse de robe ou d'offices qui monopolise les emplois administratifs et judiciaires. Les membres des parlements, qui rendent la justice d'appel, sont à la tête de cette nouvelle caste aussi orgueilleuse et plus riche peut-être que l'ancienne. Maîtres de leurs charges qu'ils ont achetées très cher et qu'ils se transmettent de père en fils, les magistrats sont en fait inamovibles. L'exercice de la justice met dans leur dépendance le monde innombrable des plaideurs. Ils s'enrichissent par les épices et achètent de grandes propriétés. Devant cette situation, les intellectuels du moment s'allient avec les classes populaires pour renverser l'aristocratie en place. C'est le début de ce que l'on appelle la Révolution française.

Les hommes de lettres, sortis de ses rangs, se sont affranchis peu à peu de la domesticité nobiliaire. Ils écrivent maintenant pour le grand public qui les lit, ils flattent ses goûts, ils défendent ses revendications. Leur plume ironique persifle sans cesse toutes les idées sur lesquelles reposent l'édifice ancien et tout d'abord l'idée religieuse. La tâche leur est singulièrement facilitée par les querelles théologiques qui déconsidèrent les hommes de la tradition. Entre le jansénisme et l'ultramontanisme, la philosophie gagne du terrain. La

suppression des jésuites, en 1763, jette à bas le dernier rempart un peu sérieux qui s'opposait à l'esprit nouveau. La vie religieuse n'a plus d'attraits. Les couvents se dépeuplent, les donations pieuses tombent à des chiffres infimes. L'esprit cartésien ou même l'esprit de critique historique, le goût des croyances « raisonnées », les démonstrations laïques de la morale avaient gagné bien des milieux. Ces idées nouvelles sont restées presque toujours des idées de gens de lettres.

Ainsi, « *Les idées nouvelles étaient des idées de « beaux esprits », c'est-à-dire de gens qui faisaient métier de cultiver leur esprit et de coucher leurs idées par écrit. Il est donc naturel qu'elles se soient d'abord diffusées parmi les gens de lettres. Tous ces écrivains de second, troisième ou dixième ordre ne sont pas toujours nécessairement des disciples ; ils ont souvent des idées originales ou des façons originales d'exprimer des idées connues. Mais nous ne nous proposons pas de les faire connaître en eux-mêmes et de les juger. Il s'agit seulement de poursuivre une histoire de l'opinion ; et pour l'opinion ils ont été non pas les chefs de la philosophie, mais les soldats* » (Mornet 1989:50). A côté des idées, les journaux et les centres d'instruction (collèges) et les académies¹⁰⁸ sont mis à contribution pour susciter les changements sociaux. Les contes et romans « philosophiques » soumis à la mode par le succès de Voltaire, sont abondants. Les avantages de ces formes d'expression sont nombreux. En effet, « *Par eux on peut à la fois instruire et plaire, se faire la réputation d'un homme d'esprit en même temps que celle d'un raisonneur ; par surcroît on se met plus aisément à l'abri des foudres de l'autorité ; on a la ressource des symboles et allégories ; on se transporte en Chine, en Perse, dans une île inconnue, chez des peuples imaginaires et l'on atteste qu'il faut avoir l'esprit bien mal fait pour appliquer aux prêtres catholiques ce qu'on dit des bramines et aux ministres de Louis XV ce qu'on raconte des mandarins. Là comme ailleurs on sent que la cause est brillamment gagnée et qu'on peut remplacer les arguments par des sarcasmes et des malédictions ; l'allusion et l'ironie même cèdent le pas à des condamnations directes et brutales* »¹⁰⁹.

Les groupements c'est-à-dire les salons, les thés, les cafés, les clubs et les autres lieux publics de rencontres sont des espaces où « *Les citoyens qui en sont membres y débattent des thèmes de société, commentent l'actualité et discutent des projets de loi mis en place par l'Assemblée nationale* »¹¹⁰. Ces salons commencent à prendre une importance sociale. Milieux mondains et littéraires qui ne parlaient que de goût dans la moitié du XVIII^{ème} siècle, ils sont

¹⁰⁸ On dénombre 6 académies au milieu du XVII^{ème} siècle.

¹⁰⁹ Mornet, *Les origines intellectuelles de la Révolution française. 1715-178*, op.cit, p. 354.

¹¹⁰ Ibidem., p. 172.

maintenant des espaces où on se rencontre pour former les partis, s'entendre, agir et conquérir les pouvoirs politiques¹¹¹. Agacé par les critiques, le pouvoir par arrêt du 18 août 1770, fait brûler *La Contagion sacrée*, *L'Examen critique des apologistes de la religion chrétienne*, *Le Christianisme dévoilé*, *Le Système de la nature* de d'Holbach ou publiés par lui, le *Discours sur les miracles de Jésus-Christ* de Woolston, les *Œuvres théologiques mais raisonnables*.

Les sociétés littéraires qui se fondent à l'époque jouent un grand rôle dans la diffusion des idées. A Paris, elles tiennent moins de place, mais elles contribuent à répandre la curiosité philosophique, l'esprit critique, le goût de toutes les discussions. Leur succès s'explique par le fait et que ce que nous appelons l'enseignement supérieur n'existe pas. Malgré de très timides tentatives pour introduire dans les universités l'enseignement des lettres et des sciences, on n'y étudie guère, en fait, que la théologie, le droit, la médecine. Et presque partout ces enseignements sont en pleine décadence ; les universités sont méprisées. Les savants décident d'offrir au grand public un enseignement qui lui manque. Pahin de La Blancherie fonde une *Correspondance des sciences et des arts*, soutenue par quarante grands seigneurs et destinée à mettre en relations écrites les savants et curieux de tous pays, à servir de bureau d'information, de centre de recherches. En 1780, Court de Gébelin, l'abbé Rozier, La Dixmerie, Fontanes, etc., fondent une *Société apollonienne* dont la première séance a lieu le 23 novembre. Cette société devient *Le Musée* en 1781. Pilâtre de Rozier organise, la même année, sous la protection de Monsieur et Madame, une société rivale sous le nom de *Musée de Paris*. Les deux musées connurent des fortunes diverses : engouements, puis lassitudes, rivalités qui les opposent, discordes intérieures, difficultés pécuniaires, puis retours de la mode, etc.

Ces musées et autres centres sont des sortes d'universités libres où l'on enseigne la physique, la chimie, l'anatomie, la botanique, l'astronomie, la littérature, l'histoire, les langues. On lit des discours, des vers, des réflexions sur la perspective, on fait des expériences d'électricité, on présente des « rois nègres », etc. Il faudrait joindre à ces clubs, à ces musées et lycées plus célèbres, pas mal de clubs privés, d'entreprises moins retentissantes et même tous les cours publics qui se multiplient à Paris. Morellet appelle clubs les réunions qui se tiennent chez Adrien Dufort, celles qu'il donne chez lui où se rencontrent Roederer, Garat, Trudaine le jeune, Lacretelle. Il existe une académie du Pont Saint-Michel, dont font partie Dulaure et Pidansat de Mairobert ; une société libre d'émulation, très célèbre, qui s'occupe surtout des sciences appliquées et de bienfaisance, mais dans un esprit très laïque, avec le très

¹¹¹ Ibidem, pp. 173-174.

vif désir de réformes sociales ; un *Musée littéraire* de l'abbé Cordier de Saint-Firmin est ouvert en 1782. On y enseigne des Cours de sciences, d'histoire naturelle, de chimie, physique expérimentale, de mathématiques, d'optique, de cosmographie, de mécanique, de minéralogie, de physiologie ; des cours de langues étrangères, anglais, italien, dont une société philologique, rue Neuve-des-Petits-Champs, où l'on enseigne l'anglais, l'italien, l'allemand, l'espagnol, le français ; des cours d'élocution française, d'action oratoire, de jurisprudence et usages du commerce, de géographie, d'histoire, de topographie, de belles-lettres et philosophie françaises, d'architecture, de commerce, d'éloquence, de versification française. Beaucoup de ces cours sont donnés par des gens célèbres ou notoires : Rouland, Charles, Fourcroy, d'Arcet, Brongniart, Sigaud de La Fond, Daubenton, Valmont de Bomare pour les sciences, Robert pour la géographie, Rutledge pour l'anglais. Ceux qui préfèrent lire plutôt qu'écouter ont à leur disposition les bibliothèques publiques qui sont de plus en plus nombreuses. La Bibliothèque du roi est ouverte au public en 1735. A défaut de la Bibliothèque du roi, on a la bibliothèque Sainte-Geneviève, ouverte au public en 1759 ; deux fois par semaine, en 1767, mais tous les jours en 1784 ; la Bibliothèque de la ville où « le public a un accès facile » ; et pas mal d'autres sont ouvertes en moyenne deux fois par semaine, soit à tout venant, soit sur présentation. En même temps se fondent des cabinets de lecture. Le premier « salon de lecture » aurait été ouvert en 1762¹¹².

Les idées prennent forme dans la chaleur des conversations, discussions et batailles des mots. Il faut à ces idées pour qu'elles deviennent des « idées forces » un public. Or, les occasions de publicité se multiplient singulièrement, à Paris, dans les années qui précèdent la Révolution. Ce sont les cafés d'abord qui commencent à se multiplier¹¹³. Il y en avait, dès la Régence, et déjà différents des cabarets du XVII^e siècle. Les athées et les déistes se rencontrent au café Procope ou au café Gradot. Les partisans du roi de Prusse remplissent les cafés et autres lieux publics et participent aux échanges. Des chroniqueurs comme Mercier n'en compte que six à sept cents, sans doute parce que la distinction est malaisée à établir entre le café et l'ancien cabaret. Chez Procope, à la Régence, au Caveau du Palais-Royal, il y a, avec des joueurs d'échecs et des chansonniers, ceux qui « jouent à la politique » et ceux qui égratignent les autorités dans des chansons pour l'égalité (Aulard 1910:11). La critique est le nouveau thème pour la satire et la comédie :

Dans un obscur café, trois ou quatre mazettes

¹¹² Mornet, *origines intellectuelles de la Révolution française. 1715-178*, op. cit., pp. 400-406.

¹¹³ Vers la fin du siècle, au lieu de trois cent quatre-vingts cafés en 1723, il y en aurait mille huit cents en 1788, selon les rapports de police.

Ainsi que ce docteur grands lecteurs de gazettes

Lui prêtent leur avis pour gouverner l'État...

Il est difficile d'établir avec certitude l'implication de la Franc-maçonnerie dans la diffusion des idées. Mais la plupart des autorités de l'époque appartient à des loges. Toute l'élite intellectuelle de Paris est membre de la loge Saint-Jean-des-Arts. Ils sont Seigneurs, curés, magistrats, abbés, négociants, médecins, etc. Le secret qui les entoure les met en disgrâce avec certains dignitaires qui les accusent d'impiété, de philosophie, d'irréligion et de mystiques débridés. On parle d'une légende d'un complot maçonnique qui aurait, de longue main, prévu et préparé la Révolution, depuis la convocation des États généraux jusqu'à la mort de Louis XVI. Les affirmations, révélations, dénonciations viennent de Suisse, d'Allemagne, d'Angleterre. Les maçons français se seraient associés à la secte allemande révolutionnaire des *Illuminés*, par l'intermédiaire de Cagliostro, de Mirabeau et de l'Allemand Bodet¹¹⁴.

Pendant la Révolution française, des associations d'un nouveau genre se forment, où les citoyens qui en sont membres y débattent des thèmes de société, commentent l'actualité et discutent des projets de loi mis en place par l'Assemblée nationale. Ce sont les clubs politiques, sociétés populaires ou patriotiques, ou clubs jacobins. Ces sociétés prennent leur modèle dans le club des Jacobins de Paris où s'illustrent les plus grands orateurs de cette époque (Robespierre, Danton, etc.).

Les clubs dont les membres sont appelés clubistes sont utiles pour la mobilisation des masses. Le club breton est le premier club fondé le 30 avril 1789. Il rassemble des députés et devient à l'automne la *Société de la Révolution*, puis la *Société des Amis de la Constitution*. Le 8 février 1790, elle se donne pour objectif de travailler à l'affermissement de la Constitution. Les premières sociétés populaires apparaissent en 1789, dans les principales villes de France. À l'origine, beaucoup d'entre elles sont occupées par des notables aisés réformistes. Elles prennent alors le nom de *Société des Amis de la Constitution*. En 1790, elles se multiplient un peu partout en France et deviennent des acteurs importants de la politique locale. Parfois, plusieurs sociétés coexistent dans une même ville. A partir de juin 1793, les sociétés sont épurées et les membres les plus modérés sont rejetés. Elles deviennent *révolutionnaires*. D'autres sociétés populaires constituées d'hommes du peuple et d'intellectuels voient le jour et instaurent de nouvelles formes de participation politique. Ils sont violents.

¹¹⁴ Mornet., *origines intellectuelles de la Révolution française. 1715-178*, op. cit., p. 513.

Les plus rudes comme Les Amis des Droits de l'homme ne sont pas une académie politique, mais un groupement de combat. Leur but principal, dit leur charte constitutive, est de dénoncer au tribunal de l'opinion publique les abus des différents pouvoirs et toute espèce d'atteinte aux Droits de l'homme. Ils se disent protecteurs des opprimés, les redresseurs des abus. Leur mission est de surveiller, de contrôler et d'agir. Sur leurs papiers officiels ils arborent « l'œil de la surveillance », grand ouvert sur toutes les défaillances des élus et des fonctionnaires. Ils visitent dans les prisons les patriotes persécutés, ils entreprennent des enquêtes, ils ouvrent des souscriptions, ils provoquent des pétitions, des manifestations, au besoin des émeutes. Par leur cotisation minimale, deux sols¹¹⁵ par mois, ils se recrutent dans la petite bourgeoisie et même parmi les citoyens passifs. Les clubs les plus connus sont : Club Carabot, Cercle social, Club Breton, Club de 1789, Club de Clichy, Club de Salm, Club des Cordeliers, Club des Feuillants, club des Impartiaux, Club des Jacobins, club des Echechs, club du Manège, club du Panthéon, Société fraternelle de l'un et l'autre, Société patriotique du Luxembourg et la Société populaire de Nantes.

Ces clubs suspendent les libertés et les droits en instaurant des lois restrictives contraignantes. Ils ouvrent la voie à ce que les observateurs de la société politique française appellent la terreur qui dure de 1793 à 1795 et s'achève par la décapitation de certains leaders comme Robespierre. C'est une période de révolution et de contre-révolution pendant laquelle les débats de rue se transforment en émeutes, meurtres, lynchages, famines, etc. Ces clubs jouent un rôle prépondérant dans la diffusion des idées. Par l'affiliation et la correspondance, la société mère donne l'impulsion aux clubs affiliés, vaste réseau de sociétés couvrant tout le pays et regroupant les patriotes. Par ce double procédé, les Jacobins enserrment le corps politique dans leurs mailles ou le noyautent, coordonnant l'action de l'ensemble des clubs qui forment l'armature d'un parti. Le club central vote des motions, lance des pétitions, imprime tracts et affiches. Les sociétés affiliées répercutent aussitôt les mots d'ordre. Le club surveille les administrations, mande à sa barre les fonctionnaires, dénonce les contre-révolutionnaires et protège les patriotes. Le Club des Jacobins « *embrasse dans sa correspondance avec les sociétés affiliées tous les coins et recoins des 83 départements* »¹¹⁶. La presse sous ses multiples formes – journaux, tracts, brochures et affiches – multiplie l'audience des tendances qui s'affrontent, mais surtout celle des patriotes, en particulier par la lecture qu'on en donne en public.

¹¹⁵ Ancienne monnaie romaine utilisée à cette époque.

¹¹⁶ Desmoulin cité par Albert Soboul.

L'organisation de la révolution passe par la rue. En effet, « *Les soirs, dans les sociétés populaires et les assemblées des sections, soit dans les rues et sur les places publiques (en 1793, l'enragé Varlet menait sa propagande du haut d'une tribune roulante, mais bien avant lui un certain Collignon s'intitulait le lecteur public sans-culotte), soit sur les chantiers, ainsi à Paris ceux du Panthéon* » (Soboul 1965:38). La presse, tout comme le club répercute les mots d'ordre révolutionnaires dans les départements et jusque dans les rangs de l'armée. Le mouvement était protégé par une milice à laquelle La Fayette donne le nom de garde. Elle impose l'ordre, par la violence et la terreur à ceux qui s'oppose aux idées révolutionnaires. Pour Robespierre, le peuple veut le bien mais il ne le voit pas toujours. Les Jacobins jugent nécessaire de l'éclairer. Pour ce faire, Les Jacobins fixent la doctrine, précise la politique et la concrétisent par des mots d'ordre. L'élection est corrigée par l'épuration et son corolaire, le noyautage : la concurrence une fois limitée par le scrutin épuratoire qui permet aux affiliés de juger de l'aptitude des candidats à remplir leur mandat, liberté est laissée aux électeurs de choisir. Les citoyens sont enserrés dans le réseau des organisations affiliées qui reçoivent l'impulsion de la société-mère, « centre unique de l'opinion publique ».

I.3. Speakers' Corner, le coin des orateurs

Dans leur format moderne, outre la Côte d'Ivoire, les EDR existent dans plusieurs pays à travers le monde. Le plus connu d'entre eux est sans doute Speakers' Corner à Londres en Angleterre. Il est situé à Hyde Park, le plus grand parc du centre de Londres avec une superficie de 2 km de long sur près d'un km de large et couvre une superficie de 250 ha.

L'histoire de cet espace est liée à celle de la Reforme league en 1866. Le gouvernement subit la pression générale du mouvement révolutionnaire qui secoue l'Europe. Entre temps, depuis 1819, le vote des « six actes » après le meeting de Peterloo limitait déjà les libertés. La réforme interdit les exercices militaires aux personnes non autorisées, décide du jugement rapide de quiconque troublera l'ordre public, autorise les juges à lancer des mandats pour rechercher les armes dans les maisons, ordonne la saisie des pamphlets séditieux et la punition de leurs auteurs. La plus importante des lois restreignait le droit de réunion. Le pouvoir d'autoriser de grands meetings était réservé aux juges et aux Lords-Lieutenants, donc à la classe supérieure riche. Les réunions où on se proposait d'examiner des plaines contre l'église étaient interdites. Selon le parti Whig de lord Liverpool, les meetings donnaient libre cours au mécontentement et à la mauvaise humeur.

L'Angleterre est traversée par une crise de réforme religieuse marquée par un abandon de l'église traditionnelle catholique romaine au détriment du protestantisme. Elles sont initiées par des réformateurs comme Martin Luther, Jean Calvin et John Wyclif. Cette réforme s'attaque en particulier à l'autorité papale sur l'église. Au niveau de la doctrine, les fondements du catholicisme sont contestés. La liberté est accordée aux croyants de choisir leurs responsables. Ils sont également les seuls responsables de leur salut devant Dieu. La réforme protestante anglicane se matérialise par la fermeture des monastères à Ipswich, Oxford et d'autres villes. Cette situation a pris une autre allure lors de la guerre de Cent Ans entre la France et l'Angleterre (de 1337 à 1453) et celle de Trente ans (de 1618 à 1648) en Allemagne. Les rois procèdent à la confiscation des biens de l'église. Le transfert des terres et des exploitations ecclésiastiques à la puissance publique renforce l'esprit de liberté vis-à-vis de l'église traditionnelle. L'église romaine tente de réagir en instituant le Concile de Trente (condamne le principe de libre examen, établit la suprématie du pape, « seule et unique tête de l'église »), l'ordre des Jésuites (créé par Ignacio de Loyola, la « Milice du Christ dont la règle est l'obéissance passive veut prendre en main l'enseignement des missions dans les contrées nouvellement ouvertes au commerce), la Congrégation de l'Index (constituée à Rome, elle frappe d'interdit les œuvres suspectées de porter atteinte à l'église) et l'Inquisition et le Saint Office (mettent au bûcher ceux qui s'opposent à l'église). Toutes ces actions sont initiées pour arrêter le progrès des idées.

C'est dans ce contexte qu'une réunion interdite se tient à Hyde Park pour revendiquer le droit de vote. Une rixe éclate entre les unionistes de la ligue et la police qui refuse à plusieurs reprises d'autoriser les rassemblements dans ce lieu. Cette décision est motivée par la volonté des autorités d'éviter les soulèvements populaires à partir de cet espace. Mais c'est surtout les sujets politiques touchant à l'église et la royauté qui sont visés. C'est finalement en 1872 que le peuple est autorisé à débattre de n'importe quel sujet à Speakers' Corner.

Aujourd'hui cet espace est un lieu où chacun peut prendre librement la parole et assumer un rôle d'orateur devant l'assistance du moment. Le 20 juillet 1982, deux bombes posées par l'IRA ont causé la mort de 7 chevaux et de 8 membres de la Cavalerie de réserve et des Royal Grenn Jackets. Ce parc a aussi accueilli des célébrités de la musique parce que des concerts de rock y ont eu lieu. Il s'agit, entre autre de Jethro Tull en 1968, The Rolling Stones en 1969, Pink Floyd en 1970, Roy Harper en 1971, Queen en 1976, Red Hot Chili Peppers en

2004, le Live 8 en 2005 et Blur en 2009. Les photos des Beatles pour l'album *Beatles for Sale* furent prises à Hyde Park à l'automne 1964¹¹⁷.

Tous ces groupes musicaux ont fait le choix de Hyde Park parce qu'elle répond à un besoin de satisfaction du désir de contester, de revendiquer qui les caractérisent. Leurs membres s'habillent en Punk pour dénoncer les excès de la bourgeoisie et interpeller l'opinion sur la situation des plus vulnérables. Ces artistes produisent un contraste saisissant qui s'établit entre d'une part, la beauté et le calme du jardin et d'autre part, la violence dégagée par les sons des instruments de musique (guitares électriques, batterie, timbres vocaux aigus et gutturaux des chanteurs) et l'exubérance de leurs tenues vestimentaires. Le nombre impressionnant de participants, notamment de jeunes qui dansent et crient parfois sous l'effet de stupéfiants renforce le sentiment de révolte et de rejet.

Ce jardin est la rencontre de plusieurs religions opposées, plusieurs cultures contradictoires et un lieu de contacts, de mélanges interculturels et intergénérationnels. Son esprit libéral tolère le sexe féminin qui peut dire ce qu'il pense, revendiquer ou s'opposer. Cette promotion du genre renseigne également sur le partage des héritages socio-économiques et politiques entre les sexes.

Il existe d'autres espaces de ce genre en Occident. Au Pays-Bas, on le désigne sous le nom de Spreekteen et se situe à Amsterdam à Oosterpark¹¹⁸. Créée le 5 mai 2005, il est Ouvert 24/24 et tous les jours même les dimanches. Sa vitalité lui permet de monter un projet de retranscription sur Internet de ses activités sous le format de films. Mais pour l'heure se sont les téléphones mobiles qui sont utilisés pour la création de base de données. Spreeksteen est traversé par une controverse depuis l'intervention d'un élu de l'extrême droite, Michiel Smit, en octobre 2006. Les propos qu'il a tenus lui ont valu d'être sifflé par la foule. Un ancien membre du conseil de la ville, opposé à cet homme politique a menacé cet espace de poursuite judiciaire si Smit prenait la parole. Les animateurs de cet espace lui ont donné l'opportunité d'intervenir à nouveau le 5 novembre 2006.

Sur le continent américain, l'espace The Domain à Sydney en Australie fait la promotion de la liberté d'expression depuis 1878. Au Canada, à Régina un autre espace a vu le jour. Aux Etats-Unis, il n'existe pas de Speakers' Corner proprement dit, les américains ont opté pour les Free speech zones aussi appelés First amendment zones, Free speech cages ou Protest zones. En Asie, à Singapour, depuis le 1^{er} septembre 2000, le parc Hong Lim a été créé par le gouvernement sur le modèle londonien. Ce parc est ouvert tous les jours de l'année

¹¹⁷ [En ligne] Disponible sur : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Speakers%27_Corner> (Consulté le 15 août 2011)

¹¹⁸ [En ligne] Disponible sur : <<http://www.spreeksteen.nl/>> (Consulté le 13 juillet 2010)

de 7 heures à 19 heures. Enfin, à Trinité-et-Tobago, le Woodford de Trinité sert d'espace de libres expressions aux populations. Un tableau noir liste les sujets par catégories ainsi que d'autres informations. Ce tableau affiche le programme du jour.

En Afrique on retrouve ces espaces au Mali, Burkina-Faso, Congo, Niger et dans plusieurs autres pays. La plupart d'entre eux existe sous la forme des « grins ». En Côte d'Ivoire les EDR existe sous la forme des Speakers' Corner et des « grins ».

II. Les mouvements associatifs de jeunesse et les espaces de discussions de rues en Côte d'Ivoire

Saisir l'histoire des EDR en Côte d'Ivoire revient à questionner l'évolution du mouvement associatif des jeunes depuis la colonisation. Cette référence à la jeunesse procède de ce que ces espaces sont constitués, pour une grande part de jeunes. La colonisation est une priode à travers laquelle on peut lire la volonté du colonisateur de canaliser les mouvements de jeunesse. Il s'agit pour ce dernier de mettre en place des mécanismes juridiques et de police pour suivre ces derniers. Outre ces mécanismes, certaines institutions traditionnelles africaines comme l'arbre à palabres sont des espaces anciens qui ont traversé le temps pour s'imposer aux jeunes générations.

II.1. L'arbre à palabres : espace public traditionnel de discussions

Les sociétés africaines, à l'image des autres sociétés à travers le monde sont traversées par des conflits. L'arbre à palabres demeure l'une des méthodes institutionnelles de résolution de ces conflits (Broohm 2004:4)¹¹⁹. Le mot palabre vient de l'espagnol *palabra* qui signifie parole. L'arbre à palabres désigne un lieu, généralement, un espace où, sous un arbre, des personnes se réunissent dans un village pour débattre sur des sujets d'intérêt collectif tels que des projets de développement (travaux champêtres, construction d'un centre de santé, d'une école, etc.), échanger des expériences, enseigner (les enfants et les cadets sociaux avec les contes) ou régler des conflits. Ces échanges sont le plus souvent accompagnés par le partage de boissons. Les discussions se déroulent, comme l'indique son nom, au pied d'un arbre, à proximité ou dans le domicile du chef de village ou, à défaut, dans son vestibule.

L'arbre à palabres remplit des fonctions d'éducation par la transmission de connaissances entre les aînés et les cadets sociaux. Il est aussi un espace ludique où, les hommes après les travaux champêtres, se réunissent pour jouer à des jeux de sociétés

¹¹⁹ [En ligne] Disponible sur : <<http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article86>> (Consulté le 17 mai 2010)

traditionnels tels que, en Côte d'Ivoire, l'awalé¹²⁰. On y joue aussi de la musique avec des instruments comme le djomolo¹²¹.

Les échanges sous l'arbre à palabres se poursuivent encore aujourd'hui, dans les villages non électrifiés, près du feu. Aussi, il offre des possibilités de partager des repas en éduquant les plus jeunes qui ont les responsabilités d'entretenir le feu en veillant à ce qu'il ne s'éteigne pas. Les rôles sociaux sont partagés car les personnes se répartissent par sexe pour manger : les hommes entre eux et les femmes entre elles.

Mais elle est surtout une institution qui s'inscrit dans la recherche de la preuve lors du règlement des conflits¹²². Dans la recherche de la vérité, l'arbre à palabres impose aux communautés la recherche de l'équité, de l'impartialité et de l'objectivité par l'interdiction de l'arbitraire. Et pour renforcer cette quête de la vérité, les esprits et les Dieux sont mis à contribution. D'où l'usage de pratiques rituels comme le fait de verser de la boisson par terre, boire ou faire boire des mixtures, etc. Au final, la décision prise est incontestable, elle s'impose à tous et ne peut être contestée. L'arbre à palabres est aussi un lieu de réparation ou de compensation. Après l'inventaire des points de litige et l'identification des responsabilités, l'accusé reconnu est sommé de réparer le préjudice subi par la victime. La réparation de la faute est absolue car la peine est supposée portée atteinte à l'ensemble de la communauté. La peine peut aller de la simple amende à des compensations importantes. L'arbre à palabres favorise également le pardon et les cérémonies de réconciliation. Il ne s'agit pas de régler un conflit par le simple paiement d'une amende. Il faut prévenir les crises en invitant les protagonistes et le reste de la communauté au pardon. Cela passe par le partage de boissons ou de repas communiels ou de sacrifices expiatoires ou purificateurs pour restaurer l'harmonie rompue entre les hommes d'une part et entre les hommes et les esprits d'autre part.

Par ailleurs, l'arbre à palabres mobilise à l'occasion une autre institution, les « relations à plaisanteries » ou « alliances à plaisanteries ». Appelée *sinankunya* au Mali, *rakiré* chez les Mossi au Burkina-Faso ou *toukpê* en Côte d'Ivoire, c'est une pratique qui autorise voire oblige des membres d'une même famille (les cousins éloignés notamment), ou des membres de certains groupes ethniques entre eux, à se moquer ou s'insulter sans crainte de conséquences quelconques. Les affrontements sont uniquement verbaux et sont en fait des mécanismes de règlement de conflits par la dérision à travers les injures et les moqueries. Les liens de cousinage à plaisanterie qui se sont tissés depuis des temps immémoriaux entre les

¹²⁰ Jeu de société combinatoire abstrait dans lequel on distribue des graines, des cailloux ou des coquillages dans des coupelles ou des trous souvent creusés à même le sol.

¹²¹ Instrument de musique traditionnel (xylophone) que l'on trouve chez les Baoulé en Côte d'Ivoire.

¹²² [En ligne] Disponible sur : <<http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article86>> (Consulté le 17 mai 2010)

ethnies atténuent les tensions et les crises éventuelles qui éclatent. Les conflits sont gérés par des moyens pacifiques. Ce sont des alliances préférentielles ou des interdits de mariages, des pactes de sang réels ou métaphoriques, de simples moqueries ou relations sanctionnées par une « amende », la liberté de ton complète ou plaisanteries minimales, l'humour gratuit ou service attendu (Canut et Smith 2006:3)¹²³. La relation à parenté est une forme de « *relation d'amitié dans laquelle existe un antagonisme apparent, contrôlé par des règles conventionnelles* »¹²⁴. La relation comporte l'échange d'insultes ainsi que l'obligation de ne pas les prendre au sérieux. Avec cet instrument de conflits simulés, on évite les conflits réels. En Côte d'Ivoire, au niveau du groupe ethnique des mandé et Gur, ils existent des alliances à plaisanteries entre les groupes suivants : Sénoufo/Yacouba, Koyaka/Lobi, Yacouba/Gouro. Dans le groupe Akan : Abron/Agni, Agni/Baoulé, Abbey/Abidji, Adjoukrou/Dida, etc. Au sein du clan familial, l'alliance à plaisanteries existe entre un grand-père et son petit-fils. L'alliance peut demeurer enfin au niveau du patronyme : Coulibaly/Ouattara, Koné/Traoré, Fofana/Soumahoro, Méité/Bakayoko.

L'alliance à plaisanteries est de ce fait une autre invention africaine qui anime les débats dans l'espace public. Le support mobilisé dans cet espace est la parole. Son usage est perceptible dans la relation à plaisanteries qui existe entre les castes, notamment les chefs et les griots. De par la position qu'ils occupent, les griots sont à la fois tolérés, craints, adulés ou détestés en Afrique. En plus d'être les dépositaires de la mémoire collective, de l'histoire commune ou individuelle, ils ont pour rôle de chanter les louanges des nobles en faisant les éloges de leurs actes de bravoure par la parole ou *djéli* (Sory 1992). Sory les distingue en deux catégories sociales, ou deux groupes de ce qu'il appelle « gens de la parole ». Il distingue les griots dont le métier se transmet de père en fils en citant Balla Fasséké, Mory Djéli, respectivement griots de Soundjata et de Samory Touré. A côté d'eux, il y a les soras ou *sêrêwa*, proches de Bingo et de Tiékoura. Cette dernière catégorie, celle des griots spécialisés dans les chants de chasse devient le chantre du chasseur et par conséquent intègre cette confrérie. L'art oratoire qu'il maîtrise parfaitement fait du griot un personnage omniprésent dans les arènes du pouvoir politique, notamment dans son rôle de conseiller le plus influent de l'homme d'Etat ou de l'homme public. En effet, dans sa relation au pouvoir politique, c'est l'aptitude du griot, protégé par une sorte d'immunité, à se considérer comme

¹²³ [En ligne] Disponible sur : <<http://etudesafricaines.revues.org/6198>> (Consulté le 3 mai 2010)

¹²⁴ [En ligne] Disponible sur : <<http://etudesafricaines.revues.org/6198>> (Consulté le 3 mai 2010)

le *sanaku* naturel, c'est-à-dire « le parent à plaisanterie » des despotes les plus sanguinaires¹²⁵. Il joue un rôle de contre-pouvoir versant, lors des chansons ou *dondomana*, dans un rappel des faits et méfaits de la politique en se permettant des bouffonneries, des pitreries et nargue l'homme politique car il n'y a rien qu'on ne lui pardonne pas. Du fait des rapports de familiarité qu'ils entretenaient entre toutes les couches de la société tant au niveau du pouvoir qu'en dehors de celui-ci, les griots s'autorisaient les conduites et les plaisanteries les plus abjectes et n'étaient astreints à aucune attitude de respect envers les gens les plus puissants¹²⁶. Les adversaires, les simples gens trouvent en lui le reflet de leurs pensées, des paroles qu'ils ne peuvent pas adresser directement aux rois. C'est du reste l'immunité dont il jouissait qui a sauvé la vie au griot de Samory, Mory Diabaté, après la soumission de Djigui kéita et la colonisation de Soba. L'histoire raconte que les paroles louangeuses de Balla Fasséké ont fini par avoir raison de la colère de Massa Makan Diabaté dont l'aura terrifiant amenait ses sujets à « parler dans la gourde ». Les griots représentent ainsi les figures de la critique politique par la dénonciation de l'entrave à la liberté d'expression des idées, l'ouverture de la parole au peuple.

Les chasseurs traditionnels, « gens de la parole » appelés *sora* ou *sêrêwa* occupent l'espace public par la parole. Les chasseurs traditionnels ou encore « Dozos » occupent une position importante dans les sociétés traditionnelles africaines. La confrérie des chasseurs d'est dotée d'une constitution, un code d'honneur dont l'article 2 stipule que « *Les « Nyamakala » se doivent de dire la vérité aux Chefs, d'être leurs conseillers et de défendre par le verbe, les règles établies et l'ordre sur l'ensemble de l'Empire* »¹²⁷. La Charte de Kurukan Fuga (Cercle de Kangaba au Mali) a été convoquée en 136 après la libération du Manding du joug du roi sorcier Soumaoro Kanté. Elle pose les grands principes qui régissent la vie du peuple Manding dans toutes ses composantes : économique, politique et culturelle. Au cours du « donsoma » ou veillée de conte, le conteur est parfois un chasseur appelé « Maître de la parole ». L'art oratoire qui le distingue à l'image du griot est un don. La parole est une révélation qui a été donnée aux hommes de sa catégorie sociale. C'est au cours de la révélation de la seconde parole dite « parole fécondante » qu'apparaît le griot. Elle a été le fait

¹²⁵ Bédia, J-F., 2008, 'Djeliya ou « gens de la parole » : du mythe au roman' in *Ethiopiennes*, N°80, La littérature, la philosophie, l'art et le local. [En ligne] Disponible sur : <<http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article1585>> (Consulté le 20 juillet 2011)

¹²⁶ Langui, K.R., 2008, 'Mode narratif et sémantique de l'énonciation dans la poétique des griots : une approche formalisée de l'écriture oraliste avec Quand s'envolent les grues couronnées de Pacéré Titinga' in *Ethiopiennes*, N°80, La littérature, la philosophie, l'art et le local. [En ligne] Disponible sur : <<http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article1589>> (Consulté le 23 juillet 2011)

¹²⁷ Disponible sur : <<http://www.humiliationstudies.org/documents/KaboreLaCharteDeKurukafuga.pdf>> (Consulté le 15 juin 2009)

des sons d'instruments de musique : le "bala"¹²⁸, le tama¹²⁹ et simbou¹³⁰. Cinquante paroles seraient ainsi proférées que le griot aurait répété de l'autre côté du fleuve. Le griot et le chasseur possèdent le privilège de manipuler un des grands attributs de la puissance et du pouvoir : le verbe, la parole ancrée et créatrice de toutes choses. C'est donc à juste titre qu'ils sont associés aux actes fondamentaux du Démonstrateur. Maître de la parole le chasseur est un artiste originellement investi et inégalé désigné comme « *maître des hommes, du verbe, des grains et de la pluie* ». Il est assimilé au guérisseur à cause de son capital spirituel : la maîtrise des qualités des plantes, l'art de chasser et de tuer les animaux dotés de pouvoirs mystiques, l'art d'apparaître et de disparaître, etc. Possédant la parole, le chasseur manipule et gère la parole sous toutes ses formes en usant de circonlocutions, de proverbes et d'autres tournures énigmatiques.

Les interventions des griots, des chasseurs et des initiés dans l'espace public s'accompagnent d'instruments de musique. Il s'agit du cora, du balafon et du tam-tam. Ils sont associés à la parole pour transmettre les messages. Zadi Zaourou inaugure ce champ avec le concept de *didiga*. C'est un arc, une arme des chasseurs bété forgée d'une tige flexible dont les extrémités sont reliées par une corde que l'on tend pour lancer des flèches. En plus de sa fonction martiale, le *didiga* renvoie à un art de type particulier que pratiquaient les chasseurs bétés. A la base de cet art, un instrument parle, le *dôdô*, connu sous le nom d'arc musical. C'est la parole du *dôdô* qui constitue l'essence du *didiga* qui est d'abord un art de la parole¹³¹. Le langage tambouriné déclamé par le *didiga* relate des faits de sociétés, relate l'histoire et, comme le griot, fait les éloges d'un souverain ou le détruit. On retrouve l'une des formes de message tambouriné chez Niangoran-Bouah¹³².

II.2. La colonisation et l'émergence d'une bourgeoisie d'intellectuels et de planteurs, leviers des mouvements de jeunesse

L'implication des mouvements de jeunesse dans la gestion de la chose publique est liée à l'apparition d'une nouvelle classe sociale, l'élite naissante. Les individus qui représentent cette catégorie sont appelés "évolués", "lettrés", "élites locales" ou "élites

¹²⁸ Xylophone.

¹²⁹ Le premier tambour.

¹³⁰ La clochette de fer.

¹³¹ Zadi Zaourou Bottey, *La guerre des femmes, suivi de la termitière*, NEI, 2001, cité par pp. 124-130. Thèse p ; 297 Cité par N'Goran, K.D., 2005, *Littératures et « champ symbolique »*. Essai pour une théorie de l'écriture actuelle en Afrique francophone, Université de Cocody/Abidjan, p. 297. [En ligne] Disponible sur < <http://biblioweb.u-cergy.fr/theses/05CERG0236.pdf> > (Consulté le 12 octobre 2011)

¹³² Niangoran-Bouah, G., 'La drummologie, qu'est ce que c'est ?', in *Revue d'anthropologie et de sociologie*. *Kasa bya kasa*, N°1, pp. 50-86 ; Niangoran-Bouah, G., 1986-1987, 'La drummologie et la vision négro-africaine du sacré', in *Cahier des Religions Africaines*, pp. 39-42 et 281-295.

indigènes''. L'apparition de cette classe est liée, pour une part, à l'école. Dès la première décennie du XX^{ème} siècle, en 1905, les établissements scolaires se multiplient. Ouverte à tout le monde, elle concerne en priorité la chefferie. Il s'agit pour l'administration de concilier le respect de la tradition et le souci de mettre en place des individus aptes à comprendre et à faire exécuter les instruments du colon. Ainsi, les fils des chefs sont scolarisés au Sénégal à l' « école des otages » (Désalmand 2006:181). En 1964, elle devient « Ecole des fils de chefs et des interprètes ». Un arrêté encourage ce recrutement en ces termes : « *En principe l'école indigène, celle du premier degré surtout, est largement ouverte à tous les enfants. Mais puisque nos moyens actuels ne nous permettent pas encore d'atteindre la masse et restreignent nos efforts à une minorité, choisissons judicieusement cette minorité. [...]*

Choisissons nos élèves tout d'abord parmi les fils de chefs et de notables, la société est très hiérarchisée. Les classes sociales sont nettement déterminées par l'hérédité et la coutume. C'est sur elle que s'appuie notre autorité dans l'administration de ce pays, c'est avec elle surtout que nous sommes en constant rapport de service. Le prestige qui s'attache à la naissance doit se renforcer du respect que confère le savoir.

Il convient donc tout d'abord d'inviter les classes dirigeantes à profiter les premières de notre enseignement. Aussi la scolarité revêt-elle un caractère obligatoire pour les fils de chefs et de notables, et cette obligation devient un principe essentiel de notre organisation.

Sans vouloir restreindre notre enseignement à une caste privilégiée, il importe néanmoins que les instituteurs et surtout les administrateurs s'efforcent de faire comprendre aux notables indigènes combien l'instruction, si rudimentaire qu'elle soit, sera plus utile à leurs fils, et combien elle facilitera leur tâche en simplifiant leurs rapports avec l'administration. Plus tard, ils useront de leur influence auprès de leurs administrés pour leur faire comprendre les bienfaits de l'instruction et leur faire aimer l'école »¹³³. En même temps qu'il a en charge le recrutement, la scolarisation est un puissant instrument de promotion sociale personnelle¹³⁴. Plus l'individu va loin dans ce système de formation plus l'on augmente ses possibilités d'insertion. L'élite formée est composée de médecins auxiliaires, infirmiers, artisans qualifiés, soldats, adjoints de l'administration et du commerce, etc.¹³⁵

La proximité professionnelle avec le colonisateur suscite très tôt aussi dans cette catégorie sociale scolarisée le sentiment de participer à l'œuvre de progrès des populations locales. Cela permet à ces personnes d'accéder au statut envié et privilégié de « citoyen

¹³³ Arrêté du 1.5.1924, J.O.A.O.F. 1924.

¹³⁴ Ekanza., *L'Afrique au temps des Blancs (1880-1935)*, op. cit., pp. 41-42.

¹³⁵ On les appelle de façon triviale, les « commis ».

français » en lieu et place de celui de « sujet français » c'est-à-dire des individus soumis au code de l'indigénat et à toutes les vexations coloniales. Plus proche dans son monde du Blanc, de la localité que de ses compatriotes africains du village, le "lettré" s'impose autour de lui, d'autant plus qu'il en impose par l'institution dont il est investi, qui est synonyme de réussite sociale. La France s'appuie sur ces auxiliaires entre 1920 et 1960 pour conduire son action. Elle les utilise pour traquer les jeunes esclaves fugitifs. Les jeunes gens requis pour le travail forcé sur les plantations des colons Européens s'en évadent en masse et parviennent, malgré les difficultés, à se soustraire à cet esclavage.

A côté des intellectuels, une autre bourgeoisie apparaît à l'ombre de l'ordre colonial. Elle tire son pouvoir du capitalisme naissant. Elle est essentiellement composée des planteurs qui ont tiré profit de la spéculation des produits de rente tels que le cacao et le café. Ce sont des « *big men* » qui profitent de leurs réseaux de relations sociales, politiques et économiques pour dominer les organisations paysannes comme les Groupements à Vocation Coopératives (GVC) (Sissoko 1994). Ce sont des planteurs originaires de la région cacaoyère. Ces nouveaux riches sont parfois les chefs de villages et de cantons. On trouve également dans cette catégorie la bourgeoisie commerçante. Ils sont parfois descendants des anciens traitants de la traite négrière. Les héritiers des grandes familles détiennent un énorme pouvoir financier tiré de l'économie coloniale. Ils ont les moyens d'accéder à certains biens importés comme les matériaux de construction, tissus, matériels agricoles, etc. Ils ont les moyens d'envoyer leurs enfants en Europe pour faire des études (Coquery-Vidrovitch 1985:339-340).

Les intellectuels détournent le but de l'école : ouvrir les populations ivoiriennes à l'influence française. Il s'agit aussi de former des auxiliaires locaux pour l'action de colonisation et à moindre frais. Les intellectuels se retournent contre l'administration coloniale. Les mouvements de jeunes se mobilisent à côté des travailleurs pour résister à la colonisation. L'union des jeunes se situe dans le courant général qui fait confiance aux élus socialistes ; mais elle exprime ses aspirations anticoloniales d'une manière beaucoup plus directe et radicale. Elle s'attaque avec vigueur à l'administration locale, et très précisément au commandant de cercle. Ce mouvement comprend des associations et mouvements confessionnelles (Jeunesse Agricole Catholique (JAC), Jeunesse Ouvrière Catholique (JOC), Jeunesse Etudiante Catholique (JEC), Jeunesse Universitaire Catholique (JUC) ; Mouvements des Eclaireurs ; des organisations des jeunesses des partis politiques (Jeunesse du Rassemblement Démocratique Africain (JRDA), le Mouvement de la Jeunesse de la S.F.I.O (MJSFIO), le Mouvement de la Jeunesse du BDS (MJBDS), le Groupe d'Etudiants

Communistes (GEC) ; des associations culturelles de spectacles, de danses et chants, de théâtre, le Cercle artistique, le cercle de la jeunesse, etc. ; des organisations syndicales.

L'une des plus puissantes organisations de jeunes est la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (F.E.A.N.F). Elle regroupe les étudiants africains poursuivant leurs études en France et originaires de l'AOF et de l'AEF. Elle comprend 14 sections territoriales correspondants aux organisations d'étudiants africains des territoires suivants : Cameroun, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Bénin, Gabon, Guinée Conakry, Burkina-Faso, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Mali, Tchad et le Togo. En fait, « *Dès sa création en 1950, la F.E.A.N.F opta sans équivoque pour le syndicalisme révolutionnaire, c'est-à-dire, d'une part sur le plan corporatif, la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants africains, d'autre part, sur le plan politique, la lutte aux côtés des peuples africains pour la libération de l'Afrique du joug colonial* » (Traoré S. 1985:19). Après les indépendances, à partir de 1960, la F.E.A.N.F. oriente son activité politique essentiellement vers la lutte contre le néo-colonialisme représenté par les régimes politiques locaux qu'ils soupçonnent d'être à la solde des puissances impérialistes.

En plus, les mouvements associatifs sortent du contexte traditionnel pour revêtir un caractère sportif ou culturel. Leurs activités sont surtout concentrées dans les villes avec une prédominance pour les organisations de jeunes. Ils ont, pour la plupart joué un rôle important dans la mobilisation pour les indépendances (Goerg 1992:20). La composition socio-professionnelle des membres est liée à la nature même de l'association : si les buts visés sont essentiellement culturels (formation, théâtre, etc.), l'audience sera généralement lettrée ; par contre, si les motivations sont plus traditionnelles (organisations de loisirs ou d'entraide), le public se recrutera dans les couches plus larges de la population. Mais le pouvoir colonial se méfie de ces organisations qui, à l'occasion peuvent servir d'instrument de soulèvement. De ce fait, il va lui même susciter la création de certaines d'entre elles. Dans les deux cas de figures, des textes juridiques sont élaborés pour réguler l'activité associative. Le pouvoir est attentif à la poussée anticoloniale qui est en train de se répandre dans toute l'Afrique. Pour lui, la population « indigène » doit être tenue à l'écart de la vie politique. Les organisations « patriotiques » autorisées à partir de 1943 (Les Amis de l'Humanité, Combat, le Groupement d'action républicaine¹³⁶, etc.) sont averties de s'abstenir de tout recrutement et de toute propagande en milieu indigène.

¹³⁶ Il deviendra plus tard le Front National.

D'autre part pour freiner le développement d'une association, les autorités en limite les sources de financement soit en étant tatillons en ce qui concerne les autorisations préalables nécessaires à l'organisation de spectacles, soit en refusant les subventions auxquelles donne théoriquement accès la déclaration officielle. Ceci motivé par des prétextes divers, rend souvent difficile la poursuite des activités et limite par conséquent l'audience d'une association potentiellement dangereuse sans que l'administration ait à jouer le rôle de Cerbère qui n'est plus de mise dans les années 1950. Les mutations, pour raison administrative (les membres étant nommés à l'échelle de l'A.O.F), de membres notoires venaient compléter la panoplie des mesures visant à limiter l'essor d'une croissance.

II.3. Les jeunes dans la Côte d'Ivoire indépendante

Les jeunes tout comme les adultes se regroupent pour constituer des associations, des clubs qui sont des lieux de rencontre et de dialogue. Ces groupes ont une grande diversité quant à leur références territoriales et à leur assise sociale. Tandis que certains de ces mouvements ont une vocation continentale, comme la Ligue Universelle pour la Défense de la Race Noire au Dahomey, d'autres limitent leur audience à une seule région. Ce fut le cas de la West African National Congress de Joseph Casely Hayford qui ne couvre que les seuls territoires anglophones de Gold Coast, Gambie et Sierra Leone. Enfin, d'autres sont le fait de jeunes et des étudiants. Ce sont, entre autre, le Club des Jeunes Sénégalais et le mouvement des Jeunes Gabonais.

Le financement des associations s'effectue par le biais de subventions des services chargés de la jeunesse, des sports et de l'enseignement ; cotisations des membres et éventuellement les bénéfices des soirées organisées par les associations. Les activités et les lieux de réunions sont les églises pour ceux liées à l'église ; chez un membre pour les groupes restreints ; les cours intérieures offrent un lieu suffisamment vaste pour de telles rencontres, donc espaces privilégiés pour les relations sociales. Des lieux comme les centres culturels, les rassemblements liés à l'administrateur-maire (demandes faites sur papier timbré) avec délai bref entre le dépôt de la demande et le retrait. D'autre part, l'on voit le dynamisme effectif des associations et la multiplicité des lieux : les jardins soit municipaux comme celui du château d'eau, soit dépendant de cafés comme le 'Paris' pendant la saison sèche. Un hall, un bar, un cinéma, écoles, etc. peuvent également tenir lieu de site de réunion.

Les organisations qui ont échappé aux mesures de restrictions associatives poursuivent leurs activités en les orientant dans deux sens. Soit elles soutiennent les nouveaux régimes en

place qui tendent à reproduire les pratiques coloniales en matière de gestion de ces organisations soit elles s'en détournent et subissent leurs hostilités. Parfois, certaines d'entre elles sont créées de toutes pièces par l'Etat. Le Mouvement des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (MEECI), né le 5 mars 1969, proche du PDCI adopte les projets élaborés par l'Etat. C'est un organe qui contrôle toute l'activité estudiantine et scolaire ivoirienne. Sous la pression de la rue, il disparaît en 1990 après 21 années de règne sans partage dans les campus et les écoles.

Mais les mouvements qui en sont opposés lui manifestent le rejet de ces principales idées. Le régime du Président Félix Houphouët Boigny se heurte à la gauche ivoirienne. C'est le cas de l'Union Fraternelle des Originaires de Côte d'Ivoire (UFOCI). Avant 1945, il n'existe aucune organisation politique, ni aucune organisation sociale propre aux Ivoiriens si on excepte l'UFOCI fondée vers 1928. On a eu cependant des mouvements spécifiques et très significatifs, notamment parmi les élèves de l'Ecole Primaire Supérieure (EPS) de Bingerville ou ceux de l'école de Dabou, qui sont réprimés avec une extrême brutalité. La plupart des révoltes des années 40 sont le fait des organisations d'étudiants. L'Association des Etudiants de Côte d'Ivoire (AECI) est, à l'origine, le seul lieu où des étudiants s'expriment encore en toute indépendance sur les grandes questions d'actualité (Amondji 1984 :167). En 1928, "l'affaire Daho-Togo" où "l'affaire de la LOCI" place ce mouvement, majoritairement jeune, au cœur d'un événement tragique. Ce disant les lettrés de la « race supérieure », des jeunes de ce mouvement refusaient d'admettre dans leur cercle les autres Ivoiriens de l'Ouest et de l'intérieur qu'ils traitent de « races inférieures », « kangahs », « kouassia ». On les retrouve encore mêlés aux expulsions des Dahoméens vivant en Côte d'Ivoire en 1938 (Dadié 1984:190). Cela traduit une crise entre les aspirations véritables des masses Ivoiriennes et l'orientation de la politique de Félix Houphouët Boigny.

Les étudiants Ivoiriens qui ont été formés en France en militant à la FEANF forment un nid de résistance. L'Union Générale des Etudiants de Côte d'Ivoire (UGECI), l'Union Syndicale des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (USEECI), l'Union Nationale des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (UNEECI), s'attaquent au PDCI. Les bourses d'études de ces membres sont supprimées quand eux-mêmes sont enrôlés parfois de force dans l'armée pour être mis au pas. C'est le cas de l'opposant Laurent Gbagbo et de plusieurs autres étudiants qui séjournent au camp d'Akouédo à Abidjan et à Séguéla (Grébalé 2001:20).

Les événements de "Mai 68" accentuent la pression des jeunes gauchistes sur le régime en place. En effet, la France connaît un mouvement de contestation des jeunes contre l'ordre établi et la société de consommation. Le campus de l'université de Cocody à Abidjan est

traversé par des grèves à répétitions. Se répandant comme une traînée de poudre, les contestations nées du "Mai 68" européen se propagent dans plusieurs capitales africaines comme Dakar (Bathily 1992). Même si certains analystes ou acteurs refusent de voir aux événements de 68 une excroissance du mouvement étudiant européen de l'époque, il n'en demeure pas moins qu'ils interviennent dans un contexte mondial global où les sociétés sont reliées entre elles par le commerce, l'économie, la culture, etc. En plus, les jeunes États africains viennent à peine de rompre le lien colonial d'avec la métropole la France. Il est encore trop tôt pour que les pays africains s'affranchissent de la tutelle du colonisateur. Les jeunes du LOCI participent au mouvement irrédentiste du Sanwi entre 1958-1959 et en 1963.

L'arbre à palabres survit au temps. Il réapparaît dans les institutions modernes dans la Côte d'Ivoire post-indépendante sous la gouvernance du Président Félix Houphouët-Boigny. Comme institution politique traditionnelle se distingue par deux idées fondamentales : le dialogue et la liberté d'expression. Ainsi, les participants ont tous droit à la parole et peuvent exposer en public leurs plaintes et demandes ainsi que celles de leur groupe. Il donne également la possibilité de se faire représenter par un porte-parole. Toutes les catégories sociales ont la possibilité de prendre la parole selon des modalités qui dépendent des sociétés. Sous cet angle, il suggère l'idée de démocratie dans les sociétés africaines. Le Président sud-africain, Nelson Mandela, dans son autobiographie souligne le rôle de ces assemblées traditionnelles dans son parcours politiques « *L'idée que je me ferais plus tard de la notion de commandement, (..), fut profondément influencée par le spectacle du régent et de sa cour. J'ai observé les réunions tribales qui se tenaient régulièrement à la Grande Demeure et elles m'ont beaucoup appris (...). Tous ceux qui voulaient parler le faisaient. C'était la démocratie sous sa forme la plus pure. Il pouvait y avoir des différences hiérarchiques entre ceux qui parlaient, mais chacun était écouté (...). En tant que responsable, j'ai toujours suivi les principes que j'ai vus mis en œuvre par le régent à la Grande Demeure* »¹³⁷.

Selon les propos de l'ancien Président sud-africain, les avantages apportés par l'arbre à palabres dans la gestion de la démocratie sont immenses. C'est un modèle qui a été mobilisé par le Président Félix Houphouët-Boigny dans la gestion des affaires politiques ivoiriennes. En l'adaptant aux réalités de son pays, il invente la méthode du « dialogue à l'ivoirienne ». En fait, « *Le « dialogue » est apparu à l'origine au sein du parti unique comme un moyen de pallier les insuffisances de la communication. Le parti ; étant structuré sur une base ethnique,*

¹³⁷ Le Président Nelson Mandela cité par la revue L'arbre à palabres, N°23, Juin-octobre 2006, p. 4.
[En ligne] Disponible sur : <http://www.enseignantssansfrontieres.org/doc/070225926_Arbreapalabre23.pdf>
(Consulté le 23 novembre 2011)

pouvait difficilement véhiculer les demandes qui transcendaient les intérêts ethniques. Ainsi, au moment de la crise de 1963, le Président ne se contenta pas seulement de recourir à la force, mais organisa des réunions publiques de consultation. Ces réunions, organisées sous le couvert du Conseil national, permettaient en fait de sonder des catégories sociales et politiques hors parti. (...) Il surprit tout le monde à la fois par son ouverture, sa liberté d'expression, sa franchise, et par la profondeur du mécontentement et l'ampleur des critiques qu'il permit de libérer » (Médard 1982:77-78). Le « dialogue à l'ivoirienne » a permis à plusieurs catégories sociales de s'exprimer : les ministres, les syndicats, les employeurs, la communauté libanaise, les cadres, les locataires, les transporteurs, les parents d'étudiants, l'association des femmes ivoiriennes, les clubs sportifs et les militaires. Comme dans l'arbre à palabres, le Président écoutait les critiques et les règlements de comptes avant d'intervenir pour justifier et expliquer sa politique.

Lanciné Sylla présente le « dialogue à l'ivoirienne » comme une adaptation néo-traditionnelle de l'arbre à palabres, et aussi comme une sorte d'états généraux¹³⁸. C'est une forme psycho-dramatique et cathartique de régulation sociale. Pour Médard, le « dialogue à l'ivoirienne » joue le rôle de substitut néo-corporatiste de la démocratie pluraliste. En effet, il compense les faiblesses de la communication politique des régimes comme celui d'Houphouët-Boigny. De plus, il permet de s'adresser directement à des catégories professionnelles en contournant les voies traditionnelles des élections. C'est une forme de « démocratie par le bas ».

II.4. Les mouvements de jeunesse sous la II^{ème} République

La participation des jeunes dans l'espace politique ivoirien emprunte des chemins contrastés. Devant les difficultés endurées pour avoir accès à certains services, ils s'invitent dans la gestion de la chose publique par des stratégies violentes voire brutales. Cette incursion se situe historiquement dans les années 90.

Les événements qui ouvrent la voie à cette génération débutent au campus universitaire de Cocody à Abidjan où, en pleine révision pour les examens de fin d'années les étudiants sont gênés par une coupure d'électricité. Les étudiants protestent violemment pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Dans la nuit du 17 au 18 mai 1991, l'armée investit la cité universitaire de Yopougon et réprime avec une violence le mouvement. Les résultats des enquêtes impartiales incriminent l'armée mais le Président refuse de sanctionner. Dès

¹³⁸ Lanciné Sylla cité par J-F, Médard, 1982, *La régulation socio-politique*, in Y-A., Faure et J-F., Médard., *Etat et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Karthala, p. 79.

lors, la protestation se durcit et s'amplifie avec l'entrée en scène du FPI, des ONG et des syndicats de travailleurs et de plusieurs partis de l'opposition. Les écoliers investissent les rues près de leurs aînés des collèges et des lycées en tenant en mains (et en scandant) des ardoises où l'on peut lire « *Houphouët voleur !* ».

Les événements de Yopougon marquent de façon durable, l'hégémonie de la FESCI dans les cités universitaires. Créée le 13 avril 1990, à l'église Sainte Famille de la Riviera 2, elle est idéologiquement encadrée par les partis de gauche et des organisations (FPI, USD¹³⁹, SYNARES¹⁴⁰, LIDHO¹⁴¹) et protégée par le curé de cette paroisse catholique. Très offensive, la FESCI s'est imposée par son pragmatisme et la violence qu'elle a érigée en instrument de lutte contre les autres syndicats et l'Etat (Akindès 2007). Sa force est du reste traduite par son slogan « *seule la lutte paie* » associée à son emblème qui est un poing fermé et dressé. L'épisode de la première « guerre des machettes » sur les cités universitaires en est la parfaite illustration. Le passage de flambeau à la fin du mandat (1999 à 2001) de Soro Kigbafori Guillaume l'a opposé à son Secrétaire à l'organisation Charles Blé Goudé. Il s'en est suivi de violents affrontements entre les membres des deux clans qui s'affrontaient avec des machettes sur le campus universitaire.

Depuis la réélection de Mian Augustin en décembre 2009, la FESCI est en proie à une deuxième « guerre des machettes ». Elle oppose l'actuel Secrétaire général, Mian Augustin à son ancien deuxième secrétaire national chargé de l'éducation, Zagol Alain Durand. Ce dernier qui était candidat au poste de Secrétaire général se plaint de la volonté de Mian de confisquer le pouvoir en organisant des élections truquées. Pour ce faire, le jour de l'élection de Mian à Abidjan, Zagol organisait à Yamoussoukro un autre congrès à l'issue duquel il a lui aussi été élu. Depuis, on assiste à une situation de bicéphalisme à la tête du syndicat dans la mesure où chaque responsable dénie à l'autre le statut de secrétaire et tente de montrer aux yeux de l'opinion sa légitimité. La rivalité entre les deux clans se manifeste par des affrontements à la machette et d'autres armes blanches dans les lycées et collèges d'Abidjan et à l'intérieur du pays. Contrairement à la première « guerre des machettes », la seconde se passe en dehors des cités universitaires.

La violence s'est déportée dans les lycées et collèges. Cette situation provient de ce que l'espace physique universitaire (les amphithéâtres, résidences, etc.) est contrôlé par les éléments de Mian. D'ailleurs, en décembre 2009, à l'ouverture des candidatures, les étudiants

¹³⁹ Union des Sociaux Démocrates.

¹⁴⁰ Syndicat National de la Recherche et des Enseignants du Supérieur.

¹⁴¹ Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme.

soutenaient le candidat Mian pendant que les élèves (les sections scolaires de la FESCI) se sont rapprochés de Zagol. Les informations recueillies sur le terrain rapportent que, pour contrer la stratégie électorale de son adversaire, Mian a organisé les élections pendant les congés de Noël en sachant bien que les élèves des lycées, collèges et grandes écoles sont absents. Les électeurs, tous étudiants, ont donc voté en faveur de Mian, qui serait en mission commandé par le FPI pour réélire le Président Laurent Gbagbo à la magistrature suprême.

L'une des particularités de cette organisation est sa capacité à convertir ses membres à l'exercice de d'autres fonctions, notamment politiques. Elle fonctionne de ce fait comme une « école de formation politique » d'où sont sortis de nombreux acteurs qui animent la crise du 19 septembre 2002. Lors des élections législatives de 2000, Soro affiche ses ambitions politiques en s'inscrivant comme co-listier de Madame Henriette Dagri Diabaté¹⁴² pour le compte du RDR avant de prendre la tête de la rébellion des FAFN en 2002 pour devenir Premier Ministre en 2007. Eugène Djué, leader de l'UPLTCI, Damanan Pickass¹⁴³, Jean Yves Dibopieu¹⁴⁴, Serges Koffi¹⁴⁵ et Konaté Navigué (Président de la Jeunesse du Front Populaire Ivoirien (JFPI)) se rallient au FPI quant Karamoko Yayoro¹⁴⁶ et Odjé Tiacoré s'allient au RDR et Blé Guirao à l'UDPCI. Doumbia Major, Kouhon Clément¹⁴⁷, Sidiki Konaté¹⁴⁸ et Alphonse Tiorna Soro¹⁴⁹ ont pris parti pour la rébellion.

Dès le déclenchement de la crise de 2002, Charles Blé Goudé lance le mouvement de l'alliance patriotique en zone gouvernementale. Il ouvre la voie à la création de plusieurs organisations dont l'objet est de soutenir le Président de la République et les institutions. La rébellion elle-même s'est enrichie d'un contingent de jeunes sympathisants avec la création de la jeunesse des forces nouvelles dirigée par Konaté Zié. Le jeu d'alliances des partis politiques s'est étendu aux jeunes avec la mise sur pied d'organisations regroupant les jeunes des partis politiques réunies par des liens tactiques ponctuels. C'est le cas de la Jeunesse du Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix (JRHDP¹⁵⁰). Les organisations qui gravitent autour des partis politiques formellement identifiés organisent

¹⁴² Actuellement secrétaire générale du RDR.

¹⁴³ Il est actuellement Conseiller politique du Président du FPI.

¹⁴⁴ Président de la Solidarité Africaine (SOAF).

¹⁴⁵ Président des jeunes de l'UNG il est responsable à la Convention Nationale des Résistants de Côte d'Ivoire (CONARECI).

¹⁴⁶ Actuellement Président des jeunes du RDR.

¹⁴⁷ Ancien membre de la section droit de FESCI de Bouaké, il a suivi Soro Guillaume dans la rébellion de septembre 2002. Il s'est présenté aux législatives de 2011 à Kouibly sous la bannière du RDR.

¹⁴⁸ Anciennement Ministre du Tourisme et de l'artisanat il est depuis le 4 mars 2010 Ministre des infrastructures économiques.

¹⁴⁹ Secrétaire à l'organisation au sein de la FESCI à Korhogo il est actuellement Président de l'Alliance Pour le Changement (APC) une organisation de la société civile proche de la rébellion.

¹⁵⁰ Le RHDP est une alliance politique tactique qui regroupe le PDCI, le RDR, le MFA et l'UDPCI.

également « leurs » jeunesses pour servir leur cause mais surtout celle des partis qu'ils suivent. Ainsi, il existe une « Génération Blé Goudé¹⁵¹ » composée de jeunes qui ont pour leader le premier responsable des jeunes patriotes, un « Mouvement de Soutien aux Actions de Blé Goudé » (MOSABG)¹⁵² et une « jeunesse KB¹⁵³ ».

La participation des jeunes s'est faite par les activités syndicales (sit-in, arrêts et/ou perturbation de cours, etc.), des marches, prises de position, l'enrôlement dans les partis politiques, la rébellion et les mouvements patriotiques (Konaté 2003). Ces modes de participation politique sont mises à contribution par toutes les entités de la galaxie patriotique, notamment les EDR. Dès leur apparition, ces espaces se sont positionnés dans l'espace public par la prééminence du fait politique dans leurs pratiques. La participation des jeunes est encadrée par la force publique.

III. Le cadre légal et juridique des organisations de jeunesse

Le cadre légal et juridique est un ensemble de dispositions conçues par l'Etat pour encadrer les organisations de jeunes. Elles sont relatives à la définition et à l'administration de ces dernières.

III.1. La définition juridique et la structure

Selon la loi N°60-315 du 21 septembre 1960, relative aux associations, « *sont considérées comme associations de Jeunesse ou d'Education populaire les fédérations, unions et associations de base poursuivant des buts non lucratifs. Sont considérées comme associations de Jeunesse celles qui regroupent, en dehors des établissements de tous ordres d'enseignement, au moins vingt membres, garçons et filles, âgés de plus de 16 ans et moins de 35 ans* »¹⁵⁴. L'article premier de ce texte précise que des organisations sont considérées comme telles si elles poursuivent des buts éducatifs. Pour obtenir l'agrément du ministère de la jeunesse, du sport et des loisirs, elles doivent être régulièrement déclarées auprès du ministère de l'intérieur.

¹⁵¹ Soir Info, N° 42206 du 8 septembre 2008. Elle regroupe des jeunes âgés de 18 à 25 ans.

¹⁵² Soir Info, N° 42208 du mercredi 10 septembre 2008.

¹⁵³ KB sont les initiales du nom et prénoms Kakou Brou. Ancien responsable de la sécurité nationale de la FESCI, il exerce encore une forte influence sur le mouvement étudiant. On le dit maître d'un empire financier grâce à l'argent qu'il obtient dans des activités commerciales qu'il mène essentiellement sur le campus appelé 'cité rouge'. Il est dit que ce serait lui qui gère toutes les chambres de la cité universitaire avec l'aide de loubards travaillant pour lui. Il est aussi opérateur économique avec un bar et d'autres réalisations sur la cité. A ce sujet, lire le cahier gratuit qui lui est consacré dans : Fraternité Matin, N° 12123 du mercredi 6 avril 2005.

¹⁵⁴ Journal Officiel du 21 décembre 1972.

L'agrément est l'acte par lequel le ministère accorde sa tutelle à une association. Pour l'obtenir, il faut avoir préalablement accompli la formalité de la déclaration auprès du ministère de l'Intérieur et posséder, conformément à la loi, la capacité juridique. Le dossier de demande d'agrément ministériel comprend : une demande signée du président de l'association, un extrait du procès-verbal de la réunion recommandant l'agrément, 2 exemplaires des statuts, 2 exemplaires des règlements intérieurs et la liste des membres du conseil d'administration avec leur âge, leur titre dans l'association, leur profession et leur adresse.

Les associations de jeunesse ont pour but de réunir en permanence au moins 20 jeunes personnes en vue d'animer en leur faveur un programme d'action extra-scolaire. Elles visent l'insertion sociale, la formation morale, culturelle et civique des jeunes. Elles peuvent accueillir pour la formation et l'encadrement des jeunes des personnes âgées de plus de 35 ans. Ces adultes n'exercent aucune fonction au sein du conseil d'administration et ne participent aux réunions statutaires qu'avec voix consultative. Les associations dites d'éducation populaire ont pour vocation la recherche, le développement et l'exploitation de méthodes et d'institutions propres à favoriser l'accueil, l'épanouissement et la promotion socio-culturelle des collectivités d'enfants, de jeunes ou d'adultes.

Ces organisations sont tenues, pour l'établissement de leurs statuts et règlements intérieurs, de respecter les normes fixées par le décret de 1960 sans préjudice des dispositions de la loi. Elles peuvent être spécialisées ou polyvalentes. Les possibilités d'affiliation à des unions régionales du même genre existent. Les associations exercent dans un département ou dans un secteur géographique restreint où elle définit un programme commun d'action socio-éducative en faveur de ses membres et des groupes informels poursuivant les mêmes buts.

La filiation aux unions régionales est elle aussi réglementée. C'est une association de base ou départementale établie dans les limites d'une région administrative. Elle peut être spécialisée ou polyvalente et doit se limiter à une fédération nationale. Soumise à l'approbation du ministre de la jeunesse, du sport et des loisirs, celle-ci regroupe les unions régionales et est destinée à coordonner les programmes et à apporter toute l'aide pédagogique et matérielle nécessaires aux organismes de même nature qui lui sont affiliés. Les conditions de fonctionnement des fédérations nationales, des unions régionales et des associations de base, ainsi que la composition des collèges électoraux appelés à élire les instances de direction, sont fixées par les statuts des regroupements, dans le respect des dispositions y afférents. L'assemblée générale se prononce sur le rapport financier et moral, le budget prévisionnel, le projet d'activités et les demandes de subventions.

III.2. L'administration

Les pouvoirs de direction sont exercés au sein des associations de jeunesse et d'éducation populaire par un conseil d'administration ou comité directeur dont les membres, au nombre de 6 au moins sont élus pour 2 ans par l'assemblée générale. Un bureau exécutif composé de 4 membres au moins dont un Président, un vice-président, un secrétaire général et un trésorier, élus par l'assemblée générale ou le conseil d'administration au sein de ce dernier est chargé de l'exécution des programmes de l'association. La qualité d'électeur est assujettie à celle préalable de membre adhérent avec une ancienneté de plus de 6 mois au jour de l'élection. Il doit être à jour des cotisations échues et âgé de 18 ans au moins au premier janvier de l'année en cours. La fédération nationale est composée des représentants des unions régionales dont le nombre est déterminé au prorata du nombre des membres actifs. Le président en est élu pour un mandat n'excédant pas 2 ans. L'assemblée générale désigne pour 2 ans un conseil d'administration, composé de 9 membres au moins, dont un président, un vice-président, un secrétaire général, un trésorier, élus par l'assemblée générale où le conseil d'administration au sein de ce dernier est chargé de l'exécution des programmes de l'union générale. La fédération nationale est administrée par un conseil d'administration de 12 membres au moins élus pour 2 ans par le congrès. La fédération est animée par un bureau exécutif composé de 4 membres au moins comprenant aussi un président, un vice-président, un secrétaire général et un trésorier. Le bureau est élu pour 2 ans par le congrès ou par le conseil d'administration.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs nomme par arrêté, auprès de chaque fédération nationale et d'union régionale, un délégué officiel qui participe de plein droit, avec voix consultative, à toutes leurs réunions statutaires. Il est impossible d'être élu au conseil d'administration d'une fédération nationale s'il n'a milité pendant au moins 2 ans dans les organisations de base et régionales. Cette disposition est valable pour l'union régionale. Les fédérations nationales peuvent s'affilier à des organisations internationales de jeunesse ou d'éducation populaire spécialisées avec l'accord du conseil national de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Les délibérations sont consignées dans des registres de procès verbaux côtés et paraphés. Les changements survenus dans l'administration ou la direction, ainsi que toutes modifications apportées aux statuts d'une association subventionnée, sont soumises à l'approbation du ministre de tutelle sous peine du retrait de l'agrément.

III.3. Les ressources

Les associations doivent disposer de ressources propres pour assurer leur fonctionnement général et la mise en œuvre de leurs activités. Ces ressources proviennent des cotisations des adhérents, des produits des fêtes et activités et de subventions. Dans ce contexte, l'aide de l'Etat se résume en un appui technique et matériel et une participation à la formation des cadres. De plus, l'Etat peut attribuer des subventions destinées à favoriser l'organisation des activités socio-éducatives. Toutefois, l'octroi de subventions n'est pas automatique. Il est déterminé chaque année en fonction des demandes présentées par les associations et de leurs activités après vérification de leurs besoins et le contrôle de leur gestion. Les subventions ne constituent qu'un appoint aux ressources propres des associations et ne sont accordées qu'aux groupements reconnus et agréés. Elles sont attribuées sous différentes formes : les subventions de fonctionnement, les subventions de programme et les subventions spéciales.

En plus, les conditions d'octroi d'aides spéciales aux groupements occasionnels ou pour des activités non permanentes seront déterminées par arrêté du ministre de la jeunesse, du sport et des loisirs. Pour être éligibles à l'aide, les associations doivent remplir certaines conditions. Ce sont : disposer de ressources annuelles dont le montant est au moins égal au tiers du budget prévisionnel, disposer d'un fonds de réserve, présenter un programme d'activités satisfaisant, faire preuve de dynamisme en assurant la formation des futurs responsables et avoir satisfait à une inspection au moins dans l'année.

Les bénéficiaires du soutien de l'Etat sont tenus d'utiliser les subventions conformément aux prévisions budgétaires qui ont déterminé leur attribution, sauf dérogation accordée par le ministre de tutelle. Les membres du conseil d'administration de l'association sont personnellement responsables de la bonne gestion des ressources et des biens de l'organisation. Aussi chacune des associations doit tenir quotidiennement une comptabilité deniers, par recettes et par dépenses une comptabilité matières et un registre d'inventaire.

Les associations subventionnées sont soumises au contrôle de l'Etat. Cette opération est menée par toute personne régulièrement mandatée par l'autorité compétente, notamment les inspecteurs de la Jeunesse et des Sports et les inspecteurs des services administratifs. Elles doivent être en mesure de présenter à toute réquisition, les registres comptables et d'inventaire, les procès-verbaux de réunions, les pièces administratives et justifier l'utilisation des subventions. Les associations rendent compte au moins une fois par an de leurs activités au ministère de tutelle. Les demandes de subvention et d'assistance présentées auprès

d'organisations internationales doivent être transmises sous le couvert du ministère de la jeunesse.

Le modèle d'encadrement des associations de jeunes utilisé par l'Etat est un legs colonial. Il s'inscrit dans le sillon tracé par le colon avec sa forme hiérarchisée pyramidale avec une large base. Pour freiner la naissance d'une organisation, on peut lui refuser l'agrément. Pour ceux qui exercent déjà, les autorités peuvent leur limiter les sources de financement en refusant les subventions auxquelles donnent théoriquement accès la déclaration officielle (D'Almeida-Topor 1992:9).

D'autre part, l'écart entre les textes et la réalité est réelle. Sur plusieurs points, les EDR ne les respectent pas ou peu. Aucun d'entre eux n'est déclaré au ministère. Même la « Sorbonne » qui affirme avoir une personnalité juridique n'en a pas. Les archives du journal officiel ne contiennent aucune déclaration de création concernant la « Sorbonne ». Cette légitimité moderne proclamée est fautive. Consciente de la valeur de cet acte, les membres de la « Sorbonne » n'hésitent pas à verser dans le mensonge pour en tirer des bénéfices subsidiaires. Aussi, leur structure est foncièrement différente du modèle avancé par l'Etat. Ils ne répondent pas aux critères de la tutelle. De plus, il est parfois difficile de les catégoriser juridiquement dans la mesure où ils circulent entre plusieurs registres.

IV. Le conflit armé ivoirien du 19 septembre 2002

Les espaces de discussions de rues sont apparus dans un contexte de rupture. Le conflit armé du 19 septembre 2002 correspond à une période particulière. Non seulement elle a donné lieu à l'exacerbation des tensions mais elle a modifié le rapport des Ivoiriens au champ politique.

IV.1. Le déroulement du conflit

Le déroulement peut être compris en deux étapes : l'affrontement entre les belligérants et les négociations en vue de la résolution du conflit. Mais le conflit de septembre est l'aboutissement d'un processus enclenché depuis bien longtemps.

Les tensions larvées qui secouaient parfois la Côte d'Ivoire aboutissent, le 19 septembre 2002 à un conflit militaro-politique. Dès le début de la crise, deux groupes armés s'opposent : d'un côté, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et de l'autre, le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI). Dans le but d'évacuer les ressortissants français et étrangers, l'opération Licorne dirigée par la France établit une « zone de

confiance » entre les insurgés du MPCCI et les forces loyalistes. Les rebelles se retranchent dans le Nord du pays alors que le Sud reste sous le contrôle du gouvernement. Après l'annonce officielle de l'identité des rebelles qui se présentent sous l'appellation de MPCCI le 1^{er} octobre 2002 par l'adjudant Tuo Fozié, deux autres mouvements rebelles s'emparent des villes de Man et de Danané dans l'Ouest du pays¹⁵⁵.

Le conflit est suivi d'affrontements au sein des forces en présence. La guerre des chefs qui débute entre le secrétaire général du MPCCI et Ibrahim Coulibaly¹⁵⁶ le 25 août 2003 a conduit à l'assassinat de plusieurs soldats dont les plus connus sont Kassoum plus connu sous le nom de « Kass »¹⁵⁷ et Traoré Seydou qui se faisait appelé « Imam »¹⁵⁸. La situation n'est également pas calme à Abidjan. Le Lieutenant-colonel Yao Yao Jules Ahoussi est limogé le 29 mars 2003 pour violation du devoir de réserve¹⁵⁹. Il sera suivi par le Général Mathias Doué qui sera lui aussi demis de ses fonctions après l'échec de l'offensive manquée du 4 novembre dans le cadre de l'opération « Dignité »¹⁶⁰. Le 2 janvier 2006, des assaillants non identifiés attaquent le camp militaire d'Akouédo à l'Est d'Abidjan. Le 1^{er} décembre 2005, des individus non identifiés attaquent simultanément le camp de gendarmerie d'Agban à Adjamé et l'escadron commando d'Abobo¹⁶¹. En janvier 2007, le poste de gendarmerie de Noé est pris d'assaut par des individus armés et plusieurs mouvements de contestation sont signalés dans les camps militaires et les rues pour le non paiement des primes de guerre communément appelés « haut les cœurs »¹⁶².

Pendant cette période, plusieurs milices voient le jour en Côte d'Ivoire. L'action militaire de ces milices se limite à certaines zones géographiques. Les plus actives dans la zone gouvernementale sont le Groupement Pour la Paix (GPP) de Charles Groguhet et le Front de Libération Nationale de Côte d'Ivoire (FLN-CI) de Touré Moussa¹⁶³. Une autre milice, moins connue, le Groupement pour la Libération de la Côte d'Ivoire (GLCI) a installé ses bases à Biabou 2 dans la commune populaire d'Abobo à Abidjan. D'autres milices exercent à l'Ouest. Ce sont, entre autres, tous les mouvements de résistance de l'Ouest

¹⁵⁵ Il s'agit du Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et le Mouvement pour la Justice et la Paix (MJP) dirigé par Félix Doh qui sera abattu en avril 2003 par ses pairs.

¹⁵⁶ Ce dernier qui est plus connu sous le sobriquet de « IB » vit hors du pays et affirme qu'il serait le leader naturel de la rébellion.

¹⁵⁷ L'Inter N° 1726 du lundi 9 janvier 2004.

¹⁵⁸ Soir-Info N° 3996 du samedi 29 et dimanche 30 décembre 2007 ; L'Inter N° 2887 du samedi 29 et dimanche 30 décembre 2007.

¹⁵⁹ Fraternité Matin N° 12190 du 28 juin 2005.

¹⁶⁰ L'Inter N° 2040 du 28 janvier 2005.

¹⁶¹ Fraternité Matin N° 12320 du 2 décembre 2005.

¹⁶² Le jour plus N° 0115 du vendredi 14 novembre 2003.

¹⁶³ Touré Moussa, plus connu sous le nom de « Zéguen » est l'ancien chef du GPP.

regroupés au sein du Front de Résistance du Grand-Ouest (FRGO), le Mouvement Ivoirien de Libération de l'Ouest de la Côte d'Ivoire (MILOCI) du Pasteur Gammi, l'AP-Wê de "Colombo", l'Union Patriotique pour la Résistance du Grand Ouest (UPRGO), le Front de Libération du Grand Ouest (FLGO), le FS-LIMA, Le Front de Sécurité du Centre-Ouest (FSCO), la Force de Libération du Peuple (FLP), les Forces Anti-Terroristes (FAT), le Mouvement des Invisibles du 24 septembre (MI-24), le Groupement des Gardiens de la République (GGR), le Groupement des Soldats Patriotes (GSP), les Forces Très Nouvelles (FTN), l'Union des forces d'Auto défense du Sud (UNAS) et les Forces Bénies Invincibles (FBI). Plusieurs malversations sont mises au compte de ces milices. Ainsi, les lundi 23 et mardi 24 juin 2003, les éléments du GPP se sont rendus responsables des violences à l'encontre des populations de Sicobois, bidonville situé dans la commune de Yopougon. Plusieurs jeunes gens et des commerçants sont battus et dépouillés. Les miliciens ont même décrété un couvre-feu dans ce quartier¹⁶⁴. A Biabou, le GLCI sème la terreur par des agressions physiques, des enlèvements et des tentatives de meurtre¹⁶⁵.

IV.2. Les tentatives de résolution

Les résolutions prises par les belligérants pour régler la crise sont traduites dans les faits par des actions de démobilisation et de réinsertion en direction des combattants. Dans le cadre de la consolidation du processus de paix en Côte d'Ivoire, l'Etat de Côte d'Ivoire et la Banque Mondiale ont convenu de la mise en œuvre d'un programme d'urgence, dénommé le Projet d'Assistance Post-Conflict (PAPC). Institutionnellement placé sous la tutelle de la Primature, le PAPC est entièrement financé par un don de l'International Développement Association (IDA) pour un montant de 120 millions de dollars, soit 60 milliards de FCFA et s'étend sur 18 mois en se déclinant en 4 composantes, notamment : la composante "réinsertion économique" des ex-combattants et des jeunes à risque d'un montant de 40 millions de dollars, soit 20 milliards de FCFA ; la composante "appui à la modernisation de l'état civil " d'un montant de 20 millions de dollars, soit 10 milliards de FCFA; la composante "réhabilitation communautaire" d'un montant de 40 millions de dollars, soit 20 milliards de FCFA ; la composante "renforcement institutionnel de l'administration" d'un montant de 20 millions de dollars, soit 10 milliards de FCFA.

Le PAPC vise ainsi à soutenir le processus de paix en Côte d'Ivoire, circonscrit dans le cadre de l'Accord Politique de Ouagadougou (APO) à travers l'appui à la réinsertion socio-professionnelle et économique, à la reconstitution des registres d'état civil, à la réhabilitation

¹⁶⁴ 24 Heures N° 390 du 26 juin 2003.

¹⁶⁵ Fraternité Matin N° 12956 du samedi 19 et du dimanche 20 janvier 2008.

des infrastructures communautaires, au développement institutionnel et à la restauration du capital social. La mise en œuvre du PAPC implique la participation de parties prenantes constituées des agences humanitaires et de développement, des communautés locales, des organisations de la société civile et des collectivités décentralisées (Mairies et Conseils Généraux).

La Côte d'Ivoire a accueilli une mission onusienne d'évaluation du Projet 1000 micro-projets initié par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) en faveur du soutien à la réinsertion des ex-combattants. Composée d'Agences du Système des Nations Unies (SNU), la mission s'est inscrite dans le cadre de la matérialisation du partenariat entre le SNU et le Gouvernement ivoirien dans la réalisation du DDR et de l'évaluation du Projet 1000 micro-projets de l'ONUCI. On assiste également à un début de démantèlement des milices. 300 éléments du GPP sont interpellés à Abidjan au cours d'une opération des FDS¹⁶⁶.

Initié en mars 2008, le Projet 1.000 micro-projets de l'ONUCI couvre l'ensemble du territoire ivoirien et vise à soutenir la réinsertion socio-professionnelle et économique des ex-combattants ayant participé aux affrontements occasionnés par le déclenchement, en septembre 2002, de la crise socio-politique en Côte d'Ivoire. Selon l'évaluation réalisée par la mission onusienne, le Projet 1000 micro-projets de l'ONUCI a contribué à la réinsertion de 1.824 ex-combattants et jeunes à risque, dans les secteurs économiques : de la production (menuiserie, couture, élevage) ; du service (mécanique auto, coiffure, informatique) ; de la distribution (quincaillerie, mini market, boutique).

Les activités génératrices de revenus assurent ainsi aux bénéficiaires du Projet 1.000 micro-projets de l'ONUCI, une nouvelle situation de vie marquée par l'exercice d'une activité professionnelle et l'accès à un revenu non moins négligeable. Toutefois, la mise en œuvre du Projet 1.000 micro-projets connaît des contraintes liées surtout à la limitation de l'enveloppe budgétaire face au nombre important des demandeurs (5.300). Satisfaite de l'expérience du Projet 1000 micro-projets de l'ONUCI, la mission onusienne d'évaluation s'est dite favorable au renforcement de l'enveloppe budgétaire du projet par l'octroi de fonds additionnels nécessaires à la prise en compte de la majorité de la population cible (ex-combattants). Pour le Projet 1000 micro-projets de l'ONUCI, l'enjeu est de parvenir à une réinsertion sociale des ex-combattants, favorable au retour de la paix durable en Côte d'Ivoire.

Il convient de souligner que, à côté de ces actions d'une portée militaire, les négociations politiques se poursuivent entre les belligérants. Elles connaissent des fortunes

¹⁶⁶ Soir Info, N° 4259 du mercredi 12 novembre 2008.

diverses. Les accords de résolution sont différemment appréciés par les acteurs. D'où les difficultés rencontrées dans leur application ce qui réduit sensiblement leur efficacité à régler cette crise.

IV.3. Les conséquences du conflit

Il n'est pas superfétatoire de parler des conséquences du conflit. Les dommages subis par les uns et les autres, à quelque niveau que ce soit influence la dynamique de diffusion des idéologies. Les préjudices subis par les victimes sont des sources de motivations dans des actions collectives, notamment dans le champ politique. La crise a construit deux catégories de déplacés : les déplacés engagés et les déplacés non engagés¹⁶⁷. Cette catégorisation résulte d'un ensemble de facteurs. Les parcours migratoires pour fuir les zones de conflits ont été éprouvants (physiquement, moralement, financièrement, etc.). De plus, les conditions de vie dans les zones contrôlées par le gouvernement sont difficiles. En effet, les formes d'assistance qui leur ont été apportées, les stratégies déployées pour survivre et les bouleversements engendrés (rupture familiale, perte de statut sociale, pauvreté, etc.) du fait du déplacement sont vécus dans la douleur. Cette situation explique le fait que la défense des victimes de guerre a été conduite à la fois par d'anciens syndicalistes et des déplacés frustrés par leurs conditions de vie.

On peut regrouper les dommages subis en quatre catégories. Ils sont économiques, matériels et financiers, moraux, corporels et culturels. Dans le premier cas, la perte d'activités génératrices de revenus comme un emploi (et/ou de la terre, de son cheptel, etc.) est commun à toutes les victimes. Cela s'est accompagné de la perte des biens matériels : meubles, appareils électro-ménagers, engins roulants (voitures, motos, vélos, etc.), vêtements, etc. Selon une enquête de l'ENSEA¹⁶⁸, 26,36% de la population déplacée est composée d'actifs occupés. De celle-ci, 34% exercent dans le commerce contre 30% dans l'administration, 19% dans l'artisanat et 16% dans l'agriculture. 38% d'élèves et 24% de chômeurs et de personnes en quête de premier emploi composent également cette population de personnes déplacées.

Les dommages moraux concernent les traumatismes psychiques et les atteintes à la dignité et à l'honneur. On peut verser dans cette catégorie les viols (avec ou sans rapports incestueux réclamés par les rebelles) et les traitements inhumains rapportés par les victimes aux organisations qui les prennent en charge. La Fédération Nationale des Agoras et

¹⁶⁷ Alobé, SJRK., *'Le déplacé engagé et le déplacé non-engagé, les figures contradictoires de l'expérience du déplacement et du vécu des populations déplacées à Abidjan'*, Université Paris 1, Panthéon Sorbonne, Master de recherche « études africaines », année universitaire 2005-2006, 166 p. [En ligne]

Disponible sur : < <http://www.reseau-terra.eu/article958.html> > (consulté le 11 octobre 2009)

¹⁶⁸ Enquête sur les conditions de vie des personnes déplacées internes et leurs familles d'accueil, ENSEA, 2005.

Parlements de Côte d'Ivoire (FENAVGCI) a enregistré 159 cas de viols déclarés. Même s'il est difficile d'en avoir un compte exact, on peut avancer que la guerre a aussi entraîné un nombre important de pertes en vies humaines.

Aussi, les dommages corporels sont les blessures causées pendant ou après les affrontements. Ils concernent aussi bien les combattants que les populations civiles. La région de l'ouest est celle qui a payé le plus lourd tribut dans cette catégorie.

Enfin, les dommages culturels ont trait à la perte ou la destruction du patrimoine culturel des populations. Les Baoulé ont du mal à aller célébrer la fête de Pâques¹⁶⁹ au village en famille eu égard à l'occupation de leur zone par la rébellion. On assiste donc à la rupture cyclique de rites traditionnels avec en outre la désorganisation de l'institution *Kômian*. Il en est de même pour les autres régions. Au nord, le *Poro* se pratique avec difficultés à cause du nombre réduit de parents vivant hors de la zone et, qui, pour des questions de sécurité refusent de se déplacer. Le manque ou la faiblesse de moyens financiers entame aussi les trajectoires de célébration. On peut citer ici le cas des institutions académiques, scientifiques et socio-culturelles. C'est le cas de l'université de Bouaké et de l'URES de Korhogo, les musées, le lycée Jean Mermoz à Abidjan, etc.

De nombreuses victimes peinent à faire le deuil du déplacement forcé ou de la perte. Et même lorsqu'elles le font le surgissement sporadique (ou permanent) dans leur mémoire des traumatismes les affecte. Cette catégorie de populations a développé des rapports particuliers avec le conflit. Certaines d'entre elles ne pardonnent pas à la rébellion et à ses alliés la situation dans laquelle elles sont plongées. De ce fait, elles sont dans des dispositions mentales et psychiques favorables aux sollicitations du camp présidentiel et à ses idées. Au cours des enquêtes, on s'est rendu compte que certains d'entre eux sont membres actifs des espaces de discussions de rues. Ils sont orateurs, simples animateurs ou sympathisants des agoras et parlements de quartiers. Leur zèle donne la mesure de la haine et de la colère qu'ils ressentent vis-à-vis des rebelles. Les conclusions de Alobé Richmond qui a fait une recherche sur cette question sont assez édifiantes. Les victimes utilisent leurs conditions pour se positionner dans le champ politique en utilisant plusieurs voies dont l'enrôlement dans les espaces de discussions de rues¹⁷⁰. En revanche, une partie des victimes en veut à la fois aux rebelles et au parti au pouvoir parce qu'ils les accusent de collusion dans un projet d'enrichissement personnel.

¹⁶⁹ Ou *Paquinou* selon les Baoulé.

¹⁷⁰ Alobé, *Le déplacé engagé et le déplacé non-engagé, les figures contradictoires de l'expérience du déplacement et du vécu des populations déplacées à Abidjan*, op.cit., 154.

En somme, depuis le 19 septembre 2002, la Côte d'Ivoire connaît une grave crise militaro-politique. Elle a conduit à la partition du pays en deux avec une rébellion qui contrôle toute la partie Nord et une armée loyaliste qui s'est établie au sud. A côté des nombreuses populations qui se sont déplacées du nord vers le sud, on a enregistré de nombreux dégâts matériels et financiers avec des préjudices physiques voire des pertes en vies humaines. Plusieurs idéologies animent cet espace conflictuel. Il est essentiellement traversé par la démocratie, le nationalisme, le socialisme et le capitalisme. Elles sont l'expression des intérêts, des valeurs mais aussi les craintes des acteurs.

Conclusion partielle

L'idéologie politique est un système de valeurs ou de pensées acceptées comme un fait établi ou comme une vérité par un groupe donné. Elle fonctionne comme une réponse aux questions que la nature pose à l'homme. De ce fait, elle est une manière de résoudre l'inquiétude, la peur, l'angoisse, etc. L'idéologie apparaît dès lors comme une bouée sur laquelle sont suspendues des certitudes, des convictions et des croyances. Son caractère social lui permet de se répandre et d'être partagée par une collectivité qui la conçoit comme « la » vérité.

La référence à « la » vérité convoque un mode de pensée, une idéologie particulière qui met l'accent sur un aspect donné d'un phénomène social particulier. Selon que l'idéologie soulève une question singulière et ignore les autres, l'homme qui en est le porteur mobilise des registres différents. Ainsi, est-il possible de faire appel au nationalisme, au communisme, le capitalisme, le libéralisme, l'écologie, etc.

Les EDR sont apparus depuis l'antiquité Gréco-romaine et se retrouvent dans plusieurs nations sous des formes différentes. En Côte d'Ivoire, les mouvements associatifs de jeunes de l'époque coloniale sont essentiellement orientés vers la critique de ce système. L'indépendance s'est distinguée par une reproduction d'un mécanisme d'encadrement de ces espaces qui, lorsqu'ils ne répondent pas aux préoccupations des dirigeants sont réprimés. A partir de 1990, l'on assiste à une incursion importante des jeunes dans l'espace politique. En pénétrant cet environnement, les EDR, notamment les "agoras et parlements" et les "grins" épousent et diffusent les idéologies des partis politiques selon des modalités qui varient d'une catégorie d'espace à une autre.

**DEUXIEME PARTIE : JEUX DES IDEOLOGIES POLITIQUES DANS LES
ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La deuxième partie de cette étude s'attache à faire l'historique des EDR. En Côte d'Ivoire, ils sont apparus pour la plupart après l'éclatement de la « Sorbonne ». Ils se distribuent en 2 groupes. Les « agoras » et « parlements » sont proches du FPI. Par contre, les « grins » manifestent leur attachement au RDR. Ils ne fonctionnent pas de la même façon. Les premiers fonctionnent sur un modèle de type moderne et, les seconds exercent selon un mode de gestion traditionnel.

Ces espaces se sont rangés derrière les partis politiques. Mais c'est lorsque l'actualité politique se durcit qu'on observe leur implication dans le jeu politique. En 2006 et en 2009, plusieurs violences sont apparues à la suite de l'organisation des opérations d'identification et d'enrôlement des populations.

Ce sont des espaces marqués par une population à majorité jeune. Le contact entre la jeunesse et les adultes se traduit par des pratiques de clientélisme. Les premiers reçoivent des dons de la part des seconds. Tout ceci participe de la diffusion des idéologies politiques.

CHAPITRE III : HISTORIQUE ET CARACTERISTIQUES DES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES

Les espaces choisis ont non seulement été créés dans des contextes particuliers mais, ils se distinguent de par leurs modes de fonctionnement. Leur histoire permet de saisir ces différences.

I. Caractéristiques générales des espaces

A côté des traits particuliers identifiés sur place, d'autres, plus généraux structurent les EDR. Ceux-ci modulent leur relation aux partis politiques.

I.1. Des espaces religieux

La naissance de la « Sorbonne » est liée aux mutations religieuses qui ont traversé la Côte d'Ivoire dans les années 1980 (Bahi 2003:2). Dès sa création, elle est prise d'assaut par des pasteurs, des guérisseurs et autres évangélistes qui viennent y faire du prosélytisme. A côté des prêches, ces religieux proposaient des objets qui font la promotion de leur lieu de culte. Mais c'est véritablement à la suite de l'arrestation du prophète Gbahié Koudou Jeannot en 1986 que le religieux s'impose à la « Sorbonne ».

Ces hommes de Dieu regroupaient autour d'eux des personnes qui, à l'occasion, les interrogeaient sur certains aspects auxquels ils faisaient référence. Il arrivait parfois que la recherche des ouailles se transforme en joutes oratoires au cours desquelles les différentes obédiences religieuses se livraient à des confrontations. Le prophète Jérémie raconte à ce propos :

« A l'époque, c'est nous c'est-à-dire ceux qui parlaient de religion qui étaient les plus chauds ici. Chacun défendait sa religion. Parfois on proposait un thème sur la religion et chacun était sensé venir parler à la foule pour défendre son Dieu. Souvent ça chauffait mais on finissait par se calmer ». [J. Septembre 2007]

Sociologiquement, la « Sorbonne » est apparue dans une période marquée par le développement des mouvements culturo-religieux en Côte d'Ivoire. La prégnance du fait religieux dans la société et la tendance de ceux qui en sont les porteurs à occuper des espaces pour créer des lieux de culte, a fait dire à Georges Balandier qu'ils sont les précurseurs des espaces publics en Côte d'Ivoire¹⁷¹. Ce relent messianique se lit aussi au TPCA dans les pratiques des acteurs. On y vend des articles religieux et la plupart des références sont

¹⁷¹ Balandier cité par Dozon (1995:218)

accompagnées de prières. Des hommes de Dieu y pratiquent le prosélytisme. Le secrétaire à l'organisation de la « Sorbonne » témoigne :

« Nous on croit en Dieu. Tout ce qu'on fait ici se passe sous son contrôle. On a un doyen ici qu'on appelle *Amour national*, il est toujours là avec sa bible pour prier pour nous-mêmes quand il pleut ». [LG Septembre 2007]

Mais la présence de Dieu est aussi manifeste dans les « grins ». Ils sont rythmés par la religion musulmane. La saillance de cette caractéristique transparait pendant le mois du *Korité*, le jeûne musulman. Une certaine effervescence se perçoit dans ces espaces. Le « grin » d'Abobo sert de magasin aux nattes qui servent à la prière. En effet, plusieurs nattes jointes sont cousues de sorte à créer de grands tapis pour recevoir les fidèles et elles sont regroupées dans un coin du « grin » et les membres en sont les gardiens qui veillent sur elles. Pendant le *Korité*, tous les « grins » se vident à l'heure de la rupture du jeûne. Les activités reprennent après. Et la pratique des offrandes, l'un des piliers de l'Islam se poursuit tout le long du mois dans ces espaces. On observe une circulation d'offrandes en nature (sucre, lait, bouillie, etc.) et en espèce (argent pour l'achat de sucre) entre les membres eux-mêmes d'une part et entre les membres et leurs proches d'autre part (parents, amis, hommes politiques, etc.). En effet, des assiettes pleines de bouillie et de *wommi*¹⁷² sont apportées par les familles de membres pour partager la ferveur religieuse. On se partage également la viande de bœuf ou de mouton. Les jours de fêtes (Tabaski et Ramadan), on partage ensemble les repas et on reçoit les enfants qui viennent faire le *sérimafori*¹⁷³. Parfois, les prières sont faites en groupe pour éviter les déplacements.

Ces mouvements culturo-religieux surviennent « dans un contexte où l'angoisse, la crainte du surnaturel, le déséquilibre social touchent une société, les associations religieuses deviennent l'antidote de la sorcellerie qui y trouve un terrain de prédilection » (Fetz 1977: 81). Dans la parole prophétique, il y a un « remplissement » par lequel la religion comble un vide et apporte la solution à un problème. Les prophètes s'emparent des tensions qui « travaillent » la société ivoirienne pour se positionner au-devant de la scène sociale (Dozon 1995:216).

¹⁷² Beignets de mil.

¹⁷³ Mot malinké qui signifie demander l'aumône à quelqu'un. Elle est pratiquée par les enfants pour solliciter la générosité des parents et des adultes.

I. 2. Des espaces commerciaux

Le commerce est, depuis la création de la « Sorbonne », l'une des activités principales de cet espace. L'informel alimentaire est représenté par de nombreuses femmes qui exercent dans la restauration. A la pause, entre midi et deux, des fonctionnaires et d'autres travailleurs du privé viennent prendre le déjeuner dans les maquis qui se sont installés à la « Sorbonne ». Des mets locaux sont proposés aux consommateurs à des prix adaptés à toutes les bourses.

La crise économique de 1980 a entraîné une prolifération de maquis dont Kouakou N'Guessan François s'interrogeait pour savoir s'ils étaient des espaces de conscientisation ou de restauration (Kouakou 1982:127). Les difficultés de restauration se sont accentuées dans le District d'Abidjan après la dévaluation du FCFA et l'augmentation de la pauvreté. Les revenus des Abidjanais se sont sérieusement dégradés et les salaires qui stagnent depuis longtemps ne parviennent pas à suivre le cours des denrées de première nécessité en nette hausse. D'où l'attrait que la « Sorbonne » exerce sur les personnes qui fréquentent la commune du Plateau à l'heure du déjeuner.

En plus de la restauration, la « Sorbonne » accueille des marchands ambulants, des vendeurs et vendeuses d'eau, de cigarettes, etc. On y commercialise également des médicaments. L'achat de médicaments est la solution donnée à tous les démunis qui ne peuvent avoir accès aux médicaments dans une officine agréée par l'ordre des pharmaciens de Côte d'Ivoire. La « Sorbonne » nourrit donc l'automédication qui est d'ailleurs pratiquée par la population abidjanaise à 45 % (BNETD 2005:44). Le TPCA est aussi un vaste marché qui, comme la « Sorbonne » accueille dès son ouverture de nombreux opérateurs économiques qui exercent dans l'informel des NTIC (vente de CD et de DVD piratés, téléphones portables et accessoires, montres, etc.), alimentaire (vente de mets, bananes braisés, aloco, bouillies, etc.), vestimentaire (tee-shirts, pantalons, slips, etc.), pharmaceutiques (médicaments chinois, médicaments prohibés, préservatifs et lubrifiants, etc.), etc.

Comme à la « Sorbonne », les commerçants paient des taxes journalières qui sont levées par les responsables. De plus, l'espace du TPCA est loué à des organisations de la galaxie patriotique, d'autres organisations ou des particuliers pour l'organisation de cérémonies de veillées mortuaires, meetings, mariages, publicités, etc.

Dans les « grins », l'activité commerciale se fait de manière plus discrète mais il n'en demeure pas moins qu'elle existe. La journée, des vendeuses viennent leur proposer des marchandises telles que des arachides, des fruits, des jus locaux (gnanmakoudji¹⁷⁴, bissap¹⁷⁵,

¹⁷⁴ Jus de gingembre.

¹⁷⁵ Jus fait de fruits locaux.

citron), etc. Des vendeurs de choukouya leur proposent du méchoui de viande. Certains de ces opérateurs sont des fournisseurs de ces espaces qui fonctionnent comme des clients fidélisés. A côté de ceux-là, des boutiquiers qui sont situés dans les mêmes quartiers qu'eux, leur vendent du sucre, du thé, des bonbons et de la cigarette pour les fumeurs. A partir de là, on peut avancer, en termes économiques, que le « grin » développe des externalités positives dans la mesure où il facilite la création d'unités commerciales dans leur environnement.

Mais, on observe des transactions économiques à l'intérieur des « grins ». Les relations de fraternité sont exploitées à des fins commerciales. Certains d'entre eux proposent aux autres des marchandises diverses à acheter en plusieurs mensualités. A Korhogo, plusieurs motos et vélos sont vendus par un membre qui est vendeur dans un magasin d'articles. Des parents, amis et autres connaissances écoulent aussi leurs produits en passant par des membres qui jouent le rôle de commerciaux chargés de la mise en relation d'affaires. Les facilités proposées sont un des facteurs de la vitalité de ces réseaux commerciaux assis sur des réseaux sociaux. Les liens de confiance basés sur l'amitié, la fraternité et aussi sur la religion servent de gage. Nul n'est besoin de signer un contrat écrit pour souscrire à une affaire ou approvisionner un réseau de vente de produits. Les transactions sont le fait d'acteurs qui se soustraient des règles de l'économie moderne. On peut même y bénéficier de prêts.

I.3. Des espaces de critiques

Le vieil homme déguenillé qui est considéré comme le « père »¹⁷⁶ de la « Sorbonne » haranguait les foules en traitant tous les sujets¹⁷⁷. Presque tous les thèmes étaient débattus par cet homme. A sa manière, il parlait du sous-développement, de la démocratie, de la peine de mort, de la dévaluation, du mariage, de l'esclavage, etc. Il portait un regard critique sur tous les sujets et ne manquait pas de tancer, à l'occasion les autorités administratives et politiques.

La ligne de travail tracée par "Philo", la première figure de la « Sorbonne » n'a pas été modifiée par ceux qui lui ont succédé. La « Sorbonne » et le TPCA se sont fixé des objectifs qu'un ancien membre de la « Sorbonne » expose en ces termes¹⁷⁸:

«Nos objectifs sont contenus dans nos textes. La Sorbonne a été créée pour lutter contre le SIDA et les feux de brousse. Nous sommes là aussi pour lutter contre la pauvreté et l'insalubrité. Vous avez sans doute remarqué qu'il y a beaucoup de vendeurs de médicaments

¹⁷⁶ Il s'appelait Ernesto Kouadio. Il serait allé en France pour faire des études de philosophie à la Sorbonne à Paris. Revenu en Côte d'Ivoire, il n'a pas réussi à avoir un emploi parce qu'on le soupçonnait d'être un malade mental. Il est décédé en juillet 1990.

¹⁷⁷ Silué, N.O., 2008, *Diffusion des idéologies politiques dans les espaces de discussions de rues ivoiriens après le 19 septembre 2002 : le cas de la Sorbonne*, Mémoire de DEA, Abidjan : Université de Bouaké, p. 60.

¹⁷⁸ Ibidem., p. 60.

et d'autres produits africains, des tradipraticiens. C'est simple. Nous faisons la promotion des scientifiques ivoiriens et même africains. On développe la médecine du pays. Notre médecine soigne peut-être mieux que les autres. Mais on veille à ce que tout se passe bien donc quand c'est mal fait on les ramène à l'ordre ». [K. Novembre 2007]

Pour ses fondateurs, la « Sorbonne » n'appartient à personne. Elle est indépendante et se donne le droit de veiller au respect de la liberté d'expression par le régime en place quel qu'il soit. Son Président la décrit en ces mots :

« Nous observons les dirigeants. Nous observons les responsables, le peuple. Tout le monde. On attire l'attention quand ça ne va pas et on ramène à l'ordre aussi. On est au-dessus de tous les autres qui regardent sans rien dire. Nous sommes les seuls à nous prononcer sans crainte sur tous les sujets. C'est ça la force de la Sorbonne. Nous sommes une sorte de gardien qui veille sur la Côte d'Ivoire ». [D. Septembre 2006]

Les « grins » aussi s'investissent dans la critique. Ils dénoncent les pratiques de gestion du pouvoir en place. Un Kôrô de Korhogo le dit :

« Nous on est là pour dénoncer ce que les gens du pouvoir font. Tu vois ils aiment tellement l'argent qu'ils ont tué les enfants de gens au terrain. Les gens sont venus y a pas place dans stade Félix Houphouët Boigny mais on les a fait rentrer. Tu as vu le résultat. Déchets toxiques aussi, même chose, ils s'en vont payer poison pour venir nous tuer et en plus les blancs leur donnent l'argent pour les encourager à nous tuer encore. Quand on parle on dit on est rebelle ». [K. Novembre 2009]

La perspective critique transparait dans le projet de constitution d'association du Rassemblement Des Grins de Côte d'Ivoire (RDG). Il affirme que *« Le Rassemblement des Grins de Côte d'Ivoire (R.G.C.I) est une Organisation Non Gouvernementale qui regroupe toutes les couches sociales. Il s'articule autour des Grins qui sont des espaces d'échanges et de débats démocratiques sur les problèmes de notre société. (...) Enfin nous avons compris que unis et conscients de notre force de décision, nous pouvons devenir une force incontournable dans ce pays où les autorités ne pourront gouverner sans demander nous consulter ».* Comme les « agoras » et « parlements », les « grins » revendiquent une autonomie vis-à-vis du politique.

On le voit, de part et d'autre, chaque espace revendique le statut d'objecteur de conscience. Les modalités et les objectifs changent mais le but est le même, dénoncer les faiblesses et les tares de l'autre pour le disqualifier.

II. Présentation des espaces de discussions de rues étudiés

L'évolution des EDR est liée aux mutations socio-politiques des quartiers dans lesquelles ils ont été créés. De plus, chaque espace est tributaire du contexte social (quartier) du contexte où il exerce ses activités.

II.1. Les caractéristiques

II.1.1. La Sorbonne

C'est dans la commune du Plateau que se trouve la « Sorbonne ». Elle occupe le site en réfection de l'immeuble « les soixante logements », bâtiment du patrimoine de l'Etat qui a été cédé à l'organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).

L'histoire de la « Sorbonne » remonte au début des années 80. Elle est liée à celle d'un vieil homme. Au jardin public, ce dernier « donnait des cours de philosophie » à une foule qui se formait autour de lui pour l'écouter. Ses interventions critiquaient la vie économique, sociale, politique et culturelle des Africains et de la Côte d'Ivoire. Il a été arrêté plusieurs fois pour acte de subversion par la police.

Après le vieux « *Philo* », d'autres personnes viendront prendre le relais pour ouvrir les débats sur l'actualité politique. Les critiques se tournent vers la crise financière des années 80, la gestion des deniers publics par le régime en place et d'autres sujets d'actualité. Les activités commerciales (restauration, habillement, vendeurs à la criée, etc.) font leur apparition. Mais c'est véritablement après l'arrestation et l'emprisonnement du prophète Koudou Jeannot en 1986 que la « Sorbonne » forge sa réputation d'espace de critique de la société. Cet homme avait réussi à mobiliser autour de lui un nombre important d'adeptes à qui il dispensait des enseignements jugés séditionnaires par le régime en place.

Après sa mise en résidence surveillée à l'école de gendarmerie, ses sympathisants se mobilisent et distribuent un peu partout des tracts où on peut lire « *Celui grâce à qui tous les citoyens, cadres, élèves, étudiants, ouvriers, sans emplois, peuvent désormais se rendre dans leur village natal sans aucune crainte de sorcellerie* » (Dozon 1995:180). Cet événement signe l'entrée en force des guérisseurs, prophètes et pasteurs à la « Sorbonne ». Mais c'est véritablement en 1990 que la politique capte toutes les autres activités.

Localisée au cœur du District d'Abidjan, la commune du Plateau couvre un espace de 394 ha communément appelé « langue de terre » du fait du front lagunaire (ébrié) qui entoure ses flancs Est (baie de Cocody) et Ouest (baie du Banco). Après avoir abrité l'administration coloniale en 1934, le Plateau est devenu avec les changements socio-culturels et politiques, le centre de la vie politique, économique et sociale de la Côte d'Ivoire.

La commune du Plateau compte 18.441 habitants et se distingue par son architecture et ses activités. Les nombreux buildings abritent les bureaux des ministères, les directions centrales et générales, les banques, les délégations diplomatiques, les agences et les galeries commerciales. La commune accueille, selon le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), plus de la moitié de la population abidjanaise (Le District d'Abidjan. 2001). Le Plateau se caractérise par une inexistence quasi-totale de possibilité d'extension parce que la recherche de logements reconvertis en bureaux ou remplacés par des immeubles spécialisés a pour effet de concentrer la population en des lieux spécifiques (BNETD 2005).

II.1.2. Le Tout Puissant Congrès d'Abobo

Le Tout Puissant Congrès d'Abobo (TPCA) est l'un des nombreux espaces qui ont été créés au lendemain de la crise du 19 septembre 2002. Aux dires de ses membres fondateurs, cette organisation est née pour défendre les institutions de la République et le Président Laurent Gbagbo.

Le TPCA est situé à Abobo avocatier, dans le village de N'Guessankoi, non loin du dépôt 9 de la Société de Transport Abidjanaise (SOTRA), sur l'axe qui relie le District d'Abidjan à la commune d'Anyama. L'espace se trouve, par la voie venant d'Abidjan, à gauche d'un carrefour communément appelé "*carrefour pompe*" du fait de l'existence d'une pompe à eau à cet endroit. Il partage son espace avec une petite unité de commercialisation de bois.

En janvier 2003, débutent les activités de cet espace qui s'identifie par le nom de « Congrès d'Abobo ». Six mois plus tard, il change de nom en ajoutant au premier un substantif qui traduit l'efficacité des grandes démonstrations de force "Le tout puissant". Il devient donc, « Le Tout Puissant Congrès d'Abobo ». Trois raisons essentielles ont motivé ce changement de nom.

D'abord, l'espace s'étend sur une vaste superficie qui, les jours ordinaires, accueille une population qui oscille entre 3.000 et 4.000 personnes¹⁷⁹. Ensuite, Les jours fériés et non ouvrables (samedi et dimanche), ce sont plus de 6.000 personnes qui visitent l'espace. Cette foule peut passer à 10.000 individus lorsqu'un invité de grand calibre est sollicité (homme politique et leaders de la galaxie patriotique). Cette population fait du TPCA un parlement doté d'une grande capacité de mobilisation. C'est du reste, pendant les événements de

¹⁷⁹ Enquête de terrain, 2007, 2008, 2009. Le dénombrement des personnes s'effectue en calculant le nombre de personnes assises sur les bancs. Celui-ci est ajouté à celui de celles qui assistent en position debout aux activités. Ce nombre est calculé avec une marge de plus ou moins 10%.

novembre 2004 que cet espace s'est taillé sa réputation de *'tout puissant'*. Enfin, non seulement il a réagi le premier au message de mobilisation de Charles Blé Goudé invitant les patriotes à sortir pour protéger les sites stratégiques du District d'Abidjan mais il a également fourni à ce mouvement le plus gros contingent de manifestants.

II.1.3. Le grin d'Abobo

L'ex "Maquis Ravin", devenu "Diamantin" à couvert de son aura, une petite zone du quartier Abobo Sagbè couramment appelé "Abobo derrière rails". Il se confond avec une petite gargote où une femme d'un certain âge vend des mets pour le déjeuner et le dîner. Il est coincé sur son flanc gauche par une baraque de fortune qui sert d'atelier de coiffure à l'un des membres. Il jouxte un pan de la clôture d'une habitation qui est, en réalité la concession des parents de l'un des acteurs de cet espace.

A l'origine, de jeunes gens se rassemblaient face à la clôture pour échanger entre eux. Tous les jours, ils se réunissaient à cet endroit et consommaient du thé. Ils se retiraient de temps à autre pour faire les courses des parents ou des aînés du quartier.

Au fil du temps, le *'yôrô'*¹⁸⁰ comme ils l'appellent s'est agrandi avec l'arrivée de nouvelles personnes. En effet, du fait de déménagement, ils ont été rejoints par des jeunes qui ont intégré le groupe parce qu'ils habitent le même quartier, jouent au football ensemble et participent aux *comités*¹⁸¹.

Outre la participation aux compétitions sportives et aux débats, ils s'adonnent à des jeux de société (cartes notamment) en écoutant de la musique reggae en fond sonore. Ce sont les chansons du reggae roots (Gladiators, Steele Pulse, Burning Spear), Alpha Blondy, Tiken Jah, etc. Le coupé-décalé est également apprécié des membres.

II.1.4. Le grin d'Adjamé

Le grin de la commune d'Adjamé se situe à la rue Djolème¹⁸² au quartier Marie-Thérèse non loin du 17^{ème} arrondissement. Le nom du quartier est lié à celui de la maternité qui reçoit les parturientes et les autres malades du quartier. Plus précisément, la rue fait face à la société Edipresse et à l'établissement ISTC-IMST près du bureau de la poste. En réalité, la signalétique officielle matérialisée par une pancarte la nomme "Rue Hadja Massiata Konaté".

¹⁸⁰ Yôrô signifie en langue malinké endroit, zone ou secteur.

¹⁸¹ Les comités sont des tournois de football organisés pendant les grandes vacances par des adultes pour occuper les jeunes. Ils mettent en compétition des quartiers différents.

¹⁸² Djolème est un mot sénoufo qui signifie les paroles anciennes

Le "QG" ou quartier général renvoie au pan de mur de la société La Carterie qui accueille les membres de ce « grin ». A ces débuts, il était un lieu où de jeunes élèves du quartier se réunissaient pour discuter et jouer aux cartes. Ils étaient rejoints par des élèves en vacances venus passer quelques temps avec les parents. Après l'obtention du Baccalauréat, ils se sont tous retrouvés à Abidjan. Ils continuent de se voir les soirs pour deviser au "QG".

II.1.5. Le grin la "mafia" du quartier Soba à Korhogo

L'histoire de cet espace est liée à celle de jeunes du quartier Soba. Née en 1993, il est situé près d'une mosquée non loin de la tombe du patriarche Péléforo Gbon Coulibaly dans le quartier Nanguindala¹⁸³. Il est l'un des rares espaces de ce quartier qui a traversé le temps dans la mesure où tous ses membres fondateurs, devenus adultes aujourd'hui sont accompagnés par une nouvelle génération qui, en son absence entretient l'espace. En effet, ils sont presque tous travailleurs.

La particularité de cet espace est qu'il est composé de nombreux arrière-petits-enfants de Gbon Coulibaly. C'est avec leurs amis qu'ils se sont associés pour créer le « grin ». Le nom "Mafia" vient de ce que la plupart d'entre eux apprécient les films qui mettent en scène les grand bandits de la mafia italienne. La fascination ressentie pour ces personnages de mauvaise vie découle de ce qu'eux-mêmes s'adonnent à des pratiques peu recommandables dans leur vie de tous les jours. Même s'il est vrai qu'ils ne commentent pas les crimes de leurs héros, il n'en demeure pas moins qu'ils estiment être des maîtres habiles et rusés dans l'art de l'intrigue. Leur habileté à se sortir d'affaires embarrassantes les rapproche davantage de leurs héros. Tout comme les autres « grins », les animateurs de "la mafia" écoutent la musique reggae et le coupé-décalé en consommant du thé et de la viande accompagnés parfois d'arachides et de fruits (mangues, oranges, papayes, etc.).

II.1.6. Le grin la "plage" du quartier Soba à Korhogo

Le nom de cet espace est assez intrigant dans la mesure où la ville de Korhogo ne possède pas de plan lagunaire. Alors d'où vient le nom "plage" ? En fait, contrairement à ce qu'auraient pensé certaines personnes, la "plage" fait référence à un tas de briques disposées en dessous d'un grand arbre de manguier dont les feuilles produisent un ombrage et une douce fraîcheur semblable à la brise de la mer qui caresse le corps. La fraîcheur de l'arbre et l'ombre qui mettent à l'abri de la chaleur et du soleil ont valu à ce petit coin situé en bordure de route

¹⁸³ Mot composé du nom du chef Nanguin et du suffixe "dala" qui signifie maison, localité. Nanguindala signifie donc la cité, le quartier de Nanguin.

devant la cour familiale d'un membre de ce « grin » le nom de "plage" et tous ceux qui y vont sont des "plagistes".

Mais, en réalité, cet espace créé en 1992 est animé par de jeunes gens qui, à une certaine époque, autour des années 90 appartenaient au groupe appelé les "Débaross". Ce groupe est apparu à la faveur d'une fièvre générale d'instinct grégaire qui amenait les jeunes des quartiers à se regrouper dans des bandes. Même si certains d'entre eux s'apparentaient à des gangs animés de bandits commettant des crimes, la plupart étaient de simples regroupements de personnes d'une même génération pour réaliser des activités socio-culturelles (soirées dansantes, anniversaires, équipes de football de quartier, recrutements pour des activités génératrices de revenus pendant les vacances scolaires, etc.) et parfois politiques (mobilisation pour les meetings, campagnes électorales, etc.).

Les rassemblements s'effectuaient par catégories d'âge de sorte que dans le même quartier on avait des groupes de jeunes dont l'âge oscillait entre 15 et 20 ans et les plus âgés qui avaient entre 25 et 30 ans. Les "grands frères" se retrouvaient entre eux pendant que les cadets en faisaient autant ailleurs. Mais les groupes étaient fortement liés parce que les aînés veillaient sur les plus jeunes. Lors des bagarres de groupes qui étaient fréquentes pendant ce qu'on a appelé les "Soirées", les "petits frères" en difficultés faisaient appel aux "grands frères" qui n'hésitaient pas à défendre leurs cadets avec une rare violence.

Ce sont les avatars de cette pratique de groupes qui se sont réinventés à la "plage". Les mêmes acteurs se sont retrouvés sur des briques en respectant la même hiérarchie sociale. Cet espace est animé par les cadets sociaux qui ont aujourd'hui entre 28 et 36 ans.

III. Organisation et fonctionnement des espaces

Les « grins », le TPCA et la « Sorbonne » ne fonctionnent pas de la même manière. De plus leur organisation est différente. Si les premiers (les « grins ») s'appuient sur l'organisation sociale de leur quartier, les seconds (le TPCA et la « Sorbonne ») calquent leur organisation sur un modèle de type moderne.

III.1. Organisation et fonctionnement des grins

Les quatre « grins » sont organisés sur le même modèle et fonctionnent sur la base d'une éducation de type traditionnelle.

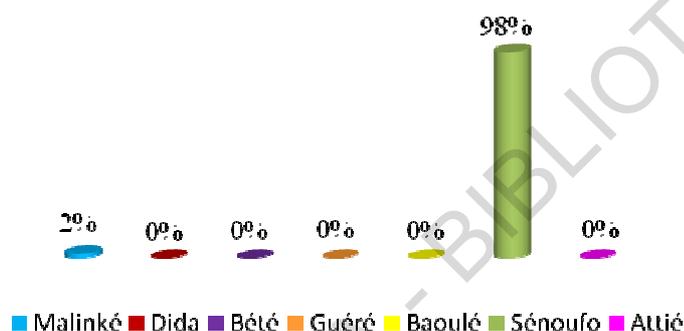
III.1.1. Organisation

Le "grin" se résume à quelques bancs et des chaises disposées en forme rectangulaire ou circulaire. Quelques tabourets viennent compléter ces sièges.

Deux ou plusieurs théières, un brasero, un éventail de fortune (en vieux morceaux de planche ou de papier ou même une assiette), des verres (un grand et trois ou quatre petits), du sucre en poudre et de l'eau constituent le matériel de préparation du thé. La conservation de ce matériel relève de la responsabilité du membre le plus proche géographiquement du « grin ». En revanche, la préparation du thé incombe aux plus jeunes.

Les « grins » de Korhogo sont majoritairement Senoufo. En effet, les « grins » évoluent dans une sorte de continuum social qui reproduit les rapports sociaux familiaux. Dans une zone comme Korhogo où les populations sont à majorité Sénoufo et que la formation des espaces se fait sur la base de relations de voisinage, la probabilité de rassembler un espace à majorité issu des groupes ethniques du Nord est très forte. Du reste, les enquêtes révèlent que, à Korhogo, 98% des membres des « grins » sont Senoufo et 2% Malinké.

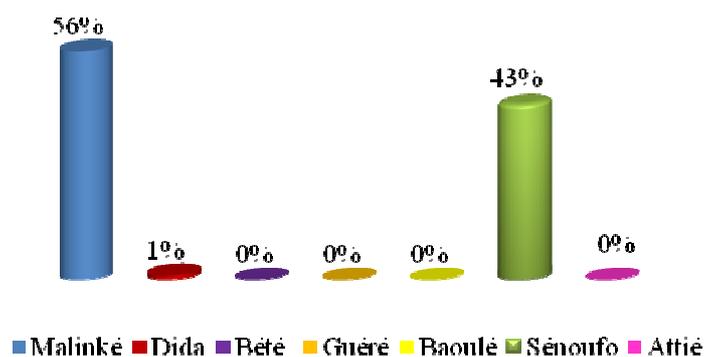
Figure 1 : Ethnies des membres des « grins » de Korhogo



Source : enquête, septembre 2009

Par contre, ceux d'Adjamé et d'Abobo sont composés pour une large part de 25% de malinké, de 70% de Senoufo et seulement 5% des autres groupes. On y dénombre une faible proportion des autres groupes ethniques.

Figure 2 : ethnies des membres des « grins » d'Abidjan



Les « grins » d'Abidjan sont majoritairement fréquentés par des populations du Nord à cause de l'histoire de ces espaces qui se retrouvent pour une grande part dans les aires culturelles nordistes. Le « grin » s'est érigé en institution de sorte que de façon spontanée, les individus de sexe masculin se regroupent dès l'adolescence pour partager leurs idées sur des sujets variés. Autour de 17 ans, ces jeunes hommes se retrouvent à quelques encablures du domicile familial d'un des leurs pour aborder des débats moins légers comme la religion, les difficultés financières de leurs parents, les problèmes affectifs des premières aventures amoureuses, etc. Un membre de la "Plage" raconte à ce propos :

« Au début, on a commencé à se retrouver entre amis pour aller à l'école primaire. A l'école Soba¹⁸⁴ près de la sous-préfecture. Les plus courageux ont eu l'entrée en 6^{ème} et ils sont allés au collège mais on continuait de se voir et on a commencé le "grin", mais à notre temps on n'appelait pas ça "grin". On se rencontrait et puis on faisait nos choses de soirées, de show¹⁸⁵, on se battait et puis on gérait les gos¹⁸⁶ aussi. Quand on est devenu plus grand on gérait le coin » [G. 18 août 2009]

Le "kôrô" est la plus haute personnalité du « grin ». Ce terme signifie en malainké le plus âgé, l'aîné. Il est donc l'aîné du groupe et, en plus de son âge, il est très respecté. Un cadet fait le portrait du kôrô en ces termes « *Il est l'incarnation de la sagesse. Il a un comportement exemplaire au plan de la morale. C'est un exemple de conduite que tout le monde estime* ». [K. 8 septembre 2008].

Personnalité centrale du groupe, sa parole est sans recours. Lorsqu'il se prononce sur un sujet, nul ne doit contester son verdict. Qu'il ait tort ou raison, son point de vue ne doit souffrir d'aucune remise en question. Parfois ce sont des cadets qui se réunissent pour solliciter une personne plus âgée pour jouer le rôle de kôrô comme le confirme celui de la "Mafia" :

« A l'époque, ce sont eux qui sont venus me voir. Ils m'ont dit que je suis sérieux et qu'ils voulaient que je sois leur kôrô. En ce moment, j'étais élève en classe de 1^{ère}. Donc j'ai accepté et on est ensemble ils me respectent et puis on est dedans y a pas de problème ». [S-P. 11 septembre 2009].

¹⁸⁴ Ecole primaire qui a conservé le nom du quartier dans lequel il se situe.

¹⁸⁵ Faire le show : faire la fête.

¹⁸⁶ Mot Nouchi qui désigne la jeune fille, femme dans le sens de petite amie ou une amoureuse. Par extension il désigne la femme. Gérer les gos signifie s'intéresser aux jeunes filles, coucher avec elles également.

Appelé ‘‘fils’’ ou ‘‘petit’’ selon les « grins », le benjamin de la communauté prépare le thé. A la cuisson, c’est lui qui sert tous les autres. Il est souvent aidé par les membres de la même tranche d’âge que lui. Au moment où l’un se charge de faire cuire le thé, l’autre va acheter du sucre, du thé, des cigarettes et de l’arachide.

A Adjamé et à Korhogo l’achat du thé est l’affaire de tous. De façon spontanée, chacun peut fournir du thé, du sucre et d’autres choses au « grin ». Mais à Abobo, il y a des « bailleurs » qui sont identifiés. En général, ils sont parmi les plus âgés du groupe et ont des ressources financières supérieures aux autres. Ils sont très proches du *kôrô*. D’où la tendance des autres à leur vouer le même respect que celui accordé au *kôrô*.

Dans certains cas, le « bailleur » est une personne extérieure au groupe. Ce sont le plus souvent des amis de passage, des parents ou même des leaders politiques (président de jeunesse du RDR ou d’autres membres du parti).

Ces rôles ne sont pas formellement systématisés dans un document écrit. Mais, ils se sont fixés avec le temps et le non respect de cette organisation entraîne des sanctions. Ils partent du paiement d’une amende à des corvées et peuvent déboucher au bannissement. Dans un espace qui baigne dans la tradition, le paiement d’une amende est très souvent symbolique. L’amende peut se résumer à l’achat de thé, de ballon ou de cigarettes. A ce sujet, N. explique :

« Pour avoir tenté d’infliger une amende au kôrô à cause d’une absence non justifiée, un membre s’est vu en train d’acheter lui-même deux ballons pour non respect du droit d’aînesse. Le doyen c’est toujours le doyen. On peut pas le sanctionner ». [8 septembre 2008].

Un an, plus tard, en rencontrant les « grins » de Korhogo, les formes de sanctions sont les mêmes avec cette fois-ci l’incursion d’animaux qui entrent dans le registre de sacrifice. Un membre du « grin » la ‘‘Mafia’’ qui a reçu une amende explique sa mésaventure :

« Un jour on discutait de l’école et puis le kôrô a dit que les rebelles on raison de frapper les professeurs qui font grève à Korhogo. Moi je n’étais pas d’accord et quand on parlait j’ai un peu crié sur lui parce que moi mon sang est un peu chaud¹⁸⁷. Donc les gens on dit de parler doucement et j’ai refusé et puis j’ai parlé. Le lendemain on m’a appelé et on m’a fait asseoir et puis on n’a dit que j’ai fauté¹⁸⁸. Moi-même je savais que j’avais déconné¹⁸⁹. Donc c’est une

¹⁸⁷ Il est de nature colérique, se met facilement en colère.

¹⁸⁸ Commettre une faute, une erreur.

¹⁸⁹ Commettre une erreur.

poule que j'ai donné. Une poule blanche même. Mais on a mangé ça ensemble dèh¹⁹⁰, comment ça ? On a fini le palabre dans un petit show¹⁹¹ ». [L. 11 mai 2009]

Dans le registre des corvées, le contrevenant fait la vaisselle, range les bancs et les tabourets et balaie le « grin ». Selon un *kôrô*,

« On a tendance à dire ici que ceux qui n'ont pas d'éducation venez, on va vous faire apprécier l'éducation du village » [8 septembre 2006]

Il importe de souligner que les « grins » n'ont pas de personnalité juridique. Ils estiment que leur modèle d'organisation n'est pas semblable à celui des associations qui sont déclarées auprès du ministère de l'intérieur. Mais la situation a évolué à partir de 2010. Ils se sont regroupés au sein du Rassemblement Des Grins de Côte d'Ivoire (RGCI) qui se présente comme une « *Organisation Non Gouvernementale qui regroupe toutes les couches sociales. Il s'articule autour des Grins qui sont des espaces d'échanges et de débats démocratiques sur les problèmes de notre société* ». Il vise un triple objectif « *La défense des intérêts de nos adhérents, la lutte contre la pauvreté, la promotion de la solidarité et de l'entraide mutuelle entre les membres* »¹⁹².

III.1.2. Fonctionnement

Le « grin » s'inscrit dans l'organisation sociale du quartier. On peut même dire qu'il est ancré dans les pratiques sociales. D'abord, lieu de rencontre de jeunes collégiens, lycéens, ou déscolarisés, il se transforme, à mesure que les membres prennent de l'âge, en refuge. Un cadet raconte son histoire :

« Moi, je suis au quartier depuis le CE2. C'est ici là que nous on venait jouer quand on était petit. On se cachait ici pour partager l'argent qu'on gagnait quand on allait cirer les chaussures au plateau. On n'est devenu grand et on est encore là ». [O. 8 septembre 2008]

Cette communauté est une seconde famille où les membres reçoivent une éducation. Le « grin » se présente comme un lieu de socialisation qui s'inscrit dans la continuité du schéma d'organisation traditionnelle fondée sur des principes qui gèrent les rapports entre les générations (Kieffer 2006:70). La nouvelle structure familiale reproduite repose sur des valeurs comme la fraternité et la solidarité. Les membres se connaissent tous à telle enseigne

¹⁹⁰ Onomatopée qui renforce le sens des propos du locuteur. On utilise également le mot "hein".

¹⁹¹ Finir la soirée en faisant la fête.

¹⁹² Document servant de projet de constitution d'association du RGCI obtenu auprès du secrétaire général de cette organisation.

que les qualités, les défauts et les goûts de chacun ne sont un secret pour personne. Un aîné du groupe témoigne de l'élan de solidarité de son « grin » en disant ceci :

« J'ai perdu ma fille. Je ne savais pas ce que les gars ont préparé pour moi. Le lendemain, ils sont tous venus à la maison. La maison était tellement petite que d'autres étaient dehors. Ils m'ont apporté de l'argent et m'ont aidé dans tout. Ce sont eux mêmes qui ont creusé la tombe. Moi je pensais que c'était fini, or c'était faux. Quelques jours après je suis allé au grin et j'ai voulu qu'on joue aux cartes, ils ont refusé. J'étais surpris, j'ai demandé pourquoi et ils m'ont dit de les laisser tranquilles parce que eux ils sont en deuil ils ont perdu leur fille et que ils ont décidé ne pas jouer aux cartes pendant une semaine. C'est de ma fille ils parlaient comme ça. J'ai demandé pardon, ils ont refusé. Vraiment ça m'a marqué. Ceux là je peux pas les laisser. C'est une vraie famille unie ici mon frère ». [Y. 8 septembre 2008]

Le raffermissement des liens d'union entre les membres du « grin » passe aussi par le sport. Les dimanches matins, ils jouent au football. L'un des grands joueurs confirme :

« On joue chaque dimanche de 6 h 30 mn à 10 h. Même si tu dors, on va te biper jusqu'à tu vas te réveiller pour venir jouer. Même si tu es malade, tu vas venir t'asseoir pour regarder. Quand y a match avec les autres grins tout le monde joue même si c'est une minute chacun va faire ». [Y. 8 septembre 2008]

Cette organisation très hiérarchisée des « grins » a donné naissance à une classification de ces espaces qui les distribue en deux catégories : les « grinba¹⁹³ » ou « grin », le grand « grin » dans le sens de celui qui reçoit les plus âgés et les « grindéni¹⁹⁴ », les petits « grins ». Les premiers rassemblent les aînés sociaux (vers 35 ans et plus) alors que les seconds les cadets, les moins âgés (dont l'âge varie entre 15 et 27 ans). Toutefois, il convient de retenir que les frontières entre ces deux entités restent floues, elles ne sont pas précises dans la mesure où des personnes sans emploi de 36 ans se retrouvent parfois dans des « grindéni » et cela aussi en fonction des espaces. Ces chômeurs fréquentent les « grins » des aînés lorsqu'ils sont dans certains quartiers avec des personnes moins âgées. Les « grins » sont plus discrets que les « agoras » et « parlements ».

La discrétion des « grins » se traduit par l'usage de codes langagiers pour communiquer. Ce sont des gestes et/ou des paroles prononcées pour signaler la présence d'un intrus qui ne doit pas partager les idées du groupe. Dans ce cas, l'un des membres lance le signal pour alerter le groupe qui continue à débattre en changeant immédiatement de sujet. Un membre de la « plage » justifie cette situation en ces termes :

¹⁹³ Mot composé de « grin », l'espace et du malinké « ba » qui veut dire grand. « grinba » désigne donc littéralement grand « grin » ou le « grin » des aînés.

¹⁹⁴ Du malinké déni qui signifie petit, « grindéni » est donc le « grin » des plis jeunes.

“Mon cher, on ne sait jamais. Quand un môgô¹⁹⁵ bizarre¹⁹⁶ vient se caler et puis on le connaît pas trop, on frappe le signe et puis on parle plus de nos affaires. Quand il s’en va on continue. Les gens nous on trop fatigués ici. La dernière fois les rebelles, au début là, ils sont venus nous prendre parce qu’on leur a dit que nous on soutient Gbagbo. On sait pas qui leur a dit ça. Tu vois. Y a eu plein de cas comme ça. Donc on se méfie maintenant » [S. 16 août 2009]

La discrétion est liée aux conditions d’insécurité générale dans lesquelles ils estiment être plongés par le pouvoir. Le poids de la censure est omniprésent.

IV. Organisation et fonctionnement de la Sorbonne et du TPCA

La Sorbonne et le TPCA ont adapté leur modèle d’organisation et de fonctionnement sur un type moderne. Modèle bureaucratique qui s’oppose au modèle traditionnel des « grins ».

IV.1. Organisation

Ces deux espaces ont une organisation plus formelle et systématisée avec un bureau dirigé par des membres. A la tête, se trouve un président qui coordonne toutes les activités de l’organisation. Il est aidé dans sa tâche par 3 vice-présidents. Le premier, chargé des affaires extérieures s’occupe des relations que la structure entretient avec son environnement immédiat et lointain. Le second gère les affaires internes. Le troisième, chargé des relations avec les autres « agoras », maintient la liaison avec les autres mouvements patriotiques. Trois conseillers interviennent auprès des autres membres de même qu’auprès de la présidence dans l’orientation des activités. Le secrétaire chargé de l’information assure la fluidité du réseau de communication de l’organisation. Il veille à ce que les informations soient bien ventilées. C’est également lui qui traite l’information avant de la porter au secrétariat. Le secrétaire général est assisté par deux adjoints. Le secrétaire à l’organisation est la cheville ouvrière de l’organisation car il est en amont et en aval de toutes les activités. Le secrétaire chargé des affaires sociales s’occupe des activités qui touchent au bien-être du groupe (mariage, décès, maladie, etc.).

Le président du comité de contrôle est une autorité morale qui veille au bon fonctionnement de l’organisation. Il veille à ce que tous les acteurs remplissent les tâches qui leurs sont assignées et intervient pour résoudre certaines situations difficiles.

¹⁹⁵ Personne.

¹⁹⁶ Personne bizarre : personne louche qui n’inspire pas confiance.

Le trésorier général et son adjoint ont la responsabilité d'initier des activités génératrices de revenus et de gérer les ressources financières de la communauté. Ce sont eux qui se chargent des transactions financières qui ont cours sur l'espace (vente de CD, imprimés, places assises, etc.).

Le collège des orateurs regroupe les personnes qui prennent la parole pour entretenir l'auditoire. Il y a deux catégories d'orateurs. Les orateurs locaux sont ceux qui habitent la commune et y exercent à plein temps. Les orateurs extérieurs viennent des autres « agoras » et « parlements » des communes sœurs, notamment de Yopougon, Koumassi et Port-Bouët.

Le service de sécurité veille à l'intégrité physique des membres qui exercent dans ces espaces. Il sécurise également les personnes venues assistées aux activités.

Selon ses membres, le 11 mai 2001, la « Sorbonne » s'est dotée d'une personnalité juridique. Par contre, le TPCA n'est pas déclaré, il se dit couvert par le statut de la première qui est régie par la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations en Côte d'Ivoire.

La « Sorbonne » est apparue en Côte d'Ivoire depuis les années 1980. Espace de critiques plurielles à sa création, elle s'est politisée sous l'effet des contingences socio-politiques qui ont animé le champ politique à partir de la transition militaire de 1999.

L'incursion de l'armée dans une sphère qui lui était étrangère jusque-là et la crise militaro-politique, propulsent les espaces de discussions au-devant de la scène politique. La « Sorbonne » se prononce publiquement sur des sujets d'ordre national. Elle commence à s'intéresser à la gestion du pouvoir d'Etat. Elle « fabrique » même des jeunes leaders qui, de plus en plus, se positionnent (ou tentent de se positionner) dans le champ politique.

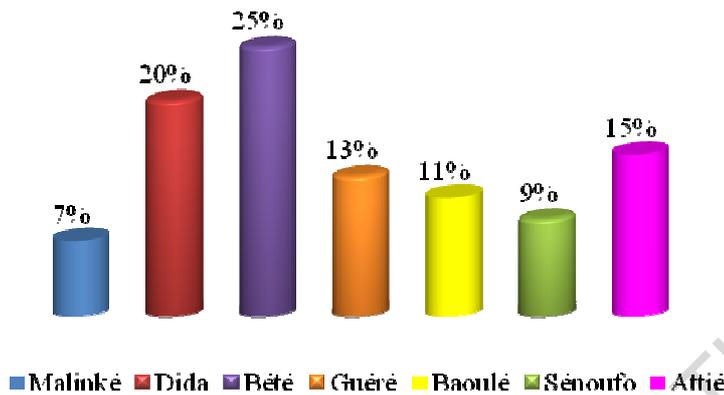
Mais, les enquêtes ont révélé que la « Sorbonne » n'a pas d'identité juridique. Le journal officiel ne l'a pas enregistré. Elle n'est enregistrée dans aucun registre de l'administration.

Comme les « grins », les deux espaces sont équipés de bancs qui sont en nombre très important (315 au TPCA contre 235 à la Sorbonne). Les bancs constituent les places assises et le reste de l'espace est occupé par des personnes qui se tiennent debout pour écouter. La « Sorbonne » et le TPCA sont équipés d'un matériel de sonorisation d'une puissance de 7.000 watts pour le TPCA et de 6.000 watts pour la « Sorbonne ». Les orateurs parlent sur des estrades d'environ 1, 20 m tout près d'un mât sur lequel bat un drapeau aux couleurs (orange,

blanc et vert)¹⁹⁷. Les places assises sont proposés aux auditeurs selon une répartition qui distinguent les espaces en deux catégories : le “VIP”¹⁹⁸ et le “populaire”.

Contrairement aux « grins », les « agoras » et « parlements » sont, de façon uniforme composés des ethnies de l’ouest et du sud. La proportion de celles du nord est faible.

Figure 3 : Pourcentage des ethnies dans les « agoras » et « parlements »



Source : enquête, octobre 2009

IV.2. Fonctionnement

Les activités de la « Sorbonne » s’ouvrent le matin vers 9 h. Le secrétaire à l’organisation établit une programmation au cours de laquelle il fait passer en premier lieu les commerciaux et les religieux. Ce sont les vendeurs de produits pharmaceutiques, de médicaments à base de plantes, etc. Les pasteurs, évangélistes et les autres hommes de Dieu viennent faire du prosélytisme. Les coûts des annonces publicitaires oscillent entre 500 et 1.000 F.CFA.

La rubrique politique s’ouvre aux environs de 10 h 30 mn. Un animateur présente les orateurs du jour et annonce le premier. Les interventions des orateurs sont interrompues pour inviter l’auditoire à faire une quête pour l’orateur. La somme collectée est remise à ce dernier. Les interventions des orateurs sont suivies par une foule disposée en cercle autour de lui. Celui-ci se tient sur une estrade.

¹⁹⁷ Le drapeau du TPCA, lui, a été arraché et brûlé au cours d’échauffourées avec la police pendant les violences issues des audiences foraines.

¹⁹⁸ A la « Sorbonne » l’espace VIP est un espace où se trouve un hangar protégé par une toiture et où l’on peut assister aux activités en s’asseyant sur une chaise ou un banc. C’est l’espace des privilégiés qui peuvent s’offrir ce luxe en déboursant la somme de 50FCFA. L’autre espace populaire regroupe des personnes qui sont en position debout qui subissent les assauts de la nature : la pluie, le soleil, les déchets des oiseaux migrateurs et la fatigue physique. Il en est de même au « TPCA ».

Au TPCA, les activités débutent autour de 17 h. Mais dès 14 h, les membres se constituent en petits groupes pour discuter. Autour de 16 h, les commerçants s'installent en même temps que les animateurs de l'espace. Contrairement à la « Sorbonne », les activités n'ont lieu que les après-midi et s'achèvent vers 19 h. Les rassemblements du matin interviennent pour les grandes mobilisations telles que les marches, les déplacements en convois dans des villes de l'intérieur ou dans les stades, etc. Comme la « Sorbonne », le TPCA a aussi ses espaces publicitaires.

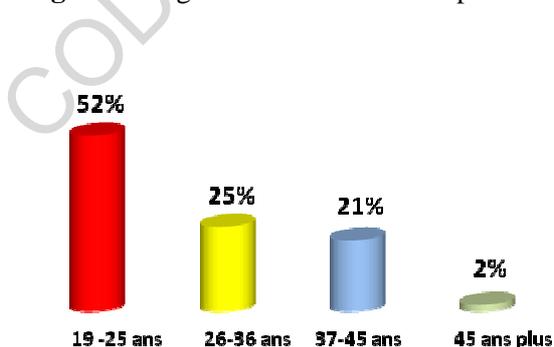
V. L'identité des acteurs des EDR et leur positionnement politique

D'une manière générale, les acteurs des EDR sont de jeunes issus des milieux sociaux défavorisés. La trajectoire socio-professionnelle de ces personnes transparait dans les récits de vie qu'ils relatent.

V.1. Des espaces de jeunes vieux et de vieux jeunes

Les « agoras » et « parlements » et les « grins » sont caractérisés par un positionnement de la catégorie jeune. Les EDR sont à majorité animés par des jeunes dont l'âge oscille entre 19 et 48 ans. Cet écart n'est pourtant pas figé. Certaines situations appellent quelques observations. A côté des jeunes trentenaires qui sont nombreux, se trouvent une génération de vieux dont l'âge atteint parfois la soixantaine. Même si les représentants de cette catégorie d'âge ne sont pas nombreux il convient de signifier leur appartenance. Le plus célèbre d'entre eux est "Le doyen Jacques", enseignant d'histoire et géographie à la retraite et qui est l'un des orateurs les plus connus de la « Sorbonne ». Il est âgé de 62 ans.

Figure 4 : Ages des membres des espaces



Source : enquête, octobre 2009

A côté de lui se retrouvent quelques soixanteaires qui prennent avec les plus jeunes le micro pour entretenir les foules. Cette catégorie de « jeunes vieux » perturbe quelque peu la compréhension de l'âge des membres de ces espaces. En fait, ils fonctionnent comme dans un environnement où par des mécanismes de circulation des individus les identités s'interconnectent au point de se confondre. L'âge ici convoque des référents qui s'affranchissent des approches définitionnelles classiques de la jeunesse.

En Côte d'Ivoire, selon le Ministère ivoirien de la Jeunesse, de l'Education et des Sports, est appelé jeune toute personne dont l'âge varie entre 18 et 35 ans (INS 1998). Elle est à considérer comme une époque de la vie intermédiaire entre l'enfance et l'âge mûr. Certains auteurs limitent l'âge biologique de la jeunesse à l'ensemble des individus ayant moins de 25 ans (Wrzesińska 1995:65). Pour d'autres par contre, il est difficile d'en limiter les bornes à partir de critères biologiques rigides vu que la jeunesse est portée par des considérations aussi bien d'ordre politique, économique, social que culturel (Comaroff 2000, Traoré B.A. 2007).

Il n'est donc pas aisé de tenter de cerner les contours de ces organisations dont les membres viennent remettre en cause le sens des associations de jeunes. En effet, selon la loi 60-315 du 21 septembre 1960, relative aux associations, la jeunesse commence à 16 ans et dure jusqu'à 35 ans.

A la lumière de ce texte juridique, les personnes âgées de plus de 35 ans ne sont plus considérées comme des jeunes. Ce sont des adultes. Dans la perspective des EDR, la jeunesse ne fait pas référence à la physiologie, encore moins au statut matrimonial et professionnel connus. Le jeune est ainsi, l'individu qui, nonobstant son âge biologique, prend une part active dans l'avancement des projets de ces espaces. L'espace de discussions de rues désigne donc les lieux où se regroupent des individus jeunes pour commenter et interpréter les informations qui sont à la une de l'actualité. L'espace de discussions de rues s'apparente à un espace militant jeune où des groupes sociaux se retrouvent pour échanger autour de problèmes d'ordre sociaux et internationaux.

Le poids important des jeunes dans ces espaces est le fait de plusieurs facteurs. Les élections présidentielles d'octobre 2000 ont marquées l'entrée des jeunes dans le champ politique ivoirien (Konaté 2003)¹⁹⁹. L'évolution du poids de la jeunesse sur la scène révèle la volonté de cette catégorie sociale de reconfigurer l'espace politique pour se positionner socialement.

¹⁹⁹ Le FPI avait milité pour que les jeunes de 18 jouissent du droit de vote depuis les années 1990. C'est l'application de cette mesure qui a augmenté sensiblement le taux de participation aux élections présidentielles à partir de cette époque.

En effet, le dernier recensement de 1998 démontre que 40% de la jeunesse en âge de travailler serait au chômage. Dès lors, il devient très facile pour elle de se laisser convaincre par les acteurs politiques. Un de ces jeunes répond à ce sujet :

«Moi je suis jeune et je parle pour défendre les idées d'une jeunesse qui ne travaille pas du fait de la guerre. Que les rebelles laissent le pays en paix pour que nous on travaille ». [D. 14 septembre 2009]

Devant le chômage rampant qui touche les jeunes, s'inscrire dans des réseaux politiques est une voie salutaire. Il s'agit de militer dans un parti politique pour espérer avoir un emploi ou un soutien pour ouvrir une entreprise à son propre compte. A ce propos M. nous explique :

« Moi, c'est à 46 ans, l'année dernière²⁰⁰ que j'ai eu travail. J'ai passé les concours je n'ai rien eu. Personne ne m'a aidé. C'est le parti qui m'a donné du travail. Je suis trésorier de la section de mon quartier et entre temps, c'est avec les gars qu'on a ouvert ensemble le parlement du quartier. Donc les soirs on informe les ivoiriens et on les mobilise en cas de cas. Donc on a établi une liste et on nous a appelé on a fait la formation et puis aujourd'hui je suis au port ». [M., février 2009]

L., qui est membre d'un « grin » de Korhogo rejoint M. sur l'usage de l'espace pour avoir accès à des services. Il raconte que :

« Au niveau du "grin" on s'aide c'est vrai. Mais le parti qu'on soutient aussi sait qu'on se soutient entre nous donc quand y a une opportunité on nous fait signe. Aujourd'hui je suis instituteur grâce au parti. On nous a inscrit sur la liste des enseignants volontaires²⁰¹ et puis on est arrivé là où on est aujourd'hui ». [L., février 2009]

En écoutant M. et L., on perçoit l'une des fonctions implicites majeures de ces espaces : l'intégration de ses membres dans le tissu socio-professionnel en leur offrant un emploi. Elle donne la possibilité de « s'inscrire sur une liste » et, lorsqu'il y a une opportunité, « on nous fait signe ». Cette liste ouvre l'accès à l'emploi. Ou plutôt l'appartenance à cet espace permet de partager des capitaux économiques et financiers. Jeunes ou vieux, chacun est sûr de recevoir le soutien de l'organisation dans les moments difficiles.

²⁰⁰ En 2008.

²⁰¹ Dès le déclenchement de la crise du 19 septembre 2002 le personnel enseignant a quitté les zones contrôlées par la rébellion. Certains déscolarisés, étudiants ou individus en quête d'emploi se sont organisés pour dispenser les cours dans les écoles primaires, collèges et lycées en remplacement des enseignants. On les appelle enseignants volontaires. Dans le cadre des accords complémentaires de Ouagadougou, il a été convenu de recruter ceux d'entre eux qui sont aptes à remplir la fonction d'enseignant.

V.2. Le syndicalisme

Les acteurs des EDR ont une longue carrière de syndicaliste qu'ils ont construite hors de ces espaces. Ils ont déjà milité dans des syndicats. Si certains ont opté pour ce choix au cycle supérieur c'est-à-dire à l'université ou les grandes écoles, d'autres militent depuis le secondaire quand d'autres poursuivent une carrière entamée depuis longtemps. K., membre du TPCA raconte :

« J'ai 32 ans aujourd'hui. J'ai une maîtrise en philosophie que j'ai eue à l'université. Pour moi, ma présence ici est une continuité. A l'université, j'ai milité à la FESCI. J'ai été responsable à l'éducation. Quand je suis ici c'est comme si je ne faisais que poursuivre ma carrière de syndicaliste. Je fais ce que j'ai commencé depuis longtemps. Ici je suis orateur. Je donne des cours dans les agoras et parlements » [L. 5 juin 2009]

Les propos de L. traduisent la longue carrière de syndicaliste qu'il a eu. Au cours des années antérieures, il a acquis des connaissances de syndicaliste, notamment l'art oratoire qu'il réinvestit au TPCA.

Certains acteurs sont issus de d'autres syndicats concurrents à la FESCI. A Adjamé, T. membre de ce « grin » est un ancien activiste de l'AGECI. Il raconte :

« Moi j'étais à Bouaké. On était ensemble avec les gars à la FESCI. Mais arrivé ici, on s'est séparé et on s'est orienté vers l'AGEECI²⁰². Nos anciens camarades sont devenus nos ennemis. Ce sont eux qui ont tué l'un de nos leaders charismatiques. Donc, ce que j'ai eu comme réflexes que j'ai développé là-bas j'utilise ça ici. Tu vois ici, on a parfois des gens qui connaissent pas trop ce qu'on dit à la télévision. Donc, on leur explique ces choses là. Mais si je parle aujourd'hui c'est parce que j'ai appris quelque part. On a appris la lutte. En tout cas, ici là, chacun à son coin où il est quitté » [O. 12 septembre 2009].

Les propos de T. laissent transparaître les rivalités qui existent entre les syndicats étudiantins pour le contrôle de l'école, et par-delà une partie de la population ivoirienne. Au point où les « anciens camarades » sont devenus des « ennemis ». Le capital qu'il a reçu, y compris la violence, est mis au service de cet espace. L'espace scolaire est investi par la violence qui, à l'image de la société en générale est le cadre où cette dernière est devenue une ressource. Cette « volonté de puissance » met la force au service des ambitions recherchées (Nietzsche 1993:32). On peut expliquer la violence qui règne dans ces espaces par le partage d'un même répertoire de pratiques belliqueuses avec les autres organisations de jeunesse comme la FESCI. Nourris aux thèses communistes et trotskistes, ils perçoivent la violence comme le test de l'adhésion à une idée de révolution pour inaugurer des changements.

²⁰² Association Générale des Elèves et étudiants de Côte d'Ivoire.

V.3. Un militantisme au service des partis politiques

Les acteurs des EDR ne sont pas que de simples syndicalistes. Ce sont des militants qui se distribuent dans les partis politiques ivoiriens. On peut avancer dès lors que, à partir de ce registre de militant, il existe une connexion entre les EDR et les partis politiques. Les récits en ce sens sont assez évocateurs :

« Moi je suis orateur mais j'ai mon parti à moi. Je suis FPI pur-sang ça y a rien à dire là-dessus. Depuis longtemps j'assiste aux réunions de FPI. Mais maintenant je n'ai plus trop le temps d'aller aux réunions parce que je dois préparer mes cours²⁰³ et faire d'autres réunions avec les camarades orateurs. Et puis ce n'est pas un problème puisque les amis du FPI et moi on se rencontre le plus souvent lors des grandes mobilisations patriotiques. Donc c'est même chose. On travaille tous pour le parti. En fait il faut savoir une chose, pour maîtriser le terrain on est devenu orateur sinon à l'origine on est FPI. C'est vrai que sur le terrain on n'a pas souvent les mêmes organisations mais ce sont les mêmes mots d'ordres qui sont lancés et puis tout le monde suit. C'est comme ça ». [T.J. 5 mai 2009]

Un membre d'un « grin » manifeste le rapprochement de son espace à l'espace politique par sa double identité d'animateur de « grin » et militant du RDR. Il affirme que :

« Moi je suis dans le grin depuis longtemps et je suis RDR. Parce que mon parti est proche du grin. Les gens viennent nous voir pour aller assister aux réunions des jeunes. En tout cas tu peux pas être de mon grin et puis aller ailleurs, c'est pas possible parce que les gars vont te chasser vite fait. Hé, actuellement là, politique-là, c'est plus le moment d'être bizarre dire je suis ici mais je joue avec les autres. Tu es là où tu n'es pas là. C'est clair, y a pas demi-mesure ici. Quand les gars des agoras font leurs réunions c'est pas pour nous caresser c'est pour nous mater. Avec ça là tu peux pas être dans les deux, non, c'est pas possible même ! Ouais. Non, c'est pas un jeu dèh ! Non, faut pas t'amuser ». [L.7juillet 2009]

T.J. et L. traduisent bien un autre point de contact qui lie les EDR aux politiciens. Tous deux sont des porteurs d'idéologies politiques. Chez T.J. La fusion des identités syndicales et politiques est telle qu'on assiste à une confusion des repères psychologiques. La charge des travaux d'orateur fait qu'il n'a « plus trop le temps » de participer aux échanges du parti. Mais heureusement « on se rencontre le plus souvent » pour organiser des projets communs. En clair, il est à la fois membre du FPI et activiste dans un espace, ce qui lui donne une aptitude de transversalité dans le champ politique. Il circule d'un espace à un autre en convertissant les acquis reçus pour satisfaire les demandes que lui font le TPCA en termes de disponibilité, de qualités d'harangueur de foule, de militant rompu aux techniques de mobilisation des masses et, éventuellement à la guérilla urbaine.

²⁰³ Préparer les interventions dans les espaces.

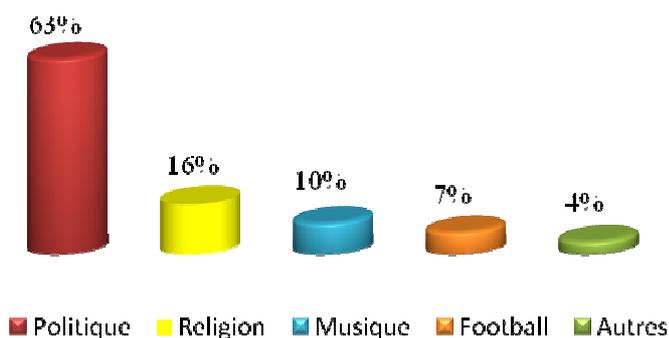
C'est du reste cette double identité qui lui permet de briser la frontière, très mince, entre le syndicalisme et le mouvement patriotique. Il possède les compétences recherchées sur le marché du mouvement patriotique né après l'éclatement de la crise de 2002. D'où son adaptabilité qui lui donne non seulement de suivre le rythme effréné de préparation des « *cours* » mais surtout de suivre des réunions et de prendre part aux rassemblements de groupes. Il « *suit* » facilement l'itinéraire de la foule sans fléchir.

L. rejoint T.J. sur l'affiliation de ces espaces aux partis politiques. Mais à la différence de l'autre il a fait le choix du RDR. Il avance de façon inconsciente quelques raisons qui l'ont amené à faire le choix d'un « grin » et non d'un « agora » pour militer au quartier. En premier lieu « *ce n'est pas possible* » d'être membre d'un « grin » et appartenir au FPI. Il va plus loin en avançant le risque « *d'être chassé* ». Il évoque les risques d'expulsion d'un groupe auquel on s'identifie par des référents ethniques, familiaux, géographiques, etc. La dimension identitaire est tellement forte que les autres n'hésiteraient pas à excommunier le renégat. Cela traduit une dimension de l'instinct grégaire presque totalitaire qui anime ces espaces. L'individu est dissous dans la mer des principes construits par le groupe, entité proche du communisme. On observe ici la complexité de la solidarité organique durkheimienne qui se tisse entre les membres (Durkheim 1960:199). Les rapports d'interdépendance sont tels que, frappé d'ostracisme l'individu qui manifeste une forte autonomie par rapport à la conscience collective court des risques de se voir sanctionner.

Le sentiment élevé de solidarité engage chez les acteurs de ces espaces un processus de construction d'une vision manichéenne des espaces. Pour eux, ils se répartissent en deux tendances, ceux qui, d'une part, sont proches de « Nous » et qu'on peut fréquenter et, ceux qui, d'autre part sont différents de « Nous ». Ceux qui étant différents sont des adversaires, des ennemis à « *mater* ». Cela est caractéristique du sentiment d'appartenance au groupe qui, pousser à bout se transforme en un nationalisme sourcilleux qui identifie le autres, « Eux » en opposants.

Dans l'ensemble des espaces, 70% des transactions sont consacrées à la politique quant 12% concernent le football, 10% la musique, 10% la religion et seulement 7% pour les autres sujets. Le tableau suivant représente assez bien ces différentes proportions.

Figure 5 : Proportion des sujets débattus dans les espaces



Source : enquête, octobre 2009

Les pourcentages des sujets débattus suggèrent 2 réflexions. D'abord, l'on constate une large domination des échanges à caractère politique. Ensuite, vient la religion suivie du football et de la musique les autres thèmes venant à la fin. La prépondérance des questions politiques trouve son origine dans la politisation des espaces. Le témoignage de B., orateur depuis les années 1990 raconte ce processus :

« Moi, j'ai commencé à donner les cours en 91. Je suis de la génération des Awadji²⁰⁴ et autres là. Au début on peut dire que sans savoir on faisait déjà la politique hein. Nos anciens ont eu des problèmes avec Houphouët ici parce que quand ils parlaient mal de lui on les traquait. Quand Alassane²⁰⁵ est venu avec son affaire de dévaluation c'est là que le coin c'est gâté²⁰⁶. Tous les faux kens²⁰⁷, les faux faux deals²⁰⁸ que le pouvoir a fait pour mettre la Côte d'Ivoire dans les problèmes ont commencé à sortir ici. On parlait de ça ici. Il faut dire une chose c'est quand y a eu multipartisme même que c'est devenu choc²⁰⁹. Parce qu'on se regroupait ici entre nous, par parti politique. Les gars de PDCI avaient leur coin, FPI aussi avait son coin. Même quand RDR est venu, ils avaient pour eux. Attends, ôôô²¹⁰, j'oublie le nom de ce gars-là même, lui qui a créé grin là, il était ici. On discutait chaudement parce que là là, tu connais rien tu vas avoir honte, ça y a rien à faire, c'étaient les débats durs²¹¹. Mais je peux dire que c'est Guéï qui nous a donné la force²¹². Quand il est venu il a voulu se présenter donc il a commencé à s'approcher des partis et

²⁰⁴ Ancien orateur exerçant principalement à la Sorbonne. Depuis 2009, il a arrêté ses interventions parce qu'il a été recruté comme matelot au Port Autonome d'Abidjan (PAA).

²⁰⁵ Alassane Dramane Ouattara.

²⁰⁶ Les problèmes sont apparus.

²⁰⁷ Ken est en réalité le nom du comédien David Caradine dans la série télévisée "Kung Fu" diffusée sur le Première chaîne de la télévision ivoirienne dans les années 90. Depuis lors, on utilise ce nom en Côte d'Ivoire pour désigner une affaire. Mais il est utilisé dans le sens d'une escroquerie, une arnaque ou un projet qu'on veut garder secret.

²⁰⁸ Escroquerie, arnaque, détournement de fonds publics.

²⁰⁹ La tension est montée d'un cran.

²¹⁰ Onomatopée pour signifier l'attitude se tenter de se souvenir de quelque chose, d'un fait.

²¹¹ Débats d'un haut niveau intellectuel.

²¹² En les recevant, le Général les a légitimés.

un jour il est venu ici. Ce jour-là ça a chauffé²¹³ parce que il a donné l'argent mais y a eu palabre dessus. Après ça il a envoyé ces gars²¹⁴ ici plusieurs fois et un jour on est allé le voir et puis on s'est compris. C'est à partir de là qu'on s'est rendu compte que les gens nous insultent mais ils s'intéressent à nous. Bon après ça Bédié est venu mais lui on s'entendait pas trop avec lui, il a versé l'eau chaude sur nous ici et puis il nous a mis en prison²¹⁵. Gbagbo est venu et depuis c'est propre à part que en 2002 y a eu la guerre et les autres ont fui sans qu'on les chasse parce qu'ils savaient ce qu'ils ont fait. Ils ont tenté de revenir mais c'était bizarre²¹⁶. Quand ton cœur n'est pas propre c'est ça hein, tu vois non, jeune frère²¹⁷. Bon ! » [B., 15 mai 2009].

Les propos de B. retracent l'histoire de la politisation de la « Sorbonne ». Elle s'est faite en 2 moments. Dès sa création, les prémisses de la prééminence des sujets à caractère politique se faisaient déjà sentir. Le mouvement général d'ouverture du marché politique apparu en Côte d'Ivoire a également eu des influences sur ces espaces dans la mesure où les nouveaux acteurs politiques ont commencé leur tentative d'enrôlement. Le processus s'est accéléré en 1999 avec l'arrivée du Général Guéï. C'est en 2002, avec la rupture entre les différents acteurs de cet espace que les « grins » ont été transposés publiquement dans le champ politique. Une partie des dissidents s'est séparée de la « Sorbonne » en emportant avec elle, les « grins » qui à l'origine ne remplissaient que des fonctions socio-culturelles.

La politisation s'inscrit dans le plan des hommes politiques de rallier à leur cause ces espaces qui sont à majorité jeunes. Eu égard au bénéfice qu'ils peuvent tirer des jeunes, les partis élaborent des stratégies de rapprochement vers ces derniers qui sont susceptibles de fonctionner non seulement comme des instruments d'action de masse (marches, meetings, violences, etc.) mais aussi comme de potentiels électeurs.

Le Maire de Cocody témoigne lors des entretiens que :

« Toi-même tu étais là le jour je suis passé au parlement de Cocody²¹⁸. Les jeunes se sont organisés pour nous aider pour nous donner la parole. Mais ce sont des militants du parti aussi. Tu n'es pas FPI tu peux pas t'asseoir là-bàs parce qu'on va parler de Gbagbo ».

²¹³ Une dispute a surgi au sujet de la répartition de l'argent.

²¹⁴ Il a envoyé des émissaires pour les rencontrer.

²¹⁵ Le 30 septembre 1999, la police effectue une descente musclée à la Sorbonne. Tous les orateurs ont été arrêtés.

²¹⁶ Sentiment de méfiance qui a régné lors des tentatives de retour.

²¹⁷ Ton familier pour s'adresser à nous.

²¹⁸ Avec d'autres cadres du FPI, il est intervenu au parlement de Cocody, situé en face de l'allocodrome, le dimanche 12 septembre 2010.

Kablan Porquet, ne dit pas le contraire. Il participe à toutes les activités des « agoras » et « parlements » car, dit-il, « *Ce sont les seuls qui sont proches des populations* ».

Le Secrétaire national chargé de la mobilisation du RDR va dans le même sens que le Maire de Cocody, avec un attachement pour son parti en ces termes :

« Nos militants étaient violentés par l'armée de Gbagbo. Avec Recteur on a procédé à l'organisation des grins qui sont des relais intéressants dans la mobilisation ».

La deuxième réflexion s'intéresse au poids de la religion dans ces espaces. Elle occupe une bonne partie des échanges en présentant quelques contrastes selon les espaces. Comme le montre B., un membre du TPCA :

« Dieu est toujours là. Tu ne peux rien faire sans la volonté de Dieu. C'est Dieu qui a donné le pouvoir à Gbagbo or nous sommes en phase avec lui. Donc on met Dieu dans tout ce qu'on fait. On a des hommes de Dieu qui viennent ici régulièrement. Tu vois un peu à la Sorbonne il y a pratiquement des jours qui leurs sont dédiés. Les agoras sont comme des églises annexes et la Présidence est l'église principale. La crise ivoirienne a montré aux ivoiriens qu'ils ont besoin de Dieu. Les assaillants ont été repoussés par lui et on a toujours résisté grâce à lui. C'est à cause de ça tu vois Dieu partout ici » [B., 15 août 2009]

S., membre du « grin » la 'Plage' nous parle de Dieu dans son espace :

« Nous tous qui sommes ici, en tout cas la plupart, on croit en Dieu. D'autres sont musulmans d'autres sont chrétiens, d'autres aussi ne font rien, eux ils sont là²¹⁹. Mais on s'entend pas même. Quand c'est la journée à l'heure de la prière de 16 h les musulmans eux ils s'en vont prier. Bon ce qui est sûr y a de faux gars²²⁰ ici hein. Eux ils prient pas toujours mais y a d'autres qui prient en tout cas. Quand c'est le carême aussi on leur donne sucre et puis eux ils envoient la bouillie on boit même si on n'a pas mis carême là aussi. Quand les fêtes arrivent on fête ensemble. On mange le poulet ou le mouton ici en jouant la musique. Mais toi-même tu sais que on est des Senoufo donc chacun a ses docs²²¹. Ahaa²²², mon chère, c'est ça dèh, pays là est trop mélangé²²³ chacun se charge²²⁴ et on se regarde ». [S., 5 juin 2009]

On le voit, la religion est toujours présente dans les pratiques des membres des EDR. Mais celle-ci est vécue différemment. Dans les « agoras » et « parlements » elle est visible, apparente. A côté des membres des espaces qui l'introduisent comme argument dans les

²¹⁹ Ils ne vont ni à l'église ni à la mosquée.

²²⁰ Les musulmans qui enfreignent parfois les règles.

²²¹ Chacun a toujours sur lui quelques gris-gris pour assurer sa protection.

²²² Onomatopée pour soutenir la vérité des propos qui vont suivre.

²²³ Désordre dans le pays.

²²⁴ Chacun se protège avec ses gris-gris, ses fétiches.

actes discursifs, des personnes pleinement investies de l'autorité de l'exercer comme métier viennent y faire du prosélytisme. Cette propagande religieuse est soutenue par des supports tels que des brochures et autres dépliants qui sont gracieusement distribués. En effet, les activités s'ouvrent par une animation musicale meublée presque exclusivement de chansons chrétiennes. Les orateurs commencent leurs interventions en « *présentant le moment à Dieu* ».

Au Plateau, le deuxième espace des jardins publics, en face des magasins Peyrissac abrite un espace entièrement consacré à la religion. On l'appelle le "Vatican" du fait de la domination sans partage de la religion chrétienne. En plus des pasteurs et autres prophètes qui viennent y prêcher, un groupe de chrétiens est particulièrement connu pour ses prédications singulières. Selon eux leur église n'a pas de nom particulier car Jésus ne l'a pas conseillé à ses disciples. Ils sont là du lundi au vendredi de 12 h à 16 h. Ils se sont fait connaître par leur style provocateur. Pour eux, les autres sont des faux prophètes. Ils en veulent, notamment à l'église catholique, les assemblées de Dieu, les adventistes, les protestants, les musulmans, etc. La défiance est annoncée et affichée par un ensemble de bibles de plusieurs versions, des cartes de membres des autres églises, des chapelets musulmans et chrétiens et, par-dessus, tout, une pancarte sur laquelle est écrite « *Questions réponses. Les églises sont dans le faux* ». Tout ceci est déposé à même le sol. Les acteurs haranguent la foule en défiant les religieux qui sont dans la foule en les invitant dans des sortes de joutes verbales.

Les « grins » sont moins exclusifs que les « agoras » et « parlements » dans la mesure où ils sont ouverts à toutes les influences religieuses. Car « *d'autres sont musulmans d'autres sont chrétiens, d'autres ne font rien* ». En plus de ces deux religions révélées (l'islam et le christianisme), les religions traditionnelles y sont tolérées. L'animisme avec ses objets rituels variés et ses nombreuses divinités est pratiqué. Elle révèle même une dimension des pratiques religieuses. On observe une forme de résistance des coutumes à l'invasion des autres religions. En plus d'être musulman, « *chacun a ses docs* ».

De plus, le fait religieux n'occupe pas, en réalité le temps de ces espaces. Les membres n'en font référence que lorsque l'actualité politique s'y prête. Cette question surgit lorsqu'elle est proposée comme thème de débats ou quand les médias se font l'écho d'une situation relative à elle.

Cette différence est liée à la forte instrumentalisation de la religion dans les « agoras » et « parlements ». L'instrumentalisation découle de la volonté de certains individus d'utiliser la religion non seulement comme une source d'enrichissement mais comme un affect

identitaire pour se loger dans la mode. Ce mimétisme est comme une couverture mise à contribution pour s'identifier à un groupe, une catégorie sociale en vue de parvenir à leurs fins (enrichissement personnel, construction d'un prestige, acquisition de biens matériels, etc.). S'inscrire dans l'air du temps confère de la crédibilité et surtout de la sécurité. Avec la diabolisation de la religion musulmane qui passe pour être celle pratiquée par les « *ennemis de la Côte d'Ivoire* », il vaut mieux être chrétien.

Par contre, on peut mettre la dimension discrète de la religion musulmane dans les « grins » en lien avec l'environnement général de sécurité qui prévaut en Côte d'Ivoire. Depuis quelques années, une partie de la population, notamment celle du nord se dit être victime de brimades du fait de ses convictions religieuses.

V.4. La langue et la religion comme capteurs d'identités

Les activités des EDR sont structurées par la langue. Les acteurs l'utilisent pour véhiculer leur message. On remarque que ces derniers se distribuent en deux groupes ethniques.

Le plus gros contingent de la « Sorbonne » et du TPCA se comptent dans les groupes ethniques krou (Bété, Dida, Attié, Gouro) et akan. Par contre, ce sont les communautés originaires du nord de la Côte d'Ivoire (Malinké, Sénoufo, Maouka) et souvent des immigrés Maliens, Guinéens et Burkinabés²²⁵ qui sont dans les « grins ».

Il est d'ailleurs courant de constater que les acteurs des « grins » s'expriment souvent en malinké. Ce qui n'est pas le cas du « Congrès » et de la « Sorbonne » où l'on s'exprime en français.

Dans un sens sociologique, le malinké est partagé par les ethnies du nord dans les transactions commerciales. Le malinké intervient également dans les pratiques religieuses où une majorité de cette population est musulmane. D'où l'usage du malinké dans les sermons et les autres activités se déroulant dans les mosquées.

Il a été donné de constater que pendant la période du carême musulman, les acteurs des « grins » modifient leur moment de rencontre. L explique à ce propos :

« Nous tous ici on est musulman à part deux ou trois, eux on ne sait pas ce qu'ils font ». [14 septembre 2006]

A côté de la religion musulmane, l'animisme occupe une place de choix. Il s'agit surtout de l'usage des amulettes et autres objets rituels traditionnels dans les « grins » avec une large domination de ceux de Korhogo. Un membre de la "plage" explique que :

²²⁵ Thérroux-Bénoni et Bahi, *A propos du rôle des médias dans la crise ivoirienne...*, op. cit., p. 9-11.

« Mon cher nous tous on est ici là on est chargé. Tu as ton petit doc²²⁶ sur toi toujours. On prend un peu²²⁷ seulement pour sortir. Le reste là ça reste à la maison. On prend les petits cerceaux²²⁸, les aux-reins²²⁹ là, tu vois un peu non ? Ou bien ? Ya les bagues aussi. Ce qui est sûr chacun a son travail²³⁰. Si y a un gbagban²³¹ de couteau, y a rien²³², ça rentre pas²³³. Avec la guerre là on a pris les docs anti-balles²³⁴ là aussi. Les vieux là nous donnent ça aussi. Mainnant²³⁵ y a ceux que nous même on fait depuis là. Lass faut lui parler [L'enquêté interpelle l'un de ses amis pour lui demander de mieux nous expliquer ce qu'il nous raconte]. [O. 11 février 2009]

Lass prend donc la parole pour nous expliquer ce qu'ils fabriquaient en ces termes :

« Nous, déjà quand on était au CEG²³⁶, on fabriquait les kank²³⁷. On faisait ça chez nous. On faisait tous les kanks et on créait même aussi. Y avait kank de courant, éclair, python, tonnerre, tout ça c'est nous on faisait dans canari, on fait la poudre et puis on kankait les gens. Mais ça marchait hein, on vendait ça aux autres mais pas entre nous. Les corps habillés²³⁸ venaient se kanker chez nous. Plusieurs fois même des commandos²³⁹ sont venus nous voir on a fait pour eux. Mais c'est la vieille²⁴⁰ qui nous fatiguait un peu parce que elle nous attrapait parfois en train de casser les bouteilles avec nos têtes elle se plaignait en nous disant de ramasser les bouts²⁴¹ là. Nos kanks étaient bons, personne ne s'est jamais blessé. On faisait les gnagas sauvages²⁴² avec ça. Hôôô, les gars avaient trop peur de nous dans le secteur²⁴³ » [L. 11 février 2009]

²²⁶ Amulette de protection.

²²⁷ L'individu a beaucoup d'amulettes mais pour sortir « léger » il ne prend que quelques unes de ses amulettes.

²²⁸ Amulette en forme de circulaire, d'où son nom de cerceau.

²²⁹ Les amulettes qui se portent autour de la taille comme une ceinture. On l'appelle aux-reins parce que dans les imaginaires collectifs les reins sont situés à hauteur des hanches et c'est en fonction de cette position que ce nom a été donné.

²³⁰ Chaque amulette remplit une fonction bien précise.

²³¹ Une situation difficile comme une rixe, une querelle, une agression, etc. Un gbangban de couteau est une agression à l'arme blanche. Une agression au couteau.

²³² Il n'y a aucune conséquence négative dans le sens d'une plaie provoquée par la lame de couteau.

²³³ La lame du couteau ne pénètre pas dans le corps qui, protégé par une armure mystique qui recouvre le corps physique.

²³⁴ Les amulettes qui protègent contre les balles des armes à feu.

²³⁵ Maintenant.

²³⁶ Collège d'Enseignement Général (CEG) devenu depuis 1994 collège moderne de Korhogo. Les enseignements partent de la 6^{ème} à la 3^{ème}. Il est situé au quartier Dèm devant le lycée moderne.

²³⁷ Les origines du mot sont assez mal connues. Mais à partir du mot kank on tire le verbe kanker. Substance, généralement une poudre insérer dans le corps par de petites incisions faites avec une lame à l'avant-bras, aux poignets ou sur la tête juste au-dessus du front avant la fontanelle. Cette opération permet à la personne d'administrer à son adversaire des coups de têtes (ou de boules) qui peuvent créer de graves blessures, la perte de connaissance ou même le décès. Ces coups sont imparables dans la mesure où avec la tête l'on peut briser une brique pleine ou une bouteille. La poudre est préparée dans un petit canari en terre cuite avec un mélange d'écorces et/ou de feuilles, de poisson courant, peau de serpent (python) séchés.

²³⁸ Eléments de FDS. On les appelle corps habillés du fait de leurs tenues vestimentaires.

²³⁹ Élément des FDS. Il s'agissait le plus souvent de commandos de la gendarmerie qui à l'époque n'avaient pas de site à Korhogo. Leur présence était très redoutée.

²⁴⁰ Par ce mot l'on fait référence à la mère. On parle du vieux quand il s'agit du père.

²⁴¹ Tessons de bouteilles.

²⁴² Les bagarres de groupes d'une extrême violence.

²⁴³ Le quartier.

En revanche, le « Congrès » et la « Sorbonne » baignent dans une forte ambiance de christianisme. Ces deux espaces sont ouverts aux hommes de Dieu d'obédience protestante. Chaque matin à la « Sorbonne », avant l'ouverture de l'espace aux activités les acteurs jouent de la musique religieuse.

De plus, ils partagent en commun la présence d'un acteur particulier. Il le nomme "Amour national". Cette personne se dit homme de Dieu et est chargée d'exorciser le mal qui plane sur l'espace et sur la Côte d'Ivoire. En cas de pluie "Amour nationale" du TPCA refuse de s'abriter. Armé de sa bible, il se met sur l'estrade et psalmodie des prières et des cantiques pour arrêter la pluie et conjurer le mauvais sort. "Amour national" explique cette situation avec des propos plein de zèle :

« Chaque jour je suis là pour prier pour chasser les démons. J'ai ma bible avec moi et je prie, mes prières aident les camarades à avoir la foi en Dieu ». [A. 19 mars 2009]

Sur le plan sociologique, l'on retient que le prosélytisme religieux emprunte les voies d'un exorcisme libérateur. Il s'agit de délivrer la Côte d'Ivoire des démons qui veulent la détruire.

Ces affects religieux et ethniques sont captés par les acteurs politiques qui les utilisent pour se présenter comme les symboles d'intégrité, de piété et de probité. Un membre d'un « grin » affirme dans ce sens :

« Chaque mois de carême, il nous donne du sucre et nous encourage. C'est pour cela que nous prions pour lui et que nous le suivons dans son combat contre l'adversité ». [B. 11 septembre 2006]

Transposée dans le champ politique, la filiation ethnique a servi de marqueur politique aux acteurs des EDR. En convoquant la théorie de l'espace social et sa recomposition sociale de Bourdieu, nous avançons l'hypothèse selon laquelle les acteurs des EDR ont forgé des groupes pour la construction de sens commun. Le sens commun définit et catégorise des ivoiriens et des étrangers selon des distinctions arbitraires. Ces groupes produits sont présentés comme des catégories légitimées. En clair, chaque espace produit un discours hégémonique calqué sur sa vision de la nationalité. Ainsi, en arrive-t-on à la construction d'un « étranger » et d'un « ivoirien ».

L'ethnie qui est une donnée essentielle de ces espaces est mobilisée pour satisfaire une logique politique. De ce fait, elle devient un indice non seulement pour identifier le caractère

politique des espaces mais également pour capter d'autres identités voisines en vue de diffuser les idéologies.

On le voit, les espaces de discussions de rues ont connu une évolution qui épouse les contours de l'histoire des groupes dans lesquels ils apparaissent. D'une manière générale, ce sont à la fois des espaces commerciaux, religieux et des lieux de critique des actions des leaders politiques. Ils regroupent dans la plupart des cas des personnes sur des bases politiques. Toutefois les « agoras » et « parlements » se distinguent des « grins ». Les premiers occupent l'espace physique avec des baffles, mégaphones, etc. Les principaux animateurs s'adressent au public qui reçoit les informations de manière passible. En revanche, plus discrets, les « grins » se créent sur la base de référents ethniques, familiaux et amicaux. Ils permettent les échanges entre les acteurs autour des sujets en débats. Cependant, comment s'est effectué le processus de politisation des espaces de discussions de rues ? Comment fonctionnent-ils ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE IV : DEROULEMENT DES ACTIVITES DES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES ET LEUR POLITISATION

Ce chapitre décrit et explique le déroulement quotidien des activités des espaces de discussions de rues. Cela permet de saisir la dynamique des stratégies de diffusion des idéologies politiques.

I. Ici, on est à la Sorbonne²⁴⁴

La « Sorbonne » et le TPCA fonctionnent sur une base commune. Hormis les heures d'ouverture qui ne coïncident pas ils s'inscrivent dans un registre de communication avec un leader.

I.1. La disposition spatiale des participants

Dans les « agoras » et « parlements », la distribution des acteurs se déroule sur la base d'un modèle précis. Il est invariant en dépit de la différence de la taille. Ce que nous appelons noyau est le lieu où se regroupent les pairs pour échanger. A côté de lui, se trouve un autre groupe composé d'auditeurs, de curieux, de commerçants et de leurs clients et les passants.

Au centre du noyau, se trouve une estrade. Il a été fabriqué et disposé là à cet effet. C'est sur lui que se tient l'orateur ou le tribun pour entretenir le groupe. Sur les deux sites, un drapeau ivoirien flotte près de cette estrade. Et c'est au pied de cet emblème que l'on se rencontre. Les autres membres du noyau sont des auditeurs qui ont deux dispositions principales.

Avant de décrire la disposition spatiale de la « Sorbonne », il convient de signaler qu'elle est divisée en deux ailes ou deux *facultés* selon ses membres. Face à l'immeuble JECEDA, se tiennent les activités de la « Sorbonne » solidarité dirigée par Nadaud Clément et, l'autre côté qui jouxte la voie qui mène à la Présidence et à la Primature on trouve la « Sorbonne » originelle de Richard Dakoury. C'est à la suite de divergences d'idées que le second a créé son espace²⁴⁵. Les deux partagent l'immeuble des soixante logements.

A la « Sorbonne » originelle, un premier groupe est assis et/ou debout selon une disposition de parallélogramme disposé en forme de U²⁴⁶ autour de l'orateur en forme de parallélogramme. De l'autre côté, se trouve la "salle VIP", un hangar avec des chaises. Cet

²⁴⁴ Ce titre est issu de l'article de Bahi, A. A., 2003, 'La "Sorbonne" d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public' in *Revue Africaine de Sociologie*, Vol. 7, N° 1, pp. 1-18.

²⁴⁵ La crise de positionnement de la Sorbonne par rapport au "front républicain", alliance qui unissait le FPI et le RDR et des problèmes de leadership entre Nadaud Clément et Richard Dakoury ont séparés ces deux responsables.

²⁴⁶ On peut parler aussi de demi-cercle.

abri permet aux auditeurs de suivre dans un confort relatif les activités car ils sont mis à l'abri des intempéries (le soleil et la pluie). Mais elle a un coût car pour bénéficier du confort de cet espace il faut déboursier 50 FCFA sinon l'on se tient debout derrière les chaises, loin des estrades.

A la « Sorbonne » solidarité, les chaises forment un parallélogramme au milieu duquel est disposée une chaise qui, parfois est retirée. Les orateurs se tiennent donc debout pour échanger. Là aussi on a une salle VIP. Ils sont tous les deux dotés d'un matériel de sonorisation soigneusement entretenu.

Nous l'appelons noyau dur car c'est autour de lui que se greffe toutes les autres activités de l'espace. En effet, les commerçants qui exercent leurs activités ont une tranche d'horaire spéciale où ils viennent faire la publicité de leurs produits contre un tarif qui varie selon la valeur des marchandises. Ce sont les membres du bureau qui assure la sécurité des lieux. Son fonctionnement (location, paiement de taxes, gestion des conflits, etc.) découle d'une organisation qu'ils ont conçue et auquel tout le monde se plie.

I.2. Les cours des Sorbonnards et des parlementaires

Les membres de la « Sorbonne » et du « TPCA » communiquent entre eux avec un langage particulier. Ils portent tous des surnoms. Ce sont, pour les plus connus, Mystic, Le Prophète Jérémie, Lekota, Salam, Belga, Le Doyen Jacques, Thabo M'Béki, Awadji, Le Sénateur, le Colonel Logbo, Mangou, Anges Kessi, Malcom X, Le Gouverneur, le xénophobe, le ténébreux Mbeki, etc.

On joue la musique dite patriotique c'est-à-dire, l'hymne national et des artistes militants (Waïzé, Sakhloh, etc.). Les derniers espaces baignent dans un courant de musique à tendance religieuse.

Au plan théorique, on peut soutenir que les membres de la « Sorbonne » et le « TPCA » ont inventé des formes d'expression inspirées d'images venues d'ailleurs pour se construire une identité. A la « Sorbonne », Mystic et le Prophète Jérémie sont les spécialistes des questions religieuses. Le premier se dit « détenteur de tous les secrets d'Alassane Ouattara ». Lekota est l'expert des questions militaires, et Mbéki le stratège, se dit génie des plans d'attaque des ennemis de la Côte d'Ivoire.

Les mots nouchi²⁴⁷ sont au cœur de la communication. Les orateurs utilisent des expressions comme *gbaé*²⁴⁸, *monter dans le djébèl*²⁴⁹, *les djoukôrô*²⁵⁰. Dans le rituel de

²⁴⁷ Argot fait de mélange de français et de mots provenant de d'autres langues.

²⁴⁸ Gbaé signifie parler.

²⁴⁹ Monter dans le djébèl : rentrer dans le fond d'un sujet pour donner de plus amples informations.

communication, les acteurs parlent de “faire les piécettes” ou de “donner à boire à l’orateur”. C’est l’une des parties du meeting qui consiste pour l’animateur, à arrêter l’orateur, pour inviter l’assistance à donner de l’argent. Chacun lance de la monnaie au milieu du cercle qui a été formé et, des personnes, membres de l’organisation ramassent les pièces de monnaie qui sont ensuite remises à l’orateur. Il arrive parfois que, profondément marquée par le message de ce dernier, une personne se détache de la foule pour venir lui donner en main propre de l’argent et partager avec lui une poignée de mains. Dans ce cas, ce sont des billets de banque qui sont offerts. Concernant les pièces d’argent, celles de 5, 10 et 25 F.CFA sont appelés “pièces guinéennes” ou “petites pièces”. Les “pièces métis” sont les pièces de 500 F.CFA. Les pièces de 50 et 100 F.CFA sont les “pièces limées” ou les “pièces blanches”. Les billets de banque sont les “billéllets” ou les “feuilles”.

« Bon on va faire les piécettes pour l’orateur. Ici je vous attends... On va donner à boire au professeur. Ici, la salle VIP²⁵¹ vous donnez rapidement 1000 Frs et puis l’autre côté, l’ONU, vous on va pas trop vous fatiguer, donnez 500 seulement. Lancez ... Allez ... Blessez le professeur avec les pièces, lapidez le comme on a fait pour Jésus là. Oui Merci mon frère, soit béni. Bénédiction à celui qui donne la moitié de son salaire à un orateur, il va directement au paradis. Ouais, c’est comme ça. Oui la salle VIP je suis à vous, la communauté nationale et internationale vous regarde. Ne gêtez pas votre nom. Depuis que Gbagbo est là le pays est riche, y a pétrole, y a gaz, tout ça là c’est pour vous donc donnez pour le professeur. Le professeur à beaucoup d’autres informations à vous donner donc donnez lui sa part. Regardez, ça là en temps normal les gens vous font ce cours à au moins 500 milles mais le professeur vous fait ça cadeau. Mon frère pardon, faut sécuriser la zone là, y a trop de barrages Trop de corridors bizarres, CECOS comme ça là le professeur ne veut pas.... Le professeur est très vigilant (...) » [LK. 13 septembre 2007]

Dans ces espaces, les membres imitent les tenues vestimentaires des artistes musiciens qui évoluent dans le style musical en vogue : le “coupé-décalé”. Les tenues sont plus près du corps comme les DJ qui portent des débardeurs ou des body. Les bracelets, les chaînes et les bagues viennent orner les membres supérieurs.

Les membres de ces espaces inventent des formes hybrides d’expression inspirées d’images venues d’ailleurs et souvent extraites de la culture locale. Les surnoms dont ils se sont affublés font référence à la situation de conflit dans laquelle la Côte d’Ivoire est plongée.

²⁵⁰ Le djoukôrô, mot malinké qui signifie qui est caché. Ici il désigne donc le scoop, l’information fraîche dont raffole l’auditoire et qui a fait la célébrité de l’orateur Thabo Mbéki.

²⁵¹ La salle VIP est un espace généralement plus ombragé où, selon les sorbonnards les plus fortunés s’asseyent. A l’amphithéâtre Sorbonne originel c’est un hangar recouvert de feuilles de tôles et à l’amphithéâtre Solidarité, c’est l’espace qui fait face à l’immeuble JECEDA.

Ils évoquent des figures majeures de guerriers militaires (Yao Yao Jules, Mangou, le colonel Logbo, Anges Kessi, Lekota), des armes militaires (MI 24), à la taxonomie animale (Cobra, Scorpion), à des figures religieuses, notamment des personnages bibliques (le Prophète Jérémie), des médiateurs de la crise ivoirienne (Thabo Mbéki) ou encore à des organisations criminelles (Al Capone). L'orateur surnommé "Mystic" se réfère à une religion de type hébraïque.

La « Sorbonne » et le « TPCA » sont marqués par un relatif rapprochement de l'université. Elle revendique le caractère originel de cet espace qui ne dispense pas les enseignements dans des espaces fermés comme cela se fait à l'université. Les acteurs de la « Sorbonne » exercent selon eux, sur le modèle d'enseignement de la Grèce antique où l'enseignement se faisait à ciel ouvert.

L'attachement à l'université transparaît dans les titres des orateurs. Ce sont tous des « *Professeurs* ». Le 1^{er} Secrétaire à l'organisation de cette organisation leur reconnaît cette identité en ces termes :

« Ici, nous sommes à l'université comme nos amis étudiants qui sont à Cocody. Ceux qui prennent la parole pour enseigner sont les Professeurs. Leur travail est tellement sérieux que si vous faites attention, vous allez remarquer que certaines personnes dans la foule prennent des notes. C'est pour ne pas oublier ce que le Professeur a dit ». [L. 13 septembre 2007]

Les cours des *Professeurs* sont repris pendant les séances de « TD »²⁵². Les « TD » sont les discussions qui se font en dehors des interventions des orateurs devant l'assemblée. Les séances de TD se déroulent le plus souvent avant et après l'intervention des orateurs. De façon spontanée, les premiers venus se rassemblent par petits groupes de 3 à 5 personnes pour échanger sur les dernières évolutions de l'actualité. Pour les suspendre, ils utilisent l'expression de *casser les TD*.

Outre ces cours, des regroupements pendant lesquels une foule se rassemble autour des orateurs pour suivre leurs interventions sont constatés. Ce sont les *délibérations*.

D'une manière générale, les échanges se situent à un niveau où les informations partent des orateurs pour aller vers les auditeurs. Les échanges entre les membres ont lieu dans le cadre des TD. Les rares occasions d'échanges interviennent lorsque les responsables le jugent utiles.

²⁵² En référence à l'université les TD sont des Travaux Dirigés.

II. Les grins

Leur disposition spatiale est différente de celles des « agoras » et « parlements ». Ils sont marqués par un rapport de proximité plus poussé.

II.1. La disposition spatiale dans les grins

Contrairement aux « agoras » et « parlements », le « grin » est plus réduit de par sa taille. Les membres du « grin » sont tous assis en cercle²⁵³ sur des bancs et des chaises. Le ‘kôro’ est du fait de son influence généralement assis à la meilleure place. En lieu et place d’une sonorisation pour parler ils ont un poste doté d’une radio. Ainsi, ils écoutent de la musique et la radio.

Pendant qu’ils discutent les plus jeunes préparent le thé et en assurent la distribution à tous les membres. Ce sont également eux qui vont acheter la cigarette et tout ce qui rentrent dans la cuisson du thé. On y pratique aussi des jeux de société : dame, Ludo, scrabble, cartes, etc. Les places ne sont pas payantes mais sont fonction de l’âge de l’individu car les « grins » sont profondément régies par la séniorité. Les cadets sont tenus de faire la place aux aînés. On assiste du coup à des transactions qui ne résident pas sur des bases financières comme dans les « agoras » et « parlements ».

La disposition des chaises, des tabourets et des bancs ressemblent quelque peu à une rencontre de villageois sous un arbre à palabres. Il s’assimile aussi à une réunion dans un village où le chef réuni tout le monde pour régler un problème particulier.

II.2. Les professeurs des grins

Les « grins » sont aussi animés par les sons de musique distillés par des postes. Il s’agit du reggae avec comme artistes préférés Tiken Jah, Alpha Blondy, Bob Marley, Burning Spear. Comme dans les « agoras » et « parlements » les surnoms sont présents. Le thé est l’aliment principal de ces espaces.

Le thé est largement dominant. C’est un aliment qui tient une place centrale dans la plupart des ménages issus du nord de la Côte d’Ivoire et de certains pays comme le Mali, le Burkina Faso, etc. Il est un élément de la figure du jeune que l’on retrouve ailleurs. Ainsi la jeunesse urbaine d’Addis-Abeba, appelé *chifta* s’organise autour de la consommation du khat et la cérémonie du café. A Dakar la consommation du thé *ataya* s’inscrit dans le cadre d’une cérémonie appelé bul faale²⁵⁴, le *shege* au Congo Kinshasa.

²⁵³ Parfois ils sont en forme rectangulaire ou carré. La disposition spatiale dépend des membres et de la taille de l’espace physique dont ils disposent.

²⁵⁴ Signifie : ne t’en fais pas.

La consommation du thé recouvre plusieurs sens. En premier lieu, il est considéré par les membres des « grins » comme un remontant qui combat la fatigue. Un membre témoigne :

« *Le thé c'est bon. Quand tu es fatigué et puis tu prends un verre bien chaud, tu es adjué djué*²⁵⁵.
Ça te réveille ». [K., 29 février 2010]

Mais au-delà de sa valeur tonifiante, certains membres lui reconnaissent des vertus aphrodisiaques et digestives. La préparation du thé est la même partout avec des variantes. Ces divergences s'observent au niveau des ingrédients. En plus du sucre et du thé on y met parfois des feuilles qu'on appelle à Korhogo *batanan*. Selon les consommateurs, elles renforcent la qualité du thé en le parfumant et en renforçant ses vertus euphorisantes. A des moments ils y mettent de la poudre de cigarette, notamment celle de la marque *Fine mentholée*. Les conséquences sont immédiates, ils entraînent des insomnies et un manque d'appétit. Paradoxalement ce sont des effets qui sont recherchés.

Aussi, au-delà de ses qualités végétales, le thé participe à la construction des liens sociaux. Il sert de prétexte aux retrouvailles à des jeunes qui, pour la plupart sont en proie à des difficultés d'insertion. La plupart d'entre eux appartiennent à des classes sociales défavorisées. Autour du thé ils peuvent se retrouver pour oublier quelques temps leurs problèmes. Dans ce sens, le thé quitte la sphère végétal pour se loger dans les pratiques sociales où il vient participer à l'organisation de groupe d'individus.

Du fait de la taille du groupe et du mode de disposition des bancs et des chaises, les échanges sont plus rapprochés. Et contrairement aux « agoras » et « parlements », la communication des « grins » s'établit dans un schéma d'échanges entre les personnes. Le *kôrô* joue le rôle de modérateur pour calmer les esprits lorsqu'ils s'échauffent. Le *kôrô* propose les sujets qui sont ensuite débattus par tout le groupe. Il arrive des moments où les sujets soient proposés par d'autres membres.

²⁵⁵ Mot nouchi qui signifie se remettre de la fatigue.

Tableau 7 : Typologie des espaces de discussions de rues

Espaces Ressources	Grins	Agoras et parlements
Ressources humaines	Individus de même classe d'âge ou de même catégorie socio-professionnelle	Composite avec un nombre important d'acteurs et de formes d'espaces
Motivations	Par affinité parentale, professionnelle et sexuelle	Par affinité politique ou sociale
Taille	Varie entre 5 et 10, voire 30	Regroupements importants de 50 à plusieurs centaines
Situation socio-professionnelle	Population à majorité en quête du premier emploi et célibataire	Population à majorité en quête du premier emploi et célibataire
Age	Population jeune	Population jeune
Genre	Domination masculine	Domination masculine
Constituants	Thé, musique reggae, amuse-gueule (arachide, viande grillée, lait de vache)	Marché, musique patriotique
Direction	Le Kôrô avec son autorité liée à son âge	Leaders charismatiques dont les orateurs
Référents sociaux	Islam, Populations issues du Nord	Chrétiens pentecôtistes, large domination des ethnies krou et du sud

Source : enquête, juillet 2009

III. La politisation des espaces de discussions de rues

L'histoire des EDR n'est pas linéaire. Ils ont connu de nombreux changements qui ont modifié leur fonctionnement. La politisation de ces espaces est un révélateur, un marqueur qui détermine leur caractère politique. Le mode d'acquisition de l'espace fonctionne par l'imposition de marques et de contremarques qui expriment l'appropriation de l'espace public qui n'est plus commun du fait des enjeux et s'apparente alors à un territoire qu'il faut conquérir ou défendre²⁵⁶. Sur cette base, la « territorialisation politique » peut s'appréhender à travers des formes de « marquage trace » (matériel exposé) et de « marquage présence » (les gestes et les comportements) de l'espace.

²⁵⁶ Foa Jérémie cité par Roussel Diane 2006:4

III.1. Le Tout puissant Congrès d'Abobo : entre lutte politique et intrigues économiques

Le terrain vague qui reçoit les « congressistes » est un fruit symbolique qui oppose trois entités. Le TPCA et un opérateur économique et la mairie.

Le « Congrès » d'Abobo partage son espace avec des commerçants qui vendent du bois. Ce commerce occupait plus de la moitié de l'espace. Pour occuper l'espace restant, les membres fondateurs ont introduit une demande d'occupation auprès de la chefferie traditionnelle. C'est le chef du village des akyié d'Agnissankoi qui le leur a cédé sous réserve de le reprendre en temps voulu. Un membre de cette délégation explique :

« C'est le chef de terre que nous avons vu et il a accepté. On n'a pas vu la mairie » [G. 7 septembre 2009].

Mais entre juin et juillet 2004, les premiers conflits éclatent. En effet, il s'est avéré que le terrain en question était la propriété d'un opérateur économique. Ce dernier voulait reprendre l'espace pour le rentabiliser. Les « congressistes » se sont donc retirés non sans prendre la décision de faire des investigations pour connaître l'identité de cet opérateur qui a attendu l'attaque contre la Côte d'Ivoire pour faire du commerce. L'un des responsables de cette organisation témoigne :

« On est parti et les gens ont commencé la construction d'une station d'essence. En ce moment nous étions en train de faire nos enquêtes qui est cette personne parce que nous étions dans une période très chaude en 2004 où la pression de l'ennemi sur la Côte d'Ivoire se faisait sentir. Nous avons vu que ce choix de venir construire ici en ce moment n'était vraiment pas approprié. Surtout que c'est là que les patriotes se retrouvaient parce que la place est facilement accessible et c'est un espace où dans les environs les patriotes sont en nombre et donc nous avons mal compris cela. Donc nous avons mené nos enquêtes et il s'est trouvé que c'est des gens qui sont un peu en connivence avec la rébellion. Alors là les patriotes ont décidé de surseoir à cette opération qui était en train d'être faite parce que les gens avaient déjà monté les murs de la station. Et les patriotes ont dit non, ils ont organisé une grande manifestation où ils ont détruit tout ce qui était sur l'espace. Depuis ce jour on a eu notre espace et il est devenu plus grand parce que les vendeurs de bois eux-mêmes ont reculé un peu. Il est devenu plus large depuis qu'on a gagné ce combat. Nous on a ramené la quiétude des esprits ici et, les dames que vous voyez avec les enfants se débrouillent comme ils peuvent ici en vendant leurs choses. On a installé nos bancs, nos chaises et notre drapeau et puis on délibère tranquillement » [G. 16 septembre 2009].

La confrontation ne se limite pas à cet opérateur économique. Les « Congressistes », dans leur expansion hégémonique défient également la Mairie. Un animateur explique :

« Nous savons que cette mairie là que nous avons ici est dirigé par les rebelles parce que la mairie de notre commune est RDR et c'est eux qui sont les parrains de la rébellion. Donc quand on sait ça on savait déjà que avec eux on pouvait pas compter sur quelque chose. Donc il faut dire que on les a totalement ignorés. Si on voulait aller les voir pour une quelconque autorisation pour y travailler ici nous ne pensions pas que on allait avoir cet espace-là. Donc on s'est imposé là de force et je te rappelle que même sur notre espace les gars essayent de nous déloger. La mairie a tout fait pour venir déposer des ordures ici. Juste pour nous mettre mal à l'aise sur notre espace mais on a dû batailler très dur pour pouvoir chasser H sur notre espace. C'est dire que jusqu'aujourd'hui on n'a vraiment pas de relation à proprement parler avec la mairie. Depuis qu'on a été on n'est jamais allé les voir pour une quelconque aide ou pour une quelconque demande. Ils sont catégorisés ici nous on les connaît comme étant les bras qui ont armé les rebelles qui agressent notre pays. On a mis notre drapeau pour dire que la République est encore debout » [G. 16 septembre 2009].

Les rapports conflictuels entre les « Congressistes » et leur environnement atteignent leur paroxysme pendant la période des audiences foraines. Leur matériel de travail (les bancs) est détruit nuitamment par des individus qu'ils identifient comme des rebelles. G révèle à ce propos :

« Nos bancs restent dehors pendant la nuit. Et les rebelles que nous étions en train de combattre au cours des audiences foraines venaient casser des bancs et même faire leurs besoins ici. Mais ils sont vaincus au nom de Jésus. Tout ça là parce qu'ils voulaient qu'on leur donne la nationalité ivoirienne comme gbofloto²⁵⁷ » [16 septembre 2009].

La police, faisant fi des franchises que les « Congressistes » se sont eux-mêmes attribués, a pénétré leur territoire pour disperser une foule de « congressistes » qui étendait son pouvoir sur la chaussée qui mène à la commune d'Anyama.

Le 3 août, pour dégager les bancs et les pneus déposés sur la route, les policiers ont pourchassés les « congressistes » jusque dans leur dernier retranchement. K. raconte cet évènement :

« Ce jour là, on a barré la route en guise de protestation et des policiers venus d'une autre commune ont lancé une attaque avec des bombes lacrymogènes et sont venus nous frapper sur notre espace. Le plus grave est qu'ils ont sauvagement battu un jeune qui tentait de sauver le drapeau parce qu'on leur dit toujours ici que le drapeau est un symbole précieux qu'il faut

²⁵⁷ Gbofloto : galette faite avec la farine locale.

protéger à tout prix ; donc ils l'ont frappé mal et ils sont repartis en emportant la corde et le drapeau. On nous a dit qu'ils ont brûlé tout ça » [16 septembre 2009].

L'histoire de cet espace permet de se rendre compte de son caractère politique. C'est un indice de sa connexion avec l'espace politique mais plus particulièrement avec le camp politique. Le TPCA reçoit de manière symbolique les antagonismes qui opposent le FPI à ses adversaires. Il devient l'arène où les militants s'affrontent au nom des idéologies de chaque parti.

III.2. Les grins : conflit de perception entre générations et violence policière

Le « grin » d'adjamé tout comme celui d'Abobo d'ailleurs ont utilisé le même mode opératoire d'occupation de l'espace. Les luttes autour de l'espace sont plus sourdes et moins violentes à Adjamé. Par contre à Abobo, les luttes pour des enjeux politiques sont déclarées entre les acteurs. Cela commence par un quarteron de jeunes qui se retrouvent près d'un pan de mur pour discuter. Avec l'arrivée du PC Crise, un corps spécialisé contre le grand banditisme, pendant la transition, le « grin » d'Abobo a eu des rapports difficiles avec les autorités militaires.

En effet, ils ont fait plusieurs fois l'objet de contrôle policier de jour comme de nuit. On peut même parler de rafle systématique puisqu'il arrivait des fois où ils étaient tous transférés au violon au motif qu'ils avaient constitué un attroupement. K raconte le déroulement d'une de ces opérations :

« Un jour, nous on étaient là en train de causer vers les 22 h là. Un coup on a vu les PC Crise là venir. Ils n'ont rien dit et ils nous ont pris nous tous pour aller avec eux. Ils nous on fait gratter les herbes pour rien » [K. 17 septembre 2009].

Cette situation n'a pas changé avec l'élection du Président Laurent Gbagbo au pouvoir. Si les pratiques sont les mêmes, le sujet change, c'est le CECOS qui a maille à partir avec les membres de ces « grins ». B dépeint la nouvelle situation en ces termes :

« On pouvait pas respirer pendant audiences foraines là. CECOS eux, ils disent que nous là on est RDR nous sommes les étrangers, les rebelles. Quand ils viennent ils nous disent de quitter là et ils regardent toujours nos pièces. Même si tu es en serviette devant ta porte ils vont te parler de pièces. C'est quel jour ils sont allés demander pièces aux gens du congrès là. C'est pas ici on fabrique papier de audiences foraines. Ils n'ont qu'à aller voir Banny. Nous on est chez nous ici on boit thé, on écoute musique et puis on va dormir, tranquille quoi ». [16 septembre 2009]

On le voit, les conflits qui animent l'espace politique se transposent dans ce « grin » où les acteurs et les policiers jouent les rôles des principaux leaders politiques. La rue a capté les antagonismes pour les actualiser avec ses propres modalités.

Le mode d'acquisition et de conservation des espaces relève d'une redéfinition des usages de la rue par les acteurs. Ce sont des territoires dont l'appropriation, la maîtrise et la défense constituent des enjeux socio-politiques. Ils se présentent également comme des espaces de forte réactivité et de mobilisation dans lesquels peuvent surgir des formes d'acquiescement ou de contestation. En effet, « *Tout espace non occupé (bord de route, carrefour, friches, etc.) est considéré comme naturellement occupable, bien que l'existence d'un « propriétaire » et d'un pouvoir sur ces espaces soit une notion intériorisée par tous, ainsi que la précarité et la révocabilité de leur occupation* »²⁵⁸.

III.3. Les grins de Korhogo : "petits crimes" en famille

Le caractère politique de ce « grin » trouve ses origines dans l'histoire de la création de Korhogo et à son fondateur, Nanguin Sorho. Puissant chef guerrier, il a été expulsé de Kong dont il est originaire à la suite d'incompréhensions avec la chefferie en place. Vers la fin du XVII^{ème}, époque marquée de conflits à répétitions, ce guerrier devenait trop gênant pour le souverain qui l'éloigna pour préserver son trône.

Il revient que le souverain de Kong, Sékou Ba Ouattara, à la recherche de pouvoirs envoya Nanguin dans une contrée éloignée pour lui rapporter un bonnet mystique dans une contrée voisine. Le féticheur qui a conçu ce bonnet recommande alors que seuls les détenteurs d'une autorité suprême aient le droit de se coiffer avec le bonnet. Malheureusement, le compagnon qui a reçu l'information ne l'a pas partagée avec Nanguin. S'étant éloigné pour satisfaire ses besoins naturels, Nanguin aurait porté le bonnet. Dès leur retour, ayant été informé de ce que Nanguin aurait porté le bonnet, le souverain le congédie. Pour lui, Nanguin manifeste la volonté de lui ravir son pouvoir, et, de ce fait, il fallait le chasser du village. Frappé d'ostracisme, il part à la recherche d'une terre.

Dans son errance, Nanguin consulte les marabouts de Kadjoua et de Boron qui lui indique un site entouré de marigots avec un sol riche. Cette promesse guide les pas de Nanguin au-delà du fleuve Bandama où il s'installe. Appréciant la saveur du gibier et des fruits, il décide de se fixer sur cette terre généreuse, au pied du mont *Tiépkô*, la grosse dame en Sénoufo. C'est la déformation langagière de ce mot qui, par abus de langage et la déformation des différents administrateurs devient Korhogo (Ouattara T.F. 1999). Il se

²⁵⁸Leimdorfer, *Enjeux et imaginaires de l'espace public à Abidjan*, op, cit., p. 52.

murmure à lui-même : « *Si je m'établis ici, je laisserai à mes descendants un héritage consistant* ». Cette terre promise est appelée *Kôrg*, ce qui signifie "héritage" en langue Sénoufo²⁵⁹. Une petite communauté de Malinké partage une partie du site avec lui. Il règne sur les Tiembara de 1710 à 1750. Le pouvoir échoit à l'un de ses neveux, Péléforo Gbon Sorho plus connu sous le nom Péléforo Gbon Coulibaly.

Habile politique, prompt à toutes les concessions et à tous les revirements pour préserver la paix et les intérêts de son peuple Gbon vit en bonne intelligence avec son entourage. Il rompt l'alliance avec le chef de Sikasso pour suivre Samory Touré le plus puissant souverain de la région. Il organise lui-même la délégation qui fait allégeance à Samory en 1894. En prenant l'initiative de rompre avec Sikasso, en ralliant le pays Sénoufo à Samory, Gbon Coulibaly devient le chef de file de tous les Sénoufo, leur rassembleur et leur sauveur. Cette action d'une haute portée diplomatique consolide son autorité auprès des Français qui se rapprochent de lui en 1898. Sous la colonisation, il fut un chef respecté de ses administrés et du pouvoir colonial. Grâce à son influence, il a su orienter la classe dirigeante Sénoufo vers l'Islam et mobiliser les Sénoufo au sein du RDA dirigé par Félix Houphouët Boigny dont il fut le père spirituel²⁶⁰.

Le décès de Gbon le 19 septembre 1962 fissure le compromis communautaire. Les héritiers fragilisent l'autorité des Tiembara sur les autres communautés. Les changements socio-économiques liés au transfert des pouvoirs traditionnels aux nouveaux représentants de l'administration (préfets, sous-préfets, maires) et à la crise économique achèvent d'affaiblir la famille Gbon. En plus de la contestation des Malinké qui, par le commerce tentent d'arracher une parcelle du pouvoir, elle subit les effets de la lutte de succession des héritiers. Le pouvoir qui échoit à la descendance de Tiégolo, sœur de Nanguin, est âprement disputé par ses enfants et ceux de Gbon.

Tiégolo est la fondatrice de l'actuel quartier Soba. Le site originel à partir duquel ce quartier a été créé s'appelle Kafoungo ou Tiéfolokaha²⁶¹. La rivalité entre les héritiers oppose entre eux Nambeyrigué, Fokin, Niblé, Zouakanion. Un jeune esclave à qui son maître donna le nom de son ancêtre Nanguin, le fondateur de Korhogo est à la base de troubles au sein de la famille Gbon. En effet, les descendants de l'esclave qui se prévaudront du chef Nanguin vont réclamer les droits liés à leur statut royal.

²⁵⁹ FOTAHAMANA, Revue trimestrielle de la commune de Korhogo, N° 1, août 1988.

²⁶⁰ Loucou, op. cit., p. 141.

²⁶¹ Mot composé de Tiéfolo, nom de la fondatrice et de Kaha, ville, village. Tiéfolokaha veut donc dire village de Tiéfolo.

Cette guerre des héritiers est à l'origine des violences qui animent les élections législatives et municipales de 1980 et de 1985. Partisans et adversaires de la famille Gbon s'affrontent autour de candidats affublés de surnoms évocateurs : « *Lasso* », « *Gbomblé* », « *Secrétaire Seydou* », Karna, « *Adama champion* », etc. L'un des acteurs de ces incidents, l'avocat et ancien Maire de Korhogo, Lanciné Gbon Coulibaly raconte ses événements violents : « *Dans la nuit du 21 avril [1980], l'un de mes partisans, qui se trouve être également mon cousin, est battu à sang par mes adversaires pendant des funérailles dans un village situé à une dizaine de kilomètres de Korhogo* » (Coulibaly L.G 2005:42). On assiste à des dénis de justice, des expropriations arbitraires comme c'est le cas de nombreuses familles brutalement chassées des terres qu'elles exploitaient depuis des décennies. Il parle même de « *lundi sanglant* » où des armes à feu sont utilisées pour intimider, blesser ou tuer.

Les jeunes de ces « grins » portent cet héritage ancestral qui module leurs rapports avec l'ensemble du champ politique. Au « grin » la 'Mafia', les princes de la famille Nanguin entraînent leurs amis dans ces vieilles intrigues familiales. N., dont les parents sont farouchement opposés à ceux de Nanguindala explique cela :

« Eux ils savent qu'ils sont nos esclaves. C'est nous les princes. Donc mes gars et moi on s'entend pas trop avec eux. Ils sont gonflés²⁶² comme c'est pas possible. Regarde Kassoum Coulibaly ce qu'il faisait en son temps, parce que c'est les mêmes gars la hein. Quand il va quelque part il gare sa voiture au milieu de la route. Quand tu parles il te dit que c'est la terre de Gbon, de son papa, donc il s'en fout de vous il va faire ce qu'il veut. Si tu n'es pas content faut aller sur la terre de tes parents. Est-ce que ça là c'est l'homme ça ? » [N., 8 mai 2009]

L'influence de ces logiques familiales sur les EDR est mieux exposée par L. :

« Quand Gbagbo est arrivé à Korhogo avec son affaire de FPI ce sont eux les traîtres qui ont vendu la région à Gbagbo. Les gens de Lanciné là ce sont eux. Ce sont les mêmes gars qui ont tout mélangé²⁶³ ici à l'époque. Donc nous on est pas d'accord avec eux d'eh. Regarde²⁶⁴, moi mon beau, à l'époque j'avais une go²⁶⁵ et son papa faisait politique ; Quand on a fait élection de 95 dans le bureau de vote où il était y a eu palabres avec les sauvages du FPI là. Mais ils ont tiré sur lui et la balle est rentrée dans son œil. Or c'était le gars de Guikahué²⁶⁶, le ministre de la santé et c'est lui qui a envoyé hélicoptère pour l'envoyer à Abidjan pour qu'on le soigne. C'est à cause de ça, quand on se croise, notre grin on n'est pas d'accord avec eux ». [L., 10 mai 2009]

²⁶² Arrogants.

²⁶³ Semer des troubles dans la ville.

²⁶⁴ Dans le sens se demander plus d'attention à l'interlocuteur.

²⁶⁵ Petite amie.

²⁶⁶ Ancien Ministre de la Santé au temps du Président Henri Konan Bédié.

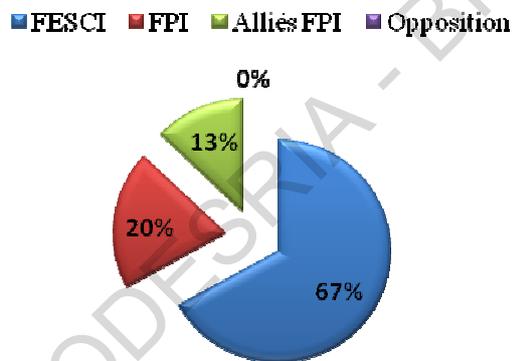
Les propos de ces deux membres traduisent bien l'influence du contexte général sur ces espaces. Ils sont engagés dans des querelles avec un ennemi héréditaire à combattre. Ce poids de l'histoire, notamment de la colonisation s'explique par la persistance de conditions objectives comme la crise économique (Meynaud et Lancelot 1962:16-17). L'appartenance au groupe est un facteur important du retentissement de l'expérience historique dans l'actualité.

Toutefois, il convient de faire une remarque au niveau des « grins ». Comme l'indique leur histoire, il n'était pas politisé à leur début. En réalité, la plupart d'entre eux ont gardé leur dimension originelle de simple lieu de regroupements de personnes. Cette forme de « grins » est assez répandue à Korhogo. C'est du reste ce qui explique que nombre d'entre eux ne sont pas affiliés au RGCI. Aussi, en dépit du rapprochement du RDR au PDCI, ce dernier parti n'est pas représenté dans les « grins » et les « agoras » et « parlements ».

III.4. La forte représentativité de la FESCI dans les agoras et parlements

Une fine analyse de ces espaces permet de dégager les différences qui existent entre eux au niveau politique. On observe, notamment la large domination des transfuges de la FESCI dans les « agoras » et « parlements ».

Figure 6 : Représentativité des syndicats et partis politiques dans les « agoras » et « parlements »



Source : enquête, juillet 2009.

Selon la figure ci-dessus, 67% des membres sont issus de la FESCI. 20% sont militants du FPI et n'ont jamais milité dans ce syndicat et le reste, 13% proviennent des partis proches du FPI. La forte représentation des éléments de la FESCI est à rechercher dans le projet de formation de ce syndicat. En effet, la formation reçue répond à un impératif de dominer pleinement toute entité avec laquelle elle entre en interaction quelle qu'elle soit et quelque soit les circonstances. Et par tous les moyens. Le but est l'efficacité sur le terrain. Du

reste, les fescites²⁶⁷ eux-mêmes revendiquent ce caractère sous cette boutade « *C'est le terrain qui détermine* ».

On peut faire correspondre ces propos à ceux de Marx qui défendait le primat de la superstructure sur l'infrastructure, c'est-à-dire à la dimension matérialiste des rapports sociaux. Ce marxisme amène la FESCI à phagocyter tout ce qu'elle rencontre sur son passage par assimilation ou soumission. On observe cette attitude dans l'espace de l'éducation en Côte d'Ivoire où la FESCI a réussi par l'usage des brimades, les passages à tabac, les vols, les viols, etc. à surpasser les autres syndicats concurrents dans les lycées, collèges, universités et grandes écoles²⁶⁸. La soumission s'est même imposée aux étudiants en tant qu'individus. On retrouve ici la thèse de Georges Sorel qui inscrit la violence dans un projet révolutionnaire prolétarien avec des accents romantiques et populistes. Il distingue la « bonne » violence des révolutionnaires de la « force mercenaire » des bourgeois au service d'intérêts médiocres. Il avance que « *Le danger qui menace l'avenir du monde peut être écarté si le prolétariat s'attache avec obstination aux idées révolutionnaires, de manière à réaliser, autant que possible, la conception de Marx. Tout peut être sauvé si, par la violence, il parvient à reconsolider la division en classes et à rendre à la bourgeoisie quelque chose de son énergie ; c'est là le grand but vers lequel doit être dirigée toute la pensée des hommes qui ne sont pas hypnotisés par les événements du jour, mais qui songent aux conditions du lendemain. La violence prolétarienne, exercée comme une manifestation pure et simple du sentiment de lutte de classe, apparaît ainsi comme une chose très belle et très héroïque ; elle est au service des intérêts primordiaux de la civilisation ; elle n'est peut-être pas la méthode la plus appropriée pour obtenir des avantages matériels immédiats, mais elle peut sauver le monde de la barbarie. A ceux qui accusent les syndicalistes d'être d'obtus et de grossiers personnages, nous avons le droit de demander compte de la décadence économique à laquelle ils travaillent. Saluons les révolutionnaires comme les Grecs saluèrent les héros spartiates qui défendirent les Thermopyles et contribuèrent à maintenir la lumière dans le monde antique* » (Sorel 1908:70).

D'autre part, le nombre important de fescistes dans ces espaces répond à une logique de promotion personnelle. Après leurs études les éléments de la FESCI, en perdant le statut d'étudiant, perdent par la même occasion celui de militant. Or, hors de la FESCI, il n'y a point de moyens non seulement de militer mais aussi d'avoir accès à certains rôles. Il s'agit de celui

²⁶⁷ Nom donné aux membres de la FESCI.

²⁶⁸ Human Rights Watch, Rapport, Mai 2008.

de politicien. Presque toutes ces personnes aspirent à jouer un rôle politique. L.T nous l'explique :

« Moi, de par ma formation, je suis appelé à faire de la politique. On ne devient pas fesciste pour s'asseoir à la maison et se laisser diriger comme un bébé par les autres. C'est nous qui dirigeons parce qu'on a l'expérience de la lutte. Tu vois, aujourd'hui ce sont les fescistes qui gèrent²⁶⁹ la guerre. Bogota²⁷⁰, c'est FESCI, Le Génie de Kpô²⁷¹, c'est FESCI, Sidiki konaté, c'est FESCI. Même rebelles y a FESCI dedans. En fait c'est nous on fait le truc. Aucun homme ne peut se lever pour faire ça, si c'est pas FESCI. On a le cœur²⁷². Les autres n'ont pas ça. Aujourd'hui même les petits petits²⁷³ ONG que tu vois là, quand tu fouilles²⁷⁴ bien ce sont des fescistes qui sont en bas²⁷⁵. C'est comme ça on nous a formé. Nous tous là on veut être comme les Blé et les Soro²⁷⁶. On peut pas rester derrière²⁷⁷. En ce moment on a lutté pour rien quoi²⁷⁸ ! Han ?²⁷⁹ ». [L.T., mai 2009]

A la suite de T., G nous raconte sa vie :

« Avant d'arriver à Abidjan, j'étais un étudiant à l'université de Bouaké. Je n'ai pas pu finir ma licence et on est venu ici. Quand je suis arrivé, très rapidement on s'est organisé et c'est ainsi que je me suis retrouvé, grâce à un grand frère, membre fondateur et dirigeant de l'association des déplacés de mon village qui a été assiégé par les rebelles. Donc on a lutté pour défendre nos droits et pour aider les parents qui étaient en train d'être affamés par la rébellion. Mais il faut dire que entre temps, moi-même, je suis membre de la JFPI de mon quartier au terminus 27. Mon frère, avec tout ce qui se passait, un vrai patriote ne peut pas s'asseoir et puis regarder un Président laisser le pape dans son coin et puis venir se jeter dans la gueule du loup. Vraiment, nous au FPI, on a pas appris ça, surtout nous les jeunes, on peut pas. Donc tu vois que avec tout ça là, ça n'a pas été difficile de créer un parlement au quartier et de venir gbaer à la Sorbonne les matins ». [G. 23 août 2007]

Comme on peut le constater, G. est militant du FPI, le parti politique dont est issu le Président de la République de Côte d'Ivoire. A l'image de son prédécesseur, il a derrière lui une longue expérience dans l'engagement politique. En plus de cela, il fait partie des nombreuses personnes qui se sont déplacées du fait de la crise militaro-politique. La participation aux activités d'une organisation de déplacés lui permet de se construire un

²⁶⁹ Faire la guerre.

²⁷⁰ Surnom de Soro Kigbafori Guillaume alors qu'il était secrétaire général de la FESCI.

²⁷¹ Surnom de Charles Blé Goudé.

²⁷² Avoir le courage.

²⁷³ Litote utilisée pour traduire la petite taille des ONG.

²⁷⁴ Chercher sérieusement.

²⁷⁵ Les fescistes en sont les auteurs.

²⁷⁶ Vouloir ressembler à Blé Goudé et Soro Kigbafori Guillaume.

²⁷⁷ Rester à la traîne.

²⁷⁸ Ne pas tirer profit de la lutte.

²⁷⁹ Interjection qui marque un ton interrogatif.

capital social qu'il reconvertit en capital politique au sein de la JFPI et de la « Sorbonne ». Il apert dès lors que, grâce à la mobilité de son identité qu'il inverse selon la situation, ce jeune homme change de champ et, par la même occasion, multiplie ses possibilités de s'inscrire dans des réseaux socio-politiques plus valorisants.

La référence au « courage » du « *Président (qui a accepté de) laisser le pape dans son coin(...)* (pour) « *se jeter dans la gueule du loup* » traduit la construction d'une famille de combattants à laquelle appartient le Président Gbagbo. L'identité de combattant qui se perçoit dans le discours de ce jeune homme rend compte de l'idéologie de l'action politique de son leader, Gbagbo. D'ailleurs, parlant du pouvoir politique, le chef de l'Etat affirmait : « *On va le chercher sous la pluie, sous le soleil, dans la brousse, dans la forêt, dans la savane, avec sa sueur, avec son sang. C'est la vision que j'ai de la politique parce que je pense souvent à Moïse, à Mitterrand, à Houphouët Boigny. Je pense que ceux-là méritent leur pouvoir parce qu'ils sont allés le chercher* »²⁸⁰. L'image de combattant politique est clairement perçue dans le discours du Président au cours d'un entretien accordé à un journaliste dans les premières heures de la crise : « *En Afrique, je suis le deuxième chef d'Etat à être rentré dans son pays quand on a annoncé un coup d'Etat contre lui. En 1936, Haïlé Sélassié était en visite officielle au Brésil quand on a annoncé un coup d'Etat contre lui. Il a pris son vol et est rentré à Addis Abéba. Après lui, l'histoire retiendra qu'en 2002, Laurent Gbagbo était en visite officielle en Italie. Et quand on a annoncé un coup d'Etat contre lui, il a pris son avion et est rentré à Abidjan dans son pays* »²⁸¹.

Selon L.T., on ne devient pas fesciste « *pour s'asseoir (...)* et se laisser diriger comme un bébé par les autres ». La volonté de se distinguer des autres pour les dominer est très forte chez les militants de ce syndicat. Et pour sortir du lot, ils gagent sur « *l'expérience de la lutte* », un capital susceptible de faire la différence dans ce combat. La preuve par le fait est brandie comme un trophée. De part et d'autre de la frontière entre le nord et le sud, entre les loyalistes et les insurgés, se tiennent en bonne position les fescistes. Au-delà de la guerre, la FESCI demeure toujours, omniprésente au point de se convertir en membre d'ONG de la société civile. Tous ces témoignages de réussite fonctionnent comme des exhortations qui incitent à la « *conversion* », à une transformation du « cœur » que les autres « *n'ont pas* » en pierre angulaire d'un projet de changement d'un groupe social. La rhétorique dénote de la force de la volonté de saturer l'espace conquis. La fréquence de certaines expressions renforce l'idée de domination : « *je suis appelé à* », « *on ne devient pas fesciste pour (...)* », « *c'est*

²⁸⁰ Notre Voie n° 1042 du mercredi 14 juillet et du jeudi 15 novembre 2001.

²⁸¹ Notre Voie n° 1804 du lundi 7 juin 2004.

nous (...), « on a l'expérience », « ce sont les fescistes », « c'est nous on fait », « Aucun (...) si c'est pas FESCI », « (...) ce sont des fescistes qui sont en bas », « On peut pas rester derrière ». Le sentiment d'emprise sur son environnement est présent de façon permanente.

On voit donc, au travers des différentes trajectoires de ces membres d'une part, les tentatives de la FESCI pour se réappropriier les « agoras » et « parlements ». D'autre part, ils sont largement dominés par les membres du FPI. A côté d'eux, des déplacés de guerre et des chômeurs viennent proposer leurs compétences de syndicaliste et de militant à ces espaces. La trajectoire scolaire, universitaire et professionnelle ainsi que l'expérience de militantisme de trois orateurs à la « Sorbonne » sont des éléments susceptibles d'expliquer ces motivations.

IV : PLACE DES FEMMES DANS LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES

Les femmes occupent une place marginale dans les EDR. Même si, elles participent à la diffusion des idéologies, il n'en demeure pas moins qu'elles sont minoritaires dans ces espaces²⁸².

IV.1. Des militantes

D'une manière générale, les femmes tiennent une position minoritaire dans les EDR. Que ce soit dans les « grins » ou les « agoras » et « parlements », elles sont les porteuses des idéologies défendues par ces espaces. Dans les « agoras » et « parlements », le nombre d'orateurs de sexe féminin est nul. A Abidjan, 1 seule jeune fille surnommée "La Vieille mère"²⁸³ prenait quelques fois la parole à la « Sorbonne » du Plateau. A l'intérieur 1 femme occupait à la fois le rôle de secrétaire générale et d'oratrice au « Parlement » d'Agboville²⁸⁴.

Hormis ces deux cas, les femmes qui fréquentent les « agoras » et « parlements » sont des auditrices militantes. Elles viennent conforter leurs convictions politiques et pour s'informer. Les femmes ne figurent pas dans les instances dirigeantes.

Toutefois, même si elles ne décident pas, les femmes participent pleinement à la diffusion des idéologies politiques. Lors des grandes manifestations, elles jouent un rôle de soutien en fournissant et/ou en distribuant les provisions d'aliments (eau, jus, etc.). Aussi, elles grossissent les rangs des militants lors des grands rassemblements en participant aux meetings, marches, etc.

²⁸² Silué, N O., 2006, *Médiatisation des idéologies politiques dans les espaces de discussions de rues : le cas du discours politique sur l'identité nationale au cours des audiences foraines de 2006*. Mémoire de DESS, Abidjan : CERAP/IDDH, p. 56.

²⁸³ Une étudiante logée au campus de Cocody.

²⁸⁴ Petite ville située à 79 Km d'Abidjan.

Un élément distingue la place de la femme dans les « grins ». La distribution des places dans ces espaces épouse celle des tâches dans la société africaine. Elle s'effectue sur la base de la division sexuelle des tâches. Or cette catégorisation entraîne non seulement la séparation des femmes des hommes dans la réalisation des ouvrages mais aussi le confinement des genres dans des activités spécifiques. C'est sur cette base que s'opère la création des « grins ». C'est ce qui fait qu'il est impossible de voir des femmes dans les « grins » des hommes. Cela ne signifie pas qu'il existe systématiquement des « grins » de femmes car, en lieu et place de « grins », elles se regroupent dans les « tons ». En clair, on peut avancer que les « tons » sont l'équivalent des « grins » chez les femmes. Et, dans ces espaces, elles remplissent les mêmes tâches que les hommes dans les « grins ».

IV.2. Des commerçantes

Les femmes des EDR se retrouvent surtout dans les activités commerciales. Lorsqu'elles fréquentent les « grins », c'est pour la commercialisation de produits alimentaires tels que les arachides, la bouillie de mil, les fruits, etc. Ce sont le plus souvent des commerçantes ambulantes.

Dans les « agoras » et « parlements », elles jouent le même rôle. La majorité des femmes de cette catégorie d'espace sont des commerçantes ou des restauratrices et, dans une moindre mesure des prophétesses.

Le Président du TPCA témoigne à ce propos :

« Ce sont les femmes qui gèrent le secteur du commerce sur notre espace. Elles vendent les gnamakoudji, les bissap, les galettes, les aloco et les autres choses qu'on mange. Mais pour avoir l'autorisation de faire quelque chose, elles prennent d'abord la carte du Congrès pour montrer leur patriotisme. Et aussi elles doivent cotiser à la vie de la structure. Chaque jour, elles donnent chacune 50 FCCA comme frais de ticket ». [P. 16 septembre 2006]

Dans les « agoras » et « parlements », les femmes donc occupent près de 70% du secteur commerciale²⁸⁵. Sociologiquement, la faible présence des femmes dans les EDR est liée au mode de gestion patriarcale de l'espace public en Afrique. La compétition pour le leadership et les affaires publiques sont réservées aux hommes tandis que les femmes sont cantonnées dans la sphère privée, domestique et familiale (Kouamé 1989:16-17).

²⁸⁵ Silué, N.O, *Diffusion des idéologies politiques dans les espaces de discussions de rues ivoiriens après le 19 septembre 2002 : le cas de la Sorbonne*, op.cit., p. 57.

CHAPITRE V : INTERPRETATION DU DISCOURS POLITIQUE

Les idéologies politiques sont portées par les espaces de discussions de rues. Les acteurs co-construisent le discours avec la presse et les leaders politiques eux-mêmes.

I. La co-construction du discours dans les grins : la victimisation

La construction du discours politique sur l'identité dans les « grins » actualise les frustrations accumulées par les populations issues du nord. Ces dernières seraient, selon elles victimes de discriminations de la part du pouvoir FPI.

I.1. Production d'un discours de victimisation

Les « grins » ont construit un discours tendant à présenter les populations du nord comme des personnes victimes d'une tentative du pouvoir de leur spolier de la nationalité ivoirienne. La logique victimaire se sert de la déclaration du Président de FPI qui invitait tous ses militants à « *s'opposer par tous les moyens aux audiences foraines telles que menées dans les conditions actuelles* ». Cette déclaration faisait suite à celle du CNRD exigeant l'arrêt immédiat sans délai de la première tentative de lancement de l'opération d'identification.²⁸⁶

Ce processus de victimisation présente ces deux déclarations comme un refus du pouvoir FPI d'accorder la nationalité à des citoyens qui y ont droit. Ce discours cherche à produire un martyr dans l'imaginaire politique d'une catégorie de la population qui a, pendant longtemps, intériorisé cette image. Un membre d'un « grin » déclare à ce propos :

« Tout ce que le FPI fait vise simplement à empêcher le nord de voter son candidat. Ce plan nous le savons puisqu'on sait ce qu'il a fait aux membres du RDR en mars 2004 et même en novembre aussi ». [G. septembre 2008]

Le sentiment de victimisation s'appuie sur des situations de malaises avérés ou supposés. Elle est la source de la naissance de l'idéologie de l'ivoirité. Un membre du « grin » "La plage" transcrit cette idée :

« Depuis nos parents jusqu'à nous on est nés. On a toujours eu problème avec les gars du sud. Eux ils sont les premiers à nous mélanger avec le Mali et le Burkina mais ils veulent pas qu'on les mélange aux Ghanéens et aux Libériens. Sinon si c'est ça là c'est que Gbagbo c'est Libérien ou bien ? Quand tu montres ton papier et puis on voit que tu es Sénoufo ou bien Dioula on dit non toi tu es étranger. Mais eux ils s'amusent. Côte d'Ivoire là c'est pour nous tous, eux ils vont pas nous chasser pour s'asseoir ici à l'aise sinon on va se tuer ici. Houphouet comme lui il était

²⁸⁶ L'Intelligent d'Abidjan, N°1254 du mercredi 17 mai 2006.

intelligent il faisait la politique sans parler de Bété, de Dioula, de Wôbè c'est quand les vauriens là sont venus ils ont commencé à nous embrouiller avec affaire de ethnies paé²⁸⁷ ils n'ont rien à donner aux gens qui ont faim. Tu dis tu as faim, on dit ça là c'est Burkinabé, tu as soif, ça là c'est Malien, tu veux pisser²⁸⁸ ça là²⁸⁹ c'est Chinois, tu cherches maison, ça là c'est Ghanéen. Ya quoi ? ». [L. juin 2009]

Cet orateur est exaspéré par le sentiment d'exclusion dont il se dit être victime. Il porte une vision essentialiste de la nationalité axée sur le sol et les origines. De sorte que sur cette base tous les Ivoiriens seraient des étrangers y compris le Président qui serait lui-même « Libérien ». Il explique cette attitude de discrimination des autres groupes ethniques du fait de l'incompétence de la nouvelle génération d'acteurs politiques. Pour lui, tout leur échappe, ils ne maîtrisent rien et le paravent idéal est de détourner l'attention des populations vers des futilités criminelles au lieu de régler les problèmes qui se résument au logement « *tu cherches maison ça là c'est Ghanéen* », la santé « *tu veux pisser ça là c'est Chinois* », l'alimentation « *tu as faim* », et l'accès à l'eau « *tu as soif* ».

Cette attitude est appelée idéologie nordiste selon Séry Bailly. Pour lui : « *L'idéologie nordiste vise à donner aux originaires du Nord ivoirien une interprétation de l'histoire qui rend compte de leur statut ou situation dans la nation et fonde leur volonté d'y apporter des changements. Elle est Nordiste parce qu'elle se focalise sur le Nord dont le destin est sa préoccupation centrale* » (Séry 2005:20-21). Ce sentiment est la somme des ressentiments et des aspirations des originaires du Nord. Ces revendications sont systématisées dans des documents qui leur donnent une certaine légitimité. Ainsi on a parlé des chartes du Nord de 1991 et de 2002. Une autre est réapparue en 2009 avec des similitudes avec les précédentes.

A la seule différence qu'elle est plus explicite. Si la première traçait des lignes imprécises des hommes susceptibles de porter sur eux la cause nordiste, celle de 2009 est encore plus précise, elle donne un visage à la révolution des nordistes : Alassane Dramane Ouattara. Cette charte affirme que : « *Alassane Dramane Ouattara né en Côte d'Ivoire, ayant ses origines à Kong, donc en Côte d'Ivoire, est un authentique Ivoirien à part entière et un titulaire de l'identité du grand-Nord. (...). Lui prêter main forte dans le bras de fer qui l'oppose aux chantres de l'ivoirité, devient une nécessité absolue. L'assister de notre concours afin qu'il ne tombe pas dans le piège que lui tendent le régime FPI et certains ténors du PDCI s'inscrit, en bonne place, au tableau de nos activités. Insulter un des nôtres, le traîner dans la boue et ensuite venir au grand-Nord chez lui tenter de mobiliser ses frères*

²⁸⁷ Parce que

²⁸⁸ Uriner.

²⁸⁹ Celui-ci est identifié comme un Sénoufo, un Dioula, etc.

en faveur d'une politique qui lui est hostile, constitue un affront auquel nous n'avons pu répondre pour le moment parce que nous ne réunissons pas encore les conditions idéales à cet effet. La défense d'Alassane figure en bonne place parmi nos objectifs »²⁹⁰.

La mobilisation de la Charte du Nord de 2009 se rapproche du document de base du RGCI qui explique les raisons de leur enrôlement aux idées du candidat Alassane Ouattara :

« Le Rassemblement des Grins de Côte d'Ivoire s'est résolu à soutenir le candidat ADO pour deux raisons essentielles :

- Ses valeurs idéologiques à savoir la justice sociale, l'égalité de chance entre les citoyens, la compétence dans l'acquisition de l'emploi et le combat contre l'arbitraire, la corruption et l'exclusion sous toutes ses formes.*
- Son profil : ADO est travailleur ; il l'a prouvé quand il a été appelé au chevet de la Côte d'Ivoire malade de 1989 jusqu'en 1993 par Félix Houphouët Boigny. Il a mis l'économie du pays sur les rails ; c'est lui qui a préparé les nuages qui ont donné les pluies de milliards sous le président Henri Konan Bédié. Sous sa gouvernance, les Ivoiriens avaient pris goût au travail. Les fonctionnaires arrivaient à l'heure au bureau. Sous ADO la conscience professionnelle était de retour ; le respect de la chose publique était une réalité patente. En trois (3) ans de gestion, la Côte d'Ivoire a retrouvé sa place de locomotive dans la sous – région ouest africaine »²⁹¹.*

C'est en somme, entre autres, « l'égalité de chance entre les citoyens », « la justice sociale », « le combat contre l'arbitraire », « l'exclusion sous toutes ses formes » qui expliquent la logique victimaire, vecteur du lien entre Alassane et les « grins » majoritairement nordistes. Théoriquement cette idéologie s'inscrit dans le champ des théories sur les relations entre groupes. Ces derniers se distinguent par des conflits d'objectifs d'intérêt (avec pour enjeux des ressources, des territoires, un pouvoir). Ces antagonismes se manifestent par des perceptions et des évaluations stéréotypées d'un groupe vis-à-vis de l'autre, dans des comportements hostiles qu'une propagande a pu susciter et développer. En fait, la vie sociale est le théâtre de rivalités et de compétitions entre groupes d'individus. Les conflits surgissent à la suite de la recherche simultanée d'un même avantage par plusieurs groupes ethniques en présence. Et dans ces situations de compétition, son propre groupe est généralement connoté positivement (« Nous sommes les meilleurs ») et l'autre groupe l'est

²⁹⁰ Le Temps Hebdo, N° 41 du 03 au 09 juin 2009.

²⁹¹ Document obtenu auprès du secrétariat du RGCI en septembre 2011.

négativement (« *ils sont moins bons* »). Ces effets se rencontrent et se renforcent dans des situations de compétition entre groupes engagés dans un conflit d'objectif d'intérêts (Sherif 1969).

En plus, il n'est pas nécessaire d'être soi-même engagé physiquement, réellement dans la compétition ou dans la guerre pour se trouver dans cette situation. Il suffit d'être d'un camp ou de l'autre, partisan, supporter, tenant de l'un et non de l'autre pour partager ces perceptions, jugements, comportements, et ce, de manière symbolique. Cette appartenance peut être traduite par des signes ou dans l'imagination. La conséquence de ces conflits est l'émergence de deux réactions : le favoritisme et la discrimination. Le Paradigme des Groupes Minimaux (PGM) de Tajfel, Sheikh et Gardner postule que tout individu tend vers une identité sociale positive (Tajfel et al 1979). Pour eux, le fait d'attribuer davantage à son propre groupe qu'à l'autre groupe permet à l'individu de se comparer favorablement aux membres de l'autre groupe. Ce biais en faveur du groupe interne sert aux sujets à maintenir ou à acquérir une identité sociale positive.

I.2. Construction d'un citoyen issu de toutes les régions

Dans une perspective de co-construction de l'identité, les « grins » distillent une vision inclusive de la nationalité ivoirienne. Un ancien membre d'un « grin » affirme :

« L'ivoirien est celui qui vient de toutes les régions du pays. Et même il faut que les gens sachent qu'un ivoirien d'origine ou un ivoirien par adoption est un ivoirien. L'ivoirien n'est pas celui qui est du sud ou de l'est. C'est pour nous tous pays là ». [K. 12 septembre 2008]

Se basant sur les allégations de Me. Coulibaly Soungalo, membre du Secrétariat national aux droits de l'homme du RDR, prononcées au cours d'une conférence au foyer des jeunes de la commune d'Attécoubé, L. démontre que :

« Ce jour là, Me Coulibaly a dit que près de 3.500.000 personnes n'ont pas de papier en Côte d'Ivoire. Et donc c'est un devoir pour l'Etat de prendre des dispositions pour les identifier parce que parmi eux il y a des ivoiriens qu'on veut faire passer pour des étrangers ». [L. 12 septembre 2008]

Sur ce dernier point, l'une des stratégies des « grins » pour appuyer leur argumentaire est de le soutenir avec la formation des leaders du RDR. Leur positionnement dans la sphère des élites intellectuelles est capté et projeté dans le corps social pour accorder du crédit à leurs discours. Ils valident leur thèse avec un modèle qui devient un label de crédibilité. A propos, un membre indique ceci :

« La doyenne elle-même Dagri Diabaté, Professeure d'Histoire comme Gbagbo a dit que, avec les mouvements de populations qui ont commencé depuis longtemps et qui se sont aggravés aujourd'hui, on ne peut pas dire qu'il existe une race d'ivoiriens purs et d'ivoiriens métis. Les déplacements ont créé un nouvel ivoirien que tout le monde doit accepter. Elle a fait des recherches dessus, elle sait de quoi elle parle ». [M. 12 septembre 2008]

Ici, les discours des acteurs politiques sont analysés avec minutie et rendus aux autres membres à la suite de « calcul interprétatif ». La figure de l'ivoirien est construite avec un argumentaire qui fait appel à l'autorité voire aux analyses de cette dernière. La vision libérale du RDR concernant la nationalité est projetée en direction de l'auditoire par le biais des propos, analyses et actions des leaders de ce parti.

I.3. L'enrôlement et la délivrance de certificat de nationalité

Les « grins » ont restitué la vision libérale du RDR sur le but des audiences foraines. Pour eux, le processus doit aboutir à la délivrance, in situ, du certificat de nationalité. Les propos d'un « kôrô » sont clairs sur ce point :

« Nous n'avons pas de problèmes. Comme l'a dit le bureau politique du RDR, l'objectif des audiences foraines est de délivrer des jugements supplétifs et des certificats de nationalité. Les gens n'ont pas d'argent et souvent pas le temps de courir après un juge pour avoir un document auquel ils ont droit ». [K. septembre 2008]

Pour argumenter leurs propos, les animateurs des « grins » s'appuient sur le guide pratique des audiences foraines. D'ailleurs ce document est presque devenu leur bible dans la mesure où ils l'ont longuement commenté et expliqué. Les séances d'explication étaient animées par les membres qui ont fait des études juridiques ou universitaires. Pour donner une bonne explication de l'identification, certains sont allés se documenter au Centre National de Documentation Juridique (CNDJ) pour y rechercher le code sur la nationalité. Des lexiques juridiques de même que des cours de droit civil ont été exhumés de leur placard pour revêtir la démonstration du sérieux.

Pour ce faire, des séances de formation politique informelle sont organisées pour donner la lecture du RDR du guide d'entretien et des modalités de déroulement des audiences foraines. Les membres qui ont une culture juridique se chargent d'expliquer les étapes du processus aux autres qui leur posent des questions à la fin de leur exposé. Surviennent alors des débats où se construit une perception des audiences foraines, et, au-delà, de la nationalité.

Ces consultations juridiques faites dans la rue par des étudiants en formation ou en fin de formation participent de la construction de la définition de l'identité de l'Ivoirien que véhicule le RDR. Car dans leur effort de réinterprétation des textes à la lumière des mots d'ordre du parti, ces jeunes juristes, acteurs érudits de ces espaces, orientent les explications dans le sens accordé par le RDR. Un étudiant en droit témoigne :

« Nous on s'est organisé entre nous. Les étudiants et quelques uns qui ont au moins le niveau BAC ont décidé d'expliquer les audiences foraines à tout le groupe. Nous sommes deux étudiants juristes et on a joué un grand rôle dans cette activité. On s'est documenté en lisant nos vieux cours de droit et en consultant le guide de Banny. Avec les déclarations des leaders du RDR aussi on a préparé un petit cours qu'on a fait au grin. On l'a fait plusieurs fois même et chaque jour les débats sont chauds. On l'adapte aux réactions des gars du FPI ». [K. septembre 2008]

Les « grins » ont reproduit cette même idéologie libérale lors de la seconde phase de l'enrôlement en 2009. Dès la publication des résultats de cette opération, une liste de personnes dont les données sont douteuses apparaît. Il leur est demandé de rectifier les anomalies sur les preuves produites lors de l'opération. C'est dans la procédure de traitement de ces éléments que survient « *la crise des 429.030* ».

En janvier 2010, le FPI soupçonne le président de la CEI, Beugré Mambé d'avoir introduit frauduleusement des pétitionnaires dans le fichier électoral définitif en violation du mode opératoire relatif au croisement qui n'autorise nullement son institution à le faire même pour sa propre information. Le 20 janvier 2010, l'accusé reconnaît les faits mais précise que les croisements ont été effectués pour un usage interne. Au moment où la justice se saisit de l'affaire pour trouver une solution²⁹², le FPI et ses partis alliés attaquent en demandant la démission du président de la CEI²⁹³. Le RHDP soutient le président en assurant sa sécurité physique à son domicile privé²⁹⁴. Le FPI mobilise des magistrats qui procèdent à des radiations de supposés étrangers qui auraient été introduit dans la liste électorale. Sur le coup « *le directoire du RHDP appelle tous ses militants à empêcher les tribunaux d'opérer des radiations arbitraires, partisans et illégales* »²⁹⁵. Des violences éclatent à Katiola, Divo, Man, Bouaké, Abidjan, etc.

²⁹² Fraternité Matin, N° 13574 du samedi 6 au dimanche 7 février 2010.

²⁹³ Notre voie, N° 3480 du mardi 12 janvier 2010.

²⁹⁴ Soir Info, N° 4632 du lundi 8 février 2010.

²⁹⁵ Le Nouveau Réveil, N° 2439 du vendredi 5 février 2010.

Les « grins » s'activent pour dénoncer ce qu'ils appellent une énième tentative du FPI pour non seulement empêcher la tenue des élections mais pour spolier des Ivoiriens de leur nationalité :

« Le FPI connaît pas la honte. En 2006 on les a vus ici. Ils ont voulu empêcher les gens de jouir de leur droit à la nationalité. Cette année encore c'est la même chose. On est fatigué maintenant, c'est quel parti tout son programme de gouvernement c'est on n'a qu'à chasser les gens. Donc nous on a fait comme on avait fait en 2006, on a réuni nos parents qui sont pas²⁹⁶ allés loin à l'école et puis on les a expliquer ce qui se passait. Comment un gars qui depuis bébé on dit il est Ivoirien et, un jour comme ça, pour rien comme ça²⁹⁷, un juge malhonnête qui a tricher pour rentrer à l'ENA va dire ouais lui là c'est pas²⁹⁸ Ivoirien. Toi aussi ! » [S. 6 février 2010]

Les propos de S. traduisent bien le langage victimaire. Pour eux, c'est une énième attaque du FPI de spolier les populations du Nord de la nationalité ivoirienne. Pour contrer cette action les lettrés se chargent de former « ceux qui sont pas allés loin à l'école » pour leur expliquer la situation. Comme en 2006, ils font appel à l'autorité en citant des personnes importantes pour soutenir leurs arguments.

II. Co-construction du discours à la Sorbonne et au TPCA

Les deux espaces co-construisent sur la base des discours prononcés par les leaders du FPI une figure de l'Ivoirien différente de celle des « grins ». Cette image pénètre les imaginaires politiques par la création de sentiments susceptibles de soulever l'émotion.

II.1. La catégorisation : La figure du faux Ivoirien

Dans ces espaces, on met l'accent sur une dichotomie entre de faux et de vrais Ivoiriens. Cette catégorisation fait intervenir une rhétorique qui disqualifie les premiers. Ainsi ceux qui ne sont pas ivoiriens sont très souvent présentés comme des « rebelles », « assaillants », « collabos » ou « ennemis du peuple ».

La rhétorique mobilisée par les acteurs a pour but de construire des émotions dans l'auditoire. En effet, la qualification « rebelle » délégitime le combat de l'opposition qui s'est rapprochée de la rébellion armée pour attaquer la Côte d'Ivoire. Dès lors, il s'agit, pour les orateurs, de leur refuser le titre de patriote. L'analogie qui fait référence à des rebelles élargit donc le champ de l'opposition qui, en plus des partis politiques agrège des combattants dissidents, soldats dévoyés qui ont porté le glaive à la Nation. Cette nouvelle catégorie

²⁹⁶ Qui ne sont pas allés.

²⁹⁷ Sans motif valable.

²⁹⁸ Ce n'est pas.

d'opposition fabriquée par les animateurs de ces espaces est présentée de façon explicite à l'auditoire par l'usage des mots « rebelles », « assaillants » dans le but de provoquer l'indignation, la colère et le mépris. Les émotions construites nourrissent les imaginaires qui développent dans l'auditoire des sentiments de rejet et d'hostilité vis-à-vis de l'adversaire.

La logomachie est également mise à contribution pour construire le neuf et l'inattendu à travers les "scoops". La construction de la catégorie « collabo » s'appuie sur des sources qui, selon les concernés, sont bien introduites dans l'armée. Les spécialistes des questions militaires font référence à des autorités exerçant le métier des armes pour soutenir la thèse de la collusion entre des Ivoiriens vivant en zone gouvernementale et la rébellion. Ces "scoops" sont particulièrement appréciés parce qu'ils aiguillent les émotions. Cela se perçoit dans les applaudissements nourris, l'acquiescement par le balancement de la tête du haut vers le bas ou des interjections tel que "ouais", "propre", "gbè". Souvent, emportés par l'émotion, des personnes se laissent aller à des injures notamment lorsque la thèse de l'envahissement de la Côte d'Ivoire est évoquée. Toutes les références guerrières qui meublent le discours des acteurs des EDR rendent compte du contexte de guerre dans lequel ils évoluent.

En outre, les nombreux non dits des orateurs leur permettent de faire participer l'auditoire à la définition de la nationalité. Dans la logique des présupposés et les non dits, les orateurs s'excusent auprès de l'auditoire pour le fait qu'ils ne peuvent pas donner des informations précises sur les sujets développés. Cette rétention volontaire d'informations ouvre la voie aux allusions les plus folles. C'est d'ailleurs l'effort de déchiffrement de l'information qui fonde l'existence des TD. Ainsi, en relation avec les audiences foraines, les orateurs ont affirmé que des cargos remplis d'étrangers étaient convoyés par l'opposition dans la région nord de la Côte d'Ivoire à l'effet de se faire délivrer des certificats de nationalité ivoiriens. L'objectif est de construire un électorat favorable au candidat du RDR.

La déclaration d'un orateur à ce propos est assez éloquente :

« Les rebelles sont en train de poursuivre ce qu'ils ont commencé le 19 septembre 2002. Envahir les véritables ivoiriens avec de nombreux assaillants prêt à tout pour revendiquer la nationalité ivoirienne. L'Ivoirien qui se dit ivoirien, celui qui aime son pays peut pas prendre les armes pour livrer la patrie ivoire aux ennemis du peuple. Et puis d'ailleurs, comment peut-on comprendre que nos parents qui ont près de 60 ans ont leurs papiers et des gamins de 30 ans se promènent comme des poulets sans pièces sur eux. Ceux là ils n'ont jamais été contrôlés par la police ? Ils n'ont jamais voyagés ou mis les pieds quelque part où on vérifie l'identité. Même à l'hôpital on montre papier ; Les assaillants veulent prendre la nationalité ivoirienne pour mieux attaquer ». [L. 13 septembre 2006]

Dans une perspective bourdieusienne il s'agit de catégoriser un groupe, notamment ceux qui portent des noms à consonance du nord et proche de ceux utilisés au Mali et au Burkina, pour les empêcher de jouir des droits attachés à la nationalité. C'est cette théorie de l'ennemi intérieur qui a motivé l'opposition de ces espaces à l'organisation des audiences foraines.

II.2. La construction de l'identité par l'enrôlement

Les deux espaces ont repris à leur compte les déclarations du Président du FPI et du CNRD, boycotter l'opération des audiences foraines. Tous les orateurs et les animateurs de ces espaces se lancent dans une campagne d'explication du sens de ce projet.

Dans leurs démonstrations ils tentent de convaincre leur auditoire de la volonté manifeste du RDR de créer l'opportunité aux étrangers de voler la nationalité ivoirienne. Le 25 juillet, au cours de son intervention à la « Sorbonne », le Président de la FENOPACI a lancé le message suivant :

« A Abobo, voici la méthode du maire : il prend des listes des étrangers dans les autres quartiers du District d'Abidjan et les faire enrôler à la mairie, sans que les intéressés ne soient auditionnés. Ainsi, tous les étrangers cachés par le RDR à travers la ville d'Abidjan reçoivent des jugements supplétifs grâce aux services de Adama Tounkara ». [T. 13 septembre 2006]

Dans son argumentaire, cet orateur soutient sa thèse de présentation des audiences foraines comme un hold up sur la nationalité. Il construit un fait dans lequel il met en scène un leader du RDR qui tente de procéder, de façon frauduleuse à une naturalisation groupée. L'objectif majeur ici est de dénoncer les manœuvres de ce parti pour donner gratuitement la nationalité ivoirienne aux étrangers. Ces espaces se donnent, par la même occasion un rôle de contrôle des actions de la classe politique surtout celle de l'opposition. Cette fonction de veille stratégique des EDR sur les acteurs politiques s'étend également à la presse.

Les propos des orateurs se sont enflammés avec l'affaire des 429.030. Au TPCA un orateur affirme :

« Nous là, on s'en fout si les gars veulent ils n'ont qu'à dire qu'on est xénophobes. On s'en fout de ça. On est prêt à vivre avec nos frères étrangers mais ils n'ont qu'à enlever leurs bouches dans notre affaire de politique. Quand eux ils choisissent leur président nous on parle pas dedans donc quand nous on fait pour nous aussi là faut pas quelqu'un va parler dedans. Ils veulent ils veulent pas on va nettoyer cette liste pour enlever leurs camarades Burkinabés ils sont allés chercher là. Le problème est simple, on dit au RHDP et ses camarades rebelles et envahisseurs qu'on a vus dedans. Et puis, ceux là, ils font beaucoup d'enfants hein, ils vont venir nous envahir ici. Tellement ils vont être beaucoup ils vont nous chasser ». [L. 5 février 2010]

Le rapport au nationalisme se perçoit à travers les mots « *xénophobes* », « *enlever leurs camarades Burkinabés* », « *envahir* » et « *beaucoup* ». Pour cet orateur, il n'est pas question de laisser un étranger non seulement s'immiscer dans les affaires des Ivoiriens mais surtout de le faire figurer sur la liste électorale. Les propos suggèrent un risque d'envahissement voire d'anéantissement de la population ivoirienne au détriment de populations étrangères. Le processus d'épuration de la liste électorale sera effectif en dépit du refus de ces derniers qui s'opposent par la force. Le risque est d'autant plus grand qu'il existe un risque certain de disparition par déportation des populations autochtones. Ils seront « *nous chasser* » hors des frontières ivoiriennes.

Que ce soit dans les « grins » comme dans les « agoras » et « parlements », la région et la religion sont des facteurs dominants dans la conquête du pouvoir politique. Les acteurs utilisent l'histoire dans ce qu'elle a de plus irritant pour attiser les hantises et les rancœurs et susciter des contradictions au sein de la société (Adjovi 2003:37). L'objectif est d'effriter les voix des adversaires en leur imposant un statut. Il s'agit ici de leur accoler une identité (de maraudeurs, d'escrocs, de délateurs, etc.) fabriquée et de la diffuser (Breton, D 2004:56). C'est un jeu de rôle régi par les règles de la labelling theory de Howard Becker.

III. Les idéologies des espaces comme reflets de l'identité des leaders politiques

Les idéologies politiques identifiées dans les espaces sont construites autour de l'identité des leaders des partis politiques. Aussi le gbagboïsme et le ouattarisme se rattachent au FPI de Laurent Gbagbo et de Alassane Ouattara du RDR. Mais toutes ces idéologies sont traversées par l'ivoirité et l'houphouétisme.

III.1. Mort et résurrection de l'ivoirité : maîtres et esclaves chez Henri Konan Bédié

L'instrument de maniement des corps est le concept de l'ivoirité. Il est apparu après le décès du premier Président de la Côte d'Ivoire. Au lendemain de la mort du Président Félix Houphouët Boigny en 1993, Henri Konan Bédié, alors Président de l'Assemblée Nationale est investi à la magistrature suprême suivant les prescriptions de l'article 11²⁹⁹ de la constitution modifiée en 1990. Alassane Dramane Ouattara, également intéressé par le pouvoir démissionne de son poste de Premier Ministre et crée en 1994 le RDR. Il instaure la carte de

²⁹⁹ Selon cet article, « *en cas de vacance de la Présidence de la République par décès, démission, empêchement absolu constaté par la Cour suprême, saisie par le gouvernement, les fonctions de Président de la République sont dévolues de plein droit au président de l'Assemblée nationale. Les fonctions du nouveau Président de la République cessent à l'expiration du mandat présidentiel en cours* ».

séjour³⁰⁰ aux populations non ivoiriennes qui vivent en Côte d'Ivoire. Arrivé au pouvoir en 1995, Henri Konan Bédié est renversé par une junte militaire le 24 décembre 1999. La période de transition prend fin en 2000 avec l'élection du Président Laurent Gbagbo.

Les querelles de ceux que l'on pourrait appeler les "héritiers" se construisent autour de l'ivoirité. Apparu pour la première fois sous la plume du journaliste Pierre Niava dans un article intitulé « De la griotique à l'ivoirité », ce concept évoque la pensée de l'écrivain Niangoran Porquet sur un mouvement de libération intellectuelle, artistique, culturel, politique, etc. né en marge de celui de la négritude du poète sénégalais Léopold Sédar Senghor. Sur cette base, « *L'ivoirité est un concept multiforme englobant la dynamique socio-économique, le triomphe multiculturel dont le tenant artistique est la Griotique, la pensée de l'homme ivoirien dans toute sa profondeur* » (Boa 2003:83). L'ivoirité est ainsi pour l'auteur une affirmation de l'identité ivoirienne qui se nourrit de l'apport des autres cultures. Pour George Niangoran-Bouah, l'ivoirité s'entend comme « *des données socio-historiques, géographiques et linguistiques* » qui font qu'un ivoirien est ivoirien. Pour lui, l'ivoirité c'est « *les habitudes de vie, c'est-à-dire les manières d'être et de se comporter des habitants de la Côte d'Ivoire* »³⁰¹.

C'est avec le Président Henri Konan Bédié que le concept d'ivoirité, prétendument culturel glisse vers le terrain politique. Il intègre son programme avec les intellectuels du PDCI regroupés au sein du CURDIPHE. Ainsi, s' « *il est vrai que la Côte d'Ivoire appartient à tous ceux qui y vivent cependant, il est nécessaire d'apprendre à distinguer les Ivoiriens des non-Ivoiriens. Un homme est un homme. Oui, sans doute. Mais un Centrafricain n'est pas un Ivoirien et vice-versa.* » (...) « *De ce point de vue, l'ivoirité apparaît comme un système [...] dont la cohérence même suppose la fermeture. Oui, fermeture ... Fermeture et contrôle de nos frontières : veiller à l'intégrité de son territoire n'est pas de la xénophobie. L'identification de soi suppose naturellement la différenciation de l'autre et la démarcation postule ; qu'on le veuille ou non, la discrimination. Il n'est pas possible d'être à la fois soi et l'autre. (...)* *L'éléphant d'Afrique que la Côte d'Ivoire du Président Bédié ambitionne de devenir exige sa préservation et sa protection* » (CURDIPHE 1996:66-67).

L'incursion du concept de l'ivoirité dans les débats sur la participation à la vie socio-politique a fonctionné comme la boîte de pandore ouverte par les leaders politiques et leurs

³⁰⁰ Pour une partie des acteurs politiques notamment ceux du RDR, la carte de séjour est un instrument de discrimination que le régime en place instrumentalise pour brimer les populations étrangères. Elle a été supprimée par le Président Laurent Gbagbo. Lire à ce propos *Fraternité Matin* N° 12895 du lundi 5 novembre 2007 et *Fraternité Matin* N° 12951 du lundi 14 janvier 2008.

³⁰¹ *Ivoire-Soir* N° 943 du 27 juin 2001.

sympathisants. Instrument de légitimation ou de disqualification politique ou économique, il a été le catalyseur d'épisodes de violences qui ont opposé les acteurs politiques et les communautés (Vidal 2003:45, Olukoshi et Sall 2004:40, Bouquet 2005:112). Mais si, après le coup d'Etat l'ivoirité a été quelque peu mis en berne, il a resurgi pour justifier la guerre de septembre 2002. Pour le chef de la rébellion, Soro Kigbafori Guillaume, « *Contre l'ivoirité, (...). J'ai décidé de quitter mon pays, de rejoindre ceux qui voulaient lutter pour la démocratie et de leur apporter mon savoir-faire politique et ma détermination* »³⁰².

Les populations vivant au nord de la Côte d'Ivoire se sentent frustrées et écartées de l'accès au service public. Ainsi, « *Selon de nombreux témoignages, lorsque des « Nordistes » ont affaire avec l'administration, la justice, la police, mais aussi lorsqu'ils veulent inscrire leurs enfants à l'école, ils doivent la plupart du temps prouver qu'ils sont effectivement nés en Côte d'Ivoire. En fournissant un certificat de nationalité, ou en allant constituer un dossier à l'endroit où ils sont nés. (...) On reproche notamment aux ethnies du Nord leurs liens privilégiés avec les pays limitrophes comme le Mali, la Guinée et le Burkina-Faso, d'où elles sont originaires pour la plupart* »³⁰³. Les groupes ethniques indexés sont parfois assimilés à des criminels. Du coup, « *Si hier, Burkinabé, Maliens, Libériens, Nigériens, ... étaient souvent cités parmi les auteurs de (...) méfaits, ils ne sont plus les seuls aujourd'hui, loin s'en faut. Les Kouakou, Lago et autres Koné, des ivoiriens pure souche, se mêlent de la partie et tiennent la comparaison* »³⁰⁴. La force de l'idéologie de l'ivoirité est à rechercher dans les mythes d'origine et les préjugés qui meublent les imaginaires politiques.

Le travail de diffusion des idéologies politiques prend sa source dans les imaginaires sociaux, notamment dans les mythes d'origine. Ces mythes sont mobilisés dans les discours des acteurs politiques pour justifier, construire ou déconstruire un capital politique adverse. Tous les mythes d'origine sont des récits qui, non seulement, sont liés au groupe ethnique, mais font surtout référence à un puissant sentiment d'autochtonie. Si la plupart de ces mythes ont été restitués aux Ivoiriens par l'action des colonisateurs à travers une documentation sur l'histoire de la Côte d'Ivoire, il faut tout de même souligner les tentatives de certaines personnes originaires du pays ou non de resituer les faits dans leur contexte.

Maurice Delafosse, ethnographe français soutient que les Baoulé seraient un sous-groupe de l'émigration égyptienne porteur de « *hautes valeurs civilisatrices* » vers les populations noires. Ainsi, « *Il semble que ce peuple ait été touché profondément par un grand*

³⁰² Soro, *Pourquoi je suis devenu un rebelle. La Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, op.cit, p. 24.

³⁰³ Africa international, N° 242 d'octobre 1991.

³⁰⁴ Jeune Afrique. L'intelligent. N° 2163 du 24 au 30 juin 2002.

courant de civilisation, parti de l'Égypte ancienne, et qui, à une époque qu'il est difficile de préciser, a rayonné de proche sur toutes les populations noires du Soudan et de la Guinée » (1901:32). Certaines sources orales situent l'origine des Bétés, des Gouros et des Baoulés dans le mythe de la reine Pokou jetant son nouveau-né dans le fleuve pour permettre à son peuple de franchir la Comoé, grâce à la réaction des hippopotames qui forment un pont en réponse à cet acte sacrificiel, se retrouve aussi bien, en substance, chez les Bétés ou les Gouros, que chez les Baoulés.

Ces mythes sont souvent véhiculés par les acteurs politiques ou les organisations qui leur sont proches. Le Président du PDCI évoque ses origines de noblesse en ces termes : « *Le monde baoulé possédait un système sociétal extrêmement élaboré. C'était un véritable Etat avec à sa tête un Roi des rois qui, au terme d'une longue conquête territoriale, régnait sur le royaume à travers des chefs de provinces, chefs des sous tribus et chefs de village (avec des chaises et des sous chaises) (...) Dans cette société coexistent l'aristocratie et la plèbe, mais c'était au fond une monarchie particulière dans la mesure où le roi provenait de la succession matrilineaire (...) J'ai été élevé dans les principes de cette noblesse : l'honneur, le sens du commandement, mais aussi l'obéissance (...) l'origine des Baoulé est égyptienne)* (Bédié 1999:35). Pour justifier et renforcer ses origines royales, le Président rappelle également celles de ses parents : « *Mon père Klohoul Bédié étant né d'un père dénommé Tondo Klohoul, qui était roi des Nambê. Mon grand-père régnait alors sur une population répartie à travers les cinq villages du pays Nambê : Dengbê, Pépressou, Allocokro, Lelikro, Dadiékro, mon village natal, Benanou. C'est le berceau des familles du clan Nambê-Ngbogbo. Ma mère, Kouakou Akissi, dite Boa Kobla, ou Kobla Blé, était la fille du roi des Béli, Anoumou Kouakou, un souverain qui régnait sur une communauté proche, appartenant à la lignée des N'Gbogbo. Mon grand-père maternel avait pour aïeul un certain Bouaffon, venu du village de Bébou, situé dans la localité de Zaranou. Cet aïeul était venu s'implanter au pays béli où il avait fondé famille à Kouassi Dietékro »³⁰⁵. L'accent est mis sur l'apparence physique des princes et des princesses « *J'ai des souvenirs très précis de ma grand-mère maternelle Kramo Doua qui était une très belle femme, grande et fière »³⁰⁶. Les origines de noblesse sont couplées aux forces de la nature comme l'eau, le vent et la pluie.**

L'ancien Président poursuit dans ces termes « *Je suis né un mercredi matin et c'était un jour de pluie, d'après les confidences de ma mère. En contrebas de mon village natal coulait une rivière qui traversait l'ensemble d'une forêt, totalement vierge à l'époque,*

³⁰⁵ Bédié, *Les chemins de ma vie*, op.cit., p. 17.

³⁰⁶ Ibidem., p. 17.

recouvrant l'ensemble du pays. On m'a donné pour surnom, c'était une pratique encore courante, surtout en pays nambê, le nom de ce cours d'eau : N'Zuéba, ce qui signifie « petite rivière ». Oui la pluie a presque toujours accompagné ma vie. Si vous allez à Daoukro ou à Yamoussoukro, les gens vous diront : « Ah, le Président est là, il va pleuvoir ». Il y a des grandes chances pour que cela se produise. La dernière fois que je suis allé tenir un conseil des ministres à Yamoussoukro, les habitants ont déclaré : Cela fait un mois que nous n'avons pas eu de pluie. S'il vient, il va pleuvoir ». Au moment même où je descendais de l'avion, les premières gouttes ont commencé à tomber. Et la pluie a duré toute la nuit, à la grande joie des paysans ».

Le leader du PDCI se donne des origines égyptiennes et princières. Ce portrait véhicule en lui-même une partie de l'idéologie du groupe akan, notamment Baoulé dont le caractère est « *dominateur* » (Marie 1973:376). C'est du reste cette domination qui ferait d'elle, selon certains observateurs de l'anthropologie ivoirienne, l'ethnie à être la seule à même d'exercer le pouvoir d'Etat en Côte d'Ivoire. Elle est considérée comme le déterminant 'naturel' de l'Etat (Memel-Fotê 1999:29).

L'idéologie de l'ivoirité s'exprime différemment dans les EDR selon les moments. Dans les « agoras » et « parlements », l'on revendique à corps et à cris l'appartenance nationale sans pour autant faire référence à l'ivoirité.

« Moi je dis une chose, chaque peuple s'aime lui-même. On ne peut pas empêcher les ivoiriens de penser d'abord à eux. Si c'est ça être xénophobe, alors je le suis et tous les ivoiriens sont des xénophobes » [B. 2 octobre 2011]

En revanche, dans les « grins », le discours est différent dans la mesure où l'on parle d'ouverture et d'acceptation de l'autre.

« La question est bonne. Partout on est d'accord avec une chose. C'est que chaque peuple a ses valeurs mais nous dans les grins on dit aux patriotes que aucun peuple ne peut se construire seul. Nous tous ici-là, on est quitté quelque part pour venir à Abidjan ici. Leur chef Gbagbo qui est un grand historien ne leur a pas appris que ce sont les immigrations qui ont fait les américains ? » [F. 3 octobre 2011]

On le voit, l'ivoirité est diversement appréciée dans les EDR. On peut même avancer que les acteurs ont du mal à l'adopter à certains moments. Les « grins » ont choisi de manière sélective les idées du RHDP car ils se méfient de l'ivoirité car « *aucun peuple ne peut se*

construire seul ». Par contre, les « agoras » et « parlements » clament que « *chaque peuple s'aime* ».

III.2. Gbagbo Laurent : le fils de pauvre mais qui a réussi

Sa construction de l'identité de soi transparait à travers quatre figures qui lui permettent de se positionner dans les « agoras » et « parlements » : le pauvre orphelin, l'autochtone, le combattant et l'analogie au prophète Moïse. Ces figures sont perceptibles dans ces propres discours mais également dans ceux de ses proches. Cette production de la personnalité de Laurent Gbagbo suggère que cette dernière est un « produit » qui est vendu par les « agoras » et « parlements » pour positionner politiquement le leader du FPI. Le produit final proposé est le gbagboïsme, l'idéologie du pauvre, qui transparait à travers la rupture des pratiques ambiguës avec la puissance coloniale pour un développement auto-promu.

L'idéologie du pauvre orphelin s'effectue par une savante instrumentalisation de certains pans de son histoire. Les événements particuliers vécus sont exploités dans ce sens. Et ceux-ci sont rendus publics lors de grands événements comme pour octroyer une certification aux propos diffusés. La négociation de l'identité de pauvre débute avec les campagnes présidentielles de 2000. Comme il le dit lui-même, « *Je suis venu vous dire que cette candidature que je porte, c'est la candidature des enfants de pauvres. Il faut que vous qui souffrez, qui peinez, sachiez que ma candidature est celle de quelqu'un qui lavait et curait les marmites pour aller à l'école* »³⁰⁷. De ce fait, « *le premier sens que je donne à ma candidature est que celle-ci puisse être un symbole pour tous les enfants de pauvre, le symbole de l'espoir* »³⁰⁸. Laurent Gbagbo poursuit sa logique de construction lors du forum pour la réconciliation nationale : « *(...) C'était le 16 juillet 1964, devant moi, des gendarmes sont venus arrêter papa (...) Nous étions naturellement sans le sou. Je voudrais ici profiter de cette tribune pour remercier tous les voisins qui nous ont accueillis, qui nous ont donné à manger, qui ont payé nos transports pour que ma sœur puisse aller à l'école à Bouaké* »³⁰⁹.

L'épouse de Laurent Gbagbo qui est la personne la plus proche de lui contribue avec force précision à la construction de l'identité de pauvre orphelin. Pour elle, « *Laurent est né le 31 mai 1945 à Gagnoa. Il est deuxième du nom dans la famille de Koudou Paul. Il est l'aîné d'une fratrie de huit enfants. Sa maman Gado Marguerite a donné naissance à un premier*

³⁰⁷ Notre voie, N° 729 du mardi 17 octobre 2000.

³⁰⁸ Notre voie, N° 729 du mardi 17 octobre 2000.

³⁰⁹ Notre Voie, N° 1042 du mercredi 14 et jeudi 15 novembre 2001.

garçon nommé Laurent Gbagbo qui n'a vécu que quelques mois. Le second fils de maman Marguerite s'est appelé également Laurent Gbagbo pour rendre hommage à l'ancien commandant de la compagnie de l'armée française dans laquelle Paul Koudou avait été sergent en Normandie de 1939 à 1942 » (Gbagbo S.E 2007:81). Elle poursuit sur le drame vécu par Gbagbo, en revenant sur la mise aux arrêts de son père : « C'est l'arrestation, cette fois, de son père et de son oncle maternel Gris Camille, dénoncés pour un « complot » dont Paul Koudou nie avec véhémence et sincérité l'existence. Les conséquences immédiates de cette tragédie seront le décès de sa grand-mère, très affectée, et une famille privée du salaire d'un père, par conséquent complètement démunie »³¹⁰.

Au regard de ce qui précède la mort a beaucoup pesé sur l'existence de Laurent Gbagbo. En enlevant un frère et la grande mère, elle met fin à la réalisation de plusieurs projets de vie. A elle, s'ajoute la séparation du père dont l'absence prive la famille d'une source de revenu substantielle. L'objectif recherché est d'obtenir l'allégeance des classes démunies par identification. Il est devenu le symbole de tous les pauvres qui désormais trouvent en lui leur représentant.

De plus, ses noms et prénoms le font venir d'une génération d'hommes et de femmes rompus au combat de l'homme pour sa libération. Avant lui, la double arrestation simultanée de son « père et de son oncle maternel Camille Gris » marque son premier contact avec la vie carcérale. Le nom « Gbagbo » est un « hommage à l'ancien commandant de l'armée française » dans laquelle son père a servi. Son père a été « sergent en Normandie de 1939 à 1942 ». Sa trajectoire est jalonnée de séjours en prison avec, notamment l'expulsion du territoire ivoirien de son épouse Jacqueline Chamois³¹¹ avec leur enfant âgé seulement de 2 ans³¹². Il est incorporé de force à l'Ecole des Forces Armées (EFA) de Bouaké. Plus tard, sa sœur, son épouse et son fils Michel sont incarcérés.

La référence à la ville de Normandie n'est pas fortuite. Elle fut le théâtre du débarquement des forces alliées commandées par Eisenhower en vue d'assurer des têtes de ponts d'où pourront être développées, ultérieurement, des actions offensives. On a parlé de bataille de Normandie entre le 6 juin et août 1944. La participation du père de Gbagbo à cet événement historique unique est la preuve de sa bravoure et de son abnégation au service de la métropole en danger. Le séjour en prison a permis au détenu Gbagbo de comprendre et de

³¹⁰ Gbagbo S.E, *Paroles d'honneur. Un devoir de paroles !*, op. cit., p. 84.

³¹¹ Jeune française qu'il rencontre à Lyon et qui deviendra plus tard la mère de son fils Miche Gbagbo et Gérard Collomb Gbagbo, moins connu car éloigné de l'espace politique.

³¹² Tous deux enseignants, Gbagbo et son épouse son privés de salaire. Gbagbo est incarcéré pendant 22 mois à Séguéla.

connaître le fonctionnement, les rouages et les hommes de l'armée. Et « *cela lui sera utile trente ans plus tard dans la gestion de la crise déclenchée par des forces subversives en 2002* »³¹³. L'homme politique exploite son histoire pour s'affilier à un groupe dont il espère obtenir l'adhésion dans la réalisation de son projet (Bayart 1986:146).

Contrairement aux autres candidats, Gbagbo se dit être un Ivoirien de souche. Cette figure d'autochtonie qui mobilise des référents essentialistes se retrouve dans ses propos et ceux de son entourage mais aussi dans la presse.

En 2001, un article qui traite de Laurent Gbagbo le présente comme « (...) *étalant une fois encore ses talents d'historien chercheur, le président Laurent Gbagbo a succinctement retracé l'histoire de ses ancêtres, qui selon les enseignements de son « maître Antoine Gauze », confirmés par ses recherches, ont leurs origines chez les peuples Gban et Gouro d'Oumé* »³¹⁴. Le Président lui-même revient sur les origines de son groupe ethnique en soutenant que « *Les ancêtres des Magwé*³¹⁵ *avaient pour la plupart le teint clair (Népkazalé) ; ils sont venus d'Orient après avoir été chassés par des envahisseurs blancs ; les Magwé apparaissent non seulement comme les premiers habitants de l'Ouest ivoirien, mais aussi comme les premiers habitants de l'ensemble de la Côte d'Ivoire* »³¹⁶

Le discours du Président véhicule l'idéologie de l'autochtonie. Elle diffuse une vision « pure » de la nationalité. En effet, « *La Côte d'Ivoire est notre pays. Nous ne sommes pas ici parce que nous y sommes affectés en tant que fonctionnaires. Nous ne sommes pas ici pour un jour ou deux ou pour une réunion. Nous sommes ici parce que nous sommes nés ici et nous serons enterrés ici. Voilà la différence entre nous et certaines personnes* »³¹⁷.

Laurent Gbagbo identifie son mandat présidentiel à l'histoire du prophète Moïse. Il se dit investi d'une mission, celle de faire entrer le peuple Ivoirien dans la terre promise. Le Prophète Dagri Najva, Papa Nouveau avait prédit que « *Dieu même veut que la Côte d'Ivoire soit dirigée par des Ivoiriens. Alassane sait qui il est* ». La vision mosaïque du projet de Gbagbo est rendue par son épouse. Pour elle, « *Dieu, dans le livre de Deutéronome 17, verset 14 à 15, nous dit : « Lorsque tu seras entré dans le pays que l'Eternel, ton Dieu, te donne, lorsque tu le posséderas, que tu y auras établi ta demeure, et que tu diras : Je veux mettre un roi sur moi, comme toutes les nations qui m'entourent, tu mettras sur toi un roi que choisira l'Eternel, ton Dieu, tu prendras un roi du milieu de tes frères, tu ne pourras pas te donner un*

³¹³ Gbagbo S.E, *Paroles d'honneur. Un devoir de paroles !*, op. cit., p. 92.

³¹⁴ Notre Voie N° 1055 du vendredi 30 novembre 2001.

³¹⁵ Les Magwé sont plus connus sous le nom de Bété.

³¹⁶ Le Patriote, 7 novembre 2003.

[En ligne] Disponible sur : < <http://fr.allafrica.com/stories/200311070099.html> > (Consulté le 7 mai 2009)

³¹⁷ Gbagbo S.E, *Paroles d'honneur. Un devoir de paroles !*, op. cit., p. 163.

étranger qui ne soit pas ton frère »³¹⁸. Jean-Marie Konin, président de la FENOPACI expose cette posture de Gbagbo :

« Chaque président à une mission ici. Houphouët a été choisi par Dieu pour libérer la Côte d'Ivoire de l'esclavage. Mais comme Moïse, il n'a pas vu la terre promise. Dieu l'a enlevé et c'est Gbagbo qui nous a fait entrer dans la terre promise, la terre que Dieu a donné aux Ivoiriens. Gbagbo c'est Josué qui nous a fait entrer là où coulent le lait et le miel, c'est-à-dire le pétrole et le gaz ». [août 2009]

Investi de cette mission, le Président joue ce rôle par un discours théologique. Depuis son arrivée au pouvoir toutes ses interventions publiques s'achèvent par une formule consacrée : *« Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire ! »*. La référence à Dieu est permanente dans ses pratiques discursives.

C'est par le travail et avec le soutien de Dieu que le Président prétend avoir réussi à occuper ce poste. La figure de l'orphelin est utilisée pour montrer que *« de rien on peut devenir quelqu'un »*³¹⁹. A force de travail et d'acharnement les personnes qui appartiennent à la classe défavorisée peuvent réaliser leurs projets d'insertion socio-professionnelle. Les possibilités de mobilité existent pour les battants. Son accession au pouvoir n'est pas fortuite. La combinaison du courage et de la bénédiction de Dieu lui ont donné le pouvoir : *« La prison n'est pas non plus un obstacle à l'accession au poste de chef d'Etat. Quiconque croit qu'il peut empêcher quelqu'un d'être chef d'Etat en le mettant en prison se trompe. Je pense qu'ils m'ont grandi, qu'ils m'ont honoré en m'arrêtant en 1992. (...) Ils m'ont montré qu'ils ont peur. C'est cette peur qui m'a permis d'affirmer de façon sereine, de façon prophétique que je serai au pouvoir. Oui de la prison à la présidence ! J'étais certain d'être au pouvoir après cette épreuve. Et j'y suis aujourd'hui »*³²⁰.

Le discours sur l'identité de battant est rapporté par le premier responsable de la galaxie patriotique qui dit : *« D'une génération de « Fils à papas », la Côte d'Ivoire est passée à une génération de « Papas à fils ». (...) Leurs efforts dans le travail et leur persévérance dans le courage les ont hissés au sommet de la gloire et ont en même temps révélé leurs familles jusque là inconnues. L'habitude s'est donc installée de dire : « Voici la mère de Laurent Gbagbo », « Voici le père de Didier Drogba », « Voici le père de Yaya Touré », « Voici la mère d'Alpha Blondy », etc. »* (Blé G.C 2009:50-51). Ce discours rejoint

³¹⁸ Gbagbo S.E, *Paroles d'honneur. Un devoir de paroles !*, op. cit., p. 425.

³¹⁹ Boutade qu'on retrouve dans de nombreux discours du Président.

³²⁰ Propos recueillis par Tchabio archiviste à la Sorbonne.

ceux du Président Gbagbo et sa femme. Il se retrouve également dans les « agoras » et « parlements ».

La trajectoire sociale et politique de Laurent Gbagbo renferme des actes, discours et événements qui ont construit ce que l'on a appelé le gbagboisme. Gervais Coulibaly, l'ancien porte-parole de Gbagbo Laurent, lors du lancement de la philosophie du gbagboisme au palais de la culture le 18 juin 2010 l'a défini en ces termes « *Nous proclamons le gbagboisme ce jour du 18 juin 2010, et nous invitons, à partir d'aujourd'hui, les Ivoiriens qui aiment leur pays, qui croient en l'avenir de ce pays, à suivre Laurent Gbagbo. Il défend les valeurs de démocratie et les valeurs de la République. Il se bat pour la liberté et la justice. Ce sont des valeurs intemporelles qui sont valables pour toute l'Afrique* ».

Comme idéologie, il oriente les actions des acteurs des « agoras » et « parlements » qui n'hésitent pas à dire qu'ils sont gbagboistes³²¹ (Théroux-Bénoni et Bahi 2008:205). L'idéologie gbagboiste transparait dans les propos et les actes des acteurs des « agoras » et « parlements ».

« Gbagbo a dit, en chaque ivoirien y a un Gbagbo. L'esprit Gbagbo est partout dans chaque ivoirien. Même si on le tue son esprit est là. Aujourd'hui la réalité est là, Gbagbo a été arrêté par la France mais les jeunes qu'il a formés sont toujours mobilisés derrière lui. Ils sont comme lui, des guerriers qui n'ont pas peur de dire la vérité à blanc. Nous là, on n'est pas esclave de quelqu'un. Ce qui est arrivé à Gbagbo n'est pas nouveau pour lui, le guerrier. En 92 le même Ouattara avec les gars du PDCI l'on frappé et ils ont évanoui sa femme. Mais ils n'ont pas abandonné le combat. Tu vois que c'est la même chose hein, chaque fois que Ouattara vient comme c'est un nullard³²² en politique, il rappelle et il met tout le monde en prison. Mais tout le monde a vu ici, Gbagbo n'a pas fui. Il est resté auprès de son peuple. C'est ça l'esprit gbagbo »
[K. 3 octobre 2011]

En clair, l'idéologie du gbagboisme demeure toujours avec en toile de fond, la détermination dans la lutte contre le colon à travers la France. On peut donc définir le gbagboisme comme un mode de pensée qui refuse l'impérialisme sous toutes ses formes en faisant la promotion de la préférence nationale, la démocratie et la lutte contre l'injustice. C'est aussi l'endurance et le courage.

³²¹ Théroux-Bénoni et Bahi, *A propos du rôle des médias dans la crise ivoirienne...*, op. cit., p. 205.

³²² Nul, qui ne vaut rien, qui ne connaît rien.

III.3. Alassane Dramane Ouattara : le travailleur acharné au destin fabuleux

Le leader du RDR a lui aussi des origines singulières qui font de lui le chef charismatique de son parti. La construction de son identité s'observe à travers 3 figures : le descendant de chef de Kong, la victime, le travailleur acharné. Ces figures sont perceptibles dans les propos de Alassane Dramane Ouattara et à travers ceux des membres de son entourage, notamment les idéologues de son parti et les médias qui lui sont proches. Cette construction de soi est un puissant véhicule de diffusion de l'idéologie de la victimisation et du libéralisme éléments fondamentaux du ouattarisme.

La figure de descendant découle du destin fabuleux d'Alassane. Il serait né dans des circonstances particulières. En effet, « *Une nuit, à Dimbokro, dans un rêve, Dramane entend la voix de l'enfant qu'il attend : « Baba, wili, n'wolo la » (Papa, lève-toi, je suis né). C'est Nabintou Cissé qui porte la grossesse ; mais, plus qu'elle, c'est Dramane Ouattara qui attend le bébé. Certes, Nabintou l'attend aussi, plus naturellement du reste, en tant que future mère. Mais l'époux a plus de raisons qu'elle-ou d'autres raisons - d'attendre l'enfant. Pour elle, l'attente revêt quelques préoccupations, quelques angoisses, certainement. Le premier-né n'ayant pas survécu, qu'advient-il du second ?* » (Touré 2008:13). Les raisons de l'angoisse sont justifiées. En fait, « (...) Nabintou ignore peut-être les raisons profondes des soucis de Dramane. Car, ce qu'il sait et qu'elle ne sait pas, c'est qu'il est écrit qu'elle donnera naissance à un enfant hors du commun qui jouera un rôle de premier plan dans son pays, la Côte d'Ivoire »³²³. La naissance de l'enfant prodige a été annoncé par deux marabouts émérites s'ignorant mutuellement et intervenant à des endroits différents : Kissima Doucouré et Karamoko Diarrassouba³²⁴. Le premier réside à Dimbokro en Côte d'Ivoire et le second à Bamako au Mali. L'enfant naît le premier jour du premier mois de l'an 1942.

Le destin de cet enfant particulier se perçoit aussi à travers ses noms et prénoms qui, à eux seuls constituent des projets de changement de la destinée d'une nation. Son Prénom Alassane provient de l'arabe *Al Hassan*³²⁵, qui signifie le pur, le beau, le bon, celui qui fait du bien, le généreux. Le nom Dramane est une déformation de *Abdou Rahmane*. Il donne Abdou qui signifie serviteur (de Dieu) et *Rahmane*, un des 99 noms de Dieu dans la tradition islamique, qui veut dire Le serviteur du Tout-Miséricordieux. Quant au nom de famille Ouattara, s'il bénéficie d'une pluralité de significations, c'est le sens de la force et de la

³²³ Touré, *Alassane Dramane Ouattara. Destin et liberté*, op. cit., pp. 15-16.

³²⁴ Ibidem, p. 17.

³²⁵ Par l'usage on parle aussi de Alassane ou Lacina.

puissance qui est retenu. Alassane Dramane Ouattara veut dire donc *un homme beau, bon et d'une grande pureté de cœur qui recèle en lui la force et la puissance.*

Alassane Dramane Ouattara, tout comme Bédié a des origines royales. Il explique lui-même, au cours du forum de la réconciliation nationale, la source de son sang royal: « *Mon père s'appelait Dramane Ouattara et ma mère s'appelle Nabintou Ouattara née Cissé. Mon père Dramane Ouattara est Ivoirien. Il est de Kong en Côte d'Ivoire, descendant de l'Empereur Sékou Ouattara, bien connu des historiens de notre pays. (...) Mon père a eu à exercer à Sindou non loin de la frontière ivoirienne, les fonctions de chef traditionnel. (...) Je suis de la lignée de l'Empereur Sékou Ouattara, fondateur de l'Empire de Kong au début du XVII^{ème} siècle (...). Sékou Ouattara, souverain des Etats de Kong a donné naissance à Djoridjan Ouattara, qui lui-même a donné naissance à Souma Oulé Ouattara, qui à son tour a mis au monde Aboubacar Ouattara, mon grand-père* »³²⁶.

Les membres de son entourage, notamment de son parti viennent corroborer ses propos dans leurs écrits. En réalité, il est descendant de l'empereur Sékou Ouattara (Fofana 2009:103).

Alassane est reconnu par les siens comme un travailleur infatigable. Au cours de son discours lors du congrès extraordinaire du RDR le 1^{er} août 1999, il relate son expérience professionnelle de fonctionnaire international qui a occupé de hautes responsabilités dans les administrations les plus prestigieuses du monde. Aussi, « *De 1968 à 1990, puis de 1994 à 1999, dans le cadre de mes fonctions, j'ai parcouru le monde entier et j'ai supervisé récemment l'action économique de plus d'une centaine de pays. J'ai pu alors être témoin de nombreuses expériences, en matière de gestion publique et de fonctionnement des Institutions. Pendant cette période, j'ai constaté que les pays les plus prospères étaient ceux qui inspiraient confiance aux investisseurs privés, débarrassés de l'arbitraire, de la bureaucratie et des obstacles à la liberté de mouvement des personnes. Ces années passées à travailler sur l'économie des pays du monde, m'ont permis d'avoir une vision précise sur ce que la Côte d'Ivoire, notre beau pays, pourrait devenir demain. Par ailleurs, de 1990 à 1993, le Président Houphouët Boigny, m'a fait l'honneur de m'appeler à ses côtés afin d'œuvrer, sous sa haute autorité morale, au redressement de notre pays* ». Son parcours à la tête du gouvernement est, selon lui, couronné de succès. Ainsi, « *En 1990, nous avons eu à sortir la Côte d'Ivoire d'une récession économique profonde marquée par des déséquilibres internes et externes importants. Nos actions avaient porté principalement sur : la rationalisation des dépenses*

³²⁶ Intervention de Alassane Dramane Ouattara lors du forum de réconciliation nationale.

publiques et du système fiscal, la réduction des barrières tarifaires et non-tarifaires au commerce et à l'échange, la restructuration du cadre réglementaire et législatif des investissements, et la restructuration du secteur financier »³²⁷.

La lecture du curriculum-Vitae de Alassane permet de lire la figure du travailleur acharné qu'il construit pour se positionner. Ce positionnement de travailleur trouve son assise idéologique dans la formation de « *l'esprit Ouattara* » sollicité pour exécuter le Plan Alassane Dramane Ouattara (PADO)³²⁸. Avec une longévité courte, entre 1990-1992, « *il consiste, notamment, dans la promotion de la rigueur et de l'intégrité dans la gestion des affaires publiques. Entre autres, l'une de ses conséquences est la suppression des passe-droits, des avantages indus et des rentes de situation* » (Cissé 2007:159). Ce portrait présente Alassane comme un génie avec des compétences avérées de gestionnaire. Un capital professionnel à reconvertir dans le champ politique pour chercher des militants.

Mais les compétences professionnelles et les origines royales seront mises à rude épreuve dans la compétition politique. Alassane serait un étranger qui n'aurait pas le droit de faire la politique. Ce registre est actualisé par ses adversaires politiques et leurs proches. En réaction à ces attaques, il construit auprès de l'opinion une figure de victime d'agressions infondées. Pour le leader du PDCI qui parle d'Alassane, il affirme que « *De toute façon, il était Burkinabé par son père et il possédait toujours la nationalité du Burkina-Faso (...)* »³²⁹. Au FPI le langage ne varie pas. Pour lui, « *Alassane Ouattara n'est tout simplement pas ivoirien d'origine, même s'il est né en Côte d'Ivoire. Son père, de nationalité burkinabé, était un commerçant qui vivait là lorsque Alassane est né, avant d'être rappelé dans son village à Sindou au Burkina-Faso où il fut d'ailleurs nommé chef traditionnel et le demeura jusqu'à sa mort* »³³⁰. Selon ces propos, Alassane Dramane Ouattara est un Burkinabé qui refuse sa nationalité pour jouir des droits attachés aux citoyens Ivoiriens. En réaction, il développe des réflexes d'auto-défense. Au cours du forum pour la réconciliation nationale de 2001 il s'explique :

« Que n'a-t-on pas dit et écrit sur mon compte, sur ma famille, sur mes parents, sur mes frères et sœurs et sur nos proches ? Pour mieux m'exclure du débat politique national, j'ai été tour à tour traité d'étranger, de faussaire, d'usurpateur, et d'ennemi de mon pays que je crois pourtant avoir servi avec

³²⁷ Le Patriote, N° 3036 du samedi 28 et dimanche 29 novembre 2009.

³²⁸ Fofana, Côte d'Ivoire. *La longue marche du RDR. (Rassemblement Des Républicains)*, op. cit., p. 104.

³²⁹ Bédié, *Les chemins de ma vie*, op.cit., p. 147.

³³⁰ Gbagbo S.E, *Paroles d'honneur. Un devoir de paroles !*, op. cit. p. 165.

loyauté et honnêteté durant toute ma carrière. (...) Je me présente. Je suis Alassane Ouattara, né le 1^{er} janvier 1942 à Dimbokro comme l'atteste mon acte de naissance. La déclaration de naissance établie par le Médecin Capitaine Bergouniou peut être consultée à tout moment et en toute liberté à Dimbokro. Mon père s'appelait Dramane Ouattara et ma mère s'appelle Nabintou Ouattara née Cissé. Mon père Dramane Ouattara est Ivoirien. (...) De Kotobi, il s'est installé à Dimbokro où je suis né et où se trouve encore notre cour familiale, occupée aujourd'hui par mon grand frère Sinali. (...) J'ai d'autres frères et sœurs. Je ne voudrais pas les nommer tous. L'un de mes aînés s'appelle Yssouf. Il réside à Treichville. Il est même dans cette salle. Il est Ivoirien. Sa mère est Adjoukrou. Elle vient de Kosrou. En conclusion, mon père est Ivoirien de naissance, ma mère est Ivoirienne de naissance. Voici l'original de la CNI³³¹ de ma mère. Mes grands-parents sont Ivoiriens de naissance, mes frères et sœurs sont tous Ivoiriens de naissance. Tous ont leur certificat de nationalité ivoirienne, sauf moi. Que suis-je alors ? Qu'ai-je donc fait pour être différent ? Qu'est-ce qui peut justifier cette conspiration contre ma personne ? Est-ce parce que j'ai abandonné mes fonctions de directeur général adjoint de Fonds Monétaire international en 1999 pour répondre à l'appel du RDR ? Est-ce parce que j'ai accepté d'en être son Président, puis son candidat ? Est-il normal qu'on inflige à une mère de plus de 80 ans une telle humiliation en la soumettant à un interrogatoire de plus de quatre heures au motif qu'elle n'est pas ma mère ? Vous chers compatriotes, qui d'entre vous accepterait que sa mère subisse un tel traitement ? (...) Non contents de chercher à me « voler » ma nationalité, mes adversaires veulent m'arracher l'être qui m'est le plus cher au monde. Hadja ! Je te demande pardon pour tout ce que tu as subi à cause de moi. Je te serais reconnaissant toute ma vie pour ton courage, ton soutien moral et tes prières pour que la vérité apparaisse au grand jour ».

Alassane se dit être la victime d'un complot politique dont l'objet est de le spolier de la nationalité ivoirienne. Et pour mieux lui nuire on s'attaque à sa mère qu'il interpelle « *Hadja* » et devant tout le monde, il lui présente des excuses pour l'avoir mêlée à une affaire qui lui coûte sa dignité. L'interpellation « *Hadja* » traduit, en pratique et à l'évidence, une exploration spontanée d'une affectivité sociale très forte dans la formule. De plus, c'est une

³³¹ Carte Nationale d'Identité.

manière de rappeler les liens physiques et symboliques qui existent entre lui et cette femme. En dépit de son grand âge « 80 ans », elle subit un interrogatoire pendant plus de quatre heures. Les statifs « inflige à », « une mère de plus de 80 ans », « en la soumettant à un interrogatoire de plus de quatre heures » marquent autant la durée du traitement subi.

La victimisation transparaît également avec le style interrogatif. Mais au lieu d'utiliser « qui », son relatif interrogatif « Que » dans l'énoncé « *Que suis-je alors ?* » introduit un sens qui fait plutôt référence à une chose ou un objet. On peut émettre l'hypothèse qu'en utilisant « que », il s'identifie à une créature inconnue qui a surgi dans la famille Ouattara. C'est une erreur biologique et sociale. Elle est biologique parce qu'elle fausse l'arbre généalogique de la famille des Ouattara dans laquelle des grands-parents aux petits enfants en passant par les parents, « tous ont leur certificat de nationalité ivoirienne ». Tous « sauf » lui tellement « différent » qu'on pourrait le comparer à un monstre. On note une gradation dans le sens de la construction de la perte de l'identité du locuteur. En effet, la question « *Que suis-je ?* » ouvre un questionnement centré sur sa personne. En posant la question « *Qu'ai-je donc fait pour être si différent ?* » on observe une évolution, une profondeur dans sa quête d'identité ; le sujet se conçoit maintenant comme différent par rapport à un groupe auquel l'allusion était faite plus faiblement auparavant. En poussant la réflexion, il commence à trouver des réponses à ses interrogations. Ainsi, il avance des présomptions qui pourraient expliquer « *la conspiration contre sa personne* ». C'est donc un « Nous » qui s'oppose à un « Je », un groupe constitué par plusieurs personnes pour abattre une seule personne. Cette référence aux adversaires accentue nettement la dimension polémique et conflictuelle de son identité.

La famille apparaît ici comme le seul refuge où le locuteur peut trouver un accueil et une sécurité certaine (Dorna 2008). Il élargit la notion de famille. Elle abolit les limites de la famille biologique pour épouser les contours de la famille politique. C'est une construction d'un « Nous » susceptible de combattre l'autre « Nous », le « Eux » hégémonique des adversaires qui se cache dans le « on » global. L'affectivité est sans doute la manière la plus forte de parler de justice sociale à une population ou une personne où la culture politique n'est pas dissociée de l'émotion et de la vie. Le discours est affectif, proche et presque charnel. Alassane exploite une affectivité collective affichée et, en même temps, revendique une intersubjectivité qui résonne comme un « Nous ».

Tous ces éléments laissent apparaître l'idéologie de la victimisation également co-construite par son entourage. Ceux qui construisent la figure de victime élargissent son sens à la religion et à la région. Ainsi, dans la mesure où pour eux, Alassane est à la fois le symbole des populations du Nord et les musulmans, les attaques qui lui sont destinées sont aussi

retournées contre ces cibles³³². Aussi « *La stratégie politique qui est alors conçue va s'appuyer sur un discours haineux, tribaliste et xénophobe. Il doit permettre de convaincre que ces Ivoiriens sont d'authentiques étrangers, dans un pays qui est le leur, mais également susciter en eux le complexe d'être effectivement d'authentiques étrangers et d'adopter les attitudes et les réflexes correspondants. A terme, l'objectif poursuivi consiste à les déloger de toutes les positions qu'ils occupent, à les chasser et les repousser vers leurs zones ou territoires d'origine. Funeste projet, dont les concepteurs et les propagandistes, des philosophes, historiens, juristes, hommes de lettres et journalistes, méritent d'être connus pour l'Histoire : feu Niangoran Bouah, feu Jean-Marie Adiaffi, feu Assoi Adiko, Jean-Noël Loucou, Kipré Pierre, Niamkey Koffi, Fuastin Kouamé, Sacanoud Benoît, Raphaël Atta Koffi, Sahii Patrice, Michel Canbonnoux, etc.* »³³³. Cissé désigne nommément les instigateurs du complot contre le leader du RDR. En le faisant il fait d'eux des cibles aux adversaires du partis mais aussi aux « grins » qui, à l'occasion se servent de ces données pour soutenir leurs propos.

L'épouse du président du RDR se plaint des attaques perpétrées contre son époux. Elle affirme : « *je trouve que c'est profondément injuste. Quand j'entends cela, je me demande toujours si les gens sont de mauvaise foi ou mal informés. Alassane a plutôt été une victime, comme beaucoup d'autres Ivoiriens du concept d'Ivoirité, qui est la véritable cause des crises répétées qui ont secoué la Côte d'Ivoire* »³³⁴. La prégnance de la rhétorique victimaire chez le leader du RDR laisse transparaître le complexe d'Abraham qui conduit à l'immolation par le « Père du Peuple » (Laurent Gbagbo) d'une partie de ses enfants (les Ivoiriens) (Bouthoul 1965:55). Dans ce rôle sacrificiel, le Président n'hésite pas à immoler sur l'autel de ses intérêts les nordistes et les populations non Ivoiriennes.

Le ouattarisme, l'idéologie de Ouattara Alassane est perceptible aussi dans les textes fondateurs du RGCI. Ils justifient les motivations de leur engagement auprès de Ouattara :

« *Le Rassemblement des Grins de Côte d'Ivoire s'est résolu à soutenir le candidat ADO*³³⁵ *pour deux raisons essentielles :*

- *Ses valeurs idéologiques à savoir la justice sociale, l'égalité de chance entre les citoyens, la compétence dans l'acquisition de l'emploi et le combat contre l'arbitraire, la corruption et l'exclusion sous toutes ses formes.*

³³² Fofana, Côte d'Ivoire. La longue marche du RDR. (Rassemblement Des Républicains), op.cit., p. 78.

³³³ Cissé, Alassane Dramane Ouattara. Histoire d'une vie singulière. Légende et épopée, op.cit., pp. 61-62.

³³⁴ Fraternité Matin, N° 13057 du mercredi 21 mai 2008.

³³⁵ Acronyme de Alassane Dramane Ouattara (ADO).

- *Son profil : ADO est travailleur ; il l'a prouvé quand il a été appelé au chevet de la Côte d'Ivoire malade de 1989 jusqu'en 1993 par Félix Houphouët Boigny. Il a mis l'économie du pays sur les rails ; c'est lui qui a préparé les nuages qui ont donné les pluies de milliards sous le président Henri Konan Bédié. Sous sa gouvernance, les Ivoiriens avaient pris goût au travail. Les fonctionnaires arrivaient à l'heure au bureau. Sous ADO la conscience professionnelle était de retour ; le respect de la chose publique était une réalité patente. En trois (3) ans de gestion, la Côte d'Ivoire a retrouvé sa place de locomotive dans la sous – région ouest africaine ».*

Les raisons avancées par les « grins » pour soutenir Alassane Ouattara sont le reflet des actes majeurs de sa trajectoire sociale, professionnelle et politique. Les réponses apportées dans le sens de ce soutien indiquent clairement cette ressemblance avec la personnalité de ce leader.

« Les grins sont derrière ADO pourquoi ? Y a plusieurs raisons. D'abord c'est un bosseur, tout le monde a vu ici que c'est lui que le vieux Houphouët est allé chercher pour relever la Côte d'Ivoire. Il a mis les travailleurs au pas. ADO est le seul qui s'est battu véritablement pour les nordistes. On ne pouvait pas se promener tranquillement à Abidjan ici à cause des policiers xénophobes de Gbagbo qui déchiraient nos cartes d'identité et nous frappaient. ADO c'est battu pour que tout ça ça cesse. Aujourd'hui avec lui tout le monde va avoir travail ce ne sera plus affaire d'ethnie ou de parti politique mais le mérite. Nous on s'est reconnu en lui » [F. 2 octobre 2011]

Les logiques de construction de l'identité des leaders politiques et de leurs épouses par le polissage de leur image renvoient aux théories sur l'essence du pouvoir politique (Weber 1959). Le leader peut tirer sa légitimité dans la tradition, la coutume et les ancêtres. Dans ce cas le chef est le gardien et le dépositaire de la tradition et son pouvoir est légué de façon héréditaire. Les chefs des plus grands partis politiques traduisent bien cette situation avec les efforts qu'ils fournissent pour attester de leurs origines royales. De plus, ils se disent tous « disciples » de Félix Houphouët Boigny comme si, sur son lit de mort il leur avait susurré à l'oreille qu'ils étaient les dignes fils de son héritage politique (Alliali 2008). Ils se réclament tous de l'houphouétisme. L'idéologie houphouétiste repose sur la notion de compromis houphouétiste. Il tire sa force de la synergie de trois paramètres intimement liés qui sont : une politique d'ouverture sur l'extérieur, mais fortement centralisée, la philosophie du « grilleur d'arachides » et une gestion paternaliste de la diversité sociale (Akindès 2011:4-5). Cette idéologie s'appuie sur des valeurs qui sont l'humanisme, le pragmatisme, la liberté la démocratie, la tolérance, le dialogue et la paix. Le 18 mai 2005, le RHDP naît pour conserver et perpétuer les valeurs d'Houphouët Boigny.

Les dimensions charismatiques et légales sont aussi des registres de la personnalité de ces leaders pour justifier leur autorité. Le « *brave tchè* »³³⁶, le « *Woody de Mama* »³³⁷ et « *Le Sphinx* »³³⁸ sont des Messies qui allient à la fois un rôle « thérapeutique » et une fascination tirés de la prestance, le charme, la volonté, l'obstination, etc. Les figures de chef guerrier, de guide religieux, d'habile politicien et d'humaniste sont mises au service de la diffusion des idéologies politiques (Dorna 2008, Bourgeois (Le) 2008).

La diffusion des idéologies politiques passe aussi également par le corps, celui du roi. Il est à la fois un véhicule temporel et atemporel. Le leader charismatique détient son pouvoir de ses qualités et de ses faiblesses physiques et morales. Symbole de force et de pureté le corps du roi ne doit souffrir d'aucun défaut. La beauté et la santé des présidents des partis sont des caractères qui sont récupérés par les EDR pour diffuser les idéologies politiques. Les mythes politiques et d'autochtonie sont des réservoirs d'idées où les espaces puisent, organisent et diffusent leurs discours. L'histoire et les éléments de la nature sont aussi des instruments de promotion des idéologies.

En définitive, on note que la diffusion des idéologies politiques emprunte des chemins assez complexes. Les espaces s'attachent à co-construire le discours politiques avec les leaders des partis et les médias. La victimisation et le discours nationalistes meublent les échanges. Et l'on verse parfois dans des discours houleux voire grossiers qui n'hésitent pas à faire référence aux leaders dans des postures dégradantes et humiliantes. Ce qui est en jeu c'est l'occupation de l'espace public et la fragilisation du concurrent. Dans cette logique, tous les moyens sont bons pour réussir quel qu'en soit le prix. Mais la construction des idéologies politiques s'effectue-t-elle seulement avec l'identité des leaders ? Qu'en est-il des autres acteurs comme leurs épouses et leurs sympathisants ?

IV. La construction idéologique des identités des autres acteurs

Les autres acteurs sont les premières dames et l'ensemble des populations qui vivent en Côte d'Ivoire. Nous postulons que de par leur position dans le champ politique les épouses des présidents des plus grands partis influencent de façon directe ou indirecte le jeu politique. Le positionnement de ces femmes est projeté dans ces espaces. Repris dans les EDR celui-ci participe à la construction et à la diffusion des idéologies politiques. D'autre part, les perceptions que les populations ont les unes des autres modulent leurs rapports au politique.

³³⁶ Alassane Ouattara

³³⁷ Gbagbo Laurent

³³⁸ Henri Konan Bédié

Legs colonial ou invention locale ces idées n'en demeurent pas moins les miroirs à travers lesquels se jouent les logiques politiques. Enfin, les imaginaires collectifs sont nourris par des mythes politiques qui, d'une certaine manière enrichissent les transactions discursives et pratiques.

IV.1. Jeux de dames, les 1^{ères} Dames au cœur du pouvoir d'Etat

L'implication des épouses des leaders politiques dans cette étude découle de l'influence directe ou indirecte qu'elles exercent non seulement sur leur époux mais aussi sur les autres acteurs. Depuis 1990 elles sont, comme leurs époux, l'objet d'attaques et/ou d'admiration. La crise de décembre 1999 et en particulier celle du 19 septembre 2002 a montré à ces femmes la valeur du soutien qu'elles peuvent apporter à leurs hommes. L'exacerbation des antagonismes liés à la crise leur a permis de mesurer le sens de leur implication dans l'engagement politique.

Tout comme son époux, Henriette Bédié a eu une naissance entourée de mystère « *Ma mère m'a porté douze mois au lieu de neuf règlementaires et comme pour rattraper les trois mois supplémentaires passées en son sein, je fis mes premiers pas en six mois ...* »³³⁹. Aux côtés de son époux, Henri Konan Bédié entre 1993 et 1999, elle est active dans l'action humanitaire. Elle s'intéresse particulièrement aux handicapés à travers sa fondation « Servir » : dons aux handicapés et aux enfants en situation difficile, construction et équipement de maternités et de centres de santé, un gala de bienfaisance chaque année pour venir en aide aux populations les plus vulnérables. On la voit moins dans le jeu politique lorsqu'elle accompagne son époux dans ses tournées. Avec la douloureuse expérience vécue après le coup d'Etat du 24 décembre 1999, elle est de plus en plus engagée dans la conquête du pouvoir politique même si elle se défend de s'immiscer dans l'action politique « *Je ne pense pas avoir un poids au niveau du PDCI, car je ne suis membre d'aucune instance du PDCI. Et comme toute bonne épouse, je soutiens mon mari dans les actes qu'il pose* »³⁴⁰. En plus de l'action humanitaire elle anime elle-même des meetings au cours desquels elle défend ouvertement les points de vue de son époux.

Les enjeux des élections à venir entraînent Madame Henriette Bédié sur les traces de son mari. Elle se lance dans la campagne électorale. Au cours d'un meeting à Bodokro, elle dit : « *C'est avec beaucoup de joie que je me retrouve parmi vous aujourd'hui, pour communier et tracer avec vous, populations de Bodokro et des environs, les nouveaux sentiers*

³³⁹ Nord-Sud Quotidien, N° 1165 du samedi 04 et dimanche 05 avril 2009.

³⁴⁰ Fraternité Matin, N° 12729 du vendredi 13 avril 2007.

de notre destin commun. Monsieur le maire, permettez-moi de vous remercier, vous et les membres du comité d'organisation, pour l'estime que vous manifestez à mon endroit, en me demandant d'être la marraine de cette sympathique fête de retrouvailles pour démontrer la force de notre parti à Bodokro. (...) Mon cher époux HKB m'a chargé de vous saluer avec considération. Car il suit avec intérêt toutes les activités politiques de votre commune et vous demande de continuer à vivre votre militantisme de façon engagée. Il vous demande de vous faire enrôler. Militants du PDCI-RDA, soyez assurés que mon époux compte sur vous pour la victoire du PDCI. Oui cette victoire est possible avec votre concours à deux petites conditions. La première, que tous vous soyez inscrits sur le listing électoral, la deuxième, que le jour des élections, vous sortiez massivement pour aller voter. Militants du PDCI-RDA de Bodokro, vous avez une mission. Elle consiste à faire le porte-à-porte afin que tous nos militants de Bodokro soient enrôlés. Je vous mets donc tous en mission ici et maintenant pour 'l'opération kôkô, fais toi enrôler'' »³⁴¹.

Claudine Dominique Nouvian-Folloroux, plus connu sous le nom de Dominique Ouattara est l'épouse du Premier Ministre Alassane Dramane Ouattara. Cette française ivoirienne d'adoption est affectueusement appelée « la Blanche Colombe ». C'est une femme d'affaires. Présidente d'honneur de la Chambre Syndicale des Agents Immobiliers (CSDAIM), elle est Présidente-Directrice Général de l'agence immobilière Agence Internationale de Commercialisation Immobilière (AICI). Cette femme « *fait figure d'outsider séduisante* »³⁴² avec son club de bienfaisance « Children of Africa ». Elle sillonne les bas quartiers d'Abidjan mais aussi les autres pays de la sous-région³⁴³ pour distribuer des kits scolaires aux enfants des plus démunis. Elle a une longue expérience de l'œuvre humanitaire. En effet, « *lorsque je suis arrivée en Côte d'Ivoire en 1975, j'ai toujours eu à l'idée de venir en aide aux plus démunis* »³⁴⁴. A l'image de Henriette Konan Bédié elle s'exprime prudemment sur le sujet politique.

Le portrait qu'en fait Cissé Ibrahim Baongo le fait penser : « *Dominique Ouattara n'est pas seulement belle, gracieuse, élégante, intelligente, d'une grande finesse d'esprit et très cultivée, très active, dynamique une épouse complice, discrète, attentive et délicate, une mère affectueuse, attentionnée, disponible et bienveillante pour les quatre enfants du couple, une maîtresse de maison constamment aux côtés de son personnel de maison, aux petits soins*

³⁴¹ Le Nouveau Réveil du lundi 9 février 2009.

³⁴² Nuit et jour, N° 353 du jeudi 07 janvier 2010.

³⁴³ Children of Africa intervient dans les pays suivants : Sénégal, Mali, Burkina-Faso, Bénin, Cameroun, République Centrafricaine, Gabon, Congo Brazzaville et Madagascar.

³⁴⁴ Fraternité Matin, N° 13057 du mercredi 21 mai 2008.

de ses invités. Elle est aussi et surtout une femme d'une générosité quasi légendaire »³⁴⁵. Les traits dégagés révèlent l'image de l'épouse de chef d'Etat délicate qui n'accompagne son homme que pour des manifestations mondaines. Interroger sur la dimension politique de ses actes de bienfaisance elle répond que : « *L'opinion sait que nous faisons depuis une dizaine d'années un travail considérable concernant la Fondation qui ne pose pas des actes seulement en Côte d'Ivoire mais dans d'autres pays d'Afrique. Il ne peut donc y avoir de relent électoraliste* »³⁴⁶. Mais cela ne l'empêche pas « (...) *d'être le conseiller incontournable de nombreux chefs d'Etat d'Afrique et personnalités africaines, notamment, qui veulent acquérir des propriétés de prestige ou de placement* »³⁴⁷. A l'image de madame Bédié son action dans le champ politique reste discrète et moins apparente. Elle intervient rarement lors des déplacements avec son époux et ne parle presque pas de politique quand elle est seule.

De toutes les compagnes des hommes politiques, Simone Ehivet est celle qui assume dans les paroles et les actes son orientation politique. Sa trajectoire politique personnelle lui confère une identité qu'elle n'a pas acquise en épousant Gbagbo. Avant son union avec le Président elle était déjà marquée politiquement. Son caractère politique se lit dans son histoire de vie qui, comme celle de son époux est similaire au combat d'un guerrier. Ehivet est la 2^{ème} enfant d'un gendarme, père de 18 enfants (6 garçons et 12 filles). Elle perd sa mère à 7 ans et son père se remarie avec plusieurs femmes avec lesquelles il fera 13 autres enfants. Le 14 juillet de chaque année, chez le commandant de cercle, elle joue au jeu du mât de cocagne. Elle présente le jeu : « *Un mât enduit de savon ou d'un liquide gluant était dressé sur la place publique. Au sommet du mât, se trouvait un cerceau sur lequel pendaient des jouets. Nous devions grimper sur le mât pour atteindre le cerceau et décrocher le jouet de notre choix. Pendant ce temps, quelqu'un tenait une corde reliée au cerceau et son rôle était d'empêcher l'enfant ou l'adolescent d'atteindre le jouet. Il faisait monter et descendre le cerceau avec vélocité. Atteindre un de ces jouets était difficile, parce que le mât était glissant* »³⁴⁸. Et « *très tôt, j'ai (...) assumé des responsabilités* »³⁴⁹. Mais les difficultés n'auront pas raison de sa pugnacité, le savon ou le liquide gluant et la corde ne l'empêche pas d'attraper et d'arracher son lot. Simone est devenue la tutrice de ces autres frères et sœurs, car elle a eu la chance de réussir ses études. Les références à la gendarmerie et au commandant de cercle traduisent le caractère de combattante qu'elle s'est forgé en « *grim pant sur des mâts glissants* ». Elle a

³⁴⁵ Cissé, *Alassane Dramane Ouattara. Histoire d'une vie singulière. Légende et épopée*, op. cit., p. 147.

³⁴⁶ *Fraternité Matin*, N° 13057 du mercredi 21 mai 2008.

³⁴⁷ Cissé, *Alassane Dramane Ouattara. Histoire d'une vie singulière. Légende et épopée*, op. cit., p. 147.

³⁴⁸ Gbagbo S.E, *Paroles d'honneur. Un devoir de paroles !*, op. cit., p. 39.

³⁴⁹ *Ibidem.*, p. 37.

aussi survécu, en vivant dangereusement son militantisme dans la clandestinité sous le régime d'Houphouët Boigny. On retrouve cette idéologie de lutteur acharné dans les propos des membres des « agoras » et « parlements ». Elle est présentée comme un symbole de la femme qui se bat pour réussir et non celle qui compte sur son homme pour se réaliser.

Ses rapports avec la politique sont précoces. En fait « *Ma vie politique a commencé très tôt, à peine arrivée à l'université en tant qu'étudiante, j'ai fréquenté les cercles d'études politiques* »³⁵⁰. Elle intègre plus tard le SYNESCI et en 1993, et commence à subir la pression de la vie d'opposant avec les interrogatoires de la police presque quotidiennement, les menaces de sévices de la part des femmes de l'AFI et aux injures de Félix Houphouët Boigny. Il l'accusait de recevoir de l'argent de Kadhafi pour semer le trouble à l'université. Avec Zadi Zaourou et d'autres collègues, elle crée une organisation politique clandestine et édite et diffuse en cachette un périodique, *La Feuille du Militant*.

Les activités clandestines se faisaient avec des pseudonymes. En 1982, elle crée avec Laurent Gbagbo et d'autres personnes le « noyau des cinq ». La même année, elle crée dans un appartement de Cocody avec Emile Boga Doudou, Laurent Gbagbo, Pascal Kokora, Aboudramane Sangaré le FPI³⁵¹. Le 18 février 1992, elle est battue et emprisonnée à la MACA. Elle insiste sur la violence de son arrestation : « *Les matraques reprirent. Il en pleuvait et il en pleuvait. Sur la tête, dans le dos, dans le ventre. Jusqu'à ce que je m'effondre évanouie. Je n'ai jamais été autant battue de ma vie. (...) Mon état était grave, j'allais d'évanouissement en évanouissement. L'infirmier gendarme de service, après une énième réanimation et un massage cardiaque, prit sur lui de m'évacuer au CHU de Yopougon. Je resterai hospitalisée pendant dix-huit jours. Mes vertèbres cervicales ayant été touchées, on me mit une minerve* »³⁵². Depuis 1995 elle est députée de la commune d'Abobo et Présidente du groupe parlementaire du FPI à l'assemblée nationale. Elle occupe également le poste de secrétaire générale du CNRD.

Elle a une forte influence sur le système politique ivoirien. En effet : « *Elle intrigue ou agace. Suscite curiosité ou rejet. Inspire crainte, voire terreur. Mais Simone Ehivet Gbagbo, 57 ans, ne laisse personne indifférent* »³⁵³. Elle occupe l'espace au point de donner l'impression de gêner le Président lui-même et ses proches collaborateurs. C'est elle qui, la première a informé l'opinion nationale et internationale de la volonté du Président d'être

³⁵⁰ Ibidem., p. 60.

³⁵¹ Ibidem., pp. 115-117.

³⁵² Gbagbo S.E, *Paroles d'honneur. Un devoir de paroles !*, op. cit., p. 144.

³⁵³ Soir Info N° 2599 du mardi 12 décembre 2006.

candidat pour les prochaines élections³⁵⁴. Ses prises de position ont parfois brouillé ses relations avec les autres acteurs politiques notamment les FN et l'opposition. Elle propose ses services à la résolution de crises à caractère professionnel ou social (grèves des médecins³⁵⁵, des enseignants du secondaire, les greffiers, affrontements entre chauffeurs de taxis, etc.)³⁵⁶. Elle est perçue comme un faucon qui disposerait d'un « droit de véto » au sein du FPI. Dénonçant la forte représentativité de la 1^{ère} Dame dans le palais, l'opposition stigmatise ce qu'elle qualifie de zèle. Aussi, « *L'attitude de Simone Gbagbo, notamment son immixtion dans les affaires de l'Etat est une déformation causée par la lutte politique. (...) En interférant dans la gestion du pouvoir, Simone Gbagbo joue son rôle de chef de bataillon dans la lutte pour la conservation du pouvoir d'Etat* »³⁵⁷. Elle est depuis le 21 octobre 2009, N° 2 du Haut conseil politique de la campagne de Gbagbo Laurent. Et selon elle : « *Dieu lui-même nous montre chaque jour que c'est Laurent Gbagbo qu'il faut* »³⁵⁸. Son hyper représentativité dans le jeu politique ivoirien lui vaut aujourd'hui d'être soupçonné de diriger ceux que l'on appelle « *les escadrons de la mort* »³⁵⁹ et d'être l'instigatrice principale de la disparition du journaliste franco-canadien Guy-André Kieffer disparu depuis le 16 avril 2004 à Abidjan³⁶⁰. Simone Gbagbo est faiblement impliquée dans les activités caritatives. Elle n'a pas créé de fondation humanitaire mais elle s'implique dans la lutte contre le SIDA en Côte d'Ivoire.

Dans son ouvrage elle propose un « mode d'emploi » pour la fonction de 1^{ère} Dame. Mais il est surtout la réponse aux critiques qui lui sont adressées. Pour elle, « *Si vous voulez être Première Dame, reposez-vous bien avant, car il faut être en excellente forme ! La forme physique, la résistance sont des impératifs catégoriques inhérents à la fonction. Ce type de statut nécessite d'oublier son physique, souvent de s'oublier soi-même, de nier la maladie absolument, bref de savoir résister à tout et à tous. (...) Un des reproches qu'on me fait est de monter au créneau sur certains sujets et à des moments clefs, au lieu de rester dans l'ombre de Laurent. C'est vrai que c'est uniquement la femme de Laurent Gbagbo que je représente aux yeux de certains. Chaque fois qu'on m'interroge, mes propos deviennent, à mon corps défendant, ceux d'un porte-parole. Il est impossible de se départir de la casquette de Première Dame et pourtant la militante demeure, la députée également. Et c'est souvent que*

³⁵⁴ Soir Info, N° 4530 du jeudi 08 octobre 2009.

³⁵⁵ Le Mandat, N° 167 du mercredi 23 décembre 2009.

³⁵⁶ Le Patriote, N° 3056 du mardi 22 décembre 2009.

³⁵⁷ Notre Heure, N° 252 du lundi 28 décembre 2009.

³⁵⁸ Fraternité Matin, N° 13574 du samedi 6 et dimanche 7 février 2010.

³⁵⁹ Les escadrons de la mort seraient apparus depuis 2000. Ils seraient des tueurs à gage qui sont à la solde du couple présidentiel, notamment Simone Gbagbo.

³⁶⁰ Fraternité Matin, N° 13336 du vendredi 24 avril 2009.

*ces deux personnages ressentent le besoin de donner leur avis. Ma responsabilité de Première Dame de mon pays existe et m'engage au quotidien. Elle vient renforcer le poids que je portais déjà sur mes épaules et que je sentais déjà dans mon âme »*³⁶¹.

Le vendredi 5 juin 2009, le groupe Fraternité Matin a réuni toutes les premières dames autour de leur aînée, Madame Félix Houphouët Boigny pour la célébration de « *Dames de cœur, mères de paix* ». Il s'agit d'un dîner-gala organisé à la fête des mères pour célébrer la paix et la réunification en Côte d'Ivoire³⁶². Qu'elles fassent la politique de manière ouverte ou en se fondant, avec les actions de bienfaisance, dans les meetings de leurs époux, les femmes des leaders de partis sont des politiciennes qui se voilent derrière la "Charity business". Elles justifient la maxime selon laquelle « *derrière un grand homme se cache une femme de cœur* ». Mais cette figure de grande dame est une stratégie pour inscrire dans les EDR une image positive des familles des leaders politiques et d'elles-mêmes. Lorsque leurs hommes sont en difficultés elles viennent, quelques fois, pour réhabiliter leur aura en projetant aux yeux de tout le monde le spectacle d'individus stables, responsables, sérieux et à même de diriger la Côte d'Ivoire. Les EDR ont mobilisé à plusieurs reprises les différentes images ainsi projetées (père de famille irresponsable, homme porté sur l'alcool, mari volage, etc.) pour attaquer ou défendre les partis politiques et leurs représentants.

L'identité de l'épouse du Président Gbagbo a pour objet de construire la figure de la femme, épouse d'un chef d'Etat qui, en dépit de sa position privilégiée, ne se gêne pas pour soutenir son homme dans la lutte politique. Elle brise le mythe de la première Dame, femme précieuse, qui du haut de son piédestal, adopte des attitudes très distantes vis-à-vis de son peuple. Les autres par contre, Henriette et Dominique, représentent la figure de la femme dominée par la société phallocrate des hommes. L'émergence en Afrique de la Première Dame se produit à un moment postdictatorial et multipartite mais qui n'a cessé de se présidentialiser depuis le début des années 1990 en raison de l'aggravation de la crise économique et du renforcement des inégalités sociales. La Première Dame se trouve au cœur d'un pouvoir d'Etat qui se veut démocratique. Si elle n'en fait pas formellement partie, elle le complète. En le rapprochant du peuple, elle dote le pouvoir présidentiel d'une face cachée, méconnue et humaine et devient une représentante des femmes (notamment leur émancipation) et est l'expression de la promotion de la « société civile » (Messiant et Marchal 2004:6).

³⁶¹ Gbagbo S.E, *Paroles d'honneur. Un devoir de paroles !*, op. cit., pp. 453-454.

³⁶² Fraternité Matin, N° 13369 du vendredi 5 juin 2009.

IV.2. Les mythes d'origine et d'autochtonie, véhicules des idéologies

La recherche des origines des populations est également construite sur la base de certaines identités qui ressemblent plus à des préjugés à caractère ethnocentriste. Largement imprégnés dans les imaginaires collectifs on les retrouve aujourd'hui dans de nombreuses chansons populaires, les contes et légendes et les blagues qui meublent les imaginaires culturels contemporains. Il est difficile de prouver l'exactitude de ses discours populaires sur les ethnies.

Ainsi, sur cette base, le groupe Krou (appelé aussi gens de la forêt ou 'Boussoumane'³⁶³) notamment les Bété³⁶⁴, Gagou et Dida passeraient pour être frondeurs, belliqueux, paresseux et volages tandis que les Guéré, Yacouba et les Wobbé seraient portés sur le sexe et anthropophages. Les Adjoukrou sont des adeptes de la sorcellerie. Les Baoulé seraient peureux et sournois et les Agni fiers de leur personne.

Au sujet des Guéré, les artistes-chanteurs Yodé et Siro dans la chanson 'Guéré Abidjan', extrait de l'album 'Signe Zo' retracent les origines de l'arrivée des Guéré dans la capitale de Côte d'Ivoire.

Les Akan, notamment, les Agni et les Baoulé, auraient un fort penchant pour l'alcool et seraient un peuple de poltrons. Au nord, les Sénoufo qui auraient une bonne réputation d'agriculteurs laborieux et dociles seraient des adeptes des pratiques mystiques, notamment la sorcellerie et les Dioula seraient de grands travailleurs qui ont un sens élevé du commerce. Le groupe de zouglou, les potes de la rue résume bien tous ces préjugés dans leur chanson intitulé 'Ziopin' :

{Refrain}

Wobè dit que Guéré mange trop

Guéré dit que Wobè mange trop

Entre les deux là qui mange même

{Refrain}

Baoulé dit que Agni est soulard

Agni dit que Baoulé est soulard

Entre les deux là qui boit fort³⁶⁵

{Refrain}

Chrétien dit que Dieu habite en haut³⁶⁶

Musulman dit que Dieu habite³⁶⁷

³⁶³ Boussoumane est la déformation de l'anglais bushmen qui signifie "hommes de la forêt".

³⁶⁴ Dozon, J-P., 1985, *La Société bété*, Paris : Karthala-Orstom, 134 p.

³⁶⁵ Boire une quantité d'alcool supérieur à celle du concurrent.

³⁶⁶ Se dit de la position du croyant chrétien qui lève les mains au ciel en signe d'adoration.

Entre les deux là qui dit vrai
 {Refrain}
 Bété dit que Gouro fait palabre
 Gouro dit que Bété fait palabre
 Entre les deux là qui est palabreux³⁶⁸
 {Refrain}
 Bèlard³⁶⁹ dit que lè³⁷⁰ sont digba³⁷¹
 Les loubards disent qu'ils sont digba
 Entre les deux qui a gnaga³⁷²
 {Refrain}
 Abidji dit que lè sont sorciers
 Adjoukrou dit que lè sont sorciers
 Entre les deux qui peut boire acide
 {Refrain}
 Dioula dit Dagbana a petits pieds
 Tagbana dit que Dioula a petits pieds
 Entre les deux pour qui est grand
 {Refrain}
 Gagou dit Dida a Digba mollet
 Dida dit Gagou a digba mollet
 Entre les deux pour qui est gbôlô³⁷³
 {Refrain}
 Pygmée dit Nianboua est court
 Les Nianboua disent les pygmées sont courts
 Entre les deux qui est plus grand
 {Refrain}
 Mauritanien dit qu'il est blanc
 Albinos dit qu'il est blanc aussi
 Entre les deux là qui est blanc c'est clair
 {Refrain}

Les Ivoiriens ne sont pas les seuls à être l'objet de ces mythes. L'identité des non Ivoiriens est également construite selon les corps de métier de ces derniers. Les Guinéés

³⁶⁷ Se dit du croyant musulman qui se met à genou flexion pour prier.

³⁶⁸ Palabreur.

³⁶⁹ Loubard d'origine étrangère. Nom donné à une catégorie de jeunes gens non ivoiriens qui exercent dans les secteurs de métiers délaissés par les ivoiriens ; ce sont des métiers manuels qui font intervenir la force, donc font recourir aux individus ayant une grande masse musculaire. Les Bèlards sont des charretiers, casseurs de bois de chauffe, puisatiers, videurs de latrines, manœuvres dans une plantation, collecteurs d'ordures ménagères, etc.

³⁷⁰ Bèlard dit que, affirme que.

³⁷¹ Ils sont plus forts, plus musclés

³⁷² Savoir se battre et gagner.

³⁷³ Grand, gros, fait donc référence à gros mollet.

exercent dans des restaurants « où on peut manger pour pas cher un demi rognon, demi spaghetti, café au lait avec omelette etc. »³⁷⁴. Et « Neuf fois sur dix, le proprio s'appelle Diallo »³⁷⁵. De ce fait, tous les ressortissants Guinéens sont appelés "Diallo". Parfois, avec les Nigériens, on les identifie par le surnom de "Aboki" mais les derniers sont souvent appelés "wotrotigui"³⁷⁶, ou "garbatigui"³⁷⁷, parce qu'ils sont charretiers ou vendeurs d'attiéké. Les Burkinabés, « Nos frères d'au-delà la frontière nord eux, ont choisi de se spécialiser dans le gardiennage, ou la blanchisserie, s'ils ne sont pas quelque part dans une plantation en train de gagner leur vie à la sueur de leur front ou de leurs muscles ... »³⁷⁸. Le Mauritanien, « Il se débrouille pour avoir un coin pour faire boutique. Il prend son petit mètre carré et il est serein. Il vient avec son boubou bleu, il a son peitiit fourneau, sa petiite bouilloire. Tout est petiit chez lui. Quand ses parents arrivent, il les reçoit dans sa boutique. Ils sont nombreux dedans ... mais ils sont contents. Ils ne sont pas prêts pour dépenser leur argent ici dèh. Et puis il est tellement intelligent, qu'il a déjà dans ses bagages son fond de commerce. Lui, il préfère être indépendant, disons qu'il veut travailler à son propre compte, être son propre propriétaire »³⁷⁹. Le Ghanéen, « C'est Kwasi mastaa³⁸⁰ Ghana boy le toclo-toclo³⁸¹ du quartier. (...) Donc toclo-toclo qui avant recommandait seulement habits des gens aujourd'hui est devenu styliste ! Mais on connaît nos cousins, c'est de vrais Mike Gyver³⁸². Ils savent tout faire »³⁸³. Selon cette même source, ils vendent « pain sucré »³⁸⁴ et excellent dans « yomo³⁸⁵ cheveux lisses ». Les populations d'origine ghanéenne sont de véritables entrepreneurs qui ne reculent devant rien pour décrocher le moindre contrat de travail. Ils ont

³⁷⁴ Gbich, N° 513 du 21 au 27 Août 2009.

³⁷⁵ Gbich, N° 513 du 21 au 27 Août 2009. op. cit., p. 2.

³⁷⁶ Wotrotigui est un mot Malinké composé de la racine *wotro* qui désigne le pousse-pousse et du suffixe *tigui* qui veut dire propriétaire. Le Wotrotigui est le charretier.

³⁷⁷ Mot formé de la même manière que le précédent. Vient de Garba, la semoule de manioc accompagnée de poisson thon vendu essentiellement à Abidjan dans des gargotes de fortune par des hommes, en général, des Nigériens. Le Garbatigui est le vendeur de garba.

³⁷⁸ Ibidem., p. 2.

³⁷⁹ Ibidem., p. 3.

³⁸⁰ Déformation de l'anglais Master.

³⁸¹ Toclo-toclo : Désigne le son produit par 2 métaux qui s'entrechoquent. En Côte d'Ivoire ce son a donné naissance au métier de couturier ambulant. Pour attirer la clientèle le couturier fait du bruit avec sa paires de ciseaux et c'est ce dernier qui a donné le nom de "toclo-toclo".

³⁸² Nom de l'acteur américain Richard Dean Anderson dans la série Mac Gyver paru en 1985 où l'acteur joue le rôle d'un homme intelligent, débrouillard et bricoleur de génie. De ce fait, les Ghanéens auraient développés ces mêmes aptitudes pour s'adapter à la vie en Côte d'Ivoire.

³⁸³ Ibidem., p. 3.

³⁸⁴ Genre de pain fait dans un four artisanal et essentiellement commercialisé à moindre coût dans les rues partout en Côte d'Ivoire.

³⁸⁵ Produit utilisé par les coiffeuses Ghanéennes pour noircir les cheveux. Utilisé en grande partie par les personnes du 3^{ème} pour redonner une teinte noire à leur chevelure. L'on raconte que cette action est faite pour se donner ou plutôt s'offrir une certaine jeunesse en vue de plaire aux partenaires plus jeunes. Cependant la majorité de cette clientèle se compte parmi les hommes.

des compétences dans tous les secteurs d'activités. Les Nigériens notamment les femmes disputent cette hyperactivité avec leurs voisines. En effet, « *koulaba*³⁸⁶, *purgeoir*, *seau*, etc. », « *Ce sont les femmes anango*³⁸⁷ *qui ont vraiment compris le sens de la diversité. Elles vendent tout !!! Je dis tu veux vase de nuit, voilà ! Tu veux purgeoir*³⁸⁸, *y en a ! Tu veux aiguille, fil, pommade pour devenir blanche*³⁸⁹ *en une heure*³⁹⁰, *voilà-ça ici !* »³⁹¹.

Par contre, « *Quand tu vas à Treichville et que tu vois de jolies femmes avec dents en or derrière de grosses marmites, faut pas hésiter. Faut aller acheter. C'est Tchèp*³⁹². *Avant avant, on disait Tchèp djèn mais c'est toujours même chose, c'est riz gras sénégalais* »³⁹³. Ces propos rendent compte de l'activité économique des femmes sénégalaises, qui pour une large part, exercent dans la restauration en se spécialisant dans la commercialisation du Tchèp djèn, une spécialité sénégalaise. Si les femmes exercent dans la restauration, l'on raconte que les hommes passent pour être de fins commerçants « *capables de te vendre n'importe quoi !* », même un « *margouillat* »³⁹⁴. En clair, ce mythe avance que ce sont des escrocs, des commerçants sans foi ni loi prêt à vendre tout à tout prix. Les béninoises, vendent « *akassa*³⁹⁵ *avec gombo et sauce piment (...). Des fois, elles ajoutent un grand plateau où elle met dokounou*³⁹⁶. *Quand elle veut étendre son commerce et faire de la variété, elle ajoute abolo* »³⁹⁷. La communauté occidentale communément appelée les "blancs" sont l'objet de classification. Le "blanc", on le dit gentil, honnête, ponctuel, élégant, froid et distant, pervers³⁹⁸ (Navarro 2003).

L'évocation de ces mythes et hypothèses scientifiques ne vise en réalité qu'à justifier des stratégies de positionnement, de conquête, de conservation ou de renforcement d'un capital économique, symbolique ou politique. Il s'agit de forger une légitimité basée sur la supériorité culturelle. Les représentations que les groupes ethniques développent les uns sur les autres varient selon les intérêts économiques déterminés par le colonisateur ou les logiques des leaders politiques.

³⁸⁶ Vase de nuit.

³⁸⁷ Surnom donnée aux populations originaire du Nigéria. On dit aussi 'anango loupkè'.

³⁸⁸ Purgéoir.

³⁸⁹ Pommade éclaircissante.

³⁹⁰ Expression pour marquer l'efficacité du produit.

³⁹¹ Ibidem., p. 3.

³⁹² Met sénégalais fait à base de riz assaisonné à l'huile doré avec des légumes.

³⁹³ Ibidem., p. 3.

³⁹⁴ Ibidem., p. 3.

³⁹⁵ Met d'origine béninoise préparé avec de la pâte du poisson.

³⁹⁶ Met confectionné avec du manioc

³⁹⁷ Ibidem., p. 3.

³⁹⁸ Leur liberté en rapport avec le sexe les rendrait plus enclin à la pratique de la pédophile, l'homosexualité. Le mythe de la veuve blanche la présente comme une femme obsédée par le sexe qu'elle n'hésiterait pas à rechercher avec des hommes moins jeunes qu'elle.

Repris à leur propre compte par les populations elles-mêmes dans leurs relations, ces idées et affirmations sans fondement scientifique contribuent à la fossilisation progressive des ethnies depuis la colonisation jusqu'à nos jours. Ils contribuent aussi à fonder ou à entretenir des identités parcellaires (Kipré 2005:125).

IV.3. Quelques mythes politiques locaux

Depuis quelques années, le discours populaire s'est enrichi de mots qui traduisent les noms donnés aux produits. Aussi curieux que cela puisse paraître les noms de certains aliments de base sont associés à des figures politiques. Le maïs, déjà fortement présent au Nord est ironiquement appelé « *Bédié* » par les Nordistes en référence à l'accès à la magistrature suprême par le Président Henri Konan Bédié. Selon les consommateurs, l'augmentation de la consommation du maïs aurait coïncidé avec son accession au pouvoir, mais surtout, le durcissement de la « conjoncture ». Entre temps, la sauce faite à base de pâte d'arachide prend le nom du parti de l'ancien Premier Ministre de Félix Houphouët Boigny, Alassane Dramane Ouattara, pour devenir, la « *sauce RDR* ». Le maquereau, « *poisson blouson* » enrichi les sauces et autres soupes. Le « *riz Gbagbo* », une qualité de riz importé prend le nom de l'actuel Président Ivoirien, Laurent Gbagbo. Il traduit selon les commerçants non seulement les efforts faits par le Président pour juguler la crise mais surtout le fait que le riz local soit l'aliment de base de son groupe ethnique : les Bété. Du coup, la « sauce graine » est selon, ces mythes politiques la soupe préférée des militants du FPI.

Le caractère belliqueux qu'on leur attribue leur a valu une chanson épousant les pas de danse du gbégbé qu'ils pratiquent déjà. Les paroles disent : « *La terre-là, c'est pour nous ! Le ciel-là, c'est pour nous !* ». Selon ces paroles, le caractère irascible de l'ethnie Bété se lit dans le champ politique. En revanche le militant du RDR se reconnaît par le port du grand boubou et des babouches. Au niveau de la chromatique et du sport, la couleur préférée du FPI est le rouge et les militants supporteront majoritairement l'Africa Sports National. Au contraire, au RDR on aimerait les couleurs vives et chaudes comme le jaune, le vert, l'orange et, dans une moindre mesure le rouge.

Chaque parti est régi par des commandements qui doivent être appris par tous. Au FPI il se présente comme suit :

Article 1^{er} : Gbagbo est grand et Blé Goudé est son prophète

Article 2 : L'accord de Marcoussis est mauvais et Seydou Diarra est un traître.

Article 3 : Alassane Ouattara est Burkinabé et Soro Guillaume est un terroriste. Un chien même.

Article 4 : Tout ça est la faute d'Houphouët qui a massacré les Guébié.

Article 5 : Gbagbo s'apprêtait à redonner la Côte d'Ivoire aux Ivoiriens.

Article 6 : Les étrangers sont des ingrats.

Article 7 : Les Blancs sont jaloux de nous.

Article 8 : La France est le véritable agresseur de notre pays.

Article 9 : Boga Doudou est un héros national.

Article 10 : Dagrou Loula et Dali Oblé aussi³⁹⁹.

Comme pour le militant du FPI, celui du RDR a également ses 10 commandements.

Article 1^{er} : Ado est grand et Soro n'est pas petit.

Article 2 : La mère d'Ado est une sainte femme.

Article 3 : Les rebelles sont des combattants de la liberté.

Article 4 : Gbagbo Laurent est un dictateur, un roublard, un génocidaire, un président mal élu, Afakaya.

Article 5 : Ben Soumahoro est un bâtard, un traître, un fou, un "fafro"⁴⁰⁰, un "gnamokodé'in"⁴⁰¹. Afakaya⁴⁰² aussi.

Article 6 : Mamadou Koulibaly aussi est un traître, un bâtard, un "fafro", un "batradé'in"⁴⁰³, Afakaya deux fois.

Article 7 : Tous ceux qui n'aiment pas Ado sont des xénophobes, pire, des ivoiritaires. Afakaya eux tous.

Article 8 : Ado est docteur de l'argent. Sans lui, point de crédit auprès des Blancs.

Article 9 : Ado Pissanci, amanhi dè.

Article 10 : Monseigneur Agré est un faux type⁴⁰⁴.

Les relations amoureuses sont aussi un indicateur saisis par les mythes politiques. Ainsi, selon qu'elles appartiennent au FPI ou au RDR les techniques de séduction de la militante doivent varier. Aussi, « *En général, on rencontre plus facilement les militantes du FPI aux funérailles. (...) Sinon attendez le prochain meeting des jeunes patriotes. Prenez soin d'avoir un numéro de "Notre Voie" dans la main droite et un exemplaire du livre de*

³⁹⁹ Gbich, N° 199 du 8 au 14 août 2003.

⁴⁰⁰ Injure en langue malinké

⁴⁰¹ Injure en langue malinké

⁴⁰² Injure en langue malinké

⁴⁰³ Injure en langue malinké

⁴⁰⁴ Gbich, N° 199 du 8 au 14 août 2003.

Mamadou Koulibaly, 'La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire'. Dites à la militante de votre cœur que vous êtes vous aussi un jeune Patriote et que vous êtes un des lieutenants ou colonels du général Blé Goudé. (...) Dites lui aussi que vous avez le numéro personnel de Madame Gbagbo, qui a d'ailleurs promis vous faire obtenir deux visas pour la France, afin d'aller installer une section de votre mouvement à Paris. Toutes les militantes et tous les militants du FPI rêvent d'aller à Paris, même s'ils sont convaincus que c'est la France qui est derrière la rébellion. »⁴⁰⁵.

La militante du RDR aussi se reconnaît à ses traits. En effet, « *Vous rencontrerez plus sûrement votre dulcinée à la sortie de la mosquée, le vendredi vers treize heures. Même s'il n'est pas absolument nécessaire d'être musulman pratiquant, il n'est pas inutile de connaître quelques sourates et de s'habiller en boubou. Rouler en Mercedes tout en mangeant de la cola est un bon point. Ayez, accrochée sur votre pare-brise, une photo du couple Ado, sur le siège passager des exemplaires de "Le Patriote" et de "Le Libéral", et dans votre radio-cassette, la musique de Tiken Jah. Proposez à votre dulcinée de la déposer chez elle. En cours de route, dites-lui qu'Hamed Bakayoko et Cissé Bacongo sont vos amis d'enfance, et que d'ailleurs vous les avez invités à dîner chez vous le lendemain. De plus, le week-end suivant, vous devez aller rencontrer le docteur Alassane Dramane Ouattara à Paris. Chaque fois que vous parlerez d'Ado, dites toujours "le docteur Alassane Dramane Ouattara". Au retour de Paris vous ferez un crochet à Djeddah pour votre commerce de bijoux. Toutes les militantes du RDR adorent les bijoux en or. Elles aiment aussi les hommes qui ont une dent en or. Et elles cherchent un créneau pour aller acheter des affaires dans les pays du Golf et faire du commerce. (...) Si vous n'aimez pas le riz à la sauce arachide, abstenez-vous de draguer la militante du RDR »⁴⁰⁶.*

Les deux commandements de même que les portraits des militantes FPI et RDR résument assez bien le corps des idées qui structurent les relations des partis dans leur rapport au politique. Au niveau du FPI, l'article premier montre le lien existant entre le Président Gbagbo et Blé Goudé. C'est par le biais de Blé Goudé qui est un symbole fort de la jeunesse que le Président parvient à capter une grande partie des jeunes qui se reconnaissent dans le COJEP dont fait partie les « agoras » et « parlements ». Les articles 3 et 4 mettent le doigt sur deux idéologies qui depuis longtemps traversent avec des poussées de violence le champ politique ivoirien. L'ivoirité perçue comme une idéologie sudiste contre le nord est apparu sous le visage de Alassane Dramane Ouattara qui représente selon ses porteurs les populations

⁴⁰⁵ Gbich, N° 199 du 8 au 14 août 2003.

⁴⁰⁶ Gbich, N° 199 du 8 au 14 août 2003.

du Nord, souffre douleur du régime Gbagbo et les ressortissants des pays voisins comme les Burkinabés et les Maliens perçus comme des envahisseurs. L'autre idéologie d'exclusion, est celle développée par les populations Krou sous le régime Houphouët Boigny et Henri Konan Bédié. Le symbole de cette dernière est Kragbé Gnagbé le leader du PANA qui dénonce : « *le vol des terres des paysans Bété par des allogènes avec la complicité du pouvoir central* » (Gadji 2002:134-135). Depuis la violente répression des Guébié, les populations Krou se sentent victimes de politiques d'exclusion et de brimades de la part du long règne du PDCI.

Derrière ce mouvement irrédentiste sanctionné par une répression disproportionnée, se situe selon certains ressortissants de l'ouest une stratégie du Président Houphouët pour diviser les peuples de l'ouest afin de les affaiblir pour conserver le caractère akan du pouvoir d'Etat : « *Houphouët a toujours vu le multipartisme comme une rivalité entre Baoulé et Bété, plus précisément comme une opposition entre le Centre et l'Ouest. Pour préserver toutes les chances de se maintenir au pouvoir et d'en faire une chasse gardée pour les baoulé, il faut casser l'unité de l'Ouest ; les ressortissants de l'ouest ont la facilité de s'unir et de s'associer. On pense que tous dangers qui devraient menacer le régime du PDCI ne pourraient venir que d'eux. Alors pour briser cette union, il faut les opposer entre eux. Les choix de ces frères ennemis est en train de réussir car certains originaires des régions de l'ouest, pour ne pas « verser du sable dans l'attiéké »⁴⁰⁷ de leurs parents sont obligés d'être de leur côté, donc du PDCI. Cette politique qui consiste à briser l'ancien UOCOCI date de longtemps. Elle a permis de découper en quatre départements des populations de la région gouro (cercle de Bouaflé) qui a été complètement démantelée. Oumé et Vavoua sont restés au centre-ouest. Bouaflé et Zuénoula, avec Bouaké au centre. Dans toutes les régions, on s'est arrangé pour que les villes renfermant une même ethnie soient dans un grand groupe. Les gouro alliés naturels des bété, dans le même ensemble que les Guéré, Wobé, Yacouba, les Bakwé, Dida, Godié etc... représentent un groupe trop important et dangereux pour le régime PDCI. Alors mieux vaut les séparer et éviter toute coalition future. Et la meilleure manière d'y parvenir c'est justement de les opposer entre eux ; ils seront tellement occupés à s'entre-tuer qu'ils oublieront pendant un temps Houphouët-Boigny qui aura déjà assuré sa succession et il ne restera plus aux « westerns » que leurs yeux pour pleurer et attendre patiemment que la démocratie veuille bien agir »⁴⁰⁸. En clair, ils estiment qu'ils sont exclus*

⁴⁰⁷ Expression qui signifie qu'il faut éviter de poser des obstacles susceptibles de bloquer la réalisation de projets d'autrui. Ici il s'agit des ressortissants de l'ouest gagnés à la cause d'Houphouët Boigny et qui se plaignent de leurs frères qui, du fait de leurs revendications risquent de mettre en périls les avantages obtenus auprès du Président.

⁴⁰⁸ Le Nouvel Horizon, N° 048 du 16 août 1991.

du pouvoir d'Etat. Ainsi selon cette idéologie il existerait une classification hiérarchique des ethnies dans leur accès à l'exercice du pouvoir d'Etat mais aussi dans la jouissance des droits attachés à la nationalité ivoirienne.

Les articles 5, 6, 7 et 8 soulèvent la question des relations difficiles qui ont existé entre la Côte d'Ivoire et certains Etats notamment, le Burkina-Faso et la France. C'est, en filigrane, la valeur de l'étranger qui est posée à travers l'autochtonie. Si le Burkina-Faso est perçu comme un ennemi qui a servi d'arrière base aux rebelles, la France est, selon le FPI, l'instigatrice de la guerre de septembre 2002 (Koulibaly 2003). Et, les derniers articles sont un hommage à certains collaborateurs du Président Gbagbo. Les références à Blé Goudé, Mamadou Koulibaly et la 1^{ère} Dame signale le poids de ces leaders dans l'organisation politique du FPI. Ce sont des symboles qui cristallisent les énergies autour d'eux du fait de leur charisme. Les « agoras » et « parlements » sont animés par ces idéologies d'exclusion du Nord, de l'ouest et du rejet de l'étranger. On voit donc que, à travers des idées enrobées d'un humour presque naïf les populations s'affrontent dans une guerre des idéologies parfois meurtrières. En témoigne la guerre du 19 septembre 2002. Ces idées prennent tout leur sens dans les situations de conflit.

En lisant le premier article des commandements du RDR, on perçoit l'idée de collusion entre le RDR et la rébellion. Elle est largement répandue au FPI et ses alliés. Selon eux, « Alassane est le père de la rébellion » et Soro Guillaume n'en est que l'instrument, le bras armé. L'article 4 paraît comme la conséquence du précédent. En effet, aux dires des militants du RDR, c'est la duplicité, la roublardise du Président Gbagbo qui lui a valu cette guerre. Aveuglé par le pouvoir, il prend des engagements et contracte des accords qu'il n'est pas à même de respecter. L'article 7 vient en soutien au 3^{ème} car c'est la logique de l'exclusion qui a entraîné la guerre. Longtemps mis à l'écart par le régime en place dans la jouissance de leurs droits les populations du Nord ont été sauvées par les rebelles. Ceux-ci sont considérés comme des libérateurs, des sauveurs venus briser, par la force des armes, l'oppression.

Ben Soumahoro et Mamadou Koulibaly qui sont issus du Nord ont trahi la lutte d'émancipation. Ils se sont ralliés à Gbagbo le xénophobe, l'ivoritaire qui n'aime pas ADO. On aperçoit ici la vitalité de la perception tribale de la participation politique. Sous cet angle, les seuls référents qui comptent dans les imaginaires des populations nordistes sont l'ethnie et la région. Le Patriote, journal proche du RDR a dans sa parution du 11 février 2010 traduit cette vision. Dans sa titraille il a écrit : « *Vos parents sont injustement spoliés de leur*

nationalité. Malick, Fologo, Coulibaly, Dossongui, Doulaye ... Que dites-vous ? »⁴⁰⁹. Le Patriote demande l'avis des ressortissants du Nord qui travaillent avec Gbagbo sur les tentatives de radiation de leurs parents sur la liste électorale. Le journal précise que : « La poudrière de la purification ethnique est mise en place. A grands pas, la politique de préférence nationale, véhiculée par le concept de l'ivoirité, par la faute de la Refondation, s'invite dans le débat politique, notamment dans le contentieux de l'inscription sur la liste électorale. (...) On s'étonne, devant la résurgence de l'arbitraire, de l'exclusion qui « frappe le Nord dans ce qu'il a de meilleur », du silence troublant des adjutants de la campagne du président-candidat, justement originaires du Nord. En effet, dans sa volonté d'afficher un grand amour pour le Nord et dans l'optique d'une campagne de séduction, Gbagbo, qui brandissait déjà Laurent Dona Fologo, Mamadou Koulibaly et Nadiana Bamba comme des preuves visibles de son attention pour ses compatriotes du Nord, s'est entouré de cadres comme son directeur de campagne Issa Malick Coulibaly et les Dossongui, Traoré Dohia, Samba Coulibaly, Doulaye Coulibaly et Gervais Coulibaly. (...) A présent, devant la traque programmée de leurs parents du Nord, habillés du manteau d'étranger par le FPI, que disent Malick Coulibaly et ses amis ? Protestent-ils devant cette situation à tout le moins inconfortable pour eux ? (...) Pourquoi n'ont-ils pas le courage de le dire ouvertement au chef de file de la Refondation ? »⁴¹⁰.

Les articles 8 et 9 présentent la « puissance » du leader du RDR. C'est en fait un indicateur de l'idée selon laquelle Alassane possède une immense richesse. Elle est entretenue par le parcours professionnel de ce dernier qui, pendant des années a occupé de hautes fonctions au Fonds Monétaire International (FMI). Une institution qui représente aux yeux de nombreux militants du RDR un trésor sans fin auquel Alassane a droit et accès à tout moment. Aussi est-il le seul à pouvoir régler définitivement la question des difficultés financières de la Côte d'Ivoire. Le dernier commandement s'intéresse aux divergences apparues au sujet de la religion depuis 1990. Il s'agit surtout de réactiver entre un Nord musulman et un sud chrétien. Les développements médiatiques consacrés à la crise tendent à consacrer un divorce entre les deux régions (Basset 2003). Au-delà, l'on observe une manipulation des identités sur la base de marqueurs comme le « boubou » et la « mosquée ». L'instauration de la carte de séjour et les contrôles ciblés d'identité de la police sur des individus ayant un patronyme nordiste, ou présentant le « délit de faciès » achèvent de convaincre les Ivoiriens du Nord et les ressortissants du Mali et du Burkina-Faso de l'exercice d'une xénophobie d'Etat (Dembélé

⁴⁰⁹ Le Patriote, N° 3095 du 11 février 2010.

⁴¹⁰ Le Patriote, N° 3095 du jeudi 11 février 2010.

2002:134-135). Ces délits de faciès ou de patronyme sont fréquemment convoqués pour meubler les discours des acteurs des EDR.

Ces jeunes partagent le même champ politique bourdieusien que les leaders des mouvements de jeunesse politiques. Sur cette base, ils revendiquent l'accès aux ressources que le champ politique met à la disposition de ceux qui s'y trouvent. En effet, Comme le remarque Sinfon, « *Soro Guillaume et Goudé Blé ainsi que ses collaborateurs sont, sans aucun doute, les principaux héros de la guerre révolutionnaire ivoirienne pour le patriotisme* » (WANEP 2006:15). De ce point de vue, la « Sorbonne », les « grins », et les « agoras » constituent un champ d'où les acteurs espèrent tirer des dividendes politiques.

V. Le système des partis politiques et polarisation idéologique

Identifier les idéologies politiques qui animent les EDR revient à dégager celles des partis politiques. Celles-ci proviennent des acteurs politiques qui les projettent dans ces espaces. Il s'agit donc ici, dans un premier temps de déterminer les acteurs qui animent le champ politique ivoirien.

V.1. Les acteurs politiques et leurs idéologies : la droite ivoirienne

L'espace politique ivoirien est animé par de nombreux acteurs. Il est entendu comme l'ensemble des entités en interaction qui agissent selon des logiques qui partent de la simple observation à la conquête du pouvoir en passant par le conseil et l'assistance. Jusqu'à une époque récente, il était exclusivement composé des partis politiques. L'avènement du multipartisme l'a élargi avec l'arrivée massive des organisations de la société civile qui veulent jouer un plus grand rôle dans la gestion des affaires politiques.

Selon l'article premier du droit des partis et groupements politiques, « *Aux termes de la présente loi, le Parti politique est une association de personnes physiques qui adhèrent aux mêmes idéaux politiques, s'engagent à les faire triompher par la mise en œuvre d'un programme, en vue de conquérir et d'exercer le pouvoir selon les principes démocratiques définis dans la constitution* »⁴¹¹. Les partis se sont multipliés et on en dénombre aujourd'hui 160 en Côte d'Ivoire⁴¹². Par contre, « *Le groupement politique est soit une association de Partis politiques qui partagent les mêmes idéaux et adoptent les mêmes méthodes pour la mise en œuvre de leur programme ; soit une association de personnes physiques ayant pour*

⁴¹¹ Centre National de Documentation Juridique, 2000, *Droit des partis et groupements politiques*, Abidjan : 2005, 36 p.

⁴¹² Ministère de l'intérieur, Enquête 2009.

objet de concourir à la réalisation du programme d'un Parti politique »⁴¹³. Les groupements politiques sont aussi appelés coalitions politiques. Les plus connus sont le Congrès National de la Résistance pour la Démocratie (CNRD), le Congrès pour une Alternative Politique (CAP), le RHDP, les Forces Nouvelles (FN) qui regroupent tous les mouvements armés de la rébellion, et l'Union des Partis Politiques Centristes (UPC). Celles-ci sont construites pour détruire un adversaire, compenser une faiblesse ou renforcer son efficacité (Lemieux 1991).

Il ne s'agit pas dans le cadre ce travail de faire l'historique de tous les partis politiques de Côte d'Ivoire. Cette recherche présente succinctement les partis en mettant l'accent sur leurs tempéraments. Toutefois, une attention particulière est accordée à ceux dont l'influence est prononcée sur les EDR. Ce sont les partis autour desquels s'articule la vie politique ivoirienne depuis 1990 : le PDCI, le FPI et le RDR (Coulibaly A.A 2002:17). Ce sont les "grands partis" à côté desquels se trouvent les partis « résiduels », ceux que la presse appellent les « petits candidats »⁴¹⁴.

D'une manière générale, la droite ivoirienne s'inscrit dans le cadre global d'une stratégie de défense des privilèges des classes sociales dominantes. Elles apparaissent pendant la période coloniale. Elle se caractérise par une distinction marquée de deux communautés raciales : celle des colons européens blancs opprimant celles des indigènes noirs et métis. La plupart des africains étaient enfermés dans le statut de "l'indigénat" et, sont par conséquent exclus de la gestion de la colonie. La conférence de Brazzaville qui a réuni, à l'initiative du général De Gaulle, en janvier 1944, les gouverneurs des colonies française d'Afrique noire a octroyé aux africains la citoyenneté française et surtout le droit de participer à la gestion des affaires de leurs territoires.

C'est dans cette période que le PDCI-RDA apparaît le 9 avril 1946. Dans le préambule de ses statuts, il est souligné que : « *Né du Syndicat Agricole Africain pour traduire les aspirations profondes des masses ivoiriennes; A l'origine du Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A), premier grand mouvement d'émancipation des peuples d'Afrique Noire; Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (P.D.CI.) s'assigne pour mission la libération de l'homme ivoirien et l'affirmation de sa personnalité, et pour objectif, la promotion d'une politique de bien-être par le travail, dans la discipline et la paix. Profondément attaché au progrès des peuples et à la solidarité des nations, le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire milite pour l'édification d'une Afrique libre, unie et prospère, et pour la construction d'un monde de justice et de paix par le dialogue, la neutralité absolue et la coopération*

⁴¹³ Centre National de Documentation Juridique, op. cit., p. 8.

⁴¹⁴ Gesrstlé, *La communication politique*, op. cit., p. 130.

internationale dans l'égalité, la tolérance et la dignité »⁴¹⁵. A sa naissance, le PDCI affiche ses ambitions nationalistes, notamment économiques en se proposant de se battre pour « *la libération de l'homme ivoirien* ». Panafricaniste il recherche une Afrique forte et unie où le dialogue et la coopération s'imposent. Ses membres fondateurs sont Félix Houphouët Boigny, Philippe Franceshi, Etienne Djaument, Jean Delafosse, Babacar Diop, Germain Coffi Gadeau, Gabriel Dadié, Ouezzin Coulibaly, Joseph Anoma, etc.

Les idées essentielles défendues sont agrégées dans une idéologie appelée l'houphouétisme. C'est un néologisme construit à partir du nom du premier président de ce parti, Félix Houphouët Boigny. Il est formé à partir du prénom Houphouët et du suffixe *isme*, du grec *ismos* ou *istês* et désigne donc à l'origine le projet de libération de l'homme noir, celui de la justice, de la dignité, de la liberté et du Bien-être. L'houphouétisme est à la fois un projet philosophique et politique. Car : « *L'Houphouétisme est un humanisme pragmatique, reposant sur la Liberté, la Justice, la Démocratie, la Tolérance, le dialogue et la Paix. Humanisme parce que, au centre des préoccupations de HOUPHOUËT-BOIGNY se trouve l'homme, non pas dans ses dimensions abstraites, mais l'homme dans la société avec des problèmes concrets auxquels le politique doit apporter des solutions. Pragmatique en ce sens que l'Houphouétisme ne pose pas de principe immuable, de vérité éternelle, de dogme. Il admet comme point de départ, l'efficacité de l'acte, d'où sa souplesse et ses adaptations nécessaires pour épouser son temps. L'Houphouétisme et le PDCI-RDA forment au plan des idées fondatrices, un tout indissociable* »⁴¹⁶.

Toutefois, l'houphouétisme connaît une évolution. Combattu par tous les partis de gauche dans l'euphorie des années 1990, l'houphouétisme est aujourd'hui une idéologie que tous se disputent sur le marché politique. Tout le monde se réclame d'Houphouët. Au point où tout fonctionne comme si « *Félix Houphouët est un mort qui ne veut pas mourir. Il hante l'esprit des Ivoiriens* » (Diabaté et al 2005:24). Son influence est d'autant plus grande que tous les leaders de la II^{ème} République se réclament de lui. Houphouët est devenu un marqueur de légitimité qui accorde du crédit à celui qui pratique l'houphouétisme. En termes mercaticiens, il est un « produit » qui se vend bien sur le marché politique.

Le FPI, l'un des plus farouches adversaires du PDCI tente de se l'approprier. Le chef de canton et député de Ferké, Koné Madou Jonas proche du FPI tente de définir l'houphouétisme. Pour lui, « *L'houphouétisme (...) semble (...) être l'humanisme, le pardon le dialogue. L'houphouétisme en quelques mots, c'est l'homme qui réussit à intégrer à la fois*

⁴¹⁵ [En ligne] Disponible sur : <http://pdcirda.org/?page_id=35> (Consulté 8 mai 2009)

⁴¹⁶ [En ligne] Disponible sur : <http://pdcirda.org/?page_id=35> (Consulté 8 mai 2009)

les valeurs modernes et traditionnelles, c'est-à-dire qui a les pieds dans la tradition et qui a la tête dans la modernité. Comme n'importe qui, feu Félix Houphouët Boigny a dû peut-être faire des erreurs, mais très vite, il s'en est rendu compte et les a corrigées. Cela est une grandeur d'esprit que beaucoup de politiciens n'ont pas aujourd'hui. L'houphouétisme, c'est aussi le sens de l'anticipation sur les événements futurs »⁴¹⁷. Sur la base des critères dégagés, il assimile le Président Gbagbo à Houphouët Boigny.

Parlant de Gbagbo, il précise les caractéristiques qui font de ce dernier un houphouétiste à « l'état pur » : « Des gens ont pris des armes contre lui, alors qu'il était dans la légitimité de prendre aussi des armes comme eux puisqu'il en avait les moyens, il a agi autrement. Il a rapproché ses adversaires pour leur demander pardon et instaurer le dialogue. Ça c'est l'houphouétisme à l'état pur. (...) Gbagbo a fait et continue de faire de l'houphouétisme, bien qu'il l'ait combattu d'une manière ou d'une autre. (...) Les actes du Président Gbagbo sur le terrain sont des actes qui s'inscrivent en droite ligne dans l'houphouétisme. (...) D'autre part, le Président est très attaché à la femme d'Houphouët Boigny »⁴¹⁸. Les deux Présidents se ressemblent politiquement parce qu'ils sont tous deux attachés à la paix, le pardon et la tolérance. Le Président du Conseil Economique et Social (CES), Laurent Dona Fologo rejoint le député en martelant que « Houphouët et ses compagnons de lutte se battaient déjà pour retrouver la dignité, l'honneur et le respect de l'homme noir. Je crois que le combat du Président Laurent Gbagbo n'est pas autre chose que cela »⁴¹⁹.

Le Président du CES est « fils et disciple d'Houphouët »⁴²⁰. A cet titre, « il a défendu la Côte d'Ivoire qui pendant 40 ans a été bâtie par son « père » Houphouët »⁴²¹. Le leader du RDR, Alassane Dramane Ouattara se dit être également « son fils préféré »⁴²². Il aurait d'ailleurs reçu la « bénédiction »⁴²³ d'Houphouët.

La valeur de l'héritage d'Houphouët est telle que « ses » héritiers se livrent une guerre sans merci pour s'accaparer son héritage. Sur fond d'antagonismes idéologiques, les partisans du leader du RDR attaquent le gbagboïsme, l'idéologie de Gbagbo Laurent qui tente de

⁴¹⁷ Le soleil d'Abidjan, N° 018 du jeudi 04 au dimanche 07 mars 2010.

⁴¹⁸ Le soleil d'Abidjan, N° 018 du jeudi 04 au dimanche 07 mars 2010.

⁴¹⁹ L'Intelligent d'Abidjan, N° 1424 du mardi 24 juin 2008.

⁴²⁰ Soir Info, N° 4167 du mardi 22 juillet 2008.

⁴²¹ Soir Info, N° 4167 du mardi 22 juillet 2008.

⁴²² Soir Info, N° 4254 du jeudi 06 novembre 2008.

⁴²³ Soir Info, N° 4254 du jeudi 06 novembre 2008.

« déhouphouétiser la Côte d'Ivoire »⁴²⁴, d'« effacer Houphouët pour instaurer le gbagboïsme »⁴²⁵. Le RDR donne une définition de cette idéologie.

En effet, « *Etre gbagboïste c'est se laisser conduire par l'esprit de Gbagbo, un esprit qui se réclame, selon Gbagbo lui-même, de celui de Kragbé Gnangbé. Or Kragbé Gnangbé n'hésitait pas à faire couler le sang. Le gbagboïsme affectionne le double langage. Sa signature n'a qu'une valeur relative selon les circonstances. Le gbagboïsme détruit tout sur son passage, même les plus belles œuvres au service des citoyens comme on l'a vu pour les infrastructures scolaires et économiques en 2004. Il va jusqu'à gausser des valeurs comme celles qui prônent la Paix, car on ne mange pas la paix pour certains de ses adeptes. La violence est le signe distinctif du bon gbagboïste. L'esprit gbagboïste est anti-citoyen et ne peut que secréter une république anti-démocratique* »⁴²⁶. En réponse à ces attaques, Charles Blé Goudé attaque le PDCI en soutenant que « *Bédié est en train de trahir les idéaux d'Houphouët Boigny en vendant la Côte d'Ivoire. (...) Finalement Bédié et Djédjé Mady sont en train de présenter le PDCI comme un parti violent, un parti d'assassins. Ce qui est différent du PDCI d'Houphouët Boigny qui est un parti de culture de paix* »⁴²⁷. En signant les Accords politiques de Ouagadougou (APO), Soro Kigbafori Guillaume est devenu, de facto un allié du Président Gbagbo. De ce fait, il est depuis l'objet d'attaques des autres partisans qui le soupçonnent parfois de faire le jeu du Président. Aussi, tout comme Gbagbo, le député PDCI Alla Kouadio Rémy déclare que « *Soro n'est pas houphouétiste* »⁴²⁸.

On aurait pensé que chacun des leaders était au chevet d'Houphouët Boigny sur son lit de mort pour recevoir sa bénédiction. Les raisons de cet engouement pour l'houphouétisme sont à rechercher dans deux sens. En premier lieu, cela relève d'une stratégie politique qui vise à ratisser large dans les rangs de la vieille droite conservatrice des militants. Il s'agit de profiter du réseau de relations diplomatiques et d'affaires patiemment tissé par Houphouët. Même si on peut avancer de façon empirique que la génération des personnes qui ont vécu l'abolition de l'esclavage en Côte d'Ivoire est minime, il n'est pas superfétatoire de croire que les survivants de cette époque n'ont d'yeux que pour le vieux parti : le PDCI. Derrière eux, se trouve une catégorie de citoyens qui, déçus, désillusionnés par le gaspillage de l'héritage d'Houphouët Boigny par les héritiers sont des nostalgiques qu'on contente pour les rallier à sa cause. Ces désenchantés sont en quête d'une alternative à la nouvelle génération de politiciens

⁴²⁴ Le Patriote, N° 3095 du jeudi 11 février 2010.

⁴²⁵ Le Patriote, N° 3095 du jeudi 11 février 2010.

⁴²⁶ Le Patriote, N° 3095 du jeudi 11 février 2010.

⁴²⁷ Le Soleil d'Abidjan, N° 018 du jeudi 04 au dimanche 07 mars 2010.

⁴²⁸ L'Intelligent d'Abidjan, N° 290 du samedi 21 et dimanche 22 août 2004.

qui, selon eux, ne travaillent que pour la satisfaction de leurs intérêts. De ce fait, ayant pris la mesure de cette situation, la droite, le centre et la gauche ne ménagent aucun effort pour avoir leurs faveurs.

Dans une autre mesure, on peut lire dans ces pratiques, une réinvention de la politique ivoirienne. On assiste à une émergence de nouvelles formes de participation politique où l'on fait fi des clivages traditionnels pour améliorer son positionnement sur l'échiquier politique. Ce que de nombreux observateurs de la vie politique ivoirienne assimilent à une perte des valeurs, une ruine de l'idéal politique qui voudrait que chacun se conforme aux coutumes de son bord. Dans un contexte de concurrence politique aigüe les acteurs saisissent toutes les opportunités en présence pour parvenir à leurs fins.

On peut par extension ramener cette situation au complexe d'Oedipe. Félix Houphouët Boigny représente la figure du père à abattre pour posséder en toute liberté la mère, la nation ivoirienne. Le père liquidé, les enfants, les héritiers prennent de manière totale la mère représentée par la nation. Toutefois, ce complexe est marqué par des effets ambivalents toujours très pénibles. Le père est à la fois admiré et détesté. Les enfants refusent sa présence tout en étant rongés par le remord et un violent désir d'obtenir son pardon.

On peut sous cet angle, lire dans la violence engendrée par des leaders politiques la volonté de « déhouphouétiser » la Côte d'Ivoire, changer les choses, « refonder » les bases. Pour ce faire, l'on est prêt à marcher, casser, protester violemment, se battre ou tuer pour détruire la figure dominatrice du vieux parti, du vieux Président à qui on veut prendre tous les privilèges attachés à son rôle (richesses matériels, argent, bien mobiliers et immobiliers). On est parfois prêt à brûler le pays pour avoir le pays. Mais en regardant attentivement les conséquences, l'on s'en veut pour avoir détruit. Ici, on a l'impression que les hommes politiques ont pris conscience qu'en forçant trop ils ont ruiné tous les acquis matériels et financiers. C'est le cas des établissements détruits lors des manifestations où le règlement d'une facture. Les partis sont nostalgiques d'une époque révolue. De ce fait, certains s'enferment dans un passé glorieux, « au temps de Nanan »⁴²⁹ où tout était presque parfait. La guerre a non seulement abouti à une partition du pays mais a consacré la fracture communautaire que les partis ont contribué à entretenir. Pour se racheter, ils évoquent le symbolisme de paix développé par Houphouët. Par ailleurs, l'article 2 des statuts du PDCI stipule que « L'emblème du Parti est un Logo ainsi composé : PDCI-RDA en fond blanc, lettres de couleur dorée, éléphant blanc, carte de Côte d'Ivoire en vert »⁴³⁰.

⁴²⁹ Au temps du règne d'Houphouët Boigny.

⁴³⁰ [En ligne] Disponible sur : <http://pdcirda.org/?page_id=35> (Consulté 7 avril 2009)

La droite ivoirienne est également représentée par le RDR. Avant son décès, Houphouët Boigny tombe malade et est évacué en France pour des soins. En son absence, le Premier Ministre Alassane Dramane Ouattara assure la gestion des affaires de l'Etat. A côté de lui, se trouve Henri Konan Bédié, Président de l'Assemblée Nationale et Philippe Grégoire Yacé, Président du CES. L'absence prolongée d'Houphouët ouvre les querelles de succession entre les trois hommes qui savent que « le Vieux »⁴³¹ ne s'en sortira pas. Les divisions apparaissent ouvertement en décembre 1993. Les partisans du PDCI sont convoqués à deux réunions différentes. L'une par le secrétariat est favorable à Bédié et l'autre, organisée à l'initiative d'un « comité de sages » proche de Yacé. Les réunions sont houleuses et pleines d'invectives. Alassane s'allie à Yacé qui entre temps avait été limogé de la présidence de l'Assemblée Nationale au profit de Bédié⁴³². Il se rapproche également de Laurent Gbagbo, chef de file de l'opposition ivoirienne. Bédié est couvert juridiquement par l'article 11. Selon l'article 11 de la constitution ivoirienne modifiée en 1990, « *en cas de vacance de la Présidence de la République par décès, démission, empêchement absolu constaté par la Cour suprême, saisie par le gouvernement, les fonctions de Président de la République sont dévolues de plein droit au président de l'Assemblée nationale. Les fonctions du nouveau Président de la République cessent à l'expiration du mandat présidentiel en cours* ».

La crise est soldée le 7 décembre 1993 avec le décès du Président Houphouët Boigny⁴³³. Un communiqué lu par le secrétaire général du gouvernement, en présence du Premier ministre et de ses ministres déclare que : « *le premier ministre a informé le gouvernement que, à la suite de la saisine de la Cour suprême le 8 décembre en vue de constater la vacance de la présidence de la République, le gouvernement du président Félix Houphouët Boigny cesse ses fonctions dès ce jour 9 décembre* »⁴³⁴. Après quoi, le nouveau président investi invite les Ivoiriens « *à se mettre à sa disposition* »⁴³⁵.

Entre temps, le 30 avril 1994, le PDCI-RDA organise un congrès extraordinaire dont l'ordre du jour est l'élection du président du parti. Henri Konan Bédié est élu par acclamation au moment où, Djéni Kobina est conspué pour avoir tenté de poser un préalable à cette élection. Le mouvement rénovateur du PDCI est lancé avec Djéni Kobina. La rupture entre

⁴³¹ L'un des nombreux surnoms du Président Houphouët Boigny. Il est aussi désigné sous les superlatifs de Ciboué (l'arbre de vie) en langue Baoulé, Mitigbélizan (le Rédempteur de l'homme noir), le Bélier, Nanan (Seigneur), le Sage d'Afrique, le Guide éclairé, cerveau politique de premier ordre.

⁴³² Jeune Afrique, N° 1718 du 9 au 15 décembre 1993.

⁴³³ Paris Match, N° 2334 du 17 février 1994.

⁴³⁴ Jeune Afrique, N° 1719 du 16 au 22 décembre 1993.

⁴³⁵ Jeune Afrique, N° 1719 du 16 au 22 décembre 1993.

alassanistes⁴³⁶ et bédiiéistes⁴³⁷ est consommée. Le 27 juin 1994, le RDR est constitué en parti politique qui dépose ses statuts à la préfecture d'Abidjan. Les membres fondateurs de ce parti sont : Djéni Kobina, Pierre Badobré, Amadou Soumahoro, Alexandre Ayié Ayié, Diakité Coti Souleymane, Jean Malan, Hyacinthe Leroux, Hyacinthe Sarassoro.

Dans l'article premier de ses statuts, « *Le RDR adhère à l'idéologie du Libéralisme Démocratique et, de ce fait, s'affirme comme un parti du Centre, modérateur des excès de la Droite et de la Gauche et résolument attaché à la forme républicaine de l'état et à son contenu démocratique, au respect des libertés publiques, individuelles et collectives, dans le cadre d'une démocratie politique, économique et sociale* »⁴³⁸. Selon son article 4, « *Le RDR est identifié par les signes distinctifs suivants : Devise : La devise du RDR est : UNITE-PAIX-DEVELOPPEMENT. Emblème : l'emblème du parti est un drapeau blanc frappé en son centre des lettres R en orange, D en noir, R en vert, symbolisant le sigle RDR. (Rassemblement Des Républicains).*⁴³⁹ *Hymne : L'hymne du RDR est : "Républicain". Symbole : Le symbole du RDR est une Case, qui illustre l'idée de Rassemblement, de Fraternité et d'Unité. Couleur : La couleur du RDR est l'Orange, qui symbolise la Vitalité et l'énergie* »⁴⁴⁰.

L'idéologie de ce parti est à saisir aussi dans son texte fondamental consigné dans un document, le Projet de société. C'est un guide, un texte de référence pour les militants et sympathisants du RDR afin qu'ils puissent non seulement s'imprégner de l'idéologie de leur parti, mais aussi chercher à l'améliorer et à l'adapter aux situations sans cesse changeantes de la Côte d'Ivoire. La posture idéologique du RDR est donc le centrisme de droite ; il n'est ni pleinement à droite avec le PDCI ni à gauche avec le FPI.

Se réclamant houpouétiste, le RDR est partisan d'un libéralisme à « visage humain » dans lequel l'homme est au début, au centre et à la fin du processus. Dès lors, qu'il existe une inégalité, par leur nature entre les hommes, l'Etat doit s'atteler à corriger les conséquences de cette inégalité, par une redistribution des richesses créées, de façon aussi équitable que possible, en tenant compte des capacités et conditions respectives de chacun. Ainsi, « *dans le modèle que propose le RDR l'initiative individuelle est le pôle moteur du processus de production. L'Etat l'encourage, mais ne le contrôle pas. Il veille au respect des règles du jeu*

⁴³⁶ Néologisme créé à partir du prénom Alassane et du suffixe *iste* ; il désigne les partisans du premier ministre Alassane Dramane Ouattara.

⁴³⁷ Néologisme créé à partir du prénom Bédié et du suffixe *iste* ; il désigne les partisans du Président Henri Konan Bédié.

⁴³⁸ [En ligne] Disponible sur : <<http://www.rdr.ci/lesstatuts.asp>> (Consulté 7 avril 2009)

⁴³⁹ Rassemblement Des Républicains, 1997, *Projet de société*, Abidjan : RDR, 65 p.

⁴⁴⁰ [En ligne] Disponible sur : <<http://www.rdr.ci/lesstatuts.asp>> (Consulté le 7 avril 2009)

des mécanismes du marché et s'assure que l'efficacité l'emporte sur le laxisme » (RDR 1995:17). Le capitalisme politique pour le RDR c'est le recours de plus en plus pressant à des moyens politiques afin d'assurer la stabilité de l'économie nationale, où les emprunts, les endettements exorbitants ont donné l'illusion de la richesse du PDCI.

Le RDR essaie de réaliser deux projets qui lui tiennent à cœur. Il s'agit d'abord de la création d'une démocratie qui suppose le financement des partis politiques par la prise effective de la loi devant définir les modalités du financement selon le principe arrêté par la loi portant statut des partis et groupements politiques. Aussi, il réclame la modification de l'article 11 relatif à la vacance de la présidence de la République. Pour lui, il est impérieux de remplacer l'investiture de plein droit du président de l'Assemblée Nationale par l'intérim de la présidence. En réalité, cette disposition constitutionnelle visait à empêcher Bédié de devenir Président de la République en lieu et place d'une tierce personne qui serait élue à la suite d'élections démocratiques.

A côté du RDR, d'autres partis se réclament également de la droite. Les plus importants sont l'UDPCI, l'UDCY, le Parti Républicain de Côte d'Ivoire (PRCI) de Robert Gbaï Tagro, le Parti Nationale Ivoirien (PNI) de Pépé Paul, le PRCI de Soumah Yadi, l'Alliance pour la Nouvelle Côte d'Ivoire (ANCI). Le dernier parti cité est la marque de la déchirure qui est apparue au sein du RDR. Membre influent du RDR depuis toujours, Zémogo Fofana entre en disgrâce avec ses amis qui le soupçonnent de se rallier à Gbagbo. Les incompréhensions aboutissent à sa démission en 2007 et à la création de son parti le 16 juillet de la même année⁴⁴¹. Jusqu'à une époque récente on le croit proche du FPI. Mais en 2009, une partie des militants avec à leur tête Amara Karamoko, l'accusent de mettre l'ANCI à la disposition du RDR dans le cadre de la présidentielle à venir. D'un autre côté, Jean-Jacques Béchio prend ouvertement positionnement pour le FPI au point d'organiser une Assemblée générale extraordinaire pour radier le Président Zémogo. Le dernier affirme « *J'appelle l'ANCI à me suivre et à soutenir la candidature d'Alassane Dramane Ouattara. (...) C'est un choix politique et logique* »⁴⁴². Le parti est écartelé entre les pro-Ouattara et les pro-Gbagbo. Dans le même temps, le Congrès pour une Alternative Populaire (CAP) de Bamba Moriféré rejoint le RDR en 2009 pour les joutes électorales⁴⁴³.

⁴⁴¹ Fraternité Matin, N° 13503 du 12 novembre 2009.

⁴⁴² Soir Info, N° 4609 du mardi 12 janvier 2010.

⁴⁴³ L'Expression, N° 141 du mardi 15 décembre 2009.

L'histoire de l'UDPCI est liée à celle du général Robert Guéï. Le 24 décembre 1999, à la suite d'un coup d'Etat il devient Président de la République après avoir débarqué Henri Konan Bédié⁴⁴⁴. Adulé comme un héros, il se présente aux élections présidentielles de 2000.

Il tente de prendre le pouvoir par la force mais est neutralisé par une insurrection populaire menée par la masse populaire du FPI⁴⁴⁵. Il trouve la mort à la suite du coup d'Etat du 19 septembre 2002. De graves dissensions apparaissent après son décès entre les partisans proche du FPI et ceux qui s'y opposant avancent une trahison de la mémoire du général. Albert Mabri Toikeusse devient président de l'UDPCI à la suite d'un congrès extraordinaire qui a marqué la fin de l'intérim assuré par Paul Akoto Yao.

Pendant la courte période de gestion du pouvoir par le général Guéï, on assiste à un rapprochement entre 3 entités : le Comité National de Salut Public (CNSP)⁴⁴⁶, le PDCI et le FPI. En effet, les 2 derniers sont les grands bénéficiaires du changement. Ils soutiennent la disposition juridique issue du référendum du 23 juillet 2000. Selon elle, le candidat à la Présidence de la République « *ne doit jamais s'être prévalu d'une autre nationalité* ». Or celle-ci ruine les possibilités du leader du RDR de poser sa candidature. Les 2 partis se regroupent, selon la rue, dans le « *Tout Sauf Ouattara* » (TSO) salue la décision de rejet de la candidature d'Alassane Ouattara car, elle « *accède à la volonté populaire* »⁴⁴⁷.

En 2009, des divergences apparaissent à nouveau au sein des dirigeants de l'UDPCI. Siki Blon Blaise⁴⁴⁸, appelé « le bulldozer » crée une dissidence et entraîne avec lui une partie des membres du parti qu'il nomme UDPCI-Nouvelle vision⁴⁴⁹. Ce nouveau parti s'allie au FPI⁴⁵⁰. Comme formation politique, l'UDPCI se situe, dans un esprit houphouétiste au centre droit.

En 2003, les 4 grands partis de la droite s'unissent avec les 3 mouvements de la rébellion, regroupés sous le nom de FN, pour créer le groupe des 7. Le G7 se compose du PDCI, du RDR, du MFA, du MPCI, MJP et du MPIGO. En 2005, à Paris, en France, Bédié et Alassane mettent sur pied le Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) : PDCI, RDR, MFA et l'UDPCI. Pendant longtemps on a pensé que le RHDP était une alliance factice mais en février 2010, à la suite de la tentative du FPI de radier certaines personnes sur la liste électorale et la demande de suspension des fonctions du

⁴⁴⁴ Le Temps Hebdo, N° 69 du 23 au 29 décembre 2009.

⁴⁴⁵ Jeune Afrique Economie, N° 302 du 31 janvier au 13 février 2000.

⁴⁴⁶ Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire, Numéro spécial du jeudi 13 janvier 2000.

⁴⁴⁷ Jeune Afrique l'Intelligent, N° 2055 du 30 mai au 5 juin 2000.

⁴⁴⁸ Président du conseil général de Man, il a été nommé Gouverneur de la haute autorité de développement de la région des 18 montagnes.

⁴⁴⁹ Soir Info, N° 4510 du lundi 14 septembre 2009.

⁴⁵⁰ Fraternité Matin, N° 13453 du lundi 14 septembre 2009.

Président de la CEI, Beugré Mambé Robert, il montre sa capacité de mobilisation en paralysant (et en détruisant des biens) plusieurs villes de Côte d'Ivoire et des quartiers d'Abidjan⁴⁵¹.

Le 12 février 2010, le Président dissout en même temps le gouvernement et la CEI⁴⁵². Non seulement le RHDP teste ses capacités d'action sur le terrain mais il s'enrichit d'un partenaire circonstanciel, le PIT. Ils forment le tandem RHDP et PIT⁴⁵³. Entre temps, ce parti avait soutenu le FPI qui demandait la démission du Président de la CEI. La dissolution du gouvernement ouvre un autre débat, celui du désarmement de la rébellion avant les élections et de l'audit de la liste électorale. Les points de vue se durcissent et on assiste à la signature d'alliance discrète au sein du RHDP. Le Premier Ministre, Soro Kigbafori Guillaume prend à son service, en qualité de conseiller spécial, Hamed Bakayoko, précédemment ministre des NTIC jusqu'au 12 février 2010 et figurant sur la liste des membres du RHDP refusés par le Président. Quelques jours plus tard, Soro Guillaume bat le rappel de ses troupes et réunit ses anciens compagnons avec qui il a été brouillé. Dans la foulée, il recrute au service des FN, Me. Affoussy Bamba précédemment avocate au barreau de paris. Nouvelle porte-parole principale des FN, elle soutient dans un communiqué que « (...) *le désarmement n'est pas lié à l'organisation de l'élection présidentielle et n'a donc jamais été une question préalable à son organisation* »⁴⁵⁴.

La droite ivoirienne se compose de plusieurs partis politiques presque tous issus du PDCI. Ils se disent Houphouétistes et tentent de perpétuer l'héritage du premier Président de la Côte d'Ivoire. On assiste d'autre part à un jeu d'alliance qui permet de se repositionner. Cette pratique amène les partis à côtoyer tantôt le centre, tantôt la gauche.

V.2. Les acteurs politiques et leurs idéologies : la gauche ivoirienne

La gauche ivoirienne est issue de l'avènement du multipartisme. Nourris aux thèses socialistes, ils sont pour la plupart d'anciens militants de l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (UGTAN), l'UGECEI, l'UNEECI, l'USEECI et la FEANF. A cette ancienne garde estudiantine se greffe la FESCI.

Parti d'opposition pendant de longues années, le FPI est depuis 1982 rentré dans les rangs de la gauche. Il est parvenu au pouvoir d'Etat depuis 2000. Le choix idéologique du FPI transparaît dans l'article 3 de ses textes fondamentaux qui stipule que : « *Le Front Populaire*

⁴⁵¹ L'Inter, N° 3522 du samedi 06 au dimanche 07 février 2010.

⁴⁵² Soir Info, N° 4637 du samedi 13 et dimanche 14 février 2010.

⁴⁵³ Soir Info, N° 4645 du mardi 23 février 2010.

⁴⁵⁴ Nord-Sud, N° 1455 du mardi 23 mars 2010.

Ivoirien est un parti socialiste. Il est membre de l'Internationale socialiste. Il proclame son attachement aux idéaux d'égalité, de liberté, de justice et de démocratie pluraliste. En outre, il proclame son attachement à l'intégration Ouest Africaine par toute structure appropriée. Il adhère aux principes régissant l'OUA et l'ONU » (FPI 1997). L'article 2 de ses statuts précise que « L'emblème du Front Populaire Ivoirien est la rose qui a ses racines en Côte d'Ivoire, partie intégrante d'une Afrique démocratique. Les couleurs du FPI sont le bleu et le blanc. Le signe du ralliement est le V de la victoire et de la vérité formé à l'aide des deux doigts : l'index et le majeur. Le Front Populaire Ivoirien célèbre tous les ans la fête de la liberté pour commémorer la ré-institution du multipartisme en Côte d'Ivoire » (FPI 2001:6). Sur cette base, le chef de l'Etat écrivait : « Rendre chacun responsable de l'avenir de son pays par la liberté qu'il a de critiquer, de contredire, de proposer, de participer, d'adhérer, de construire ; rendre la parole à ceux qui ont quelque chose à dire mais qui sont cloués par la peur qu'inspire la répression au quotidien ; faire entrer notre pays dans la République et notre peuple dans la démocratie ; faire de nos différentes sensibilités politiques le levain de la construction nationale ; bâtir l'avenir sur le droit et non pas sur l'arbitraire ; tels sont nos objectifs. Nous nous battons donc pour l'avènement de la démocratie dans notre pays. Et dans ce cadre de cette lutte, des camarades m'ont demandé de rédiger un ouvrage qui puisse servir de base de discussion à tous les démocrates ivoiriens afin de jeter les fondements d'un vaste mouvement démocratique. En ce sens, ce livre est un appel. Un appel à tous ceux qui sont cloués par la brutalité réactionnaire et par les conditions que crée la brutalité ; un appel à tous ceux qui sont exclus de la vie nationale, prostrés dans un exil intérieur ; un appel à tous ceux qui attendent, attendent ...et attendent toujours que le jour se lève enfin. Aux jeunes surtout, je dis ceci : l'avenir appartient à ceux qui le construisent. Eh bien construisons ensemble celui de notre chère Côte d'Ivoire » (Gbagbo L 1983:9-10). Pour ce dernier, la démocratie c'est la fin des arrestations arbitraires, de l'auto-censure, la suppression des tabous en matière politique.

Avant l'accession du FPI au pouvoir d'Etat, le Président affichait déjà son idéal de rupture d'avec le style politique du PDCI. En matière de politique extérieure, son discours laissait entrevoir son attachement aux valeurs nationalistes. Ainsi, « L'exercice de notre souveraineté suppose que notre pays définisse lui-même, de façon autonome, tous les axes de sa politique, aussi bien intérieure qu'extérieure. (...) La politique anti-impérialiste implique de notre part non seulement un combat incessant pour la mise en œuvre d'une politique d'indépendance nationale, mais une contribution effective à la lutte de libération des peuples opprimés. (...) Notre diplomatie devra en outre mettre l'accent sur le fait que toutes les bases

militaires doivent retourner dans leurs pays d'origine et que les mers soient démilitarisées »⁴⁵⁵. Son rapport avec l'ancienne puissance coloniale, la France est sans équivoque : « *Ne faisant aucune exclusive, nous sommes désireux d'établir avec la France des rapports francs, légaux et égaux. Cela implique que la coopération bilatérale entre elle et nous doit être décolonisée. Cela n'appelle aucune discussion. Renvoi chez elle de la base militaire française et la renégociation des accords de coopération passés entre la France et la Côte d'Ivoire* »⁴⁵⁶. En clair, l'option idéologique du FPI est de parvenir à une alternance en palliant les insuffisances de la politique d'Houphouët (Kokora 1999:222).

Le nationalisme prôné par le FPI s'oppose, dans une certaine mesure, à celui développé par le PDCI. En effet, Au PDCI, « *L'idéologie est d'abord anticolonialiste et anti-impérialiste* » (Loucou 1992:55). Pour son premier président, Félix Houphouët Boigny, elle vise « *la libération de l'Afrique de l'odieuse tutelle de l'impérialisme, du capitalisme, sources de discordes, de luttes de classes, de misères, d'obscurantisme* » (Pango 1978:79). Ce nationalisme politique, économique, social et culturel ambitionne de satisfaire les masses africaines dominées par le colonisateur : la France. Toutefois, il n'invite pas à une rupture avec la France. Il prône plutôt le besoin stratégique de « *réaliser une Union française démocratique* » avec le peuple de France⁴⁵⁷.

Le Président Gbagbo, en invoquant un discours apocalyptique qui fait référence à la perte de l'espace vital dans lequel vivent les Ivoiriens véhicule le sentiment d'appartenance : « *Ne semons pas trop d'obstacles sur le chemin de la paix. Parce que les étrangers sur qui nous comptons ne feront pas la paix à notre place (...). C'est nous-mêmes qui démolissons, c'est nous-mêmes qui sommes démolis. Si la Côte d'Ivoire ne fait pas la paix et qu'elle est cassée, nous devenons quoi ? Nous allons où ? (Les jeunes d'Assinie répondent en chœur : « Au Ghana ! » ; ndlr). Nous n'irons nulle part* »⁴⁵⁸.

L'activité discursive se range derrière l'autochtonie en invoquant la thèse du péril ennemi ou plutôt du « péril étranger ». Le discours populiste se réfugie derrière le spectre de l'étranger venu diminuer les ressources économiques déjà largement entamées par la mauvaise conjoncture financière. L'épouse du Président soutient cette position en ces termes : « *Se battre pour sa terre est un combat légitime. C'est pourquoi nous devons nous battre, pour que notre pays soit à nous et pour récupérer tous nos biens, toutes nos richesses. Dans*

⁴⁵⁵ Ibidem. pp. 168-170.

⁴⁵⁶ Gbagbo L, *Côte d'Ivoire : pour une alternative démocratique*, op. cit., p. 173.

⁴⁵⁷ Réveil, N° 259 du 13 novembre 1947.

⁴⁵⁸ Propos du Président de la République lors d'une tournée dans le Sud-Comoé, à Assinie Mafia, Le Courrier d'Abidjan N° 802 du mercredi 30 août 2006.

le même mouvement, nous nous devons de revoir les alliances désuètes qui nous unissent à l'ancienne puissance coloniale. »⁴⁵⁹.

Certains acteurs du parti au pouvoir substituent le profil dégagé aux contours mal définis pour donner à l'étranger un visage. Une catégorie de la population vivant sur le territoire ivoirien est clairement indexée. Dans un environnement aussi conflictuel que celui de la Côte d'Ivoire, l'ennemi est celui qui n'a pas de liens séculaires avec la terre. On assiste dès lors à l'émergence d'un discours nationaliste qui diabolise *l'alter*, on le rend responsable des maux qui minent la société ivoirienne. Le premier secrétaire général du FPI trace le portrait de l'étranger en ces termes : « *On veut donner la nationalité aux Burkinabés, aux Maliens, aux Guinéens. C'est la Côte d'Ivoire qui aura des problèmes demain parce qu'on aura créé une population artificielle difficilement gérable* », souligne Miaka Oureto »⁴⁶⁰.

L'argumentaire le plus édifiant sur le caractère nationaliste de l'idéologie nationaliste a été forgé avant le déclenchement de la crise de septembre 2002. Selon la loi relative à « l'identification des personnes et au séjour des étrangers votée le 3 janvier 2002, « *tout postulant doit remplir quelques conditions dont certaines sont liées au rattachement du postulant à son village* »⁴⁶¹. Une telle décision pour le gouvernement en son temps, avait uniquement pour seul but de lutter contre la fraude liée à la nationalité ivoirienne : « *tout ivoirien digne de ce nom doit avoir un village de rattachement* ».

On le voit, le camp présidentiel défend un discours sur l'autochtonie. Orienté vers une vision « pure » et « exclusive » de la nationalité, ce point de vue n'offre pas de réelles possibilités de mobilité entre les états de la nationalité. Les frontières semblent inexorablement fermées. Seule prévaut le droit du sang.

Plusieurs organisations apparaissent autour du FPI. Le plus connu est le Congrès National de la Résistance pour la Démocratie (CNRD). Il regroupe tous les partis et organisations proches de ce parti.

Le FPI est rejoint à la sortie de la clandestinité, par 3 autres partis : le PIT, l'Union des Sociaux-démocrates (USD) et le Parti Socialiste Ivoirien (PSI). De par sa dénomination, le PIT affiche son ancrage à gauche avec ses origines historiques marxistes. Soupçonné de communisme, son Président Francis Vangah Wodié, transfuge du Mouvement Ivoirien de Libération (MIL) est victime de tracasseries de la part de Félix Houphouët Boigny.

De par son nom l'USD porte la quintessence de son idéologie : la sociale-démocratie.

⁴⁵⁹ Gbagbo S.E, *Paroles d'honneur. Un devoir de paroles !*, op. cit., pp. 424-425.

⁴⁶⁰ Propos de Miaka Oureto, Secrétaire Général du FPI.

⁴⁶¹ Extrait du communiqué du Conseil des ministres du 27 février commenté par Notre voie du vendredi 15 mars 2002 publié in *Le citoyen d'aujourd'hui*, du mercredi 11 septembre 2002, p. 2.

Il est le produit de la fusion de cercles clandestins qui se sont constitués en partis : l'Union des Démocrates pour le Changement (UDC), dirigé par Zadi Zaourou et le Parti Social-démocrate (PSD) d'Emmanuel Dioulo⁴⁶². Le rapprochement UDC-PSD s'est effectué après l'échec de la tentative de regroupement avec le PIT. Considérés comme des bourgeois, ils sont crédités d'un nationalisme intransigeant. C'est une alliance qui rassemble des bourgeois libéraux et des intellectuels de gauche. La défection de l'ex-maire d'Abidjan favorise l'éclatement du parti.

Il a également fait partie du Collectif des 8 qui demande la tenue d'une conférence nationale. La dissension entre les responsables du PSI entraîne son implosion. Bamba Moriféré se retire pour créer le Parti Pour le Socialisme (PPS) tandis que son rival, Kouakou Mandjoudja garde la dénomination initiale.

Combattant de lutte du Président Gbagbo, Anaky Kobénan crée le Mouvement des Forces d'Avenir (MFA) à sa sortie de prison en 1988. Il a fait partie du Groupe des 7 partis et mouvements partisans actifs de l'application des accords de Linas-Marcoussis. Il est aussi membre des 4 premiers signataires de la plate-forme des Houphouétistes.

En 1993, après le décès d'Houphouët, le Président Henri Konan Bédié sollicite l'opposition dans le cadre de sa politique de « démocratie apaisée » pour un gouvernement d'ouverture avec les 3 partis de gauche : FPI, PIT et USD. Les 2 premiers déclinent l'offre quand l'USD l'accepte. Dans le projet de construction de la social-démocratie, les opposants forment la Coordination des 4 partis de la gauche démocratique (FPI, PIT, USD, PSI) dont les réunions se déroulaient au siège de l'USD. Elle naît à Korhogo en 1990 à l'initiative du FPI. Le point focal de cette rencontre est de convoquer une « conférence nationale » souveraine qui aurait raison du régime du PDCI-RDA. Le projet échoue à cause de dissensions sur la stratégie d'encercllement du PDCI. Les pressions d'Houphouët sur le patrimoine d'Emmanuel Dioulo et les divergences de points de vue sur la participation au scrutin de 1990 ont entraîné sa défection. En effet, Houphouët Boigny fixe, de manière unilatérale, les conditions de participation aux élections. La Coordination des 4 refuse de participer sans que certaines conditions minimales ne soient remplies. Le FPI organise son congrès ordinaire à l'issue duquel il décide de participer à tous les scrutins quelle qu'en soient les conditions. Il avance sa « souveraineté » pour justifier son action ce qui entraîne l'explosion de la Coordination.

Quelques années après la Coordination apparaît le Front Républicain. Il est l'alliance

⁴⁶² Anciennement Maire d'Abidjan il possède une richesse faramineuse. Ses tentatives pour devenir Président de l'Assemblée nationale, contre Henri Konan Bédié, le Dauphin d'Houphouët Boigny, lui ont valu des déboires qui l'ont conduit en exil en France. Il est revenu en Côte d'Ivoire en 1990.

conjoncturelle entre le FPI, le RDR, le PIT et quelques petits partis. La création du Front répond au besoin de proposer une alternative au PDCI. Le Président Gbagbo protège Alassane Ouattara des accusations de « non-ivoirité » lancées par le Président Henri Konan Bédié. Ils organisent des manifestations en revendiquant le retrait du code électoral de 1995 défavorable au candidat du RDR. Le FPI s'oppose à ceux qui traitent Alassane Ouattara de Burkinabé. Pour eux, il est Ivoirien. C'est dans ce contexte qu'intervient le « boycott actif » qui apparaît comme une insurrection visant à empêcher le déroulement des élections présidentielles.

Le Collectif des 8 est le rassemblement de partis de gauche pour créer un 3^{ème} pôle capable de s'imposer sur la scène nationale. Ce sont : le PIT, l'USD, le PSI, l'USD, le Mouvement Social Démocrate de Côte d'Ivoire (MDS-CI), le Parti Libéral de Côte d'Ivoire (PLCI), l'Union Nationale pour la Démocratie (UND). Il s'agit de briser l'axe FPI-PDCI jugé dangereux pour la démocratie par ces derniers. Mais l'alliance est vite paralysée par des querelles de dénigrement, de détournement des marches, etc. La rivalité entre l'USD et le PIT signe son arrêt de mort.

Comme on le voit, la gauche ivoirienne est animée par de nombreux partis. Le jeu des alliances leur permet, dans un premier temps d'éliminer ou d'affaiblir d'autres partis gauchistes. Dans un second temps il s'agit d'abattre le plus vieux parti de droite au pouvoir, le PDCI. En effet, la notion de parti unique pour la consolidation de l'unité et la formation d'une nation est remise en cause.

Au total, à la date du 11 janvier 2010, la Direction des affaires politiques du Ministère de l'intérieur a enregistré 160 partis et groupements politiques déclarés en Côte d'Ivoire. 07 autres sont en voie de déclaration. Ils exercent sur la base d'alliances ponctuelles qui se lient et se délient au gré des intérêts en présence. On note, pour l'essentiel, la cohabitation de deux types d'alliance. L'alliance électorale intervient dans le cadre de scrutins majoritaires à deux tours et qui favorise les éliminations, les désistements imposés ou non, les rapprochements et les cohabitations. L'alliance de gouvernement se traduit comme un engagement pris solennellement entre des partis pour gouverner ensemble. Ces alliances sont soumises à la solidité des liens et à la discipline des coalisés.

L'une des innovations majeures décelées est l'incursion des mouvements armés dans cet espace à partir de 2002. Même s'il est encore trop tôt pour porter un jugement, on peut noter que le processus de pénétration de ces derniers se poursuit avec, certainement, dans un avenir proche la transformation des mouvements armés en partis politiques. Et, par conséquent un recyclage des acteurs c'est-à-dire la transformation de rebelles en hommes politiques et de rebellions en partis. C'est d'ailleurs à cette tâche que s'est adonnée Ibrahim

Coulibaly, ancien rebelle du MPC (et qui se dit être le père de la rébellion) en créant l'Union Nationale des Ivoiriens du Renouveau (UNIR) ou le Congrès pour la Renaissance Ivoirienne (CRI) du général Mathias Doué.

D'autre part, on remarque un mouvement d'émergence des anciens leaders de la FESCI. Ils ne se contentent pas de militer mais ils se mettent à créer des partis politiques. Ahipeud Martial, 1^{er} secrétaire général de la FESCI est le président de l'Union pour le Développement et les Libertés (UDL). Doumbia major⁴⁶³, proche de la rébellion crée le Congrès panafricain pour le renouveau (CPR).

Tous ces partis fonctionnent dans un système politique de type présidentieliste eu égard aux pouvoirs exorbitants du Président de la République (Mélèdje 2003:191). Son autorité découle des prérogatives importantes que lui confère : son statut de chef de l'Etat et l'incarnation de l'unité nationale⁴⁶⁴, chef de l'exécutif⁴⁶⁵, chef de l'administration⁴⁶⁶ et chef suprême des armées⁴⁶⁷. De ce fait, les pouvoirs découlant de la qualité de chef de l'Etat l'emportent sur ceux de l'exécutif. Mais il dispose surtout de pouvoirs constitutionnels de crise qui lui permettent de régler une situation. C'est notamment l'article 48 qui intervient « *Lorsque les Institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacées d'une manière grave et immédiate, et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le Président de la République prend les mesures exceptionnelles exigées par ces circonstances après consultation obligatoire du Président de l'Assemblée nationale et de celui du Conseil constitutionnel* »⁴⁶⁸. Le processus électoral dont la conduite est confiée à la CEI, couvre : les élections présidentielles, les élections législatives, les élections municipales et les élections des conseils généraux.

Le financement des partis politiques a longtemps été laissé à leur discrétion. Les ressources provenaient essentiellement des souscriptions des membres, des cotisations et contributions volontaires et/ou exceptionnelles des membres, des bénéfices issus de la vente des objets produits à l'effigie des symboles du parti, des recettes des activités, des emprunts, des dons et des legs et des aides issues de la coopération et de l'affiliation. Mais la décision N°2005-07/PR du 15 juillet 2005 et abrogeant la loi N° 99-694 du 14 décembre 1999 institue le financement des partis politiques sur fonds publics. Le montant de la subvention allouée

⁴⁶³ Actuellement en exil en France après des brouilles avec Soro Kigbafori Guillaume.

⁴⁶⁴ Article 3 de la Constitution du 1^{er} août 2000.

⁴⁶⁵ Article 41 de la Constitution du 1^{er} août 2000.

⁴⁶⁶ Article 46 de la Constitution du 1^{er} août 2000.

⁴⁶⁷ Article 47 de la Constitution du 1^{er} août 2000.

⁴⁶⁸ Constitution du 1^{er} août 2000.

aux partis et groupements politiques est fixée chaque année par la loi de finances et représente 1/1000^{ème} du budget de l'Etat. Retenues sur la base de leur participation à la signature des accords de Linas-Marcoussis de janvier 2003, 7 partis politiques bénéficient de ce financement. Il s'agit du PDCI, du FPI, du RDR, de l'UDPCI, du PIT, de l'UDCY et du MFA. La taille de la subvention allouée à chaque parti dépend de l'importance du suffrage obtenu aux élections législatives et de sa représentativité à l'Assemblée Nationale. Le RDR n'est pas représenté au parlement à cause de la mesure de non participation au scrutin de 2000 à la suite du boycott actif du Front Républicain. Il est éligible au financement du fait de sa victoire aux élections municipales de 2000. Au regard de cette même loi les partis sont tenus de rendre compte de leur gestion à la cour des comptes de la cour suprême, au Ministère de l'Economie et des Finances et au Ministère de l'Intérieur. Au titre de l'année 2006-2007, l'Etat a versé la somme de 3,2 milliards de F.CFA aux partis. Le FPI et le RDR ont reçus² chacun 800.000.000, l'UDPCI, 250.000.000, le PIT 200.000.000, 158.000.000 au MFA et 100.000.000 à l'UDCY⁴⁶⁹.

Au sortir des élections législatives de 2000, le nombre de sièges remportés par chaque parti au parlement ivoirien donne la configuration suivante : FPI, 96 sièges, PDCIRDA, 94 sièges, PIT, 4 sièges, MFA, 1 sièges et 22 pour l'ensemble des candidats indépendants. Sur un effectif de 197 communes pourvues par les élections municipales de mars 2001, le RDR en a conquis 61, contre 56 pour le PDCI-RDA, 33 pour le FPI et 49 pour l'ensemble des indépendants. Au niveau des conseils généraux, le RDR vient en tête avec 24,8% des suffrages avec 10 départements, ensuite arrive le PDCI-RDA avec 20,6% des suffrages pour 18 départements, après le FPI avec 19,7% pour 18 départements, 4% pour l'UDPCI pour 3 départements et enfin, 3% des suffrages pour 5 départements. Le 24 avril 2008, eu égard à certaines dérives (injures, violences physiques violences verbales, etc.) constatées dans les pratiques, à l'initiative de la société civile et de certaines ONG, les partis, les groupements et les forces politiques se dotent d'un code de bonne conduite. Dans ces articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11, les signataires s'engagent à respecter les droits et les libertés des uns et des autres. Ce sont 43 partis qui ont signé ce code.

Les idéologies construites dans ces partis se retrouvent dans les EDR. Ces derniers se les réapproprient, devenant ainsi une partie intégrante des partis. Les raisons de ce rapprochement sont aussi variées que divers.

⁴⁶⁹ L'Inter du samedi 14 avril 2007.

Au total, le contexte socio-politique et économique de la Côte d'Ivoire a favorisé l'émergence des espaces de discussions de rues. Depuis le déclenchement de la crise en 2002, la pauvreté frappe une grande partie de la population. Aujourd'hui, il s'est établi à 48,9%. Cette dégradation des conditions de vie a entraîné un affaiblissement de la réponse de l'Etat à la fourniture des services de base que sont l'eau, l'électricité, les infrastructures et la santé. Dans le même temps l'armée a connu de profondes transformations au moment où les partis politiques, eux, ont modifié leurs modes d'intervention dans l'espace public. Quelle est la filiation politique des espaces de discussions de rues ?

V.3. La filiation politique des espaces de discussions de rues

Les agoras et parlements, ont épousé l'idéologie du parti au pouvoir. Ainsi, « *A la faveur de la crise actuelle, la plupart d'entre eux se déclarent sinon militants ou sympathisants du FPI, du moins loyalistes, patriotes ou « gbagboistes »* »⁴⁷⁰. Acquis à la cause du Président, les animateurs de la "Sorbonne" sont ouverts à la vision de ce parti. Un orateur explique⁴⁷¹ :

« Nous on est d'accord avec la position du Président Laurent Gbagbo. Il n'est pas question de brader la nationalité à des étrangers qui veulent la prendre par la force. C'est comme ça nous on a fonctionné pendant ces événements ». [R., orateur, 15 septembre 2006]

Richard Dacoury manifeste l'attachement de son organisation au FPI en ces termes : « *Nos relations avec le FPI sont au beau fixe. Le FPI est le parti au pouvoir, donc le parti que nous soutenons. Nous sommes, donc, les ouvriers du FPI. Le travail que nous avons fait profite au FPI. (...) Le FPI et nous, c'est le même combat, c'est la même vision* »⁴⁷². Sensible au message du Président, elle fait la promotion de l'idéologie socialiste du FPI et défend un nationalisme essentiellement tourné vers la défense des institutions de la République (Koné 2007:23).

Le TPCA également épouse l'idéologie du FPI. Son Président, Z. nous le dit :

*« Nous on a créé le congrès après le 19 septembre. Mais c'était pas pour jouer, c'était pour défendre la République et protéger le pouvoir du Président Gbagbo. C'est clair, y a pas de débats lassus*⁴⁷³. *Les gens croient que c'est comme ça on gagne le pouvoir. Une bande de cuisiniers et d'étudiants qui ont refusé de venir se chercher à Abidjan ici, ils vont quitter là bas et puis venir*

⁴⁷⁰ Théroux-Bénoni et Bahi, *A propos du rôle des médias dans la crise ivoirienne...*, op. cit., p. 9.

⁴⁷¹ Ces propos ont été recueillis lors de la première phase des opérations des audiences foraines organisées en Côte d'Ivoire entre mai et août 2006. Le FPI opposé à l'organisation cette activité a fait passer un mot d'ordre à tous ses militants pour empêcher la tenue des audiences foraines.

⁴⁷² Notre Voie n° 2360 du lundi 23 juillet 2007

⁴⁷³ La dessus.

enlever Gbagbo qui se bat depuis combien d'années là avec Houphouët. Eh, hôôôô, eux ils jouent cas même hein⁴⁷⁴, un nerveux comme Gbagbo⁴⁷⁵ tu va l'enlever comme ça. Tua as menti dèh » [Z., 2 août 2009]

Le Président de la FENOPACI, Jean-Marie Konin ajoute pour terminer :

« La FENOPACI, c'est l'esprit Gbagbo, c'est l'esprit FPI. Notre mission c'est de faire élire Gbagbo et lui donner les élus FPI pour mettre en application les chantiers de la refondation. On est là pour Gbagbo et on n'a pas de complexe à le dire à qui veut l'entendre. Tout ce que je suis en train de te dire là je l'ai déjà dit dans les journaux. En politique, il faut choisir un camp sinon le perdant va t'en vouloir parce que tu ne l'as pas aidé à gagner et le gagnant va te chasser parce que tu ne l'as pas aidé à remporter la victoire. Donc nous on a choisi Gbagbo et on sait que c'est le meilleur choix ». [Janvier 2009]

Le choix idéologique des "grins" est celui du RDR. De ce fait, ils ne font que reproduire la perception de ce parti sur les audiences foraines. Un membre d'un "grin" affiche leur position :

« Aujourd'hui, comme toujours d'ailleurs, il y a une chose dominante. Tous les grins, même si les idées sont divergentes souvent, convergent tous vers l'idéologie du RDR. Pour les audiences foraines c'étaient simple, on a lutté pour que les certificats de nationalité soit remis en même temps à tous ceux qui étaient présents comme le RDR l'a demandé ». [L. 24 septembre 2006]

Le Président du RGCI rejoint ces membres en soutenant leur idée de soutien du RDR par les "grins" :

« On a créé les grins pour éviter la mort du RDR. Après la guerre, on a accusé le parti de soutenir la rébellion. Les militants avaient peur de sortir. J'ai donc eu l'idée avec des amis d'utiliser les grins qui existaient déjà pour remobiliser les militants. On les a donc rencontrés et au fur et à mesure qu'on causait on a profité pour faire passer le message du parti. On aussi utilisé le parti pour aidé à la libération des prisonniers. Comme tu l'as dit, on n'a pas créé la forme des grins, on a tout juste demandé aux gens de multiplier les grins pour que les mots d'ordre passent plus vite » [Janvier 2009]

Ce choix s'explique par le fait que tous les membres des "grins" sont issus du parti politique RDR. Comme ils le disent eux-mêmes, « Le Rassemblement des Grins de Côte d'Ivoire s'est résolu à soutenir le candidat ADO ». Leur choix s'est porté sur lui pour ses « valeurs idéologiques » caractérisées par la justice, l'égalité et le combat contre la corruption et « son profil » professionnel.

⁴⁷⁴ Ils plaisantent.

⁴⁷⁵ Un combattant.

On le voit, ces espaces se sont réappropriés les idéologies des partis politiques auxquels ils se sont ralliés. Les «grins» se sont rangés du côté du RDR et les «agoras et parlements» le FPI et ses alliés. Si les premiers sont animés par l'idéologie libérale du RDR, les seconds portent le nationalisme du FPI. La connexion entre ces espaces et les acteurs politiques se perçoit à travers les stratégies de diffusion des idéologies politiques.

Le choix des membres des EDR s'inscrit dans le champ général de l'orientation politique des jeunes. Plusieurs théories expliquent ce phénomène. Certains auteurs mettent l'accent sur l'importance de la période des années de jeunesse dans la construction de l'identité politique. C'est au cours de ces périodes que les valeurs reçues sont confrontées aux expériences de la vie (Keniston 1965). La socialisation politique s'effectue dans le sens d'une réappropriation de la filiation politique familiale des choix préexistants. Au cours de cette période de la vie on note une grande vulnérabilité politique de l'individu aux idées construites et diffusées par son entourage, notamment les parents. Mais cette thèse est à prendre avec certaines réserves eu égard au stade de maturation physique et psychologique où, exposé à d'autres influences, l'individu se fabrique une nouvelle identité politique qui peut être à l'opposé de celle des parents (Muxel 1992:255-256).

Conclusion partielle

L'éclatement de la « Sorbonne » en 2002 a favorisé l'émergence de plusieurs espaces. Elle a surtout été l'élément fondateur de la formation de 2 blocs distincts. D'un côté, un bloc acquis à la cause du FPI et l'autre s'est rapproché de l'opposition, notamment du RDR. Les « agoras » et « parlements » au nombre desquels on trouve la « Sorbonne » et le TPCA travaillent à la promotion du parti au pouvoir. Les « grins » ont été enrôlés pour faire le jeu du RDR. Ces espaces sont organisés selon des modalités différentes. Les « agoras » et « parlements » fonctionnent sur un modèle de type bureaucratique moderne alors que les « grins » ont, jusqu'à une époque récente opté pour une gestion traditionnelle. Ce sont des lieux largement dominés par des jeunes. Ils n'hésitent pas à monnayer leurs compétences pour des avantages socio-économiques. Ce clientélisme se nourrit des acquis engrangés dans l'expérience socio-politique et professionnelle des jeunes. Imbriqués dans le dispositif de communication des partis politiques, ils se manifestent régulièrement lors des tensions à caractère politique. Pour ce faire ils adoptent les idéologies développées par les partis et combattent celles des adversaires. En le faisant, ils participent à la promotion des idéologies politiques.

**TROISIEME PARTIE : STRATEGIES DE DIFFUSION DES IDEOLOGIES
POLITIQUES PAR LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La troisième partie de cette étude s'attache à identifier et à expliquer les stratégies de diffusion de l'idéologie politique par les EDR. Il s'agit de déterminer les canaux qui servent d'interface entre les acteurs politiques et le corps social. Les idéologies sont saisies à travers des événements majeurs comme l'identification des populations en 2006 et 2009, la question de l'identité nationale, la religion et les caractères psycho-physiques des acteurs politiques (santé, apparence physique, orientation sexuelle, etc.).

Ces relais sont appréhendés à travers la réinterprétation de la production discursive des acteurs politiques par les EDR. Les orateurs et autres animateurs s'érigent en analystes et enrobent les idéologies dans des formats des discours et des pratiques mobilisés dans le but de rassurer ou de construire une identité positive ou négative. L'ouverture de leurs espaces aux acteurs politiques favorise aussi la circulation des idéologies. Les hommes politiques notamment ceux qui sont dans les arcanes du pouvoir actuel de même que tous ceux qui gravitent autour d'eux sont invités à se prononcer sur des sujets dont l'objet est de donner plus de vitalité au travail de co-construction du discours par ces espaces. Cette ouverture est soutenue par une vaste campagne qui fait intervenir des objets à même de matérialiser le message véhiculé. Aussi, la presse qui s'est imposée comme le symbole de la liberté d'expression est utilisée par les EDR pour distiller les idéologies.

La diffusion des idéologies s'effectue aussi grâce aux NTIC. Le téléphone mobile et ses nombreuses applications, Internet et la télévision sont mis à contribution dans la diffusion des idéologies politiques. La réécriture de l'histoire par l'appel aux héros et aux morts de même que l'art oratoire sont des voies utilisées dans cette œuvre.

CHAPITRE VI : MOBILISATION DES IDENTITES DES ACTEURS DES ESPACES

Les acteurs des EDR sont issus de milieux sociaux qui ne leur offrent pas de possibilités de mobilité sociale. D'où la facilité avec laquelle ils sont captés par les acteurs politiques pour établir une congruence entre leurs projets individuels et ceux des leaders politiques.

I. Les référents identitaires au service de la mobilisation politique

La diffusion des idéologies politiques s'appuie sur les référents identitaires. L'âge des acteurs des leaders des partis est un instrument pour se rapprocher des EDR.

I.1. La propagande par l'art

La propagande est inscrite à l'agenda des partis politiques. C'est par le biais de ce canal qu'ils diffusent leurs idéologies. Le titre cinquième des statuts présente les moyens d'action du PDCI, notamment le service d'ordre, la propagande et l'institut de formation politique. Dans ses articles 86, 87 et 88 « *La propagande a pour objet de faire connaître l'action du Parti et les résultats obtenus. Elle a également pour objet l'information régulière des militants. La propagande est assurée par tous les moyens d'information et de communication: publications, journaux, affiches, dépliants, prospectus, communication audio-visuelle. A cet effet, le Secrétaire Général du Parti crée et assure la gestion de tous les Organes de Presse et de toutes les publications du Parti. La propagande peut également donner lieu à l'organisation de manifestations publiques sur l'initiative des Organes du Parti, après avis du Secrétaire Général* ». La base juridique de la diffusion des idéologies politiques du PDCI est donc clairement définie dans ces articles qui mobilisent donc « *tous les moyens d'information et de communication* ».

Les partis politiques sont tous dotés d'une cellule de formation politique. Celles-ci sont animées par des intellectuels qui sont les idéologues en charge de la construction et la diffusion des idées du parti⁴⁷⁶. Ces derniers publient des ouvrages qui servent à diffuser les idéologies. Parfois, ce sont les chefs des partis eux-mêmes qui produisent les documents. Ces derniers se retrouvent dans ces espaces soit en vente (pour les « agoras » et « parlements » surtout), pour la réalisation de photocopies ou des emprunts. On assiste à des dédicaces et des

⁴⁷⁶ Au PDCI c'est la Cellule Universitaire de Recherche et de Diffusion des Idées et action Politique du président Henri Konan Bédié (CURDIPHE), au RDR c'est le Groupe de Réflexion et d'Action Politique (GRAP), au FPI c'est la Cellule Universitaire de Réflexion et de Formation Politique (CURFP).

ventes de livres de propagande dans les premiers. Charles Blé Goudé, le Président Gbagbo Laurent et son épouse et Mamadou Koulibaly y diffusent largement leurs ouvrages avec, en prime des réductions pour permettre à un nombre importants d'acheteurs de se les procurer. Des membres se transforment en commerciaux qui font des tournées dans les espaces pour la vente. Les « grins » aussi sont des lieux de diffusion des idéologies du RDR car certains d'entre eux distribuent les livres de Abdou Touré, Lemassou Fofana et Cissé Ibrahima. Ils vont plus loin car au cours des grandes manifestations ils créent des stands de vente d'articles où figurent en bonne place les œuvres de ces auteurs.

Mettre en lien la littérature et un conflit appelle une lecture du rôle de la première à produire des effets mobilisateurs chez le lecteur. Pierre Bourdieu a élaboré le concept de champ littéraire qu'il considère comme le lieu de la production culturelle comme univers social autonome. Cela consiste pour lui à mettre en rapport les écrivains présentés en fonction de leur mode de vie et de leurs revendications esthétiques et le genre de leurs œuvres. L'intérêt se porte alors sur le contenu de textes analysés comme discours. Alain Viala (1985) montre quant à lui qu'on peut éclairer la production littéraire et la création textuelle par le repérage des stratégies de promotion sociale des écrivains à une époque donnée. Pour cela, il faut présenter le texte par rapport à la situation socio-culturelle du producteur (l'écrivain), de l'horizon d'attente et des normes.

Pour la socio-critique « *la littérature se charge d'une existence sociale informée par ces attitudes qui appartiennent à l'ordre des visions du monde, de l'imaginaire collectif, des idéologies, des mentalités de groupe, etc.* »⁴⁷⁷. En clair, elle est l'expression de la société et véhicule des valeurs, des idées et positions sociales ; elle est engagée (Gengembre 1996:54).

Sur la base de ces deux cadres théoriques, on peut avancer que les écrivains (les politiciens et leurs soutiens) contribuent à alimenter la dynamique du processus d'idéologisation en Côte d'Ivoire. Les EDR remplissent la fonction de support chargé de recevoir et de propager les idéologies des partis engagés dans la compétition politique. Mais la propagande politique enrôle aussi la musique et tous ces acteurs.

Les artistes dans leur ensemble ne sont pas restés en marge de la crise. Du reste, la relation de ces derniers avec le pouvoir politique est vieille. Depuis Félix Houphouët Boigny, des artistes chanteurs comme Ernesto Djédjé, Allah Thérèse et Alpha Blondy ont marqué leur affiliation en soutenant un acteur politique. Depuis 2002, les EDR se sont ouverts aux grandes célébrités de la musique ivoirienne. Pour célébrer la commémoration des événements de

⁴⁷⁷ Vachon et Tournier cité par Gengembre.

novembre 2004, les « agoras » et « parlements » invitent des artistes débutants ou confirmés qui ont clairement choisis de soutenir le Président Gbagbo Laurent. Leurs chansons font danser les participants en ranimant la flamme patriotique.

Les plus connus d'entre eux sont : Aïcha Koné (Responsable de Calao, une organisation de soutien au Président Laurent Gbagbo, Bagnon, Gadjji Céli, Paul Mady's, Pat Sako, Petit Denis, Petit Yodé, Vieux Gazeur, Wédji Ped. Plus récemment, certains d'entre eux ont créé "All Star for Gbagbo" pour appuyer la campagne du Président. Au niveau des peintres, cinéastes et réalisateurs de supports filmés, Jacobleu, Oussou Justin, Sidjiri Bakaba et Gomé Hilaire se distinguent par l'orientation de leurs productions. Au niveau du RDR des artistes chanteurs comme Tiken Jah, Lee Kunfa, etc. n'hésitent pas à chanter pour le président du RDR. Le photographe de Laurent Gbagbo, Sékongo Nagnéhé a organisé pendant plus de 2 mois une exposition, nommé Séplou, de plus de 300 photos du Président. Débutée au palais de la culture le 21 septembre 2007, elle a parcouru toute la ville d'Abidjan. Au cours de l'ouverture de l'exposition Gbagbo a dit : « *Je suis ému et heureux de savoir que cette exposition photos est faite autour de ma personne. Vous constaterez que depuis ma jeunesse, je voulais être président de la république. Mes photos montreront mon parcours. J'appelle les politiciens ivoiriens à comprendre que ce ne sont pas tous les politiciens qui deviennent président de la république* »⁴⁷⁸. Ces images parlent de sa vie de famille, l'école, son enfance, ses passages en prison, son exil, les événements récents comme sa prestation de serment après son élection. Une exposition a eu lieu à la « Sorbonne ». C'est l'une de ses photos qui a été sélectionnée pour présenter la figure de battant du Président Gbagbo pour montrer que « *ce ne sont pas tous les politiciens qui deviennent président de la république* ».

⁴⁷⁸Soir info, N° 3919 du samedi 22 et dimanche 23 septembre 2007.

Photo 1: Affiche de campagne du Président Gbagbo par la figure du battant



Source : enquête, janvier 2010.

Cette pancarte publicitaire met en évidence une photo qui passe pour être l'une des plus célèbres de l'album photo du Président Gbagbo. On y voit, selon l'analyse de Barthes, l'image du président en mode poitrine et vêtu d'une tenue militaire. Le regard grave est fixé et semble plongé dans des réflexions lointaines mais non distraites. Son air martial est renforcé par ses bras croisés sur sa poitrine. Le fond de la pancarte est un mélange de couleurs qui s'affichent de façon graduelle. A gauche, un arc-en-ciel de couleurs rouge, jaune, vert et bleu (clair, foncé et nuit) laisse progressivement la place à un fond total blanc qui commence par des bulles rondes de même couleur. Le contraste est marqué par 4 vives couleurs chaudes contre une couleur neutre, le blanc. La propagande s'affiche par la phrase « *Laurent Gbagbo ou le parcours extraordinaire d'un enfant du peuple* ». Elle est devenue l'un des axes des interventions des orateurs des « agoras » et « parlements ». Cette pancarte est la concrétisation de l'idéologie de battant du Président.

Les autres candidats s'investissent aussi dans la propagande par les affiches publicitaires de grandes tailles. Le Président Henri Konan Bédié et un candidat résiduel, Gnanmien Konan ont ouvert la campagne d'affichage bien avant Gbagbo.

Photo 2 : Propagande du Président Henri Konan Bédié



Source : enquête, décembre 2009

La pancarte ci-dessus est une affiche de propagande. Trois couleurs dominantes transparaissent. Le blanc, le jaune et le vert. On voit le Président Henri Konan Bédié en train de saluer une foule avec en fond le responsable des jeunes et le secrétaire général du PDCI. Le symbole du parti est également présent et on peut lire : « *Présidentielle. Bédié aux portes du palais. Comment le FPI récompense ses martyrs* », « *Le Mandat. Quotidien au service du peuple et du PDCI. RDA* », « *Le Mandat. Rien que la vérité* ». En lisant avec soin cette pancarte on remarque la collusion entre le journal *Le Mandat* et le PDCI. Ce quotidien appartient à un membre de ce parti. Et le journal est utilisé comme outil de propagande. Cette pancarte représente le lien qui unit les deux acteurs. Ce slogan s'est retrouvé dans les « grins » proche du RDR partenaire du PDCI dans la coalition RHDP.

Le PDCI se dit détenteur de la vérité et cette dernière est clamée par le journal *Le Mandat*. Ce journal se fait ainsi l'écho du parti. Au cours des entretiens certains membres ont affiché le projet du RDR d'accompagner Alassane Dramane Ouattara au palais.

Dans cette optique, elle estime qu'après 50 ans d'indépendance politique sous tutelle, le temps est arrivé pour les Ivoiriens de briser les chaînes de la servitude. La propagande autour du cinquantenaire est assurée par la sortie d'un pagne médiatisé dans la presse et dans la rue avec de grandes affiches.

Photo 3 : Affiche publicitaire du pagne du cinquantenaire ivoirien



Source : enquête, mars 2010

Cette pancarte est un appel au patriotisme. Ses différents motifs sont exposés dans une surface à fond de couleur orange, blanc et vert. Comme pour renforcer la saillance patriotique, le décor est largement drapé par deux drapeaux aux couleurs nationales déjà annoncées. Mais cela paraît insuffisant, le cri de la nation est rappelé à nouveau avec le logo de la manifestation apposé au bas à l'extrême gauche. Le message qui transparaît est de saisir le prétexte de la célébration du cinquantenaire pour éduquer les Ivoiriens au civisme. D'où le slogan « *Fier d'être Ivoirien. Fier d'avoir son pagne du cinquantenaire* ». La thématique de la fierté nationale resurgit ici après avoir été mobilisé dans la confection de gadgets. Des tee-shirts et des casquettes sont frappés de l'insigne « FBI » pour Fier d'être un Bon Ivoirien. Le code chromatique du pagne et de l'affiche rappelle également les produits « OBV » (pour Orange, Blanc, Vert) commercialisés par le service commercial de la RTI il y a quelques années.

Les usages de la musique, du cinéma et du théâtre pour la promotion des idéologies s'expliquent par le ralliement de la communauté des artistes aux idées des acteurs politiques. Le rôle de ces célébrités ou stars est de capter les suffrages de leurs fans à la cause des leaders⁴⁷⁹. Il s'agit d'une instrumentalisation de la renommée. Ils convertissent leur capital politique, grâce à leurs réseaux de fans clubs, leur crédit cinématographique d'hommes attentifs au peuple, virils, beaux et parfois partis de rien pour accéder au sommet de la gloire et de la fortune. Les stars proposent un modèle de réussite matériel et éthique auquel le peuple

⁴⁷⁹ Bayart, *L'illusion identitaire*, op cit., p. 150.

peut s'identifier. Le processus d'identification politique passe par une perte momentanée du caractère divin de la star. L'icône perd sa divinité pour être accessible au public, aux mortels (Morin 1972:25). Ainsi la massification des produits culturels (artistes chanteurs, écrivains, peintres, photographes, etc.) entraîne la propagation des idéologies.

I.2. La mobilisation par les jeunes figures politiques émergentes

Les jeunes ne se rapprochent pas des acteurs politiques seulement pour des motifs financiers. Ils sont également captés par la montée en puissance de jeunes figures dans le champ politique. Certains animateurs de ces espaces sont membres de partis politiques ou de mouvements politiques dirigés par ces jeunes leaders. Ils sont donc à la fois animateurs d'espaces politiques et militants des formations politiques défendues par ces EDR. Ainsi, ces responsables d'EDR sont inscrits dans des réseaux qui leur permettent de partager les capitaux politiques qu'ils ont engrangés dans le champ politique. Ils s'identifient tous aux leaders des organisations des jeunes politiques avec lesquels ils ont souvent eu l'occasion de travailler⁴⁸⁰. Cette nouvelle élite politique capte mieux les attentes d'une jeunesse en situation de précarité au niveau de l'emploi. Un animateur confesse :

« Les doyens nous ont trahi. Aujourd'hui les vrais animateurs de la guerre et de la politique en Côte d'Ivoire ce sont les jeunes comme nous autres quelque soit le camp. Ce sont eux qui sont sur le terrain. On veut faire comme eux. Ils nous ont montré la voie du succès politique ». [G. 13 septembre 2006]

Certains ne passent pas par quatre chemins pour mettre les principaux leaders en opposition comme. M. le signifie en ces termes :

« Chez les rebelles, c'est Soro Guillaume, ici, c'est Blé Goudé qui est le général ». [13 septembre 2006]

Les propos des acteurs de ces espaces rejoignent ceux des responsables des mouvements des partis et mouvements de jeunes. Le Président de la JFPI, Konaté Navigué précise à ce sujet :

« Depuis la création des agoras et parlements, nous sommes en bonne intelligence avec eux. On travaille tous ensemble pour l'élection du Président Gbagbo. Moi je suis le Président de la JFPI »

⁴⁸⁰ Il s'agit de Karamoko Yayoro (Président de la RJR), Charles Blé Goudé (Président de l'alliance des jeunes patriotes pour le sursaut national), Jean Yves Dibopieu (Président de la Solidarité Africaine (SOAF)), Blé Guirao Responsable de la Jeunesse de l'Union Démocratique de Côte d'Ivoire (UDPCI), Eugène Djué Président de l'Union pour la Libération Totale de Côte d'Ivoire (UPLTCI), Serges Koffi Secrétaire Général de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) et Président du Congrès National de la Résistance (CONARECI).

et puis en même temps conseiller politique au ministère de l'intérieur donc c'est plus facile pour moi de les rencontrer. Je discute très souvent avec le vieux père⁴⁸¹ et Blé⁴⁸² au sujet des agoras et parlements sans problèmes. La vieille mère elle-même elle va parfois au tout puissant⁴⁸³. Les cadres du parti vont les voir régulièrement. Moi aussi. Donc y a pas de problème. Les gens sont jaloux. Ils savent que depuis le début de son entrée en politique Gbagbo est le seul qui a misé sur la jeunesse. Aujourd'hui que ça a pris⁴⁸⁴, on crie partout partout. Les autres là, ils faisaient quoi quand Gbagbo travaillait, ils ne regardaient pas ces jeunes là. Mais Gbagbo qui aime les jeunes s'est approché d'eux pour travailler avec eux. Aujourd'hui le résultat est là, les jeunes font librement la politique. Avant c'était pas possible. C'est nous les jeunes qui travaillons au FPI qui sommes les plus proches d'eux. Entre jeunes on se comprend. Entre nous y a pas de problèmes et même quand y a un bobo, on se connaît, on trouve toujours une solution. On se connaît plus et puis ils peuvent nous dire tout tu vois ». [Konaté, janvier 2010]

Le premier responsable des jeunes du RDR dit pratiquement la même chose que son prédécesseur :

« En 2002 quand la guerre a éclaté, on était menacé. C'est recteur qui a eu l'idée d'utiliser les grins pour que le RDR reste toujours sur le terrain. Pour qu'on ne disparaisse pas. Mais faut comprendre que ADO peut pas venir lui-même comme ça les voir. Donc c'est nous les jeunes qui les voyons le plus souvent. Mais ils sont pas liés par nous par l'argent ils sont avant tout des militants. Or un militant doit être formé on doit entretenir son militantisme donc les structures de jeunes sont là pour ça. Aujourd'hui beaucoup des jeunes des grins dirigent des structures grâce à nous les devanciers. Ils veulent faire comme nous et nous on les encourage. La rue appartient à tout le monde pas seulement les agoras et parlements ». [Karamoko, 5 décembre 2009]

Les propos du Président de la JFPI et de Karamoko Yayoro sont assez évocateurs de la connexion qui existe entre ces espaces et les partis politiques. Mieux, ils permettent d'apprécier le captage des identités jeunes par les partis. La meilleure stratégie est de mettre en présence des individus de la même génération d'âge. Cela facilite la mise en relation entre les deux entités. L'avantage ici est que « *entre jeunes on se comprend* ». De ce fait, ces individus qui partagent presque les mêmes problèmes liés à l'âge communiquent plus aisément. En effet, ces jeunes cadres qui travaillent dans ces partis savent que la plupart des jeunes de ces espaces sont en butte à des difficultés d'insertion professionnelle, ils recherchent un emploi, une habitation, de l'argent, etc. Les jeunes des partis sont des relais entre les espaces et les politiciens. Le besoin d'identification à l'autre trouve satisfaction par rapprochement au modèle choisi. Ces hommes sélectionnés ne font pas de difficultés, « *Ils*

⁴⁸¹ Le Président Koudou Laurent Gbagbo.

⁴⁸² Charles Blé Goudé, Président du COJEP.

⁴⁸³ Le Tout Puissant Congrès d'Abobo.

⁴⁸⁴ Sa stratégie de rapprochement des jeunes est payante.

veulent faire comme nous et nous on les encourage ». Mais dans cette interaction, les seconds se servent de ce cadre pour faire passer les messages qui, récupérés par les premiers sont redistillés dans le corps social.

Ces jeunes investissent ces espaces pour satisfaire des besoins particuliers. Leur identité de jeune est captée par les responsables des mouvements de jeunes des partis politiques qui trouvent en eux, le moyen de pénétrer ces espaces.

Le souci de captage des identités jeunes par les partis s'est amplifié à l'ouverture de la campagne présidentielle en 2010. On leur a donné un statut et un rôle dans l'équipe de campagne électorale des partis. Les partis les ont nommés à des postes de responsabilité dans le dispositif de campagne. Au FPI, Ferdinand Kouassi, plus connu sous le surnom de 'général Watchard Kédjébo', Président de la Jeunesse houphouëtiste est nommé au poste de directeur local de campagne du candidat Laurent Gbagbo à Diabo⁴⁸⁵. Eugène Djué, fondateur du Comité National pour la Libération Totale de Bouaké (CNLB) président de l'UPLTCI membre du Haut conseil politique et Charles Blé Goudé, directeur national de campagne adjoint chargé de la mobilisation des jeunes dans le staff de campagne du candidat Gbagbo. Le premier responsable de la JFPI, Konaté Navigué, est nommé adjoint de Blé Goudé.

I.3. Congruence entre les projets individuels et ceux des acteurs politiques

L'engagement politique offre une rétribution à son homme ; excepté la satisfaction morale d'identification à un symbole politique d'autres faveurs sont recherchées. Derrière la lutte politique se profile une logique économique. On s'insère dans un espace pour capter des ressources économiques susceptibles d'améliorer une condition sociale difficile. Ainsi, pour un membre :

« Avec la crise que nous vivons, le grin devient un espoir d'intégration économique parce que dans le grin on tisse un petit réseau de relations lorsqu'il est bien maîtrisé, on peut avoir des marchés, des contrats ou un petit job ». [K. 15 septembre 2006]

Un autre acteur témoigne à ce sujet :

« En tout cas au début c'était dur sur moi. On était sur le terrain pour les opérations difficiles. Mais les gens ont reconnu notre travail et après les événements de novembre 2004, un cadre du parti m'a trouvé ce boulot et ça va un peu. Je me défends maintenant. Si tu es concret sur le terrain, y a rien ; pour toi va sortir propre ». [L. 15 septembre 2006]

⁴⁸⁵ L'Inter, N° 3110 du mardi 23 septembre 2008.

L'un des aînés d'un espace de discussions a fait appel aux jeunes diplômés qui sont au chômage pour leur offrir un emploi. Quelques uns ont été reçus aux concours d'entrée à la fonction publique grâce à l'intervention d'autorités pour qui ils se sont battus. Un de ceux qui ont bénéficié de cette forme de rétribution explique :

« J'ai présenté le concours deux fois, j'ai échoué. J'étais très découragé à cause des problèmes de famille. Et un jour, le doyen a décidé que nous sommes tellement engagés pour la cause qu'il était temps de nous aider. Il a activé son circuit et nous sommes rentré en ordre ». [O. 16 septembre 2006]

Cette situation est d'autant plus intéressante qu'une catégorie d'acteurs, notamment à la Sorbonne et au TPCA, fait de ces espaces un lieu de travail. Le marché de la joute oratoire leur est favorable d'autant plus qu'il a tendance à se professionnaliser. Par jour, ces personnes engrangent des sommes qui oscillent entre 15.000 et 20.000 FCFA sans compter les petits encas dont ils sont gratifiés par ceux qui les invitent. Ce sont des repas dont le menu se compose de poissons ou de viande braisés, une soupe épicée, de l'attiéké arrosés de boissons. Pendant les audiences foraines cette activité a été très florissante d'autant plus qu'ils étaient très sollicités.

Un secrétaire à l'organisation ajoute ceci :

« Je n'ai rien à envier aux fonctionnaires. Je m'en sors avec de l'argent qui me permet de bien vivre. Nos responsables vivent bien nous aussi on doit faire autant. Quand l'actualité politique se chauffe c'est une bonne période pour nous. On mobilise et on a un budget pour ça. J'ai pu même ouvrir une cabine téléphonique et un petit commerce de vente de sachets quelque part. Les patriotes ne mendient pas » [T. 15 septembre 2006]

Cette propension à monnayer son activisme politique contre des rentes matérielles et financières s'apparente à ce que des observateurs de la vie politique en Côte d'Ivoire appellent les '*ventriotes*' (Banégas 2006:544).

Il appert dès lors que l'implication dans les EDR répond à des motivations personnelles. Celles-ci sont captées par les acteurs politiques qui les utilisent pour constituer un réservoir de sympathisants ou de militants.

II. L'espace, siège de diffusion des idéologies politiques

La diffusion des idéologies politiques mobilise les relations entre les EDR et les hommes politiques. Les premiers ouvrent leurs espaces aux seconds en vue de passer leurs messages.

II.1. L'ouverture des espaces aux acteurs politiques

Les membres des partis politiques, notamment ceux qui occupent un poste de responsabilité ont investi ces espaces pour médiatiser l'information. A ce niveau, il convient de souligner que, du fait de leur organisation, le mode d'intervention des acteurs politiques est sensiblement différent entre les « grins » et la « Sorbonne » et le TPCA.

II.1.1. La technique de pénétration directe à Sorbonne et le TPCA

Elle consiste pour un acteur politique à prendre la parole dans un espace de discussions pour présenter une opinion. Cette technique est beaucoup utilisée par le FPI pour relayer ses informations politiques. Ceux qui sont intervenus sont les fédéraux, les secrétaires généraux des sections communales, les cadres, etc. Le plus souvent, cette prise de parole s'effectue à l'invitation des espaces eux-mêmes ou à l'initiative des hommes politiques qui les sollicitent.

Officiellement, le Président du FPI a affirmé le jeudi 13 juillet 2006 que son parti s'opposerait au bon déroulement des audiences foraines par tous les moyens. Avant lui, le Congrès National de La Résistance pour la Démocratie (CNRD)⁴⁸⁶ avait déjà appelé au boycott des audiences foraines. L'opposition par le biais du RHDP appelle à une résistance face au projet du FPI. Les déclarations publiques dans les médias classiques sont charriées par les partis politiques dans la rue.

Des députés FPI du District d'Abidjan de même que certains de l'intérieur ont animé des meetings à la « Sorbonne ». Certains responsables dont le Président du FPI lui même, dans le cadre d'une tournée de mobilisation des « agoras » et « parlements » concernant le boycott des audiences foraines a animé un meeting au parlement de Cocody, espace proche de la « Sorbonne ». Au cours de cette rencontre, il a donné deux axes de mobilisation. Le premier dit diplomatique, est animé par les leaders du parti et vise à convaincre les autorités et la communauté nationale et internationale de l'annulation de l'opération. Le deuxième axe, dit de mobilisation populaire, met en première scène les patriotes. Il les a encouragés à s'opposer par tous les moyens à la tenue de l'opération. Pour lui, « *tous ces bruits ne sont qu'une manœuvre pour grossir l'électorat du RDR avec des étrangers* ».

Le Président de la section communale du FPI de Cocody a fait une brève intervention également pour soutenir l'action et diffuser le mot d'ordre. Il a été suivi dans ce mouvement par le premier responsable des enseignants FPI du supérieur qui à son tour a exhorté les

⁴⁸⁶ Le CNRD est une organisation qui regroupe plusieurs partis politiques qui partagent tous l'idéologie du FPI.

patriotes à plus de vigilance. Des députés proches de ce parti ne sont pas restés en marge du mouvement⁴⁸⁷. Ils ont effectué des tournées au cours desquelles ils ont expliqué la vision du parti aux jeunes acteurs de ces espaces.

Avec la signature de l'APO, les « agoras » et « parlements » se sont ouverts à leurs adversaires. Le ministre Cissé Baongo (membre du RDR) a été reçu à la « Sorbonne » solidarité de Nando Clément, le ministre Dacoury Tabley (membre de la rébellion) a entretenu les « parlementaires » de Yopougon Kouté. Le commandant Issiaka Wattao est venu au « parlement » de la Sideci à Yopougon.

Le Président de la FENOPACI fait le point de cette interaction entre hommes politiques et acteurs des EDR en ces termes :

« Quand j'ai pris la tête de la FENOPACI j'ai dit à mes gars de communiquer. On a donc reçu dans nos espaces des cadres du FPI. On a invité les députés Miaka Oureto et Assoa Adou et ils nous ont fait des cours sur les thèmes suivants 'les enjeux économiques et sécuritaires de l'unicité des caisses''. Gervais Coulibaly lui c'était sur la décentralisation. A Abobo on a reçu la 1^{ère} dame et Mamadou Koulibaly. Les gens comme Dédy Séry, Cissé Baongo et Watao sont venus chez nous. On a des profs d'université qui viennent aussi ». [2 avril 2009]

On observe à ce niveau une ouverture de ces espaces aux acteurs politiques de toutes les tendances. La droite, la gauche et le centre s'y affrontent régulièrement.

II.1.2. La technique de pénétration indirecte dans les grins

Les propos des acteurs de ces espaces s'accordent pour confirmer le passage des politiciens. Toutefois, contrairement aux « agoras » et « parlements », les « grins » ne reçoivent pas de façon directe les hommes politiques. Ceux-ci viennent les voir par personnes interposées, c'est-à-dire en passant par des individus ou des organisations qui leur sont proches. A Abidjan où les deux « grins » sont membres affiliés au RGCI, ce sont quelques membres d'entre eux, qui appartenant au bureau de cette organisation leur font parvenir les informations. Parfois, ce sont les conseillers municipaux qui habitent le quartier qui le font. Souvent aussi ils prennent directement les informations eux-mêmes dans la mesure où ils sont militants de base du RDR. A Korhogo, ce sont les chefs de quartier, les bases du bureau du RDR ou la rébellion qui passent les informations. Comme on peut le constater, la source de diffusion est variée au niveau des « grins » alors que dans les « agoras » et « parlements », les espaces reçoivent directement les politiciens. Le "kôrô" du "grin" "La Mafia" :

⁴⁸⁷ Parmi eux on peut citer le député Appiah Kabran qui a animé un meeting le 5 mai 2006.

« Tu vois, nous ils viennent pas nous voir directement. Quand y a quelque chose, les gars organisent une réunion de RDR, et comme nous-mêmes on est dedans on va en même temps à la réunion et puis on prend les mots d'ordre. Les rebelles eux quand eux ils veulent nous dire quelque chose, ils envoient leurs gars nous voir. Quand les politiciens viennent ici on nous informe. Leurs gars voient le chef de quartier et puis lui ils nous informent, ils donnent parfois l'argent et puis on s'en va les écouter. Quand chacun vient il donne un peu mais nous on sait ce qu'on va faire. Malick est venu beaucoup de fois ici, il dit faut pas on va voter Gbagbo, Amadou Gbon⁴⁸⁸ aussi avec les autres du RDR sont venus ils vont dit la même chose. Quand y a réunion au cinéma avec les rebelles eux ils viennent nous voir. Tout ce qu'ils font là, ils passent ici. Les rebelles parfois eux ils envoient leurs gars venir boire thé avec nous et puis on cause et quand y a quelque chose ils nous disent. Ils sont venus nous voir pour ne pas qu'on reste à la maison et qu'on n'a qua aller se faire identifier » [D. 22 août 2009]

Au niveau des « agoras » et « parlements », c'est le même discours que les acteurs tiennent. A la « Sorbonne », pour inviter les populations à aller participer à la deuxième phase d'identification les membres du FPI viennent animer des meetings. Le secrétaire témoigne à ce propos :

« Konaté Navigué est venu ici pour informer les ivoiriens sur la réalité. Il est passé pour dire aux gens que si ils ont lutté pour empêcher les rebelles de prendre le pouvoir par la force, ils doivent sortir nombreux pour se faire enrôler pour démontrer au monde que le Président Gbagbo est un enfant des élections démocratiques. Au FPI on n'a fait clip même pour ça, pour dire aux gens de s'enrôler. Et je vais te dire une chose, Blé Goudé est venu ici avec Kima Emile pour dire la même chose. Presque tous les cadres du FPI viennent ici régulièrement ». [O. septembre 2009]

Les « grins » aussi sont visités par certains dirigeants du parti auxquels ils se sont ralliés. Mais, contrairement aux premiers espaces l'action des acteurs politiques est plus discrète. A Abobo l'un des membres raconte :

« Vous ne pouvez pas faire de la politique sans passer par les grins. Ça c'est pas possible. Quand les audiences foraines ont été lancées, un conseiller du maire est passé ici. Il était venu nous rassurer que rien n'allait se passer et on devait mobiliser nos parents pour qu'ils participent nombreux aux audiences foraines. Il nous a même invités à prendre part à une réunion à la mairie. A cette réunion, on allait nous expliquer les audiences foraines. Nos parents aussi ont été invités à participer à la cérémonie ». [K. 11 septembre 2009]

A côté des visites de certains collaborateurs, certains membres sont invités à la mairie pour mobiliser les populations. A ce propos, l'un des participants à cette réunion témoigne

⁴⁸⁸ Directeur de campagne nationale du Président du RDR.

« Moi je suis déjà membre du parti. Au cours d'une réunion syndicale l'un de nos responsables a proposé d'associer les grins à la campagne pour la promotion des audiences foraines. On l'a fait parce que les grins sont très proches de la population. Vous ne pouvez rien faire ici sans eux. C'est le meilleur relais de communication au niveau politique. Donc on a vu les griots et les responsables des grins. Comme nous sommes déjà dans les grins on a assisté à la réunion et le maire et certains de ses collaborateurs ont expliqué le sens de l'opération et ont invité tous les jeunes des grins à sensibiliser la population. Les déclarations du FPI avait menacé et les parents avait peur les grins devaient donc rassurer parents sur le fait que les forces l'ordre allaient veiller à la sécurité des opérations. Plusieurs rencontres de ce genre on été animées par une équipe de la municipalité. Voilà comment nous on s'est retrouvé dans la mobilisation pour les audiences foraines ». [G. 13 septembre 2006]

Un cadet d'un « grin » explique également la circulation du mot d'ordre de résister au boycott des audiences foraines et de la tentative de radiation des personnes supposées membres du RDR sur la liste de la manière suivante :

« Le premier jour, les patriotes ont empêché les audiences foraines. Un jour un grand frère du grin qui est membre de la RJR d'Abobo, nous a dit que les patriotes veulent brûler la mairie et qu'il fallait réagir ». [B. 13 septembre 2006]

Les propos de ce dernier sont soutenus par le concerné lui-même :

« Quand les gars sont venus pour la première fois pour empêcher les audiences foraines, notre Président nous a réunis. On a décidé de mettre en place un dispositif pour assurer la sécurité des audiences foraines puisque on ne pouvait plus faire confiance aux policiers. En tant que responsables du parti au quartier, mon ami et moi ont été chargés de chercher des volontaires pour aider nos parents à se faire identifier. On n'était pas allé se battre. Juste pour nous mettre à la disposition des vieux qui ne savent pas lire et écrire ». [Y. 13 septembre 2006]

Les « grins » ont donc, par la mobilisation des réseaux sociaux de leurs acteurs, reçus le mot d'ordre du RDR invite les populations de la commune en vue de participer à l'opération. De ce fait, les membres des « grins » sont des passeurs de l'information qui se servent de leurs relations sociales, c'est-à-dire, de leur appartenance à d'autres réseaux pour irriguer la société de l'information politique disséminée par le RDR.

Même si la manière d'approcher les espaces diffère d'une espace à un autre, les « grins » et les « agoras » et « parlements » reçoivent les idées des hommes politiques. Comme nous le verrons, les modalités d'accueil des invités varient selon les époques. Mais la situation des « grins » a évolué. Les leaders du RDR rendent visite aux « grins » depuis la in de la crise post-électorale. Le Ministre Sangafowa s'est rendu au « grin » d'Adjamé le samedi 22 octobre 2011 pour rencontrer le bureau du RGCI.

II.2. L'entretien des espaces par les acteurs politiques et le jeu des alliances

La pénétration des idéologies politiques dans ces espaces s'appuient sur leur prise en charge par les acteurs politiques. Ils sont l'objet de prévenance de ces derniers qui leur font des dons en nature et/ou en espèces. Un responsable de la « Sorbonne » affirme à ce propos :

« Nous vivions avec les piécettes que nous font les patriotes. Mais ça là ça peut pas suffire à gérer la sono, le courant et puis tout le reste. Donc on reçoit de l'aide de la part des cadres du FPI. La vieille mère⁴⁸⁹ nous a donné des chaises, parfois un peu d'argent. Quand on a une activité de masse, on les voit et puis le peu qu'ils nous donnent on prend et puis on se débrouille avec ça. Quand ils ont des documents aussi, on se débrouille⁴⁹⁰. Quand le général⁴⁹¹ voulait faire la dédicace de son livre c'est ici il a fait ça et comme on est à la Sorbonne et qu'on a affaire à des patriotes qui se débrouillent⁴⁹² on a diminué le prix des livres, on a vendu beaucoup ici. Mais nous on gagne un peu aussi dedans⁴⁹³. C'est comme ça. Maintenant si toi-même tu as un petit problème personnel tu peux voir un vieux père que tu maîtrises⁴⁹⁴ bien et puis vous vous gérez⁴⁹⁵. C'est comme ça. Dans la lutte chacun a ses réseaux ». [K. Juin 2009]

Les « grins » également sont courtisés par les hommes politiques qui utilisent les dons pour non seulement se rapprocher d'eux mais pour véhiculer leurs idéologies. Cette stratégie est visible dans les espaces du nord et du sud. Un membre du « grin » 'la Plage' à Korhogo confirme cela :

« Le parti nous aide beaucoup. Chaque fois que le mois de carême arrive ils nous donnent du sucre et puis du lait. On se partage ça entre nous pour faire le jeûne. Quand y a un problème grave comme les funérailles ou même un mariage quand tu les vois ils te donnent quelque chose. Quand c'est le 31 comme ça ils nous donnent un peu d'argent pour faire notre show⁴⁹⁶. Ils nous aident aussi dans le matériel⁴⁹⁷. On nous donne théières et puis les autres choses. Souvent quand on joue ballon ou quand on organise d'autres choses on prend les gars comme parrains et ils acceptent de nous parrainer ». [Février 2009]

L'entretien des « grins » a commencé véritablement jour où le Secrétaire national chargé de la mobilisation et l'un des artisans de l'enrôlement des « grins » à l'idéologie du RDR a décidé de mieux les organiser en une association : le RGCI.

⁴⁸⁹ La Première Dame.

⁴⁹⁰ Ils font des arrangements au bout desquels ils prennent un petit pourcentage sur la vente des documents.

⁴⁹¹ Charles Blé Goudé.

⁴⁹² Les patriotes n'ont pas suffisamment de moyens.

⁴⁹³ Avoir un petit pourcentage sur la vente.

⁴⁹⁴ Le fait d'exposer son problème à une personnalité avec laquelle on a de très bons rapports au niveau du FPI.

⁴⁹⁵ Trouver un terrain d'entente pour la résolution d'un problème.

⁴⁹⁶ Faire la fête.

⁴⁹⁷ Le RDR aide les membres du 'grin' à obtenir du matériel.

L'entretien des espaces recouvre aussi une autre réalité. Il signifie aussi jouer le rôle de protecteur. Ces espaces exercent dans un environnement concurrentiel où ils rentrent parfois en conflit avec d'autres forces. A ce niveau, les hommes politiques interviennent pour défendre ces espaces ou les protéger. A Korhogo, un membre raconte comment ils ont reçu le soutien du RDR dans une situation où ils étaient en conflit avec des éléments des FN :

« A un moment les rebelles nous emmerdaient avec les rafles. Ils raflaient les gens en désordre⁴⁹⁸. Donc un jour ils sont venus il ne faisait même pas tard ils nous ont dit de quitter sinon ils vont nous prendre. Nous on a dit qu'on bouge pas, ils ont parlé parlé jusqu'en y a un de nos petits qui a tête⁴⁹⁹ un dedans il est tombé. Les autres sont tombés sur nous on a commencé à se battre les parents sont venus nous séparer. Ils ont dit à leur chef que nous on est des rebelles⁵⁰⁰. Donc les gars du parti sont allés les voir et puis ils ont régler ça entre eux. Mais depuis ce jour-là, y a respect entre nous, eux-mêmes ils connaissent !⁵⁰¹ ». [N. Février 2009]

Le rôle de protecteur se perçoit dans les « agoras » et « parlements » également. Un orateur raconte :

« Au début on faisait nos petites affaires ici, personne ne nous gênait. Mais depuis que les gens sont venus s'installer surtout les patriotes qui ont quitté les zones rebelles là, on a des problèmes partout. Les dames sont venues vendre la nourriture, les enfants là vendent leurs CD tranquillement. Quand les sorciers, les jaloux mauvais mauvais de la mairie là on vu ça, ils ont cru qu'on ramasse milliards ici. Ils ont commencé par mettre les petits policiers de la mairie⁵⁰² là sur nous. Ils n'ont pas pu nous faire partir. Comme on résistait ils sont venus par la force on les a mater. Comme ils ne peuvent rien faire ils ont soulevé affaire de CD piratés maintenant. Donc nous ne dit rien on a vus nos durs gars⁵⁰³ aussi. Quand la police vient on les appelle et puis entre eux ils se gèrent. Et puis c'est pas ça seulement eux ils savent une chose on peut pas marcher dans leur zone ici aussi là c'est nous seuls on peut faire ce qu'on veut c'est nous on marche et puis y a rien. Les vié pères⁵⁰⁴ sont là ». [A. Mars 2009]

L'entretien des espaces se traduit par l'octroi d'équipements. Il s'agit, en effet, de microphones, mégaphones, hauts parleurs, matériel complet de sonorisation, bancs, bâches, etc. pour les « agoras » et « parlements ». Les « grins » sont pourvus de braséros, chaises, sucre, paquets de thé, verres à boire, etc.

⁴⁹⁸ Harcèlements de la part des FN.

⁴⁹⁹ Donner un coup de boule.

⁵⁰⁰ Des personnes qui résistent à l'autorité des FN.

⁵⁰¹ Les rapports de forces sont équilibrés entre les antagonistes.

⁵⁰² Police municipale.

⁵⁰³ Les protecteurs qui sont des autorités politiques, militaires et administratives proches du FPI.

⁵⁰⁴ Les protecteurs sont là.

Les « agoras » tout comme les « grins » bénéficient de la protection des partis desquels ils sont proches. Les « *vieux pères* » et autres « *parrains* » interviennent pour les sortir des situations difficiles. Entre les deux entités il y a une sorte de contrat implicite qui contraint les hommes politiques à offrir leur protection à ces espaces.

Cette situation s'explique du fait qu'ils ont besoin de ces jeunes pour faire la mobilisation de masse et d'autres actions. Pour cela, il faut donc donner à ces derniers la preuve de la fidélité, du respect de la part de contrat qui les lie.

D'autre part, ces espaces fonctionnent à la fois comme des territoires et des armées où se croisent des combattants pour la conquête du pouvoir d'Etat. En fait, on est dans une guerre où les partis politiques se battent par espaces interposés. Ainsi chaque parti est prêt à déployer tous les efforts pour que ses hommes sortent victorieux. Mais au-delà, ce sont des jeunesses de partis qui s'affrontent pour imposer des idéologies concurrentes. Lâcher la portion d'espace qu'on contrôle revient à céder une parcelle de pouvoir à ses adversaires.

Le contrôle de ces espaces s'appuie sur les organisations structurées qu'ils ont mis en place. Cela permet aux idéologies de circuler plus aisément et plus efficacement. Aussi au nombre de ces dernières, on trouve la Fédération Nationale des Agoras et Parlements de Côte d'Ivoire (FENAAPCI), la Fédération Nationale des Orateurs des Parlements et Agoras de Côte d'Ivoire (FENOPACI), le Collectif des Orateurs des Parlements et Agoras de Yopougon (COPAYO), l'Association Nationale des Orateurs des Agoras et Parlements de Côte d'Ivoire (ANOPACI) pour les « agoras » et « parlements ». Au niveau des « grins », on a le RGCI. Ces organisations sont chargées de l'encadrement idéologique des membres et des populations qu'elles côtoient.

Pour rendre ces organisations plus performantes leurs dirigeants procèdent à des affiliations. A l'image des partis politiques, elles tissent des alliances avec d'autres entités qui partagent leurs idéologies. Le but recherché est de renforcer leur représentativité dans l'espace. Ainsi, les « grins » se sont joints à la toute dernière organisation inscrite dans le sens des EDR. L'Université des Temps Libres (UTL) fonctionne sur la même base idéologique que les « grins ». Pour matérialiser la coalition, ce sont leurs amis qui parrainent les cérémonies de ces espaces. Aussi, l'UTL d'Abobo situé au grand rond-point face à la mairie a été inauguré par Yéo Lacina Président de la coalition pour le changement, proche du RDR et investi par Soro Alphonse, président de l'Alliance pour le Changement (APC) et anciennement responsable du forum des associations pour la nation.

Coulibaly Ibrahim, son président affirme le jour de l'investiture de cet espace :

« L'université d'Abobo est un lieu de débats contradictoires. Nous sommes ouverts à toutes les discussions. Les gens doivent venir ici pour se former et participer au débat politique. Nous sommes prêts à recevoir tous ceux qui ont quelque chose à dire sur la gestion du pays. C'est un lieu d'échanges et d'apprentissage ». [Octobre 2009]

Une autre "Université" est à Adjamé. A l'image de la première, elle fonctionne uniquement les samedis. Elles ambitionnent investir le champ politique et travailler avec les « grins » pour la formation des militants du RDR. Ils se sont ralliés au concept de "ADO boys and ADO girls" présentés comme les « véhicules de proximité les plus forts »⁵⁰⁵.

Encore plus discrètes que les hommes, les femmes investissent les organisations d'entraide traditionnelle pour véhiculer le message du RDR : les "tons". On appelle ces femmes les "sénatrices". Ce sont des communautés de travail, de secours mutuel qui exercent dans les groupes issus du nord de la Côte d'Ivoire et qui assument des fonctions économiques, culturelles et sociales. Dans le rapprochement avec les « grins », ces regroupements jouent un rôle politique. Des "sénatrices" sont rattachées à la plupart des « grins » d'Abidjan. L'une des animatrices rencontrées à Abobo explique leur rôle :

« On se rencontre les dimanches après-midi dans les ton. Et même si on fait nos affairages⁵⁰⁶ on parle aussi de la politique. Chez nous là kè, femme peut pas s'asseoir comme ça avec les garçons pour parler avec eux. Donc on se met à côté mais on parle de la politique. On prépare les réunions de femmes RDR et puis quand y a les marches on s'en va là-bas aussi ». [A. 4 février 2009]

La distinction hommes/Femmes découle de la rigoureuse division du travail dans les sociétés africaines en générale et nordistes en particulier. Les tâches sont distribuées en fonction des sexes. La distance entre les deux permet de conserver le respect de la hiérarchie qui permet aux hommes de maintenir leur emprise sur les femmes. Les "tons" sont mis à contribution pour pénétrer l'espace occupé par des femmes séparées de leurs hommes par les coutumes et de traditions. Ils commandent la séparation des sexes dans les travaux.

Les « agoras » et « parlements » obéissent aussi au principe de l'affiliation. Ils sont alliés à toutes les organisations de la galaxie patriotique dirigée par le COJEP. Ainsi ils côtoient le CONARECI, le Mouvement j'aime Gbagbo (MJG), 2 millions de filles pour Gbagbo, le mouvement houphouétiste de Côte d'Ivoire, l'Alliance des Jeunes Patriotes pour le Sursaut National, le Mouvement Ivoirien pour le Rapatriement d'Alassane Ouattara, le Mouvement pour la Conscience Républicaine, le GPP, le FLGO , le MILOCI, le FLN-CI, la

⁵⁰⁵ Dimanche matin, N° 4 du dimanche 7 février 2010.

⁵⁰⁶ Commérages.

Solidarité Africaine (SOAF), l'APWE, l'UPTLCI, le mouvement houpouétiste de Côte d'Ivoire de Anoi Castro, etc. Du reste le Président de la FENOPACI, Jean-Marie Konin est l'actuel président du CONARECI quand le premier responsable de la Sorbonne originelle, Richard Dakoury est le N° 2 de la galaxie patriotique.

Le rapprochement se fait dans tous les sens dans la mesure où les « agoras » et « parlements » étendent leurs relations aux organisations à caractère social, ethnique, professionnel, etc. On peut parmi elles citer, l'Association nationale des Albinos de Côte d'Ivoire (ANACI), l'UNAFOCI (Union nationale des fonctionnaires de CI) pour que chaque fonctionnaire soit propriétaire d'un toit⁵⁰⁷. L'Association des naturalisés et métis de Côte d'Ivoire (ANMI) de Gnissi Dominique qui revendique 593.000 personnes enrôlées sur la liste électorale soutenant Gbagbo⁵⁰⁸. La coordination des communicateurs citoyens bénévoles pour le plébiscite du Président Laurent Gbagbo organise des petits déjeuners de la majorité présidentielle : rencontre des candidats et leurs collaborateurs.

III. La mobilité des acteurs

Les membres des EDR se déplacent et, avec eux leurs idées. La mobilité concerne tous les membres qu'ils soient orateurs, membres ou simples sympathisants. Celle-ci s'effectue de trois manières. La première dite, mobilité interne se pratique à l'intérieur de la capitale Abidjan, la seconde, la mobilité externe prend en compte tout le reste de la Côte d'Ivoire. Enfin, la dernière, appelée mobilité internationale va au-delà des frontières ivoiriennes.

III.1. La mobilité interne

L'ouverture des espaces se fait par la mobilité de ces animateurs. Cette forme de mouvement se limite à Abidjan. Elle est le fait des orateurs qui, à l'invitation des espaces amis ou sous leur propre initiative, ils investissent les sites pour animer des meetings. La mobilité interne c'est-à-dire à l'intérieur des deux capitales : celle du Nord et celle du Sud relève d'une logique d'occupation de l'espace. C'est aussi une stratégie de marquage de son territoire. Au moment où les patriotes d'Abidjan disent qu'ils sont les seuls à « *marcher chez eux* », ceux du Nord protègent leur zone pour « *empêcher* » les autres de les concurrencer. Ces orateurs, pour la plupart se déplacent selon les moments. Ils sont très actifs quand l'actualité politique s'alourdit.

⁵⁰⁷Cette organisation possède un kiosque à la Sorbonne depuis 2008. Des agents permanents qui y sont installés font la promotion de produits immobiliers.

⁵⁰⁸Soir info, N°4615 du mardi 19 janvier 2010.

Ce déplacement est facilité par les horaires d'animation. En effet, la « Sorbonne » ouvre vers 8 heures pour fermer autour de 18 heures du lundi au vendredi. Le samedi étant exclusivement réservé aux activités commerciales. Au contraire, dans les quartiers, on commence autour de 16 heures pour finir entre 18 heures 30 minutes et 19 heures. Ce décalage accepte les aménagements qui donnent la possibilité aux orateurs de circuler entre 2 ou 3 lieux. Un orateur que nous avons suivi confirme ce constat :

« Aujourd'hui mercredi est une journée chargée pour moi. Ce matin comme tu le constates toi-même je suis ici à la Sorbonne. Comme tu là avec moi tu vas voir. Le soir on va aller au tout puissant à 18 heures. C'est comme ça on travaille, souvent tu peux faire plusieurs parlements par jour. On nous invite et comme on n'est là pour ça on s'en vas ». [L. 3 mai 2009]

La mobilité interne au niveau des « grins » est contrastée. Si elle est pratiquée dans les « grins » à Abidjan, ceux de Korhogo vivent de façon presque isolée. Le bureau du RGCI est non seulement situé dans la capitale mais des membres influents y sont aussi. Du coup, ils sillonnent tous les « grins » pour passer les mots d'ordre ou discuter avec les autres. Par contre, ceux de Korhogo se distinguent par des attaches identitaires très fortes et localisées. La longue proximité entre les membres ne favorise pas les échanges avec les autres. Un membre de « la plage » nous l'explique :

« Tous ceux que tu vois ici là, on se promenaient ensemble quand on était petits. On a chassé les margouillats⁵⁰⁹ ensemble. On a fabriqué les voitures⁵¹⁰ ensemble, on a fait les solé⁵¹¹. Les tèk tèk⁵¹² tout ça là on a joué ensemble. Et puis djo⁵¹³ on a joué les comités⁵¹⁴ ici. Avec les petites soirées⁵¹⁵ aussi. Avec tout ça, je vais aller faire quoi ailleurs. Tu vois la famille est là. Et puis les parents se connaissent aussi. Nous on est sur nos terres dans maisons de nos parents les gars qui passent là se sont les amis qui sont pas Sénoufo qui ont les parents fonctionnaires. Le vieux c'est un mécanicien lui-même il a son garage. Mais ça veut pas dire qu'on se voit pas hein ? On se voit ailleurs dans les funérailles et puis les autres choses seulement que chacun est à l'aise dans son grin. Mais quand y un problème comme quand Gbagbo veut nous emmerder avec ses patriotes vagabonds là, on se regroupe nous tous au cinéma ou ailleurs pour réagir ». [N. Février 2009]

⁵⁰⁹ Agame, petit lézard d'Afrique occidentale.

⁵¹⁰ Jouets pour enfants faits avec des fils de fer. Les barres sont reliées entre eux avec des lamelles de caoutchouc de récupération souvent dérobé.

⁵¹¹ Jeu de cache-cache.

⁵¹² Jeu populaire de football qui oppose deux équipes dont les joueurs sont représentés par des capsules de bouteilles récupérées, lavées et séchées et sur la surface de la quelle est reproduite les couleurs du drapeau des pays sélectionnés avec les numéros des joueurs. Les deux joueurs font avancer leurs joueurs avec de petites feuilles de pots de yaourt ou de seaux en matière plastique pour faciliter la flexibilité des gestes. La balle est représentée par des graines fruits séchées ou frais. Le jeu se déroule sur une dalle. Ce jeu est pratiquement par des enfants dont l'âge oscille entre 4 et 8 ans.

⁵¹³ Mon ami.

⁵¹⁴ Compétitions populaires de football qui opposent des équipes d'adolescents de quartiers différents en période de grandes vacances scolaires.

⁵¹⁵ Fête célébrée nuitamment.

On note la vitalité des liens entre les membres qui sont dans le même « grins » à Korhogo. Les relations en dehors des « grins » sont lâches. Mais derrière cette distance on se rend bien vite compte que ces espaces se fréquentent dans d'autres cadres. En dehors des « grins » les membres se retrouvent en d'autres occasions qui les rapprochent. Il s'agit notamment des moments de jeux, des relations interindividuelles ou les activités religieuses traditionnelles (cérémonies liées au poro, funérailles, mariages, etc.).

Par ailleurs, les membres des EDR se déplacent aussi à l'intérieur de la ville d'Abidjan pour participer à des activités d'ordre intellectuel ou associatif. Du 8 au 11 septembre 2007, la FENOPACI est invitée à participer au forum national sur le rôle des médias dans la construction et la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire à l'initiative de la chaire UNESCO pour la culture de la paix et d'une ONG.

Ces espaces sont parfois utilisés pour des missions de bons offices. Le président du COJEP, avec Richard Dakoury, a rendu visite à Marcel Dibonan Koné à la Polyclinique Sainte-Marie (PISAM) le 13 décembre 2007 à l'ancien ministre de la sécurité intérieure sous le régime de Henri Konan Bédié. Il a été chargé, par le Président de la République de présenter le réconfort de la République à cet ancien Ministre d'Etat par ailleurs délégué départemental PDCI à Katiola. Emu par cet acte, Le ministre a adressé sa reconnaissance en ces termes : « *C'est le Président de la République, SEM Laurent Gbagbo qui a donné des instructions depuis Lisbonne au Portugal où il était en mission pour qu'on m'interne à la PISAM. (...) Le chef de l'Etat a déboursé les moyens (rires) sinon que peuvent bien payer mes petits jetons à la PISAM, ils allaient déjà finir non !* »⁵¹⁶. Satisfait d'avoir rempli sa mission Charles Blé Goudé a répondu : « (...) *En sortant d'ici, j'irai transmettre au président de la république (...) vos remerciements* »⁵¹⁷.

Karamoko Yayoro, président de la RJR est activement engagé, tout comme Blé Goudé d'ailleurs, dans le parrainage d'activités des lycées et collèges. Il a par exemple été choisi comme parrain de la journée de l'environnement pour sensibiliser les élèves du collège IMST d'Adjamé sur l'assainissement à l'école et sur leur cadre de vie⁵¹⁸.

III.2. La mobilité externe

La mobilité des orateurs ne se limite pas aux différentes communes d'Abidjan. Elle se déploie hors des frontières de Korhogo et d'Abidjan. Les orateurs sont souvent envoyés en

⁵¹⁶ Le Matin d'Abidjan, N° 634 du vendredi 14 décembre 2007.

⁵¹⁷ Le Matin d'Abidjan, N° 634 du vendredi 14 décembre 2007.

⁵¹⁸ Soir Info, N° 4637 du samedi 13 et dimanche 14 février 2010.

mission dans des villes de l'intérieur à l'initiative de la FENAPCI ou de certains acteurs politiques pour les « agoras » et « parlements ». Le mouvement inverse est effectué par les « grins » qui vont dans les autres villes ou à Abidjan. Ce sont des tribuns talentueux qui se sont fait remarquer pour leur talent d'orateurs. Aussi, ils ont une certaine maîtrise du terrain.

Un orateur au TPCA, raconte son expérience dans la mobilité entre Abidjan et les autres villes :

« Moi je suis allé plusieurs fois à l'intérieur. Mais ça dépend de la situation. Souvent ce sont des cadres du FPI qui nous prennent en charge quand ils veulent qu'on les accompagne dans leurs tournées. En 2006, je suis allé à San-Pédro pour encourager les Ivoiriens quand y a eu la crise de l'identification. Récemment là aussi j'ai fait plusieurs tours à Agboville et Yamoussoukro pour donner des informations aux patriotes ». [P. mars 2009]

La même situation s'observe dans les « grins ». Les membres se déplacent aussi pour partager les informations. Cette mobilité est soit associée au programme individuel des membres ou, ils sont parfois envoyés de façon explicite pour effectuer certaines tâches. En effet, des messages sont envoyés lorsque, pour des raisons personnelles, certains membres effectuent des voyages. Souvent les responsables les font partir pour des activités liées au « grin ». N. à Abidjan explique comment il s'est déplacé :

« Moi je suis responsable au niveau des RGCI. Quand les gars du FPI ont voulu bloquer l'identification la première fois, on nous a envoyé à Bouaké et à Korhogo pour régler des problèmes. Même quand on a repris enrôlement récemment là, on est allé là-bas pour expliquer ça aux gars. On a eu l'argent pour voyager et puis arrivé là-bas on a dormi chez nos gars. On a fait plusieurs jours là-bas. Mais c'est normal, les gars de la Sorbonne eux-aussi ils se baladent partout partout ». [Février 2009]

Les membres des « grins » de Korhogo se déplacent. Même si les déplacements sont faibles, ils sont sollicités. P. relate l'un de ces voyages à Abidjan :

« C'est pas toujours qu'on se déplace dans notre grin. Mais ça arrive. La dernière fois, quand y a eu l'identification en 2006, les gens d'Abidjan nous ont dit de venir et on est venu. Quand on a organisé la marche du RHDP en mars 2004 on a mobilisé des gars dans les grins ici pour aller à Abidjan. On voulait montrer au FPI que nous aussi on peut marcher. Quand ça a chauffé on a eu des gars qui étaient blessés mais le parti s'est occupé d'eux. On les a soignés gratuitement. Heureusement y a pas eu de morts dedans. Quand le RDR a eu sa rencontre à Yakro⁵¹⁹, on a envoyé des gars aussi ». [Mai 2009]

⁵¹⁹ Yamoussoukro.

La mobilité externe permet aux membres des EDR de mobiliser plusieurs registres complémentaires. Militants du RDR et membres des « grins », ils sont appelés pour renforcer les effectifs des marcheurs. En d'autres circonstances, ils font coïncider leurs projets individuels avec ceux de l'organisation.

Cette situation est d'autant plus intéressante qu'une catégorie d'acteurs, notamment à la « Sorbonne » et au Tout Puissant Congrès d'Abobo, fait de ces espaces un lieu de travail. Le marché de la joute oratoire leur est favorable d'autant plus qu'il a tendance à se professionnaliser. Par jour, ces personnes engrangent des sommes qui oscillent entre 15.000 et 20.000 FCFA sans compter les petits en-cas dont ils sont gratifiés par ceux qui les invitent. Ce sont des repas dont le menu se compose de poissons ou de viande braisés, une soupe épicée, de l'attiéké arrosé de boissons. Pendant les audiences foraines, cette activité a été très florissante d'autant plus qu'ils étaient très sollicités. Les hommes politiques qui les impliquent dans leurs activités leur donnent des sommes dont les montants n'ont pas été révélés. Les intéressés répondant de manière évasive « *Ce qui est sûr, c'est beaucoup. Quand tu finis de travailler avec eux, tu es en forme pendant un bon moment* ».

III.3. La mobilité internationale

Elle consiste, pour le membre d'un espace de se rendre dans un pays en vue de participer à une activité politique. Ce déplacement s'effectue à la demande de l'organisation à laquelle il appartient ou à l'invitation d'une autre. Elle intervient dans le cadre du projet globale des partis auxquels ils sont affiliés en vue de donner une plus large couverture de leurs activités. Cette internationalisation se perçoit dans les pratiques d'affiliation multiple. Les « agoras » et « parlements » par exemple sont liés au COJEP qui a une envergure panafricaniste. Les « grins » par contre appartiennent de par le RGCI à la jeunesse mondiale libérale.

Ils sont soutenus dans leur vision internationale par les partis. Ils mettent à leur disposition tous les moyens nécessaires pour leur faciliter les choses. Cette assistance couvre tous les frais de voyage : titre de transport, obtention de passeport et de visa, réservation de chambres d'hôtels, frais de séjour, etc. De ce fait, les EDR bénéficient de presque tous les avantages liés à leur affiliation. Les témoignages des acteurs sont tous concordants dans ce sens. G., est un orateur qui a participé à plusieurs séminaires explique :

« Je suis allé au Bénin, au Mali et en Afrique du Sud. J'ai eu l'opportunité d'assister à des séminaires et des colloques. Ce n'est pas trop nouveau pour moi puisque déjà ici on nous invite pour ce genre de choses ». [L. février 2009]

La mobilité internationale fonctionne parfois comme une récompense, un cadeau offert. Parfois ceux qui sont sélectionnés ont posé d'une manière ou d'une autre des actes significatifs. Le meilleur orateur des « agoras » et « parlements » s'est vu offrir un voyage en Afrique du Sud à la suite du concours du meilleur orateur organisé en 2005. La plupart du temps, ce sont les responsables qui participent aux voyages internationaux. Le but recherché est le même : diffuser les idéologies des partis hors de la Côte d'Ivoire.

L'implication des EDR dans les projets de voyages internationaux répond au besoin d'élargir le cercle de ses alliés. De plus, ils sont un argument qui permet aux espaces de faire des rapprochements entre les pays. Pour démontrer à leur auditoire que les situations de crises sont similaires dans tous les pays. Il s'agit dans certaines situations de faire croire aux personnes que la Côte d'Ivoire a un positionnement économique intéressant. Au cours de son intervention un orateur affirme :

« Quand je suis descendu de l'avion mais la chaleur que j'ai reçu là ôôô. Non ça là ça peut tuer. Ils n'ont même pas bon aéroport et puis ils font malins. Ils gagnent même pas à manger ». [K. mars 2009]

On le voit, la mobilité est un facteur important dans la diffusion des idéologies. Effectivement, une délégation de 20 jeunes orateurs de la FENOPACI, conduite par leur Président Jean-Marie Konin a séjourné du 28 décembre 2007 au 5 janvier 2008 au Bénin. Ce séjour s'inscrit dans le cadre de rencontres des jeunesses des deux Etats organisé par le Conseil Mondial du Panafricanisme (COMOPA) à l'Institut de Développement et d'Echanges Endogènes (IDEE). Les orateurs ont animé des conférences sur le processus de paix en Côte d'Ivoire, ils ont été reçus en audience par le Président Yayi Boni et Albert Tévoédjré, etc. C'est aussi le lieu de resserrer les liens d'amitié entre les deux peuples⁵²⁰. Ce déplacement est intervenu à un moment de crise où les attaques des adversaires se font de plus en plus sévères, les partis s'activent à soigner leur image hors des frontières nationales. Les EDR sont donc mis à contribution pour réhabiliter une image écorchée, diaboliser un adversaire ou chercher des alliés.

La mobilité des acteurs des EDR favorise le mouvement des idées. Le déplacement de ces personnes est couplé à une duplication des espaces à travers la Côte d'Ivoire.

⁵²⁰ Dialogue, N° 174 du vendredi 28 décembre 2007.

III.4. La duplication des espaces

Dès la création de l'alliance des jeunes patriotes pour le sursaut national de Charles Blé Goudé le 26 septembre 2002, on a assisté à une explosion des EDR. Dans la zone gouvernementale, des militants du FPI ou de la FESCI ont, à l'initiative de Blé ou sous leur propre impulsion ont créé des espaces. Ces espaces apparaissent et disparaissent assez facilement. Leur longévité est liée à l'actualité politique. En effet, de nombreux « agoras » et « parlements » n'exercent plus depuis la baisse de la fièvre des événements de novembre 2004. Cependant, on a constaté une réapparition de nombre d'entre eux après le dépôt de candidature et la formation des équipes en charge de l'animation des campagnes électorales. Dans leur expansion, les EDR se sont répartis en deux catégories.

La duplication des EDR répond au besoin de créer une vaste toile chargée de quadriller l'espace physique. L'objectif ici est d'encadrer efficacement les populations où qu'elles se trouvent. Ce système est d'autant plus efficace que les responsables de chaque camp veillent à ce que chaque commune, chaque ville, chaque quartier soit rigoureusement verrouillé et contrôlé.

Installés dans les carrefours et/ou les espaces les plus fréquentés, les « agoras » et « parlements » se donnent une visibilité. Les bancs et les chaises sont disposés aux abords des rues de sorte à obstruer parfois la circulation. D'autres fois, ils occupent des sites fortement fréquentés par les riverains des quartiers où ils exercent. Pour intéresser ces derniers, ils invitent des orateurs expérimentés pour les entretenir sur des sujets d'actualité avec, selon la situation, la possibilité de poser des questions. Les mieux équipés jouent de la musique avant les échanges pour attirer l'attention. Pour ce faire, des billets d'invitation sont distribués dans les arrêts de bus, les boutiques, les lieux d'attroupements comme les gares routières, etc.

En revanche, les « grins » de Dembélé Bazoumana occupent les devantures de domiciles des militants du RDR en général. Les gens se retrouvent par affinité ethnique, régionale ou religieuse. Ils se connaissent bien et peuvent donc se parler en toute sécurité, sans crainte d'être espionnés.

La mobilité des acteurs des EDR n'explique pas à elle seule, la diffusion de l'idéologie. Cette dernière emprunte aussi les chemins des identités qui sont en interaction avec les EDR. Ce sont les épouses des leaders politiques et les autres acteurs qu'ils côtoient dans le prisme d'un ensemble de mythes qui meublent les imaginaires socio-politiques communs.

Pour conclure, l'on retient que les espaces de discussions de rues sont au cœur de la diffusion des idéologies politiques. Plusieurs moyens sont mobilisés pour y parvenir. Les leaders politiques mettent à contribution les jeunes figures politiques émergentes pour capter les voix de cette catégorie sociale majoritaire dans ces espaces. La langue et les pratiques artistiques comme la musique et les images (pancartes, posters) servent de canaux de diffusion. L'ouverture des espaces aux acteurs politiques de même que leur multiplication et la mobilité des acteurs contribuent à la diffusion des idéologies politiques. Les discours tenus sont-ils à même de contribuer à la diffusion des idéologies ? Peut-on lire ces trajectoires idéologiques dans l'expression corporelle des acteurs ?

IV. La politisation des corps comme vecteurs de diffusion des idéologies

La crise de septembre 2002 a transformé les corps. Les EDR se sont servis des attributs physiques des acteurs politiques pour diffuser les idéologies politiques. La beauté physique, la santé et l'expressivité non verbale des leaders politiques sont autant d'éléments qui construisent le discours des orateurs.

IV.1. Exhiber le beau pour vendre le meilleur

L'ingéniosité des espaces de discussions de rues est sans limites. Observateurs à souhait, ils guettent les moindres faits et gestes de leurs concurrents pour leur donner des coups. Pour ce faire, ils s'appuient sur l'apparence physique des principaux acteurs de la vie politique. Ainsi, une disgrâce, un défaut, une malformation est politiquement exploitée pour attaquer.

Les espaces se livrent à des affrontements autour de la beauté physique de leurs leaders. Mais les coups n'épargnent pas les épouses de ces derniers qui sont considérées au même titre que leurs époux comme des adversaires à abattre. Dans les « grins », l'accent est mis sur la forte pilosité du Président Gbagbo. Ainsi au cours d'un entretien un membre de "la plage" affirme :

« Gbagbo avec ses poils on dirait gorille là. Mmm⁵²¹, saleté ! Poils partout partout. Jusqu'en ça sort dans ses digba⁵²² narines et ses larges oreilles là. C'est quel président Dieu nous a donné là ? Eh, on est foutu c'est la planète singe qui est arrivé sur nous. Lui avec sa femme gaou⁵²³ là. Noirs

⁵²¹ Marque le dégoût.

⁵²² Nez dilaté et épaté du candidat Gbagbo.

⁵²³ Villageoise, sans raffinements.

noirs on dirait charbon daga⁵²⁴ là. On va les amener dans la brousse. Elle n'est même pas jolie même. Une gbante⁵²⁵ go⁵²⁶ comme ça. Quand on dit 1^{ère} dame là, c'est la vieille mère⁵²⁷ Dominique. Parmi eux là qui peut avoir femme blanche⁵²⁸. Aucun. Pour Gbagbo là c'était les vieilles gos fanées⁵²⁹ les blancs donnent au noirs tchass⁵³⁰ tchass là. ADO a pris pour lui encore frais⁵³¹. Quand toi même tu la vois là, tu n'es pas enjaillé⁵³² ? Elle est jolie comme bébé. Si on te dit que c'est la femme de ton président tu dis yes⁵³³, ouais, je suis d'accord avec ça ». [S. Septembre 2009]

Les propos ont une forte référence avec le monde végétal et animal. Le langage animalier est parfaitement lisible dans la fréquence des mots comme "gorille", "poils", "digba narines", "larges oreilles", "planète singe" et "brousse" renvoient à un monde sauvage. L'interlocuteur utilise cette rhétorique pour comparer le couple Gbagbo à des bêtes sauvages avec pour seul habitat indiqué la forêt et pour compagnons et partenaires des animaux sauvages. Une forte pilosité qui se traduit par des favoris hirsutes et incultes crée l'effet de frayeur. Ce rapport à la sauvagerie est renforcé par la couleur de la peau : un noir mat. Ces caractères sont d'autant plus choquants qu'ils concernent une femme. Pas n'importe laquelle, l'épouse du chef de l'Etat qui, par nature se doit d'être belle, séduisante et précieuse. Elle n'a pas le droit de négliger ses soins de toilette parce que, du fait de sa position, elle est supposée avoir les moyens de s'entretenir. Aussi n'est-il pas possible que ces deux personnes soient aptes à exercer les hautes fonctions de gestion du pouvoir d'Etat.

La beauté du leader du RDR est défendue par les membres de son parti. Le sourire et plus précisément la dentition est mise en avant pour montrer sa beauté physique. Dès sa naissance on remarque dans la bouche du bébé Alassane Dramane Ouattara un écart central entre les dents du haut⁵³⁴ (Touré 2008:35). Or, cet écart est extrêmement important dans les canons de beauté du groupe Malinké. Cet écart ou brèche porte le nom de « sara » en langue Malinké et signifie 'charme'. Une chanson populaire dit d'ailleurs « *kamalen sara mani* » (jeune homme charmant). Les porteurs de cette brèche sont placés au sommet de la hiérarchie.

⁵²⁴ Marmite en langue Malinké.

⁵²⁵ Laide.

⁵²⁶ Femme.

⁵²⁷ Dans le sens de maman, marraine.

⁵²⁸ Qui d'entre les candidats à la présidence peut posséder une femme blanche.

⁵²⁹ Les vieilles dames d'origine européennes qui, du fait de leur âge avancées n'ont plus de partenaires sexuels et sont donc obligées de se tourner vers les jeunes étudiants africains en mal d'argent ou qui recherchent le bien-être matériel par le biais de mariages de raison.

⁵³⁰ Paumés, sans aucun sous.

⁵³¹ Alassane Dramane Ouattara est le seul qui a pu posséder une femme blanche dans la fleur de l'âge du fait de ses talents de séducteur.

⁵³² Satisfait.

⁵³³ Acquiescer dans le sens positif.

⁵³⁴ Touré, *Alassane Dramane Ouattara. Destin et liberté*, op. cit., p. 35.

Et « *Ainsi, pour ce qui est de la beauté physique, le « sois beau » de Dramane, formulé sous forme de bénédiction, s'accomplit* »⁵³⁵. Alassane est donc beau parce qu'il a une brèche.

Les « agoras » et « parlements » ne sont pas tendres avec les leaders de l'opposition. Leur physique est passé au peigne fin à l'effet de les présenter comme des personnes souffrant de maladies qui ne leur permettent pas d'être élus à la magistrature suprême. La bouche du président du RDR, la taille et le ventre de Henri Konan Bédié sont « disséqués ». Tous ceux qui à un moment donné de l'évolution de la crise ont été impliqués dans la gestion de la crise ne sont pas épargnés. Les Premiers Ministres Seydou Elimane Diarra et Konan Banny, Beugré Mambé le Président de la CEI, Djédjé Mady et Dominique Ouattara sont tournés en ridicule sur la base de supposées disgrâces physiques.

Au cours de son intervention, un orateur s'attache à montrer une image négative de certains adversaires de Gbagbo :

« (...) On n'a toujours dit ici à la Sorbonne que Gbagbo on fait pas palabre avec lui. On a envoyé Seydou Diarrhée, fil de fer il a cherché décrets jusqu'en il s'est retrouvé hors du ring. Konan Banny avec sa grosse tête chauve on dirait autoroute du nord est venu il a lutté les pouvoirs. Si je tombe Gbagbo tombe jusqu'en c'est lui-même qui est tombé. Beugré ment bien avec cheveux on dirait perruque on a mis sur brique 20 est venu je bouge pas je bouge pas. Lui oo, CEI oo, on a tout mélangé, il n'est pas parti ? Pierre chaud riz est venu, on a refroidit ça, c'est mouillé. Ce sont les mauvais gars comme les Djédjé maudit qui l'ont blagué. Des gens comme ça on va faire quoi avec eux, des chauves, des maigrelets et des gens qui portent perruques. Ils vont apporter quoi au pays ? ». [L. décembre 2009]

Le discours de cet orateur laisse transparaître l'acharnement des membres de cet espace sur le corps des acteurs politiques qui leur sont opposés. Le dénigrement s'ouvre par un jeu de mot. La sémantique choisit transforme le nom du Premier Ministre Elimane Diarra en diarrhée. Ensuite le prénom du Président de la CEI Mambé en groupe verbal "ment bien". Après, Pierre Schori, le Représentant spécial des Nations Unies en Côte d'Ivoire, a vu son nom retourné en "chaud riz". Enfin, le prénom du Directeur du Directoire du RHDP, Djédjé Mady est changé en "maudit" pour faire Djédjé maudit. Cette dérision des noms vise à enrober des messages dans un humour apprécié qui laisse passer les messages. Qu'importe la grossièreté ou la légèreté des mots, l'essentiel est la diffusion du message. Pour cela, on associe de hautes autorités (Seydou Elimane) à des excréments (diarrhée), des symboles des Nations Unies (Pierre Schori) avec des aliments (chaud riz). Il s'agit ici de susciter la

⁵³⁵ Touré, *Alassane Dramane Ouattara. Destin et liberté*, op. cit., p. 36.

confrontation avec l'opposition par des marqueurs langagiers (excréments, aliments, malédiction) dans le discours (Ghiglione 1989).

Le langage discriminant est joint au corps pour diffuser le message. Des « *maigrelets* », des « *fils de fer* », des « *chauves* » et des « *porteurs de perruques* » « *vont apporter quoi ?* ». Chacun des mots est convoqué pour construire et projeter une image disgracieuse de l'adversaire en le recouvrant du stigmate associé à son corps⁵³⁶. L'ethos politique est chargé de défauts qui s'actualisent et s'énoncent à travers des symboliques corporelles (crâne dégarni, physique non avantageux, etc.) (Bayart 1996:186).

Les leaders des partis politiques de l'opposition sont stigmatisés par un autre orateur :

« Gbagbo a devant lui des gens qui ne représentent rien. Ils ont tous un problème. Hé, ôôôô, Alassane ses favoris sont devenus plus blancs parce qu'il réfléchit trop. Le woody les fatigue, sa bouche tordu là, bientôt ça va passer dans sa nuque, regardez bien vous allez voir ça là ça va pas tarder. Depuis on dit ADO ADO. Tellement il est mauvais il représente l'unité de mesure de la mauvaise foi, l'adomètre. Il se promène avec sa djandjou⁵³⁷ que Houphouët lui a donné cadeau là Dominique, c'est moi brave tchè⁵³⁸, c'est moi brave tchè. Ça permet de mesurer la mauvaise foi, la méchanceté, le vol, les doublings⁵³⁹. Si on te dit que ce que tu as dit ça vaut 15 adomètres, mon frère, faut faire attention, tu n'es pas loin d'atteindre 20 qui est le last⁵⁴⁰. Mais un mauvais ne se promène pas seul, il se promène toujours avec son camarade Bédié, mmm, Papou⁵⁴¹, on dit quatre grands toi tu fais quoi dans ça ? Ça là c'est affaire de au moins 1, 80 m toi ton 1,20m court on dirait igname là tu fais quoi là-bas ? Han ? On dit garçon vrai vrai comme Woody⁵⁴², quand il s'arrête là ceux qui le dépasse sont un un⁵⁴³ toi tu fais quoi dans ça. Tu vois les zangoli⁵⁴⁴ pagne simple bloffeur⁵⁴⁵ avec Simone⁵⁴⁶ tu es fier. Hé ! Les gens n'ont pas pitié d'eux dèh. Regarde gros ventre, petits pieds là, tu vas dit quoi a un ancien milo⁵⁴⁷ comme Woody. Le Bagnon⁵⁴⁸ des politiciens. Qui dit mieux ? ». [K. septembre 2009]

Cette longue intervention concentre à elle seule presque toutes les critiques faites aux principaux adversaires de Gbagbo. La présence de noyaux référents saturent le texte et

⁵³⁶ Goffman, *La présentation de soi dans la vie quotidienne. Tome 2. Les relations en public*, op. cit., p. 123.

⁵³⁷ Prostituée.

⁵³⁸ Tchè signifie en langue malinké homme, brave tchè fait référence aux films western où le héros est appelé le "brave". Alassane serait donc le héros qui va abattre le camp présidentiel.

⁵³⁹ La duplicité, la félonie.

⁵⁴⁰ L'unité la plus élevée.

⁵⁴¹ Surnom de Bédié. Nom de caresse donné aux enfants, ainsi Bédié du fait de sa petite taille est assimilé à un enfant.

⁵⁴² Signifie Garçon en langue bété, groupe ethnique du Président Gbagbo. Celui-ci est donc un homme viril, fort capable de mener toutes les luttes.

⁵⁴³ Répétition du cardinal un pour renforcer l'idée de rareté, d'inexistence.

⁵⁴⁴ Habillement.

⁵⁴⁵ Bel homme frimeur.

⁵⁴⁶ La 1^{ère} Dame Simone Ehivet Gbagbo.

⁵⁴⁷ Militaire.

⁵⁴⁸ Bel homme dans l'ethnie bété.

représente à plus de 90 % le discours : Gbagbo et ses qualités (20%), les adversaires et leurs défauts (75%). Elle agrège des déterminants temporeux qui font cohabiter la modernité et la tradition. C'est aussi une association de superlatifs qui s'asseyent sur des termes laudateurs *"Woody les fatiguent"*, *"au moins 1,80 m"*, *"garçon vrai vrai"*, *"ceux qui le dépasse sont un un"*, *"milo"*, *"Woody"*, *"Bagnon"*. Elle indique la virilité, l'harmonie dans les caractères physiques (la force, le physique athlétique, l'énergie et la beauté) et la physionomie agréable du Président Gbagbo. La répétition du terme *"woody"* associé à *"milo"* renforce la virilité et projette Gbagbo dans l'olympes où il est transfiguré au surhomme invincible nietzschéen qui a « tué » Dieu (Nietzsche 1958). Ces attributs sont énoncés pour rassurer les populations en leur montrant qu'elle gagnerait à confier leur destinée à un leader courageux. Il a toutes les capacités pour veiller sur elles.

La surabondance des qualificatifs à connotation emphatique négative dans le discours : *"ne représentent rien"*, *"problèmes"*, *"favoris blancs"*, *"fatigue"*, *"bouche tordu"*, *"passer dans sa nuque"*, *"mauvais"*, *"mauvaise foi"*, *"djandjou"*, *"méchanceté"*, *"vols"*, *"doublings"*, *"Papou"*, *"1,20 m"*, *"court on dirait igname"*, *"les gens n'ont pas pitié d'eux"*, *"gros ventre"*, *"petits pieds"* suggèrent la somme de défauts physiques qui disqualifient les adversaires dans la conquête du pouvoir d'Etat. On note la prééminence du ton métrologique qui établit un rapport dominant d'infériorité : *"Gbagbo a devant lui des gens qui ne représentent rien"*, *"Woody les fatigue"*, *"il représente l'unité de mesure de la mauvaise foi"*, *"l'adomètre"*, *"ça permet de mesure la mauvaise foi"*, *"ça vaut 15 adomètres"*, *"tu n'es pas loin d'atteindre 20 adomètres"*, *"le last"*, *"il se promène toujours avec son camarade"*, *"quatre grands"*, *"au moins 1,80 m toi ton 1,20 m"*, *"court on dirait igname"*, *"garçon vrai vrai comme Woody"*, *"quand il s'arrête là ceux qui le dépasse sont un un"*, *"tu dis quoi à un ancien milo comme Woody"*, *"Le Bagnon des politiciens"*, *"Qui dit mieux ?"*. Cette profusion de termes relatifs à la taille des êtres et des choses est toujours en défaveur de Bédié et de Ouattara.

Le recours fréquent aux onomatopées *"Hé, ôôôô"*, *"mmm"*, *"han ?"*, *"hé"*, *"dèh"* inscrit le discours dans un ton familier, indice de la rupture de la distance imaginaire qui sépare le locuteur de l'interlocuteur et de son sujet. Le *"hé, ôôôô"* marque un arrêt pour soutenir voire forcer l'attention sur la gravité des problèmes vécus par les adversaires de Gbagbo. En logeant le *"mmm"* au cœur de la phrase, il s'agit de rappeler à l'interlocuteur que l'homme qui s'appelle Bédié a pour surnom *"Papou"*. Tout fonctionne comme si en parlant l'orateur s'était rappeler qu'il avait omis ce détail important dans la compréhension du sens de son argumentaire. Le *"han ?"* Interrogatif semble s'adresser à Bédié pour lui demander s'il

avait compris ce dont il s'agit. Malheureusement, l'entêtement de Bédié conduit au dépit de l'orateur qui achève son propos par 'dèh'.

Les mots ou groupes de mots « zangoli », « *Quand toi même tu l'a vois là, n'est pas enjaillé ?* », « *Elle est jolie comme bébé. Si on te dit que c'est la femme de ton président tu dis yes, ouais, je suis d'accord avec ça* » suggèrent que les tenues vestimentaires des leaders politiques ne sont pas innocentes. De part et d'autres des frontières qui séparent les partis politiques, les leaders tentent de se rapprocher le plus possible de leurs militants mais essaient aussi de conquérir de potentiels électeurs par le canal du vêtement. Un orateur du TPCA nous explique :

« C'est quel jour tu as vu Gbagbo porter veste ? C'est rare. Il est toujours avec ses chemises pagnes manches longues comme un fils du peuple. Il sait où il est quitté. Il vient pas emmerder les gens avec les vestes bizarres des Bédié là. La vieille mère⁵⁴⁹ aussi, c'est même chose, elle porte toujours les pagnes, maxi trois pièces et puis elle est devant. C'est ça on appelle l'homme qui aime son peuple ». [K. septembre 2009]

Le pagne africain fait référence à la simplicité du couple Gbagbo. En effet, la 1^{ère} Dame à un visage plutôt lourd, les traits prononcés, le menton volontaire, une voix forte et imposante, un port vestimentaire sobre et elle tranche avec le style de ses homologues femmes de président abonnées aux grands couturiers et aux bijoutiers de luxe. Aux robes de marque elle préfère les tissus traditionnels ivoiriens. C'est le cas de son époux qui se vêt de chemises simples pour se rapprocher du peuple. Le Président et son épouse sont présenter dans les « agoras » et « parlements » comme des "briseurs de mythes". L'anticonformisme du Président, que les Ivoiriens apprécient selon ces espaces : « *A commencer par le plus symbolique aux yeux de ces millions d'Ivoiriens de milieux modestes pour ne pas dire défavorisés. Pour eux, Laurent Gbagbo incarne l'espoir et le rêve de lendemains meilleurs : la modestie, la simplicité, la décontraction et le naturel au sommet de l'Etat. (...) La décontraction et le naturel, ce sont ces chemises en tissu pagne arborées en toute assurance au palais de la présidence, aux audiences, réceptions et autres cérémonies protocolaires* »⁵⁵⁰. Les vêtements véhiculent dans l'imaginaire du lectorat la figure du pauvre qui bien qu'ayant réussi à devenir Président, garde toujours ses habitudes de simplicité. Tout cela vise à démystifier la fonction de chef de l'Etat à l'effet de réduire la distance sociale qui existe entre lui et le peuple.

⁵⁴⁹ La 1^{ère} Dame.

⁵⁵⁰ Ce passage est tiré du livre de Tchabio, archiviste à la Sorbonne, intitulé Laurent Gbagbo. Acte 2. Gbagbo, l'homme, ses convictions ... (p. 6).

Les autres candidats, c'est-à-dire Bédié et Alassane portent des costumes. Mais depuis quelques temps, pour venir vers les potentiels électeurs, ils ont commencé à s'adapter à la cible recherchée, notamment les jeunes. Ainsi Bédié cherche à retrouver une jeunesse en s'habillant en tee-shirt assorti d'une casquette vissée sur la tête, jaquettes, pantalons chasseurs, chaussures docksides Sebago ou Borsalino⁵⁵¹. Alassane a presque le même style vestimentaire que Bédié mais il n'hésite pas à ce vêtir du boubou pour obtenir l'adhésion des populations du Nord qui utilisent, la plupart du temps ce vêtement.

Chaque espace mobilise le vêtement pour diffuser les idéologies qu'ils portent. Le couple Gbagbo se sert de la simplicité et de la sobriété du style vestimentaire pour faire l'éloge de la mentalité du fils du peuple qui ne pense qu'à satisfaire ses desideratas. Le costume sombre, le boubou et les jeans et baskets sont des coups de phares pour stimuler les jeunes qui sont devenus un enjeu capital dans la conquête du pouvoir d'Etat.

Le vêtement apparaît comme un instrument privilégié de construction et de négociation des identités. Il délimite les statuts. Il permet à l'homme politique de s'inscrire dans des réseaux. En effet : « (...), le vêtement, à l'instar de tout répertoire culturel, est instrumentalisé par les acteurs politiques. Ces derniers l'utilisent pour émettre des messages d'autorité, de proximité ou de contestation, ou encore pour peaufiner leur style » (Bayart 1996:200).

On peut affirmer que, pour ces espaces le beau tient une place de choix dans le jeu politique. Le look, est un élément déterminant dans l'attractivité des électeurs. L'aspect austère rassure par son sérieux en même temps qu'il empêche le rêve. Dans cette guerre des looks, chacun y va avec son imagination et son style : camisole et pagne contre paletot tendance. Ce rapport au beau est aussi une persistance de l'idéal athlétique ancien et du culte du sport créateur de valeurs morales et, au-delà, les relations entre le sport et les doctrines pédagogiques (Rouet 1963:46).

Ainsi, dans cette perspective, on peut rapprocher la beauté de l'Apollon du Belvédère à celle du Bagnon⁵⁵² bété. Ces deux canons de beauté agrègent harmonieusement l'âme et le

⁵⁵¹ L'Inter, N° 3475 d vendredi 11 décembre 2009.

⁵⁵² Le mot en usage dans toutes les tribus de cette ethnie comprend deux éléments: (ba) et (gnon). Ba est un adjectif utilisé pour qualifier toute personne ou toute chose présentant une valeur esthétique. Nous le traduirons en français par beau ou belle. "Gnon" est un substantif signifiant homme, dans le sens d'être humain mâle et adulte par opposition à femme "Wono" et enfant "Gyu". On peut traduire bagon par bel homme. Le bagon, c'est donc l'individu de sexe masculin qui par son aspect suscite un plaisir esthétique mêlé d'admiration et qui, pour cette raison, est choisi aux fins de représenter sa communauté à l'extérieur, au cours d'une manifestation artistique. On demande au bagon de posséder un certain nombre de traits physiques qui répondent à un modèle de proportions idéales. Le candidat sera de préférence grand mais pas démesurément, une haute stature ne suffit pas, si elle n'est point harmonieuse. Le buste et les membres auront des dimensions normales. Des bras grêles n'ont aucune chance de favoriser leur possesseur. Au contraire, un cou plissé constitue un critère hautement

corps, la force et la beauté acquiescent par la pratique du sport. Le continuum qui s'établit s'achève dans une harmonie avec le cosmos pour atteindre le *kalokagathia*, « *le fait d'être un homme beau et bon* » au sens de Marrou. En clair, celui qui est beau est bon, celui qui est beau est le meilleur. Dès lors on tombe dans une logique dans laquelle la beauté devient un coefficient de discrimination sociale (Jacob 2002). De même que la laideur altère, la beauté enrichit les compétences politiques (Maisonneuve et Bruchon-Schweitzer 1999). Avant d'exposer sur les qualités de l'homme politique, c'est son physique qui est jugé. On impose une sorte de tyrannie de l'apparence à l'aune de la beauté physique (Ky et al., 1996:11).

Mais les idéologies politiques ne se diffusent pas seulement par la belle allure. Elle aborde également la santé des acteurs. Le corps devient le siège de luttes qui se déroulent sur fond de commentaires relatifs aux affections supposées ou réelles des uns et des autres.

IV.2. L'orateur et le docteur : bilan de santé des candidats

La santé est une notion complexe qui recouvre au moins 3 dimensions. Au niveau biologique, elle s'entend comme l'équilibre physique du corps humain. On parle de maladie lorsqu'une rupture survient pour perturber cet équilibre. La maladie altère la santé et provoque des troubles et les affections déclenchées peuvent diminuer les capacités physiques et mentales de l'individu. Au niveau social, elle est liée à la dynamique des réseaux de relations sociales, notamment le soutien apporté par la communauté à un malade. Enfin, la dimension culturelle s'intéresse aux perceptions construites autour de la médecine et de l'institution médicale qui regroupe la médecine traditionnelle et celle dite conventionnelle. Celle-ci est une réponse culturelle face aux états de morbidités et les maladies.

Depuis quelques années, l'âge des acteurs politiques s'est invité dans les débats politiques en Côte d'Ivoire. Cette notion est d'autant plus importante qu'elle est associée à la santé. Mise sur la place publique en 1993 avec la maladie de Félix Houphouët Boigny, la question autour de la santé s'est amplifiée après le décès de celui-ci, notamment la candidature de certains leaders qui auraient atteint la limite d'âge. En effet, à côté du débat sur

apprécié de beauté. Le baignon devra présenter une poitrine d'athlète se prolongeant par des épaules larges. La taille, si elle est très mince, soulignant le contraste avec le tronc et les hanches, est une qualité très rare. Le ventre sera pourvu d'abdominaux développés. On apprécie beaucoup des mollets réguliers et musclés. Le visage sera beau sans être efféminé. La force et la robustesse ne constituent pas en elles-mêmes des critères de choix. A côté de ces qualités physiques, on souhaite que le baignon possède un certain nombre de qualités morales. Ce sont essentiellement: la bravoure, le sens de l'honneur, la générosité.

la nationalité des candidats, s'est posée la question cruciale de leur l'âge. La constitution ivoirienne a prévu des dispositions pour résoudre les deux questions. Dans son article 35, alinéa 2, relatif au Président de la République et du gouvernement, il est écrit que « *Le candidat à l'élection présidentielle doit être âgé de quarante ans au moins et de soixante-quinze ans au plus* ». Sur la base de ce critère, seul le candidat du PDCI-RDA ne peut plus briguer de mandat. Mais à titre exceptionnel, l'APO soutenu par l'article 48 a permis à tous les candidats de se présenter, y compris Bédié qui est juridiquement frappé par la limite d'âge. Agé de 80 ans, les élections de 2000 étaient donc les dernières élections auxquelles il prenait part.

La polémique autour de l'âge s'était quelque peu estompée. Il a fallu la survenance de trois incidents concernant des leaders politiques pour relancer non seulement les discussions sur l'âge mais aussi sur la santé des candidats. Le Président Bédié en meeting à Tiapoum, petite bourgade située à 94 Km d'Abidjan, s'écroule au cours de son intervention⁵⁵³. En plein meeting à Gagnoa le lundi 3 août 2009, Alassane Dramane Ouattara s'écroule devant ses partisans au stade Biaka Boda⁵⁵⁴. Le 12 janvier 2010, lors de son intervention à l'occasion d'un échange organisé par le Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) à l'hôtel Pullman⁵⁵⁵, Bédié est victime pour la seconde fois d'un malaise⁵⁵⁶.

Ces incidents sont récupérés par les EDR qui pendant longtemps vont en faire leur sujet principal. Les attaques partent des « agoras » et « parlements ». Le leader de la galaxie patriotique, Blé Goudé, s'en fait l'écho au cours d'une intervention à la « Sorbonne » :

« Je voudrais donc ôôô. [Il sautille sur le plancher de l'estrade de fortune de la Sorbonne pour en mesurer sa résistance pour savoir si les planches peuvent supporter son poids]. Mais Lekota⁵⁵⁷ est monté ici c'est que moi aussi je peux monter. Paé⁵⁵⁸ faut pas j'ai tomber comme l'autre [Enormes rires de la foule]. Sinon on va égaliser les buts. Tu vas dire non le podium était penché, mon frère, tu es tombé. (...) Tout à l'heure j'ai fait tout pour ne pas tomber comme l'autre. (...) Le match n'a pas encore commencé, tu es à terre. Je voudrais donc demander aux uns et aux autres d'avoir une bonté pour le président du RDR qui est tombé et à qui nous souhaitons prompt rétablissement parce qu'on nous a dit qu'il a le palu. Vous voyez le métier est dur. Soleil de meeting chaque jour, c'est pas chose facile. Enchaîner, c'est pas chose facile. C'est pourquoi on demande aux uns et aux autres de respecter Gbagbo Laurent. Il fait les meetings depuis 82 et il est debout. [Longue

⁵⁵³ L'Intelligent d'Abidjan, N° 1591 du jeudi 15 janvier 2009

⁵⁵⁴ Notre Voie, N° 3343 du mardi 4 août 2009.

⁵⁵⁵ Anciennement appelé SOFITEL.

⁵⁵⁶ Notre Voie, N° 3482 du jeudi 14 janvier 2010. Lire aussi, L'Inter.

[En ligne] Disponible sur : < http://www.africatime.com/CI/nouvelle.asp?no_nouvelle=502274&no_categorie=> (Consulté le 20 janvier 2010)

⁵⁵⁷ Surnom d'un orateur.

⁵⁵⁸ Parce que.

salve d'applaudissements]. *Quand on leur dit que faire les meetings c'est le métier de Gbagbo Laurent, ils croient qu'on s'amuse. C'est un choix qu'il a fait. C'est un choix qu'il a opéré. Il dit moi Gbagbo je vais faire les meetings. Vous suivez un monsieur comme ça ! [Rires de la foule] C'est quand lui il voit la foule même que son palu⁵⁵⁹ finit [Rires de la foule]. Et vous voulez compétir avec un monsieur comme ça ! (...) On demande à Bédié et au RDR de faire leur retraite, ils veulent pas⁵⁶⁰. C'est pour ça ils vont tomber sur les podiums pour rien et ils vont endeuiller la Côte d'Ivoire pour rien. (...) Quand on leur dit d'aller se reposer ils veulent pas. Chers amis c'est avec des gens comme ça qu'on va aller aux élections. (...) Bédié est fatigué, Ouattara est fatigué. Je ne vois personne en face. (...) Il n'a qu'à aller se reposer⁵⁶¹. Nous on l'attend ici. On va faire les meetings. Mais y a une seule règle, on tombe pas⁵⁶². On tombe pas dans les meetings. On va faire les meetings à fond mais on tombe pas parce que les Ivoiriens on besoin d'un candidat qui est au top. Ils ont besoin de quelqu'un qui peut faire meeting à Kabacouma, Kong sans jamais tomber. On n'a pas besoin d'un président qui tombe et puis qui fait conférence de presse pour dire non, j'étais fatigué. On se fatigue pas en politique. Voilà les gens qui veulent se présenter face à Gbagbo ». [Enquête, 6 août 2009]*

Les propos de Blé Goudé traitent de l'état de santé des principaux leaders de l'opposition ivoirienne. Sur un ton ironique Blé ouvre son intervention en testant de façon pratique le podium sur lequel il se tient. Et, pour appuyer son geste, il enchaîne par « *faut pas j'ai tomber comme l'autre* ». Il poursuit avec des comparaisons qui le mettent d'abord lui-même en parallèle avec Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié avant de convoquer l'image du Président Gbagbo. Les statifs « *commencé* », « *il est debout* », « *faire des meetings* », « *suivez* », « *compétir* », « *on se fatigue pas* » indiquent la durée de la longue formation qui a non seulement aguerri Gbagbo à l'organisation et la tenue de meetings mais aussi pour montrer la voie de la formation politique aux autres leaders. Il s'agit aussi de démontrer l'endurance, la ténacité et la vigueur de Gbagbo. Pour lui, « *on n'a pas besoin d'un président qui tombe* » mais surtout, « *on se fatigue pas en politique* ». La répétition symétrique du verbe d'action « *tomber* » est la traduction de la grande faiblesse physique des adversaires.

Un autre orateur de la Sorbonne, le Cafarmatologue⁵⁶³ a tenu le commentaire suivant :

« Moi j'ai mon frère qui est Gagnoa. Il dit que par curiosité lui il est allé au stade. Mais quand Alassane est tombé son caleçon était ouvert et sa pine⁵⁶⁴ trainait comme ça. [Rires de la foule] Et

⁵⁵⁹ Paludisme.

⁵⁶⁰ Ils ne veulent pas.

⁵⁶¹ Qu'il aille se reposer.

⁵⁶² On ne tombe pas.

⁵⁶³ Jeu de mots composé de cafard et de logos qui signifie donc l'expert en sciences des cafards. Cet orateur est particulièrement connu pour la vente de produits aphrodisiaques locaux avec un marketing particulièrement suggestif. Ses ventes sont soutenues par des mimiques de l'acte sexuel avec un phallus taillé en bois.

⁵⁶⁴ Sexe masculin.

puis il dit sa pine n'est même pas coupé⁵⁶⁵. Blakro. Mais comme lui il est rapide il a pris photo lui et puis ses camarades. Mais comme les RDR ils ont eu honte ils ont fermé le portail du stade et puis ils ont arraché tous les appareils parce qu'ils savaient que ça là, nous on allait montrer aux gens ». [7 août 2009]

Fidèle à son style de communication, le cafarmatologue ne manque pas l'occasion, comme à son habitude, de tourner en ridicule le président du RDR au point de verser dans un langage particulièrement bas. Le style grossier se lit à travers l'indexation des organes génitaux avec les mots « caleçon », « pine », « sa pine n'est pas coupé », « Blakro ». La référence au sexe notamment à l'incirconcision de l'homme vise à jeter l'opprobre sur lui. D'autant plus qu'en Afrique la circoncision est une pratique fort répandue, il est anormal pour un homme de conserver son prépuce jusqu'à l'âge adulte. La force de cette coutume se perçoit dans les efforts déployés par les sociétés africaines dans leur ensemble pour construire des rites d'initiation pour organiser le passage de l'enfance à l'âge adulte. Et la circoncision occupe une place de premier choix. Mieux, cet acte est la condition majeure des stratégies matrimoniales. La circoncision confère non seulement le droit de rentrer dans la classe des adultes mais cette transition est matérialisée par le mariage. Les incirconcis sont appelés « Blakro », c'est-à-dire incirconcis. Par extension le mot fait référence aux enfants.

Les allusions aux organes génitaux est une stratégie qui tend à présenter le leader du RDR comme un enfant. Donc indigne de gérer un Etat. Le ridicule transparaît par les cris de joie et les rires qui fusent de la foule. C'est aussi un signe d'approbation.

La réplique aux injures préférer par les « agoras » et « parlements » est tout aussi violente dans les « grins ». A 'la plage', un membre de ce « grin » explique :

« Les gens là ils n'ont pas honte o. Les bêtes gars⁵⁶⁶ comme ça, quand Gbagbo vient se promener avec sa grosse pine⁵⁶⁷ derrière sa femme Sénoufo là eux ils croient que nous on le voit pas. Hein, on le voit mais c'est parce que nous notre problème là c'est comment les ivoiriens vont manger, comment ils vont se soigner. Voici les vraies questions. Nous on rentre pas dans caleçons des gens pour chercher des choses bizarres bizarres ». [K. août 2009]

L'orateur tente de retourner la situation en parlant d'un autre sujet, les « vraies questions » : le logement, l'alimentation, la santé. Et pour mieux souligner la hauteur du RDR il martèle que « on ne rentre pas dans caleçons des gens ». Pour lui, le RDR ne s'intéresse pas aux questions qui se situent en dessous de la ceinture.

⁵⁶⁵ Le leader du RDR serait incirconcis.

⁵⁶⁶ Idiots.

⁵⁶⁷ Grand sexe.

Heureusement pour le RDR, au moment où les débats battaient leur plein, on annonce la venue du Révérend Jessie Jackson. Il est l'invité spécial du 4^{ème} sommet du COJEP de Charles Blé Goudé qui fait une grande tournée dans les « agoras » et « parlements » pour mobiliser les patriotes. L'apothéose de son programme prévoit une grande rencontre entre le Révérend et les jeunes au complexe sportif de Yopougon⁵⁶⁸ le 13 août 2009. A la fin de la manifestation, dansant avec son épouse et certains membres de son staff sous les airs de la chanson "Babatchè" de Petit Yodé et l'enfant Siro, le podium s'écroule en entraînant dans sa chute tout le monde. Son épouse et un autre membre du staff Jackson sont blessés.

Cet incident donne l'opportunité aux « grins » de prendre leur revanche sur les « agoras » et « parlements ». K. revient à la charge avec des propos violents :

« Tu vois Dieu dors pas. Ils ont crié wo wo wo jusqu'en Dieu qui aime Alassane l'a vengé. Dieu, là ôôô, faut pas jouer avec lui. Gbagbo a donné l'argent pour recevoir le vieux là mais comme ils sont corrompus ils ont bouffé l'argent⁵⁶⁹ là. Ils sont allés payer contreplaqué⁵⁷⁰ 2 pour 5 francs⁵⁷¹ là pour venir mettre dessus. Tout ça pour faire tomber le vieux là. Les voleurs comme ça. Blé Goudé avec sa grosse tête chauve là, il est venu nous embrouiller Jesse Jesse Jesse, gninninssi⁵⁷² ouais, babiè⁵⁷³ comme ça. Tu veux nous yèè⁵⁷⁴ pour rien comme ça. Ils ont pris drap⁵⁷⁵. Mais ça vient sur eux⁵⁷⁶, la prochaine fois c'est souroukou⁵⁷⁷ lui-même qui va prendre sol⁵⁷⁸. Tchourourrr⁵⁷⁹! ». [K. Août 2009]

K. commence son intervention par une référence à Dieu. Il voit la chute du révérend comme une sanction divine. Les patriotes sont sanctionnés pour avoir tourné en dérision Alassane Dramane Ouattara. Ce dernier est présenté comme un élu auquel on ne touche pas sans s'attirer les foudres de Dieu. Car « Dieu ne dors pas », il veille sur « Alassane ». Les onomatopées sont mobilisées pour renforcer le sens de ses propos. Les « wo wo wo » montrent l'intensité et toute la violence des discours des patriotes. Le « ôôô » marque un arrêt pour montrer toute l'importance mais la puissance de Dieu. « Tchourourrr » est une injure pour signifier le dégoût, le sentiment de colère vis-à-vis des patriotes. K. fait ressortir les

⁵⁶⁸ Ce stade sera nommé par le maire Gbamanan Djidan Félicien, membre du FPI, à compter de ce jour stade Jesse Jackson de Yopougon pour honorer l'invité.

⁵⁶⁹ Bouffé l'argent : détournement l'argent à d'autres fins.

⁵⁷⁰ Planche.

⁵⁷¹ A vil prix.

⁵⁷² Injure.

⁵⁷³ Injure.

⁵⁷⁴ Mot malinké qui signifie détourner de l'argent.

⁵⁷⁵ Ils se sont rendu compte, avec regrets.

⁵⁷⁶ Le malheur va s'abattre sur eux dans un délai proche.

⁵⁷⁷ Mot malinké qui signifie lièvre. L'allusion traduit selon eux, la duplicité du Président Gbagbo qui ne respecte aucun engagement. Il ne respecte pas aussi sa parole.

⁵⁷⁸ Tomber.

⁵⁷⁹ Faire la moue.

différents maux qui minent le régime de Gbagbo : corruption, détournement de deniers public, inconstance, duplicité. Du reste une épée de Damoclès plane sur la tête du Président de la République, s'il n'y prend garde c'est lui qui sera la prochaine victime, « *il va prendre sol* ». La symbolique animale, par rapprochement de « *souroukou* », le lièvre et « *Gbagbo* », l'homme traduit cette situation.

Mais on peut avec Abdou Touré mettre cet incident du leader du RDR au compte d'une faiblesse passagère. En effet, prédestiné à un destin fabuleux et fils de chef, fondateur de Kong, il est l'« *homme de la force, de la puissance* ». Alassane est le descendant de Sékou Ouattara, un *Kèlè-Mansa*⁵⁸⁰. Il est un grand stratège et représente l'idole des jeunes guerriers de l'empire de Kong. La puissance et la force de ce leader est traduit par ces militants (femmes, enfants, jeunes) par le surnom « *môgô*⁵⁸¹ *puissant* »⁵⁸². Au cours des grandes manifestations ils scandent « *Pissanci*⁵⁸³ ! *A mangni dè ! ADO Pissanci ! Amangni dè !* ». On peut la traduire en « La puissance ! La puissance d'Alassane Dramane Ouattara est à craindre ! ». L'incursion de ce slogan de prédestination dans les chansons de soutien au leader du RDR a des origines vagues. Pour un militant de longue date rencontré à Korhogo :

« *ADO c'est la puissance. Depuis il est venu les gens font tout mais il est là. Il bouge pas. Tout le monde parle sur lui mais y a rien* ». [K. septembre 2009]

Pour ce militant le slogan « *ADO pissanci* » semble venir de nulle part. Mais on pourrait le lié à la trajectoire politique de ce dernier. Depuis ses prétentions de devenir Président de la République de Côte d'Ivoire, il mène des combats qui sont interprétés comme des actes de persécution. D'où l'élaboration de ce slogan qui fonctionne comme un remède pour conjurer le mauvais sort qui s'acharne sur lui. C'est du reste dans le cadre de cette lutte que Alassane Dramane Ouattara est devenu le héros de cet affrontement, le « *brave tchè*⁵⁸⁴ » qui va abattre les méchants bandits. Le surnom « *brave tchè* » fait référence aux films westerns qui mettent en scène deux grandes catégories d'individus. D'un côté, se trouve le méchant qui joue le mauvais rôle, on l'appelle communément le « *chef bandit* » et de l'autre, le bon, l'acteur positif en général nommé le « *brave* ».

Les transactions autour de ces incidents sont axées sur l'état de santé des leaders politiques. Chaque espace tente de présenter son leader sous ses meilleures apparences. C'est une technique de disqualification de l'adversaire dans la compétition électorale. Les affections

⁵⁸⁰ Général en langue malinké.

⁵⁸¹ Mot malinké qui signifie homme.

⁵⁸² Touré, *Alassane Dramane Ouattara. Destin et liberté*, op. cit., p. 92.

⁵⁸³ Déformation du mot Puissance.

⁵⁸⁴ Tchè est un mot Malinké qui signifie homme.

(faiblesses, évanouissement, malaise) et les qualités (course, enchaînement de meetings) fonctionnent comme des marqueurs qui donnent droit ou pas à l'exercice de la fonction de Président de la République.

Le corps est le siège des antagonismes. Mais ce corps prend de la valeur ajoutée quand il concerne des personnes qui remplissent un rôle particulier dans la société. Le corps du prince est sanctuarisé de sorte que tout état de faiblesse physique lui est refusé. Car il incarne à lui seul toutes les énergies créatrices, la force hégémonique et conquérante du peuple qu'il représente.

D'une manière particulière, le débat sur le corps du prince dans ces espaces est le surgissement de la perception ancienne du corps du prince en Afrique. Dans l'Afrique ancienne et même de nos jours, la santé des rois est un sujet hautement sensible. Au point où lorsqu'un roi décède, on emploie des euphémismes pour l'annoncer. Dans les sociétés Akan on dira pour annoncer la mort « *Le roi a mal à la dent* » ou « *le roi s'est mal couché* ». La stature du roi est tel qu'il est inhumé avec ses plus fidèles sujets. Cela conduit à la mise à mort de plusieurs personnes qui « *accompagnent le roi dans son dernier voyage* ». Dans les sociétés modernes la disparition des chefs d'Etats est appréhendée avec frayeur par les populations. Le corps du prince est marqué par une présence physique et symbolique puissante (McGovern 2007). Elle est parfois accompagnée de troubles eu égard aux rivalités de succession. Le cancer du Président Félix Houphouët Boigny jusqu' sa mort en 1993, les décès des Présidents Sékou Touré (en 1984) et Lassana Conté (en 2009) de la Guinée Conakry, la longue maladie de Umaru Yar'Adua au Nigéria et plus récemment l'opération de Bouteflika en Algérie sont des cas qui illustrent cette situation. La mort des leaders est traitée de façon symbolique par le surgissement d'histoires qui viennent peupler les imaginaires politiques : disparition des corps physiques, réincarnation, résurrection, etc. Cela participe des stratégies de conservation symbolique du pouvoir transcendantal du chef qui, comme Jésus, peut vaincre la mort. Ces mythes sont construits et véhiculés dans les espaces pour rendre compte de l'invincibilité des leaders (Adler 1982:196).

Toutefois, si le corps du prince demeure sacré, celui du citoyen lambda est profane. Transposé dans l'espace public sans être auréolé de la charge symbolique du prince il s'expose, il se livre aux regards de tous pour servir la cause de la République. Les enquêtes de terrain ont permis de constater l'usage de la nudité dans la participation politique. Au cours des manifestations de masses comme les marches et les meetings certains manifestants exposent leurs corps en se mettant à moitié nu ou en exhibant leurs parties intimes : dessous, postérieurs, seins. Ces scènes d'exhibition s'accompagnent de pas de danses et de chants qui

miment des combats. En 2004, des femmes ont été aperçues dans la file de marcheurs en compagnie de certains membres du TPCA seulement vêtues de cache-sexes communément appelés « *Kodjo* ». Barbouillées de kaolin sur tout le corps leurs seins étaient dévêtus. D'autres, en frémissant comme si elles étaient possédées par un esprit portaient un petit short avec un soutien en tenant un petit récipient ou un canari rempli d'un liquide ou d'une poudre blanchâtre qu'elles répandaient dans tous les sens comme pour exorciser l'espace. Un jeune a exhibé son sexe vers les soldats français en faction devant l'hôtel Ivoire. A l'image d'une bande joyeuse d'enfants, les femmes dansaient et narguaient à certains moments les soldats en leur montrant de temps à autre, leur postérieur. On a observé ce phénomène lors des affrontements entre les jeunes patriotes et les jeunes du RHDP à Abobo. En outre on a assisté à des travestissements au cours desquels des hommes se déguisaient en femmes en mimant des démarches languissantes pour séduire ou repousser les avances d'un homme.

Photo 4 : A la Sorbonne, jeune patriote au corps peint



Source : enquête, octobre 2010

D'autres scènes similaires ont été aperçues lors des manifestations organisées par les femmes pour protester contre la cherté des produits de première nécessité en avril 2008⁵⁸⁵. Le

⁵⁸⁵ [En ligne] Disponible sur : <http://www.afriblog.com/blog.asp?code=silueoumar&no_msg=7293> (Consulté le 14 mars 2010)

06 mars 2010 le groupe d'artistes musiciens Magic System a participé à la rencontre de la jeunesse du camp présidentiel au stade Champroux avec certains de ses leaders. De jeunes gens ont exposé leurs fesses aux policiers qui maintenaient l'ordre au cours des actions populaires de protestations de l'opposition contre le report des premières élections de 2005. En juin 2009, les femmes ont exposé leurs parties intimes au Gabon à la veille de la cérémonie de prestation de serment du Président Ali Bongo Ondimba.

Le sens de ses spectacles qui met en évidence le nu est à rechercher dans les traditions africaines en générale et ivoiriennes en particulier. Henriette Dagri Diabaté faisait référence à l'usage du nu comme arme de résistance par les femmes contre les abus des colons, notamment l'arrestation des membres influents du PDCI-RDA. C'est la marche des femmes sur Grand-Bassam qui l'a enclenchée. Elle raconte qu' « *autrefois, en cas de menace grave, de guerre surtout, « pendant que les hommes manipulaient le fusil », les femmes Akan pour détourner le mauvais sort exécutaient une danse que les Baoulé appellent adjanou, les Agni momomé. Armées de vieux fusils, de bâtons, ou de pilons simulant des fusils, elles parcouraient le village d'un bout à l'autre scandant leurs chants par le martellement de leurs armes sur le sol. De nuit, c'étaient nues, le corps enduit de kaolin, que les femmes dansaient l'adjanou* » (Diabaté 1975:25-26). Elles utilisaient des méthodes osées pour obliger les policiers africains à détourner le regard. Elle poursuit en disant que : « *celles qui se trouvaient hors d'atteinte dansaient sur la chaussée, se mettaient nues et proféraient des injures, jetant sur le service d'ordre des bouteilles, des pierres, des noix de coco, de la vase, etc.* »⁵⁸⁶.

Le nu avait pour fonction d'attirer la malédiction sur les ennemis du PDCI-RDA⁵⁸⁷. Le vase de nuit d'une femme renverser sur une personne de même que recevoir sur soi ses dessous (coton, linges) hygiéniques en périodes de menstrues sont également susceptibles de porter malheur. Les traces de cette forme de manifestation sont également identifiées par Galy pour qui « (...) *la nudité et les peintures de guerriers, leurs scarifications se retrouvent de manière inattendue dans les manifestations abidjanaises : sous Houphouët Boigny, des manifestations de femmes nues devant la présidence avaient réussi à fortement perturber les forces de répression, heurtées par un très fort interdit culturel* » (Galy 2004:125). C'est l'ensemble de ces idées que l'on retrouve dans presque toutes les sociétés africaines qui assimilent les parties intimes de la femme à la malédiction. Dans une perspective bourdieusienne, cette attitude relève d'une construction sociale du corps féminin qui conçoit le vagin socialement constitué en objet sacré (Bourdieu 2001:31).

⁵⁸⁶ Ibidem, p. 48.

⁵⁸⁷ Propos de l'une des manifestantes transcrits par Kliza Manzon une enquêtrice.

Dès lors, cet organe consacré est soumis à un critérium de règles durkheimiennes qui le range dans des normes strictes d'évitement ou d'accès qui déterminent très rigoureusement les conditions du contact sacré, c'est-à-dire les acteurs, les moments et les actes légitimes ou profanateurs. Et « *c'est évidemment parce que le vagin continue à être constitué en fétiche et traité comme sacré, secret et tabou, que le commerce du sexe reste stigmatisé (...)* »⁵⁸⁸. C'est donc se livrer à une violence symbolique sur la femme en voyant cet organe dans un lieu ou un moment non consacrés. En revanche, le sexe masculin est associé à l'érection phallique qui concentre une dynamique vitale de la reproduction naturelle, le pouvoir. Du fait de sa noblesse et de son aspect magistral il ne doit être saisi que dans un contexte de miction ou de reproduction⁵⁸⁹. D'où son versement dans le lot des objets sacrés de Durkheim.

Perçues comme telles, les parties génitales véhiculent des idéologies de puissance, de suprématie et de domination. Ils charrient également la malédiction et le stigmatisme traduit dans les complexes d'Œdipe ou de Diane. Ce sont des armes qui sont susceptibles d'invoquer des sanctions divines (décès accidentels, malchance, etc.) et physiques (échecs, blessures, etc.).

IV.3. L'expressivité verbale des leaders politiques

Aucun geste n'échappe aux EDR. Ils observent scrupuleusement tous les faits et gestes des leaders politiques. L'expression non verbale est l'ensemble des pratiques (mimique au cours des interventions orales, démarche, etc.) en dehors de l'oralité. Cela passe de la simple manière de marcher au regard ou la façon de rire, etc. Tous ces éléments rentrent dans le processus de construction du style du leader politique. Mais l'expression verbale des leaders rend compte de la volonté de jouer un rôle dominant. Le langage verbal est un marqueur identitaire qui permet l'identification, le rapprochement et même à l'occasion le rejet. Chaque leader de parti tente d'être proche de ses partisans par le langage.

Les discours des hommes politiques sont récupérés par ces espaces. Soit ils font l'objet de vives critiques soit ils sont réinvestis dans les propos des membres de ces espaces. On peut avancer qu'ils partagent des pratiques discursives et symboliques. Ces échanges s'appuient sur un langage partagé auquel participent activement les militants pas seulement en tant qu'audience mais en tant que producteurs du discours ordinaire. La rhétorique des leaders se retrouvent dans les propos des membres des EDR. Les interventions du Président Gbagbo se retrouvent dans les « agoras » et « parlements ». On le perçoit dans ces propos de cet orateur :

⁵⁸⁸ Diabaté, *La marche des femmes sur Grand-Bassam*, op.cit., p. 31

⁵⁸⁹ Bourdieu, *La domination masculine*, op. cit., p. 27.

« Nous sommes en phase avec le Président Gbagbo. Il s'adresse à son peuple avec un langage simple que tout le monde comprend ». [L. septembre 2009]

Les propos de cet orateur permettent de mesurer le lien fort qui existe entre le Président et ces espaces qui lui sont proches. Les deux sont « *en phase* ». Le prochain intervenant est encore plus explicite que le premier :

« Les accords de Ouagadougou ont calmé la situation. Aujourd'hui la guerre est finie, la guerre est finie. Aujourd'hui on parle de désarmement. C'est de ça qu'il s'agit, wàlaaa⁵⁹⁰ ! ». [K. septembre 2009]

En l'écouter, on perçoit la répétition symétrique qui transpire dans les propos du Président quand il parle par la reprise de « *la guerre est finie* ». On peut penser que c'est Gbagbo qui parle. Ces similarités discursives sont non seulement le signe de la connexion du Président avec ses espaces mais surtout de la puissance du discours de ce dernier en termes d'influence. En effet, dans le cadre du dialogue direct entre le Président et Soro Kigbafori Guillaume en 2007 alors secrétaire général des forces nouvelles à Bouaké, Gbagbo a prononcé un discours. Au milieu de son intervention, il a répété 4 fois la phrase « *La guerre est finie* ». Dès le lendemain, ce bout de phrase était repris en boucle à la « Sorbonne » et au TPCA. Elle a eu un retentissement tellement important qu'elle s'est retrouvée sur d'autres supports⁵⁹¹. On a observé cette même situation plus récemment après la double dissolution du gouvernement et de la CEI par le Président Gbagbo. Au cours d'un déplacement à Yamoussoukro, dans son intervention le Président dit que « c'est la fin du *Western* ». Le lendemain, le mot « *Western* » était repris à profusion à la « Sorbonne » et au TPCA.

Dans les « grins », les discours sont également colorés des propos des leaders. Le rapprochement se lit dans les pratiques discursives. Le RDR a organisé sa 2^{ème} convention à Yamoussoukro en 2008. Dans son allocution le Président a tenu ses propos : « *Il faut bloquer la machine ivoiritaire du FPI. Nous sommes en route pour la présidence* ». Le lendemain, les « grins » se saisissent de ces propos pour soutenir leurs arguments. Un membre du « grin » d'Adjamé le retranscrit en ces termes :

« *Le FPI veut empêcher l'enrôlement parce qu'ils n'ont pas de militants. Mais tchoco tchoco⁵⁹², nous on est en route pour la présidence. On va les balayer, ils vont voir* ». [K. octobre 2008]

A Korhogo, le discours n'a pas changé. La récupération des propos du leader du RDR se retrouvent à « La mafia ». Un membre souligne cela ainsi :

⁵⁹⁰ Onomatopée pour exprimer la fin de l'action décrite par l'orateur.

⁵⁹¹ Tee-shirt notamment

⁵⁹² Onomatopée en langue locale qui signifie en dépit de.

« De toute façon, ils n'ont ka faire ce qu'ils veulent. Nous on est sereins ? C'est como como⁵⁹³ nous on est en route pour la présidence. On arrive. La machine ADO est lancé et ça là, ya rien on peut faire dans ça⁵⁹⁴. Ou bien ? ». [L⁵⁹⁵. octobre 2008]

Eu égard aux propos des interlocuteurs, les « grins » sont « *en route pour la présidence* ». Ils sont inscrits dans le projet de conquête du pouvoir du RDR. Depuis quelques temps, ils tournent en dérision le nom de l'ensemble des entités qui soutiennent le FPI. En lieu et place de La Majorité Présidentielle (LMP) ils parlent plutôt de La Minorité Présidentielle (LMP). Le faisant, ils s'accordent avec tous les partis coalisés du RHDP.

Les EDR apparaissent comme des espaces qui jouent un rôle actif dans les modes de gouvernance et d'institution auxquels ils se soumettent. Ils prennent part à la construction des imaginaires politiques. Mais ils fonctionnent surtout comme de véritables « *machines* » de propagande programmées pour répercuter les messages des leaders politiques⁵⁹⁶. A partir de pratiques discursives on assiste au fonctionnement idéologique du discours dans le camp politique (Robin 1973). Les idéologies véhiculées par ces discours sont ancrées dans des mots qui, parfois peuvent paraître simples voire ironiques.

La diffusion des idéologies mobilise le corps qui devient à la fois siège et vecteur des idées. Les leaders subissent les regards des EDR qui les font et les défont sur la base de leur apparence. Ainsi, est bon ce qui est beau. La disgrâce, même naturelle n'est pas tolérée. Ainsi, une bedaine passe pour être le signe d'une mauvaise gestion de la chose publique quand un corps athlétique et un ventre d'Apollo traduisent la rigueur et le sérieux. La protection de ces corps sanctuarisés parce que sortis de la catégorie de celle des personnes ordinaires n'est pas innocente. Ici, « l'habit fait le moine », mieux, « on reconnaît le moine par la parole sainte ». Les propos qualifient, détruisent ou construisent la personnalité pour mieux diffuser les idéologies dans le corps social.

IV.4. Jeux de mots, jeux de vilains⁵⁹⁷ : déconstruire pour construire

La diffusion des idéologies emprunte le canal de mots chargés de sens particuliers. La rhétorique mobilisée ici est de disqualifier l'adversaire en révélant des registres dégradants de sa personnalité. Pour ce faire, on s'intéresse à sa santé physique (beauté physique et morale), sa sexualité, ses capacités intellectuelles, etc.

⁵⁹³ De l'italien, signifie ici comment dans le sens de quelle que soit la situation, en dépit de la situation.

⁵⁹⁴ Rien ne peut entraver la marche du parti vers le succès.

⁵⁹⁵ L. a participé à la 2^{ème} convention à Yamoussoukro au titre de militant du RDR venu de Korhogo. Nous l'avons rencontré après la convention.

⁵⁹⁶ Arnault, op, cit., p. 11.

⁵⁹⁷ Ce titre est inspiré du titre d'un article de Comi Toulabor.

Le déclenchement de la crise de septembre 2002 a fonctionné comme une boîte de pandore. Elle a libéré tous les démons de la perversité. Les EDR s'attachent à présenter leurs adversaires sous des postures disgracieuses et humiliantes. On a assisté dans ces espaces à des débats autour de l'orientation sexuelle des acteurs politiques. Ces derniers, pour les plus connus sont regroupés en 2 grandes catégories : les Barons qui désignent l'ensemble des anciens dignitaires du PDCI et les Refondateurs, les membres du FPI. De part et d'autre des 2 groupes, les partis s'attaquent en mettant l'accent sur la sexualité des uns et des autres.

Ainsi, les Refondateurs sont accusés d'être volages et pervers. La presse proche de l'opposition se fait l'écho d'une montée de dépravation des mœurs (bars, maquis, prostitution, pédophilie, tourisme sexuel, etc.) en incriminant certaines autorités du pouvoir FPI qui laisseraient empirer les choses⁵⁹⁸. En effet, « *L'impuissance des autorités policières et politiques face à tout ce désordre est patente. (...) La région, l'ethnie, le sexe, les relations ont remplacé un système d'évaluation jadis construit sur le travail et le mérite. Il ne reste plus rien des beaux discours ; la guerre, selon la classe dirigeante, est la cause de tous nos malheurs. Pourtant les anecdotes sur la perversité (sexe, frivolité, orgies et prostitution) de certains Refondateurs font florès. Comme quoi, les dirigeants, loin d'être des modèles, sont à la base du développement exponentiel de l'industrie du sexe* »⁵⁹⁹.

En plus de son épouse, Simone Ehivet Gbgagbo, le président de la République entretient une autre relation avec Nady Bamba, Directrice de TV Cyclone⁶⁰⁰. En sus, les rumeurs lui prêtent une relation avec une journaliste de la 1^{ère} chaîne de la télévision ivoirienne⁶⁰¹. On accuse même le Président de la République d'avoir couché avec la fille de l'un de ses plus proches collaborateurs. Baï Patrice, un de ses collaborateurs en charge de sa sécurité a épousé une célèbre artiste-chanteuse en dépit de son union avec son épouse légitime. Le Directeur du Port Autonome d'Abidjan (PAA), militant du FPI aurait pour maîtresse lui aussi une artiste-chanteuse⁶⁰². Les « grins » récupèrent ces informations qui circulent partout et se prononcent à leur tour :

« Les gens là, c'est femme seulement qui est dans leur tête. Gbagbo même c'est le plus dangereux il a deux femmes mais il cherche enfants de ses camarades. Il a enceinté la fille de Mamadou Koulibaly. Hé ! Mon frère, ça là c'est pas malédiction ça, allez baiser⁶⁰³ enfant de ton ami. Mais

⁵⁹⁸ Le Temps, spécial, N° 3 du 10 au 16 septembre 2008.

⁵⁹⁹ Nuit et jour, N° 293 du vendredi 09 au dimanche 11 octobre 2009.

⁶⁰⁰ Le Kpakpato, N° 22 du 30 novembre au 14 décembre 2009.

⁶⁰¹ Star Magazine, N° 0323 du mercredi 21 au mardi 27 janvier 2009.

⁶⁰² Star Magazine, N° 0323 du mercredi 21 au mardi 27 janvier 2009.

⁶⁰³ Coucher avec.

voilà pourquoi ils ont tous les problèmes pour gérer là. Ils ont payé les Rav4⁶⁰⁴ pour donner aux petites filles tu les vois elles roulent dedans à Abidjan ici. Au moment où nous on se serre⁶⁰⁵ ici à Abobo, eux ils ont pris maison pour les petites filles là en zone 4 dans les maisons cheres cheres là. Pauvre là faut pas lui donner pouvoir dèh. Il va vouloir avoir toutes les jolies femmes d'Abidjan ». [A. janvier 2010]

Les Refondateurs sont des obsédés sexuels qui n'ont que la « *femme dans leur tête* ». Ils poussent la perversité au point de faire des enfants avec la progéniture de leurs amis. Pour parvenir à leurs fins, ils n'hésitent pas à couvrir leurs amantes de cadeaux, entre autres des voitures de luxe et des appartements. Cette transaction s'effectue au détriment du bien-être des populations qui vivent dans des conditions de vie difficiles. Toutes ces pratiques qui ont cours visent à dénigrer le FPI. Il s'agit de salir leur réputation en les faisant passer pour des personnes immatures, inconséquentes. Donc inaptes à gouverner la Côte d'Ivoire. Portés sur la sexualité, ils n'ont pas la hauteur d'esprit de se concentrer sur la gestion des affaires sérieuses qui relèvent du bien-être des populations. Le développement de la prostitution favorise la réalisation de relations sexuelles commercialisées (Kouassi 1986).

Le phénomène prend de l'ampleur et on parle maintenant de « *gourous de la mort* ». C'est un scandale qui touche particulièrement l'opposition, notamment le RDR. Les personnalités de l'opposition sont toutes concernées. Aussi, « *pour entretenir leur puissance et leur fortune, de grandes personnalités du pays demandent à déféquer ou à uriner sur des filles, en échange de fortes sommes d'argent* »⁶⁰⁶. On les accuse d'homosexualité. Ils sont accusés de sodomie sur des enfants⁶⁰⁷. Les attaques sont particulièrement virulentes sur la personne de Hamed Bakayoko qui passe pour être, selon les acteurs de ces espaces, un personnage haut en couleurs. Invité à la « Sorbonne », Charles Blé Goudé affirme :

« On se connaît dans ce pays. On dit que les Refondateurs sont des voleurs qu'ils construisent des châteaux partout. Mais eux au moins ils laissent l'argent ici au pays en construisant en Côte d'Ivoire. Et eux ? Ils ont caché tout l'argent du pays dans les banques suisses pour enrichir les blancs. On dit on cherche les petites filles, qu'on leur donne des voitures et des maisons. Mais nous au moins on cherche femme. Et eux ? Ils vont chercher garçon, c'est bon ça ? Des ministres qui traînent dans tous les sales bars climatisés d'Abidjan ils vont parler sur nous aussi ? Des gens qui couchent avec garçons. Pire ils pissent⁶⁰⁸ et puis ils chient⁶⁰⁹ sur les filles pour rester au

⁶⁰⁴ Marque de voiture de type 4X4.

⁶⁰⁵ Vivre dans des habitations de petites dimensions.

⁶⁰⁶ Prestige, N° 16 du 17 au 23 mars 2009.

⁶⁰⁷ Allo Police, N° 020 du 11 au 17 janvier 2010.

⁶⁰⁸ Uriner.

⁶⁰⁹ Déféquer.

pouvoir. Nous là, on discute pour conquérir le pouvoir, on ne se néglige pas dans les déchets ».
[Juillet 2008]

Un orateur du TPCA emboîte le pas à Blé en ces termes non moins significatifs :

« Eux ils disent que les Refondateurs sont des amoureux, ils cherchent les petites filles. Ce qu'ils oublient c'est que Dieu parle de la femme et de l'homme dans le couple pas de homme et homme. Eux ce sont des pédés⁶¹⁰, des baiseurs de cuits⁶¹¹ de garçons. Hamed Bakayoko un gros pédé comme ça il a fini⁶¹² avec tous les garçons de Nostalgie⁶¹³. Tout le monde est au courant de ça⁶¹⁴ à Abidjan ici. Lui il va nous dire quoi ?⁶¹⁵ ». [S. septembre 2009]

Les propos des deux interlocuteurs se rejoignent dans le sens de la destruction des hommes de l'opposition. Ils se livreraient à l'homosexualité et à certaines formes de perversité comme la pédophilie, la scatologie et l'urologie. Ces vices les disqualifient auprès des électeurs potentiels. Ces défauts sont connus de tous car ils les traînent depuis longtemps. De ce fait, dans leurs discours les orateurs s'épanchent largement sur ces déviations sexuelles. L'objectif visé est de les présenter comme des malades mentaux inaptes à l'exercice des hautes fonctions de l'Etat.

Les sujets qui concernent la situation sexuelle des individus concernent également d'autres acteurs qui sont de loin ou de près impliqués dans la crise de septembre 2002. Par extension, on se réapproprie d'autres cas pour servir la diffusion des idéologies. Les scandales touchent également les soldats de l'ONUCI. Certains d'entre eux sont impliqués dans des abus sexuels sur des mineurs à Man et Korhogo⁶¹⁶. Avant que la lumière ne soit faite sur cette affaire les auteurs présumés de ces viols ont regagné leur pays en raison de « *rotation des troupes* »⁶¹⁷.

Les forces impartiales sont traitées durement dans les « agoras » et « parlements ». Un des orateurs parle d'eux :

« Ceux-là, ils sont venus se promener. Y a⁶¹⁸ pas guerre ici. Ils roulent dans les grosses voitures climées⁶¹⁹, ils sifflent nos drogba⁶²⁰, ils mangent nos garba et puis la nuit ils grè⁶²¹ nos femmes

⁶¹⁰ Homosexuels.

⁶¹¹ Anus dans le sens d'homme qui couche avec les hommes.

⁶¹² Coucher avec tous les hommes.

⁶¹³ Radio commerciale Nostalgie.

⁶¹⁴ Tout le monde en est informé.

⁶¹⁵ Il n'a pas de leçons à nous apprendre.

⁶¹⁶ L'Inter, N° 3015 du lundi 02 juin 2008.

⁶¹⁷ L'Inter, N° 3014 du samedi 31 mai et dimanche 1^{er} juin 2008.

⁶¹⁸ Il n'y a pas.

⁶¹⁹ Véhicules climatisées.

⁶²⁰ Siffler : boire dans ce sens, boire la bière 66 plus connue en Côte d'Ivoire sous le nom de Drogba.

⁶²¹ Ils couchent avec nos femmes.

pour mettre dessus⁶²². Voilà tout leur travail. Ou bien ? C'est tout ce qu'ils font. C'est tellement doux dans eux⁶²³ que y en a même qui ont bri⁶²⁴ nos sœurs à Man. Des gens comme ça. Si c'est pas à ko de⁶²⁵ guerre est-ce que Souraka⁶²⁶ peut avoir Ivoirienne⁶²⁷. Jamais ! Des gars qui sentent comme ça⁶²⁸ ». [T. décembre 2009]

Les propos de l'orateur traduisent les perceptions qui sont attachées aux forces impartiales en Côte d'Ivoire dans ces espaces. Pour eux, les soldats des nations unies ont des règles d'engagements légers. Ce qui leur donne tout le loisir de s'adonner à des activités ludiques et même licencieuses comme l'alcool, le sexe et le viol. L'identité négative projetée par ces derniers les met en relation avec l'hygiène corporelle. Il s'agit de leur enlever toute capacité de respecter les règles de vie les plus élémentaires dans la vie d'un être humain : prendre un bain. Cette catégorie d'hommes n'est donc pas en mesure de ramener la paix et la sérénité. Ces jouisseurs doivent donc songer à se laver avant de s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats. Cette idée explique en partie les appels au retrait de ces forces par les orateurs et les leaders de la galaxie patriotique.

Les EDR fabriquent à leur façon des identités. En impliquant les autorités dans des scandales ils tentent de les hisser au stade d'icône de pervers. Ils le font consciemment car ils savent que la sexualité des personnes publiques intéresse les individus qui les suivent. En les présentant comme tels avec leurs défauts, leurs ambiguïtés sexuelles, ils espèrent déclencher l'ire, le rejet et le bannissement. Les sentiments d'homophobie socialement construits sur la base du rapport des sociétés africaines avec le sexe sont aiguisés pour attirer les sanctions sur les concernés (Bozon 2002).

Le nu est dévoilé par la vague du phénomène de transformation de sexe. Depuis quelques années on assiste à un développement du phénomène du 'bobaraba', 'bôchô' et 'bazouka' en Côte d'Ivoire⁶²⁹. Ces mots issus du groupe ethnique Malinké communément appelé Dioula renvoient à des pratiques qui consistent, avec des produits, à grossir ou à raffermir le postérieur, les hanches et les seins pour les femmes et à grossir et allonger le sexe, chez les hommes. C'est le genre musical Coupé Décalé, à travers une chanson des artistes chanteurs, DJ Mix et DJ Elloh qui a propulsé ce phénomène dans l'espace public. Le mélange

⁶²² Non content de boire la bière ils se paient le luxe de coucher avec nos femmes.

⁶²³ Ils apprécient tellement.

⁶²⁴ Bri : Violer, violenter une femme.

⁶²⁵ A ko de : à cause de.

⁶²⁶ Surnom attribué aux individus d'origine maghrébine en Côte d'Ivoire.

⁶²⁷ Peut posséder dans le sens de coucher avec.

⁶²⁸ Un préjugé les présente comme des individus malpropres qui n'ont pas d'hygiène.

⁶²⁹ Le jour, N° 1690 du samedi 9 et dimanche 10 mai 2009.

des genres et des âges est saisissant eu égard aux nombreux individus jeunes et vieux qui se bousculent pour se procurer ses produits qui se sont eux-mêmes banalisés.

L'incursion de ces « nouveaux corps » surdimensionnés dans l'espace public traduit de nouvelles logiques de construction de soi. Les mécanismes de dé(construction) des corps s'inscrivent dans des trajectoires sociales qui abolissent parfois les frontières entre le profane et le sacré (Rivière et Piette 1990). L'organe génital, les seins et les fesses relèvent de la chose la mieux cachée d'une société qui, quoique tirillée par les effets d'une modernité mise à nu par l'explosion de la communication, demeure attachée à ses coutumes (Segalen 1981). Le corps nu est normé, son exposition sur la place publique est proscrite par les coutumes que l'on retrouve dans les contes et les pratiques populaires. Mais jusqu'à une période récente, le corps est traîné sur la place publique par une génération hybride dont les imaginaires sont nourris par de nouvelles influences.

La « Sorbonne » et, dans une moindre mesure, le TPCA se livrent à une exhibition et un dévoilement du nu en public. Le premier espace s'empare de certaines affaires de dépravations sexuelles de manière provocatrice. Même si elle est incriminée comme pourvoyeuse de produits numériques prohibées, les commerçants se vantent de vendre les CD de l'affaire du scandale à la CECEP, éclate. Un film mettant en scène un cadre et un employé se distribue à la « Sorbonne »⁶³⁰. Quelques mois plus tard, une affaire du même genre survient à Fresco en incriminant cette fois un enseignant d'éducation physique⁶³¹ avec plusieurs femmes dont ses élèves⁶³². En février 2010, une vidéo circulant à la « Sorbonne » présente une candidate de l'émission « Star tonnerre » en train de tourner un film pornographique⁶³³.

En somme, la « Sorbonne » se livre à une sorte de vulgarisation du sexe. L'irruption de l'érotisme dans l'espace public découle de la sollicitation permanente du sexe. De la publicité à la littérature, de la télévision à la presse écrite, dans l'art, le théâtre, les signes érotiques ont saturés l'espace public ; la sexualisation de la société africaine s'exonère des anciennes règles disciplinaires qui ont pendant longtemps mis le nu à l'abri des plus jeunes (enfants, adolescents) (Hanry 1970). On peut avancer aussi que « le capitalisme a récupéré le sexe ».

⁶³⁰ Soir Info, N° 4435 du mardi 16 juin 2009.

⁶³¹ Au cours de la réunion de rentrée 2009-2010, le Ministre de l'éducation nationale, Gilbert Bleu-Lainé s'est prononcé sur la question en condamnant fermement les actes de l'enseignant pervers. Des mesures conservatoires ont été déjà prises à l'encontre du mis en cause. Les responsables locaux de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) veulent, pour leur part, « discuter avec les ministre Bleu-Lainé » au sujet de l'indélicat enseignant. Certaines organisations de défense des droits de la femme font entendre leur voix. Les parents et proches des femmes abusées par les auteurs de ses films (les partenaires hommes) tentent de réhabiliter l'honneur de leurs filles.

⁶³² L'Inter, N° 3389 du lundi 31 août 2009.

⁶³³ L'Inter, N° 3521 du vendredi 5 février 2010.

Désormais on ne cherche plus à réprimer l'instinct sexuel, à confisquer sa part de bonheurs charnels, mais au contraire à encourager sa libido de mille tentations, à libérer les corps dans la vaste économie libre-échangiste de l'amour tarifié. Aussi, les acteurs de l'industrie du sexe et de la pornographie se saisissent-ils des vertus flatueuses des principes cardinaux de la jouissance, grâce au consensus pornographique individuel et collectif pour vendre les corps (Deleu 2002:9). On assiste à une forme de sexualisation de la dérision pour diffuser les idéologies politiques. La rhétorique chargée de mots liés aux sexes (*grè*, *bôтчô*, *bazouka*, etc.) s'explique du fait que le politique donne accès aux ressources économiques et, par conséquent aux ressources sexuelles (Foucault 1969). Pour ce faire, les cibles sont mises en rapport avec une majorité consensuelle sensée représentée la norme. L'autre, la minorité à blâmer est couvert des stigmates au sens de Goffman (1973).

Un stigmaté est un attribut qui discrédite a priori son possesseur, et entraîne des sanctions sociales comme l'infériorisation, l'exclusion ou encore des violences physiques. Il insiste sur le fait que le stigmaté désigne moins un attribut qu'une relation dans laquelle le terme stigmaté (l'homosexualité, la scatologie, l'urologie et la pédophilie) est inséparable du terme opposé (l'hétérosexualité). Le stigmaté renvoie autant à la catégorie à proprement parler qu'aux réactions sociales qu'elle suscite et aux efforts du stigmaté pour y échapper ou pour dissimuler qu'il y appartient. C'est la réception sociale du stigmaté qui le constitue en tant que stigmaté, c'est donc bien le rapport à la majorité qui définit le stigmaté, et dans l'imaginaire de cette majorité, le stigmaté est la cause universelle de tous les goûts et de toutes les actions du stigmaté⁶³⁴. Goffman distingue les identités stigmatisables et les identités stigmatisées, deux conceptions qui appellent des stratégies de gestion différentes : la personne stigmatisable s'attache à la gestion de l'information à l'égard de son stigmaté (cacher ou dévoiler son homosexualité, ses penchants scatologiques, urologique ou pédophile) ; la personne stigmatisée doit gérer la tension entre la norme sociale et sa réalité personnelle (se confronter aux réactions hostiles). Ainsi « *le déviant est celui qui est pris, défini, isolé, désigné et stigmaté* ».

Ces deux types d'identités constituent les deux grandes phases de la vie de la sexualité ambiguë : d'abord la période qui précède le coming-out, durant laquelle l'identité reste stigmatisable ; ensuite celle qui le succède, lors de laquelle elle devient stigmatisée. Le stigmaté sépare d'abord les stigmatés de la majorité universelle. Mais les stigmatés sont aussi divisés entre eux par une hiérarchisation interne, qui valorise les plus « *normaux* » des

⁶³⁴ [En ligne] Disponible sur : <http://www.memoireonline.com/10/06/212/m_fan-club22.html> (Consulté le 13 avril 2009)

stigmatisés, et par une haine de soi, qui se projette sur les images de soi que renvoient les semblables. Ce constat se retrouve dans nos entretiens lorsque les enquêtés évoquent l'homosexualité des hommes politiques et le fait qu'il soit « *un gros pédé* » exclu du « *nous* », le groupe des normaux à qui « *Lui il va (...) dire quoi ?* ». Le stigmate de la sodomie est distillé dans les imaginaires de l'auditoire des EDR par une réinterprétation du péché de Sodome qui, colorée par la réprobation juive des mœurs grecques et ensuite par le sursaut chrétien à l'égard des « péchés contre nature », transforme l'homosexuel en un danger pour l'Etat (Tannabill 1982:127).

Les leaders utilisent aussi des attitudes non verbales pour communiquer. Les gestes, regards et autres intonations vocales permettent de situer le leader dans sa relation avec son auditoire. Ces gestes sont abondants. Pour l'essentiel, la colère et la conviction transparaissent dans un timbre vocal haut qui tend à faire cracher le micro dans les « agoras » et « parlements » et à attirer l'attention dans les « grins ». Des pas de marche lourds mimés visent à traduire la faiblesse et la nonchalance d'un adversaire politique. Les « agoras » se plaisent à saluer les talents d'orateur de Gbagbo Laurent qui « *n'utilise jamais de feuilles pour faire ces interventions. Il ne lit pas papier* ». Ici se sont ses gestes spontanés et brusques qui le rapprochent de ces espaces. Le souci de maîtriser l'espace apparaît dans les allers-retours, la circulation dans le cercle ou le rectangle qui sépare l'orateur de la foule. Aussi, le regard long et grave avec les sourcillements appuie la voix. Parfois l'indexation d'un membre en pointant le doigt vers un groupe est utilisée pour faire partager une émotion. On peut entendre dire : « *Il s'agit de l'avenir du pays, il s'agit de ton avenir [en pointant le doigt]* ».

Dans les « grins », on se lève parfois pour attirer l'attention sur soi. Les chaises et les tabourets semblent alourdir l'individu qui a l'impression d'être confiné dans un endroit où sa voix ne porte pas. Pour ce faire, il doit la soutenir avec sa corpulence physique (sa taille notamment) pour mieux se faire entendre. Comme dans les « parlements » les doigts sont fortement sollicités ici. Ainsi, on le pointe vers le ciel pour renforcer la vérité d'un argument, menacer ou tout simplement jurer comme pour prendre à témoin une quelconque divinité céleste. On peut alors entendre des propos du genre « *Si jamais Gbagbo se trompe pour enlever nom de quelqu'un il va voir* », « *ça là ce que je dis là c'est ce qui va se passer, attendez seulement vous allez voir* ». Tous ces gestes sont souvent modulés par des hochements de la tête du haut vers le bas ou de la droite vers le haut, un balancement du corps pour manifester l'accord ou le désaccord.

Théoriquement, les comportements non verbaux entraînent l'attribution de la compétence, la confiance, le dynamisme et le sérieux. Les aspects paraverbaux (intonation,

expression faciale, direction du regard), posturaux et proxémiques sont des facteurs de transmission des idées (Ifert et Gibbons 1999). Le timbre vocal permet à un orateur de dominer son auditoire ou de susciter la colère ou le rejet (Addington 1971). Les effets persuasifs recherchés ne relèvent pas seulement du discours prononcé mais dans la manière de le rendre. Car les indices d'adhésion de la foule sont plus susceptibles de réagir devant un orateur proche de soi physiquement et/ou émotionnellement. Ainsi, entend-on des observations suivantes dans la foule : « *type –là il gbat⁶³⁵ bien dè* », « *regarde comment il bouge* », « *on n'entend pas, volume* », « *ôôô on n'entend rien même* », etc. Tous ces éléments non verbaux participent de la diffusion des idéologies politiques.

En définitive, on note que la diffusion des idéologies politiques emprunte des chemins assez complexes. Les espaces s'attachent à co-construire le discours politiques avec les leaders des partis et les médias. La victimisation et le discours nationalistes meublent les échanges. Et l'on verse parfois dans des discours houleux voire grossiers qui n'hésitent pas à faire référence aux leaders dans des postures dégradantes et humiliantes. Ce qui est en jeu c'est l'occupation de l'espace public et la fragilisation du concurrent. Dans cette logique, tous les moyens sont bons pour réussir quel qu'en soit le prix. Mais la diffusion des idéologies politiques s'effectue-t-elle en dehors des progrès technologique ? Les appels à la mémoire collective y ont-ils un sens ?

⁶³⁵ Nouchi, veut dire parler.

CHAPITRE VII : DE L'USAGE DE LA NATURE ET DE LA TECHNOLOGIE POUR LA PROPAGANDE

Les EDR ne se contentent pas de co-construire les discours avec les hommes politiques. Pour améliorer leur efficacité sur le terrain ils puisent dans leur environnement. Ils réinventent l'histoire en lui donnant un sens à travers les monuments (statues et cimetières). En sus, la religion et les médias sont appelés pour la propagande politique.

I. La commémoration : le tombeau des morts dans le cœur des vivants

La diffusion des idéologies politiques par les « agoras » et « parlements » et les « grins » emprunte le chemin de la commémoration. L'histoire, notamment celle des défunts est actualisée pour susciter les sentiments d'adhésion ou d'hostilité en direction d'un allié ou d'un adversaire.

I.1. Les monuments aux morts, le temps de témoins

Du latin *monumentum* ou *monimentum* qui signifie ce qui avertit, indique, le monument est, selon le dictionnaire Le Littré, une construction faite pour transmettre à la postérité la mémoire de quelque personnage illustre, ou de quelque événement considérable. Il s'agit en général, d'édifices imposants par leur grandeur, leur beauté et leur ancienneté. Par extension, ce sont des statues, des bas-reliefs, des colonnes, etc. De nombreux monuments existaient déjà en Côte d'Ivoire. Mais autour des années 90, de nouvelles figurations apparaissent avec une symbolique plus forte, surtout pour la nouvelle génération. Celle des années 70 et 80. Pour l'essentiel ce sont des statues qui représentent des personnages célèbres ou des représentations allégoriques.

Les EDR se sont réappropriés ces monuments dès l'éclatement de la crise de septembre 2002. Le processus de réappropriation s'est effectué en fonction de l'affiliation politique. Ainsi dès 2004, les « agoras » et « parlements » se lancent dans le jeu de la commémoration. Du latin *commemorationem*, la commémoration est, selon Le Littré, une cérémonie établie pour rappeler le souvenir d'un événement. Dans le cadre de cette étude le rappel de souvenir d'une situation s'actualise par des édifices, des statues, des cimetières et d'autres objets. Mais elle tient aussi par la musique. Selon l'espace elle est médiatisée ou pas.

Dans les « grins », la commémoration revêt un caractère discret. Celle-ci doit être entendue comme le fait de ne pas bénéficier d'une vulgarisation dans les journaux et la

télévision au point d'être su et suivi par toutes les populations. Les « grins » n'organisent pas eux-mêmes les activités de commémoration. Ils s'insèrent dans les programmes du RDR.

L'idée de commémoration est apparue au RDR dès l'année 2000. Après l'élection du Président Gbagbo, des troubles éclatent à Abidjan, de nombreux militants sortis pour récupérer « *le pouvoir dans la rue* » sont victimes de violence. Les ONG de promotion des droits de l'homme nationale et internationale de même qu'une commission mise en place par le RDR commanditent des enquêtes qui s'accordent pour dire qu'il ya eu des morts et des blessés graves. A partir de ces événements le parti organise régulièrement des cérémonies de commémoration en hommage aux victimes.

Les « grins » sont concernés par ces actions au même titre que le RDR. Certains d'entre eux sont membres de la direction centrale de campagne chargée des jeunes. De ce fait, ils sont impliqués dans l'organisation pratique des cérémonies avec le secrétariat national du RDR chargé de la solidarité. K., membre du « grin » d'Adjamé explique en quoi consiste leur contribution :

« Nous les jeunes la direction nous appelle et au cours d'une réunion, on décide ce qu'on va faire. Pour les jeunes c'est la mobilisation ça veut dire faire les courses. C'est nous on distribue les lettres d'invitation, on appelle les journalistes et puis toutes les bases. Chacun fait le point chez lui là comme ça il aura beaucoup d'hommes. Nous à Adjamé comme y a des transporteurs on loue des gbakas⁶³⁶ pour nous et puis pour tous les autres parce que nous on est à Adjamé⁶³⁷. Arrivé là-bas on met les bâches, les chaises pour les discours et puis on gère la sécurité des boss ». [octobre 2009]

Selon K., les jeunes sont associés pour leur force physique. Ils ont à charge la gestion des travaux qui nécessitent la force. Interrogé sur les cérémonies elles-mêmes l'enquêté poursuit :

« D'abord il faut savoir une chose. On a beaucoup de cérémonies. Il ya pour 2000, 2002, 2003, 2004, 2006. Mais c'est pour 2004 que les gens regardent. Quand on vient, on dépose les fleurs, après on prie et puis il y a des conférences avec des photos. On va à Abobo ou si tu veux tu vas à Willy pour faire pour toi. En tout cas ça dépend de toi. Si tu n'es pas dans l'organisation nationale. Pour nous c'est important c'est pourquoi nous dans les grins ont fait des cérémonies spéciales. Quand on vient dans nos grins, on parle de ça d'abord et y aune minute de silence qu'on garde et après on parle. Tout ça c'est pour s'encourager. Moi j'ai mon cousin qu'on a blessé gravement dedans. Les gens doivent pas mourir pour rien. Si on laisse tomber c'est comme

⁶³⁶ Minicars de transport en commun. Ils sont surtout en circulation à Abidjan et desservent les communes. Leurs coûts varient entre 100 et 350 FCFA.

⁶³⁷ Commune située au centre d'Abidjan Adjamé rassemble toutes les gares routières qui vont à l'intérieur et même hors de la Côte d'Ivoire.

si ils sont morts pour rien. Ils n'ont pas fait sacrifice là cadeau⁶³⁸. Donc, ça là, un bon militant ne peut pas oublier ça. Les gens de la Sorbonne eux aussi ils font pour eux, ils savent pourquoi ».
[octobre 2009]

K., nous explique le déroulement de la cérémonie. Au cours des enquêtes l'on a constaté que les commémorations ont lieu en général en mars du 24 au 26 de chaque année. Pour l'essentiel elles se déroulent en 3 phases. La première est le dépôt d'une gerbe de fleurs sur le carré des martyrs au cimetière municipal d'Abobo. Des prières œcuméniques sont dites par un imam et un prêtre. Le carré des martyrs est une grande dalle de forme rectangulaire avec un tertre. Il en existe 2, une à Abobo et une autre au cimetière municipale de Williamsville. Ces carrés ne contiennent aucun corps, ils symbolisent une tombe qui rappelle la mise en bière des martyrs du parti. La seconde phase est une série de conférences animées par des intellectuels : universitaires, journalistes, directeurs d'entreprises privées ou publiques, autorités politiques (ministres, conseillers, directeurs de cabinet, etc.). La cérémonie se ferme par des expositions de photos et des témoignages de parents ou d'amis de disparus et de blessés. Les morts sont également décorés à titre posthume.

A côté de mars 2004, une cérémonie est organisée en hommage au fondateur du RDR, Djéni Kobina décédé le 19 octobre 1998. Moins médiatisée que la précédente elle consiste en une visite sur un monument représentant le leader du RDR. La statue est érigée au carrefour Agban à Adjamé en face du camp de gendarmerie. Avec les militants, les membres des « grins » d'Adjamé et d'Abobo vont se recueillir sur la statue avec une cérémonie de dépôt de gerbe de fleurs et des discours à la suite d'une procession. Chaque année, ils accomplissent ce rituel : recueillement sur la tombe des martyrs à Abobo et à Williamsville et sur la statue de Djéni Kobina.

⁶³⁸ Mourir inutilement, sans que le sacrifice n'est produit un effet quelconque dans le sens de faire changer les choses.

Photo 5 : Le monument représentant Djéni Kobinan



Source : enquête, juin 2009

En assistant en 2008 et en 2009 à ces cérémonies, nous avons pu observer plusieurs comportements ou, plus précisément des expressions non verbales et gestuelles. Le Maire de la commune d'Abobo, en prononçant le message d'ouverture de la cérémonie, a eu la voix étreinte par des sanglots. Il a tout juste eu le temps de lire de façon laconique son discours. Comme par contagion, l'émotion s'est transmise à l'assemblée et ce sont des pleurs et des gémissements parfois entrecoupés de jurons et de colère qui fusaient de part et d'autre. Cadres, militants, parents ou victimes luttèrent pour retenir une larme ou une morve. Certains fondaient dans les bras des autres et des papiers mouchoirs circulaient pour essuyer les fluides corporels. Des malédictions sont proférées à l'encontre des responsables des violences. On a enregistré lors de ces cérémonies la présence des hautes personnalités du RDR comme le Président Alassane Dramane Ouattara, Henriette Dagri Diabaté, Hamed Bakayoko, etc. Les espaces rivaux des « grins » ont aussi leurs commémorations.

Une autorité politique tient les propos suivants pendant les cérémonies :

« Au-delà de l'émotion, nous avons un devoir de respect envers nos martyrs. Ils sont des héros de toute la Côte d'Ivoire. Ils ont fait ce qu'on appelle le sacrifice ultime pour la liberté. Ces moments-là nous engagent à continuer. Ils nous engagent à aller au-delà de nos efforts. Quand nous évoquons ce genre de souvenir d'une grande émotion, nous avons une pensée très affectueuse vers les parents des victimes qui souffrent dans leur chair. Je voudrais, à travers cette cérémonie, saluer la solidarité du parti et de son président, le Dr Alassane Dramane Ouattara. Car, il ne faut pas oublier les personnes qui ont donné le plus cher de ce qu'un être peut avoir comme richesse. Ils ont donné leur vie pour la liberté. Mais, je voudrais aussi dire que depuis la nuit des temps,

personne n'a grandi par le crime. Personne n'a été anobli par le crime. Parce que, tôt ou tard, les coupables rendront compte. Tôt ou tard, ils vont payer. Tôt ou tard, ils rendront compte. Nous, nous considérons qu'on peut faire de la politique avec engagement sans tuer d'innocentes personnes. Tuer des gens qui étaient couchés dans leurs maisons, c'est la mauvaise manière de faire la politique. Face à cette situation, nous devons doubler nos engagements. Nous devons aller au-delà de tout ce que nous avons déjà fait, pour mériter le sacrifice ultime de nos camarades ».
[H.B. août 2009]

Le « *sacrifice ultime* » a entraîné des pleurs et des cris de douleurs et d'indignation vis-à-vis du régime de Gbagbo. Cette douleur est d'autant plus forte que la cérémonie se déroule dans un cimetière, le jour de la date d'anniversaire de l'événement célébré. L'appel à la justice est aussi un puissant moyen de contagion de la haine par la mobilisation du pathos.

Les « agoras » et « parlements » célèbrent leur plus importante manifestation entre le 6 et le 9 novembre de chaque année depuis 2005. Elle est organisée à l'honneur des patriotes victimes des balles des soldats français sur l'esplanade de l'hôtel Ivoire à Cocody en novembre 2004. Ces événements sont survenus à la suite de l'échec de l'opération dignité qui s'est soldée par la destruction des aéronefs de l'armée ivoirienne.

La FENOPACI organise pendant toute une journée une commémoration qui se décline en plusieurs moments. Le matin, ils procèdent à un dépôt de gerbes de fleurs aux pieds du monument aux martyrs situé à Adjamé après une procession. Parfois, en relation avec le COPAVIL, ils assistent à une autre cérémonie devant l'hôtel Ivoire, à Cocody au pied de la statue d'André Latrille. Le clou de cette activité a régulièrement lieu au palais de la culture dans la commune de Treichville. L'entrée de la salle Kodjo Ebouclé est occupée par des vendeurs qui proposent des livres, des CD et d'autres articles qui font la promotion du patriotisme.

Photo 6 : Monument de André Latrille devant l'hôtel Ivoire



Source : enquête, janvier 2010

Le maître de cérémonie est un orateur. Au nombre des allocutions délivrées on a noté celles du Président du FPI Affi N'Guessan Pascal, de la Ministre Ohouochi Clotilde, Odette Lorougnon, Agnès Kraïdy, etc. Elles sont entrecoupées de prestations d'artistes chanteurs. On a assisté également à la projection de films de Gomé Hilaire « Les horreurs de Guitrozon », « La guerre de la Côte d'Ivoire ». La cérémonie s'achève par une remise de diplômes d'honneur à des personnes dont l'action est significative dans la lutte patriotique. Elles sont réparties par catégories de « résistants » : les orateurs, les autorités politiques membres ou alliés du FPI (le Président Gbagbo Laurent, Simone Ehivet Gbagbo, Charles Blé Goudé, Danon Djédjé, Koudou Jeannette, Sess Kouassi Hortense, etc.), les journalistes (Agnès Kraïdy, Michel Pépé, Abel Douali, etc.), des chefs d'entreprises appelés « résistants économiques » (Antoine Bouhoun Bouabré, Lambert Feh Késsé, Kouassi Oussou, Attey Philippe, etc.), etc.

Comme dans les « grins », la journée de célébration des « agoras » et « parlements » soulèvent les émotions. Au cours de la projection du film « *La guerre de la Côte d'Ivoire* », deux scènes ont suscité trois réactions. Dans l'une des scènes, une dame pleurait en racontant le viol collectif qu'elle avait subi par des rebelles. Dans la salle, une jeune femme s'est évanouie et a été prise en charge par l'équipe médicale du palais de la culture. Une autre a

piqué une crise d'hystérie en pleurs en criant le nom de l'orateur qui faisait office de maître de cérémonie⁶³⁹. Le service d'ordre l'a transporté en sanglots hors de la salle.

En sus, une autre scène du film présente un homme en larmes avec un air hébété qui relate la scène de sodomie qu'il a subi lui aussi avant d'être obligé de prendre son agresseur par la bouche. Dans un coin de la salle des spectateurs ont ri du comique de la situation. Un de leurs voisins, assis dans la même rangée qu'eux est rentré dans une grosse colère. Se disant « corps habillé »⁶⁴⁰ selon lui et en brandissant sous leur nez sa carte professionnelle de militaire, il les a menacés de les souffleter s'ils continuaient à rire. Exerçant dans les forces armées, il a vécu les horreurs avec en, prime la perte de plusieurs collègues. Par conséquent, il ne supporterait pas que ceux qui n'ont pas risqué leur vie se moquent des victimes des violences de la guerre. Les échanges auraient pu dégénérer si la sécurité n'était pas intervenue pour calmer les ardeurs. Entre temps des invectives claquaient çà et là chaque fois que des personnages de la rébellion apparaissaient ou prenaient la parole. En revanche, de fortes clameurs de soutien assourdissaient la salle quand les soldats de l'armée régulière et des civils aux propos républicains prenaient la parole ou quand ils étaient en action. A la fin de la projection du film la salle était calme et les visages graves laissaient apparaître la colère. L'intervention de la journaliste Agnès Kraïdy⁶⁴¹ a particulièrement entraîné l'émotion :

« On a un pays qui a l'art de ne pas célébrer son histoire. Et là aujourd'hui félicitations à Konin qui n'est pas là et la FENOPACI. Merci de nous replonger dans notre histoire parce que toute nation qui veut se construire demain grand doit toujours se plonger dans son histoire. On a applaudi l'arrivée de Obama et on dit toujours que Obama c'est le rêve de Luther King, Luther King y a 48 ans son rêve. Le nôtre y a 2 ans à peine, y a 6 ans à peine et on l'oublie. Ce n'est pas normal. Demain la même France qui nous a canarder ici en novembre 2004 va revenir demain et comme toujours on va recommencer à zéro parce qu'on n'a pas tiré de leçons de notre histoire. Parce qu'on n'a pas su écrire notre histoire. Parce qu'on a oublié notre histoire. Non ! Il faut la vivre au quotidien. Il faut s'en rappeler tous les jours. Ya longtemps qu'on n' pas marquer novembre 2004. (...) Vous allez permettre que parmi tous les noms des morts tombés sous les balles françaises en novembre 2004, je ne cite que 3 dont 2 ne sont pas tombés sous les balles françaises après avoir résisté pendant des nuits et des nuits blanches. Je pense ici à mes confrères Paul Dahily et Jean Pierre Ignace Trésia qui est mort et a ses enfants. A l'Ivoire je pense à cet enfant qui est mort sur le parvis de l'hôtel ivoire que sa mère n'a reconnu qu'en touchant les pieds parce que sa tête n'existait plus. Je pense à ce gamin qui s'appelait Coulibaly Kouassi Jean-Louis. Lui seul était la Côte d'Ivoire toute entière. Coulibaly, on pourrait dire du Nord. Kouassi, on pourrait dire du centre. Jean-Louis, on pourrait dire notre culture française. Ce garçon est le

⁶³⁹ L'orateur a pour surnom Sôsmi.

⁶⁴⁰ Soldat exerçant le métier des armes

⁶⁴¹ Elle est journaliste et rédactrice en chef au journal gouvernemental Fraternité Matin

symbole de la côte d'Ivoire qui veut renaître. Fils unique [Héééé] de sa mère. La tête éclate, la cervelle se répand sur le goudron [Oooo]. Sa mère ne le reconnaît qu'en touchant ses pieds. Je le retiens parce que sa mort est le symbole que même dans la douleur, même dans le drame, on peut toujours revenir et continuer à vivre. Cette femme qui n'a eu qu'un enfant, qui ne peut plus en faire continue à vivre parce que la vie est vie, mort, douleur, renaissance, re-mort, re-mort, renaissance et re-mort et re-douleur, c'est ça la vie. Et je m'dis, novembre 2004 est une chance. C'est vrai, beaucoup de sang, beaucoup d'drame, mais comme je disais à mon voisin tout à l'heure, les morts de novembre 2004 sont pas les mêmes morts que les morts de 2002. Pourtant c'est la même histoire, c'est la même tragédie. Mais là, ce sont les morts tombés sous les balles françaises et c'est là où 2 ans après notre résistance on comprend que celui qui nous fait la guerre c'est la France. Novembre 2004 a permis aux Ivoiriens de savoir qui nous faisait la guerre réellement. (...) Je pense que nous devons continuer à revivre cette histoire là comme ça tous les jours pour ne pas oublier que c'est de notre sang, c'est de nos cœurs, c'est de sang, c'est de nos poumons, c'est de nos cerveaux, c'est de notre respiration que notre pays se bâtira demain plus fort, plus renforcé [Applaudissements de la foule]. (...) L'histoire est rêve, l'histoire est avenir ».
[novembre 2008]

Ces propos d'Agnès Kraïdy ont ébranlé de nombreuses personnes qui se sont effondrées en larmes. Les injures « *les bâbiè comme ça*⁶⁴² », « *hôôô, ça là c'est la guerre ils cherchent* », « *les chieurs comme ça* ». Cette journaliste a réussi à mettre le public dans une disposition à pleurer. Selon Aristote, les hommes sont sensibles à trois choses : la pitié, la colère et l'indignation (Aristote 1991:183). La rhétorique permet d'agir par la parole en contribuant puissamment à emporter la conviction (Vance 1958). Dans les « grins » comme dans les « agoras » et « parlements » l'émotion apparaît dans un texte (le discours) qui engage avec son allocataire une interaction fondée sur la transmission du sentiment. Le public éprouve de l'empathie avec les leaders qui les entretiennent. Ce sentiment se partage parce que la distance au réel (la cérémonie) est très proche (le rapport avec les victimes). On assiste à une verbalisation et une mise en scène (rituel de dépôt de gerbes de fleurs, musique, remise de diplômes) de la souffrance et des sentiments communément partagés. La théâtralisation de la commémoration renforce les sentiments non seulement de cohésion et de puissance mais aussi d'identification au groupe (Burrin 1986:7).

Ces monuments sont à classer dans la fièvre des représentations de personnages qui a parcouru Abidjan après le conflit du 19 septembre 2002. Plus précisément, en 2005, les maires des différentes communes de la capitale se sont lancés dans l'érection de monuments dans les artères principales des villes. Ainsi, "La statue de la Liberté" se dresse à l'entrée de Yopougon, en entrant par le deuxième pont. C'est une femme debout sur quatre gros piliers

⁶⁴² Les imbéciles.

sur lesquels sont reproduites des scènes des victimes de la crise ivoirienne. Elle tient les clés de la commune. Selon ses concepteurs, cette statue raconte l'histoire des femmes sorties massivement aux premières heures de la crise pour défendre la légalité. Les chaînes brisées témoignent des efforts fournis pour libérer le pays. La "vaillante Dame de Cocody Angré" se tient au carrefour du terminus 81-82. Elle est érigée en hommage aux femmes de la commune de Cocody. Il s'agit pour la municipalité d'honorer les femmes qui sont descendues dans les rues durant la crise. Le panier qu'elle tient dans sa main gauche symbolise les stratégies développées par elles pour nourrir la population au plus fort de la crise. Dans la main droite levée vers le ciel, un rameau marque la résistance pacifique. A Cocody la statue du disciple de Jésus (Jean) « veille » sur la commune.

La lecture de ces actes de commémoration appelle des réflexions sur le sens du devoir de mémoire, la relation corps-objets et le sacrifice dans les mécanismes de diffusion des idéologies politiques. Le devoir de mémoire est une lutte contre l'oubli. Celle-ci repose sur la profonde conviction d'avoir survécu à un drame. De ce fait, le rescapé a impérativement le devoir de se rappeler. Il signe une sorte de pacte de solidarité qui compresse le passé et le présent, réconcilie les morts et les vivants. Ainsi le souvenir est un instrument politique qui fonctionne comme un canal par lequel les vivants perpétuent le combat idéologique engagé par les morts lorsqu'ils étaient encore en vie.

La cible multiforme concerne la jeunesse entendue comme les vivants chargés de poursuivre l'engagement entrepris avec les morts qui appartiennent maintenant à l'histoire. La distinction entre grands hommes et héros remonte à l'Antiquité gréco-romaine. Les grandes statues de Vergincétorix et des grands héros (sportifs et militaires) témoignent de cette pédagogie républicaine par les grands. La célébration des grands hommes statufiés est une mise en images des traditions, des événements jugés fondateurs, annonciateurs de progrès et des changements présents et à venir entre les générations (Chanet 2000:21-22). Et c'est sur le terrain de l'émotion que ce passage de flambeau s'effectue. L'efficacité politique est assurée par la propagation du souvenir commun par les médias, les photos, les films, etc. Pendant le temps des événements, le poids des morts renverse celui des vivants. Les visites aux parents des victimes, les discours des « témoins-victimes » renforcent le sens du passage de témoin (Lalieu 2001:86). La construction de valeurs de solidarité, d'amour, de compassion construisent un corpus d'idées qui font référence aux droits de l'homme. Les vivants ont en charge le rayonnement de ces valeurs au-delà du FPI et du RDR pour irriguer le corps social. Les monuments sont des réservoirs de souvenir dans lesquels les générations les plus jeunes s'abreuvent par le biais des témoins. Ces témoins font la promotion non seulement par les

images mais aussi par leur témoignage. Ce sont les héritiers d'une génération de combattants morts pour une cause juste. D'une manière symbolique les morts constituent un contingent de combattants mis à contribution pour poursuivre une lutte idéologique.

D'autre part, le devoir de mémoire met en œuvre le travail de l'oubli. Le refus de faire revivre les vieux souvenirs découle parfois de la volonté d'occulter certains épisodes qui, pour des raisons stratégiques, peuvent jouer contre les intérêts des sociétés. Dans le cas des partis politiques, il s'agit de dissimuler des faits susceptibles d'affaiblir ou même de neutraliser définitivement. Ce sont, le plus souvent, des activités qui ont connu des retentissements mitigés, des propos jugés peu convaincants pendant les meetings ou d'autres transactions, des éléments de la trajectoire socio-politique et académique des leaders et des membres, des circonstances peu élogieuses des groupes ethniques auxquels ils appartiennent.

L'activité d'effacement de segments de l'histoire est un processus qui est le fait soit de la direction des partis soit des membres directement impliqués dans les interactions. Au cours des enquêtes, l'on a remarqué les efforts déployés par les uns et les autres pour détourner certains éléments dont ils ne sont pas fiers. Au sujet des violences issues des audiences foraines de 2006 les membres des « agoras » et « parlements » répondent ceci :

« On a dit aux gars d'empêcher les élections. Sur le terrain c'était dur, c'est pas parce que on a eu peur qu'on a arrêté le mouvement. On voulait la paix, c'est tout. Eux ils croient que c'est parce qu'on a eu peur. Le général⁶⁴³ a dit la rue là, c'est pour nous ». [P. août 2009]

L'orateur refuse de reconnaître une réalité qui est apparu pendant la première phase d'identification de 2006. Les affrontements entre les jeunes du RDR et ceux de la galaxie patriotique ont montré que les rapports de force entre eux avaient évolué. L'équilibre de la terreur venait d'être établi. L'idée selon laquelle les jeunes patriotes sont les seuls à contrôler la rue est remise en cause. L'orateur refuse de reconnaître ce fait qui ne milite pas en faveur de la diffusion de l'idéologie de combattant qu'ils disent avoir héritée de Laurent Gbagbo.

Mais l'histoire n'est pas seulement occultée, elle est parfois brodée c'est-à-dire grossie. Dans ce cas de figure, elle est réécrite, réinventée pour servir la cause des organisations. Les EDR mobilisent cette technique pour propager les idéologies. Cette construction de l'histoire approche souvent l'humour. Avec un brin léger, les orateurs traitent de sujets sensibles qui concernent la vie privée des personnalités politiques ou la sécurité. Mais derrière les railleries se cachent l'objectif inavoué de solliciter l'adhésion aux idées avancées. On tente de détruire politiquement un adversaire avec l'arme de l'humour pour le disqualifier. Interrogés sur la vie

⁶⁴³ Il s'agit de Charles Blé Goudé.

de famille des leaders politiques les espaces ont donné des réponses divergentes. Un membre de ‘‘la plage’’ de Korhogo dit :

« Question ça là, est-ce qu'on demande ? Non. En Côte d'Ivoire ici là, c'est quel Président tu as vu chercher femme en désordre si c'est pas Gbagbo. Lui seul il gère⁶⁴⁴ 2 gos⁶⁴⁵, une ici chez nous parce que lui-même il sait, femme du nord là c'est bon femme o⁶⁴⁶. Elles respectent leurs maris et puis elles sont fri⁶⁴⁷ pour mettre dessus mais les gos bété là, éi⁶⁴⁸, attention danger, leur affaire de garçon, elles vont partout partout⁶⁴⁹. C'est ça lui il a vu et puis il a dit qu' il va venir prendre⁶⁵⁰ chez nous ici parce que sa vieille go là elle n'est pas clair⁶⁵¹ ». [A. septembre 2009]

La présence d'onomatopées « o » et « éi » dans le discours renforcent le sens donné par le locuteur : montrer que le Président mène une double vie. Il établit une comparaison entre la femme du Nord et celle de l'ouest. Pour ce faire, il met en évidence le portrait de ces femmes en soulignant uniquement les qualités de celle du Nord et mettant le doigt sur les défauts de l'autre. Aussi, si les femmes Malinké et Senoufo sont « fri » et « respectent leurs maris », en revanche, les Bété sont des « danger ». Et « leur affaire de garçon » et tel qu' « elles vont partout partout » en quête de nouvelles aventures amoureuses. Le style humoristique pour gonfler ce fait est traduit par l'amplification rendue par l'interrogatif « question ça là est-ce qu'on demande ? ». En demandant, « c'est quel Président tu as vu chercher femme » et en apportant en même temps la réponse « si c'est pas Gbagbo », A. invite son interlocuteur à se prononcer sur la question. L'exagération énoncée par « danger » et la répétition de « partout » disqualifie Gbagbo en utilisant une femme de son groupe ethnique, une Bété. En clair la double vie du Président est un secret de polichinelle. Elle serait connue de tous et nul n'est besoin d'aller loin pour en être informé.

Dans les « agoras » et « parlements », on fabrique l'histoire avec l'humour et le mensonge. Un orateur en se prononçant sur le sujet précédent affirme :

⁶⁴⁴ Entretien avec une relation avec une femme.

⁶⁴⁵ 2 femmes. Dans ce sens, selon cet homme, 2 femmes partagent la vie du Président Gbagbo. Son épouse légitime Simone Ehivet et une autre.

⁶⁴⁶ Le ‘‘o’’ est une onomatopée forte répandue en Côte d'Ivoire. Elle renforce l'idée de bonne vertu de la femme nordiste.

⁶⁴⁷ Mot du nouchi qui signifie être agréable de figure. Dans ce cas présent les femmes du nord sont belles.

⁶⁴⁸ ‘‘Ei’’ est une onomatopée pour interpeller l'interlocuteur, pour soutenir son attention parce que l'argument qui va suivre est d'une importance capitale.

⁶⁴⁹ Elles sont volages.

⁶⁵⁰ Il est allé chercher une femme au Nord pour l'épouser.

⁶⁵¹ Cette femme, Mme Simone Ehivet n'est pas sincère. Elle n'inspire pas confiance dans sa relation avec son époux et avec son entourage.

« Alassane lui il prend *restangolo*⁶⁵² des gens. Femme blanche on lui a donné là, c'est ancienne go de Houphouët⁶⁵³. Quand Alassane est venu il lui a dit mon petit prend ça là, faut t'enjailler⁶⁵⁴. Alors, et un gaou⁶⁵⁵ Burkinabé comme ça, on te donne djangjou⁶⁵⁶ pour jouer avec ça toi tu veux marier ça. Il a marié. Sinon c'était une petite⁶⁵⁷ du vieux ; Lui il croit il a eu femme, apiè⁶⁵⁸. Est-ce que tu sais que c'est une go juif, ouais, elle est juive. Le petit⁶⁵⁹ n'a rien compris. C'était une espionne que Houphouët a mis à côté de lui pour le surveiller mais lui a cause de grèli⁶⁶⁰ il n'a rien vu dedans⁶⁶¹. Donc quand il finit comme ça, elle va filer les docs⁶⁶² au vieux⁶⁶³, elle fait un point⁶⁶⁴ propre⁶⁶⁵. Toi tu t'amuses hein, ôôô, tu connais pas les juifs ou bien ? Plus espion que eux tu meurs ! ». [L. août 2009]

Cet orateur se réapproprie l'une des nombreuses rumeurs qui a couru sur l'identité de Dominique Ouattara. Il présente trois registres de sa personnalité. Elle est d'abord présentée comme une prostituée de luxe qui livre ses charmes à l'élite ivoirienne. Houphouët Boigny s'en sert avant de passer le témoin à son premier ministre Alassane qui prend le « *restangolo* ». Ces propos permettent de déceler la force du péril juif d'Hitler. Cette femme est montrée comme une « *espionne* » venue pour « *espionner* » et « *faire des points propres* ». Du reste, elle semble avoir des aptitudes avérées dans ce domaine dans la mesure où « *plus espion que eux tu meurs* ». Dominique appartient à une race qui s'est taillé une solide réputation dans le domaine du renseignement. Ces propos visent à disqualifier le leader du RDR. Son épouse « *blanche* » est une menace sur la sécurité d'Etat. Elle est en mission commandée pour son pays Israël. L'ambition est une tentative pour construire, avec des propos nationalistes, une image négative de ce couple non éligible à l'exercice des fonctions de chef d'Etat. Le « *Burkinabé* » et la femme « *blanche* » sont des non Ivoiriens qui

⁶⁵² Mot nouchi construit à partir du mot français rester et du suffixe "golo" pour donner restangolo. Il signifie les restes de. Dans ces propos cela signifie que Alassane s'est épris d'une femme dont les faveurs ont été déjà découverte par Houphouët Boigny qui, lassé du corps de cette femme l'a offerte en cadeau à son premier Ministre.

⁶⁵³ C'est son ancienne amante.

⁶⁵⁴ Faire plaisir dans le sens de coucher avec une personne.

⁶⁵⁵ Ignorant.

⁶⁵⁶ Prostituée.

⁶⁵⁷ Mot nouchi qui veut dire petite amie. C'est des nombreuses petites amies de Houphouët.

⁶⁵⁸ Mot nouchi qui est un Juron pour exprimer le dégoût, le dédain et le mépris.

⁶⁵⁹ Mot nouchi qui désigne le cadet d'un aîné social. Alassane est le petit d'Houphouët.

⁶⁶⁰ Mot nouchi qui désigne les moments de plaisir passés en faisant l'amour.

⁶⁶¹ Expression nouchi signifie ne pas voir venir la survenance d'un événement.

⁶⁶² En nouchi filer les docs signifie donner des informations à quelqu'un.

⁶⁶³ Du fait de son grand âge Félix Houphouët Boigny était appelé "le vieux" par de nombreux Ivoiriens.

⁶⁶⁴ En nouchi faire un point veut dire donner des informations précises sur une question. On a aussi le sens de donner quelque chose à quelqu'un. Ici Mme. Dominique userait de ses charmes pour recueillir des informations qu'elle transmettait ensuite à Houphouët.

⁶⁶⁵ Mot nouchi qui veut dire net, sans ambages, sans difficultés. Ici Mme. Dominique faisait un rapport détaillé et véridique de tout ce que Alassane lui disait. Elle ne mentait pas.

n'auraient rien à voir avec l'histoire de la Côte d'Ivoire. On se retrouve avec une résurgence du discours d'autochtonie qui domine les « agoras » et « parlements ».

La relation corps-objets transparait dans les représentations d'êtres humains : Houphouët Boigny, Djéni Kobina, André Latrille. Ces objets portent l'image de la figure du héros qui est une métaphore picturale et narrative de l'homme, notamment l'Ivoirien et le Français. Ou des rapports entre la France et la Côte d'Ivoire. Ces monuments et autres représentations donnent forme aux idées. C'est aussi une alliance du temps et de l'espace par la matière (la pierre et les autres composantes des monuments) qui défie les années pour maintenir, par sa dureté le souvenir dans la mémoire collective. Elle met en forme la légitimité de l'idéologie de victimisation.

Ils sont eux aussi les témoins du malaise de la cohabitation entre les communautés vivant en Côte d'Ivoire et des relations difficiles qui sont nées entre une colonie (la Côte d'Ivoire) et une métropole impériale (la France). Les représentations sont la personnalisation des héros dont la vie et le parcours singuliers sont partagés avec tous les passants qui longent les bords des rues où elles sont érigées. Ces héros devenus « hommes » dans la rue suivent les vivants dans les espaces réservés aux morts : les cimetières. Conçus et construits sur la base de lieux où les corps sans vies sont conservés, les cimetières convoquent et maintiennent dans la cosmogonie africaine au sujet de la mort les communautés. Si « *les morts ne sont pas morts* », alors les héros mis en bière vivent toujours avec les vivants. Ils sont membres à part entière de la communauté. La symbolique de la mort est une parade pour lutter contre la mise à mort du parti par la disparition de ces membres. La lutte politique mobilise le transfert du sacré au profane.

Devenus objets, les héros transformés en pierre ou en photographies pénètrent dans le monde des objets circulant comme une marchandise. Ils rejoignent un fonds qui se constitue en patrimoine de toute la Côte d'Ivoire par les pratiques marchandes. Devenu marchandise accessible à tous ses pairs, le héros est un bout de papier par la photo et une pierre visible exposé dans l'espace public. Par la pierre l'idéologie est exposée, nue, devant tout le monde comme un produit que l'on offre gratuitement aux consommateurs. Des consommateurs indifférenciés parmi lesquels on trouve des partisans, des alliés ou des adversaires. Qu'importe, ces objets-marchandises sont de puissantes armes qui projettent de façon silencieuse des idéologies (Jewsiewicki 1996:119). La seule protection pour s'en prémunir est de les détruire. En témoignent les nombreuses marques ou écritures inscrites sur ces monuments avec des bombes. Les adversaires organisent la résistance par les graffitis. Les photographies de victimes sont quant, à elles, déchirées pour « tuer » les héros et, par

conséquent l'adversaire. Mais ces objets signifient la permanence des idéologies. Leur possession indique une position dans l'espace, celle de victime ou de héros.

L'idée de sacrifice est traduite par la présentation des victimes et de leurs actes comme un don offert pour sauver le groupe. Les processions c'est-à-dire les marches entre les points de rassemblement et le dépôt de gerbes de fleurs sont de hauts lieux de martyrologie pour les pratiques de diffusion des idéologies. Les patriotes du FPI tombés sous les balles des soldats français et les partisans du RDR morts sous celles de l'armée ivoirienne construisent la figure du martyr. En sus, elle est construite par des témoignages de victimes (blessés, mutilés, parents de défunts, etc.) et des leaders. Les autorités politiques et religieuses se disputent ces corps meurtris. La présence de pasteurs, prêtres, imams revêt les victimes d'une auréole de sainteté qui frise la béatification. Leurs interventions rappellent l'œuvre des saints qui sont morts pour la cause de Dieu. Dès lors les martyrs sont des disciples qui, en mourant s'offrent en sacrifice.

Mais il ne s'agit pas de n'importe quel sacrifice, c'est plutôt une logique d'expiation. Les corps sacrés portent en eux non seulement la charge des souillures de l'adversaire qui a commis le délit, mais surtout l'espérance de la félicité d'un acte menant dans un espace incorruptible où règnent l'altérité, la justice, le droit, etc. Le sacrifice de Jean-Louis est vu par certains⁶⁶⁶ comme le sacrifice choisi pour sauver la Côte d'Ivoire. En fait, « *la sphère politique ne se conçoit pas sans sacrifice, au propre comme au figuré* » (Touré et Konaté 1990:12-13).

Le martyr apparaît comme la figure centrale du parcours initiatique du parti concerné. Au point de donner l'impression qu'il existe une fabrication de martyr au sein de ces organisations. La mort est politiquement rentable. En effet, pour mieux répandre son idéologie le parti doit avoir une légitimité et, celle-ci passe, dans une certaine mesure, par une arithmétique macabre. La légitimité se négocie avec la quantité et la qualité de morts. Plus le nombre de cadavres est élevé, plus l'organisation gagne en sympathie auprès de la communauté nationale et internationale. Mieux, pour renforcer la blancheur de son « manteau virginal », les morts doivent être de « qualité » irréprochable. Les « produits » les plus recherchés étant les femmes et les enfants.

Ils constituent dans les règles d'intervention des ONG de droits de l'homme des personnes vulnérables. La vulnérabilité découle de la fragilité et de l'innocence de l'enfant projeté contre son gré au cœur de stratégies de conquête du pouvoir par des adultes. De

⁶⁶⁶ Notamment Agnès Kraïdy qui a tenu le discours.

manière générale, « une crise humanitaire, à l'instar du glissement d'une société vers l'absence de contrôle social, peut amener une croissance très importante des abus commis (sexuels, physiques, traumatismes/tortures psychologiques, contrôle social plus fort, suppression de droits acquis –éducation, santé -) contre les femmes et les jeunes filles. Le contrôle qui peut s'exercer dans de telles situations est très difficile à apprécier. Pour cela, il est parfois important de pouvoir compter sur la mise de structures de promotion de droits, de services d'appui psychologiques ou médicaux, voire de structures isolées pour tenter de prévenir comme de guérir. Il est surtout important de pouvoir identifier les forces ou composantes sociales et communautaires qui peuvent être à même de soutenir toute politique de maintien, ou d'amélioration, des conditions de support offertes aux femmes et / ou jeunes filles seules »⁶⁶⁷. Aussi la présence de la femme et de l'enfant dans la mémoire de martyr d'un parti renforce-t-elle, son caractère de victime dans les imaginaires politiques collectifs. Cette catégorie permet de glisser facilement dans la mémoire collective⁶⁶⁸. Ils facilitent l'adhésion des autres aux idéologies promues. Le couple femme-enfant joue, de manière indirecte le rôle de passeur d'idéologies. Et les EDR le savent bien. Ils ne manquent pas une occasion de rappeler dans leurs propos que l'autre adversaire est cruel et insensible parce qu'il s'en prend à eux.

Oubliée, occultée, brodée ou masquée l'histoire est un instrument qui sert à la propagation des idéologies. Elle est privilégiée dans la personnalisation et le goût du spectaculaire pour dessiner la biographie de « grands personnages ». Qu'elle soit transmission ou commémoration, la référence à l'histoire n'est pas innocente, elle est orientée (Hajjat 2005). La dissémination des idéologies politiques s'effectue aussi par les villes. Leur structure et la symbolique qu'elle porte sont des vecteurs d'idées.

I.2. L'administration idéologique de la ville. Abidjan contre Korhogo ?

L'administration de l'espace est un outil de diffusion des idéologies politiques. Les politiques de prise en charge des espaces, notamment urbains participent aux jeux de promotion des idéologies. Les (re)compositions spatiales urbains laissent apparaître des relations plus larges de pouvoirs qui font intervenir de nombreux acteurs : autorités politiques, religieuses, militaires, habitants, etc. Les représentations de ces espaces sont divergentes. Les

⁶⁶⁷ Institut de formation aux opérations de paix, 2008, *La conduite des opérations humanitaires contemporaines : principes d'intervention et de gestion*, p. 100.

⁶⁶⁸ Manière de voir, N° 82, août-septembre 2005.

modes de participation à ce processus ne sont pas les mêmes. À côté des logiques formelles, se développent des pratiques informelles.

Dès le déclenchement de la crise de septembre 2002, les représentations construites autour des villes ont connu un changement particulier. Elles ont connu une valeur ajoutée variable. Cette inégalité s'explique par un ensemble de critères en fonction desquelles un espace en général, et une ville en particulier a de la valeur comparativement aux autres. Ce processus de catégorisation de l'espace est un emboîtement complexe de plusieurs logiques qui ont épousé les changements qui ont rythmé la guerre.

La logique militaire est intervenue le 19 septembre 2002. Les antagonistes se sont affrontés sur la base de cibles au nombre desquelles les villes ont joué un rôle important. Les attaques simultanées du MPCI se sont localisées à Abidjan, Bouaké et Korhogo. Les rebelles ne réussissent pas à prendre la ville d'Abidjan et se replient dans les deux secondes villes. Ces deux actes, l'attaque et le retrait, constituent les premiers éléments de la construction de la valeur stratégique des villes dans cette période de conflit.

Dès l'éclatement des premiers coups de feu, on observe un vaste mouvement de populations qui s'effectue vers la capitale. Les déplacements des populations vers le sud ont commencé le 22 septembre lorsque l'armée française est intervenue pour exfiltrer les ressortissants occidentaux. Pour les populations vivant dans cette zone, l'évacuation des occidentaux était une préparation d'un chaos certain. La panique s'est installée, notamment au niveau des allogènes qui, pour éviter de subir des violences du fait de leur appartenance ethnique. Les populations ivoiriennes sont exposées depuis les régimes de Houphouët et de Bédié aux idéologies de l'ivoirité et celle des victimes Krou.

Sur la base de ces critères ethniques les populations des autres groupes se sont senties menacés, prises au piège par les affrontements qui, dans les imaginaires collectifs se déroulaient comme une opposition armée entre le Nord et le Sud. Cette angoisse est renforcée par le récent souvenir des guerres du Libéria et de la Sierra-Léone avec leurs cortèges de réfugiés installés en Côte d'Ivoire et les images des atrocités (vols, viols, blessés et morts) ressassées en boucle dans les médias. Les intellectuels brandissent l'épouvantail du drame rwandais abondamment médiatisé par les CD piratés qui circulent. Enfin, l'on se rappelle encore les violences qui sont apparus lors du rejet de la candidature de Alassane Dramane Ouattara. En clair, les autres Ivoiriens ne se sentent pas en sécurité à Korhogo. Et, à cela s'ajoute les difficultés d'accès aux services tels que la santé, l'éducation, l'approvisionnement en vivres du fait de la fermeture des établissements financiers, etc. La capitale du nord est devenue une prison pour une frange de la population.

Mais ce mouvement s'est enrichi avec celui des autochtones. Cette seconde vague survient avec le temps et, avec lui, l'échec des accords de paix. Le pourrissement de la situation met en péril l'éducation, la santé et les ressources financières. De nombreux parents envoient leurs enfants dans la zone loyaliste pour les scolarisés, les grands malades sont évacués à Abidjan et les fonctionnaires et les autres travailleurs se ruent sur Abidjan pour effectuer des opérations bancaires (salaires, pensions de retraites, etc.).

Ensuite, les tentatives de reprise des villes sous contrôle de la rébellion ont participé aux migrations vers le sud. Le 6 octobre 2002, les FDS lancent des opérations sur Bouaké qui tombe de façon éphémère car les rebelles s'organisent pour reprendre la ville. La situation d'occupation et libération provoquent des ratissages qui ressemblent à une chasse aux sorcières. De nombreuses personnes accusées de mercenariat ou de soutenir des infiltrés ou d'en être eux-mêmes sont exécutées sommairement, emprisonnées sans procès ou disparaissent. A Korhogo comme à Bouaké des personnes présentées comme des mercenaires Angolais ou Sud-africains au service de Gbagbo sont exhibés comme des trophées des unités de combat de la rébellion.

Cet épisode de mercenaires a connu un retentissement particulier à Korhogo. Des quartiers connus comme des zones de tension subissent les descentes musclées des soldats rebelles qui recherchent des infiltrés. A Haoussabougou, Koko, Banaforo, Sosoribougou, Delafafosse, Dèm et Petit Paris c'est la panique. En juin 2004, le camp de la Compagnie Territoriale de Korhogo (CTK), appelé Fansara 110 et dirigé par le chef de guerre Fofié Kouakou est attaqué par des hommes en armes. Ce seraient des mercenaires Guinéens et Libériens en mission de déstabilisation. Ils sont repoussés par le Fansara110 appuyé par le commandant de la zone 2⁶⁶⁹, Touré Hervé Pélikan plus connu sous le surnom de Vétcho et ses éléments. Après les combats, le commandant Fofié procède à un ratissage et des opérations de sécurisation de sa zone par des exécutions sommaires publiques. Certains rebelles soupçonnés d'être proches de Ibrahim Coulibaly, en froid avec Soro Guillaume sont accusés d'être de complicité avec les agresseurs. Ils sont mis aux arrêts dans la prison du poste de garde et dans deux conteneurs exposés au soleil. Des détenus enfermés décèdent par asphyxie pendant que d'autres sont fusillés. A la suite, des charniers sont découverts avec des corps en décomposition. Reconnu coupables de ces violations de droits de l'homme, Fofié Kouakou est indexé par l'ONU. Le comité du Conseil de sécurité prend des sanctions ciblées contre lui par

⁶⁶⁹ Les FAFN sont organisées autour d'un cabinet civil et d'un état-major militaire structuré en 10 zones géographiques : zone 1 (Bouna), zone 2 (Katiola), zone 3 (Bouaké), zone 4 (Mankono), zone 5 (Seguéla), zone 6 (Man), zone 7 (Touba), zone 8 (Odienné), zone 9 (Boundiali) et la zone 10 (Korhogo). C'est cette dernière zone qui est appelée Fansara110.

les paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004) et par le paragraphe 4 de la résolution 1643 (2005)⁶⁷⁰.

Dans ce contexte de violence, la ville d'Abidjan est perçue comme une zone sûre. En effet, le mouvement de déplacés de guerre, appelées « DG »⁶⁷¹ vers la capitale économique après le 19 septembre 2002 semble paradoxal. Car, dans la situation de vie « équilibrée », « normale » (avant septembre 2002), les populations déplacées vivaient dans des régions où le niveau de vie étaient inférieur à celui de la ville d'Abidjan, et voilà que suite à leur déplacement - déplacement qui implique à la fois des souffrances morales et la perte de biens (« déséquilibre ») – elles « choisissent » de se trouver dans un contexte où le pouvoir d'achat est plus élevé que leur zone d'habitation précédente. Abidjan est donc devenu un lieu symbolique du pouvoir et représente un refuge par excellence (dans la mesure où les rebelles en ont été chassés à la suite du coup d'Etat opéré dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002).

Mais pour certains, Abidjan est le lieu où se joue d'autres relations de pouvoir. Pour certaines populations du Nord et les rebelles, elle est le siège du pouvoir de Gbagbo Laurent et ses amis. Les sudistes qui sont protégés et choyés par ce denier y vivent paisiblement. Un membre du « grin » de "la plage" le souligne :

« Quand la guerre est venue, on est resté ici on na pas bougé. Tu vas aller à Abidjan c'est pour croiser les môgôs⁶⁷² de Gbagbo. Pour aller là-bas les policiers vont d'emmerder sur la route, quand tu arrives à Abidjan c'est la même chose. C'est les vagabonds de patriotes et les gars du FPI que tu vois. Donc nous on est bien ici. C'est Gbagbo qui est venu bombarder chez nous ici. Il voulait nous tuer. Il nous aime pas ». [K. août 2009]

Mais ailleurs, la ville de Korhogo est perçue comme le sanctuaire de la rébellion. C'est pour certaines personnes une arrière base où la rébellion se réarme pour attaquer. En effet, la proximité avec le Burkina-Faso oriente vers cette ville les soupçons de soutien à la rébellion. Les assaillants ne viennent pas directement commettre des attaques à Abidjan. Ils transitent par d'autres zones, notamment Korhogo avec laquelle elle partage des frontières communes. On a l'impression que le stigmaté Burkinabé corrompt son environnement au point de contaminer le sol ivoirien. De ce fait, en partageant ses frontières les nordistes en font de

⁶⁷⁰ Sur cette liste figurent également Eugène Djué et Charles Blé Goudé.

⁶⁷¹ En effet, l'histoire rapporte qu'un déplacé ayant rendu visite à sa copine s'est présenté aux parents de cette dernière comme « D.G ». Les parents, pensant avoir affaire à un Directeur Général d'entreprise lui réservent un accueil chaleureux. Mais, s'étant par la suite rendu compte, dans la conversation avec le prétendu Directeur Général que « D.G » signifie plutôt Déplacé de Guerre, ils le chassèrent. L'expression D.G a depuis été accolée aux personnes déplacées, particulièrement aux hommes.

⁶⁷² Nouchi qui veut dire homme. Cela signifie ici les hommes de Gbagbo.

même au niveau des pratiques culturelles comme les sentiments de rejet du régime de Gbagbo.

D'un autre côté, on observe le mouvement contraire. Des populations font le trajet du déplacement dans le sens opposé. Il est intervenu surtout lors de la mise en œuvre du redéploiement des fonctionnaires de l'administration publique par le Comité National de Pilotage du Redéploiement de l'Administration (CNPRA). Cette idée est confortée par l'identité de la plupart des responsables de la rébellion. Les 10 commandants de zones sont tous issus du Nord. L'aile politique est composée à plus de 90% des groupes ethnique du nord. Tous ces éléments font dire aux membres des « agoras » et « parlements » que Korhogo est une base de rebelles. Un orateur du TPCA affirme :

« C'est parce que Gbagbo est un chef d'Etat sérieux, sinon Korhogo allait disparaître sur la carte de la Côte d'Ivoire. Mais c'est pas eux tous qui sont mauvais. A part les gars comme Mamadou Coulibaly et Fologo, y a rien dedans. Les Soro Guillaume là on gâté Korhogo. C'est devenu capitale de rebelles ». [K. septembre 2009]

Mais c'est aussi un vaste marché noir où les seigneurs de guerre, les commandants de zone, exercent de nombreuses activités commerciales illégales. Leurs complices civiles sont aussi impliqués dans de nombreux trafics de produits agricoles, notamment le coton et l'anacarde. Aussi, les orateurs n'hésitent-ils pas à s'en prendre à Korhogo :

« En tout cas, Korhogo là c'est une ville ivoirienne qui est devenue capitale économique de tous les trafiquants Burkinabé avec leurs cousins Dioula. Ce sont les mauvais gars là qui ont vendu cette jolie ville là aux rebelles ». [L. septembre 2009]

Ainsi Korhogo et Abidjan sont catégorisées par les membres des EDR en fonction des événements qui se sont déroulés dans ces villes. Cette catégorisation est si forte que de part et d'autres de la frontière qui les sépare on trouve des rebelles. Les premiers taxent les seconds d'irréductibles parce qu'ils estiment qu'ils n'aiment pas les populations du Nord. De l'autre côté les mutins sont ceux qui ont porté le glaive à la mère-patrie. Les accusations faites aux villes (rebelle et refuge) sont portées par les individus qui y habitent. Les esprits se chargent aussi de transporter les idéologies.

Les logiques militaires ont consisté à désigner les villes (Korhogo et Abidjan) comme cibles à détruire. A ces dernières, se sont greffées les représentations construites qui attachent à chacune d'entre elle un statut d'allié ou d'adversaire. Korhogo, le sanctuaire de rebelles et Abidjan, la forteresse inexpugnable. Les membres des « agoras » et « parlements » (Abidjan)

et des « grins » (Korhogo) s'abritent symboliquement dans ces lieux pour s'affronter dans les pratiques discursives.

Les accusations pour haute trahison vis-à-vis de la patrie prêtent à confusion. Chacun traite l'autre de rebelle. Cette situation se traduit de façon ironique par les réponses données à la question « Selon-vous qui sont les rebelles ? ». A Abidjan, un membre de la sécurité et du service d'ordre du TPCA répond :

« Nous ici là on est les guerriers. Les vrais patriotes là, c'est nous. On n'a pas pris fusils pour tuer l'homme pour prendre le pouvoir. Avec Gbagbo on s'est battu les mains nues contre Guéï qui voulait nous voler. Or les gars au nord là quand Soro a commencé à attaquer tous les gars étaient contents ». [P. Mai 2009]

Dans le « grin » 'La Mafia'', la réponse est délivrée par un ancien milicien. Il a fait un brève séjour dans les rangs du MPCCI :

« Je dis o péi⁶⁷³ frère. Quand toi-même tu nous regardes-là qui est rebelle ? C'est les babiè⁶⁷⁴ qui sont à Abidjan. Les gens souffrent ici depuis Houphouët est mort mais comme les gens n'ont pas kèr⁶⁷⁵ y a pas quelqu'un pour kouman⁶⁷⁶. Donc nous on est venus pour libérer la Côte d'Ivoire. Les rebelles là c'est eux hein ! C'est pas nous. Nous on est loyalistes vrais vrais son oridjidji⁶⁷⁷ là ». [K. juin 2009]

Les représentations de ville-prison ou de ville-refuge sont des avatars qui meublent les imaginaires collectifs des EDR à travers les figures des héros, de patriotes, de rebelles, de mercenaires, de terroristes, etc. Ces représentations attachées à l'espace déterminent les comportements qu'une société donnée propose à ses membres sur les changements des habitudes, des règles et des tabous. A partir de ces analyseurs socialement construits, la ville prend un sens qui guide les pratiques. Le lieu est lié à un groupe social par rapport à une nécessité. Il doit une part de son efficacité à sa capacité à contenir des actions : rassemblements symboliques, guerres, affrontements. En effet, quand il coïncide avec l'emplacement d'un acte remarquable auquel le groupe se réfère, il bénéficie aussi d'une légitimité historique ou légendaire (Debarbieux 1996:22). A travers ces deux villes, la République s'est approprié une valeur forte, le patriotisme, représenté de part et d'autre des frontières par des « *patriotes du sud* » en conflit avec des « *patriotes du nord* ». On se bat

⁶⁷³ Nouchi 'péi' qui signifie petit donc petit frère dans le sens de cadet social.

⁶⁷⁴ Injure en nouchi.

⁶⁷⁵ Mot nouchi 'kèr' qui veut dire cœur. L'expression avoir cœur en nouchi signifie prendre son courage pour braver une situation inconfortable dans laquelle on est.

⁶⁷⁶ Nouchi 'kouman' qui à la réalité est un mot malinké qui veut dire parler. Donc kouman signifie parler.

⁶⁷⁷ Mot nouchi qui signifie original. Dans ce contexte les rebelles seraient les véritables loyalistes au sens strict du terme.

pour sauver la patrie au point de « brûler » la patrie. Abidjan et Korhogo remplissent une double fonction : celle, traditionnelle qui consiste à présenter un pan de l'histoire militaire de la Côte d'Ivoire, et celle de les poser comme des lieux politiques de cristallisation des idéologies antagonistes entre le Nord et le sud. Cela, à l'image du château de Versailles en France (Oppermann 2006).

I.3. Le duel des Dieux : la dissémination spirituelle des idéologies

La religion s'est imposée comme une composante majeure de la crise de 2002. La référence au religieux est très forte dans ces espaces. Du substantif latin, *religio*, qui veut dire attention scrupuleuse et du verbe *religere* qui signifie recueillir, rassembler ou relier, la religion est entendue comme un ensemble de doctrines et de pratiques qui constitue le rapport de l'homme avec la puissance divine. Elle est un lien, un rassemblement fondé et organisé autour de la spiritualité. Elle traduit trois idées majeures : le rassemblement, le recueillement et la vénération. Les « grins » de même que le TPCA ou la « Sorbonne » sont engagés dans une rivalité qui transparait également à travers la religion. De manière générale, deux tendances se dégagent. Les premiers sont à majorité musulmans et les seconds, chrétiens.

La religion n'est pas gratuite dans les EDR. Elle remplit de nombreuses fonctions dont la plus visible est la diffusion des idéologies politiques. De façon concrète, la religion s'observe par des pratiques : le don, le prosélytisme, la délivrance/Protection et l'ensorcellement. Les pratiques et les usages des dons sont multiformes dans ces espaces. Ils servent à construire des alliances entre les partis et ces espaces. Ils sont aussi mobilisés pour déstabiliser les adversaires. Ce sont aussi des outils de mobilisation d'un électorat.

Le lien entre les « agoras » et « parlements » s'observe dans leur ouverture aux hommes de Dieu. Ils y viennent, selon eux, pour partager la bonne nouvelle. Mais derrière le discours religieux, on lit un soutien aux idéologies nationalistes et christiques du camp présidentiel. Un pasteur rencontré à la « Sorbonne » l'explique :

« On a un partenariat avec la Sorbonne les mardis et les jeudis on annonce la bonne nouvelle au peuple de Dieu. Dans cette guerre, chacun à son niveau doit lutter pour que le peuple de Dieu soit sauvé. Pour nous c'est le Diable qui est venu avec ses agents pour attaquer la Côte d'Ivoire. La seule solution c'est Dieu et pour ça, il faut que les enfants de Dieu soit nombreux ». [P. août 2009]

Pour cet homme, « *le peuple de Dieu* » doit « *lutter* » pour que la Côte d'Ivoire soit sauvée. Le conflit se lit à travers un affrontement entre deux forces suprêmes : « *Dieu* » et le « *Diable* ». On assiste à une lecture théologique du conflit qui transcende le genre humain

pour positionner les antagonistes dans un monde spirituel peuplé d'êtres surnaturels, Dieu et ses anges, et le Diable et ses agents les démons. L'analogie construit les faits en rangeant les assaillants du côté du Diable et le « *peuple de Dieu* » derrière Dieu lui-même. Cette vision manichéenne du conflit catégorise les bons qui sont avec les forces positives faisant le Bien et les mauvais qui côtoient les forces négatives auteurs du Mal. Les orateurs disent tout haut, l'idée rendue de manière voilée par le pasteur :

« Nous, depuis le début de la guerre, on a dit que la guerre en Côte d'Ivoire n'est pas simple. C'est le Diable qui nous attaque. Ceux qu'il utilise c'est Alassane avec ces gars. Les gens se cachent dans les mosquées pour faire des prières pour gêner le pays. Poncet a pris sa dose ici. Quand on l'a jugé, il a dit aux gens, si vous voulez voir Dieu allez en Côte d'Ivoire ». [M. juillet 2009]

De nombreuses églises prêchent dans les « agoras » et « parlements » selon un programme établi avec ces derniers. La Mission Vie et Restauration organise des prédications tous les vendredis de 12 h à 14 h, à la « Sorbonne ». Cette église exerce de nombreuses activités de propagande religieuse dans cet espace.

Les propos de cet orateur sont révélateurs de l'influence du christianisme dans les « agoras » et « parlements ». Le « *Nous* » collectif est la somme de ces espaces et le Président, le fédérateur. Les attaques sont plus précises car elles sont dirigées sur les « *mosquées* » pour « *gêner* » le pays. Il termine par le témoignage du Général Poncet qui a servi en Côte d'Ivoire à la tête de la force Licorne. De ce fait, tous ceux qui pratiquent la religion musulmane désignée par la métaphore « *mosquée* » sont des rebelles qui veulent « *gêner* » le pays. Le fait religieux s'observe également dans les pratiques discursives des orateurs qui ponctuent leurs interventions par l'ouverture des passages par des louanges adressées à Dieu et des expressions telles que « *Dieu bénisse la Côte d'Ivoire* ». Formule copiée dans les discours du Président de la République Gbagbo Laurent. La question de Dieu a fait naître des experts de la religion comme « *Mystique* » à la « Sorbonne ». Une ritualisation de l'attachement à Dieu est rendue par les ovations.

La redondance de la rhétorique théologique de Laurent Gbagbo se retrouve chez Simone Ehivet. En plus de ses nombreuses apparitions dans les églises, elle a initié, avec le soutien de plusieurs pasteurs, un jeûne de 40 jours pour la libération de la Côte d'Ivoire. Ces journées de pénitences étaient quotidiennement relayées par la radio confessionnelle évangélique 'Fréquence Vie'. Lors de la cérémonie de présentation des vœux du nouvel an par le CNRD, elle a assimilé 2010 en une année jubilaire.

Selon elle, « 2010 n'est pas une année ordinaire, normale. C'est une année chargée de délivrance pour une nation, un peuple, une famille. (...) Depuis des années, nous nous battons pour nous libérer de notre endettement. C'est maintenant que nous marchons vers le point d'achèvement. Je constate que Dieu a fait en sorte que les élections n'aient pas lieu avant 2010. Il n'y a pas de hasard. (...) Des gens ont essayé de déboulonner pendant des années le président Gbagbo. Il est encore là. Dieu a commencé la libération de la Côte d'Ivoire, peut être malgré nous »⁶⁷⁸. Pour elle, l'année jubilaire est une année de libération. Selon elle après 49 ans, les créanciers juifs libéraient tout débiteur quelle que soit sa nationalité et quelle que soit la valeur de sa dette. Ce discours a des répercussions très fortes dans les « agoras » et « parlements ».

En effet, avant les passages, 87% des orateurs disent demander à l'auditoire de « d'applaudir Dieu », « d'ovationner Dieu très fort ». Cette forme de liturgie politique est soutenue par la présence à la « Sorbonne » et au TPCA d'objets rituels vendus ou cédés dans le cadre de campagnes d'évangélisations : bibles, brochures, CD et DVD de films ou de pièces théâtrales à caractère chrétien, chapelets, nouveaux testaments, calendriers et agendas, porte-clés, casquettes, agents commerciaux venus promouvoir la chaîne de télévision LMTV, stylos, etc. La propagande religieuse est tellement rude qu'on assiste parfois à des débats contradictoires houleux qui s'achèvent dans des insultes et des expulsions de « faux pasteurs ». On se dispute les ouailles sur l'autel des divergences des points de vue en ce qui concerne des sujets comme la trinité, le baptême, la fête de Noël, etc.

Toutefois, une observation fine permet de se rendre compte de la domination des églises évangéliques sur la vieille religion catholique. Un orateur expose ironiquement cette situation :

« Quelle vierge Marie. Une femme comme ça ? Depuis Jésus est né là, elle est toujours vierge ? Elle n'a ka venir⁶⁷⁹ chez moi elle va voir. Eux moi je les comprends pas hein, c'est quel Jésus depuis il est sur croix-là il descend⁶⁸⁰ pas. Ceux-là c'est des plaisantins hein, des féticheurs qui vont se mettre à genoux devant des statues. Avec ça eux ils parlent sur nos parents qui sont au village. Des sorciers qui adorent l'eau avec eau bénite, si tu cherches eau sacrée là, mon frère y a beaucoup au village, tu vas nager dedans même. Et puis, et puis regarde un peu. Un gars qui dit lui il cherche pas femme paé⁶⁸¹ lui il est prêtre et c'est un gars comme ça qui va célébrer les

⁶⁷⁸ Notre Voie, N° 3496 du samedi 30 et dimanche 31 janvier 2010.

⁶⁷⁹ Qu'elle vienne pour se rendre compte d'une situation.

⁶⁸⁰ Il ne descend pas.

⁶⁸¹ Parce que.

mariages. Ce qui est grave ils mettent leurs bouches⁶⁸² dures là dans affaires de foyers des gens. Hein ? Des pédés⁶⁸³ comme ça ils passent leur temps à chercher les petites filles⁶⁸⁴ et puis à mettre leurs doigts dans cuits⁶⁸⁵ des enfants ». [M. juillet 2009]

Le discours est devenu théologique. Cette mutation est illustrée par l'intervention d'un autre orateur :

« Chers parents, ce soir on va parler de deux choses. La première chose c'est la parole que Chirac a prononcée hier. Chirac dit qu'il est désespéré, que lui il n'a plus d'espoir, on va parler de ça et la deuxième intervention va concerner un peu le Président. Gbagbo dit qu'il n'est pas le Gouverneur ni le Sous-Préfet ni le Préfet de quelqu'un. Donc il est un chef d'Etat élu par son peuple. On va parler de ça et comme Gbagbo l'a dit, les gens vont dire demain que Gbagbo encore c'est un boulanger. Il dit oui aujourd'hui demain il dit non. Un jour, je vous ai déjà dit ça, que nous les chrétiens, quand un chrétien se lève le matin, chaque matin, il va voir le boulanger spirituel qui est Dieu et avant de prier, il dit : « père, donne nous aujourd'hui notre pain du jour ». Dieu est le premier boulanger. Donc si Dieu est le premier boulanger et qu'on dit de Gbagbo qu'il est un boulanger, c'est que Gbagbo aussi est un envoyé de Dieu. Donc Dieu a son esprit sur Gbagbo et personne ne peut avoir Gbagbo sur lequel Dieu a mis sa main et qui fait que les ennemis de la Côte d'Ivoire ne peuvent pas avoir raison de lui. Chirac dit qu'il est désespéré parce que à Marcoussis tout était prêt pour éliminer politiquement Gbagbo ». [LM. 2007]

Ces propos traduisent toutes les attaques des nouvelles obédiences religieuses contre la religion catholique. Elle est en net recul eu égard à l'engouement des populations pour les églises d'obédience pentecôtiste. Le ton ironique est utilisé pour dénoncer les pratiques d'idolâtrie parce que les prélats se prosternent devant des « statues » et des « eaux sacrées du village ». En le faisant, ils rejoignent « les parents qui sont au village » qu'ils critiquent parce que, selon eux, ces derniers sont des adeptes de la sorcellerie. L'orateur met le doigt sur l'homosexualité et les actes de pédophilie commis par les prêtres sur les enfants par des attouchements. Pour lui dans la bénédiction des cérémonies nuptiales, ils sont disqualifiés dans la mesure où ils refusent eux-mêmes de se marier.

Dans les « grins » largement dominés par les musulmans, l'islam y est défendu et présenté comme la religion idéale. Un kôrô de Korhogo explique :

« Gbagbo et puis sa femme eux ils se promènent dans les églises seulement. Maintenant quand ADO va dans les mosquées on se plaint. Depuis gbangban⁶⁸⁶ là a commencé nous on parle pas du

⁶⁸² Nouchi "mettre sa bouche dans", signifie se mêler de situation. Employé dans le sens de s'immiscer dans des affaires qui ne nous concernent pas.

⁶⁸³ Homosexuels.

⁶⁸⁴ Nouchi "chercher les filles", signifie draguer, courir après les femmes.

⁶⁸⁵ Nouchi "cuit" est le synonyme de "cul" en occident et désigne l'anus.

⁶⁸⁶ Crise, situation difficile dans laquelle est empêtré un individu.

prophète mais c'est les chrétiens là qui nous emmerdent seulement avec affaire de Dieu. Les chrétiens pédés avec les pasteurs voleurs là. C'est quel jour tu as entendu qu'un imam a fait les faux trucs⁶⁸⁷ ? ». [K. juin 2009]

Comme dans les « agoras » et « parlements », les « grins » font la promotion de l'islam. L'idéologie victimaire transparaît ici parce que le leader du RDR ne peut pas pratiquer librement sa religion. Dès qu'il le fait, il est accusé de haute trahison alors que le couple Gbagbo est libre de « *se promener dans les églises* ». C'est la preuve de la réappropriation et de l'expression du sentiment de brimades vécu par les membres du RDR par les pouvoirs publics. Cette persécution est injustifiée d'autant plus que, selon l'orateur, aucun « *imam* » n'a été mêlé à une affaire d'escroquerie comme c'est le cas pour les « *chrétiens pédés* » et les « *pasteurs voleurs* ». Les imams sont donc honnêtes et parce qu'ils ont des conjointes, ils ont une sexualité maîtrisée. Ils ne sont pas esclaves de besoins sexuels débridés.

Les valeurs comme la famille, le mariage et les coutumes ancestrales sont des institutions qui sont convoquées pour révoquer la légitimité de la religion catholique. Les mêmes valeurs sont défendues par les « grins » qui se plaignent eux d'être les souffre-douleurs d'un système politique. L'orateur du TPCA montre quant à lui son attachement aux églises pentecôtistes et invite par conséquent l'auditoire à suivre cette voie. On pourrait rechercher cette préférence dans le mouvement général des personnes vers les nouvelles églises (Renouveau charismatique, Opus Dei, Communion et libération, les églises réformées nord-américaines) (Bayart 1981:17).

D'autre part, la situation économique de « *conjoncture* » difficile dans laquelle est plongée la Côte d'Ivoire place l'église dans une espèce de substitution de l'ordre chrétien à l'Etat. Le gouvernement ne parvenant plus à remplir ses fonctions régaliennes d'offrir aux populations les services élémentaires (santé, éducation, sécurité sociale). Les églises réformées viennent combler ces faiblesses. Tout ceci s'inscrit dans les stratégies « *politique du ventre* » de l'église et de la mosquée et des EDR.

En effet, les hommes religieux sont des entrepreneurs politiques dans la mesure où ils s'identifient ou ils sont assimilés aux élites locales : quartiers ou villes. Ils sont des entrepreneurs au sens économique du terme parce que plusieurs d'entre eux sont très actifs dans le domaine des affaires. On les retrouve dans l'immobilier (pasteurs ou prêtres propriétaires de maisons à louer), la confection et la distribution de produits alimentaires, la

⁶⁸⁷ Nouchi "faux trucs" signifie les actes répréhensibles tels les arnaques, les larcins, les vols, etc.

médecine naturelle (naturothérapeutes, tradi-praticiens), le milieu artistique (pasteurs-chanteurs), le tourisme (organisation de circuits touristiques dans des lieux saints), l'agrobusiness (pasteurs ou imams éleveurs d'ovins ou de caprins), pasteurs ou imams transporteurs, etc. Les plus connus dans le milieu sont le Pasteur Okou Djédjé Raphaël et Makosso Armand. Certains d'entre eux ont été impliqués dans l'affaire des « maisons de placement » entre 2006 et 2008 en Côte d'Ivoire.

Les revenus générés servent à financer leur survie mais aussi des œuvres sociales dans leurs lieux de culte pour témoigner d'une contribution de la religion au développement. Il s'agit de rendre par les actes l'amour manifesté au prochain en construisant des écoles, des centres de santé, des banques (caisses d'épargne), etc. Profondément impliqués dans le « placement d'argent », les « agoras » et « parlements » ont soutenu les victimes de ces banques virtuelles en accusant le Premier Ministre Banny de vouloir empêcher les pauvres de sortir de leur situation difficile en investissant dans cette activité.

Ces pratiques, François Bayart les appelle gouvernementalité du ventre ou les pratiques de la manducation parce que, dans leur relation au pouvoir, les hommes religieux se livrent à l'accumulation et la consommation de richesses qui ne découlent pas nécessairement de nécessités cléricales ou politiques mais de la volonté de satisfaire des besoins personnels. Ainsi selon Bayart, les hommes de Dieu « mangent » en se rapprochant des hommes politiques. Le mélange des biens de César et de Dieu font naître des analogies entre le discours de l'Etat et celui de l'institution religieuse. Le langage théologique est rassurant puisqu'il est celui de l'Etat et vice-versa. On a l'impression d'un paradoxe car l'Etat est en difficulté.

Mais c'est justement l'une des capacités des hommes politiques ivoiriens. Ils ont su récupérer, à un moment où l'ensemble des populations sont en proie à des problèmes réels, le discours rassurant de la religion dans sa nouvelle approche. Celle d'offrir par la satisfaction des besoins sociaux la paix et la sérénité. Les hommes politiques se sont rapprochés des organisations religieuses pour se réapproprier les vertus de la délivrance par la foi, ou plutôt par le social. Mais à y voir de près, il ne s'agit pas de récupération mais de réajustement de liens entre la religion et le pouvoir politique. Depuis la période coloniale ces deux entités se côtoient dans la gestion des peurs du peuple.

L'église catholique a bénéficié en Côte d'Ivoire de biens immobiliers (des terrains pour construire des églises), de largesses du pouvoir du Président Félix Houphouët Boigny dans la construction de la cathédrale d'Abidjan et de la Basilique de Yamoussoukro. La grande mosquée de la Riviera et celle du Plateau (en cours) et la prise en charge des leaders

du Conseil Supérieur des Imams (COSIM) et la subvention du pèlerinage à la Mecque sont autant d'actions qui rapprochent. Les grandes conquêtes arabes pour imposer l'islam notamment au Nord par des califes suzerains témoignent de ces rapports qui ne datent pas d'aujourd'hui.

Le rapprochement entre le religieux et le politique se lit dans les EDR. Dans les « grins », il se traduit par des dons en nature pendant les périodes de forte intensité religieuse comme le mois de carême. Tous les « grins » d'Abidjan et de Korhogo sont unanimes pour reconnaître cette pratique du don. Un kôrô confirme :

« Chaque année, le parti passe la jeunesse pour nous donner du sucre pour le carême. Ces sont des paquets qu'on se partage entre nous pour donner à nos parents. Quand c'est pas beaucoup on met dans des sachets quelques carreaux pour chacun ou on prend ça pour boire le thé ». [P. juin 2009]

Dans ce jeu de séduction, les FN ont emboîté le pas aux partis politiques. Certains « grins » reçoivent du sucre lorsqu'il y a le carême musulman. Un membre de "la Mafia" le dit en ces mots :

« Au début on s'entendait pas trop mais maintenant les rebelles viennent nous voir parfois. Maintenant ça fait 2 ans chaque fois que y a carême ils nous donnent du sucre. Y en a parmi eux-mêmes qui viennent boire souvent thé avec nous pour nous parler ». [K. juin 2009]

La participation des leaders religieux dans la vie politique en Côte d'Ivoire est souvent perçue comme une question de contribution citoyenne à la construction démocratique. Ces leaders religieux récupèrent les vertus des valeurs morales comme l'amour, la solidarité et la non violence pour promouvoir le bien-être social des populations.

Nonobstant leur honnêteté, leur qualité morale reconnue par les populations, ces leaders seraient de plus en plus instrumentalisés par les partis politiques pour mobiliser leur électorat. En effet, on constate que dans les meetings et autres réunions de campagnes, ces hommes sont placés aux premières loges, entourés par les hommes politiques. Sachant que leur présence dans ces rencontres attire et galvanise les populations à s'y intéresser, les placer devant les foules mobilisées constitue dans une certaine mesure une stratégie de conquête des électeurs encore indécis ou convaincus.

Les prières adressées chaque jour à l'approche des échéances électorales dans les églises et les mosquées pour que les élections se déroulent dans la paix et le calme dénotent de l'intérêt que les religieux accordent aux questions politiques. Des prêches concernant le civisme, le religieux et la politique, les raisons du vote, du respect des autorités

administratives reviennent de façon récurrente dans les églises et les mosquées. Toutes ces pratiques contribuent à forger les électeurs religieux et à les orienter ainsi dans les choix électoraux. Certains leaders religieux n'hésitent pas à s'afficher publiquement.

Sur le plan théorique, on peut affirmer que les EDR fonctionnent comme des refuges du peuple de Dieu dans lesquels la foi doit continuer à vivre et à prospérer. Dans les « agoras » et « parlements » le zèle est poussé loin au point de mettre en scène des apparitions mariales parfois. Un orateur explique cette forme de propagande mystique :

« Au début de la guerre ma vieille m'a dit une chose. Dans son église, y a une femme qui a rendu un témoignage. Elle dit que un jour elle est allée dans un camp de prière et y a une prophétie qui est sortie. Et la femme là disait que les rebelles sont venus plusieurs fois attaquer Abidjan mais chaque fois, ils croisent une grande femme habillée en blanc et puis qui brille sur la route. Et elle bloque la route quand ils veulent forcer ils peuvent pas. Eux ils savent pas mais c'est Marie ». [P. juin 2009]

Un autre raconte le témoignage d'un militaire au front dans la zone CNO. Il dit :

« Mon frère est chrétien et il est militaire. Ils sont allés au front et lui il commandait. Quand les rebelles attaquent ils viennent sur eux. Mais quand eux les militaires ils veulent reculer ils voient plus la route. Il a commencé à prier devant ses petits là et ils ont pu replier sans problème. Si il n'avait pas pris Dieu il était mort aujourd'hui ». [L. juin 2009]

Ces deux interventions s'accordent pour présenter une dimension théologique de la crise. Ils inscrivent les « agoras » et « parlements » dans un cadre de propagande religieuse dans lequel les orateurs, comme des prêtres, annoncent la bonne nouvelle à la foule. L'armée est présentée comme une milice céleste. D'autre part, l'effervescence religieuse qui caractérise le milieu urbain n'est pas seulement liée à la paupérisation et le désarroi des populations. On peut lier son succès aux stratégies de visibilité associées à des formes nouvelles d'activisme religieux : banderoles, affiches, enseignes, grands rassemblements dans les stades ou sur les marchés, investissements des médias. Cette spectacularisation du religieux s'explique également par le succès des églises d'origine anglo-saxonne qui ont assis leur doctrine sur le couplage du matérialisme avec l'évangile de la prospérité et le salut. L'accumulation de biens n'est pas incompatible avec la quête de la félicité. Mieux, les ressources matérielles sont la marque d'une vie chrétienne réussie et abondante. C'est le signe de la bénédiction de Dieu. Ce rapport rejoint les vertus de l'éthique protestante telle que décrite par Max Weber. En fait, « *La mondialisation concerne dès l'époque coloniale autant les marchés et les entreprises que les églises et les mosquées* » (Fouchard et al 2005:9). La

guerre, l'ethnonationalisme basé sur la territorialisation et l'autochtonie ont favorisé des interconnexions avec la religion. Comme les Munguiki au Kenya, certaines églises tissent des liens avec ces espaces.

Les liens entre le pouvoir politique et la religion musulmane ont toujours été complexes. Elle est assimilée à une religion conquérante et de lutte contre un pouvoir envahissant avec des marabouts tels que Tierno Ibrahim, Tierno Lamine, Samba Diadana, etc. A la réalité, les dénominations comme celle des Soufis critiquent les puissants et défend les opprimés. Les mouvements islamiques comme les marabouts et les confréries critiquaient ouvertement les rois. La solidarité qui anime les « grins » de même que les liens entre eux et les autorités politiques pratiquant cette religion sont à rechercher dans les fondements de l'islam. En fait, « *La religion musulmane comprend en effet un certain nombre d'obligations à caractère social destinées à aider les nécessiteux et à limiter la puissance des riches. L'aumône légale, la zakat, est le point cardinal de cette morale musulmane de la bienfaisance* » (Coulon 1983:57).

Dans l'Afrique noire musulmane actuelle, ce n'est pas l'Administration qui perçoit la zakat, mais les chefs des communautés musulmanes (marabouts, *mallams*, *imans*). Elle est parfois assimilée aux dons divers que tout musulman verse régulièrement aux pauvres et aux mendiants. La *zakat* apparaît comme une protection sociale, un filet social d'entraide qui permet aux membres de la communauté musulmane, l'*umma* de bénéficier de prestations socio-économiques. Et c'est le potentiel émotionnel dans lequel il baigne qui explique les tentatives de récupération de ces ressources symboliques et sociales (réseaux de parenté, de familles, cousins, mosquées, etc.) par les hommes politiques⁶⁸⁸. La domination du secteur arachidier au Sénégal par la confrérie Mourides atteste de la véracité de cette assertion. La vitalité des rapports entre l'islam et le politique se manifeste dans la facilité de son insertion dans la société civile. En février 2009, ce sont les imams qui ont porté sur eux les ressentiments des populations sénégalaises des quartiers populaires qui se plaignaient du délestage sauvage qui a cours dans ce pays depuis quelques années. L'objectif de changement des EDR est marqué du sceau de la religiosité, signe essentiel de tout projet révolutionnaire. C'est aussi l'idée de croisade à travers le mouvement d'une masse qui marche vers « *la terre promise* » (Decouflé 1968:31). Les hommes de Dieu (les Imams, les prêtres, et les pasteurs) sont les personnes éclairées qui conduisent le peuple vers cette destinée.

⁶⁸⁸ Coulon, *Les musulmans et le pouvoir politique en Afrique noire*, op. cit., p. 147.

II. Les médias et la propagande des espaces de discussions de rues

Les EDR partagent certaines homologues avec les médias. Nous posons l'hypothèse qu'ils servent tous les deux de relais à la propagation des idéologies. Mais leurs relations changent selon que l'on se situe dans l'opposition ou dans le camp présidentiel. Certains les accusent de servir de thuriféraires du pouvoir pendant que d'autres les perçoivent comme des résistants.

Les EDR diffusent les idéologies politiques en mobilisant les médias classiques comme la presse écrite, la radio, la télévision et les NTIC. Ils sont instrumentalisés pour imposer une vision hégémonique du parti duquel ils sont proches.

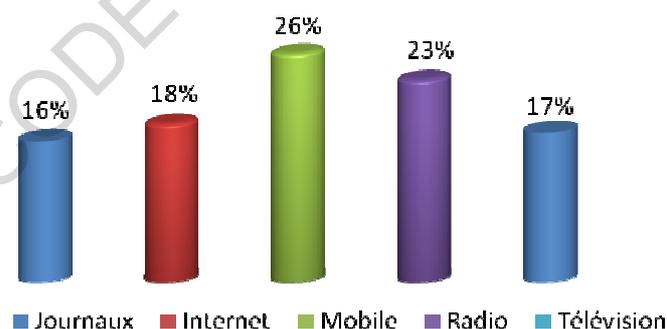
II.1. La presse écrite

Stricto sensu la presse écrite désigne l'ensemble des informations publiques distribuées périodiquement par voie imprimée. A côté de ces journaux officiels, s'ajoutent des imprimés qui sont soit commercialisés, soit photocopiés pour une plus large diffusion.

II.1.1. Les journaux

Les journaux sont fortement intégrés dans les stratégies de diffusion des idéologies politiques. Ils occupent 18% du taux de mobilisation des médias dans les EDR.

Figure 7 : Importance des médias dans les EDR



Source : enquête, 2009

Les journaux sont diversement mis à contribution. La préférence s'effectue sur la base de l'affiliation idéologique des espaces. Un indicateur qui influence la consommation de la presse est l'appartenance politique. Dans ces espaces, les membres achètent ou lisent les

journaux qui correspondent à leur conviction politique. Ainsi les « agoras » et « parlements » proches du FPI lisent prioritairement les journaux bleus. Le secrétaire à l'organisation de la « Sorbonne » explique cette situation :

« Les matins on achète les journaux. Mais c'est Notre voie, Le Temps, Le Matin d'Abidjan, Le Temps, Frat-Mat. Ça permet aux orateurs de se préparer ». [B. juillet 2009]

Ces propos sont confirmés par un orateur qui est plus précis dans ses propos :

« Pour venir parler aux gens il faut te préparer. Sinon tu vas avoir honte. Mais ça permet de savoir ce qui est à la page le jour où tu dois gbaer. Mais on lit pas n'importe quoi. Un orateur comme tu vois toi-même c'est un professeur, c'est un enseignant. Or un enseignant doit préparer ces cours avant d'aller voir ses étudiants. Donc quel que soit ton programme tu es obligé de lire les journaux pour t'informer. On lit les journaux du FPI parce que on ne veut pas s'empoisonner avec les conories des rebelles là ». [L. juillet 2009]

Dans les « grins », on observe la même situation. La consommation des journaux est liée à la cause du RDR. Là aussi les membres ne se penchent en premier lieu que sur les journaux qui partagent ses idées. Un membre du « grin » d'Adjamé le confirme en ces termes :

« Pour nous c'est plus facile. On est à côté de Edipresse et on est près d'un député. Ces enfants sont avec nous. Donc lui chaque matin on lui livre les journaux donc on prend pour le parti et on se passe ça entre nous ». [H. juin 2009]

Boga Sivori de Notre voie, confirme le lien entre eux avec ces termes élogieux :

« Les agoras ne sont rien d'autres que la voix du peuple. Si vous voulez savoir ce que pense le peuple, allez dans les parlements. Pour moi ce sont des écoles de formation politique où l'on apprend la politique. Il n'y a rien de mal à se former ».

Les enquêtes de terrain ont révélé que ces journaux du parti sont Le Patriote, Nord-Sud, Le Jour Plus et Le Nouveau Réveil. La consommation se fait de façon collective dans la mesure où les journaux circulent entre les membres pour permettre à chacun d'être au même niveau d'information que les autres.

Les registres de justification des choix des journaux varient selon les espaces. Les « agoras » et « parlements » estiment que la presse de l'opposition a participé à la préparation de la guerre du 19 septembre 2002. Pis selon eux, elle sert toujours de relais à la rébellion et aux opposants au régime de Gbagbo Laurent. Pour ces espaces, ce sont ces journaux qui ont

permis aussi aux soutiens extérieurs des rebelles de prendre confiance en eux et de continuer à harceler le Président.

Dans les « grins » les journaux proches du FPI n'ont pas de crédibilité. Ils sont partiaux et soutiennent aveuglement les actions de Gbagbo. L'une des plus graves accusations portées sur eux est de les avoir assimilés à la radio mille collines du Rwanda. Ils sont taxés de génocidaires parce qu'ils sont utilisés pour répandre la haine, la xénophobie et le tribalisme. Dakota, le correspondant de Le Patriote à Korhogo le dit en ces termes :

« Les journaux FPI sont chargés de haine. On retrouve la même chose dans les agoras. Or les grins c'est la vision traditionnelle de l'Afrique. Tu retrouves toute l'Afrique dans sa dimension éducative. Moi j'estime qu'ils jouent un rôle en politique car ils forment et ils informent ».

Les attitudes des espaces vis-à-vis de la presse varient en fonction de l'actualité. Mais, de manière générale les attaques deviennent plus violentes lorsque les antagonismes politiques se durcissent. Ainsi, des buralistes qui vendent les journaux ont été plusieurs fois brutalisés par des personnes au nombre desquels on trouve des membres des « agoras » et « parlements ». A l'invitation du Président de la FENOPACI en 2004, 2005 et 2006 des revendeurs ont été pris à parti et les journaux de l'opposition déchirés.

Cette situation s'est atténuée à partir de la signature des APO. Les agressions sont rares, presque inexistantes et, les parutions de l'opposition qui étaient interdites de vente à la « Sorbonne », au TPCA et même dans les autres « agoras » et « parlements » font leur apparition. Pour Idriss Ouattara « *« L'objectif, c'est de rétablir la vérité sur le lynchage médiatique qui se faisait contre la Côte d'Ivoire. Et de montrer que la Côte d'Ivoire n'est pas xénophobe, comme le laissaient croire les médias internationaux pour déstabiliser la Côte d'Ivoire »*⁶⁸⁹. Le « langage guerrier » a laissé la place à un discours plus conciliateur.

Les relations que les « grins » et les « agoras » et « parlements » transparaissent sur leurs relations avec les producteurs des écrits : les journalistes.

Toutefois, en observant les « kiosques » de ces espaces, on se rend compte qu'ils lisent aussi les journaux de leurs adversaires. Ces lectures qu'ils n'avouent pas leur permettent de s'informer de ce qui se fait dans le camp des adversaires. Confirmer cette pratique est, pour eux, une manière de se discréditer. C'est un signe de faiblesse et de trahison. En fait : « *la vie des partis s'entoure volontiers de mystère : on n'obtient pas facilement d'eux des renseignements précis, même élémentaires* »⁶⁹⁰. Mais à la réalité, la lecture des autres

⁶⁸⁹ Le Repère, 15 février 2008.

⁶⁹⁰ Duverger, *Les partis politiques*, op. cit., p. X-XI.

journaux permet de savoir ce qui se fait de l'autre côté et de préparer par conséquent les attaques à asséner.

A ce niveau on assiste à une collusion parfaite entre les journalistes et les animateurs des EDR. Les premiers relaient les messages des seconds dans des termes laudateurs en prenant soin de discréditer les seconds. Le soutien se fait en lien avec l'affiliation idéologique. Les journalistes de l'opposition discréditent les « agoras » et « parlements » tandis que ceux du parti au pouvoir en font autant pour les « grins ». De sorte que chaque fois que des activités sont organisées, ils en font la couverture médiatique. Ils vont bien au-delà de leur métier de rendre compte des événements en prenant parti pour les espaces qui, dans la conquête du pouvoir d'Etat apparaissent comme des alliés pour le parti. Interrogé sur leur rapport avec les EDR un journaliste de la presse bleu répond :

« Les parlements sont des espaces de résistants. C'est grâce à eux que la République est debout. Nous sommes à un moment de la crise où chacun doit choisir son camp. Nous sommes républicains donc ce sont des partenaires. On organise la résistance chacun à sa manière ». [K. juin 2009]

Pour lui, les « agoras » et « parlements » sont des « résistants » qu'il convient de soutenir. Pour ce faire, ils sont soutenus médiatiquement. Le même sentiment apparaît dans les organes de presse proche des « grins » :

« Les grins sont une forme évoluée des agoras et parlements. Ils sont plus disciplinés et plus sages. C'est la sève nourricière du RDR. Sans eux le parti allait disparaître. C'est à partir d'eux qu'on a organisé la résistance ». [C. juin 2009]

A l'image de leur confrère du camp présidentiel, ceux de l'opposition soutiennent les « grins » qui partagent avec eux, les idées du parti. Il est du reste fort surprenant de voir comment ils partagent tous les deux le même champ lexical. Dans la titraille de sa parution du mercredi 20 août 2008, Le Patriote écrit « *Reportage. Tribune d'échanges et de débats du RDR. Les "grins", version civilisée des Agoras du FPI. Dembélé Vazoumana dit "Recteur" (président) : c'est la sève nourricière du RDR* ». On y lit l'analogie à travers les groupes de mots « *forme évoluée* » et « *sève nourricière du RDR* ». On a l'impression de se retrouver face à un appareil de communication dans lequel un amplificateur (le « grin ») prononce des sons qui sont amplifiés par un micro (le journal Le Patriote).

Théoriquement, cette situation pose trois problèmes : la fabrication de l'information et l'intrusion ou bien des concessions faites par les entrepreneurs politiques pour s'accommoder des médias dans le jeu politique (Kuhn et Neveu 2002). Les rapports entre les journalistes et

les consommateurs sont marqués par la cohabitation et la confrontation. Dans le premier cas, les EDR et les journalistes joignent leurs forces pour mettre l'information à la portée du public. Les annonces et autres articles produits alimentent les espaces en matières premières, c'est-à-dire en sujets qui seront traités.

La co-construction renvoie à l'idée des capacités de réappropriation des idées récupérées dans les journaux. Selon le modèle théorique de l'Agenda Setting de Mac Comb, les orateurs qui sont des leaders vont construire eux-mêmes un agenda public pour porter l'information (Quéré 1992). Mais la manière de présenter les nouvelles du jour va influencer de manière plus voyante les auditeurs par les commentaires verbaux ou gestuels, les montages, les illustrations visuelles ou sonores soigneusement sélectionnées. La profusion des onomatopées du genre « *han* », « *ôôô* », « *tchié* », « *pkou* », « *papapa* » témoignent de cette volonté de donner corps aux idées avancées.

En effet, la diffusion de l'information n'est pas fortuite. Selon le schéma de MacComb, elle tente de soumettre l'auditoire à une double influence : le choix du sujet du jour et celui du commentaire sur le sujet. Dans la conquête du pouvoir d'Etat dans lequel ils sont enrôlés, les EDR et les journaux jouent le rôle de *white commonweath*⁶⁹¹ c'est-à-dire, une équipe qui regroupe les journalistes dont la loyauté est éprouvée en mesure de faire des commentaires ou des éditoriaux complaisants et qui bénéficient d'un accès privilégié aux sources. Dans les rédactions comme dans les espaces, les discours sont accrédités par des « *de source sûr* », « *de source bien introduite* », « *c'est le vieux père qui m'a dit ça* », « *un gradé m'a dit* », etc. Parfois, la source est masquée, elle tombe dans l'anonymat au nom de la sécurité du détenteur de l'information et, parfois de ceux qui suivent.

En plus de la source, la gestion de l'information, « *spin control* », se situe à l'amont de la communication. Les EDR et les journalistes établissent l'agenda politique en fixant le thème du jour. Cela relève du besoin de dominer l'espace public en pesant sur la détermination des sujets d'actualité. Sur la base de ce projet, la technique du *firebreaking* permet de faire diversion par rapport à des sujets gênants le candidat suivi. Inversement, le *stocking the fire* consiste à s'approvisionner en éléments d'informations susceptibles de perturber l'adversaire. Il s'agit de construire ou de détruire une identité. Ainsi, lors de la visite du Révérend Jessie Jackson, on a observé cette pratique à la survenance de la chute de ce dernier et de certains membres de son équipe. Se saisissant de cet incident comme d'une revanche les journalistes de l'opposition, notamment du RDR font les commentaires suivants :

⁶⁹¹ Gerstlé, *La communication politique*, op. cit., p. 102.

« Le FPI est une bande de corrompus depuis le plus grand jusqu'au dernier. Si tu regardes bien tu vas voir que les 100 millions que Gbagbo a donné à Blé Goudé pour organiser cette visite là, ils ont bouffé⁶⁹². Lui il a enlevé pour lui⁶⁹³ et quand c'est descendu⁶⁹⁴ sur les organisateurs au lieu de faire un podium en fer ou avec du bon bois ils ont pris 2 pour 5frs⁶⁹⁵ là pour faire tomber le vieux⁶⁹⁶ là ». [L. août 2009]

Le discours ne change pas dans les « grins ». En effet, les membres ne manquent pas cette occasion pour donner des coups à leurs rivaux des « agoras » et « parlements ». Un membre du « grin » d'Abobo le signifie :

« Les sauvages gars des parlements là, ils parlent plus. ADO a eu des problèmes ils sautaient sautaient⁶⁹⁷. Djaad⁶⁹⁸ ça venait sur eux⁶⁹⁹. Ils ont fait tomber le pasteur là. Nous là c'est notre dur⁷⁰⁰ qui a eu problème ? Or eux là ils sont allés chercher un étranger pour nous montrer que eux ils sont forts voilà maintenant ils ont honte parce qu'il a ôl⁷⁰¹ ». [L. août 2009]

En revanche, les journalistes de la presse bleue banalisent l'incident. Ils y font référence de manière légère et allusive. Un journaliste le souligne ainsi :

« Je pense que ce qui est important ce sont les retombés économique, diplomatiques et politiques que la Côte d'Ivoire gagne qui comptent. Ça c'est un banal incident qui ne doit pas nous détourner de l'essentiel. Actuellement là grâce à Blé Goudé Barack Obama connaît la Côte d'Ivoire, c'est ça l'essentiel ». [B. août 2009]

⁶⁹² Mot nouchi qui signifie consommer, dépenser. Dans ce sens prendre par devers soit. Détourner l'usage de biens affecté à des choix prédéterminés.

⁶⁹³ "Enlever pour lui" expression nouchi qui veut dire prendre ce qui est revient à soi.

⁶⁹⁴ "Descendre sur" : nouchi qui exprime l'idée d'une suite d'événements dans lesquels une situation arrive ou parviens au tour d'un intéressé. Dans les propos c'est la verticalité du haut vers le bas qui est rendu, au-dessus on Charles Blé Goudé qui, selon ce journaliste alloue les ressources, notamment à ses collaborateurs qui travaillent sous sa responsabilité. A leur niveau, ils vont retirer frauduleusement une partie de l'argent et ainsi de suite il ne restera plus rien ou, en tout cas peu d'argent pour régler ce pourquoi les ressources sont là.

⁶⁹⁵ "2 pour 5 frs", expression nouchi qui donne l'idée du vil prix d'une marchandise, d'un produit. La pièce de 5 frs est la plus faible unité de la monnaie ivoirienne et associée à une marchandise ou un service qui se vend à 2 unités pour seulement 5 frs renforce son caractère dérisoire.

⁶⁹⁶ Le vieux désigne le Révérend Jesse Jackson.

⁶⁹⁷ Expression nouchi qui signifie montrer sa sérénité, narguer un adversaire, un rival. Ici les "agoras et parlements" jubilaient de joie pour avoir réussi à déplacer une autorité politique et religieuse comme Jesse Jackson.

⁶⁹⁸ Onomatopée qui signifie or, alors que. Les parlements manifestaient leur joie alors que le malheur les guettait aussi.

⁶⁹⁹ Expression nouchi "Venir sur une personne", une situation, notamment une fait malheureux guette une ou un groupe de personnes. C'est surtout le sens qu'il ne faut pas rire du malheur des autres car on ne se sait pas ce qui pourrait nous arriver qui est rendue.

⁷⁰⁰ Mot nouchi "dur" qui désigne le leader, le responsable, le chef, une autorité, une personne dotée d'immenses pouvoirs ou d'un charisme avéré. Il s'agit ici de Alassane Dramane Ouattara.

⁷⁰¹ Ce mot nouchi signifie tomber à la renverse, s'affaïsser, s'écrouler. Son o viendrait de l'anglais « to fall », du son « ô ».

Le même discours se perçoit dans les « agoras » et « parlements ». Au TPCA un orateur explique :

« Le Président de la plus grande nation connaît de façon particulière Gbagbo. Tu as vu un peu comment Blé est intelligent ? Non non non, type là c'est vrai un génie, il n'est pas simple⁷⁰². Il a fait venir Jesse ici là, mais, c'est pour l'envoyer⁷⁰³. Il est allé faire commission que Gbagbo à donner à Blé. Ou bien ? Tu crois que pour rien comme ça, il va aller s'asseoir sans faire un point à Obama ? Il va parler ! Il est tombé et puis y a quoi, c'est travail il est venu faire là qui compte ».
[L. août 2009]

La répétition du négatif « non » traduit ici l'émerveillement devant le génie politique de Charles Blé Goudé. L'attention est détournée de la question.

Dans les deux cas, les EDR et les journalistes jouent le rôle de diffuseur d'idéologies des partis (Balle 1987:80). Ces espaces dans le premier cas exploitent habilement l'incident pour en tirer le meilleur parti et, dans le second, noient le poisson dans l'eau en dissimulant dans un flot d'informations détournées les retombés de l'incident sur les militants. Mais le faisant, ils construisent à leur manière l'information. Comme les journalistes, les EDR réussissent à proposer aux gens des idées pour penser et réfléchir. On peut avancer que dans une certaine mesure ils contrôlent l'agenda d'un segment de l'opinion en assurant par un tri sélectif une couverture des événements. Mais l'orientation de l'actualité n'est que temporaire en raison du renouvellement perpétuel de l'information.

En fait, les EDR s'adressent à des personnes qui appartiennent aux communautés politiques desquelles ils sont proches (Anderson 2002). La plupart de ceux qui fréquentent les « agoras » et « parlements » y viennent pour conforter des idées déjà construites. C'est dans ces circonstances que les orateurs jouent pleinement leur rôle de leaders. Intellectuels éclairés dans le sens gramscien du terme, ils s'appuient sur les articles pour construire des informations en leur conférant une certaine vitalité et une bonne visibilité. Car ils prennent le temps d'expliquer avec force détails le sujet à des personnes qui partagent le plus souvent la même polarité politique qu'eux. Interrogés sur leur appartenance politique, les membres de l'auditoire du TPCA d'Abobo ont donné les réponses suivantes : 87% se disent membres du FPI, 5% sont proches du PDCI et 8% sont militants du RDR.

A la lecture de ces chiffres, on perçoit les tendances de la polarité politique dans cet espace. S'ils rendent compte à priori de l'identité politique de cet espace, on peut cependant

⁷⁰² Expression nouchi « ne pas être simple » qui veut dire avoir plusieurs ressources pour se protéger dans le sens de posséder des ressources ou des capacités extraordinaires, protection mystique.

⁷⁰³ Nouchi qui marque selon l'orateur le rôle de chargé de mission de Jesse qui serait venu en mission de bons offices pour le compte du camp présidentiel.

s'interroger sur le sens de la participation autonome de l'individu dans le champ politique. Selon la théorie de la spirale du silence de Noelle-Neuman l'opinion publique est l'opinion dominante conformément à laquelle chacun peut agir ou s'exprimer sans craindre de s'isoler. La société punit les déviants en les isolant. Les individus craignent l'isolement et cherchent continuellement à évaluer le climat général de l'opinion. Ils adaptent leur comportement en public et l'expression de leurs opinions personnelles. Sous cet angle, les médias contribuent largement à faire entendre et à donner une visibilité aux opinions majoritaires et en conséquence à éliminer les opinions trop dissidentes par un processus en spirale de formation de l'opinion publique. Ce phénomène de contrôle de groupe explique le type d'adhésion aux idées développées dans les « agoras » et « parlements ». Il ne fait pas bon d'être d'un autre parti politique dans ces espaces⁷⁰⁴. Selon Stoezel « *Le groupe agit de deux manières sur le comportement d'opinions de l'individu. Avant la décision, il exerce sur lui une action stimulante, il indique les voies à suivre. La décision prise, les réactions des autres membres du groupe sanctionnent la conformité ou la non-conformité de l'action* » (2006:279).

C'est le jeu de l'explication qui dessine une autre fonction des EDR en liens avec les médias. De façon théorique, comme les journaux, les EDR interviennent dans la pratique *kite-flying*⁷⁰⁵. Ils fonctionnent comme des ballons-sondes qui sont envoyés pour tester les réactions des partisans et des opposants. Avant la signature de l'APO le 4 mars 2007, ces espaces ont réorienté leur lutte. Quelques semaines avant la naissance de ces accords, ils se sont investis dans le processus de transformation du conflit. Les orateurs sont devenus des "messagers de paix" qui ont participé à la cérémonie de la flamme de la paix à Bouaké. Du reste, avant et après cet événement, le discours guerrier qui enflammait les « parlements » et « agoras » est plus modéré. Le travail de formatage des imaginaires politiques le plus important a été sans doute la préparation des esprits des ivoiriens à adopter le nouveau Premier Ministre, le patron de la rébellion : Soro Kigbafori Guillaume. Décision difficile à accepter pour des individus qui ont été nourris à la thèse anti-forces nouvelles pendant 5 ans.

Les orateurs ont appelé les ivoiriens à construire mutuellement la réconciliation nationale. C'est à la suite de cet événement que Konan Konan Bertin (KKB), Président de la jeunesse du PDCI et Karamoko Yayoro, du RDR ont été autorisés à prendre la parole dans ces espaces, ce qui n'était pas envisageable auparavant. En outre, les jeunes patriotes prennent une part active à la mise en œuvre du point 6 des accords de Ouagadougou. Ils se sont réapproprié la campagne d'éducation civique en engageant les populations à participer au

⁷⁰⁴ Bahi, *La "Sorbonne" d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace publique*, op.cit., p.3.

⁷⁰⁵ Gerstlé, *La communication politique*, op.cit., p. 102.

processus du déroulement des audiences foraines, l'identification et l'enregistrement sur la liste électorale. Au niveau de l'opposition c'est également grâce au travail de fournis des « grins » que les jeunes du RHDP ont accepté la main tendue de ceux du camp présidentiel.

Les rapports entre les journaux et les EDR soulèvent aussi au plan théorique la question des comportements d'information. Selon le modèle théorique du *Two-step flow communication* de Katz et Lazarsfeld sur la communication à deux étapes via les leaders d'opinion les membres des EDR contribuent à diffuser l'information et par conséquent assurent la propagande. Les conversations politiques sont influentes dans la transmission de l'information, des perceptions et des convictions (Gamson 1992). L'individu tient compte des propos de ceux qui sont dans la même situation que lui dans un réseau ou un groupe social. On communique plus facilement avec quelqu'un qui nous ressemble socialement et qui partage nos attitudes. Cela crée une communauté politique dont l'influence renforce la probabilité d'une interprétation convergente de la communication. L'homophilie et les idées se renforcent mutuellement parce qu'en communiquant, on augmente ses chances de faire comprendre et partager son point de vue. Et cela transparait dans la copie des journaux.

II.1.2. Les copies des imprimés

Les homologues se lisent aussi dans les photocopies des articles des journalistes. Ce sont des copies des imprimés des journaux officiels locaux ou étrangers qui sont revendus à des prix qui oscillent entre 50 et 100 FCFA. Ils concernent tous les documents. D'habitude ces formes d'articles ont des volumes qui varient de 1 à 4 pages. Plus récemment, avec l'ouverture des campagnes présidentielles la « Sorbonne » a dupliqué une partie du livre-programme qui explique le projet de société du FPI. Ce document de 49 pages se vend à 300 FCFA. Cette forme de consommation des journaux se retrouve également dans les « grins » où l'on peut se procurer une partie du Projet de société du RDR. A Abobo, c'est un document de 32 pages qui circulent gratuitement entre les membres du « grin ». Mais la gratuité ne limite pas la diffusion du document qui est sans cesse photocopié par les membres désireux de le posséder. Entre avril et juin 2008 il a été dupliqué 7 fois. La duplication s'est accélérée depuis l'annonce des présidentielles à venir. Entre octobre et décembre 2009, il a été reproduit 34 fois. Derrière ces copies, on observe certaines pratiques de solidarité qui active et renforce la mobilité des idéologies. Une partie des documents se partagent entre amis, parents et membres du parti. Ils se retrouvent même hors d'Abidjan parce qu'au cours des voyages des membres ont remis leurs copies à d'autres personnes.

Il est difficile de saisir avec précision les journaux reproduits dans la mesure où la reproduction s'effectue sur la base de la pertinence des sujets traités et non sur la nature de la source. Cette duplication est sans limite parce qu'il arrive parfois qu'on retrouve des copies des journaux de l'opposition. Toutefois cela ne remet pas en cause la « ligne éditoriale » de ces espaces qui offrent la primeur de la reproduction aux journaux qui leur sont proches. Ils n'hésitent pas à s'auto-copier. A la « Sorbonne », on peut se procurer des papiers du journal Le Sorbonnard qui ne paraît plus d'ailleurs. Les « grins » n'ont pas encore eu de journaux à eux. Sur la base des enquêtes de terrain, on a identifié un certain nombre de journaux qui se retrouvent dans les « grins » et les « agoras » et « parlements ». Ce sont :

- L'inter
- dialogue
- Le monde
- Le Monde diplomatique
- Le Point
- Le Jour
- Nord Sud
- Jeune Afrique
- Le Patriote
- Fraternité Matin
- Le Nouveau réveil
- Le Courrier d'Abidjan

Certains documents dupliqués sont anonymes. La source est volontairement ou inconsciemment masquée. Le bricolage allie parfois les qualités artistiques des individus de ces espaces et les textes des journalistes. Ils accompagnent les productions de dessins griffonnés à la main. Ces représentations sont en lien avec les sujets traités. Sur l'une des copies parue le 2 octobre 2006 on peut lire la titraille suivante : « *Révélations. La Côte d'Ivoire sur le pied de guerre. Frontière ivoiro-libérienne. 2000 mercenaires libériens positionnés. Une guerre se prépare contre l'armée et des patriotes* ». Dans le coin gauche de la première page, on peut voir le dessin d'un soldat portant son arme avec un peu loin un groupe d'hommes en armes. Cette construction qui allie l'image et le texte renforce l'idée de violence liée à la guerre. Il s'agit surtout d'alerter les populations sur les risques de reprise du conflit en Côte d'Ivoire.

A côté de la duplication existe deux autres formes de diffusion des idéologies par la collusion médias et EDR. A la « Sorbonne » et au TPCA, des buralistes vendent des journaux. Et, en plus d'écouter les analyses des orateurs, l'auditoire peut lire la presse. Mais cette lecture est parfois partielle et incomplète. Au lieu d'acheter les journaux, les personnes se contentent de parcourir les titres et, sur la base de ce survol, se font des opinions sur les sujets d'actualité. Pour les plus prudents, il s'agit tout juste de savoir la saillance des faits du jour. Cette forme de consommation de la presse est appelée de façon triviale la « titrologie » et ceux qui s'y adonnent sont des « titrologues ». Ce phénomène s'observe de façon indirecte dans les « grins ». On fait la titrologie dehors dans la journée hors du « grin ». Et, le soir sur la

base des informations récupérées sur la titrairie des journaux affichés par les buralistes, les individus échangent avec leurs pairs. A côté de celle là d'autres personnes font la location de journaux. Contre 25 ou 50 FCFA ils ont accès aux journaux. Parfois, eu égard aux relations d'amitié qui les lient aux revendeurs ils peuvent lire les journaux et les rendre sans déboursier un sou. Tous les espaces pratiquent cette forme de location amicale.

A la « Sorbonne » et au TPCA, on se livre aussi au recyclage des journaux. Cela consiste à revendre les journaux dépassés à des prix qui vont de 25 à 50 FCFA. Cet espace est un maillon d'une vaste chaîne de recyclage de journaux qui commence depuis les entreprises de distribution comme Edipresse. Les invendus des journaux ne sont pas détruits. Ils sont achetés au kilogramme par les commerçants et les personnes qui vendent les livres usés. On appelle ces dernières « librairies par terre » en raison de la politique de marketing. Les ouvrages sont exposés à même le sol, parfois sur des tables et se vendent à des prix en dessous de ceux proposés dans les établissements agréés comme les librairies ou les magasins. Ce sont ces opérateurs économiques qui ont reçu l'autorisation d'exercer à la « Sorbonne » qui revendent à bas prix les journaux et aussi les livres. Ils deviennent ainsi des acteurs importants du vaste réseau de diffusion des idéologies.

La copie des journaux et la titrologie mettent en péril l'avenir de la presse et, par ricochet celui des journalistes (RSF 2007:7). La plupart d'entre eux se plaignent de leurs conditions de travail qui ne leur permettent pas de vivre décemment. D'où l'apparition de comportements qui ouvrent la voie à un traitement erroné ou orienté de l'information⁷⁰⁶. Ils sont à la merci des entrepreneurs politiques. Le contrôle des médias est un long processus apparu en Côte d'Ivoire depuis la période coloniale. Il était utilisé pour diffuser l'information officielle mais servait aussi de support pour les réclames des commerçants européens. Aujourd'hui ils sont soumis aux influences des politiciens par manque de maturité professionnelle (irrégularité de la périodicité, problèmes techniques, etc.) et journalistiques (non vérification des informations, injures, délations, etc.) (Bahi 1998:85).

Ces journaux sont intégrés au dispositif de communication des partis. Mieux, pour rendre plus performants la propagande ils recrutent des journalistes qui travaillent dans des organes de presse qui leur appartiennent. Cette pratique existe dans les textes fondateurs des partis. Ainsi Notre Voie, le Matin d'Abidjan et Le Temps appartiennent à des hommes politiques du camp présidentiel. Le Nouveau Réveil, Le Patriote, Nord-Sud, Le Jour appartiennent à des responsables de l'opposition notamment le RDR et le PDCI. De

⁷⁰⁶ Les journalistes ont des salaires qui ne le permettent pas de vivre décemment. Cette situation ouvre la voie à la corruption traduite par un mauvais traitement de l'information.

nombreux journaux apparus depuis 2002 servent la cause politique. Cela s'explique par le fait que « Dans les contextes de conflit, les médias publics se muent en instruments de propagande, alors que les rares journalistes de la presse privée qui tâchent de préserver un certain équilibre sont immédiatement qualifiés de « traîtres », d'infidèles à leur patrie » (Frère 2005:12).

Le recyclage des journaux par la distribution à bas prix est sans nul doute un puissant instrument de diffusion des idéologies. En se procurant les invendus les individus emportent avec eux les idéologies des partis. On assiste dès lors à une autre forme de propagande qui met en lien une économie informelle, un instrument non institutionnel de communication politique et des logiques de consommation de la presse. Du fait des difficultés économiques, ces personnes participent à l'activation ou au renforcement de pratiques illégales au niveau commercial. Mais, on peut émettre l'hypothèse que cette économie des EDR contribue à la propagation des idéologies. Ce sont aussi des formes de participation politique. En somme la presse est utilisée comme un instrument de pouvoir entre les mains des hommes fortunés qui s'investissent dans la politique (Toscer 2003:271). Ils consolident leur position dans le champ politique en se dotant de journaux qui travaillent pour eux.

II.2. Sons et lumières pour la propagande. La radio et la télévision

Les EDR puisent dans les mêmes sources radiophoniques. Mais chaque EDR tire et exploite les informations qui font l'apologie du parti politique dont il a épousé l'idéologie. Ainsi ce sont les analyses des journalistes de RFI, BBC, VOA⁷⁰⁷ et France 24 sur l'actualité qui servent de réservoir d'informations pour tous les espaces. Un petit transistor plaqué à l'oreille, de l'un des membres du « grin » d'Abobo permet à toute la communauté d'écouter en directe le journal de 18 h 30 mn dénommé "Afrique Soir" sur RFI. Un aîné le certifie d'ailleurs :

«C'est RFI qui nous a permis de savoir réellement ce qui se passe. Chaque fois Gbagbo coupe RFI quand ça l'arrange pas. Ce sont leurs journalistes qui nous ont informés que l'opération se déroulait avec des blocages dans certaines villes de l'intérieur pendant les audiences foraines de 2006. Avec RFI tu sais que tu vas être bien informé. Eux ils mentent pas ». [T. septembre 2006]

⁷⁰⁷ Voice Of America

Les échanges entre les membres s’ouvrent le plus souvent après avoir religieusement écouté l’émission “Afrique Soir” diffusée à 22 h sur RFI. Sur ce point, certains membres témoignent :

« A partir de 22 h, tout le monde se tait et on écoute le dernier journal sur l’Afrique. On arrêtait tout pour suivre l’évolution des évènements sur les audiences foraines ». [P. 15 septembre 2006]

Cependant, les discours laudateurs en faveurs des radios internationales tournent la plupart du temps en dédain pour la radio locale. Pour les « grins », la radio locale (radio Côte d’Ivoire) n’est pas objective. Elle est à la limite ennuyeuse. Celle-ci a mal assuré la couverture médiatique des événements sur les audiences foraines en 2006 et en 2009.

Par ailleurs, l’opinion à la « Sorbonne » et au TPCA se distinguent par un rejet des radios internationales. ONUCI-FM et RFI ont, selon eux ont contribué à faire de l’intoxication. Ils ont, aux dires de l’un des orateurs, organisé « *la résistance médiatique* » contre ces radios pendant ces événements. Un responsable du TPCA affirme à ce sujet :

« Le problème de la Côte d’Ivoire, c’est RFI. Cette radio étatique qui travaille donc pour Chirac. C’est une radio à la solde de ceux qui sont venus agresser et cette radio leur a permis d’encourager les non ivoiriens à réclamer un certificat de nationalité. Tous les membres influents du RHDP ont passé leur mot d’ordre sur RFI. Et cela est passé en boucle comme pour jouer avec les ivoiriens ». [J. 15 septembre 2006]

Des années plus tard, le discours n’a pas varié. En 2009 on peut toujours sentir le sentiment de rejet de cette radio. Pendant l’enrôlement sur les listes électorales un orateur de la « Sorbonne » a soutenu cette thèse en ces termes :

« Depuis la guerre a éclaté on dit aux gens que c’est RFI. Radio Founninin⁷⁰⁸ International qui nous combat⁷⁰⁹. Les messages pirates de Soro et ces gars passent là-bas, le RHDP aussi c’est la même chose. Et c’est pas fini ! Les gars de Sarkozy comme Kouchner prennent ça pour donner ordre à Gbagbo. C’est Gbagbo qui joue avec eux, sinon si c’est moi là, y a longtemps j’ai coupé ça⁷¹⁰. Et puis je chasse tous les gars⁷¹¹ ». [juin 2009]

En somme, de 2002 à 2009, les « grins » sont accusés de soutenir la rébellion et l’opposition. Les interventions des orateurs, les TD sont autant d’occasions au cours

⁷⁰⁸ Injures formé à partir de la racine “fou” et du suffixe “aise”.

⁷⁰⁹ Dérision utilisé avec l’acronyme RFI. Au lieu de Radio France International, une partie des orateurs parlent plutôt de Radio Founninin (ou Foutaises) Internationales.

⁷¹⁰ Suspendre les signaux hertziens qui gèrent l’émission des ondes de RFI.

⁷¹¹ Expulsion de toute la rédaction de RFI.

desquelles la France est mise au banc des coupables. Devant les accusations de partialité, la Directrice générale déléguée de RFI, Christine Ockrent a, au cours d'un séjour en Côte d'Ivoire tenter de défendre la radio en martelant que « *RFI n'est pas une radio partisane* »⁷¹². La tentative de réhabilitation de l'image de RFI passe également par une politique de communication dynamique. Depuis le début de l'année 2010, elle affiche de grandes pancartes dans les grandes artères de la ville d'Abidjan comme pour clamer son impartialité voire son innocence devant toutes les accusations.

Le monde de la télévision a été, à l'image de la radio, tiraillée entre les deux espaces en fonction des idéologies. La polarité politique a rangé les EDR derrière les télévisions selon que les personnes soient "patriotes" ou membres d'un « grin ». Mais sur ce point les sentiments sont plus nuancés. Ils consomment tous les émissions de : TV 5, CFI, TF1, France 24, Africa 24, i-télé, etc.

La « Sorbonne » et le « TPCA » se sont appuyés sur ces télévisions pour véhiculer leurs messages à l'endroit de leur auditoire. Plusieurs émissions produites par ces télévisions (et mise sur supports CD et cédéroms) sur la crise ivoirienne et particulièrement sur les grands moments qui ont animé la crise ont circulé et continuent de circuler dans ces espaces.

La « Sorbonne » par exemple s'est enrichie depuis quelques années avec l'investissement de certains alliés et membres de ces espaces dans la production audiovisuelle. Le leader de la galaxie patriotique Charles Blé Goudé co-produit des émissions avec d'autres télévisions (Africa 24, 3A télésud, la RTI TV 2). L'entreprise de communication Leaders' Team Associated assure la couverture médiatique de tous les événements du camp présidentiel. Le maire d'Adjamé a réalisé un film qui retrace la vie du Président du RDR. Les grands partis se sont dotés à ce niveau de moyens importants en s'offrant les services de spécialistes de la communication politique. Mac Cann Erickson filiale de Mac Cann Worldgroup s'occupe de l'image du Président du PDCI Henri Konan Bédié, Euro RSCG de Gbagbo Laurent et Voodoo communication de Alassane Dramane Ouattara.

Les antagonismes autour et par les médias ont emmené les jeunes du RHDP a organisé une marche pour « *Libérer la Bastille RTI* » le 26 janvier 2010. Car pour eux, le régime de Gbagbo a une mainmise très forte sur cet outil d'Etat.

Comme avec la presse écrite ces médias sont mis au service de la propagande. Crédité de 23% pour la télévision contre 17% pour la radio, ces médias occupent somme toute une place importante dans les EDR. La télévision est l'un des média d'information dominant.

⁷¹² Nord-Sud, N° 1167 du 7 avril 2009.

L'intérêt de la radio et de la télévision dans les EDR découle de la nécessité de ces espaces de renforcer la visibilité de leurs partis dans le champ politique. La radio et la télévision atteignent le public chez lui, dans son foyer (Cazeneuve1962:27). Comme les autres médias ils s'inscrivent dans les stratégies de visibilité des partis. Pour ce faire, la radio et la télévision sont pour ces derniers des sources d'informations pour alimenter les débats. La télévision permet une personnalisation de l'actualité. Car « (...) *la vie politique telle qu'elle apparaît à la télévision se présente le plus souvent, sous la forme personnalisée d'une « galerie des portraits » : on filme les leaders politiques chez eux, en famille ; on nous montre leur femme, leurs enfants, leurs amis ; on les suit dans leurs tournées électorales ; on les voit pratiquer leur sport favori, etc.* » (Champagne 1971:425).

La télévision met en scène les leaders des partis politiques et les membres des EDR. Ainsi, le film de 1 minute 25 secondes, « *Alassane Dramane Ouattara. Un homme d'expérience au service de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique* » retrace la trajectoire professionnelle du Président du RDR. « *Présidentielles 1990* » est une production vidéo de 1 minute 39 secondes qui présente l'intervention télévisée du candidat Laurent Gbagbo lors des élections générales de 1990. Plusieurs films d'orateurs sont en vente à la « Sorbonne » et au TPCA. On le voit, « *la télévision donne désormais aux dirigeants politiques qui peuvent et savent la manier, une influence prépondérante sur l'opinion* » (Terrou 1965:133).

Les sentiments de rejet des médias internationaux par les « agoras » et « parlements » trouvent leurs origines dans les rapports de la Côte d'Ivoire avec le processus de démocratisation amorcé en 1990. Cette démarche a entraîné à partir de 2002 le renversement de plusieurs objets totémiques au nombre desquels le mythe de l'hégémonie de la métropole, la France, sur la colonie. Modèle de démocratie hier, elle est conspuée aujourd'hui pour refus de laisser son ancienne colonie accéder à la plénitude de son autonomie (Dozon 2000). Et ce ressentiment prend forme à travers toutes les institutions d'origine française. Et les médias sont l'incarnation de ces symboles (Banégas 2006, Marshall 2005). De ce fait RFI est perçue comme un instrument au service de l'idéologie colonialiste de la France (Jeanneney 2001:318-319). Cette perception est renforcée avec le souvenir du conflit rwandais. Le rôle partisan de la radio mille collines et l'implication ambiguë de la France (à travers l'opération Turquoise) au Rwanda a activé une psychose née du fait qu'en Afrique les médias peuvent devenir potentiellement dangereux.

Mais derrière ces accusations et réfutations, on peut déceler l'écran de fumée activé par les entrepreneurs politiques pour se positionner (Champagne 1990). Le champ politique ivoirien est marqué par la volatilité des choix de certains acteurs. Les rapports de ces hommes

avec leur environnement sont volatiles. Dans les années 90, le FPI était dans l'opposition et, du fait du contrôle exercé par le PDCI sur les médias, RFI s'est présentée comme l'une des rares alternatives pour relayer les messages de l'opposant Laurent Gbagbo. C'est du reste, cette dernière qui assurait la diffusion des messages du leader des jeunes Charles Blé Goudé et les autres dirigeants de la FESCI. Mais aujourd'hui, le changement de statut (d'opposant à homme au pouvoir) a modifié aussi les perceptions vis-à-vis de RFI. Pour le FPI, cette radio est devenue un adversaire. Au-delà de RFI, cette attitude révèle le complexe du bouc émissaire qui incite à la suppression ou à l'expulsion d'un groupe déclaré hostile (la France) ou impur (les présumés étrangers et les nordistes)⁷¹³.

On perçoit ici les possibilités de manipulation des médias pour la propagande des hommes politiques. L'exaltation des médias internationaux dans les « grins » traduit le réflexe de la plupart des partis d'opposition en Afrique. Les difficultés qu'elle éprouve pour exercer ses activités l'orientent vers d'autres partenaires. Elle met en avant le poids des acteurs non étatiques étrangers dans le champ politique. Ces derniers ont une certaine influence dans le jeu de rapports de force.

II.3. Internet et le mobile militants. Les petits soldats de la toile

L'explosion des médias a apporté de nombreuses innovations dans le champ politique. L'évolution de l'outil Internet est telle que certains penseurs annoncent la mort des médias traditionnels (télévision, journaux, radio). Dans l'acception informatique, un réseau est un ensemble de matériels informatiques interconnectés. Il comporte une partie matérielle (ordinateurs, terminaux, cartes d'interface réseau, câbles, etc.), une partie logicielle (applications, programmes de gestion de réseau, etc.) et une composante humaine (Dufour 1995:4). Ce dispositif matériel est accompagné par plusieurs produits dérivés qui sont les supports CD, DVD, clés électroniques, disques durs externes, etc. Internet permet à son utilisateur d'offrir ou d'avoir accès à plusieurs services. Et ce sont les applications qu'il permet qui ont facilité son intégration dans les pratiques politiques.

En Côte d'Ivoire, les partis se sont mis au numérique. Le PDCI, le RDR, le FPI, l'UDPCI, etc. se sont dotés de sites Internet. Les leaders eux-mêmes ont créé plusieurs sites personnels qui parlent d'eux. À côté des sites des hommes politiques, les membres des EDR et les alliés politiques se sont investis également dans cette activité. Certains acteurs politiques se sont dotés de plusieurs sites pour exploiter plus profondément certains domaines susceptibles de servir leur cause. La « Sorbonne » a un site Internet. Ces sites contiennent

⁷¹³ Bouthoul, *Sociologie de la politique*, op. cit., p. 55.

plusieurs rubriques : « Articles », « News », « Forum », « Annonce », etc. Le site de la « Sorbonne » organise même un sondage en ligne pour évaluer la côte de popularité des futurs candidats à l'élection présidentielle de 2010.

Les sites offrent la possibilité à ces hommes de mettre en ligne des films, des photographies, des articles, de la musique téléchargeable sur supports CD ou clés USB. Ce sont des espaces privilégiés pour la diffusion de messages à caractère politique. Aujourd'hui, toutes les activités des leaders de partis sont systématiquement annoncées et diffusées sur la toile. Les jeunes leaders politiques comme Eugène Djué et Charles Blé Goudé se sont plusieurs fois livrés à un exercice de discussions sur Internet avec les internautes.

Les possibilités de téléchargement permettent à tous les leaders de ces espaces de produire des films. Ainsi, à la « Sorbonne » et au « TPCA » on peut, outre les vidéos de films (action, arts martiaux, fantastique, etc.) se procurer des CD et DVD (vendus entre 500 et 1000 FCFA) des tournées, voyages, communiqués, débats, meetings, marches du FPI. Le développement de cette industrie est facilité par le développement d'une véritable industrie de piraterie de films entre la Côte d'Ivoire et ses voisins (Larkin 2006). De même, dans les « grins » on a identifié des vidéos d'activités du leader du RDR. Contrairement aux « Agoras » et « parlements », ils ne circulent plus discrètement et ne sont pas vendus publiquement. Il s'agit soit de productions amateurs réalisées par des individus ou des médias soit des films commercialisés par la direction du parti pour la propagande et la formation de ses militants. On a constaté une hausse de ses productions vidéos et de leur diffusion sur Internet depuis le dépôt des candidatures aux Présidentielles à venir. Mais la remarque la plus pertinente ici c'est l'augmentation de l'usage de films sur supports CD et DVD dans les « grins » comme dans les « agoras » et « parlements ». Cette tendance était très marginale auparavant. On peut mettre ce regain pour les films à l'actif de la nécessité du renforcement de la visibilité du RDR. Cela s'inscrit dans la perspective globale d'une prise de conscience de ce parti qui s'est rendu compte du changement de rapports de forces dans le champ politique. Avec ses alliés du RHDP le RDR mesure l'affaiblissement des capacités du FPI à l'aune des dernières activités politiques, notamment les affrontements entre les jeunes des partis en 2006 et la marche sur la RTI en janvier 2010.

Une lecture plus pointue permet de déceler aussi l'influence du contexte politique international. Les manifestations organisées en Iran et en Thaïlande contre les régimes de Amadi Nedja et l'adversaire de Taksin Shinavatra ont activé le désir du changement dans l'opposition ivoirienne. Mais c'est surtout la couverture et la médiatisation des manifestations des jeunes opposants Iraniens et des « chemises rouges » qui sont à considérer. En Iran, le

blocage de tous les instruments de communication a fait naître de nouveaux usages des téléphones portables et d'Internet. Les manifestants Iraniens filmaient eux-mêmes les marches et les affrontements avec leurs portables et téléchargeaient les films sur des sites de pirates qui échappaient à la censure du gouvernement. Des interfaces comme Twitter et FaceBook et les sites de chaînes de télévision (la rubrique "Les observateurs" de France24) ont été mobilisés pour montrer au monde entier le décès d'une manifestante en Iran et la violence de la répression. Dans cet ordre d'idées, il faut ajouter la vidéo sur la bousculade meurtrière qui a eu lieu au stade Félix Houphouët Boigny en 2009. Cette vidéo a été mise en ligne par un observateur de France 24 à Abidjan et elle a fait le tour du monde. Plus récemment, les violences en Guinée ont également été filmées et une vidéo de 2 minutes 17 secondes intitulée « *Guinée. Images de violence extrême, personnes sensibles s'abstenir !!* » circule actuellement sur Internet. La promptitude et la sévérité avec lesquelles la communauté internationale a réagi en dénonçant dans un rapport de Human Rights Watch les violences faites aux femmes et les tueries⁷¹⁴ sont des précédents qui, à la réalité, sont récupérés et utilisés comme un chiffon rouge par l'opposition ivoirienne pour combattre le FPI.

La menace de sanctions fonctionne comme un outil de pression, une arme pour calmer ou neutraliser le FPI. Déjà affaibli par les sanctions (embargos sur les armes, isolement dans certains milieux diplomatiques et politiques, sanctions de Charles Blé Goudé et Eugène Djué maillons essentiels dans la mobilisation des jeunes, l'information judiciaire contre Simone Gbagbo et des membres de son entourage) sont entre autres, des coups qui réduisent la marge de manœuvre du parti au pouvoir. En plus des efforts pour se maintenir, le parti est aussi préoccupé à réhabiliter son image auprès de la communauté internationale. Pour cela, le FPI se trouve devant un choix cornélien : ménager ses partisans et gérer en même temps les attaques d'une opposition de plus en plus entreprenante. Le rôle et le poids de la justice internationale, acteur de pouvoir, dans la gestion des conflits internationaux est indéniable (Dasquié 2003:185, Campbell 2000:143).

Fort de ces expériences et de leur écho au sein de la communauté nationale et internationale, le RHDP organise ses activités en prenant soin d'en assurer une couverture médiatique maximum. En janvier 2010, à la veille de la marche sur la RTI, les leaders des jeunes relayaient dans tous les journaux des partis de cette organisation l'information selon laquelle ils devaient apporter avec eux des appareils photos et des téléphones portables de

⁷¹⁴ Human Rights Watch, décembre 2009, *Un lundi sanglant*, 113 p.
[En ligne] Disponible sur : <<http://www.hrw.org/node/87196>> (consulté le 2 octobre 2009)

dernière génération. Ces téléphones mobiles devaient être utilisés en cas de répression pour collecter des preuves de la brutalité des forces de police.

Interrogés sur l'importance des téléphones mobiles et des films pour la marche du 26 janvier 2010, un responsable de la RJR répond :

« C'est important pour nous de venir avec des appareils photos et des portables pour filmer. Avec Gbagbo on ne sait jamais. Si on nous frappe, y a au moins un qui va prendre des photos ou filmer. Donc on a dit à tous les gars de venir avec leurs portables ». [P. janvier 2010]

Les propos tenus dans cet entretien réalisé le 25 janvier, la veille de la marche, se sont confirmés le lendemain. Entre le siège du PDCI et le carrefour RTI à Cocody, on a pu observer de nombreux militants en train de filmer ou prendre des photos des marcheurs. Ils y ont même été encouragés par le Président du Directoire du RHDP (Djédjé Mady) qui était présent. Les images et les vidéos se partageaient par bluetooth entre les militants.

L'usage du mobile a aussi été remarqué au stade Biaka Boda de Gagnoa et au stade Jesse Jackson de Youpougon. Pour leur propre souvenir dans un premier temps, les membres des partis prennent des photos et font des films avec leurs téléphones mobiles. Cette capture de l'image des leaders est tolérée en temps normale lorsque tout se passe bien mais elle change en cas de crise. Lors de la chute du Révérend Jesse Jackson à Yopougon les militants FPI sont rentrés dans une violente colère et se sont mis à saccager le podium. La sécurité a immédiatement reçu l'ordre d'empêcher les photographes et les porteurs de téléphones mobiles de prendre des photos. Ceux qui ont insisté ont été délestés de leurs appareils. La censure s'est déplacée sur le podium. En effet, chacun voulait emporter un morceau de planche qui a servi à confectionner le podium. Mais les policiers présents ont reçu l'ordre d'arracher à coups de gaz lacrymogènes les bouts de planche. Les restes de plancher, les films et les photos sont des éléments qui pouvaient être utilisés pour casser le moral des troupes du FPI. Le RDR aussi n'a pas dérogé à la loi du secret. Après la chute du leader du RDR les militants qui étaient en première ligne près du podium ont tenté de faire des photos. Mais mal leur a pris. Les policiers se sont rués sur eux pour leur enlever leurs appareils.

Cette incursion du mobile dans le champ politique est à rechercher dans les rapports de la jeunesse avec les NTIC. Dans les années 1980, l'invasion de l'Afrique par les NTIC (Chéneau-Loquay 2003:122) a soumis la jeunesse ivoirienne aux influences des vidéoclubs⁷¹⁵. Et depuis, à celle du téléphone mobile (Cadéac et Lauru 2002). En effet, *« nés en ville, les jeunes citadins grandissent avec la télévision, les vidéoclubs, les transports en commun, les*

⁷¹⁵ Fraternité Matin, N° 9371 du 10 janvier 1996.

bars, la publicité, les supermarchés (...) » (Latour (de) 2001:153). Cette technologie est rendue opératoire dans la culture par des objets concrets et visibles tels que Internet, l'ordinateur, la caméra numérique et le téléphone mobile. De manière générale, le téléphone mobile a envahi la vie quotidienne des individus qui l'emploient partout (en famille, entre amis, au travail, etc.) (Martin 2007:107). « *La double apologie de la transparence sociale et de la rationalité des comportements de l'homme à laquelle nous avons assisté ces dernières années n'est pas restée lettre morte. Les nouvelles représentations de soi, conjuguées avec la puissance des médias et des « nouvelles technologies de la communication », ont transformé progressivement les conditions de la vie en société, notamment du point de vue de l'extension de l'espace public* » (Breton, P 1997:154).

La génération actuelle de membres des EDR est à l'image de tous les jeunes de Côte d'Ivoire. Ils sont de plus en plus nombreux à posséder le téléphone portable, communiquent avec l'outil Internet et les CD et DVD. Plus récemment le Ipod a fait son entrée dans les pratiques des EDR. Ces objets servent de véhicules de diffusion des idéologies et font naître des pratiques nouvelles notamment par la création de nouveaux codes de communication. Une nouvelle manière de communiquer par transgression des règles de l'écriture classique apparaît à travers les SMS, les 'Bip' et les 'MMS'.

Cette transgression du langage relève d'une création au sens de Michel de Certeau (1990) dans la mesure où les acteurs, ces jeunes gens, inventent un nouvel usage qui ne figure pas dans le projet des opérateurs de téléphonie mobile. Ce détournement d'usage s'articule sur la flexibilité d'un mode d'écriture bref qui, contrairement à ce que soutient Desjeux (2005), n'est pas aussi simple. Cette écriture, appelée texto est d'autant plus complexe qu'elle traduit l'émergence de nouvelles identités juvéniles dans une société de consommation saturée de technologies. Les trajectoires appropriatives qui transparaissent à travers le SMS, le bluetooth et le bip préfigurent les nouvelles formes de réappropriation des nouveaux objets qui construisent le genre de vie des jeunes.

Le téléphone mobile est un outil qui est mis à contribution pour mobiliser les actions collectives. Il permet la diffusion rapide et sécurisée des mots d'ordre sur le terrain. Il aide les usagers à se brancher les uns les autres pour la circulation de messages (Jauréguiberry 2003). Même si les enquêtés n'ont pas été en mesure de quantifier avec précision le nombre de messages envoyés, il n'en demeure pas moins que la pratique du SMS est fortement intégrée au dispositif de communication des EDR. Cependant, la fréquence de son usage varie selon les changements qui s'opèrent dans le champ politique. En période de crise, la pratique du

SMS est plus intense. L'ubiquité conférée par le mobile est appréciée par les acteurs des EDR en ce sens qu'ils peuvent gérer plusieurs situations d'urgence sans pour autant se déplacer.

Le SMS est aussi, pour ces jeunes, un instrument de sécurité. Celle-ci découle de la possibilité, pour les correspondants, d'envoyer et de recevoir discrètement un message (Journet 2007:28). Cette aptitude est d'autant plus appréciée qu'elle les aide à communiquer rapidement dans les situations de crise sans attirer l'attention de leur environnement. Le besoin de sécurité manifesté par ceux-ci transparaît dans le langage codé qu'ils utilisent dans les transactions communicationnelles. Ils ont même élaboré une forme d'écriture connue et partagée par les seuls membres de ces espaces. Ce langage est construit et entretenu pour préserver l'identité de certaines personnes et protéger le caractère confidentiel de certaines informations dites stratégiques. Le caractère confidentiel du SMS les amène à créer une écriture de « sacré » c'est-à-dire un langage écrit connu d'une poignée d'individus. Le SMS utilise un niveau de langue qui, le plus souvent ne respecte pas les normes de l'écriture dans la langue française.

La maîtrise de l'espace par l'agencement des NTIC traduit chez les jeunes une tentative de contrôle du futur. Ce sont en définitive des moyens de projection dans un avenir radieux dans lequel ils ont un parfait ascendant sur les menaces et les opportunités en présence. L'espace ici est pluriel, fragmenté, informel, dérégulé avec plusieurs coefficients affectés à la gestion du temps et de la matière. Des manipulations liées à l'usage de téléphones portables, Ipod et ordinateurs jaillissent une personne douée d'aptitudes de domination de son espace. L'alliance entre Internet et le téléphone mobile est un signe de la convergence entre les différents outils de communication (Poupée 2003:107-110). Ce couplage est d'autant plus utile que les acteurs politiques se servent des possibilités conjointes de ces outils pour mieux propager leurs idéologies.

D'autre part, « *la chute* » des leaders devant leurs militants pose le problème des limites des possibilités des hommes politiques engagés dans les logiques de diffusion des idéologies. La rudesse de la concurrence politique emmène les acteurs politiques à se surpasser, à reculer le plus loin possible leurs limites. Et c'est dans ce processus qu'apparaissent au grand jour leurs faiblesses. Croyant être les maîtres du jeu, ils se livrent aux mélanges des genres en associant espace public et espace privé. Les nombreux changements apparus dans la communication les soumettent à de nouvelles contraintes qui les obligent presque à se dévoiler, à s'ouvrir pour solliciter l'adhésion. Du coup les frontières entre l'intime et le profane deviennent poreuses (Flichy 1997:238-239).

La réaction des hommes politiques pour rattraper l'erreur (la chute), est parfois violente. On a l'impression qu'un divorce éphémère s'installe entre l'homme politique et ses militants qui l'adulent. Les derniers peuvent voir, mais jusqu'où ? Du reste, sont-ils autorisés à tout voir ? Les pratiques de spectacularisation politique ressemblent de ce fait à une individuation de l'espace public où « *L'homme des foules* » (Poe 1965) promène son espace privé avec lui au long de ses déambulations dans la ville. Il est au centre du monde et pourtant reste caché au monde. En regardant, il est protégé car il a le droit d'être seul (Sennet 1979:167). Dès lors, le leader politique de rappeler à la foule de militants les normes qui régissent les mœurs en rappelant que « *c'est un affront pénible pour une personne de rang sociale élevé de montrer sa nudité à une autre de rang inférieur, de dormir ou de somnoler (ou de s'effondrer) dans un lieu public* » (Habermas 1991:199). Le sentiment de pudeur apparaît comme une fonction sociale de la honte qui régule la structure sociale.

Théoriquement, ces supports correspondent à une tentative des acteurs des espaces de discussions de rues de matérialiser les imaginaires politiques. L'imaginaire politique s'actualise lui aussi par l'intermédiaire de supports matériels. Ils servent à provoquer ou à entretenir le sentiment d'appartenance et de solidarité dans la communauté. Pour Rocher, « *C'est ce que recherchent et provoquent par exemple le chant de l'hymne national par la foule, une tournée du chef de l'Etat au moment approprié, une caricature montrant le personnage « typique » affrontant les difficultés présentes de la collectivité (au moment d'une crise internationale ou une hausse de taxes), la levée de drapeau ou le serment au drapeau* » (1968:95).

La télévision et les images qu'elle présente relève d'une sévère sélection des images présentées au spectateur (Bourdieu 1996). En témoigne la censure qui a entourée la diffusion des chutes du Révérend Jesse et du Président Alassane Dramane Ouattara. Les images n'ont pas été présentées, on a tout juste parler de l'incident en des termes allusifs. La censure de la télévision est stigmatisée par Bourdieu comme un instrument de maintien de l'ordre symbolique. En revanche l'autre effet contraire de cet outil est perceptible en visionnant les films diffusés sur Internet ou en enquêtant dans les « agoras » et « parlements » ou les « grins ». Ces éléments révèlent, selon Bourdieu, la dimension de dramatisation de la télévision. Elle met en scène, en images un événement et choisit de l'amplifier en insistant sur son caractère dramatique et tragique. Bourdieu parle de « *l'effet de réel* » car rapporter des faits à la télévision implique nécessairement une construction sociale de la réalité capable d'exercer des effets sociaux de mobilisation ou de démobilitation.

Les NTIC et la nature ne suffisent pas à propager à eux-seuls les idéologies politiques. Celles-ci circulent aussi grâce à la force, la publicité et l'enrôlement des non Ivoiriens dans la cause de la mobilisation.

III. La diffusion des idéologies par la force et l'enrôlement des non Ivoiriens

Le travail de dissémination des idéologies mobilisent parfois des stratégies paradoxales. La force et l'ouverture de l'état civile aux non Ivoiriens sont parfois nécessaires.

III.1. La parole faite chaire ou la force au secours des mots

Le slogan toujours brandit par les « agoras » et « parlements » est « *La parole, rien que la parole* ». Mais à certaines occasions, il convient de donner une efficacité à ce slogan qui risque de passer pour un simple vœu pieu. La force est l'ensemble des atouts, des adversaires, des obstacles et des opportunités de triompher dans une situation de compétition. Aussi l'usage de la force est requis pour des actions dissuasives ou répréhensives. Les EDR y ont recouru pour dissuader, apporter une riposte, ou casser une autre action de force. Ainsi, le premier responsable du TPCA parle des raisons de son usage :

« On ne peut pas faire la politique sans les démonstrations de force. On ne le fait pas toujours, mais c'est nécessaire pour s'imposer. Quand la discussion n'est plus possible il faut passer à l'action. Tu as vu un peu en 2004, on est sorti pour montrer à la France qu'on ne joue pas avec la Côte d'Ivoire. Les plaisantins du RHDP aussi nous connaissent. Sur le terrain on est concret. Ici à Abobo si on n'avait pas utilisé la force on n'allait pas être là aujourd'hui. Je t'ai expliqué un peu ». [P. février 2009]

Les « grins » aussi sont partisans de l'usage de la force. Même s'ils demeurent discrets dans leur fonctionnement, il n'en demeure pas moins qu'on les identifie dans quelques épisodes de violence dans lesquels le RHDP en général et le RDR en particulier est mêlé. Un membre du « grin » d'Adjamé le confirme en ces termes :

« Nous là, nous on aime pas palabre. Quand toi même tu viens nous voir là c'est thé on boit. Quand on sort là, c'est que c'est gâté. On a fait enrôlement là 2 fois le FPI voulait nous voler c'est là on est sorti. On peut pas les laisser comme ça. 2 fois on s'est croisé, ils ont pris défaite⁷¹⁶ 2 fois et maintenant⁷¹⁷ là c'est comme ça. On s'est battu parce que le FPI voulait enlever nos noms sur la liste électorale. Ça là c'est pas possible ! ». [K. février 2009]

⁷¹⁶ Nouchi qui signifie perdre une bataille. Ici, le FPI aurait été battu par les jeunes du RDR.

⁷¹⁷ Maintenant.

Les propos de ces deux acteurs s'accordent sur la nécessité de l'usage de la force pour imposer leurs idéologies politiques. Dans les deux cas de figure, l'objectif est le même, imposer sa vision du monde à un adversaire en utilisant la violence. Les affrontements issus des deux activités d'identification ont opposés les deux acteurs (jeunes patriotes et les jeunes du RHDP) pour les mêmes raisons.

A côté de l'affrontement qui est le paroxysme de la force, les marches, sittings et autres occupation de certains points stratégiques de l'espace participent à la dissémination des idéologies. Cela se traduit par l'occupation des artères les plus importantes de la ville. Dans ce cas, la force ne se limite pas aux adversaires politiques seulement. Elle se diffuse dans tout le corps social parce que le blocage des rues empêche tous les autres individus de circuler. C'est une restriction de la capacité des autres à circuler, à aller et venir. L'effet recherché est de solliciter de façon détournée des adhésions pour en faire des alliés. On joue ici sur les sentiments. En bloquant la circulation on paralyse les activités économiques et, avec l'usure du temps, par dépit, les citoyens se soulèveront pour manifester leur ire, leur ras-le-bol, etc. Ces nouveaux alliés ne s'investissent pas pour la même cause dans l'immédiat mais ils le font de façon indirecte.

C'est aussi une prise en otages de populations qui n'ont rien à voir dans l'événement en cours. Les individus qui ne peuvent plus effectuer leurs activités ont un statut particulier. Ils sont des prisonniers, une monnaie d'échange qui sont proposés au gouvernement contre la satisfaction de revendications politiques, sociales, etc.

D'un autre côté, avec le développement des médias, l'occupation de l'espace public prend une autre signification. C'est une action de recherche et de renforcement de la visibilité. Mais il ne s'agit pas de se rendre simplement visible. C'est aussi le lieu de construire une autre visibilité pour son adversaire. On le rend visible pour le présenter dans des situations qui lui sont inconfortables et qui peuvent le discréditer aux yeux de l'opinion publique locale et internationale⁷¹⁸. On le disqualifie en le présentant en train de battre un militant au sol, dispersant une foule de manifestants avec des méthodes non conventionnelles (tirs directs, usage d'armes à feu ou d'autres armes létales). Cela est fait pour disqualifier l'autre dans un rapport de forces inégalitaire.

En théorie, on peut donner un sens à cet usage de la force dans l'efficacité machiavélique. Pour Machiavel, deux moyens permettent au Prince de gouverner : la fortune et la vertu. La première est l'œuvre du hasard qui peut s'écrouler plus facilement au contact

⁷¹⁸ Quermonne, *Les régimes politiques occidentaux*, op. cit, p. 57.

de certaines circonstances. Avec un peu ou beaucoup de chances, l'ouvrage peut réussir. L'acteur politique de Machiavel se distingue par son désir du conquérant mais surtout par sa force d'action. Son audace pratiquement invincible lui confère l'honneur d'être célébré. Et sa force le place au-dessus des petites vertus et lui imprime le caractère indéniable des grands hommes politiques à même de prendre des initiatives. Dans la quête de l'efficacité, seul compte le résultat. Cette perspective permet de parler de « bonne violence » ou de « violence positive » parce que les résultats obtenus se détournent des effets des passions naturelles qui consomment l'être humain.

De plus, en suscitant les émotions, les acteurs fabriquent des communautés émotionnelles que Max Weber utilise pour désigner une foule assemblée sur les lieux d'un attentat ou d'un bombardement, les acteurs d'une bataille de rue, les membres d'une assemblée politique délibérant dans l'urgence. Selon Philippe Braud, il existe aussi des « communautés émotionnelles à distance » qui sont faites d'individus qui ne sont jamais rencontrés (2004:103). Ici, s'impose, parfois de façon momentanée, un collectif fondé sur des affects partagés : compassion et solidarité avec des victimes innocentes, joies contagieuses ou ivresse de voir souffrir l'ennemi, etc.

III.2. L'étranger au cœur des stratégies de diffusion des idéologies

La crise qui traverse la Côte d'Ivoire est faite de paradoxes parmi lesquels se situe en bonne place le rapport à l'étranger. Nous prenons le mot étranger dans son sens le plus large, il désigne d'abord toute personne qui est d'un autre pays (l'allogène). C'est aussi celle qui vient d'un autre groupe ou d'une autre famille à l'intérieur d'un même Etat.

L'incursion de l'ivoirité dans le champ politique a cristallisé les débats autour de la question de l'étranger à travers le prisme des ressources économiques, naturelles, minières, etc. L'étranger est stigmatisé par les partisans d'une définition ontologique et essentialiste de la nation alors que les autres le conçoivent comme une source d'enrichissement, un partenaire. De part et d'autres des deux frontières, les « agoras » et « parlements » et les « grins » placent l'étranger au cœur de leurs logiques de mobilisation des idéologies. Mais ce n'est pas une œuvre linéaire parce que le rapport à l'étranger s'inscrit dans des conjonctures particulières.

De plus, il ne concerne par tous les étrangers. Certaines catégories prennent un autre sens du fait des relations socio-historiques et économiques qu'elles entretiennent avec les Ivoiriens. Dans cette crise, les Burkinabés, les Maliens et la communauté libanaise sont particulièrement impliqués dans le dispositif de diffusion des idéologies politiques des EDR.

Dans les « agoras » et « parlements », le début du conflit militaro-politique du 19 septembre 2002 a provoqué des sentiments de rejets systématiques des Burkinabés et des Maliens. Ils étaient perçus comme les instigateurs ou les soutiens de la rébellion. Mais depuis la signature de l'APO en mars 2007, les perceptions sur ces groupes ont changé dans le discours et dans les faits. Ils se rangent derrière la position du FPI qui prône l'apaisement. Et, pour traduire leur réappropriation de cette nouvelle vision, ils se rapprochent des leaders Burkinabé. Le plus connus et le mieux introduit d'entre eux est Kima Emile.

Opérateur économique bien introduit auprès de la galaxie patriotique, ce jeune Burkinabé jouit de tous les atouts pour battre campagne en faveur de son mentor en Côte d'Ivoire, le Président Blaise Compaoré. La Côte d'Ivoire compte un fort contingent de burkinabés dont les intentions de vote vont compter pour beaucoup pendant les élections au Burkina-Faso. La sortie du Président Compaoré pour signer un traité de coopération et son implication dans le règlement de la crise ivoirienne visent à améliorer les conditions de vie de la diaspora Burkinabé en Côte d'Ivoire. Le vote de ces derniers est d'autant plus important que dans la sous-région, la Côte d'Ivoire compte le plus grand nombre de Burkinabés.

Le rapprochement entre la Côte d'Ivoire et le Burkina-Faso profite également au Président Blaise Compaoré qui lui aussi est en campagne électorale. Les élections présidentielles sont prévues pour l'année 2010 au Burkina-Faso. Et la victoire dans ce pays peut aussi venir d'Abidjan. Kima Emile, le bouillant Président de l'organisation de soutien à l'accord de Ouagadougou passe pour être l'un des individus stratégiques du Président Compaoré en Côte d'Ivoire. Il est l'un des membres influents du Congrès pour la démocratie et le Progrès (CDP), le parti de Blaise Compaoré.

Son identité jeune lui a valu de se rapprocher de la galaxie patriotique. Depuis, il sillonne les « agoras » et « parlements » pour soutenir les actions des jeunes patriotes et assurer les Ivoiriens de la neutralité de la communauté Burkinabé dans le jeu politique en Côte d'Ivoire. L'homophilie avec les jeunes patriotes est telle qu'en 2007, Charles Blé Goudé a révélé aux Ivoiriens l'existence de Tiemporé Valentine, sa « sœur » Burkinabé qui vit avec lui depuis longtemps. Selon lui « *Elle est née dans mon village, elle vit chez moi en tant que ma sœur. Je ne l'exploite pas comme une fille de maison. Cette sœur parle le Bété mieux que moi. C'est la preuve que je n'ai rien contre les Burkinabè. Ce qui se raconte sur moi vise à nous diviser* »⁷¹⁹. Et l'intéressée a pris le microphone pour confirmer, en bété, les propos de Charles Blé Goudé⁷²⁰. Kima Emile lui, est un Burkinabé qui a épousé une ivoirienne avec

⁷¹⁹ Journal télévisée de 20 heures sur la première chaîne.

⁷²⁰ Il a été baptisé Ouédraogo Sougounoma par ses hôtes Burkinabés.

laquelle il a eu 3 enfants. Le couple Kima et la famille Blé sont exhibés dans ces espaces pour signifier à la France et aux ennemis de la Côte d'Ivoire que les ivoiriens n'en veulent pas aux Burkinabés.

A côté des Burkinabés, les Libanais occupent une place de choix dans les « agoras » et « parlements ». Certains de leurs représentants se sont non seulement imposés dans le jeu politique mais ils ont réussi à se positionner dans la galaxie patriotique. Elie Halassou surnommé « *le Libanais de Gbagbo* » est un Libanais naturalisé qui soutient le camp présidentiel. Pendant les événements de novembre 2004, nous l'avons aperçu avec certains de ses frères Libanais aux abords de l'hôtel ivoire vêtu d'un Tee-shirt orange blanc et vert avec à la main un drapeau aux couleurs Ivoiriennes. Il a distribué aussi des vivres (conserves, pains, eau en sachet) aux patriotes qui faisaient le piquet devant la RTI durant cette période. Il est membre de la CONARECI. Il capte pour le président Gbagbo de jeunes Libanais et autres métis naturalisés qui soutiennent le FPI. L'un de ses compatriotes, Gnissi Dominique, président de l'ANMI est orateur d'un « agora ». Il travaille avec un autre compatriote, Sam Mohamed Jichi dit « *Sam l'Africain* », président de la Nouvelle Alliance de la Côte d'Ivoire pour la Patrie (NACIP) pour faire circuler avec les membres des « agoras » et « parlements » les idées du Président. Un jeune artiste chanteur Libanais vivant en Côte d'Ivoire a écrit une chanson pour le Président. Ces jeunes Libanais sont soutenus par leur aîné Roland Dagher (2009) installé depuis de longues années en Côte d'Ivoire. Conseiller économique et social, il pèse de tout son poids pour appuyer la politique étrangère du Président. Toutes ces communautés étrangères collaborent avec les « agoras » et « parlements ».

Dans les « grins », le partage du thé a facilité depuis longtemps les rapports avec les populations étrangères, notamment celles du Mali et du Burkina-Faso. Elles se disent proches du RDR qui les soutient et les protègent de l'arbitraire du FPI. Un Burkinabé rencontré dans le « grin » d'Abobo raconte :

« Dans votre affaire de politique là, c'est ADO qui est bon. Lui au moins il nous aide. Quand tu as ta naturalisation et que tu montres tes papiers on t'embrouille mais ADO lui il fait tout pour que naturalisation là ça compte ». [K. février 2009]

Contrairement aux espaces proches du FPI, les relations des « grins » avec d'autres communautés est discrète. Les Burkinabés et les Maliens rencontrés ont confirmé cette idée. Certains naturalisés Burkinabés rencontrés mettent leurs compétences au service du RDR. Ils animent les débats, participent aux marches et aux réunions politiques des bureaux de quartiers. Du reste, l'un d'entre eux dirige aujourd'hui le « grin » d'Abobo.

Les logiques de rapprochement, de répudiation ou d'éviction de l'étranger lève un pan du voile de la question de l'autochtonie et la citoyenneté en Côte d'Ivoire. La nationalité vue comme une situation d'un ensemble de droits et de devoirs est discriminant. Il ouvre la voie à la jouissance des privilèges (droits) attachés à la nationalité ivoirienne et, par conséquent limite l'accès aux non Ivoiriens. Or du fait de la crise, l'identité juridique, sur papier, est remise en cause au détriment du droit du sang et du sol. Les querelles autour de la citoyenneté surgissent partout en Afrique. En Afrique du Sud, considérée comme l'Eldorado africain, les travailleurs étrangers ont été agressés, au Rwanda, les Tutsi ont été présentés comme des allochtones « hamites » d'origine éthiopienne, etc. Les pratiques d'exclusion se sont appuyées sur le principe d'antériorité (Cutolo 2008:5). La mobilité des identités est exploitée par les acteurs des EDR.

III.3. Repenser l'espace public : les espaces de discussions de rues entre la société civile et la société politique

La réflexion sur les EDR soulève en filigrane le questionnement de la société civile elle-même. La relation entre les EDR et la société civile est complexe. Dans un sens, les EDR se rapprochent de la société civile par son projet de contribuer à la construction de réseaux sociaux et la diffusion de savoir-faire et de savoir-être. Dans leur perspective sociétale, les EDR sont des lieux d'entraide car le cœur du regroupement est le système social mis en place pour favoriser la solidarité. Ils viennent combler le vide laissé par l'effondrement de l'Etat-providence. Aussi, ces espaces s'investissent dans le plaidoyer en dénonçant ou en condamnant. L'essentiel, selon eux est la défense des intérêts des plus faibles. Cette orientation facilite la création d'organisations pour défendre des causes multiples. Ils se sont fortement impliqués dans la défense des intérêts des victimes des maisons de placement d'argent de même que celles des déchets toxiques. Les EDR contribuent ainsi à la réinvention de l'espace public en introduisant de nouvelles formes de participation. Il s'agit, entre autres, de l'usage des NTIC et de la mobilisation de la violence comme instrument de revendication. Ils sont membres de la société civile mais ne respectent pas les règles que la « civilité » recommande c'est-à-dire le rejet de la violence politique, le non respect des règles démocratiques, etc. (Loada 1999:143). Toutefois, les valeurs positives (telles que l'amitié, la sympathie et la solidarité) que l'on retrouve dans les EDR rejoignent les vertus que Rousseau promeut par le canal de l'éducation dès l'adolescence (1762).

Dans le registre politique, ils s'intéressent tous à des sujets qui ont une portée politique comme l'impunité, la justice, l'Etat de droit et la démocratie. Ces sujets ont, dans un sens, provoqué un rapprochement entre ces espaces et les partis politiques qui sont même parfois à

la base de leur création. Grâce à la mobilisation populaire qu'ils ont suscitée, ils ont infléchi tout ou une partie des décisions des dirigeants politiques. La forte mobilisation des « agoras » et « parlements » en janvier 2006 a entraîné le blocage de la mesure de suspension des activités de l'Assemblée nationale. L'implication des « grins » dans les affrontements qui ont opposé les jeunes patriotes aux jeunes du RHDP a modifié le rapport de forces des partis dans le champ politique. De ce fait, les EDR entrent de plein pieds dans le champ qui, par principe, est réservé au politique.

De plus, les EDR participent, comme les autres entités de la société civile à l'émancipation citoyenne. Ce sont des lieux de construction de la citoyenneté par l'acquisition de savoirs. Les orateurs dispensent des « cours » et des « TD » aux auditeurs. Les interventions sur des sujets politiques ou non constituent des cadres de diffusion de savoirs. Les « agoras » et « parlements » et les « grins » ont contribué à la formation des populations au processus électoral lors des élections présidentielles de 2010. Ils ont été également actifs pour la mobilisation sociale lors de la phase d'identification sur le fichier électoral. En permettant la prise de parole, ces espaces facilitent la formation à la prise de parole en public par l'acquisition de techniques de communication orale.

Mais l'implication des EDR dans l'espace public pose le problème de leur rapport avec les regroupements de jeunes des partis politiques. Au-delà de ces jeunes, ils suscitent le débat sur leur contribution à la réinvention de l'espace public. Les EDR ont pris plus d'importance dans les partis politiques au détriment de leurs organisations de jeunesse (RJR et JFPI) à cause de la faiblesse de ces dernières. Ils fonctionnent comme des forces de substitution qui viennent combler le vide laissé par la RJR et la JFPI. En effet, ces organisations ne possèdent ni les moyens financiers ni la capacité de mobilisation de ces espaces. Konaté Navigué, Président de la JFPI ne possède pas les moyens matériels et financiers dont bénéficient Charles Blé Goudé et ses alliés des EDR. De plus, leur capacité de mobilisation leur donne beaucoup plus de « poids » dans la compétition politique.

Enfin, les EDR fonctionnent sur un registre qui leur confère une qualité que les partis politiques dans leur ensemble ne possèdent pas. Ils ne sont pas des partis politiques. Les organisations de la société civile se méfient d'eux à cause de leur forte implication dans le jeu politique. Leur rapprochement avec les partis est contre nature selon certains acteurs de la société civile. Ils se sont pervertis en s'alliant avec les acteurs politiques. Les EDR mettent à profit ce caractère complexe pour prendre la parole dans des espaces et à des moments où les acteurs politiques identifiés comme tels ne le peuvent pas. Cette ambiguïté est observable chez Charles Blé Goudé. Il se définit comme un fidèle partisan des idées de Gbagbo Laurent

sans pour autant être membre actif du FPI. A la lumière de cette stratégie, il défend farouchement les idées de l'homme politique Gbagbo mais ne milite pas au FPI. Cette identité lui permet de se prononcer comme il l'entend sans s'attirer des critiques parce qu'il ne dépend pas de la direction du FPI. La retenue et le tact imposés dans le jeu politique ne s'appliquent pas à lui. Cette attitude s'observe dans tous les EDR. Les EDR et les jeunesses des partis politiques entretiennent des relations de collaboration avec une forte prééminence de la personnalité du leader de la galaxie patriotique, Blé Goudé. En revanche, les « grins » sont marqués par une plus forte présence de la RJR.

Les EDR sont des moyens alternatifs de communication entre le peuple et les autorités d'une part mais également entre les populations elles-mêmes. Les débats soulevés dans ces espaces amènent parfois les dirigeants à se prononcer sur ces sujets. Ils fonctionnent ici comme des organes de sondage construits pour non seulement recueillir les avis de la rue mais surtout pour apporter une réponse aux questions et aux angoisses d'un auditoire soumis aux influences diverses. Il s'agit de conforter son opinion sur les événements en cours⁷²¹. Les populations suscitent les échanges pour avoir une bonne visibilité et une parfaite lisibilité de l'actualité politique. C'est une sorte de « politique par le bas » qu'ils suscitent. L'individu notamment le jeune d'un quartier populaire peut grâce à ces espaces s'adresser indirectement ou directement aux autorités qui lui sont inaccessibles de par les origines et les fonctions.

D'autre part, les EDR permettent à des citoyens d'échanger entre eux sur les affaires de la cité. Les informations viennent satisfaire un besoin d'information et de formation (Nyamnjoh 2005:218). Même s'il faut déplorer le développement de la pensée unique et le caractère parfois rumogène des espaces dans les différents blocs, il n'en demeure pas moins que les EDR fonctionnent comme des brèches par lesquelles des individus peuvent s'exprimer dans l'espace public. Face à la censure politique, le commerce des rumeurs offre à la population une occasion d'échanger informations et pouvoirs sur le pouvoir. L'apparition et la propagation de la rumeur créent un espace pour remettre en cause l'ordre dominant et participent de stratégies d'ajustement des formes d'expression de revendications et de mécontentements des acteurs sociaux⁷²².

Face au bâillonnement de la presse et toutes les autres pratiques déployées par l'Etat et les acteurs qui lui sont proches (partis, individus, etc.), les populations recherchent des voies alternatives pour s'exprimer. Les EDR occupent une place de choix parmi ceux-ci. On, peut aussi, au nombre de ces voies les graffitis, les caricatures, etc.

⁷²¹ Champagne, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, op.cit., p. 215.

⁷²² Nyamnjoh, *Africa's Media, Democracy and the Policy of Belonging*, op.cit., pp. 204-205.

Enfin, la réinvention de l'espace public par les EDR transparait aussi dans la perspective rousseauiste de l'espace public. Pour Rousseau, la démocratie repose sur la volonté générale entendue comme ce que tout citoyen devrait vouloir pour son intérêt propre et pour le bien de tous (1762)⁷²³. Ce la suppose l'assentiment de tous pour une démocratie caractérisée par l'égalité et la liberté. Dans ce cadre, les membres des EDR sont dans une démocratie directe où les règles qui régissent la société sont discutées par le peuple lui-même sans faire recours à des mandants⁷²⁴.

Conclusion partielle

Les acteurs politiques ont des connexions avec les EDR. Ils se rejoignent au niveau idéologique en partageant les mêmes points de vue. L'identité socio-politique de même que la trajectoire des membres de ces espaces sont autant de points de contacts qui les relient aux politiciens.

Le rapprochement entre les deux donne lieu à l'élaboration de coalition pour détruire ou construire des adversaires. Le prix à payer pour cette activité reste différent pour les deux partenaires. Les membres des EDR, jeunes pour la plupart visent une insertion sociale pour échapper au chômage tandis que les politiciens se battent pour un positionnement sur l'échiquier politique.

La diffusion des idéologies s'adosent sur trois grands axes. Dans un premier temps, les jeunes mobilisent le capital social et politique dont ils bénéficient en se rapprochant de la tranche de la population la plus importante du pays : la jeunesse. Ce travail est facilité par une élite de jeunes leaders dont la trajectoire de réussite fonctionne comme un aimant capable de capter ces identités similaires. Les référents ethniques et religieux jouent également un rôle dans la promotion des idéologies.

Dans un second temps les techniques de persuasions telles que l'art oratoire et l'expression non verbale sont mis à contribution pour susciter l'adhésion ou le rejet. La rhétorique de l'autochtonie ou de la victimisation est fortement enchâsser dans le discours.

Enfin, l'explosion des NTIC est une manne pour les EDR. Les applications des technologies de communication (télévision, radio, presse écrite, Internet, blog, etc.) sont

⁷²³[En ligne]

Disponible sur : <http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau_jj/emile/emile_de_education_5.pdf> (Consulté le 9 mai 2009).

⁷²⁴ Rousseau, *Du Contrat social*, op.cit., p. 97.

[En ligne] Disponible sur : <http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau_jj/emile/emile_de_education_5.pdf> (Consulté le 9 mai 2009).

sollicitées. Le marketing traditionnel ouvre de nouvelles perspectives de placement des produits politiques avec l'affichage, la publicité, les spots, etc.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CONCLUSION GENERALE

La question de départ de cette étude était : comment les espaces de discussions de rues participent-ils de la diffusion dans le corps social des idéologies politiques en Côte d'Ivoire ? Pour répondre à cette interrogation, nous avons émis trois hypothèses. D'abord les espaces de discussions de rues ne sont pas de simples lieux de rassemblement. Ils ont une signification sociale dans la mesure où ils sont à la fois des espaces de critiques, des sites commerciaux et religieux. Ensuite, les espaces de discussions de rues diffusent les idéologies des partis politiques auxquels ils sont interconnectés. L'interprétation du discours des acteurs politiques par les EDR crée un lien entre eux et ces derniers. Enfin, la diffusion des idéologies politiques par les EDR s'effectue par l'ouverture des espaces aux acteurs politiques, la mobilité des acteurs de ces espaces et l'usage des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). Elle passe aussi par la construction partisane des faits par les acteurs.

La démarche s'est construite par une phase exploratoire, la construction de l'échantillon et la collecte des données. Le cadre méthodologique de cette étude repose essentiellement sur une approche ethnographique. Deux techniques complémentaires ont permis de collecter les données : l'observation participante et l'entretien. Un enregistreur (un Ipod) a servi à consigner leurs réponses des interviewés avec précision. Un journal de terrain régulièrement mis à jour nous a permis de noter les impressions et nos observations. Les entretiens se sont déroulés autour des thèmes suivants : l'identité et trajectoire socio-politique et professionnelle, l'organisation des EDR, la perception de la lutte politique, l'idée de patriotisme, l'identité jeune, l'identité religieuse, les modes d'acquisition et de conservation des espaces, les relations des EDR avec le champ politique, la construction et la diffusion de l'information.

La première hypothèse émise se confirme dans la mesure où les enquêtes ont montré que les EDR sont des espaces où les rassemblements donnent lieu à la critique. Les acteurs s'y réunissent pour critiquer la gouvernance des politiques. En plus de la critique ils sont des marchés à la fois commerciaux et spirituels. Dans une perspective diachronique, l'origine de ces espaces est à rechercher dans les mouvements associatifs de jeunes depuis la colonisation et dans les pratiques des sociétés traditionnelles. Des commerçants vendent des produits (alimentaires, électroniques, etc.) près de guides religieux venus prêcher la bonne nouvelle. Les EDR sont animés par une jeunesse politisée. La jeunesse est une identité fortement prisée par les hommes politiques. Les jeunes leaders déjà enrôlés dans le dispositif de communication des partis politiques captent les jeunes identités et les mettent au service des

partis. Ils se disent proches soit du FPI soit du RDR. Les partis politiques se sont vite rendus compte depuis les années 2000 que la situation sociale et professionnelle, le chômage notamment rendait les jeunes sensibles aux messages politiques. Surtout celui de l'insertion professionnelle. Aussi, vont-ils intégrés les jeunes dans leurs stratégies de conquête du pouvoir. Le FPI enrôle les « parlements » et « agoras » et s'investit même dans la création d'espaces qui lui sont soumis. La crise de septembre 2002 provoque l'éclatement de la « Sorbonne » et certains de ses membres vont se retirer parce que depuis toujours ils ont affiché clairement leur orientation politique en faveur du RDR. Ces derniers vont poursuivre leurs activités en usant des affinités socio-culturelles (ethnies, religion musulmane, voisinage, etc.) pour rallier les « grins » aux idées du RDR.

Le travail de diffusion des idées consiste à capter les idéologies qui animent les principaux partis qu'ils suivent. Au FPI, on adhère au nationalisme, au socialisme, au christianisme. Au RDR, le libéralisme, le capitalisme et l'islam y ont cours. Ces idéologies classiques sont côtoyées par l'ivoirité.

Les deux blocs ne fonctionnent pas de la même manière. Les raisons des différences sont d'abord d'ordre sécuritaire. Du fait de leur appartenance à l'opposition, les membres des « grins » ont subi des violences de la part des forces de l'ordre. Ce qui explique en partie leur caractère discrets. Ils ont été enrôlés au lendemain de la crise militaro-politique du 19 septembre 2002. Et, ils se sont rangés derrière l'opposition, notamment le RDR qui, dès le déclenchement du conflit, est soupçonné par le parti au pouvoir comme un soutien sinon l'instigateur, le bras politique de la rébellion. De ce fait, pour éviter d'être pris à parti par les forces de sécurité, les membres des « grins » exercent dans la discrétion en se cachant parfois.

La seconde hypothèse permet de se rendre compte que les acteurs de ces espaces réinterprètent les discours des politiciens. Toutefois, les moyens de mobilisation ne sont pas les mêmes. Les « agoras » et « parlements » sont dotés de moyens plus importants. Les UTL, création récente des « grins » pour rivaliser avec les « parlements » balbutient encore et n'ont pas les capacités de mobilisation de masse. La promotion des idéologies politiques passe par l'ouverture des espaces aux politiciens. Ces derniers investissent directement les « agoras » et « parlements » pour s'adresser au public mais dans les « grins », on utilise les intermédiaires. La mobilité des membres participent aussi au processus. Rien n'échappe à la machine de propagation dans la mesure où l'ethnie et la religion sont sollicitées par les partis (N'Da 1987:14). La rhétorique de diffusion s'appuie sur la construction de discours qui mettent en évidence la personne des leaders de parti dans leur totalité. Tous les registres sont ouverts : appartenance généalogique, portrait physique, morale, psychologique, orientation sexuelle. En

clair, les idéologies circulent également par rapprochement des identités des leaders politiques aux EDR. Les démonstrations de force pour défier l'adversaire ou rechercher le soutien d'un adversaire participent également du projet de promotion des idéologies. Les objets sont mis à contribution : affiches, photos, pancartes, chansons, etc.

L'union entre les morts et les vivants a été le prétexte pour satisfaire les stratégies de visibilité. Ce qui confirme la dernière hypothèse. La réécriture de l'histoire par le devoir de mémoire est actualisée par l'organisation de cérémonies de commémoration. Processions sur les traces des martyrs, visite de cimetières, dépôt de gerbes ou de couronnes de fleurs sur des tombes réelles ou fictives, prières et allocutions au pied de monuments écrivent les pages d'une martyrologie politico-religieuse. L'acte sacrificiel est perçu comme le palier suprême du dévouement à la cause du groupe.

L'espace comme théâtre de construction et de réalisation des idéologies en est aussi le siège de manifestation. A ce titre, des lieux comme la ville de Korhogo sont perçus comme des sanctuaires de la rébellion alors que Abidjan passe pour être une ville-refuge. D'un côté comme de l'autre, des patriotes s'affrontent pour sauver la patrie au risque de lui porter préjudice.

Toutefois, la connexion entre les EDR et les partis politiques appelle plusieurs réflexions. On peut s'interroger sur les véritables motivations de l'engagement de ces jeunes dans le jeu de diffusion des idéologies. Sont-ils sincères ? La conviction est-elle la seule raison du combat ?

En effet, eu égard à la situation de chômage grandissant qui touche une large partie des jeunes, on peut suggérer que ces derniers sont presque condamnés à suivre les politiciens (Davoine 2005:152). Depuis 2002, la crise de l'emploi s'est exacerbée. Les « actes d'achat d'admission » aux différents concours d'entrée à la fonction publique sont un secret de polichinelle. Du reste, Hubert Oulai⁷²⁵ qui récusait ces allégations de corruption lorsqu'il était en fonction au poste de Ministre de la fonction publique l'a reconnue après son limogeage. La fonction publique qui était autrefois laissée aux personnes les moins nanties est investie par les hommes politiques soit pour insérer des parents soit pour « récompenser » les jeunes qui se sont battus pour eux. La lutte paie. Au moment où le camp présidentiel est accusé d'insérer frauduleusement les "jeunes patriotes" pour avoir défendu la République, les jeunes de Soro Guillaume réclament leur part du « butin de guerre ».

⁷²⁵ Ministre de l'emploi et de la fonction publique sous Laurent Gbagbo

On le voit à travers les tractations entre le gouvernement et le Premier Ministre pour « régulariser » la situation des agents qui ont alimenté les caisses de la zone CNO, La Centrale, l'équivalent des régies financières ; le recrutement des enseignants volontaires et le versement des anciens rebelles à l'effectif des soldats de la nouvelle armée en forge. Tout se passe comme si, pour avoir un emploi, il faut choisir un camp entre les deux extrêmes : la rébellion ou la République. Point de salut en dehors des deux. De sorte que le contingent de jeunes qui a refusé de suivre les discours irrédentistes de la rébellion et les appels quasi évangéliques d'insertion active dans l'une des nombreuses organisations de la galaxie patriotique sont rejetés. Cela fonctionne comme une sanction pour refus de « lutter pour sauver la patrie » ou « pour haute trahison ».

Devant cette situation, on est en droit de douter de la sincérité de l'engagement. On parlerait plutôt d'un calcul rationnel au sens de Crozier. Les jeunes ont de « bonnes raisons » de militer. Cette rationalité pose le débat de la mort des idéologies. On pourrait parler plutôt de croyance à des corpus d'idées sensés diriger une action politique. Avec les difficultés existentielles, cette variable est quelque peu fragile. Il conviendrait de parler de versatilité qui polarise l'engagement selon les intérêts. C'est cette forme de militantisme patriotique que Banégas appelle les « *ventriotes* ». Des patriotes qui intègrent les mouvements de jeunes pour bénéficier des avantages socio-économiques liés à leur statut de patriote. Dans ce cas de figure les jeunes n'innovent pas. Ils ne font que se loger dans une pratique politique que leurs aînés sociaux utilisent déjà : la migration politique (Diom 2008:36). C'est l'acte de changer de parti politique soit pour des intérêts matériels et financiers soit pour des actions de noyautage. C'est la base de ce que les politologues ont appelé pudiquement les alliances stratégiques. S'il est permis à un adulte de changer de parti alors la réciproque devrait être acceptée et tolérée pour ces jeunes qui circulent entre les formations politiques.

Toutes les stratégies des jeunes pour rentrer dans les grâces des leaders se logent dans ce que Achille Mbembe nomme la conscience alimentaire du pouvoir. Les motivations alimentaires constituent la finalité de l'acte politique. Comme il le souligne, « *l'acte de manger fait ainsi partie des mécanismes de l'intégration idéologique parmi les jeunes. Il sert à capter leurs révoltes, à désinvestir leurs colères et leurs frustrations et à provoquer leur adhésion à l'ordre établi. Placés dans une relation d'intériorisation et de reproduction de l'institué, les jeunes sont convoqués à reproduire les sens intériorisés et à bloquer les conflits qui les agitent jusque dans l'intimité de leurs désirs. L'acte de manger fait partie, en Afrique, des mécanismes qui visent à obtenir l'accord des jeunes par le silence des consciences. Il s'agit souvent, ici, de s'opposer à tout ce qui pourrait faire naître en milieu de jeunes des*

consciences parlantes » (Mbembe 1991:126-127). L'acte de satisfaire uniquement les besoins alimentaires par les pouvoirs africains vise à fixer entre les détenteurs et les dépossédés des désirs. La compétition pour l'appropriation de biens fait ainsi partie des signifiants de la soumission. Dès lors, faute de mécanismes d'accès équitables à l'Etat, seuls les plus violents et les plus brutaux semblent en mesure de s'en accaparer afin de les conserver et de les développer à leur profit.

Les épisodes de violence sont activés autour de l'autochtonie et des ressources économiques (forêts, terres cultivables, eaux, etc.). L'ancienne puissance coloniale, la France est coincée dans le « borbier Ivoirien ». Son impartialité est remise en cause par le régime en place tandis qu'elle est sollicitée par l'opposition et les FN. Pour la première partie, la France s'est inscrite dans la suite logique de son projet de domination de son ancienne colonie, la Côte d'Ivoire (Colas 2004:19). En revanche, les seconds revendiquent le droit au bénéfice équitable à la jouissance d'une richesse commune qu'ils ont contribué à constituer.

Cette différence d'enjeux permet de s'interroger sur l'avenir de ces espaces. Que deviendront-ils après la lutte ? Disparaîtront-ils parce que l'adversaire commun-la rébellion - aura mis fin à son mouvement ? Ou bien la plupart de ces organisations se fondront-elles dans une fédération pour survivre ? Ces questions sont d'autant plus importantes que plusieurs d'entre elles ont sombré dans la léthargie pour des raisons de crise dans la gestion financière ou parce qu'elles ont estimé être délaissées par leurs tuteurs. On assiste à des revirements dans les deux sens. Des jeunes patriotes qui se reconvertissent en membres de « grins » à cause de « l'ingratitude » de Refondateurs qui auraient refusé de satisfaire leurs demandes (emploi, financement de projet personnel ou collectifs, etc.). Ou des « grins » qui dépérissent du fait de la migration de ses membres dans des associations patriotiques. Ces espaces peuvent s'ériger en institution parce que « *l'institutionnalisation naît dans toute situation sociale se prolongeant dans le temps* » (Berger et Luckmann 2006:120). La routinisation des gestes et des habitudes peuvent constituer des ferments à leur érection en institution. Ce, d'autant plus que, entendu comme organisation de la société civile, ils comptent, pour l'heure, jouer le rôle de mobilisateurs sociaux servant de médium entre les acteurs institutionnels (Etat, ONG locales et internationales, etc.) et la société.

D'autre part, les EDR soulèvent la question du sens et du rôle des organisations de la société civile. Mais leurs pratiques les situent, selon certains observateurs à la lisière des milices. Pour Charles Blé Goudé le leader de la galaxie patriotique ce sont des lieux de

libération de la parole⁷²⁶. Pour d'autres ce sont des milices. La violence déployée par ces jeunes effraie et fascine la classe politique. Les hommes politiques s'en méfient parce qu'ils constituent une redoutable arme pour les démonstrations publiques de force et, ils sont courtisés car se sont des alliés sûrs qu'il vaudrait mieux avoir pour soi.

Au-delà, ces organisations ouvrent des incertitudes sur l'identité et le rôle de cette jeunesse. Que ce soit dans les « grins » ou les « agoras » et « parlements », ces jeunes apparaissent comme la preuve d'un fossé entre deux générations : les cadets et les aînés sociaux⁷²⁷. Les seconds qui, pendant longtemps ont joué le rôle de parrains et de pères spirituels sont aujourd'hui combattus par leurs « élèves » qu'ils ont formés au militantisme. On assiste à l'émergence d'une nouvelle classe politique, celle des Soro Guillaume, Charles Blé Goudé, Eugène Djué, etc. Et le passage de flambeau ne se fait pas sans difficultés. Les changements s'opèrent difficilement. Cette nouvelle élite inaugure avec de nouvelles formes de participation politique qui, pour l'opinion, semble être radicale. C'est une forme d'impatience mais à la réalité, ils ne font que s'inscrire dans le continuum de pratiques militantes éprouvées depuis le début des années 90. C'est dans la rue qu'elle a été formée avec un apprentissage des techniques de guérilla urbaine et elle lui reste fidèle. Les derniers développements de l'actualité montrent qu'ils tendent d'ailleurs à se perfectionner.

Les EDR participent au processus de production de la ville par les jeunes. Entre la débrouille et la violence, ils inventent de nouvelles formes de sociabilité pour contourner ou briser les règles qui les empêchent de s'exprimer. L'usage de la violence dans le champ politique par les jeunes répond au besoin d'épancher des ressentiments liés à la violence structurelle (chômage, dysfonctionnements de l'école (Atsain 2001:163), faiblesse des réseaux sociaux, etc.) qui meuble leur quotidien. L'une des réponses apportées est une autre forme de violence qui emprunte le chemin de la contestation populaire à travers la piraterie des œuvres de l'esprit, les marches, les grèves, les affrontements physiques et/ou verbaux d'abord entre ces espaces et les corps de l'armée (police, gendarmerie, etc.) et d'autre part entre les espaces eux-mêmes (Ukeje 2001:351). On peut avancer qu'acculer, lorsque le dialogue est rompu entre les jeunes et leurs aînés qui gèrent la cité, par dépit, ils font usage de la force. Cela pour se faire entendre et en ce moment, les épisodes de violence fonctionnent comme des catharsis collectives pour extérioriser des frustrations longtemps contenues. C'est à ce niveau de la revendication que les jeunes leaders émergent pour traduire en acte les idéologies véhiculées (Nasong'o 2007:21, Abdullah 2002:19, Biaya 2000:14).

⁷²⁶ Blé, *Crise ivoirienne. Ma part de vérité*, op. cit., p. 124.

⁷²⁷ Blé, *D'un stade à un autre*, op. cit., pp. 47-52.

Le réseau de production de films permet à une frange de la population de partager aussi des imaginaires politiques à travers d'autres expériences. Ce travail de partage par le flux de données offre à la clientèle qui achète les vidéos des éléments (personnages, actions, formes et espaces) d'où peuvent être tirés des épisodes de vies imaginés et/ou de luttes politiques collectives à l'échelle locale ou globale. En reconstituant le récit de l'autre, on imagine un autre possible. L'étendue des nouvelles possibilités politiques s'affranchit des cadres sociaux, techniques, géographiques et culturels traditionnels. Elle inaugure une autre manière de construire une représentation de soi et des autres. Ce que d'aucuns qualifieraient de piraterie, se soustrait au critérium de la morale pour s'inscrire dans l'esthétique de la prédation et de l'accaparement (Mbembe 2000:41). La construction de nouvelles formes d'imagination du monde contemporain se fonde sur une culture inédite du pouvoir de dominer. La domination consiste à prendre, à s'appropriier et à profiter des dispositifs proposés par l'économie des biens (pratiques vestimentaires, musicales, cinématographiques et migratoires) pour imposer une vision hégémonique de l'idéologie politique.

L'une des formes d'expression de la rue est la prégnance d'une langue qui va à l'encontre de celle officiellement reconnue, que Bourdieu appelle la langue légitime : le nouchi. Les jeunes des EDR se servent d'un capital linguistique nouveau qui leur permet de véhiculer des valeurs, des symboles et des idées. Contre le langage « châtié », « recherché », « noble », ils opposent un style langagier « courant », « populaire », « cru », « relâché ». Ils ont construit un habitus linguistique qui s'est même imposé aux aînés sociaux. Cela transparaît à travers les efforts déployés par les candidats pour se rapprocher linguistiquement des jeunes. La langue apparaît ici comme un marqueur qui permet à un individu de s'intégrer ou d'être rejeté (Bourdieu 2001:138).

Par ailleurs, la violence apparaît comme une ressource, un instrument de conquête du pouvoir politique par les jeunes. Par la force, ils vont à l'assaut du pouvoir en investissant l'ensemble du corps social. Les nouvelles jeunes figures politiques émergentes renforcent ce sentiment de construction et d'affirmation de soi. Soro Kigbafori Guillaume, Charles Blé Goudé, Karamoko Yayoro, sont les nouvelles figures de réussite. A côté des nombreux joueurs de football qui investissent les terrains vagues d'Abidjan et des autres villes de l'intérieur, plusieurs jeunes gens s'investissent dans la politique.

Les voies d'insertion sont multiples : création ou enrôlement dans les clubs de soutien aux hommes politiques, adhésion à un parti politique, enrôlement dans des milices ou des rebellions, pour les jeunes scolarisés militantisme à la FESCI, les jeunes de la rébellion et du « Sénat » veulent tous devenir des Ouattara Issiaka dit 'Wattao', chef rebelle adulé par les

jeunes, insertion dans des mouvements religieux. Les enchâssements entre le religieux et le politique sont tels qu'on est tenté de parler de mouvements politico-religieux (Gecaga 2007:61). Mais on peut retourner la question et s'interroger sur les possibilités de cette jeunesse dans le champ politique en particulier et dans l'espace public en général. En effet, qui sont ces jeunes gens qui s'immiscent dans la gestion de la chose publique ? Ces nouveaux acteurs non institutionnels s'arrogent le droit d'infléchir tout ou une partie des processus de décision. Dans les situations de changement social, les jeunes sont observés sous la double lentille de menace ou de problème. Ils se perçoivent parfois investis de la mission de *saviours*, c'est-à-dire les sauveurs de leurs communautés respectives (Mwangola 2007:140). Pour jouer ce rôle, ils revêtent les attributs du partisan de Schmitt.

Cet auteur dégage un critérium de caractères pour identifier celui qu'il appelle, *Parteigänger*, le "partisan" (Schmitt 1992:217-238). Il s'agit essentiellement de : l'irrégularité, le haut degré du combat actif et le haut degré de l'engagement au combat, notamment dans les guerres anticolonialistes, la tendance à la technicisation et à l'industrialisation de ses méthodes. Le partisan est donc celui qui défend une idéologie en mobilisant des méthodes de combats conventionnelles et/ou non conventionnelles. Sur cette base, on l'assimile au milicien, au soldat dévoyé, au mercenaire, à l'intellectuel anticonformiste, au dissident et au terroriste. Le jeune de ces espaces est un partisan au sens de Schmitt dans la mesure où il s'engage dans un combat de résistance à un ennemi qui agresse la Côte d'Ivoire. L'idéologie qu'il défend de même que les options tactiques (sit-in, marche de protestation, occupation de certains espaces, affrontement physiques et verbales, etc.) qu'il emploie sur le terrain le font passer pour un délinquant pour une partie des observateurs de la vie politique ivoirienne. Par contre, ce "jeune" est vu comme un héros, un résistant par d'autres personnes.

La fin du conflit déclenché en 2002 augure de changements complexes dans ces espaces. S'ils ne sont pas intégrés dans le tissu professionnel, ces jeunes gens peuvent, à la longue constituer une sérieuse menace pour la paix sociale en Côte d'Ivoire. L'on risque de se retrouver avec une cohorte de frustrés qui risquent de revendiquer en prenant les armes comme le MPCI. La menace est d'autant plus réelle que depuis quelques années on observe une itinérance de mercenaires qui entretiennent la spirale infernale de conflits transfrontaliers en Afrique (Barry 2006:41).

La (re)production de sous-culture juvénile est le reflet de politiques de corps qui se détruisent, se reproduisent et se réinventent dans le choc d'un marché de l'accumulation en perpétuelle mutation. Les corps apparaissent comme un champ où se croisent des logiques

consensuelles et parfois contradictoires. Les divergences qui en résultent transforment ces corps en champ de bataille. Enfin, les tensions entre les cadets et les aînés sociaux traduisent les difficultés des seconds qui ont en charge la gestion des affaires à assumer leur rôle. Les échecs dans les tentatives des acteurs politiques pour régler les problèmes (santé, chômage, éducation, etc.) sont le reflet de ce que Jacques Ellul appelle l'illusion politique. C'est l'ensemble des attitudes physiques et mentales d'impuissance des hommes politiques qui croient maîtriser la machine de l'Etat et prendre des décisions efficaces (au sens de Machiavel) alors qu'ils sont de plus en plus impuissants face aux situations difficiles (Ellul 2004:206-207).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

Adjovi, S., 2003, *Election d'un chef d'Etat en Afrique*, Paris : L'Harmattan, 261 p.

Adler, A., 1982, *La mort est le masque du roi. La royauté sacrée des Moudang du Tchad*, Paris : Payot, 427 p.

Alliali, C., 2008, *Disciple d'Houphouët Boigny*, Abidjan : Juris-Edition, 232 p.

Appadurai, A., 2001, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris : Payot, 322 p.

Anderson, B., 2002, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris : La Découverte, 222 p.

Barry, M.A., 2006, *Guerres et trafics d'armes en Afrique. Approche géostratégique*, Paris : L'Harmattan, 403 p.

Bédié, H.K., 1999, *Les chemins de ma vie*, Paris : Plon, 247 p.

Berger, P., et Luckmann, T., 2006, *La construction sociale de la réalité*, Paris : Armand Colin, 357 p.

Bonis, L., 1999, *La famille de l'homme : des lémurien à l'Homo sapiens*, Paris : Bibliothèque pour la science, 188 p.

Bouquet, C., 2005, *Géopolitique de la Côte d'Ivoire*, Paris : Armand Colin, 315 p.

Bouthoul, G., 1965, *Sociologie de la politique*, Paris : PUF, 124 p.

Bozon, M., 2002, *Sociologie de la sexualité*, Paris : Nathan Université, 208 p.

Braud, P., 2004, *Violences politiques*, Paris : Seuil, 281 p.

Cadéac, B., et Lauru, D., 2002, *Génération téléphone. Les adolescents et la parole*, Paris : Albin Michel, 221 p.

Cazeneuve, J., 1962, *Sociologie de la radio-télévision*, Paris : PUF, 127 p.

- Coulibaly, L.G., 2005, *Côte d'Ivoire. Au cœur du bois sacré*, Paris : L'Harmattan, 358 p.
- Coulibaly, A.A., 2002, *Le système politique ivoirien. De la colonie à la II^e République*, Paris : L'Harmattan, 174 p.
- Coquery-Vidrovitch, C., 1985, *Afrique noire. Permanences et ruptures*, Paris : Payot, 440 p.
- Cot, J-P., et Mounier, J-P., 1974, *Pour une sociologie politique*, Paris : Seuil, 187 p.
- Dagher, R., 2009, *Si je peux me permettre ... Un témoignage pour notre jeunesse*, NEI et CEDA, HACHETTE : Abidjan, 214 p.
- Dasquié, G., 2003, *Les nouveaux pouvoirs*, Paris : Flammarion, 281 p.
- Davoine, L., 2005, Les politiques d'emploi pour les jeunes en France et au Royaume-Uni, in Deleu, X., 2002, *Le consensus pornographique*, Paris : Mango Document, 191.
- Delafosse, M., 1901, *Les libériens et les baoulé, nègres dits civilisés et nègres dits sauvages*, Paris : Librairie africaine et coloniale, 37 p.
- Désalmand, P., 2006, *Histoire de l'éducation en Côte d'Ivoire. 2. De la conférence de Brazzaville à 1984*, Abidjan : CERAP, 589 p.
- Diabaté, H., 1975, *La marche des femmes sur Grand-Bassam*, Abidjan/Dakar : Nouvelles Editions Africaines, 63 p.
- Diabaté et al, 2005, *Les intellectuels ivoiriens face à la crise*, Paris : Karthala, 194 p.
- Diom, E., 2008, *Côte d'Ivoire. Un héritage empoisonné*, Paris : L'Harmattan, 164 p.
- Diogène, L., 1965, *Vie, doctrines et sentences des philosophes illustres*, Tome 2, Paris : Garnier frères, 314 p.
- Dorflès, G., 1975, *Mythes et rites d'aujourd'hui*, Paris : Klincksieck, 259 p.
- Dufour, A., 1995, *Internet*, Paris : PUF, 127 p.
- Durkheim, E., 1950, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris : PUF, 149 p.
- Duverger, M., 1958, *Les partis politiques*, Paris : Colin, 476 p.
- Edelman, M., 1991, *Pièces et règles du jeu*, Paris : Seuil, 393 p.

- Ehrenberg, V., 1976, *L'Etat grec*, Paris : Maspero, 413 p.
- Ekanza, S-M., 2005, *L'Afrique au temps des Blancs (1880-1935)*, Abidjan : CERAP, 188 p.
- Flichy, P., 1997, *Les industries de l'imaginaire. Pour une analyse économique des médias*, Grenoble : PUG, 275 p.
- Finley, M., 1985, *L'invention de la politique*, Paris : Flammarion, 217 p.
- Foucault, M., 1969, *L'archéologie du savoir*, Paris : Gallimard, 288 p.
- Fouchard, L., et al., 2005, *Entreprises religieuses transnationales en Afrique de l'Ouest*, Paris : IFRA/karthala, 537 p.
- Gbagbo, L., 2002, *Sur les traces des Bété*, Abidjan : PUCI, 174 p.
- Gecaga, M.G., 2007, 'Religious Movements and Democratisation in Kenya : Between the Sacred and the Profane', in Murunga, G.R., and Nasong'o, S., *Kenya. The Struggle for Democracy*, Dakar/London & New York : CODESRIA/Zed Books, pp. 58-125.
- Gerstlé, J., 2008, *La communication politique*, Paris : Armand Colin, 255.
- Goffman, E., 1973, *La présentation de soi dans la vie quotidienne. Tome 2. Les relations en public*, Paris : Minuit, 372 p.
- Grébalé, G.T., 2001, *Intrigues politiques de 1990 à 1993. Le dernier coup du "vieux"*, Abidjan : NP, 205 p.
- Harrington, M., 1967, *L'autre Amérique : la pauvreté aux Etats-Unis*, Paris : Gallimard, 333 p.
- Habermas, J., 1987, *L'agir communicationnel. Tome 2. Pour une critique de la raison fonctionnaliste*, Paris : Fayard, 480 p.
- Habermas, J., 1978, *L'agir communicationnel. Tome 1. Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*, Paris : Payot, 448 p.
- Habermas, J., 1978. *L'espace public*, Paris, Payot, 322 p.
- Habermas, J., 1962. *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris : Payot, 342 p.

- Habermas, J., 1991. *La civilisation des mœurs*, Paris : Calmann-Lévy, 342 p.
- Hanry, P., 1970, *Erotisme africain. Le comportement sexuel des adolescents Guinéens*, Paris : Payot, 200 p.
- Jauréguiberry, F., 2003, *Les branchés du portable. Sociologie des usages*, Paris : PUF, 195 p.
- Kipré, P., 2005, *Côte d'Ivoire. La formation d'un peuple*, Paris : SIDES-IMA, 291 p.
- Kouassi, G., 1986, *La prostitution en Afrique. Un cas : Abidjan*, Abidjan : NEA, 325 p.
- Maarek, P.J., 1992, *Communication et Marketing de l'homme politique*, Collection communication politique et publique, Paris : LITEC, 340 p.
- Martin, C., 2007, *Le téléphone portable et nous. En famille, entre amis, au travail*, Paris : L'Harmattan, 169 p.
- Mélèdje, F.D., 2003, *Droit constitutionnel*, Abidjan : ABC édition, 209 p.
- Meynaud, J., et Lancelot, A., 1962, *Les attitudes politiques*, Paris : PUF, 126 p.
- Molinari (de), G., 1871, *Les clubs rouges pendant le siège de Paris*, Paris : Garnier, 362 p.
- Mwangola, M.S., 2007, 'Leaders of Tomorrow ?The Youth and Democratisation in Kenya', in Murunga, G.R., and Nasong'o, S., *Kenya. The Struggle for Democracy*, Dakar/London & New York : CODESRIA/Zed Books, pp. 129-163.
- Nasong'o, S.W., 2007, 'Negotiating New Rules of the Game : Social Movements, Civil Society and the Kenyan Transition', in Murunga, G.R., and Nasong'o, S., *Kenya. The Struggle for Democracy*, Dakar/London & New York : CODESRIA/Zed Books, pp. 2-57.
- Nietzsche, F., 1993, *Par-delà le bien et le mal*, Paris : Gallimard, 248 p.
- Nietzsche, F.W., 1958, *Ainsi parlait Zarathoustra*, Paris : club français du livre, 309 p.
- Ouattara, T.F., 1999, *Histoire des Fohobélé de Côte d'Ivoire. Une population Sénoufo inconnue*, Paris : Karthala, 274 p.
- Poupée, K., 2003, *La téléphonie mobile*, Paris : PUF, 127 p.
- Quermonne, J-L., 2006, *Les régimes politiques occidentaux*, Paris : Seuil, 301 p.

- Rivière, C., et Piette, A., 1990, *Nouveaux idoles, nouveaux cultes. Dérives de la sacralité*, Paris : L'Harmattan, 314 p.
- Rocher, G., 1968, *L'action sociale Tome 1*, Montréal : HMH, 189 p.
- Rosny, A J-H., 1995, *La guerre du feu. Roman des âges farouches*, Paris : Nathan, 190 p.
- Segalen, M., 1981, *Amours et mariages de l'ancienne France*, Paris : Berger-Levrault, 175 p.
- Segond, L., 1986, *La sainte Bible*, Paris : Alliance biblique universelle, 1277 p.
- Sherif, M., 1969, 'Comment associer l'étude de terrain et l'expérimentation de laboratoire dans la recherche sur les petits groupes', in Lemaine, G., et Lemaine, J-M., *Psychologie sociale et expérimentation*, Paris : Mouton, 446 p.
- Sigmund, F., 1930, *Malaise dans la civilisation*, 378 p.
- Sissoko, A., 1994, *Sociologie des Groupements à Vocation Coopérative (GVC) dans la zone d'Adjamé (Côte d'Ivoire)*, Cameroun : Talence, Centre d'étude d'Afrique noire, 36 p.
- Sory, C., 1992, *Gens de la parole. Essai sur la condition et le rôle des griots dans la société malinké*, ACCT/Karthala/SAEC : Paris, 375 p.
- Tajfel, H., et all., 1979, 'Contenu des stéréotypes et inférence de la similarité entre des membres de groupes stéréotypés', in Doi, W., *Expériences entre groupes*, Paris : Mouton, 324 p.
- Tannabill, R., 1982, *Le sexe dans l'histoire*, Paris : Robert Laffont, 373 p.
- Toscer, O., 2003, *Argent public, fortunes privées. Histoire secrète du favoritisme d'Etat*, Paris : Denoël, 295 p.
- Touré, A., et Konaté, Y., 1990, *Sacrifices dans la ville. Le citadin chez le devin en Côte d'Ivoire*, Paris : Douga, 257 p.
- Tulard et al, 1987, *Histoire et dictionnaire de la révolution française*, Paris : Bouquín, 1213 p.
- Viala, A., 1985, *Naissance de l'écrivain*, Paris : Minuit, 319 p.
- Walter, G., 1967, *Le mémorial des siècles. La révolution française*, Paris : Albin Michel, 630 p.
- Weber, M., 1959, *Le savant et le politique*, Paris : Plon, 221 p.

Ouvrages de méthodologie

- Gengembre, G., 1996, *Les grands courants de la critique littéraire*, Paris : Seuil, xx p.
- Guittet, A., 1983, *L'entretien : techniques et pratiques*, Paris : Armand Colin, 308 p.
- Jones, R.A., 2000, *Méthodes de recherche en sciences humaines*, Paris : De Boeck Université, 332 p.
- Moya, C., 2006, 'Ivorian identity constructions: ethnicity and nationalism in the prelude to civil war', in *Nations and Nationalism*, Vol. 12, N° 4, pp. 613-629.
- Piaget, J., 1970, *Epistémologie des sciences de l'homme*, Paris : Gallimard, 380 p

Ouvrages spécifiques

- Alméida-Topor (d'), H., et al., 1992, *Les jeunes en Afrique. Evolution et rôle (XIX^e-XX^e siècles). Tome 1*, Paris : L'Harmattan, 315 p.
- Amondji, M., 1984, *Félix Houphouët. L'envers d'une légende*, Paris : Karthala, 333 p.
- Aulard, A. 1910, *Etudes et leçons sur la Révolution française*, Paris : Félix Acan, 308 p.
- Aristote, 1991, *Rhétorique des passions*, Paris : Rivages poche, 215 p
- Balle, F., 1987, *Et si la presse n'existait pas ...*, Paris : J C Lattès, 196 p.
- Bathily, A., 1992, *Mai 68 à Dakar ou la révolte universitaire et la démocratie*, Paris : Chaka, 191 p.
- Bayart, J-F., 1996, *L'illusion identitaire*, Paris : Fayard, 306 p.
- Blé, G.C., 2009, *D'un stade à un autre*, Abidjan : Leaders' Team associated / Frat Mat éditions, 133 p.
- Blé, G.C., 2006, *Crise ivoirienne. Ma part de vérité*, Abidjan : Leaders' Team associated / Frat Mat éditions, 190 p.
- Blumer, H., 1969, *Symbolic Interactionism*, Englewood : Cliffs, N.J., Prentice Hall, 231 p.
- Boa Thiémélé. L. R., 2003, *L'ivoirité entre culture et politique*, Paris : Harmattan collection Points de vue, 156 p.

- Bourdieu, P., 1996, *Sur la télévision*, Paris : Raison d'agir éditions, 218 p.
- Bourdieu, P., 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris : Seuil, 419 p.
- Bourdieu, P., 1975, *La domination masculine*, Paris : Seuil, 177 p.
- Breton, P., et Proulx, S., 2006, *L'explosion de la communication. Introduction aux théories et aux pratiques de la communication*, Paris : La Découverte, 382 p.
- Breton, D., 2004, *L'interactionnisme symbolique*, Paris : PUF, 249 p.
- Breton, P., 1997, *L'utopie de la communication. Le mythe du « village planétaire »*, Paris : La Découverte, 171 p.
- Cadeac, B., et Lauru, D., 2002, *Génération téléphone. Les adolescents et la parole*, Paris : Albin Michel, 221 p.
- Canivez, P., 2004, *Qu'est-ce que la nation ?*, Paris : Vrin, 126 p.
- Champagne, P., 1990, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris : Minuit, 314 p.
- Cissé, I., 2007, *Alassane Dramane Ouattara. Histoire d'une vie singulière. Légende et épopée*, Abidjan : NEI/CEDA, 247 p.
- Coulon, C., 1983, *Les musulmans et le pouvoir politique en Afrique noire*, Paris : Karthala, 169 p.
- Colas, D., 2004, *Citoyenneté et nationalité*, Paris : Gallimard, 300 p.
- Decouflé, A., 1968, *Sociologie des révolutions*, Paris : PUF, 126 p.
- Defrasne, J., 1972, *La droite en France. De 1789 à nos jours*, Paris : PUF, 127 p.
- Dozon, J-P., 1995, *La cause des prophètes. Politique et religion en Afrique contemporaine*, Paris : Seuil, 299 p.
- Ellul, J., 2004, *L'illusion politique*, Paris : La Table Ronde, 362 p.
- Engels, F., 1969, *Le rôle de la violence dans l'histoire*, Paris: Editions sociales, 121 p.
- Engels, F., 1952, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Paris: Editions sociales, 129 p.
- Engels, F., 1950, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Paris : Editions sociales, 67 p.

- Eysenk, H.J., 1954, *The Psychology of Politics*, London : Routledge and Kegan Paul, 264 p.
- Faure, Y.-A., et Médard, J.F., 1982, *Etat et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris : Karthala, 270 p.
- Fichte, J.G., 1992, *Discours à la nation allemande*, Paris : Salamandre, 404 p.
- Flichy, P., 1997, *Une histoire de la communication moderne. Espace public et espace privée*, Paris : La Découverte, 280 p.
- Fofana, L., 2009, *Côte d'Ivoire. La longue marche du RDR. (Rassemblement Des Républicains)*, Evreux : Sépia, 178 p.
- Gadji, J., 2002, *L'affaire Kragbé Gnagbé, un autre regard 32 ans après*, Abidjan : NEI, 176 p.
- Gamson, W., 1992, *Talking Politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 315 p.
- Gbagbo, S. E., 2007, *Paroles d'honneur. Un devoir de paroles !*, Paris : Pharos/Ramsay, 511 p.
- Gbagbo, L. K., 2009, *Côte d'Ivoire. Bâtir la paix sur la démocratie et la prospérité*, Abidjan : NEI/CEDA, 213 p.
- Gbagbo, L. K., 1983, *Côte d'Ivoire : pour une alternative démocratique*, Paris : L'Harmattan, 177 p.
- Ghiglione, R., 1989, *Je vous ai compris ou l'analyse des discours politiques*, Paris : Colin, 172 p.
- Guitard, O., 1961, *Bandoung et le réveil des peuples colonisés*, Paris : PUF, 126 p.
- Gramsci, A., 1975, *Gramsci dans le texte (1916-1935)*, Paris : Editions sociales, 798 p.
- Gramsci, A., 1959, *Œuvres choisies*, Paris : Editions sociales, 541 p.
- Gros, B., 1976, *Le terrorisme*, Paris : HATIER, 79 p.
- Goguel, F., 1946, *La politique des partis sous la III^{ème} République*, Paris : Seuil, 224 p.
- Habermas, J., 1998, *L'intégration républicaine. Essais de théorie politique*, Paris : Fayard, 386 p.

- Hans, K., 1946, *Prophets and Peoples : Studies in Nineteenth Century Nationalism*, New York : Macmillan, 255 p.
- Hajjat, A., 2005, *Immigration postcoloniale et mémoire*, Paris : L'Harmattan, 148 p.
- Herder, J.G., 1964, *Une autre philosophie de l'histoire*, Paris : Aubier, 372 p.
- Helena, C., 1984, *The Palestinian Liberation Organization : People, Power and Politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 324 p.
- Hudelot, C., 1973, *La Longue Marche*, Paris : Julliard, 362 p.
- Hobsbawm, E., 1992, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris : Gallimard, 371 p.
- Hoffman, B., 1999, *La Mécanique terroriste*, Paris : Calmann-Lévy, 302 p.
- Jeanneney, J-N., 2001, *Une histoire des médias. Des origines à nos jours*, Paris : Seuil, 393 p.
- John, S.M., 2001, *De la liberté*, Chicoutimi : Les classiques des sciences sociales, 242 p.
- Koulibaly, M., 2003, *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, Abidjan : La Refondation, 98 p.
- Kokora, D.P., 1999, *Le front populaire Ivoirien de la clandestinité à la légalité. Le vécu d'un fondateur*, Paris : L'Harmattan, 238 p.
- Keynes, J.M., 1942, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris : Payot, 407 p.
- Kuhn., R, et Neveu, E., 2002, *Political Jouanalism. New Challenges, new practices*, London : Routledge, 240 p.
- Ky et al., 1996, *Mince ou grosse. Histoire du corps idéal*, Paris : Librairie Académique Perrin,
- Lefèbvre, H., 2000, *La production de l'espace*, Paris : Anthropos, 512 p.
- Le Pape M., et Vidal. C., 2002, *Côte d'Ivoire. L'année terrible. 1999-20002*, Paris : Karthala, 354 p.
- Locke, J., 1992, *Lettre sur la tolérance*, Paris : Garnier-Flammarion, 273 p.
- Loi, I., 2005, *Men*, Santiago: Random House Mondadori, 172 p.

- Loucou, J-N., 1992, *Le multipartisme en Côte d'Ivoire*, Abidjan : NETER, 213 p.
- Maisonneuve, J., et Bruchon-Schweitzer, M., 1999, *Le corps et la beauté*, Paris : PUF, 127 p.
- Marx, K., et Friedrich, E., 1952, *L'idéologie allemande*, Paris : Editions Sociales, 59 p.
- Marx, K., et Friedrich, E., 1968, *Sur la religion*, Paris : Les François Maspero, 358 p.
- Mbembe, A., 1991, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*. Paris : L'Harmattan, 247 p.
- M'Bokolo, E., 1977, *Histoire générale de l'Afrique. Vol. 12. L'ère des calamités*, Paris : ABC, 125 p.
- Maugenest, D., 2004, *L'idéologie et les idéologies*, Abidjan, CERAP, 63 p.
- Meynaud, J., et Lancelot, A., 1964, *Les attitudes politiques*, Paris : PUF, « Que sais-je ? » 126 p.
- Meyer, A.G., 1962, *Leninism*, New-York : Praeger Publishers, 160 p.
- Milza, P., et Berstein, S., 1980, *Le fascisme italien (1919-1945)*, Paris : Seuil, 434 p.
- Moreux, C., 1978, *La conviction idéologique*, Montréal : PUQ, 126 p.
- Montesquieu, 1979, *De l'esprit des lois I*, Paris : G.F., 507 p.
- Morin, E., *L'esprit du temps*, Paris : Grasset, 280 p.
- Morin, E., 1972, *Les stars*, Paris : Points, 283 p.
- Mornet, D., 1989, *Les origines intellectuelles de la Révolution française. 1715-1787*, Lyon : La Manufacture, 632 p.
- Mus, P., 1952, *Viêt-Nam. Sociologie d'une guerre*, Paris : Seuil, 373 p.
- Navarro, R., 2003, *Côte d'Ivoire. Le culte du blanc. Les territoires culturels et leurs frontières*, Paris : L'Harmattan, 295 p.
- Niangoran-Bouah, G., 1969, 'Les Ebrié et leur organisation politique traditionnelle', in *Annales de l'université d'Abidjan*, série F. Tome 1, pp. 51-89.
- N'Da, P., 1987, *Pouvoir, lutte de classes, idéologie et milieu intellectuel africain*, Paris/Dakar : Présence Africaine, 107 p.

- Ndundu, D., 1985, *Radio-trottoir*, Louvain-La-Neuve, Belgique : Cabay, 238 p.
- Nguyen, Q., D., 1994, *Droit international public*, Paris : L.G.D.J, 378 p.
- Nyamnjoh, F.B., 2005, *Africa's Media, Democracy and the Policy of Belonging*, Pretoria, London and New York, Zed Books, 308 p.
- Oppermann, F., 2006, 'Versailles comme outil de propagande républicaine au XX^{ème} siècle', in Rolland, D., et al, *Les Républiques en propagande. Pluralisme politique et propagande : entre déni et institutionnalisation. XIX^e-XXI^e siècles*, Paris : L'Harmattan, pp. 115-126.
- Oscar, J., 1945, *Nationalism and National Minorities*, New York : Columbia University Press, 253 p.
- Pango, J.J., 1978, *La naissance du RDA. Notes de voyage, trente ans après*, Abidjan : SII, 144 p.
- Pascallon, P., (Dir) 2004, *La politique de sécurité de la France en Afrique*, Paris : L'Harmattan, 345 p.
- Paxton, R.O., 2004, *Le fascisme en action*, Paris : Seuil, 448 p.
- Piotte, J-M., 1972. *Sur Lénine*, Montréal : Parti pris, 302 p
- Piotte, J-M., 1970. *La pensée politique de Gramsci*, Ottawa : Parti pris, 187 p
- Poe, E., 1965, 'L'homme des foules', in *Nouvelles histoires extraordinaires*, Paris : Garnier/Flammarion, 465 p.
- Ponteil, F., 1960, *L'éveil des nationalités et le mouvement libéral*, Paris : PUF, 786 p.
- Rémond, R., *La droite en France. De la première restauration à la V^{ème} République*, Paris : Aubier-Montaigne, 414 p.
- Renan, E., 1997, *Qu'est ce qu'une nation ?*, Paris : Mille et une nuits, 48 p.
- Rouet, M., 1963, *Santé et beauté plastique*, Paris : Oliven, 200 p.
- Rousseau, J-J., 1990, *Discours sur l'économie politique/Projet de constitution pour la Corse/Considérations sur le gouvernement de Pologne*, Paris : Garnier Flammarion, 336 p.
- Rousseau, J-J., 2004, *Du Contrat social*, Paris : Nathan, 216 p.

Rousseau, J-J., 1966, *L'Émile ou de l'Éducation, Livre V*, Chicoutimi : Les Classiques des sciences sociales, 113 p. [En ligne] Disponible sur :

<http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau_jj/emile/emile_de_education_5.pdf>

(Consulté le 9 mai 2009)

Sade, (Marquis de) DAF, 1975, *La philosophie dans le boudoir ou les instituteurs immoraux. Dialogues destinés à l'éducation des jeunes demoiselles*, Maxi-Poche, Classiques Français, s.d., 185 p. [En ligne] Disponible sur :

<http://classiques.uqac.ca/classiques/sade_marquis_de/sade_philo_dans_le_boudoir/sade_philo_dans_le_boudoir.html> (consulté le 14.12.2011).

Schmitt, C., 1992, *La notion de politique. Théorie du partisan*, Paris : Flammarion, 323 p.

Séry, B., 2005, *Ne pas perdre le Nord*, Abidjan: EDUCI, 193 p.

Seymour, M.L., 1963, *First New Nation : The United States in Historical and Comparative Perspective*, New York: Basic Books, 366 p.

Skinner, Q., 1978, *The Foundations of Modern Political Thought*, Vol. 2, Cambridge: Cambridge University Press, 404 p.

Smith, A., 1994, *The Wealth of Nations*, New York : Modern Library, 1130 p.

Soboul, A., 1970, *La civilisation et la Révolution française. I : La crise de l'ancien régime*, Paris : Arthaud, 635 p.

Soboul, A., 1965, *La Révolution française*, Paris : PUF, 126 p.

Sorel, G., 1908, *Réflexions sur la violence*, Paris : Marcel Rivière et Cie, 233 p.

Soro, G., 2005, *Pourquoi je suis devenu un rebelle. La Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Paris : Hachette Littératures, 173 p.

Spitz, E., 1984, *Majority Rule*, Chatham, N.J : Chatham House, 350 p.

Stark, W., 1958, *The Sociology of Knowledge*, London : Routledge and Kegan, 256 p.

Terrou, F., 1965, *L'information*, Paris : PUF, 134 p.

Tocqueville (de), A., 1988, *De la démocratie en Amérique. Tome 1*, Alger : ENAG, 526 p.

Touré, A., 2008, *Alassane Dramane Ouattara. Destin et liberté*, Cher : Sépia, 178 p.

Touré, A., 1981, *La civilisation quotidienne en Côte d'Ivoire. Procès d'occidentalisation*, Paris : Karthala, 279 p.

Tracy (de), A-L-C, D, 1801, *Projets d'éléments d'idéologies à l'usage des écoles centrales de la République française*, 465 p.

Traoré, S., 1985, *La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (F.E.A.N.F.)*, Paris : L'Harmattan, 102 p.

Yergin, D., et Stanislaw, J., 2000, *La grande bataille. Les marchés à l'assaut du pouvoir*, Paris : Calmann-Lévy, 589 p.

Traoré, B.A., 2007, *Politiques et mouvements de jeunesse en Afrique noire francophone*, Paris : L'Harmattan. Points de vue, 135 p.

Vance, P., 1958, *La persuasion clandestine*, Paris : Calmann-Lévy, 246 p.

Articles

Arnault, K., and Blommaert, J., 2009, 'Chthonic science : Georges Niangoran-Bouah and the Anthropology of Belonging in Côte d'Ivoire' in *American Ethnologist*, Vol. 36, N°3, pp. 574-590.

Arnault, K., 2008, 'Mouvement patriotique et construction de l' « autochtone » en Côte d'Ivoire', in *Afrique et développement*, Vol. XXXIII, N° 3, pp. 1-20.

Arnaut, K., 2004b, 'Re-generating the Nation: Youth, Revolution and the Politics of History in Côte d'Ivoire', in: J. Abbink and I. van Kessel (eds.) *Vanguard or Vandals: Youth, Politics and Conflict in Africa*, Leyde : Brill, pp. 110-142.

Abdullah, I., 2002, 'Youth, Culture and Rebellion: Understanding Sierra Leone's Wasted Decade', in *Critical arts. A journal South-North Cultural and media Studies*, Vol. 16, N° 2, pp. 19-37.

Adjo, G., 2002, 'Idéologie politique et processus d'idéologisation de 1960 à 1990', in *Kasa Bya Kasa*, N° 3, pp. 149-171.

Ammi-Oz, M., 1977, 'L'évolution de la place et du rôle des forces publiques africaines', in *Revue française d'études politiques africaines*, N° 135, pp. 59-76.

- Addington, D.A., 1971, 'The effect of vocal variations on rating of source credibility', *Speech Monographs*, N° 38, pp. 242-247.
- Akindès, F., 2007, 'La crise ivoirienne ou la réinvention risquée d'une nation', in *Repères « International »*, pp. 1136.
- Althusser, L., 1970, 'Idéologie et Appareils idéologiques d'Etat' in *La pensée*, N° 151:3-38.
- Atsain, N., 2001, 'Les obstacles à l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire' in *Repères*, Vol. 3, N° 1, pp. 163-179.
- Bado, B., 2004, 'La traite négrière, quelle part de l'Afrique ?', in *Débats. Courrier d'Afrique de l'Ouest*, N° 14, pp. 9-14.
- Bahi, A. A., 2003, 'La "Sorbonne" d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace publique' in *Revue Africaine de Sociologie*, Vol. 7, N° 1, pp. 1-18.
- Bahi, A. A., 1998, 'Les tambours bâillonnés : contrôle et mainmise du pouvoir sur les medias en Côte d'Ivoire', in *Media Development*, Vol. XLV, N° 4, pp. 36-45.
- Bahi, A. A., 2001, 'L'effet « titrologie » : étude exploratoire dans les espaces de discussions de rues d'Abidjan', in *En-Quête : Revue scientifique de Lettres, Arts et Sciences Humaines*, Vol. 8, pp. 129-167.
- Banégas, R., 2006, 'La France et l'ONU devant le « Parlement » de Yopougon', in *Politique Africaine*, N° 104, pp. 142-158.
- Banégas, R., 2006b, 'Côte d'Ivoire: Patriotism, Ethnonationalism and other African Modes of Self-writing'' in *African Affairs*, Vol. 105, N° 421, pp 535-552.
- Banégas, R., et Otayek, R., 2003, 'Le Burkina-Faso dans la crise ivoirienne : effets d'aubaine et incertitudes politiques' in *Politique Africaine*, pp. 71-89.
- Banégas, R., 2007, 'Côte d'Ivoire : les jeunes « se lèvent en hommes ». Anticolonialisme et ultranationalisme chez les jeunes patriotes d'Abidjan', *Les études du CERI*, N° 137, juillet 2007, pp. 1-54.
- Basset, T.J., 2003, 'Nord musulman et sud chrétien'' : les moules médiatiques de la crise ivoirienne', in *Afrique contemporaine*, pp. 13-27.

- Bayart, J-F., 1981, 'Les églises chrétiennes et la politique du ventre : le partage du gâteau ecclésial', in *Politique Africaine*, pp. 3-26.
- Bayart, J-F., et al., 2001, 'Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique', in *Critique internationale*, N° 10, pp. 177-194.
- Biaya, T.K., 2000, 'Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa)', in *Politique Africaine*, N° 80, pp. 12-31.
- Bouquet, C., 2003, 'Etre étranger en Côte d'Ivoire : la nébuleuse "Dioula"' in *Géopolitique Africaine*, N° 9, pp. 27-42.
- Bourdieu, P., 1980, 'Le capital social. Notes provisoires', in *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 31, pp. 2-3.
- Bourgeois (Le), J., 2008, 'Le culte du chef à travers l'image de Staline ou un exemple de construction d'un mythe', in *Psychologie politique*, N° 12, pp. 31-45.
- Broohm, O N., 2004, De la gestion traditionnelle à la gestion moderne des conflits : repenser les pratiques africaines, N°72, pp.1-4. [En ligne]
 Disponible sur : < <http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article86> > (consulté le 11.12.2011).
- Burrin, P., 1986, 'Poings levés et bras tendus. La contagion des symboles au temps du front populaire', in *Revue d'histoire, Numéro spécial : Nouveaux enjeux d'une décennie. Fascismes, antifascismes, 1935-1945*, N° 11, pp. 5-20.
- Campbell, B., 'Réinvention du politique en Côte d'Ivoire', in *Politique Africaine*, N°, pp. 142-156.
- Canut, C., et Smith, E., 2006, 'Pactes, alliances et plaisanteries. Pratiques locales, discours global' in *Cahiers d'études africaines*, N°184, pp. 1-44. [En ligne]
 Disponible sur : < <http://etudesafricaines.revues.org/6198> > (consulté le 27.10.11)
- Champagne, P., 1971, 'La télévision et son langage : L'influence des conditions sociales de réception sur le message', in *Revue française de sociologie*, Vol. 12, N° 3, pp. 406-430.
- Chanet, J-F., 2000, 'La fabrique des héros. Pédagogie républicaine et culte des grands hommes de Sedan à Vichy', in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, N° 65, pp. 13-34.
- Chéneau-Loquay, A., 2003, 'NTIC : fracture ou développement ?' in *Les cahiers de l'Afrique*, N° 1, pp. 121-140.

Cissé, C., 2004, 'Côte d'Ivoire : aux origines d'une crise' in *Recherches africaines*, N° 3, pp. 66-75.

Comaroff, J., Comaroff, J., 2000, 'Réflexions sur la jeunesse. Du passé à la post-colonie' in *Politique africaine*, N° 80, pp. 90-110, Paris : Karthala.

CURDIPHE, 1996, '*L'voirité ou l'esprit du nouveau contrat social du président Henri Konan Bédié*', Abidjan : PUCI, « n.p ».

Decoudras, P-M, et Lenoble, A., 1996, 'La rue : le décor et l'envers' in *Politique Africaine*, N° 63, pp. 3-12.

Cutolo, A., 2008, 'Populations, citoyennetés et territoires. Autochtonie et gouvernementalité en Afrique', in *Politique Africaine*, N° 112, pp. 5-17.

Debarbieux, B., 1996, 'Le lieu, fragment et symbolique du territoire', in *Espaces et sociétés. Les échelles de l'espace social*, N° 82-83, pp. 13-35.

Delporte, C., 2006, 'Image et personnalisation de la propagande en France' in Rolland et al, (dir), *Les Républiques en propagande. Pluralisme politique et propagande : entre déni et industrialisation XIXè-XXIè siècles*, Paris : L'Harmattan, pp. 71-98.

Dembélé, O., 2002, La construction économique et politique de la catégorie « étranger » en Côte d'Ivoire, in Le Pape, M., et Vidal, C., (dir), *Côte d'Ivoire. L'année terrible 1999-2000*, pp. 123-171.

Dorna, A., 2008, 'Un discours de révolte : l'exemple zapatiste', in *Psychologie politique*, N° 12, pp. 12-30.

Dozon, J-P., 2000, 'La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethnonationalisme', in *Politique Africaine*, N° 78, pp. 45-82.

Frère, M-S., 2005, 'Médias en mutation : de l'émancipation aux nouvelles contraintes', in *Politique Africaine*, N° 97, pp. 5-17.

Galy, M., 2004, 'Côte d'Ivoire : la violence, juste avant la guerre', in *Afrique contemporaine*, N° 209, pp. 117-139.

Gerstlé, J., 2003a, '*Réseaux de communication, réseaux sociaux et réseaux politiques*', in Musso, P., dir., *Réseaux et société*, Paris : PUF, pp. 24-40

Gerstlé, J., 2004b, 'Presse écrite et comportements politiques. Analyse empirique de l'influence', in Legavre, J-B., dir., *La presse écrite : Objets délaissés*, Paris : L'Harmattan, pp. 337-350.

Gnabéli, Y., 2005, 'Reconstruction identitaire chez les orateurs des Sorbonnes, Sénats et Parlements des quartiers d'Abidjan', in *Revue Ivoirienne d'Anthropologie et de Sociologie, Kasa Bya Kasa*, pp. 33-45.

Goerg, O., 1992, 'Les associations de jeunesse : réflexions sur une méthodologie à partir de l'exemple de la Guinée coloniale' in Alméida-Topor, dir., *Les jeunes en Afrique. Evolution et rôle (XIX^e-XX^e siècles). Tome 1.*, 315 p.

Haeringer, P., 1984, 'Stratégies populaires pour l'accès au sol dans la ville africaine ou une grande partie de dés dans la banlieue d'Abidjan (Côte d'Ivoire) ou encore l'impossible débat avec l'Etat', in *Terres des uns villes des autres. Conflits fonciers et pratique urbaines en Afrique*, CNRS et CEGET, pp. 55-80.

Janin, P., 2001, 'Une géographie sociale de la rue africaine (Bouaké, Côte d'Ivoire)', in *Politique Africaine*, N° 82, pp. 177-189.

Ifert, D., et Gibbons, C.A., 1999, 'Look at me when I'm influencing you : nonverbal messages and persuasion', *The New Jersey Journal of Communication*, Vol. 7, N° 2, pp.171-179.

Jewsiewicki, B., 1996, 'Corps interdits. La représentation de Lumumba comme rédempteur du peuple zaïrois', in *Cahiers d'études africaines*, Vol. 36, cahier 141/412, pp. 113-142.

Jewsiewicki, B., et al., 1995, 'Du témoignage à l'histoire, des victimes aux martyrs : la naissance de la démocratie à Kinshasa', in *Cahiers d'Etudes Africaines*, Cahier 137, Vol. 35, pp. 209-235.

Kieffer, J., 2006, 'Les jeunes des "grins" de thé et la campagne électorale de Ouagadougou', in *Politique Africaine*, N°101, pp. 63-82.

Konaté, Y., 2003, 'Les enfants de la balle. De la FESCI aux mouvements de patriotes', in *Politique Africaine*, N°89, pp. 49-70.

Kouakou, N.F., 1983b, 'Les "Maquis" d'Abidjan' in *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. XIX, n° 4, pp. 545-550. [En ligne] Disponible sur : < http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_4/sci_hum/15966.pdf > (consulté le 17.12.11)

Kouamé, N., 1989, 'Femmes ivoiriennes : acquis et incertitudes', in *Kasa Bya Kasa*, N°11, pp. 7-20.

Koné, F.R., 2007, 'Les espaces de discussion de rue comme stratégie de diffusion des idéologies politiques' in *Débats. Courrier de l'Afrique de l'Ouest*, N° 41, pp. 21-26.

Lalieu, O., 2001, 'L'invention du "Devoir de mémoire"', in *Vingtième siècle. Revue d'histoire, Numéro spécial "D'un siècle à l'autre"*, N° 69, pp. 83-94.

Larrain, J., 1979, The Concept of Ideology, in *Theory, Culture and Society*, Vol. 8, N° 4, (SAGE) London and New Delhi : Hutchinson, 1-28 p.

Larkin, B., décembre 2005-janvier 2006, 'Nigerian Video : The Infrastructure Of Piracy', in *Politique Africaine*, N° 100, pp. 146-164.

Latour (de) E., 2001, 'Métaphores sociales dans les ghettos de Côte d'Ivoire', in *Autrepart*, N°18, pp. 151-167.

Lefèvre, H., 2000, 'Dessein de l'ouvrage' in H. Lefèvre, *La production de l'espace*, Paris : Anthropos, pp. 7-81.

Leimdorfer, F., 1999, 'Enjeux et imaginaires de l'espace public à Abidjan' in *Politique Africaine*, N° 74, pp. 51-75.

Lemieux, C., 1970, 'Le jeu de la communication politique' in *Revue Canadienne de Science Politique*, N° 3, pp. 359-375.

Lemieux, V., 1991, 'L'utilité politique des rivaux', in *Revue canadienne de science politique*, N° 4, Vol. 24, pp. 735-753.

Loada, A., 1999, 'Réflexions sur la société civile en Afrique : le Burkina de l'après-Zongo' in *Politique Africaine*, N° 76, pp. 136-150.

Marie, A., 1973, 'Structures, pratiques et idéologies chez les Baoulé', in *Cahiers d'Etudes Africaines*, Vol. 13, pp. 363-376.

Marshall, R., 2005, 'La France en Côte d'Ivoire : l'interventionnisme à l'épreuve des faits', in *Politique Africaine*, N° 98, pp. 21-41.

Mbembe, A., 2000, 'A propos des écritures africaines de soi', in *Politique Africaine*, N° 77, pp. 16-43.

- McGovern, 'Janvier 2007- Sékou Touré est mort', in *Politique Africaine*, N° 197, pp. 125-145.
- Memel-Fotê, H., 1999, 'Un mythe politique des Akan en Côte d'Ivoire : le sens de l'Etat', in Valsecchi, P., et Viti, F., (dir.), *Mondes Akan. Akan Worlds. Identité et pouvoir en Afrique occidentale. Identity and power in West Africa*, Paris : L'Harmattan, pp. 21-42.
- Messiant, C., et Marchal, R., 2004, 'Premières Dames en Afrique : entre bonnes œuvres, promotion de la femme et politique de la compassion' in *Politique Africaine*, N° 95, pp. 5-17.
- Muxel, A., 1992, 'L'âge des choix politiques : une enquête longitudinale auprès des 1825 ans', in *Revue française de sociologie*, N° 3, vol. 33, pp. 233-263.
- Olukoschi, A., et Sall, E., 2004, 'Identité, sécurité et renégociation de l'appartenance nationale en Afrique de l'Ouest : réflexions sur la crise ivoirienne' in *CODESRIA Bulletin*, Vol. 3 et 4, pp. 39-40.
- Ouattara, S., 1985, 'Idéologie et développement rural en Côte d'Ivoire. La "coupe nationale du progrès"', in *Kasa bya Kasa*, N° 5, pp. 187-219.
- Quéré, L., 1992, 'De la théorie politique à la métathéorie sociologique' in *Quaderni*, N° 18, pp. 75-92.
- Robin, R., 1973, 'Langage et idéologies : Le Discours comme objet de l'Histoire', in *Le mouvement social*, N° 85, pp. 3-11.
- Théroux-Benoni, L., et Bahi, A., 2008, 'A propos du rôle des médias dans la crise ivoirienne...' in *Les frontières de la citoyenneté et la violence politique en Côte d'Ivoire*. E Sall and J.-B. Ouédraogo, eds. Dakar : CODESRIA, pp. 199-218.
- Ukeje, C., 2001, 'Youths, Violence and the Collapse of Public Order in the Delta of Nigeria', in *Africa Development*, Vol. XXVI, N° 1 & 2, pp. 337-366.
- Vidal, C., 2003, 'La brutalisation du champ politique ivoirien, 1990-2003' in *Revue africaine de sociologie*, Vol. 7, N° 2, pp. 45-57.
- Wrzesińska, A., 1995, 'La jeunesse africaine et les transformations socio-culturelles en Afrique noire (le cas du Zaïre), in *Africana Bulletin*, N°43, pp. 43-72.

Thèses, mémoires, conférences, rapports d'activités, séminaires, colloques, documents officiels, Brochures, Dictionnaires et communications

Alobé, SJRK., *'Le déplacé engagé et le déplacé non-engagé, les figures contradictoires de l'expérience du déplacement et du vécu des populations déplacées à Abidjan'*, Université Paris 1, Panthéon Sorbonne, Master de recherche « études africaines », année universitaire 2005-2006, 166 p.

« *Allocution prononcée par M. François Mitterrand, Président de la République à l'occasion de la séance solennelle d'ouverture de la 16^{ème} conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique* », 8 p. [En ligne]

Disponible sur : <http://www.congoforum.be/upldocs/Discours%20de%20la%20Baule.pdf>
(Consulté le 21 juin 2010)

Arnault, K., 2004, 'Reckoning with "scales" in media anthropology: the patriotic Movement and the mediation of autochtony in Côte d'Ivoire' in 8th EASA Conference, workshop Media and the Global, Vienna, pp.1-21.

Atchoua, N J., 2002, *Facteurs dynamiques de la communication des groupes dans les "Sorbonnes" d'Abidjan*, mémoire de maîtrise, Université de Cocody/Abidjan, 112 p.

Atchoua, N J., 2004, *Forums populaires, conduit de débats et construction d'identités collectives dans les quartiers d'Abidjan*, mémoire de DEA, Université de Cocody/Abidjan, 61 p.

Banégas, R., 2008, *'La République oublie-t-elle ses enfants ?' » Milicianisation et démilicianisation du champ politique en Côte d'Ivoire*, Colloque Regards croisés sur les milices d'Afrique et d'Amérique latine en situation de violence CERI (25-26 septembre 2008), pp. 1-18.

Batala, M., *La communication populaire en République Démocratique du Congo : la Radio-Trottoir*, Thèse de 3^{ème} cycle, Université de Paris II, avril 1980, 567 p.

Blé, K.A., 2009, *Les Sorbonnes à Abidjan : archéologie de la reconstruction spatiale du politique*, Thèse présentée comme exigence partielle du Doctorat en science politique, Université du Québec à Montréal, juin 2009, 282 p.

Code civil ivoirien, *Les éditions ABC*, 2007, 185 p.

FPI, 2001, *Statuts et règlement intérieur*, Abidjan : FPI, 60 p.

George, P., et Verger, F., 1970, *Dictionnaire de la Géographie*, Paris : PUF, 435 p.

Hien, O P., 2009, '*Processus de production de la ville : la jeunesse ouagalaise entre culture de la rue et nouvelles formes d'adhésion à l'espace politique*', Les nouvelles frontières de la recherche sur l'enfance et la jeunesse en Afrique, Douala, Cameroun, 25-26 août 2009, pp.1-17.

Kologo, O., '*Les dons phénomène anthropologique au cœur des élections au Burkina Faso : une analyse des comportements électoraux dans la ville de Ouagadougou*', mémoire de DEA, Université de Ouagadougou, 2006-2007

Disponible en ligne :

<http://www.memoireonline.com/06/08/1156/dons-phenomene-anthropologique-elections-burkina-faso.html> .(Consulté le 12 novembre 2010)

Rassemblement Des Républicains, 1997, *Projet de société*, Abidjan : RDR, 65 p.

RSF, 2007, *Côte d'Ivoire. Il est temps de « désarmer les esprits, les plumes et les micros »*, 11 p.

Verri, P., 1988, *Dictionnaire du Droit International des Conflits armés*, CICR : Genève, 147 p.

WANEP., 2006, *Les rebelles patriotiques : architectes d'un nouveau type de patriotisme en Afrique de l'Ouest ?* , Accra, 20 p.

WEBLOGRAPHIE

Sites des acteurs politiques

Site des communicateurs pour Gbagbo : www.aucoeurdeselecteurs-ci.net.

[Consulté le 14 avril 2009]

Site du RJR: <http://www.rdrcci.org/actu.asp>[Consulté le 20 février 2009]

Site du PDCI : <http://www.pdcirda.org/>[Consulté le 30 avril 2009]

Site du PIT : <http://pitci.org/index.php> [Consulté le 1^{er} août 2009]

Site de Alassane Dramane Ouattara : <http://www.ado.ci/accueil.php> [Consulté le 15 mai 2009]

Site du Président Bédié: <http://www.bonoua.net/230307/bedie.htm> [Consulté le 1^{er} mai 2009]

Le tigre du worodougou Karamoko Yayoro : <http://kara2009.blog.fr/2009/05/19/karamoko-yayoro-le-tigre-du-worodougou-au-meeting-de-yop-6144418/> [Consulté le 5 mai 2009]

Site de Gbagbo :<http://lecomposant.com/lgc/>[Consulté le 6 mai 2009]

Site de Laurent Gbagbo: <http://www.laurentgbagbo-president.com/> [Consulté le 15 mai 2009]

Le site de Simone Gbagbo :<http://www.simonegbagbo.com/> [Consulté le 17 mai 2009]

Le site de Michel Gbagbo : <http://www.michelgbagbo.net/> [Consulté le 20 mai 2009]

La Sorbonne : <http://lasorbonneci.net/index.php?choix=accueil#> [Consulté le 1^{er} mai 2009]

Site de MIDI : <http://www.midici.com/midi/?> [Consulté le 17 mai 2009]

Site de la Présidence :<http://www.cotedivoirepr.ci/>[Consulté le 12 mai 2009]

Site des forces nouvelles : <http://www.fninfo.ci/> [Consulté le 09 septembre 2009]

Site de Jacqueline Oble : www.oble.ci ou www.oblejacqueline.blogspot.com[Consulté le 6 septembre 2009]

Site de fansari110 : <http://www.fansara110.com/> [Consulté le 09 septembre 2009]

Site de Afriblog : <http://www.afriblog.com/> [Consulté le 11 février 2009]

Site de Hamed Bakayoko : Hamed : <http://www.hamedbakayoko.com/> [Consulté le 11 février 2009]

Site du FPI : <http://liberte.fpi.ci/> [Consulté le 11 février 2009]

Site Mission Vie et Restauration : <http://www.vieetrestauration.org/>[consulté le 14 janvier 2008]

Site du COSIM : <http://www.cnicosim.org/> [Consulté le 15 juillet 2009]

Sites des revues et réseaux scientifiques

Portail des ressources électroniques de la bibliothèque de l'université de Cergy-Pontoise
,Biblioweb : <http://biblioweb.u-cergy.fr/> [consulté le 10 octobre 2011]

Cahier d'études africaines : <http://etudesafricaines.revues.org/8> [consulté le 12 octobre 2011]

Ethiopiennes : <http://ethiopiennes.refer.sn/>

Les Classiques des sciences sociales : <http://classiques.uqac.ca/> [consulté le 14 décembre 2011]

TERRA (réseau scientifique de recherche et de publication) : <http://www.reseau-terra.eu/article958.html> [consulté le 20 août 2009]

IRD (Institut de Recherche pour le Développement) : <http://horizon.documentation.ird.fr/> [consulté le 20 août 2009]

La somme et le reste : <http://www.lasommeetlereste.com/> [consulté le 12 octobre 2011]

Mémoireonline : <http://www.memoireonline.com/> [consulté le 15 octobre 2009]

Human Dignity and Humiliation Studies: <http://www.humiliationstudies.org/> [consulté le 15 octobre 2009]

Sites généraux

Site de Wikipédia : <http://fr.wikipedia.org/> [consulté depuis 2006]

Site de abidjan.net : <http://www.abidjan.net/> [consulté depuis 2006]

Le Comité Internationale de la Croix-Rouge (CICR) : <http://www.icrc.org/fre/> [consulté le 7 octobre 2009]

Moteurs de recherche

Google : <http://www.google.fr/>

Yahoo : <http://fr.yahoo.com/>

INDEX DES AUTEURS CITES

A

Abdullah, 372
Addington, 309
Adjo, 30
Adjovi, 201
Adler, 296
Akindès, 127, 217
Alliali, 217
Alobé, 137, 138
Althusser, 66
Amondji, 124
Anderson, 345
Appadurai, 67
Aristote, 317
Arnault, 26, 27, 30
Atchoua, 27
Atsain, 372
Aulard, 109

B

Bado, 90
Bahi, 16, 17, 24, 25, 27, 28, 52, 142, 170, 211, 254, 347, 350
Balle, 346
Banégas, 15, 17, 26, 27, 37, 268, 354
Banégas et Otayek, 37
Barry, 374
Basset, 235
Batala, 23
Bathily, 125
Bayart, 209, 264, 287, 290, 234, 335
Bédié, 205, 211, 222
Berger et Luckmann, 374
Biaya, 375
Blé, G.C, 15, 69, 210, 375
Blé, K.A, 28
Blumer, 63
Boa Thiémélé, 203
Bonis, 74
Bouquet, 204
Bourdieu, 68, 298, 299, 361, 376
Bourgeois (Le), 219
Bouthoul, 217, 355
Bozon, 305
Braud, 364
Breton, D, 201
Breton, P, 358
Broohm, 115, 116
Burrin, 318

C

Cadéac et Lauru, 358
Campbell, 357
Canivez, 82
Canut et Smith, 117
Cazeneuve, 354
Champagne, 353
Chanet, 319
Chénau-Loquay, 358
Cissé, 214, 217, 220, 222
Colas, 374
Coquery-Vidrovitch, 121
Cot et Mounier, 65
Coulibaly, A.A., 237
Coulibaly, L.G., 186
Coulon, 339
CURDIPHE, 203
Cutolo, 366

D

Dagher, 366
Dasquié, 357
Davoine, 372
Debarbieux, 330
Decoudras et Lenoble, 32
Decouflé, 339
Defrasne, 80
Delafosse, 204, 205
Deleu, 308
Delporte, 35
Dembélé, 16, 235
Désalmand, 120
Diabaté, 238
Diabaté et al, 238
Diogène, 76
Diom, 373
Dorflès, 54
Dorna, 216, 219
Dozon, 142, 143, 147, 354
Dufour, 355
Durkheim, 75, 165
Duverger, 79

E

Edelman, 35
Ehrenberg, 102
Ekanza, 85, 120
Ellul, 378
Engels, 88, 96, 97, 98
Eysenk, 80

F

Fichte, 81
 Finley, 105
 Flichy, 67, 360
 Fofana, 213, 214, 217
 Foucault, 308
 Fouchard, 338
 FPI, 17, 247
 Frère, 351

G

Gadji, 233
 Galy, 299
 Gamson, 348
 Gbagbo, L., 247, 248, 249
 Gbagbo, S.E., 25, 208, 209, 210, 214, 222, 223, 225
 Gecaga, 377
 Gengembre, 260
 George et Verger, 32
 Gerstlé, 39, 68, 344, 347
 Ghiglione, 286, 383
 Gnabéli, 27, 392
 Goerg, 122, 392
 Goffman, 286, 307, 378
 Goguel, 79, 383
 Gramsci, 28, 64, 65, 383, 386
 Grébalé, 124, 378
 Gros, 383
 Guitard, 96, 383
 Guittet, 42, 381

H

Habermas, 21, 28, 87, 360, 378, 379, 384
 Haeringer, 32, 392
 Hajjat, 324, 384
 Hanry, 306, 379
 Hans, 83, 384
 Harrington, 89, 378
 Helena, 83, 384
 Herder, 82, 384
 Hien, 28, 395
 Hobsbawm, 83, 384
 Hoffman, 384
 Hudelot, 99, 384

I

Ifert et Gibbons, 309

J

Janin, 32, 392
 Jauréguiberry, 67, 358, 379

Jeanneney, 353, 384
 Jewsiewicki, 322, 392
 John, 90, 113, 384
 Jones, 40, 381

K

Keynes, 89, 384
 Kieffer, 28, 155, 223, 392
 Kipré, 216, 229, 379
 Kokora, 222, 247, 384
 Kologo, 28, 396
 Konaté, 26, 128, 129, 149, 161, 264, 265, 266, 270, 323, 380, 392
 Koné, 25, 117, 203, 237, 253, 260, 278, 393
 Kouakou, xi, 23, 24, 30, 144, 203, 204, 249, 326, 392
 Kouassi, xi, 204, 266, 303, 315, 316, 379
 Koulibaly, 230, 231, 233, 259, 269, 302, 384
 Kuhn, 342, 384
 Ky et al, 290, 384

L

Lalieu, 318, 393
 Lancelot, 79, 187
 Larkin, 355, 393
 Larrain, 74, 393
 Latour (de), 357, 393
 Lefèbre, 33, 384
 Lefèvre, 393
 Leimdorfer, 25, 32, 184, 393
 Lemieux, 63, 67, 236, 393
 Le Pape et Vidal, 16
 Locke, 91, 384
 Loi, 384
 Loucou, 185, 216, 247, 385
 Loucou, J-N, 385

M

Maarek, 63, 379
 Maisonneuve et Bruchon-Schweitzer, 290
 Marie, 41, 149, 205, 209, 216, 254, 276, 278, 281, 332, 337, 393
 Marshall, 353, 393
 Martin, 113, 358, 379
 Marx et Friedrich, 88
 Maugenest, 76, 83, 91, 95, 385
 Mbembe, 370, 373, 385, 393
 McGovern, 296, 393
 Mélédje, 251, 379
 Memel-Fotê, 205, 393
 Messiant et Marchal, 224
 Meyer, 98, 385
 Montesquieu, 385
 Moreux, 76, 385

Morin, 264, 385
Mornet, 107, 109, 110, 385
Moya, 27, 381
Mus, 84
Muxel, 255
Mwangola, 377

N

Navarro, 229
Ndundu, 22
Nguyen, 36
Niangoran-Bouah, 119, 203
Nietzsche, 163, 288
Nyamnjoh, 369

O

Olukoschi et Sall, 17
Oppermann, 331
Oscar, 82
Ouattara, T.F, 184
Ouattara, S, 29

P

Pango, 248
Pascallon, 37
Paxton, 81
Piaget, 31
Piotte, 65, 98
Poe, 360
Ponteil, 93
Poupée, 359, 379

Q

Quéré, 344
Quermonne, 87, 363

R

Rassemblement Des Républicains, viii, 35, 243
Rémond, 80
Renan, 82
Rivière, 307
Robin, 302
Rocher, 34
Rosny, 74
Rouet, 290
Rousseau, 86, 91, 367, 369
RSF, 350

S

Schmitt, 378
Segalen, 307
Segond, 95
Séry, 194
Seymour, 84
Sherif, 196
Sigmund, 97
Sissoko, 121
Skinner, 81
Smith, 88, 117
Soboul, 86, 111, 112
Soro, 45, 127, 128, 189, 204, 231, 234, 236, 246, 265,
301, 327, 329, 330, 347, 352, 373, 376, 377
Sory, 117
Spitz, 87
Stark, 74

T

Tajfel, 196
Tannabill, 309
Terrou, 354
Théroux-Benoni et Bahi, 24, 25
Tocqueville (de), 87
Toscer, 351
Touré, 30, 212, 285, 296, 324
Tracy (de), 33
Traoré, B.A, 161
Traoré, S, 122
Tulard et al, 77

U

Ukeje, 376

V

Vance, 318
Viala, 260
Vidal, 16, 17, 204

W

Walter, 78
WANEP, 236
Weber, 56, 218, 338, 364
Wrzesińska, 161

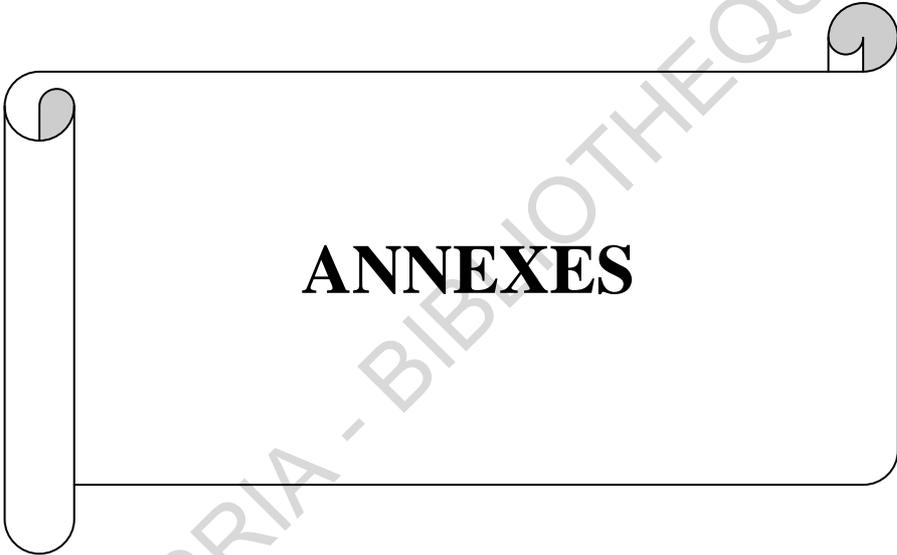
Y

Yergin, 89

ANNEXES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



ANNEXES

ANNEXE I

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AUX ACTEURS DES AGORAS ET PARLEMENTS ET DES GRINS

Thème 1 : Identité et trajectoire socio-politique et professionnelle

1. Nom et prénoms :
2. Surnom :
3. Sexe et âge :
4. Niveau d'étude :
5. Religion :
6. Ethnie :
7. Nombre d'enfants au sein de la famille d'origine :
8. Situation matrimoniale :
9. Quartier :
10. Appartenance politique :
11. Ancienneté dans l'espace :

Thème 2 : Perception de la lutte politique

1. Selon vous, quelles sont les causes de la guerre ?
2. Depuis que la crise a commencé, qui sont vos ennemis ? Pourquoi ?
3. Selon vous est-ce que la guerre actuelle est une guerre entre les ethnies ? (Pourquoi ?) Entre les régions (nord et sud) ? (Pourquoi ?) Entre les religions ? (Pourquoi ?)
4. Peut-on considérer votre engagement comme un signe de courage ? De sacrifice ? D'opportunisme ?
5. Pensez-vous qu'on vous doit quelque chose (récompense) pour votre acte ? Quoi par exemple ? Pourquoi ?
6. Selon vous, quel rôle jouez-vous dans cette guerre ?
7. Selon vous qui sont les rebelles ?

Thème 3 : L'idée de patriotisme

1. Selon vous, qu'est ce que le patriotisme ?
2. Selon vous, entre les « grins » et les « agoras » et « parlements » qui sont les vrais patriotes ?
2. Qu'est ce qui motive vos actions ?
3. selon vous, qu'est-ce que la patrie ?
4. Comment jugez-vous les « jeunes patriotes » / les « grins » aujourd'hui ?

Thème 4 : L'identité jeune

1. Vous considérez-vous comme jeune ?
2. C'est quoi la jeunesse selon-vous (limites d'âge, situation matrimoniale, occupation professionnelle, etc.) ?
3. Comment doit être un jeune selon-vous ?
4. Pensez-vous que l'Etat (ou le pays), ou les hommes politiques ont des obligations envers les jeunes ? (Si oui pourquoi ? lesquelles ?/ si non pourquoi ?)
5. Comment jugez-vous la situation professionnelle des jeunes actuellement ?
6. Comment devrait être leur situation professionnelle en « temps normal » ?
7. Selon vous un jeune doit-il se battre pour réussir ? (Si oui, quel combat ?)
8. Qu'est-ce qui fait la force de la jeunesse ? Qu'est-ce qui fait sa limite ?
9. « L'avenir appartient à la jeunesse ». Qu'en pensez-vous ?
10. Pensez-vous que l'Etat a des projets pour les jeunes après la guerre ?
11. Quel est votre modèle parmi les jeunes (leaders de la galaxie patriotique, RHDP, FN, autres) ? Pourquoi ? Voulez-vous lui ressembler ?

Thème 5 : L'identité religieuse

1. Qui est Dieu ? Comment s'appelle le Dieu que vous adorez ?
2. Quelle est votre religion ? Depuis quand la pratiquez-vous ?
3. Qu'est ce qui a motivé votre adhésion à cette religion ?
3. Selon vous, comment doit se comporter un homme de Dieu ?
4. Croyez en Dieu (Si oui pourquoi ? Si non, pourquoi ?)
5. Dieu peut-il ramener la paix en Côte d'Ivoire ?

6. Qu'est ce qu'un homme de Dieu ?
7. Que doit faire l'homme de Dieu en période de guerre ?
8. Selon vous, les hommes de Dieu fréquentent-ils les « agoras » et « parlements » / les « grins » ?
9. Selon vous, un homme de Dieu peut-il faire la politique ?

Thème 6 : Mode d'acquisition et de conservation de l'espace

1. Qui vous a installé sur cet espace ?
2. Quelle est l'autorité qui gère la vie quotidienne dans votre espace ?
3. Quelle est la procédure à suivre pour avoir une place de commerçant ?
4. Depuis quand êtes vous installé ici ?

Thème 7 : Les relations des espaces avec les médias

1. Selon vous, qu'est-ce qu'un journaliste ? Que fait-il ?
2. Quels sont les journaux que vous connaissez ? Quels sont les journaux que vous appréciez ? Quels sont les journaux que vous lisez ? Qui les achètent et pourquoi ?
3. Vous arrive-t-il d'écouter la radio (Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ?)
4. Avez-vous un téléphone mobile ?
5. A quoi sert le téléphone mobile dans vos activités ?
6. Pensez vous que les coûts de communication soient chers ?
7. Avez-vous une adresse électronique ? Combien de fois allez-vous sur Internet dans la semaine ? Quels sont les sites que vous fréquentez ?
8. Est-ce que vous regardez la télévision ?
9. Quelles sont vos émissions préférées ? Vous arrive-t-il de regarder des programmes télévisés sur des chaînes étrangères ? Pourquoi ?
10. Avez-vous un lecteur DVD, VCD et VCD chez vous ? Quels sont les films que vous regardez ?

Thème 8 : Construction et diffusion de l'information

1. Comment préparez-vous vos interventions ?
2. Comment se déroule une séance de piécettes ? (pour les « agoras et parlements »)

3. Pourquoi portez vous ces surnoms ?
4. Qu'est-ce que vous faites pour faire passer vos messages ?
5. Les hommes politiques viennent-ils vous vous rencontrer ?
6. Vous arrive-t-il d'inviter les hommes politiques chez vous ? Quel est le sens de cette action ?

Thème 9 : Les relations avec le champ politique

1. Quelles sont vos rapports avec les hommes politiques ?
2. Que savez-vous des Premières Dames de Côte d'Ivoire depuis Houphouët Boigny ?
3. Selon vous comment doit se comporter une première Dame ?
4. Selon vous la gestion du pouvoir d'Etat est-elle exclusivement réservée à un groupe ethnique ?
5. Selon vous, quel est l'homme politique idéal dont la Côte d'Ivoire a besoin ?
6. Selon vous, quels sont les critères à partir desquels on peut dire d'un homme qu'il est le meilleur en politique ?

Thème 10 : Organisation des espaces

1. Quel est le matériel (humain, financier, technique) mobilisé pour les manifestations ?
2. Quelles sont vos sources de financement ?
3. Décrivez-moi une manifestation ?

Thème 11 : La réécriture de l'histoire

1. Que faites-vous pour vous rappelez de vos disparus et blessés ?
2. Pourquoi organisez-vous des cérémonies de commémorations ?
3. Quels sens donnez-vous aux commémorations ?
4. Quels sens donnez-vous aux processions, statues, cimetières, couronne de fleurs ?
5. Selon vous, qu'est ce qui donne sens à la patrie ?

ANNEXE II

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AUX ACTEURS POLITIQUES

Thème 1. Identité

1. Nom et prénoms :
2. Parti politique :
3. Responsabilité :

Thème 2. Relations avec les espaces de discussions de rues

1. Fréquentez-vous les espaces de libres expressions ? Si oui, lesquels ?
2. Comment percevez-vous ces espaces ?
3. Pensez-vous que ces espaces ont un rôle à jouer dans le pays ?
4. Comment ces espaces contribuent-ils à la promotion de votre parti ?
5. Quels sont les rapports que vous entretenez avec les jeunes de ces espaces ?
6. Selon vous, ces espaces vont-ils se pérenniser ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES III

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AUX JOURNALISTES

Thème 1 : Identité sociale et professionnelle

1. Nom et prénom :
2. organe de presse :

Thème 2 : Relations avec les espaces de discussions de rues

1. Connaissez-vous les espaces de libres expressions ?
2. Fréquentez-vous ces espaces ?
3. Vous arrive-t-il de collaborer avec eux ?
4. Que pensez-vous de leur implication dans le champ politique ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES IV
GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AUX AUDITEURS DES AGORAS ET
PARLEMENTS

Thème 1 : Identité des l'espace

1. Nom de l'espace fréquenté
2. Les raisons de la fréquentation de l'espace
3. La période de fréquentation (date de début de fréquentation)
4. Les sujets apprécié (Politique, religion, musique, football, etc.)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE V

GRILLE D'OBSERVATION A LA SORBONNE ET AU TPCA

1. Identification

Date et lieu d'observation :

Animateur :

Surnom :

Sujet à l'ordre du jour :

Nombre de participants : au début :

A la fin :

2. Déroulement de l'intervention

Heure d'arrivée de l'orateur :

Activités avant l'intervention :

Heure d'arrivée des participants :

Activités avant l'intervention :

3. Occupation spatiale

Position de l'orateur :

Position des auditeurs :

4. Ouverture / Fermeture de l'intervention

Style d'introduction de l'orateur (salutations, prières, etc.)

Style de fermeture (salutations, prières, etc.)

5. Réactions des auditeurs

Réactions générales. Prise de notes sur des supports

Approbation : applaudissements

Additifs

Jets de pièces de monnaie ou billets

Expressivité non verbale (hochements de la tête, regard soutenu, etc.)

Arrêt des TD pendant l'intervention

Désapprobation : Additifs

Refus de participer au bal des piécettes

Expressivité non verbale (hochements de la tête, regard renfrogné, etc.)

Poursuite des TD pendant l'intervention

Observations :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE VI

GRILLE D'OBSERVATION DANS LES GRINS

1. Identification

Date et lieu d'observation :

Sujet à l'ordre du jour :

Nombre de participants : au début :

A la fin :

2. Déroulement de l'intervention

Heure d'arrivée des participants :

Activités avant l'intervention :

3. Occupation spatiale

Disposition des participants :

4. Préparation du thé

Membre de service :

Ustensiles. Braséro :

Charbon :

Verres :

Thé :

Accompagnement (Viande braisée, arachides, etc.) :

5. Ouverture / Fermeture de l'intervention

Style d'introduction du guide (salutations, annonces, etc.) :

Style de fermeture (salutations, annonces, etc.) :

6. Réactions des participants

Réactions générales. Prise de notes sur des supports

Approbation : applaudissements

Additifs

Expressivité non verbale (hochements de la tête, regard soutenu, etc.)

Désapprobation : Additifs

Expressivité non verbale (hochements de la tête, regard renfrogné, etc.)

Injures

Altercations

Observations :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE VII
TABLE DES ILLUSTRATIONS

N°	Nom de l'illustration	Page
1	Tableau 1 : Tableau récapitulatif des espaces de discussions de rues à Abidjan et à Korhogo	47
2	Tableau 2 : récapitulatif des "grins" à Abidjan	47
3	Tableau 3 : récapitulatif des "grins " à Korhogo	48
4	Tableau 4 : récapitulatif des "parlements" et "agoras" à Abidjan	48
5	Tableau 5 : "agoras" et "parlements" la crise post-électorale de 2010	51
6	Tableau 6 : récapitulatif de l'échantillon	58
7	Figure 1 : ethnies des membres des « grins » d'Abidjan	151
8	Figure 2 : Ethnies des membres des « grins » de Korhogo	151
9	Figure 3 : Pourcentage des ethnies dans les « agoras » et « parlements »	158
10	Figure 4 : Ages des membres des espaces	159
11	Figure 5 : Proportion des sujets débattus dans les espaces	165
12	Tableau 7 : Typologie des espaces de discussions de rues	179
13	Figure 6 : Représentativité des syndicats et partis politiques dans les « agoras » et « parlements »	186
14	Photo 1: Affiche de campagne du Président Gbagbo par la figure du battant	261
15	Photo 2 : Propagande du Président Henri Konan Bédié	262
16	Photo 3 : Affiche publicitaire du pagnon du cinquantenaire ivoirien	263
17	Photo 4 : A la Sorbonne, jeune patriote au corps peint	297
18	Photo 5 : Le monument représentant Djéni Kobinan	313
19	Photo 6 : Monument de André Latrille devant l'hôtel Ivoire	315
20	Figure 7 : Importance des médias dans les EDR	339

ANNEXE VIII

LIVRES PRODUITS PAR LA SOBONNE ET LE TPCA

1. Laurent Gbagbo. Acte 1. Parcours exceptionnel d'un homme politique. 11 p.
2. Laurent Gbagbo. Acte 2. Gbagbo, l'homme, ses convictions ..., 11 p.
3. Les vérités de Koulibaly M. à Sarkozy., 11 p.
4. Simone Gbagbo. Une vie de battante., 11 p.
5. Les dates importantes de la crise. Chronologie de la crise ivoirienne depuis de Gaule jusqu'à la flamme de la paix., 23 p.
6. Les grandes révélations poignantes d'un jeune patriote. "Comment la force Licorne m'a livré aux rebelles de Soro Guillaume. L'affaire Firmin Mahé., 11 p.
7. Dossier. La montée en puissance du pétrole ivoirien., 11 p.
8. Les grands dossiers. Savimbi, Taylor, Fodé Sankoh ... La longue marche du PDCI avec les rebelles africains., 11 p.
9. Thomas Sankara l'immortel., 11 p.
10. Kwamé Nkrumah. Le père du panafricanisme., 11 p.
11. Les chemins de la liberté. Nelson Rolihlahla Mandela. 11 p.
12. Côte d'Ivoire. Indépendance économique. L'ultime combat..., 46 p.
13. Barack Obama., 11 p.
14. Comprendre le projet de société du FPI, 35 p.

ANNEXE IX

FILMS PRODUITS ET COMMERCIALISES A LA SORBONNE

1. Forces spéciales. Comment elles opèrent.
2. Gbagbo sur 3A télésud.
3. Bangolo. Le rôle de la BCEAO dans la crise ivoirienne.
4. Koulibaly tout feu tout flamme. Meeting de vérités crues à la place Inch'allah de Koumassi.
5. Côte d'Ivoire : quatre jours de feu.
6. Noël à Abidjan. Comment IB voulait renverser Gbagbo et Soro.
7. Attaque des rebelles du 1^{er} bataillon d'Akouédo
8. Côte d'ivoire. D'une guerre à l'autre
9. La prise de Daloa
10. Gbagbo crache du feu. Le discours intégral du Président Laurent Gbagbo.
11. Force de frappe.
12. Horreur à Duékoué.
13. Attaque terroriste contre la Côte d'Ivoire.
14. Gbagbo Laurent. 1945-2000.
15. Les images de Monrovia. L'assassinat manqué de Gbagbo Laurent.
16. Alassane Ouattara, un destin singulier
17. La longue marche du RDR
18. La barbarie du FPI contre les militants du RDR
19. ADO Solutions

ANNEXE X

TABLEAUX DES ESPACES

Tableau récapitulatif des « grins » à Abidjan

Quartiers	Nombre des grins
Abobo	375
Adjamé	307
Attécoubé	79
Cocody	107
Koumassi	366
Marcory	93
Plateau	17
Port-Bouët	178
Treichville	205
Yopougon	303
Total	2.030

Source : enquête, septembre 2009, octobre 2011

Tableau récapitulatif des « grins » à Korhogo

Quartiers	Nombre des grins
Commerce	9
Petit Paris	43
Soba	44
Koko	35
Banaforo	65
Delafosse	69
Quartier 14	11
Air France	49
Dem	23
Sinistré	19
Sonzouroubougou	36
Haoussabougou	21
Tikélézo	14
Zone industrielle	12
Total	450

Source : enquête, septembre 2009, septembre-octobre 2011

Tableau récapitulatif des espaces de discussions de rues à Abidjan et à Korhogo

Ville	Quartier	Nombre de grins
Abidjan	Adjamé	307
	Abobo	375
Korhogo	Soba	85
	Haoussabougou	102
Total		869

Source : Enquête, septembre-octobre 2011

Tableau récapitulatif des "grins" à Abidjan

Quartiers	Nombre des grins
Abobo	375
Adjamé	307
Attécoubé	79
Cocody	107
Koumassi	366
Marcory	93
Plateau	17
Port-Bouët	178
Treichville	205
Yopougon	303
Total	2.030

Source : enquête, septembre 2009, septembre-octobre 2011

Tableau récapitulatif des "grins " à Korhogo

Quartiers	Nombre des grins
Commerce	9
Petit Paris	43
Soba	44
Koko	35
Banaforo	65
Delafosse	69
Quartier 14	11
Air France	49
Dem	23
Sinistré	19
Sonzouroubougou	36
Haoussabougou	21
Tikélézo	14
Zone industrielle	12
Total	450

Source : enquête, septembre 2009, septembre-octobre 2011

Tableau des "agoras" et "parlements" la crise post-électorale de 2010

Quartiers	Nombre d'espaces
Yopougon	14
Abobo	6
Plateau	2
Williasmville	1
Attécoubé	1
Cocody	3
Koumassi	6
Port-Bouët	6
Plateau	1
Grand-Bassam	1
San-Pédro	1
Agboville	1
Dabou	1
Gagnoa	1
Daloa	1
Issia	1
Soubré	1
San-Pédro	1
Anyama	1
Songon	1
Dabou	1
Afféry	1
Aboisso	1
Yamoussoukro	1
Total	55

Source : enquête, octobre 2011

Tableau récapitulatif de l'échantillon

Espaces	Situation géographique		Total	Total
	Korhogo	Abidjan		
« Agoras » et « parlements »		Sorbonne	Auditeurs : 10	23
			Orateurs : 13	
		TPCA	Auditeurs : 10	35
			Orateurs : 25	
« Grins »		Le QG	12	12
		Le Yôrô	13	13
	Citron		10	10
	La Plage		10	10
Acteurs politiques	RDR	4	4	4
	FPI	2	2	2
Journalistes	Notre Voie	1	1	1
	Le Patriote	1	1	1
	L'Inter	1	1	1
TOTAL				112

Source : Enquête, septembre 2009, septembre-octobre 2011

Table des matières

SOMMAIRE	i
RESUME.....	iii
DEDICACES	ix
REMERCIEMENTS	x
INTRODUCTION GENERALE.....	11
CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	11
I. Présentation de l'étude	11
I.1. Justification du choix du thème.....	11
I.2. Contexte et constats de recherche	13
I.3. Problématique	17
I.3.1. Questions et objectifs de recherche	18
I.3.2. Objectif général	18
I.3.2.1. Objectifs spécifiques.....	18
I.3.3.1. Thèse	18
I.3.4. Hypothèses	19
I.3.4.1. Hypothèse 1.....	19
I.3.4.2. Hypothèse 2.....	19
I.3.4.3. Hypothèse 3.....	19
I.3. Revue de la littérature.....	20
II. Cadre pratique de la méthodologie	30
II.1. Définition et opérationnalisation des concepts	30
II.2. Méthodologie de travail	38
II.2.1. Le matériau de recherche	38
II.2.1.1. La documentation.....	38
II.2.1.2. Les outils de l'enquête ethnographique.....	39
II.2.2. Observation participante.....	39
II.2.3. Entretiens	41
II.3. La population cible et l'échantillonnage	43
II.4. Etapes de la recherche	58
II.4.1. Recherche documentaire	58
II.4.2. Pré-enquête.....	59
II.4.3. Enquête proprement dite.....	59
II.5. Dépouillement.....	60

II.6. Ancrage théorique.....	62
II.7. Difficultés et limites de l'étude	68
II.8. Plan de la thèse	70
PREMIERE PARTIE : LES IDEOLOGIES POLITIQUES ET LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES DANS LE MOUVEMENT ASSOCIATIF DE JEUNES EN COTE D'IVOIRE.....	71
CHAPITRE PREMIER : SAISIR LE SENS DES IDEOLOGIES POLITIQUES	73
I. Comprendre les idéologies politiques.....	73
I.1. L'idéologie, un adjuvant affectif.....	73
I.2. L'idéologie, un creuset intellectuel	73
I.3. L'idéologie, expression des intérêts et des valeurs.....	74
I.4. L'idéologie, expression d'une histoire collective et sociale	75
II. Les tempéraments politiques : droite, centre, gauche.	76
II.1. Les origines du clivage.....	76
II.2. Le contenu idéologique du clivage.....	77
III. Les familles d'idéologies.....	80
III.1. Le nationalisme	80
III.2. La démocratie.....	85
III.3. Le capitalisme.....	87
III.4. Le libéralisme.....	89
III.5. Le socialisme.....	92
III.6. Le communisme	95
CHAPITRE II : LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES DANS L'HISTOIRE.....	101
I. Histoire des espaces de discussions de rues.....	101
I.1. La tenue des débats libres dans la cité antique Gréco-romaine	101
I.2. Les clubs de la Révolution française.....	104
I.3. Speakers' Corner, le coin des orateurs.....	111
II. Les mouvements associatifs de jeunesse et les espaces de discussions de rues en Côte d'Ivoire	114
II.1. L'arbre à palabres : espace public traditionnel de discussions	114
II.2. La colonisation et l'émergence d'une bourgeoisie d'intellectuels et de planteurs, leviers des mouvements de jeunesse.....	118
II.3. Les jeunes dans la Côte d'Ivoire indépendante.....	122
II.4. Les mouvements de jeunesse sous la II ^{ème} République.....	125
III. Le cadre légal et juridique des organisations de jeunesse.....	128

III.1. La définition juridique et la structure.....	128
III.2. L'administration.....	130
IV. Le conflit armé ivoirien du 19 septembre 2002.....	132
IV.1. Le déroulement du conflit.....	132
IV.2. Les tentatives de résolution.....	134
IV.3. Les conséquences du conflit.....	136
Conclusion partielle.....	138
DEUXIEME PARTIE : JEUX DES IDEOLOGIES POLITIQUES DANS LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES.....	139
CHAPITRE III : HISTORIQUE ET CARACTERISTIQUES DES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES.....	141
I. Caractéristiques générales des espaces.....	141
I.1. Des espaces religieux.....	141
I. 2. Des espaces commerciaux.....	143
I.3. Des espaces de critiques.....	144
II. Présentation des espaces de discussions de rues étudiés.....	146
II.1. Les caractéristiques.....	146
II.1.1. La Sorbonne.....	146
II.1.2. Le Tout Puisant Congrès d'Abobo.....	147
II.1.3. Le grin d'Abobo.....	148
II.1.4. Le grin d'Adjamé.....	148
II.1.5. Le grin la "mafia" du quartier Soba à Korhogo.....	149
II.1.6. Le grin la "plage" du quartier Soba à Korhogo.....	149
III. Organisation et fonctionnement des espaces.....	150
III.1. Organisation et fonctionnement des grins.....	150
III.1.1. Organisation.....	150
III.1.2. Fonctionnement.....	154
IV. Organisation et fonctionnement de la Sorbonne et du TPCA.....	156
IV.1. Organisation.....	156
IV.2. Fonctionnement.....	158
V. L'identité des acteurs des EDR et leur positionnement politique.....	159
V.1. Des espaces de jeunes vieux et de vieux jeunes.....	159
V.2. Le syndicalisme.....	162
V.3. Un militantisme au service des partis politiques.....	163
V.4. La langue et la religion comme capteurs d'identités.....	169

CHAPITRE IV : DEROULEMENT DES ACTIVITES DES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES ET LEUR POLITISATION.....	173
I. Ici, on est à la Sorbonne	173
I.1. La disposition spatiale des participants.....	173
I.2. Les cours des Sorbonnards et des parlementaires.....	174
II. Les grins	177
II.1. La disposition spatiale dans les grins.....	177
II.2. Les professeurs des grins.....	177
III. La politisation des espaces de discussions de rues	179
III.1. Le Tout puissant Congrès d’Abobo : entre lutte politique et intrigues économiques	180
III.2. Les grins : conflit de perception entre générations et violence policière	182
III.3. Les grins de Korhogo : “petits crimes” en famille.....	183
III.4. La forte représentativité de la FESCI dans les agoras et parlements	186
IV : PLACE DES FEMMES DANS LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES	190
IV.1. Des militantes.....	190
IV.2. Des commerçantes.....	191
CHAPITRE V : INTERPRETATION DU DISCOURS POLITIQUE.....	192
I. La co-construction du discours dans les grins : la victimisation.....	192
I.1. Production d’un discours de victimisation	192
I.2. Construction d’un citoyen issu de toutes les régions.....	195
I.3. L’ enrôlement et la délivrance de certificat de nationalité	196
II. Co-construction du discours à la Sorbonne et au TPCA	198
II.1. La catégorisation : La figure du faux Ivoirien	198
II.2. La construction de l’identité par l’ enrôlement	200
III. Les idéologies des espaces comme reflets de l’identité des leaders politiques	201
III.1. Mort et résurrection de l’ivoirité : maîtres et esclaves chez Henri Konan Bédié.....	201
III.2. Gbagbo Laurent : le fils de pauvre mais qui a réussi.....	206
III.3. Alassane Dramane Ouattara : le travailleur acharné au destin fabuleux.....	211
IV. La construction idéologique des identités des autres acteurs.....	218
IV.1. Jeux de dames, les 1 ^{ères} Dames au cœur du pouvoir d’Etat	219
IV.2. Les mythes d’origine et d’autochtonie, véhicules des idéologies.....	225
IV.3. Quelques mythes politiques locaux	229
V. Le système des partis politiques et polarisation idéologique.....	235
V.1. Les acteurs politiques et leurs idéologies : la droite ivoirienne.....	235

V.2. Les acteurs politiques et leurs idéologies : la gauche ivoirienne	245
V.3. La filiation politique des espaces de discussions de rues	253
Conclusion partielle	255
TROISIEME PARTIE : STRATEGIES DE DIFFUSION DES IDEOLOGIES POLITIQUES PAR LES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUES	256
CHAPITRE VI : MOBILISATION DES IDENTITES DES ACTEURS DES ESPACES... 258	
I. Les référents identitaires au service de la mobilisation politique	258
I.1. La propagande par l’art	258
I.2. La mobilisation par les jeunes figures politiques émergentes	264
I.3. Congruence entre les projets individuels et ceux des acteurs politiques	266
II. L’espace, siège de diffusion des idéologies politiques	267
II.1. L’ouverture des espaces aux acteurs politiques.....	268
II.1.1. La technique de pénétration directe à Sorbonne et le TPCA	268
II.1.2. La technique de pénétration indirecte dans les grins	269
II.2. L’entretien des espaces par les acteurs politiques et le jeu des alliances	272
III. La mobilité des acteurs.....	276
III.1. La mobilité interne	276
III.2. La mobilité externe.....	278
III.3. La mobilité internationale	280
III.4. La duplication des espaces	282
IV. La politisation des corps comme vecteurs de diffusion des idéologies	283
IV.1. Exhiber le beau pour vendre le meilleur.....	283
IV.2. L’orateur et le docteur : bilan de santé des candidats.....	290
IV.3. L’expressivité verbale des leaders politiques.....	299
IV.4. Jeux de mots, jeux de vilains : déconstruire pour construire	301
CHAPITRE VII : DE L’USAGE DE LA NATURE ET DE LA TECHNOLOGIE POUR LA PROPAGANDE	310
I. La commémoration : le tombeau des morts dans le cœur des vivants	310
I.1. Les monuments aux morts, le temps de témoins	310
I.2. L’administration idéologique de la ville. Abidjan contre Korhogo ?	324
I.3. Le duel des Dieux : la dissémination spirituelle des idéologies.....	330
II. Les médias et la propagande des espaces de discussions de rues.....	339
II.1. La presse écrite.....	339
II.1.1. Les journaux	339

II.1.2. Les copies des imprimés.....	347
II.2. Sons et lumières pour la propagande. La radio et la télévision	350
II.3. Internet et le mobile militants. Les petits soldats de la toile	354
III. La diffusion des idéologies par la force et l' enrôlement des non Ivoiriens.....	361
III.1. La parole faite chaire ou la force au secours des mots	361
III.2. L'étranger au cœur des stratégies de diffusion des idéologies.....	363
III.3. Repenser l'espace public : les espaces de discussions de rues entre la société civile et la société politique	366
Conclusion partielle.....	369
CONCLUSION GENERALE	371
BIBLIOGRAPHIE	380
Ouvrages généraux	380
Articles	392
Thèses, mémoires, conférences, rapports d'activités, séminaires, colloques, documents officiels, Brochures, Dictionnaires et communications.....	399
WEBLOGRAPHIE	401
INDEX DES AUTEURS CITES	403
ANNEXES	406